



PROCES-VERBAL
CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU
mardi 10 avril 2018

Convocation du Conseil Municipal

du

10/04/2018

—

—

Le Conseil Municipal d'AURAY (56) est convoqué, pour une session qui s'ouvrira le 10/04/2018 à 19 HEURES 00 à la Mairie ; une convocation comportant l'ordre du jour est adressée individuellement à chaque Conseiller.

Fait à AURAY, le

Le Maire,

M. DUMOULIN

ORDRE DU JOUR

~~~~~

- 1- DGS - AQTA : RAPPORT SUR LE SCHEMA DE MUTUALISATION P.6
- 2- DGS - APPROBATION DES TARIFS DE MISES A DISPOSITION DES MOYENS HUMAINS ET MATERIELS A L'ECHELLE DU TERRITOIRE COMMUNAUTAIRE P.54
- 3- DGS - SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIES DU MORBIHAN : REVISION DES STATUTS P.62
- 4- DF - REPRISE ANTICIPÉE, AU BUDGET PRIMITIF 2018, DES RÉSULTATS DE L'EXERCICE 2017 P.82
- 5- DF - BUDGET PRIMITIF 2018: BUDGET PRINCIPAL P.157
- 6- DF - BUDGET VILLE 2018 - VOTE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT P.182
- 7- DF - TAXES DIRECTES LOCALES - VOTE DES TAUX POUR L'ANNEE 2018 TAXE D'HABITATION TAXE SUR LE FONCIER BATI TAXE SUR LE FONCIER NON BATI P.204
- 8- DF - CONVENTIONS D'ASSOCIATION AVEC LES ECOLES ELEMENTAIRES ET MATERNELLES PRIVEES. FIXATION DU MONTANT DE LA PARTICIPATION 2018 P.206
- 9- DF - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'EQUILIBRE AU BUDGET DU CCAS P.210
- 10- DF - ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS EXERCICE 2018 P.211
- 11- DF - GARANTIE À 50% DE QUATRE LIGNES D'EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 714 798 € AUPRÈS DE LA CAISSE DES DEPÔTS, AU PROFIT DE BRETAGNE SUD HABITAT, POUR LA CONSTRUCTION DE 13 LOGEMENTS POUR L'OPERATION "RESIDENCE CADOUDAL" P.220
- 12- DF - GARANTIE À 50% DE TROIS LIGNES D'EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 326 484 € AUPRÈS DE LA CAISSE DES DEPÔTS, AU PROFIT DE BRETAGNE SUD HABITAT, POUR LA CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS POUR L'OPERATION "ROZ VRAS" P.246
- 13- DF - MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE - AMENAGEMENT DU CENTRE VILLE POUR LA VALORISATION DU PATRIMOINE ET LA DYNAMISATION DES COMMERCES - MODIFICATION DU MARCHE PAR AVENANT N°1 LOT N°2 - AUTORISATION A DONNER AU MAIRE DE LE SIGNER P.272

- 14- DF - MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE - AMENAGEMENT DU CENTRE VILLE POUR LA VALORISATION DU PATRIMOINE ET LA DYNAMISATION DES COMMERCES - MODIFICATION DU MARCHE PAR AVENANT N°1 LOT N°1 - AUTORISATION A DONNER AU MAIRE DE LE SIGNER P.279
- 15- DF - MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE - AMENAGEMENT DU CENTRE VILLE POUR LA VALORISATION DU PATRIMOINE ET LA DYNAMISATION DES COMMERCES - MODIFICATION DU MARCHE PAR AVENANT N°2 LOT N°1 - AUTORISATION A DONNER AU MAIRE DE LE SIGNER P.286
- 16- DF - MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE - FOURNITURE DE MATERIELS ELECTRIQUES - MODIFICATION DU MARCHE PAR AVENANT N°1 - AUTORISATION A DONNER AU MAIRE DE LE SIGNER P.303
- 17- DF - DEMANDE DE SUBVENTION - BATIMENTS PROTEGES AU TITRE DES MONUMENTS HISTORIQUES P.306
- 18- DSTS - RENOUELEMENT DE LA CONVENTION ENTRE LA VILLE ET L'ASSOCIATION PATRONAGE LAIQUE D'AURAY P.307
- 19- DSTS - GRILLE TARIFAIRE 2018 - SPORT P.313
- 20- DSTS - SKATEPARK - AUTORISATION DE DÉPOSER UNE DÉCLARATION PRÉALABLE DE TRAVAUX P.315
- 21- DU - BOCÉNO - RÉSILIATION DE LA CONVENTION OPÉRATIONNELLE DU 8 JANVIER 2014 POUR LE PORTAGE FONCIER D'UNE PARTIE DE LA PARCELLE AD N°331 PAR L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE BRETAGNE P.318
- 22- DU - BOCÉNO - APPROBATION DU PROJET DE CONVENTION OPÉRATIONNELLE POUR L'ACQUISITION DE LA PARCELLE AD N°331, EMPLACEMENTS RÉSERVÉS N°9 ET 10 AU PLAN LOCAL D'URBANISME PAR L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE BRETAGNE - AUTORISATION À DONNER AU MAIRE DE SIGNER LA CONVENTION P.340
- 23- DEEJ - GARDERIE PERI-SCOLAIRE DE L'ÉCOLE SAINTE-THÉRÈSE - APPROBATION D'UNE CONVENTION AVEC L'ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES - AUTORISATION À DONNER AU MAIRE DE LA SIGNER P.382
- 24- DEEJ - TARIFS ENFANCE ET JEUNESSE ETE 2018 P.385
- 25- DEEJ - VERSEMENT DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DU CONTRAT DE VILLE P.395
- 26- DAGRH - CREATION D'UN EMPLOI D'ADJOINT D'ANIMATION POUR DES FONCTIONS DE MANAGER DE CENTRE-VILLE À TEMPS NON COMPLET 17,5/35EME. P.399

## SEANCE ORDINAIRE DU

10/04/2018

**Le mardi 10 avril 2018 à 19 HEURES 00**, le Conseil Municipal de la Commune d'AURAY (Morbihan), légalement convoqué le mercredi 04 avril 2018, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, dans la salle des délibérations sous la présidence de M. DUMOULIN Jean, Maire.

La séance a été publique.

### **Etaient Présents à la présente délibération :**

Monsieur Jean DUMOULIN, Monsieur Gérard GUILLOU, Madame Pierrette LE BAYON, Monsieur Azais TOUATI, Monsieur Jean-Claude BOUQUET, Monsieur Jean-Yves MAHEO, Madame Aurélie QUEIJO, Monsieur Joseph ROCHELLE, Madame Françoise NAEL, Monsieur Ronan ALLAIN, Madame Annie RENARD, Madame Marie-Joëlle MIRSCHLER, Monsieur Armel EVANNO, Monsieur Patrick GOUEGOUX, Monsieur Benoît GUYOT, Madame Fabienne HOCHET, Monsieur Maurice LE CHAMPION, Madame Valérie VINET-GELLE, Monsieur Jean-Michel LASSALLE, Madame Mireille JOLY, Madame Marina LE ROUZIC, Monsieur Laurent LE CHAPELAIN, Monsieur Jean-Pierre GRUSON, Madame Marie-Noëlle POMMEREUIL, Monsieur Roland LE SAUCE, Monsieur François GRENET, Madame Nathalie BOUVILLE, Madame Emmanuelle HERVIO, Monsieur Yazid BOUGUELLID, Monsieur Christian PELTAIS, Monsieur Mathieu LAMOUR

### **Absents excusés :**

Madame Valérie ROUSSEAU (procuration donnée à Monsieur Ronan ALLAIN), Madame Kaourintine HULAUD (procuration donnée à Madame Marie-Noëlle POMMEREUIL)

**Secrétaire de séance : Monsieur Benoît GUYOT**

## **1- DGS - AQTA : RAPPORT SUR LE SCHEMA DE MUTUALISATION**

Monsieur Jean DUMOULIN, Maire, expose à l'assemblée :

La création des intercommunalités, puis le regroupement de territoires plus vastes a ouvert une nouvelle ère dans la gestion des services publics locaux.

Si les communes demeurent l'échelon territorial plébiscité par les habitants, et à ce titre, elles conservent de larges compétences en lien étroit avec la population, les communautés de communes se voient doter de nouvelles missions dont l'exercice nécessite une coordination des politiques locales en s'appuyant sur une stratégie partagée autour d'un projet de territoire commun.

En outre, les contraintes financières qui pèsent sur le bloc communal et intercommunal sont chaque année plus lourdes et questionnent tant nos modes d'organisation que la nature et la qualité des services rendus à la population.

Néanmoins, ce contexte n'est pas exempt d'opportunités pour les collectivités territoriales. Encouragé par le législateur, le droit à l'innovation, à l'expérimentation s'offre aux communes et aux intercommunalités. La mutualisation des moyens (humains, techniques et financiers) à l'échelle des communautés de communes constitue une réponse aux défis auxquels sont confrontées les collectivités.

Le schéma de mutualisation, obligation réglementaire, peut être conçu comme un outil permettant de tisser et enrichir les liens pratiques et opérationnels, pragmatiques, entre la communauté et les communes et les communes entre elles.

C'est un processus libre permettant à chacun, sur la base du volontariat, d'exercer ses propres compétences dans un souci d'optimisation des moyens et d'amélioration de la qualité de service aux usagers.

Chaque mutualisation doit être un dispositif ajustable et adapté aux besoins concrets des collectivités qui les mettent en œuvre. L'échelle des actions de mutualisation est donc variable pouvant être géographique (communes limitrophes, bassin de vie, territoire intercommunal) ou issue d'une rencontre d'intérêts communs.

Le Conseil communautaire a adopté à la majorité, le 15 décembre dernier, le rapport de mutualisation de la Communauté de communes qui comporte un projet de schéma de mutualisation visant cinq enjeux principaux :

### **Enjeu 1 : Favoriser et développer les coopérations intercommunales et créer une nouvelle culture communautaire.**

- Développer la solidarité entre collectivités à l'échelle du territoire;
- Consolider le travail engagé dans le cadre de la Communauté de communes pour servir un territoire à taille humaine, riche et multiple.

### **Enjeu 2 : Améliorer le service rendu aux usagers.**

- Développer et faciliter l'accès aux services publics de proximité.
- Développer la qualité de service en mettant en commun les expertises et les savoir-faire de chacune des institutions et de leurs équipes.

**Enjeu 3 : Améliorer la lisibilité de l'action publique locale.**

- Développer une action publique simple, compréhensible et identifiable par les habitants et usagers.

**Enjeu 4 : Optimiser et rationaliser les organisations pour, à terme, générer des économies d'échelle.**

- Moderniser les organisations
- Améliorer l'efficacité des services

**Enjeu 5 : Valoriser les qualités et les savoirs faire des agents des communes et de la Communauté de communes au profit du territoire.**

- Favoriser le travail en commun, les collaborations, c'est ainsi permettre aux équipes de bénéficier mutuellement des qualités professionnelles des uns et des autres, et au final contribuer directement à l'amélioration du service public local ;

Pour répondre à ces enjeux, le schéma de mutualisation porté Auray Quiberon terre Atlantique, en lien avec les Communes membres, s'articule autour de trois axes :

- Développer des groupements de commandes,
- Harmoniser les prestations techniques et les mises à disposition de moyens humains et matériels dans un cadre conventionnel,
- Mettre en œuvre des dispositifs collaboratifs dans le cadre de mutualisations ciblées.

Ce projet de schéma de mutualisation est une première étape. Il donnera lieu à des rendez-vous réguliers de travail associant les élus et les agents du territoire. Par ailleurs, l'adoption du rapport par la Communauté de communes suit la procédure suivante :

- Dans les 3 mois suivant l'établissement du rapport : avis des conseils municipaux sur le rapport,
- A l'issue du délai de 3 mois de consultation des communes : approbation du rapport par délibération du conseil communautaire,
- Chaque année lors du débat d'orientation budgétaire : information du conseil communautaire par le président sur l'état d'avancement de mise en œuvre du schéma.

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 5211-39-1 qui institue le schéma de mutualisation des services ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-4-3 (avec la mise en commun de moyens matériels), Article L. 5214-16-1 (gestion d'équipements) ainsi que L. 5221-1 et L. 5221-2 (ententes entre communes) qui prévoient différents mode de collaborations entre la Communauté de communes et ses communes membres ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. article 5111-1 qui fait mention des conventions entre communes ;

Vu le Code de la sécurité intérieure et notamment les articles L. 512-1 à 3 relatifs aux Polices intercommunales et polices pluri-communales ;

Vu la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée modifiée par l'ordonnance n°2004-566 du 17 juin 2004 ;

Vu la loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi « NOTRe » ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles dite loi « MAPTAM » ;

Vu l'article 28 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et notamment aux groupements de commandes ;

Vu le décret n°2011-515 du 10 mai 2011 qui définit Les modalités de valorisation des prestations dans le cadre des conventions ;

Considérant que le projet de mutualisation porté par Auray Quiberon Terre Atlantique, en lien avec les communes membres, vise à répondre à cinq enjeux principaux :

- Favoriser et développer les coopérations intercommunales et créer une nouvelle culture communautaire.
- Améliorer le service rendu aux usagers.
- Améliorer la lisibilité de l'action publique locale.
- Optimiser et rationaliser les organisations pour, à terme, générer des économies d'échelle.
- Valoriser les qualités et les savoir-faire des agents des communes et de la Communauté de communes au profit du territoire.

Considérant l'articulation du schéma autour de trois axes pour répondre à ces enjeux :

- Développer des groupements de commandes,
- Harmoniser les prestations techniques et les mises à disposition de moyens humains et matériels dans un cadre conventionnel,
- Mettre en œuvre des dispositifs collaboratifs dans le cadre de mutualisations ciblées ;

Considérant la procédure d'adoption du rapport,

A reçu un avis favorable en Municipalité du 03/04/2018,

A reçu un avis favorable en Commission Finances, Budget du 29/03/2018,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés ( 33 voix pour),

Le Conseil municipal :

- **EMET** un avis favorable sur le rapport de mutualisation de la Communauté de Communes Auray Quiberon Terre Atlantique annexé conformément à sa délibération n°2017DC/168 prise en date du 15 décembre 2017

Communauté de Communes  
AURAY QUIBERON TERRE ATLANTIQUE

DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE  
SEANCE DU 15 DECEMBRE 2017

N° 2017DC/168 – Feuillet 1

Date de convocation : 7 décembre 2017

Conseillers en exercice : 56

Présents : 46

Votants : 56

Rapport du schéma de mutualisation

L'an deux mille dix-sept, le quinze décembre à neuf heures, le Conseil communautaire légalement convoqué, s'est réuni sous la présidence de Monsieur Philippe LE RAY, Président, dans la salle du Petit Bois à CAMORS.

**Etaient présents** : Ronan ALLAIN, Annie AUDIC, Marie-Thérèse BAILOT, Bernard BODIC, Jean-Luc CHIFFOLEAU, Michel COUTURIER, Serge CUVILLIER, Bernadette DESJARDINS, Marie-Claude DEVOIS, Jean DUMOULIN, Amélie FUSIL-DE ROBIANO, Bruno GOASMAT, Elisabeth GOUELLO, François GRENET, Mireille GRENET, Jean-Michel GUEDO, Jean-François GUEZET, Marie-Pierre HELOU, Guy HERCEND, Bernard HILLIET, Michel JEANNOT, Roger JOFES, Jean-Pierre KERBART, Pierrette LE BAYON, Chantal LE BIHAN-LE PLOUFF, Pascal LE CALVE, François LE COTILLEC, Ronan LE DELEZIR, Laurence LE DUVEHAT, Lénarick LE PORT-HELLEC, Philippe LE RAY, Jean-Luc LE TALLEC, Jessica LE VISAGE, Olivier LEPICK, Christiane MOULART, Françoise NAEL, Gérard PILLET, Aurélie QUEIRO, Dominique RIGUIDEL, Aurélie RIO, Fabrice ROBELET, Odile ROSNARHO, Marie-Élfane ROZO, Monique THOMAS, Franck VALLEIN, Andrée VIELVOYE.

**Absents ayant donné pouvoir** : Jean-Michel BELZ à Bernard HILLIET, Hélène CODA-POIRY à Guy HERCEND, Lucienne DREANO à Michel JEANNOT, Roland GASTINE à Marie-Pierre HELOU, Yvonnick GUEHENNEC à Aurélie RIO, Gérard GUILLOU à Jean DUMOULIN, Fay HURLEY à Pascal LE CALVE, Marie-Lise LE ROUX à Franck VALLEIN, Jean-Maurice MAJOU à Elisabeth GOUELLO, Gérard PIERRE à Chantal LE BIHAN-LE PLOUFF.

Le quorum étant atteint, l'Assemblée peut délibérer valablement.

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 5211-39-1 qui institue le schéma de mutualisation des services ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-4-3 (avec la mise en commun de moyens matériels), Article L. 5214-16-1 (gestion d'équipements) ainsi que L. 5221-1 et L. 5221-2 (ententes entre communes) qui prévoient différents mode de collaborations entre la Communauté de communes et ses communes membres ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. article 5111-1 qui fait mention des conventions entre communes ;

## N° 2017DC/168 – Feuille 2

Vu le Code de la sécurité intérieure et notamment les articles L. 512-1 à 3 relatifs aux Polices Intercommunales et polices pluri communales ;

Vu la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée modifiée par l'ordonnance n°2004-566 du 17 juin 2004 ;

Vu la loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi « NOTRe » ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles dite loi « MAPTAM » ;

Vu l'article 28 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et notamment aux groupements de commandes ;

Vu le décret n°2011-515 du 10 mai 2011 qui définit Les modalités de valorisation des prestations dans le cadre des conventions ;

Considérant que les modalités de mutualisations ont été précisées par la loi MAPTAM et la loi NOTRe, en distinguant notamment :

- ce qui relève du périmètre des compétences transférées : convention « bonne organisation des services ».
- Les situations hors des compétences transférées : possibilité de services communs :
  - o Avec fiche d'impact
  - o Prise en compte dans le calcul du CIF
  - o Géré par la communauté ou une commune (Loi NOTRe)

Considérant que le projet de mutualisation porté par les communes et Auray Quiberon Terre Atlantique vise à répondre à cinq enjeux principaux :

- Enjeu 1 : Favoriser et développer les coopérations intercommunales et créer une nouvelle culture communautaire.
  - o Développer la solidarité entre collectivités à l'échelle du territoire;
  - o Consolider le travail engagé dans le cadre de la Communauté de communes pour servir un territoire à taille humaine, riche et multiple.
- Enjeu 2 : Améliorer le service rendu aux usagers.
  - o Développer et faciliter l'accès aux services publics de proximité.
  - o Développer la qualité de service en mettant en commun les expertises et les savoir-faire de chacune des institutions et de leurs équipes.
- Enjeu 3 : Améliorer la lisibilité de l'action publique locale.
  - o Développer une action publique simple, compréhensible et identifiable par les habitants et usagers.

N° 2017DC/168 -- Feuillet 3

- Enjeu 4 : Optimiser et rationaliser les organisations pour, à terme, générer des économies d'échelle.
  - o Moderniser les organisations
  - o Améliorer l'efficacité des services
  
- Enjeu 5 : Valoriser les qualités et les savoir-faire des agents des communes et de la Communauté de communes au profit du territoire.
  - o Favoriser le travail en commun, les collaborations, permettant aux équipes de bénéficier mutuellement des qualités professionnelles des uns et des autres, et au final de contribuer directement à l'amélioration du service public local ;

Considérant l'articulation du schéma autour de trois axes pour répondre à ces enjeux :

- Développer des groupements de commandes,
- Harmoniser les prestations techniques et les mises à disposition de moyens humains et matériels dans un cadre conventionnel,
- Mettre en œuvre des dispositifs collaboratifs dans le cadre de mutualisations ciblées ;

Considérant la procédure d'adoption du rapport ;

Après avoir entendu le rapport de Mme Andrée VIELVOYE, Vice présidente, Déléguée aux Relations et services avec les communes ;

Le Bureau en date du 10 novembre 2017 ;

Après en avoir délibéré, à la majorité (*Contre : Jean-Michel GUEDO*), le Conseil communautaire DECIDE :

- d'approuver le projet de rapport de mutualisation joint en annexe ;
- d'autoriser M. le Président à signer tout document y afférent.

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte transmis au contrôle de légalité et publié au recueil des actes administratifs le : **27 DEC. 2017**

Le Président,

Philippe LE RAY



# PROJET DE RAPPORT SUR LE SCHEMA DE MUTUALISATION D'AURAY QUIBERON TERRE ATLANTIQUE

## Présentation

- **Ce document constitue une proposition de schéma de mutualisation de la communauté Auray Quiberon Terre Atlantique.**
- **On trouvera successivement :**
  - Présentation
  - Le cadre juridique
  - Présentation du territoire
  - Enjeux, objectifs et historique de la mutualisation
  - Charte collaborative
  - Les projets de mutualisation et les fiches d'impact associées
    - Groupements de commandes
    - Convention de prestations techniques
    - Dispositifs collaboratifs et services mutualisés
    - Les modalités de suivi
  - Annexes
    - Cadre juridique

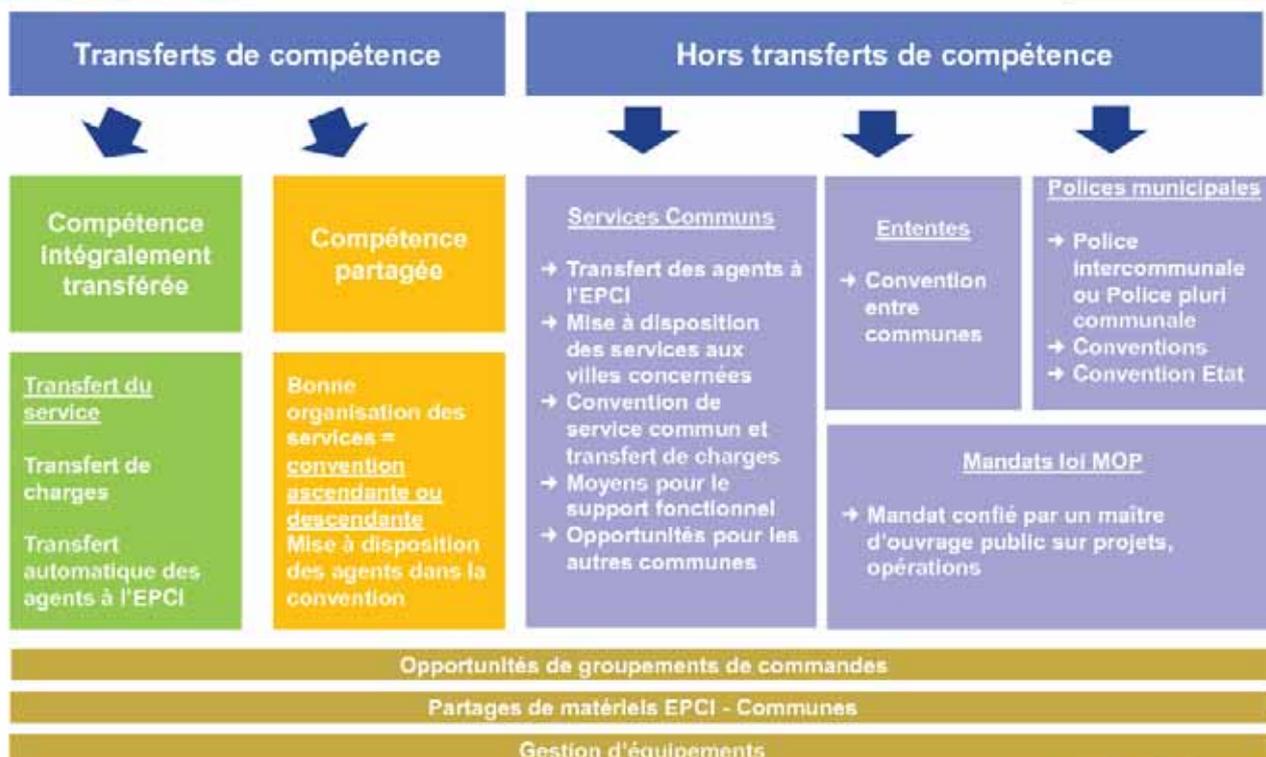
Projet mutualisation

- La création des intercommunalités, puis leur regroupement sur des territoires plus vastes, a ouvert une nouvelle ère pour la gestion des services publics locaux.
- L'échelon intercommunal s'est vu doté de compétences nécessitant une coordination des politiques locales ou une vision stratégique. Nos communes exercent toujours les compétences de proximité qui nécessitent un lien étroit avec le public et doivent être mises en œuvre en coordination avec les acteurs de terrain.
- Cette nouvelle donne institutionnelle qui s'est traduite par la création d'AQTA, demande une nouvelle approche de la gestion des services publics :
  - Avec la capacité à développer une dynamique territoriale cohérente conciliant performance économique et exigence environnementale, rayonnement et proximité, ...
  - ... et la prise en compte des bons niveaux d'intervention territoriaux : il s'agit aussi de répondre aux besoins de proximité des habitants, des usagers, des entreprises et commerces, avec des moyens efficaces et maîtrisés.
- Dans le même temps le contexte financier des collectivités territoriales s'est très sensiblement compliqué. L'Etat a, d'une part réduit significativement ses dotations aux collectivités, communes et intercommunalités, et d'autre part, alourdi leurs charges de fonctionnement (effet TVA, décisions relatives à la carrière et à la rémunération des agents, ...), le tout dans un climat économique général dégradé, rendant plus difficile le maintien de la qualité de nos services publics locaux et le développement des projets et investissements.
- Le schéma de mutualisation, obligation réglementaire, peut être conçu comme un outil permettant de tisser et enrichir les liens pratiques et opérationnels, pragmatiques, entre la communauté et les communes et les communes entre elles.
  - C'est un processus libre permettant à chacun, sur la base du volontariat, d'exercer ses propres compétences dans un souci d'optimisation des moyens et d'amélioration de la qualité de service aux usagers.
  - Chaque mutualisation doit être un dispositif ajustable et adapté aux besoins concrets des collectivités qui les mettent en œuvre.
- Ainsi, il a été conçu pour être large et ouvert, et privilégier la mise en place de nombreuses collaborations locales, permettant d'être le trait d'union entre la stratégie territoriale placée sous la responsabilité communautaire et les interventions locales relevant des communes.

- **Le schéma de mutualisation a été institué par la Loi du 16 décembre 2010. Il est ainsi inséré au Code général des collectivités territoriales l'article 5211-39-1.**
  - « Art.L. 5211-39-1 « institution du schéma de mutualisation des services »
  - Précisions – article 5111-1 : mention des conventions entre communes
- **Les modalités de mutualisations ont été précisées par la loi MAPTAM et la loi NOTRe, en distinguant notamment :**
  - ce qui relève du périmètre des compétences transférées : convention « bonne organisation des services ».
  - Les situations hors des compétences transférées : possibilité de services communs.
    - Avec fiche d'impact
    - Prise en compte dans le calcul du CIF
    - Géré par la communauté ou une commune (Loi NOTRe)
- **Les modalités de valorisation des prestations dans le cadre des conventions.**
  - Décret n°2011-515 du 10 mai 2011 .
- **Collaborations prévues par le CGCT.**
  - Article L. 5211-4-3 : mise en commun de moyens matériels.
  - Article L. 5214-16-1 : gestion d'équipements.
  - Article L. 5221-1 et L. 5221-2 : ententes entre communes.
- **Groupements de commandes.**
  - Article 8 du CMP.
- **Cas particulier des polices municipales.**
  - Polices intercommunales et polices pluri communales.
    - L512-1 du code de la sécurité intérieure
    - L512-2 du code de la sécurité intérieure
    - L512-3 du code de la sécurité intérieure
- **Mandat loi MOP.**
  - Loi du 12 juillet 1985.



## Synthèse du cadre juridique



## Présentation du territoire

COMMUNAUTÉ  
AURAY QUIBERON  
TERRE-ATLANTIQUE

7

## Un territoire à taille humaine associant 24 communes

### 24 communes



- **Un territoire à taille humaine**
  - Une surface de 521 km<sup>2</sup>
  - Une distance de 50 kilomètres sépare la commune de Camors, la plus au Nord, et celle de Quiberon la plus au Sud.
  - On compte 20 kilomètres entre Landévant, située à l'Ouest, et Pluneret, à l'Est.
- **Un ensemble de 24 communes, plutôt équilibrées, allant de 113 habitants à près de 14 000 habitants pour Auray**
  - Comptant deux îles, Houat et Hoëdic
- **Une densité de population 163,7 habitant / km<sup>2</sup> (Insee)**

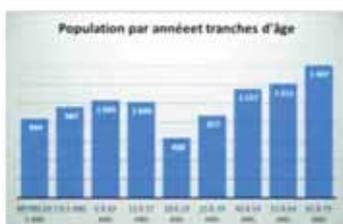
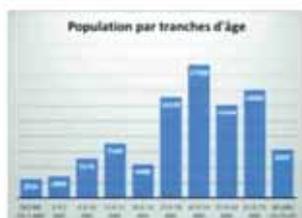
Un territoire dynamique

COMMUNAUTÉ  
AURAY QUIBERON  
TERRE-ATLANTIQUE

8



- **Un territoire dynamique, ...**
  - Avec près de 86 000 habitants en 2016, la population est en augmentation constante depuis 50 ans.
- **... marqué par la saison touristique.**
  - La population estivale atteint environ 250 000 habitants.
  - 6 communes sont classées communes touristiques (source liste 2016)
    - Carnac
    - Erdeven
    - Locmariaquer
    - Plouharnel
    - Quiberon
    - La Trinité sur Mer
  - Parmi elles, 3 communes sont classées stations touristiques et sont surclassées
    - Carnac : 20 000 / 40 000 habitants
    - Quiberon : 20 000 / 40 000 habitants
    - La Trinité sur Mer
- **Un territoire attractif qui voit sa population augmenter malgré un léger déficit de naissances.**
  - Un taux de variation de la population entre 2009 et 2014 : 1,1% principalement du au solde entre les arrivées et les départs sur le territoire.
- **Une population de moins de 25 ans représentant 26% du total, et un âge médian situé à 46 ans.**
  - Données Insee ci-contre.
- **En outre, le territoire compte :**
  - 38 806 ménages
  - 66486 logements
    - Dont 58,4% de résidences principales
  - 26 992 emplois (saliés et non salariés)
  - 9914 établissements (entreprises, ...) actifs

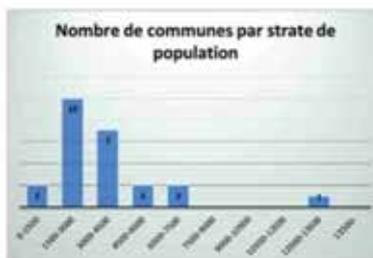


(Sources : données INSEE)

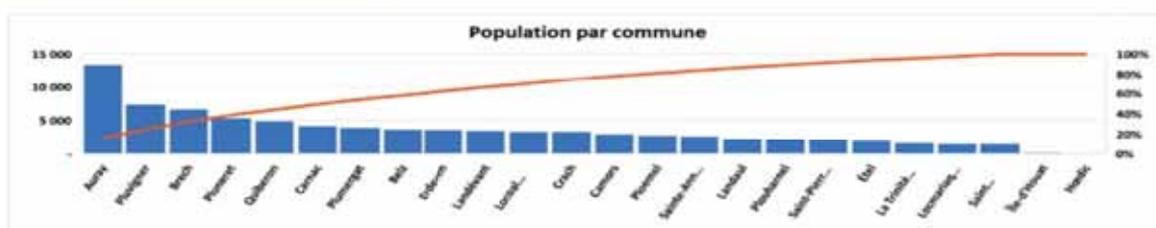


| Commune               | Population (2014) | Superficie (km²) | Densité (habitants / km²) |
|-----------------------|-------------------|------------------|---------------------------|
| Auray                 | 13 307            | 6,91             | 1926                      |
| Batz                  | 3 655             | 15,67            | 233                       |
| Bec'h                 | 6 688             | 40,86            | 164                       |
| Canon                 | 2 977             | 37,00            | 80                        |
| Carnac                | 4 212             | 32,71            | 129                       |
| Crach                 | 3 305             | 30,54            | 108                       |
| Erdeven               | 3 553             | 30,64            | 116                       |
| Étal                  | 1 948             | 1,74             | 1120                      |
| Hadic                 | 113               | 2,08             | 54                        |
| Île-d'Yeuat           | 242               | 2,91             | 83                        |
| La Trinité-sur-Mer    | 1 633             | 6,30             | 263                       |
| Landaul               | 2 244             | 17,35            | 129                       |
| Landévant             | 3 544             | 22,34            | 159                       |
| Locmariaquer          | 1 566             | 10,99            | 142                       |
| Local-Mandon          | 3 322             | 39,97            | 83                        |
| Plouharnel            | 2 761             | 25,16            | 110                       |
| Plouharnel            | 2 138             | 18,32            | 117                       |
| Plumeret              | 3 945             | 41,94            | 94                        |
| Plumeret              | 5 361             | 26,20            | 205                       |
| Pluvigner             | 7 304             | 82,83            | 89                        |
| Quiberon              | 4 963             | 8,83             | 562                       |
| Saint-Philibert       | 1 561             | 7,05             | 221                       |
| Saint-Pierre-Quiberon | 2 301             | 7,54             | 279                       |
| Sainte-Anne-d'Auray   | 2 614             | 4,97             | 526                       |
| AQTA                  | 85 238            | 521              | 164                       |

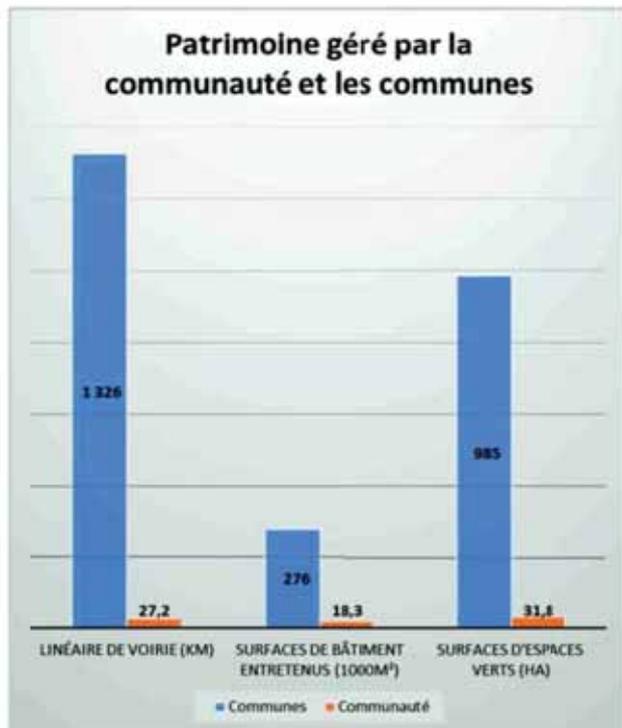
- **24 communes qui présentent des caractéristiques assez différentes mais sans écarts majeurs. Deux situations sont particulières :**
  - Les îles ont une situation, à tout point de vue, spécifique.
  - La ville d'Auray présente une dimension urbaine plus marquée que les autres communes de la communauté.



- **Aucune commune du territoire ne dépasse la strate des plus de 20 000 habitants, hors surclassement.**



## Patrimoine géré par la communauté et les communes



### Le patrimoine communal comporte trois grands blocs :

- Les bâtiments : 275 000 m<sup>2</sup>
- Les voiries : 1330 km de voies communales
- Les espaces verts entretenus : 985 hectares

### En parallèle, le patrimoine communautaire, plus modeste, est principalement issu des transferts de compétences des communes vers leurs communautés d'origines et consolidés depuis au sein d'AQTA.

- Le patrimoine communautaire est géré et entretenu par la communauté mais demeure une propriété communale.
  - Bâtiments : 18 523 m<sup>2</sup> (en tant que quasi propriétaire).
  - Voiries : 27,2 km de voies entretenues par la communauté, essentiellement dans les zones d'activité.
  - Espaces verts entretenus : 31,8 hectares entretenus par la communauté, dans les zones d'activité et aux abords des équipements communautaires.

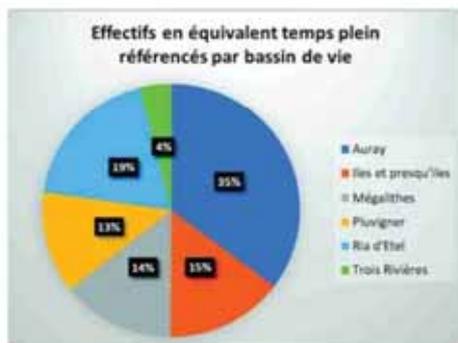
(Sources : Données communes)

Un territoire dynamique



# Un effectif de 1330 agents au service du territoire au sein des communes et de la communauté de communes

## Effectifs en équivalent temps plein référencés par bassin de vie



## Moyens matériels mobilisés aux services des actions publiques locales



### Un effectif de 1330 agents au service du territoire au sein des communes et de la communauté de communes.

- Les effectifs mobilisés par les communes représentent globalement environ 1200 postes, avec une part importante de personnels d'exécution, pour une masse salariale de 40 Millions d'euros.
- Les effectifs communautaires sont de 127 agents, avec une part importante de porteurs de projets, pour une masse salariale de 5,9 millions d'euros.
  - Ils représentent actuellement moins de 10% du total des effectifs communaux et intercommunaux.

### Des moyens matériels adaptés aux besoins des équipes présentes sur le terrain et dans les services.

- Un total de 456 véhicules et matériels, dont près de 80% sont des véhicules à vocation utilitaires (utilitaires légers, Engins et Poids Lourds).
- Des équipements informatiques de bon niveau avec plus de 1000 postes, utilisés dans les services et dans les équipements scolaires et culturels.

(Sources : Données communes)

Un territoire dynamique





- Des services publics de qualité qui doivent répondre aux besoins de la population permanente et faire face aux besoins de la population saisonnière.
- Des effectifs mobilisés en priorité (près de 90%) sur les grands services publics attendus par les habitants :
  - 46% sur les services à la population et la sécurité.
    - Écoles, équipements petite enfance, centres de loisirs, équipements culturels et équipements sportifs
    - Services de police municipale
  - 35% pour les services techniques assurant l'entretien des bâtiments et des espaces publics, garant de la qualité de vie sur le territoire.
  - Les tâches de gestion et d'administration interne sont limitées à 13% des effectifs. Ces équipes assurent une gestion publique de qualité dans le respect des règles en matière de comptabilité publique, achats publics, ressources humaines.
- Ainsi les 24 communes mobilisent :
  - 30% des effectifs sur l'entretien du patrimoine communal et des espaces publics.
  - 27% des effectifs sur les secteurs enfance et petite enfance.
  - 12% sur l'animation de la vie locale (sport, culture, fêtes et manifestations, ...).
  - 9% sur l'action sociale.

Un territoire dynamique

(Sources : Données communes)



| Compétences communautaires      | L'action communautaire se développe compétence par compétence                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|---------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Développement économique</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Programme pluriannuel d'investissement pour requalifier et étendre les parcs d'activités</li> <li>→ Lancement d'une Ecloserie</li> <li>→ Création d'une pépinière d'entreprises</li> <li>→ Mise en place du schéma d'aménagement commercial</li> <li>→ Un guichet unique territorial : l'Atelier des Entreprises</li> </ul>                                                                |
| <b>Transports</b>               | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Construction du Pôle d'échanges multimodal de la gare d'Auray</li> <li>→ Schéma directeur cyclable d'intérêt communautaire doté d'un plan pluriannuel d'investissement, garant de l'entretien des voies cyclables</li> </ul>                                                                                                                                                               |
| <b>Très haut Débit</b>          | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ schéma directeur territorial d'aménagement numérique, Auray Quiberon Terre Atlantique</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Tourisme</b>                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Création de la SPL Tourisme au 1er janvier 2017</li> <li>→ Schéma de développement touristique</li> <li>→ Projets pour élargir la fréquentation hors saison</li> <li>→ Hébergement des saisonniers</li> </ul>                                                                                                                                                                              |
| <b>Patrimoine</b>               | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Chantiers d'insertion dans l'entretien et la valorisation du patrimoine</li> <li>→ Programme régional Breizh Bocage visant à limiter les phénomènes d'érosion, préserver la biodiversité et restaurer les paysages</li> </ul>                                                                                                                                                              |
| <b>Eau et assainissement</b>    | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Schéma d'aménagement et de gestion de l'eau du Golfe du Morbihan et de la Ria d'Étel</li> <li>→ Gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI)</li> <li>→ Entretien et rénovation des réseaux et des infrastructures</li> <li>→ Investissements pour préserver les milieux et les activités associées : baignades, pêche à pied, conchyliculture, ...</li> </ul> |

Un territoire dynamique



| Compétences communautaires    | L'action communautaire se développe compétence par compétence                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|-------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Déchets</b>                | → Réorganisation, dimensionnement et structuration d'une économie circulaire locale                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Transition énergétique</b> | → Plateforme de rénovation de l'Habitat à l'échelle des 24 communes<br>→ Création d'un poste de Conseil en économie partagée                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Habitat et logement</b>    | → Aider les jeunes ménages à accéder à la propriété, accompagner le vieillissement de la population, mieux maîtriser la ressource foncière et son coût, et adapter l'offre locative sociale à la réalité de la demande, Auray Quiberon Terre Atlantique, à travers un Programme Local de l'Habitat ambitieux de 13 M€<br>→ Maison du logement<br>→ Service commun d'instruction du droit des sols pour les autorisations d'urbanisme |
| <b>Services aux personnes</b> | → Schéma de développement du sport et de la culture<br>→ Mise en réseau des médiathèques et bibliothèques du territoire<br>→ Portail internet interactif sur les manifestations organisés sur le territoire<br>→ Evolution de l'offre petite enfance                                                                                                                                                                                 |
| <b>Solidarités</b>            | → Chantiers d'insertion<br>→ Handicap                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

Un territoire dynamique



## Enjeux et objectifs de la mutualisation



- **Enjeu 1 : Favoriser et développer les coopérations intercommunales et créer une nouvelle culture communautaire.**
  - Développer la solidarité entre collectivités à l'échelle du territoire;
  - Il s'agit de consolider le travail engagé dans le cadre d'AQTA pour servir un territoire à taille humaine, riche et multiple.
- **Enjeu 2 : Améliorer le service rendu aux usagers.**
  - Développer et faciliter l'accès aux services publics de proximité.
  - Développer la qualité de service en mettant en commun les expertises et les savoir-faire de chacune des institutions et de leurs équipes.
- **Enjeu 3 : Améliorer la lisibilité de l'action publique locale.**
  - Développer une action publique simple, compréhensible et identifiable par les habitants et usagers.
- **Enjeu 4 : Optimiser et rationaliser les organisations pour, à terme, générer des économies d'échelle.**
  - Moderniser les organisations
  - Améliorer l'efficacité des services
- **Enjeu 5 : Valoriser les qualités et les savoirs faire des agents des communes et de l'intercommunalité au profit du territoire.**
  - Favoriser le travail en commun, les collaborations, c'est ainsi permettre aux équipes de bénéficier mutuellement des qualités professionnelles des uns et des autres, et au final contribuer directement à l'amélioration du service public local.

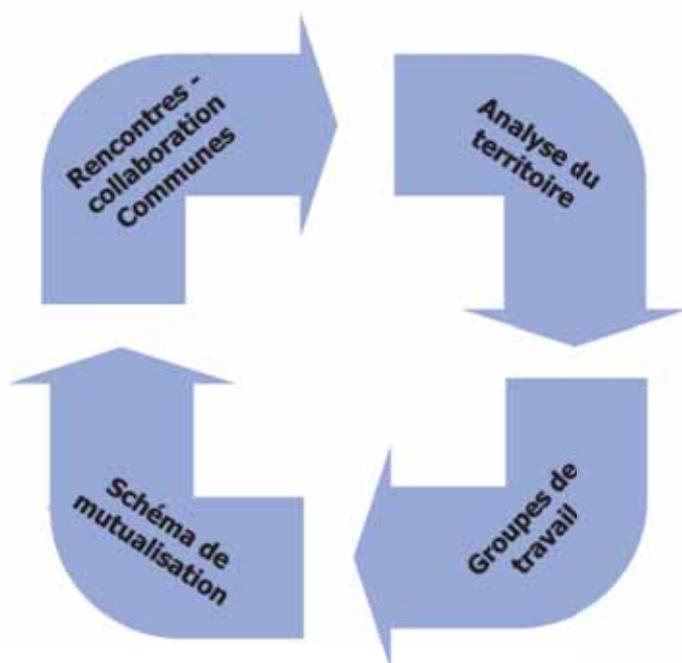
- **Le projet de mutualisation s'inscrit dans un cadre juridique et réglementaire et à ce titre présente un caractère imposé.**  
Cependant, à l'intérieur de ce cadre, les degrés de liberté sont importants. Le contenu de la mutualisation est libre et donc le fruit d'une réelle volonté des élus.  
Il s'inscrit dans une continuité. Les communes et les communautés de communes originelles s'étaient déjà emparées de cet enjeu de collaboration.
- **Ainsi, le projet de mutualisation porté par les communes et la communauté de communes AQTA vise à répondre à cinq enjeux principaux (ci-contre).**

- **Les mutualisations entre la communauté et les communes ont été développées sur des interventions techniques ou administratives.**
    - Des conventions permettant l'intervention des services communaux sur le patrimoine communautaire, bâtiments, voiries, chemins piétons, pistes cyclables, espaces verts.
      - 12 conventions formalisent les relations entre AQTA et 9 des communes du territoire.
        - Elles concernent les activités :
          - Entretien ménager
          - Entretien des bâtiments
          - Entretien des espaces publics
          - Eclairage public
        - Elles permettent la mise en place d'interventions de proximité, optimisant les moyens mobilisés et évitant des créations de services qui se traduiraient par des doublons entre communes et communauté
      - Des groupements de commandes ont été constitués pour des travaux sur les réseaux d'eau et d'assainissement, associant les communes de :
        - Sainte Anne d'Auray, Quiberon, Carnac
        - Ils permettent des interventions coordonnées, avec des prix optimisés, sur des chantiers à fort enjeu pour la population du territoire.
      - Des appuis communautaires pour les communes ayant des besoins d'expertise
        - Apports de la communauté à la commune de Houat pour la mise en place de marchés publics
  - **Un service mutualisé a été constitué pour l'instruction des autorisations du droit des sols, associant 22 des 24 communes de la communauté, et un SIG commun a été mis en place.**
  - **Les collaborations sont organisées sur plusieurs grandes politiques publiques avec la mise en place de schémas directeurs.**
    - Schéma directeur culture
    - Schéma directeur sports
- Ce dispositif devrait conduire à la mise en place de nouvelles organisations mutualisées ou collaboratives.**
- Réseau de bibliothèques et médiathèques
  - Développement de manifestations et événements à l'échelle intercommunale qui seront susceptibles de mobiliser des moyens communaux et intercommunaux.
  - Soutien à la pratique sportive

| Objet                   | Dispositions formalisées ou informelles en place                                                                              | Communes                                                                                                                             |
|-------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Enfance - jeunesse      | + ALSH, Périscolaire, TAP<br>+ Restauration scolaire                                                                          | + Locmariaquer, Pluvigner, Saint Philibert, Erdevan, Crac'h, La trinité sur mer, Carnac, Plouharsel<br>+ Quiberon                    |
| Action sociale          | + Action sociale<br>+ Aide à domicile                                                                                         | + Landaul,<br>+ Erdevan, Local Mendon                                                                                                |
| Prestations techniques  | + Prêts de matériels<br>+ Prestations (Propreté, Eclairage public, Voirie)                                                    | + Erdevan Plouharsel, Brac'h, Pluvigner, Béz, Etel<br>+ Plouharsel, Erdevan, Crac'h,                                                 |
| Entretien des bâtiments | + Entretien des bâtiments<br>+ Entretien ménager                                                                              | + Plouharsel                                                                                                                         |
| Culture, sports         | + Ecole de musique<br>+ Evénements culturels, sportifs<br>+ Vie et patrimoine culturel<br>+ Equipements culturels et sportifs | + Pluvigner, Pluvigner, Camors, Landaul, Landevant<br>+ Auray, Pluvigner, Landaul, Ploemel, Plouharsel<br>+ Landaul<br>+ Erdevan     |
| Tourisme, économie      | + Gestion des mouillages<br>+ Aire de camping car<br>+ Camping                                                                | + Crac'h, Quiberon,<br>+ Landaul<br>+ Landaul                                                                                        |
| Commerces               | + Commerces de proximité, développement commercial                                                                            | + Erdevan, Plouharsel, Landaul                                                                                                       |
| Transports              |                                                                                                                               | + Saint Philibert, Crac'h, Erdevan                                                                                                   |
| Sécurité                | + CLSPD<br>+ Incendie<br>+ Police municipale                                                                                  | + Auray, Brac'h<br>+ Pluvigner, Camors, Landaul, Quiberon, Local Mendon<br>+ Locmariaquer, Ploemel, Saint Philibert, Erdevan, Crac'h |
| Services supports       | + Informatique - téléphonie<br>+ Juridique                                                                                    | + Auray, La trinité sur mer<br>+ Crac'h, Plouharsel                                                                                  |

- Depuis la mise en place des premières structures intercommunales, les communes ont mis en place des collaborations et des échanges de services afin d'optimiser leurs organisations et leurs charges financières.
- Ces mutualisations perdurent et constituent un réseau de collaboration riche, porteur d'expériences réussies, qui pourront être élargies au sein du territoire communautaire.

Enjeux, objectifs et historique de la mutualisation



- La mise en place du schéma à fait l'objet d'une démarche ayant associé les communes et la communauté sur 18 mois.
- En 2016
  - Premiers échanges avec les communes
  - Mise au point d'un cahier des charges pour l'identification d'un prestataire extérieur
  - Lancement d'un appel d'offres
  - Choix d'un cabinet
  - Lancement de la démarche
- En 2017
  - Sollicitation des communes par questionnaire pour établir la cartographie des moyens communaux et intercommunaux mobilisés sur le territoire.
  - Réunion des communes par bassin de vie pour identifier les attentes et pistes en matière de mutualisation.
  - Enrichissement des pistes en groupes de travail
  - Formalisation du schéma de mutualisation
  - Présentation et validation du Schéma de mutualisation.

Enjeux, objectifs et historique de la mutualisation

## Charte collaborative

COMMUNAUTE  
AURAY QUIBERON  
TERRE-ATLANTIQUE

21

## La charte collaborative

- **Préambule**
  - La communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique souhaite développer les mutualisations entre la communauté et les communes et entre les communes entre elles.
  - Ces dispositions, complètent les mises en commun réalisées dans le cadre de l'exercice par la communauté des compétences qui lui ont été confiées par les communes.
  - Afin que cette collaboration soit la plus constructive et la plus équilibrée possible, les élus ont souhaité définir une charte collaborative.
  
- **Point 1 : Les mutualisations et collaborations développées sur le territoire communautaire s'appuient sur des objectifs et des valeurs commune.**
  - La valorisation des savoir-faire et des expertises des cadres et agents des équipes communautaires et communales.
    - Communiquer sur les expertises et savoir-faire existant dans chacune des équipes communales ou intercommunales.
    - Contribuer par les échanges de savoirs, les réseaux internes et la formation au développement global des compétences individuelles des agents et cadres.
  
  - Le recherche de la simplification et de la lisibilité.
    - Les dispositions qui seront mises en places seront définies pour apporter simplicité et rationalité dans le fonctionnement.
      - Définition précise et claire des activités concernées.
      - Modalités de pilotage et de suivi simples et évitant le développement de charges de gestion importantes.
    - Elles seront lisibles pour les habitants –usagers qui doivent pouvoir identifier clairement leur contenu et leurs conditions d'accès.
  
  - Une gestion pratique et pragmatique des activités.
    - Une organisation simple et compréhensible par tous : élus, cadres et agents, bénéficiaires ou usagers.
    - Un pilotage pris en charge par l'institution la mieux placée.
      - En terme de savoir faire ou d'expertise.
      - En terme de proximité géographique.
  
  - La recherche de la meilleure échelle d'action territoriale, en s'appuyant en priorité sur la proximité.
    - Il s'agit, quand le bénéfice d'un regroupement ou d'une centralisation n'est pas avéré de privilégier les organisations de proximité, proche des habitants-usagers.

Charte collaborative

COMMUNAUTE  
AURAY QUIBERON  
TERRE-ATLANTIQUE

- Une économie générale de moyens et une amélioration de l'efficacité.
    - Chaque mutualisation ou collaboration doit permettre aux partenaires concernés :
      - De réaliser des économies de fonctionnement
      - D'éviter des dépenses supplémentaires
      - D'améliorer la qualité ou la performance du service rendu
    - Cet objectif est suivi et mesuré afin d'en vérifier régulièrement l'atteinte.
  - Le développement des solidarités entre les institutions du territoire.
    - Les mutualisations sont l'occasion d'un partage des expertises, des capacités de réflexion et d'intervention, qui doit pouvoir bénéficier aux structures les plus modestes.
  - Des engagements à la fois durables et sans contraintes.
    - Participer à une mutualisation ou à une collaboration est un acte volontaire et libre de l'institution concernée. Il n'y a pas d'obligation réglementaires à mutualiser.
    - En revanche, l'engagement dans un dispositif mutualisé doit être suffisamment durable afin de ne pas mettre en difficulté l'ensemble des partenaires.
  - Le conseil communautaire, la conférence des maires, les réunions des DSG constitueront autant de moments pour présenter le suivi des projets de mutualisation.
- **Point 2 : participation aux instances collaboratives et de suivi des mutualisations.**
    - Le dispositif de collaboration repose sur une participation active des partenaires aux instances de pilotage et de suivi des collaborations, à savoir, la Conférence des maires et la réunion des directeurs généraux des services
    - Ces instances feront l'objet d'ordres du jour et de comptes rendus validés par les participants.
  - **Point 3 : transparence et information réciproque.**
    - Afin d'assurer une collaboration efficace, les partenaires se transmettent les informations nécessaires au suivi et au pilotage des dossiers, projets, interventions travaillés en commun.
    - Un espace informatique collaboratif sera mis en place et accessible aux partenaires via le Portail communautaire.

- **Point 4 : suivi des conventions et évaluations financières.**
  - Chaque dispositif de mutualisation est adossé à une convention de mutualisation. Le suivi technique et financier des mutualisations est réalisé par les partenaires associés qui le transmettront à la Communauté de communes conformément à ses obligations légales.
  - Les chiffrages, facturations, ... sont co-validés par les partenaires du dispositif.
  - Ils sont transmis à la conférence mutualisation (la Conférence des maires).
- **Point 5 : ouverture à toutes les communes du territoire.**
  - Les collaborations sont ouvertes à toutes les communes de la communauté.
  - Une commune souhaitant être associée à un projet collaboratif en fait la demande au pilote du projet de mutualisation (Commune ou Communauté de communes) qui en informera les membres.
  - L'intégration d'une nouvelle commune dans une convention ou une collaboration est signalée lors de la présentation annuelle en conseil communautaire
- **Point 6 : évaluation annuelle.**
  - Une évaluation annuelle des dispositifs de collaboration est réalisée dans les 6 mois suivant la fin de l'année.
    - Elle prend en compte les réalisations réalisées conjointement, la participation effective des partenaires, la gestion financière associée.
    - Elle donne lieu à une décision de poursuivre ou d'adaptation du dispositif
  - Le rapport d'évaluation est transmis au conseil communautaire et aux conseils municipaux. Il contribue à l'objectif réglementaire de suivi de l'avancement du schéma de mutualisation.
- **Point 7 : arbitrages.**
  - En cas de difficultés dans le fonctionnement collaboratif, les arbitrages sont sollicités auprès :
    - 1<sup>er</sup> niveau : Vice-présidente déléguée aux relations et services aux communes et discuté en conférence des maires
    - 2<sup>nd</sup> niveau : Président de la communauté

## Les projets de mutualisation et les fiches d'impact associées Axe 1 – achats groupés - groupements de commandes

25

### Premier axe : le développement des groupements de commandes

| Opportunités envisagées | Spécificités - précisions                                                                                           |
|-------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Gestion de projets      | → Assistance à maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre<br>→ Expérience accord cadre – ville d'Auray                    |
| Voirie                  | → Maintenance, signalisation, ...<br>→ Signalisation horizontale, verticale<br>→ Opportunité : marché départemental |
| Propreté                | → Enlèvement des tags                                                                                               |
| Bâtiments               | → Contrôles réglementaires, sécurité, ascenseurs, alarmes,                                                          |
| Espaces verts           | → Entretien, tontes, entretiens espaces sportifs                                                                    |
| Eclairage public        |                                                                                                                     |
| Garage                  | → Entretien du matériel<br>→ Acquisitions véhicules                                                                 |
| Eaux de baignades       | → analyses                                                                                                          |
| Energie, fluides        |                                                                                                                     |
| Assurances              |                                                                                                                     |
| Assistance juridique    | → Avocats, prestations SVP, prestations spécialisées                                                                |
| Web enchères            |                                                                                                                     |
| Informatique            | → Acquisition, maintenance, gestion logiciels, ...                                                                  |
| Téléphonie              | → Lignes, forfaits, ...                                                                                             |
| Copieurs                | → Acquisitions / locations                                                                                          |
| Ressources humaines     | → Formations, habilitations, sécurité, HACCP, ...                                                                   |
| EPI                     | → Location entretien vêtements de travail                                                                           |
| Produits d'entretien    |                                                                                                                     |
| Fournitures de bureau   |                                                                                                                     |

- De nombreuses opportunités ont été identifiées en groupe de travail et pourront conduire à la mise en place de groupements de commandes. Elles sont rappelées ci-contre.

- Calendrier
  - La mise en œuvre sera faite au fur et à mesure des opportunités existantes, liées au renouvellement des marchés ou contrats des communes et de la communauté.

Axe 1 – achats groupés - groupements de commandes

26

- **Organisation des groupements de commande – principes de fonctionnement.**
  - Chaque groupement de commande sera piloté par un référent qui pourra être communal ou communautaire.
  - Le référent sera désigné par les membres du groupements en fonction de son expertise ou de son expérience relative à l'objet du groupement.
- **Maitrise de l'impact sur l'économie locale.**
  - Une analyse de l'offre locale, régionale, nationale sera faite avant la mise en place du groupement afin d'anticiper sur d'éventuels impacts sur la nature et la qualité des entreprises aptes à répondre.
- **Dispositif d'accompagnement et support global.**
  - Un espace collaboratif permettant d'identifier les marchés et contrats et leurs échéances (Portail communautaire)
  - Des procédures communes et structurées.
  - L'opportunité d'une facturation pour le pilotage d'un groupement et la réalisation des pièces administratives et techniques correspondantes :
    - Base de facturation : nb de jours / marché
  - Une disposition dans la convention pour répartir les charges en cas de contentieux.
- **Point sur la/les commissions d'appel d'offres.**
  - Il peut être opportun de :
    - Constituer un groupement de commande « généraliste » permettant l'acquisition de plusieurs prestations distinctes.
    - Constituer une commission d'appels d'offres commune afin de simplifier le calendrier de réunion correspondant



Fiche groupement d'achat

| Mutualisation                                            | Groupement d'achat : Informatique                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|----------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Objectifs</b>                                         | → Constituer un groupement d'achat associant potentiellement la communauté et les communes du territoire                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Activités concernées</b>                              | → Les acquisitions ou locations de matériels (serveurs, postes informatiques, imprimantes ou copieurs, ...), l'administration et la maintenance associée<br>→ La mise en place de réseaux et les prestations d'administration associées<br>→ Les acquisitions de logiciels et les prestations de maintenance associées                |
| <b>Périmètre – institutions associées (à préciser) *</b> | → Au lancement : Auray, Belz, Broc', Hoadic, Local Mendon, Ploemel, Plumergat, Pluvigner, La Trinité sur mer, Carac, Quiberon, AQTA<br>→ Potentiel : toutes les communes et la communauté                                                                                                                                             |
| <b>Gouvernance</b>                                       | → Groupe de pilotage informatique<br>→ Coordinateur du groupement de commande<br>→ Groupe – référent informatique issu des services de la communauté et des communes                                                                                                                                                                  |
| <b>Modalités pratiques – support juridique</b>           | → Etape 1 : convention de groupement de commande et commission d'appel d'offres du groupement<br>→ Etape 2 : élargissement progressif avec adhésion au groupement d'autres communes<br>→ Etape 3 : élargissement progressif avec adhésion au groupement d'autres communes                                                             |
| <b>Autres conditions</b>                                 | → Mise en place d'un accompagnement des entreprises locales afin de les former et préparer à répondre aux appels d'offres publics<br>→ A terme, professionnalisation de la fonction achat avec la cas échéant constitution d'un service commun achats/ marchés<br>→ A terme, opportunité de constituer un service commun informatique |

| Impacts                    |                                                                                                                                                                                   |
|----------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Ressources humaines</b> | → Indirect : bénéfice pour les membres du groupement des expertises existantes au sein des communes                                                                               |
| <b>Financier</b>           | → Maitrise des coûts d'acquisition et de maintenance<br>→ Estimatif : 10 à 20 % du coût des prestations concernées<br>→ Base questionnaire cumulée * : SI et copieurs : 235 000 € |
| <b>Localisation</b>        | → Attachement au coordinateur du groupement                                                                                                                                       |

| Calendrier | 2017          |    |                 |    | 2018 |    |    |    | 2019            |    |    |    |
|------------|---------------|----|-----------------|----|------|----|----|----|-----------------|----|----|----|
|            | T4            | T1 | T2              | T3 | T4   | T1 | T2 | T3 | T4              | T1 | T2 | T3 |
|            | Mise en place |    | Élargissement 1 |    |      |    |    |    | Élargissement 2 |    |    |    |

\* Première approche selon les retours formulés par les collectivités – printemps et été 2017



| Mutualisation                                     | Groupement d'achat : Bâtiments – contrôles réglementaires                                                                                                                                                                                                                 |
|---------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Objectifs                                         | + Constituer un groupement d'achat associant potentiellement la communauté et les communes du territoire                                                                                                                                                                  |
| Activités concernées                              | + Contrôles réglementaires des bâtiments publics, ERP ou non<br>+ Ascenseurs, alarmes, portes automatiques, désenfumage, extincteurs, ...<br>+ Chauffage, climatisation<br>+ Légionellose                                                                                 |
| Périmètre – institutions associées (à préciser) * | + Au lancement : Auray, AQTA<br>+ Potentiel : toutes les communes et la communauté                                                                                                                                                                                        |
| Gouvernance                                       | + Groupe de pilotage Sécurité et qualité des Bâtiments publics<br>+ Coordinateur du groupement de commande<br>+ Groupe – référent sécurité et qualité des bâtiments publics issu des services de la communauté et des communes                                            |
| Modalités pratiques – support juridique           | + Etape 1 : convention de groupement de commande et commission d'appel d'offres du groupement<br>+ Etape 2 : élargissement progressif avec adhésion au groupement d'autres communes<br>+ Etape 3 : élargissement progressif avec adhésion au groupement d'autres communes |
| Autres conditions                                 | + Mise en place d'un accompagnement des entreprises locales afin de les former et préparer à répondre aux appels d'offres publics<br>+ A terme, professionnalisation de la fonction achat avec le cas échéant constitution d'un service commun achats/ marchés            |

| Impacts             |                                                                                                                                                                                  |
|---------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Ressources humaines | + Indirect : bénéfice pour les membres du groupement des expertises existantes au sein des communes                                                                              |
| Financier           | + Maîtrise des coûts de prestation<br>+ Estimatif : 10 à 20 % du coût des prestations concernées<br>+ Base questionnaire curulée * : contrôle bâtiments et chauffage : 382 000 € |
| Localisation        | + Attachement au coordonnateur du groupement                                                                                                                                     |

| Calendrier | 2017          |    | 2018            |    |    |    | 2019            |    |    |  |
|------------|---------------|----|-----------------|----|----|----|-----------------|----|----|--|
|            | T4            | T1 | T2              | T3 | T4 | T1 | T2              | T3 | T4 |  |
|            | Mise en place |    | Élargissement 1 |    |    |    | Élargissement 2 |    |    |  |

\* Première approche selon les retours formulés par les collectivités – printemps et été 2017

| Mutualisation                                     | Groupement d'achat : Téléphonie                                                                                                                                                                                                                                           |
|---------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Objectifs                                         | + Constituer un groupement d'achat associant potentiellement la communauté et les communes du territoire                                                                                                                                                                  |
| Activités concernées                              | + Matériels et équipements téléphoniques fixes<br>+ Téléphonie mobile<br>+ Équipements réseaux                                                                                                                                                                            |
| Périmètre – institutions associées (à préciser) * | + Au lancement : Auray, AQTA<br>+ Potentiel : toutes les communes et la communauté                                                                                                                                                                                        |
| Gouvernance                                       | + Groupe de pilotage Téléphonie<br>+ Coordinateur du groupement de commande<br>+ Groupe – référent Téléphonie issu des services de la communauté et des communes                                                                                                          |
| Modalités pratiques – support juridique           | + Etape 1 : convention de groupement de commande et commission d'appel d'offres du groupement<br>+ Etape 2 : élargissement progressif avec adhésion au groupement d'autres communes<br>+ Etape 3 : élargissement progressif avec adhésion au groupement d'autres communes |
| Autres conditions                                 | + Mise en place d'un accompagnement des entreprises locales afin de les former et préparer à répondre aux appels d'offres publics<br>+ A terme, professionnalisation de la fonction achat avec le cas échéant constitution d'un service commun achats/ marchés            |

| Impacts             |                                                                                                                                                           |
|---------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Ressources humaines | + Indirect : bénéfice pour les membres du groupement des expertises existantes au sein des communes                                                       |
| Financier           | + Maîtrise des coûts de prestation<br>+ Estimatif : 10 à 20 % du coût des prestations concernées<br>+ Base questionnaire curulée * : téléphonie : 50000 € |
| Localisation        | + Attachement au coordonnateur du groupement                                                                                                              |

| Calendrier | 2017          |    | 2018            |    |    |    | 2019            |    |    |  |
|------------|---------------|----|-----------------|----|----|----|-----------------|----|----|--|
|            | T4            | T1 | T2              | T3 | T4 | T1 | T2              | T3 | T4 |  |
|            | Mise en place |    | Élargissement 1 |    |    |    | Élargissement 2 |    |    |  |

\* Première approche selon les retours formulés par les collectivités – printemps et été 2017

## Fiche groupement d'achat

Étude en prévision le 27/12/2017  
 Révisé en prévision le 27/12/2017  
 Attribué le  
 ID : 056-200043123-20171227-2017DC168-DE

| Mutualisation                                            | Groupement d'achat : Juridique                                                                                                                                                                                                                                            |
|----------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Objectifs</b>                                         | + Constituer un groupement d'achat associant potentiellement la communauté et les communes du territoire                                                                                                                                                                  |
| <b>Activités concernées</b>                              | + Assistance juridique<br>+ Accès bases de données juridiques<br>+ Services type SVP                                                                                                                                                                                      |
| <b>Périmètre – institutions associées (à préciser) *</b> | + Au lancement : Auray, Hoëdic, Locol Meadon, Plumergat, Carnac, Crac'h, AQTA<br>+ Potentiel : toutes les communes et la communauté                                                                                                                                       |
| <b>Gouvernance</b>                                       | + Groupe de pilotage Services Juridiques<br>+ Coordinateur du groupement de commande<br>+ Groupe – référent Services juridiques issu des services de la communauté et des communes                                                                                        |
| <b>Modalités pratiques – support juridique</b>           | + Etape 1 : convention de groupement de commande et commission d'appel d'offres du groupement<br>+ Etape 2 : élargissement progressif avec adhésion au groupement d'autres communes<br>+ Etape 3 : élargissement progressif avec adhésion au groupement d'autres communes |
| <b>Autres conditions</b>                                 | + Mise en place d'un accompagnement des entreprises locales afin de les former et préparer à répondre aux appels d'offres publics<br>+ A terme, professionnalisation de la fonction achat avec le cas échéant constitution d'un service commun achats/ marchés            |

| Impacts                    |                                                                                                                                                            |
|----------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Ressources humaines</b> | + Indirect : bénéfice pour les membres du groupement des expertises existantes au sein des communes                                                        |
| <b>Financier</b>           | + Maîtrise des coûts de prestation<br>+ Estimatif : 10 à 20 % du coût des prestations concernées<br>+ Base questionnaire cursulée * : juridique : 16 840 € |
| <b>Localisation</b>        | + Attachement au coordinateur du groupement                                                                                                                |

Fiches groupement d'achat

| Calendrier | 2017          | 2018            |    |    |    | 2019            |    |    |    |
|------------|---------------|-----------------|----|----|----|-----------------|----|----|----|
|            | T4            | T1              | T2 | T3 | T4 | T1              | T2 | T3 | T4 |
|            | Mise en place | Élargissement 1 |    |    |    | Élargissement 2 |    |    |    |

\* Première approche selon les retours formulés par les collectivités – printemps et été 2017

31

AURAY QUIBERON  
TERRE-ATLANTIQUE

## Fiche groupement d'achat

Étude en prévision le 27/12/2017  
 Révisé en prévision le 27/12/2017  
 Attribué le  
 ID : 056-200043123-20171227-2017DC168-DE

| Mutualisation                                            | Groupement d'achat : Ressources Humaines - Formations                                                                                                                                                                                                                     |
|----------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Objectifs</b>                                         | + Constituer un groupement d'achat associant potentiellement la communauté et les communes du territoire                                                                                                                                                                  |
| <b>Activités concernées</b>                              | + Formations spécifiques                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Périmètre – institutions associées (à préciser) *</b> | + Au lancement : Auray, Belz, Locol Meadon, Plumergat, Pluvigner, Carnac, Crac'h, AQTA<br>+ Potentiel : toutes les communes et la communauté                                                                                                                              |
| <b>Gouvernance</b>                                       | + Groupe de pilotage Ressources Humaines - formations<br>+ Coordinateur du groupement de commande<br>+ Groupe – référent Formations issu des services de la communauté et des communes                                                                                    |
| <b>Modalités pratiques – support juridique</b>           | + Etape 1 : convention de groupement de commande et commission d'appel d'offres du groupement<br>+ Etape 2 : élargissement progressif avec adhésion au groupement d'autres communes<br>+ Etape 3 : élargissement progressif avec adhésion au groupement d'autres communes |
| <b>Autres conditions</b>                                 | + Mise en place d'un accompagnement des entreprises locales afin de les former et préparer à répondre aux appels d'offres publics<br>+ A terme, professionnalisation de la fonction achat avec le cas échéant constitution d'un service commun achats/ marchés            |

| Impacts                    |                                                                                                                                                                                  |
|----------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Ressources humaines</b> | + Indirect : bénéfice pour les membres du groupement des expertises existantes au sein des communes                                                                              |
| <b>Financier</b>           | + Maîtrise des coûts de prestation<br>+ Estimatif : 10 à 20 % du coût des prestations concernées<br>+ Base questionnaire cursulée * : Ressources humaines et formation : 9 878 € |
| <b>Localisation</b>        | + Attachement au coordinateur du groupement                                                                                                                                      |

Fiches groupement d'achat

| Calendrier | 2017          | 2018            |    |    |    | 2019            |    |    |    |
|------------|---------------|-----------------|----|----|----|-----------------|----|----|----|
|            | T4            | T1              | T2 | T3 | T4 | T1              | T2 | T3 | T4 |
|            | Mise en place | Élargissement 1 |    |    |    | Élargissement 2 |    |    |    |

\* Première approche selon les retours formulés par les collectivités – printemps et été 2017

32

Conseil municipal de la ville d'Auray du 10 avril 2018

AURAY QUIBERON  
TERRE-ATLANTIQUE

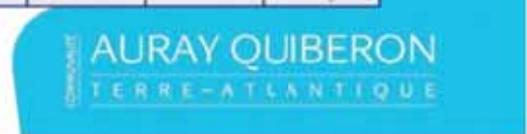
27/419

| Mutualisation                                            | Groupement d'achat : Parc automobile                                                                                                                                                                                                                                      |
|----------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Objectifs</b>                                         | + Constituer un groupement d'achat associant potentiellement la communauté et les communes du territoire                                                                                                                                                                  |
| <b>Activités concernées</b>                              | + Acquisitions de véhicules et engins<br>+ Acquisitions de matériels<br>+ Acquisition de prestations d'entretien<br>+ Acquisitions de pièces détachées et fournitures<br>+ Achats de carburants                                                                           |
| <b>Périmètre – institutions associées (à préciser) *</b> | + Au lancement : Camors, Auray, Brich, Landaul, Hoëdic, Ploemel, Plumergat, La Trinité sur Mer, AQTA<br>+ Potentiel : toutes les communes et la communauté                                                                                                                |
| <b>Gouvernance</b>                                       | + Groupe de pilotage Parc automobile<br>+ Coordinateur du groupement de commande<br>+ Groupe – référent Parc automobile issu des services de la communauté et des communes                                                                                                |
| <b>Modalités pratiques – support juridique</b>           | + Etape 1 : convention de groupement de commande et commission d'appel d'offres du groupement<br>+ Etape 2 : élargissement progressif avec adhésion au groupement d'autres communes<br>+ Etape 3 : élargissement progressif avec adhésion au groupement d'autres communes |
| <b>Autres conditions</b>                                 | + Mise en place d'un accompagnement des entreprises locales afin de les former et préparer à répondre aux appels d'offres publics<br>+ A terme, professionnalisation de la fonction achat avec le cas échéant constitution d'un service commun achats/ marchés            |

| Impacts                    |                                                                                                                                                                 |
|----------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Ressources humaines</b> | + Indirect : bénéfice pour les membres du groupement des expertises existantes au sein des communes                                                             |
| <b>Financier</b>           | + Maîtrise des coûts de prestation<br>+ Estimatif : 10 à 20 % du coût des prestations concernées<br>+ Base questionnaire cumulée * : Parc automobile : 200 000€ |
| <b>Localisation</b>        | + Attachement au coordinateur du groupement                                                                                                                     |

| Calendrier | 2017          | 2018            |    |    |    | 2019            |    |    |    |
|------------|---------------|-----------------|----|----|----|-----------------|----|----|----|
|            | T4            | T1              | T2 | T3 | T4 | T1              | T2 | T3 | T4 |
|            | Mise en place | Élargissement 1 |    |    |    | Élargissement 2 |    |    |    |

\* Première approche selon les retours formulés par les collectivités – printemps et été 2017



| Mutualisation                                            | Groupement d'achat : Voirie                                                                                                                                                                                                                                               |
|----------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Objectifs</b>                                         | + Constituer un groupement d'achat associant potentiellement la communauté et les communes du territoire / intégration du marché départemental                                                                                                                            |
| <b>Activités concernées</b>                              | + Travaux de voirie<br>+ Prestations d'entretien de chaussées et de trottoirs<br>+ Prestations de signalisation horizontale et verticale<br>+ Prestations de signalisation lumineuse                                                                                      |
| <b>Périmètre – institutions associées (à préciser) *</b> | + Au lancement : Auray<br>+ Potentiel : toutes les communes et la communauté                                                                                                                                                                                              |
| <b>Gouvernance</b>                                       | + Groupe de pilotage Voiries<br>+ Coordinateur du groupement de commande<br>+ Groupe – référent Voiries issu des services de la communauté et des communes                                                                                                                |
| <b>Modalités pratiques – support juridique</b>           | + Etape 1 : convention de groupement de commande et commission d'appel d'offres du groupement<br>+ Etape 2 : élargissement progressif avec adhésion au groupement d'autres communes<br>+ Etape 3 : élargissement progressif avec adhésion au groupement d'autres communes |
| <b>Autres conditions</b>                                 | + Mise en place d'un accompagnement des entreprises locales afin de les former et préparer à répondre aux appels d'offres publics<br>+ A terme, professionnalisation de la fonction achat avec le cas échéant constitution d'un service commun achats/ marchés            |

| Impacts                    |                                                                                                                                                          |
|----------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Ressources humaines</b> | + Indirect : bénéfice pour les membres du groupement des expertises existantes au sein des communes                                                      |
| <b>Financier</b>           | + Maîtrise des coûts de prestation<br>+ Estimatif : 10 à 20 % du coût des prestations concernées<br>+ Base questionnaire cumulée * : Voirie : 5 529 000€ |
| <b>Localisation</b>        | + Attachement au coordinateur du groupement                                                                                                              |

| Calendrier | 2017          | 2018            |    |    |    | 2019            |    |    |    |
|------------|---------------|-----------------|----|----|----|-----------------|----|----|----|
|            | T4            | T1              | T2 | T3 | T4 | T1              | T2 | T3 | T4 |
|            | Mise en place | Élargissement 1 |    |    |    | Élargissement 2 |    |    |    |

\* Première approche selon les retours formulés par les collectivités – printemps et été 2017



| Mutualisation                                            | Groupement d'achat : Espaces verts                                                                                                                                                                                                                                        |
|----------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Objectifs</b>                                         | + Constituer un groupement d'achat associant potentiellement la communauté et les communes du territoire / intégration du marché départemental                                                                                                                            |
| <b>Activités concernées</b>                              | + Conception et création d'espaces verts<br>+ Prestations d'entretiens d'espaces verts<br>+ Prestations d'élagage et d'abattage<br>+ Prestations d'acquisition de fleurs                                                                                                  |
| <b>Périmètre – institutions associées (à préciser) *</b> | + Au lancement : Auray<br>+ Potentiel : toutes les communes et la communauté                                                                                                                                                                                              |
| <b>Gouvernance</b>                                       | + Groupe de pilotage Voiries<br>+ Coordinateur du groupement de commande<br>+ Groupe – référent Voiries issu des services de la communauté et des communes                                                                                                                |
| <b>Modalités pratiques – support juridique</b>           | + Etape 1 : convention de groupement de commande et commission d'appel d'offres du groupement<br>+ Etape 2 : élargissement progressif avec adhésion au groupement d'autres communes<br>+ Etape 3 : élargissement progressif avec adhésion au groupement d'autres communes |
| <b>Autres conditions</b>                                 | + Mise en place d'un accompagnement des entreprises locales afin de les former et préparer à répondre aux appels d'offres publics<br>+ A terme, professionnalisation de la fonction achat avec le cas échéant constitution d'un service commun achats/ marchés            |

| Impacts                    |                                                                                                                                                                |
|----------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Ressources humaines</b> | + Indirect : bénéfice pour les membres du groupement des expertises existantes au sein des communes                                                            |
| <b>Financier</b>           | + Maîtrise des coûts de prestation<br>+ Estimatif : 10 à 20 % du coût des prestations concernées<br>+ Base questionnaire cumulée * : Espaces verts : 223 645 € |
| <b>Localisation</b>        | + Attachement au coordinateur du groupement                                                                                                                    |

| Calendrier | 2017          | 2018            |    |    |    | 2019            |    |    |    |
|------------|---------------|-----------------|----|----|----|-----------------|----|----|----|
|            | T4            | T1              | T2 | T3 | T4 | T1              | T2 | T3 | T4 |
|            | Mise en place | Élargissement 1 |    |    |    | Élargissement 2 |    |    |    |

\* Première approche selon les retours formulés par les collectivités – printemps et été 2017

*Les projets de mutualisation et les fiches d'impact associées  
 Axe 2 – Harmonisation tarifaire des mises à disposition des moyens humains et matériels*

- **Objectif : disposer d'une base de travail harmonisée et simple à utiliser pour faciliter la mise en place de prestations ou de prêts de matériels entre la communauté et les communes et le cas échéant entre les communes entre elles.**
- **Une grille tarifaire unifiée selon les modalités définies en groupe de travail.**
  - 4 rubriques pour les personnels : catégorie A, Catégorie B, Catégorie C hors entretien, Catégorie C entretien.
    - Base tarifaire ajustée à partir des tarifs pratiqués actuellement
  - 4 rubriques pour les matériels : 3,5 T, PL, Tractopelle et tracteurs équipés, autres engins.
    - Base tarifaire ajustée à partir des coûts des prestations privées observées sur le territoire (marchés, ...)
  - Des principes de suivi et de « facturation » unifiés.
- **Dispositif de suivi**
  - Un dispositif de révision annuel prenant en compte les évolutions des coûts intégrés (indices).

- **Proposition de grille tarifaire à valider :**

| Proposition                | "Tarif du territoire" |
|----------------------------|-----------------------|
| Agent entretien ménager    | 18                    |
| Agent technique            | 25                    |
| Catégorie B                | 30                    |
| Catégorie A                | 35                    |
| Véhicule < 3,5 T PTAC      | 10                    |
| Tractopelle sans chauffeur | 30                    |
| Tractopelle avec chauffeur | 54                    |
| Poids lourds               | 35                    |
| Autres engins              | 9                     |

- **Les tarifs s'entendent : par heure, en euros TTC, par unité (personnes ou matériels)**
- **L'évolution du tarif sera réalisée à partir des index :**
  - Pour les agents : GVT (Glissement Vieillesse Technicité + évolution du point d'indice)
  - Pour les matériels : index général TP01 tous travaux
  - De manière à maintenir des tarifications simples et lisibles , les évolutions seront arrondies au demi-euro supérieur.

| Mutualisation                                     | Conventions de prestations                                                                                                                                                |
|---------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Objectifs                                         | + Eviter les doublons et optimiser l'utilisation des moyens communs et communautaires pour la réalisation de prestations d'entretien ménager et de prestations techniques |
| Activités concernées                              | + Entretien des zones d'activité<br>+ Entretien des espaces communautaires                                                                                                |
| Périmètre – institutions associées (à préciser) * | + Au lancement : Auray, Belz, Camors, Czac'h, Locmariaquer, Ploubarnat, Plusaret, Saint-Philibert<br>+ Potentiel : toutes les communes et la communauté                   |
| Gouvernance                                       | + Dans le cadre de la conférence des maires et de la réunion des DGS<br>+ Suivi par les services techniques communautaires                                                |
| Modalités pratiques – support juridique           | + Etape 1 : harmonisation des tarifs de prestations entre les communes et la communauté – avenants aux conventions en place                                               |
|                                                   | + Etape 2 : développement des échanges de service et harmonisation des tarifs de prestations entre les communes entre elles – conventions entre communes.                 |
|                                                   | + Etape 3 : élargissement progressif à toutes les communes – conventions entre communes                                                                                   |
| Autres conditions                                 | + Suivi du dispositif et maîtrise des niveaux de service                                                                                                                  |

| Impacts             |                                                                                                                 |
|---------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Ressources humaines | + Pas de doublon dans les services communautaires. Equivalents postes non mobilisés : à préciser                |
| Financier           | + Equivalents coûts non mobilisés : 82 KC                                                                       |
| Localisation        | + Suivi AQTA<br>+ Localisation des prestations : Zones d'activité et autres sites selon contenu des conventions |

| Calendrier | 2017          | 2018            |    |    |    | 2019            |    |    |    |
|------------|---------------|-----------------|----|----|----|-----------------|----|----|----|
|            | T4            | T1              | T2 | T3 | T4 | T1              | T2 | T3 | T4 |
|            | Mise en place | Élargissement 1 |    |    |    | Élargissement 2 |    |    |    |

\* Première approche selon les retours formulés par les collectivités – printemps et été 2017



Les projets de mutualisation et les fiches d'impact associées  
 Axe 3 – Développement de mutualisations ciblées



- **Objectif : mise en place progressive de mutualisations entre communauté et communes et entre communes.**
- **Contenu**
  - Les pages suivantes présentent une première approche des priorités envisageables.
  - Elles ont été construites à partir des réflexions collectives réalisées en groupes de travail par bassin de vie et aux priorisations transmises par les communes.
  - Elles intègrent les opportunités de mutualisation hors groupements de commandes et prestations techniques précisés au titre des deux axes précédents.
  - Les priorités sont structurées en privilégiant :
    - Les services supports ayant vocation à permettre et faciliter le développement des collaborations sur le territoire
    - Les fonctions spécifiques à fort enjeu local
- **Calendrier**
  - La mise en place est ordonnée à l'échelle du schéma de mutualisation, soit sur 3 ans.
- **Un dispositif d'accompagnement et un support global sont en place pour assister les groupes de travail dans leur mise en place et leur fonctionnement.**
  - Un comité de pilotage associant les partenaires concernés :
    - Conférence des maires
    - Réunion des DGS
    - Support mutualisations et relations aux communes, ex. Portail communautaire

Troisième axe : le développement de mutualisations ciblées  
Priorité 1

| Les mutualisations                                                       | Contenu                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | Plan de travail prioritaire                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|--------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Création d'un Réseau Ressources Humaines                                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Organisation du dispositif collaboratif :               <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Association des cadres en charge de la gestion des ressources humaines en réseau, sur la base du volontariat</li> <li>→ Mise en place d'une plateforme collaborative informatisée</li> <li>→ Mise en place d'un plan de réunion : cinq par an.</li> <li>→ Diffusion des comptes-rendus à l'ensemble des communes</li> </ul> </li> <li>→ Opportunité d'évolution à terme vers la constitution d'un service mutualisé associant plusieurs des partenaires.</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Mise en place du groupement de commandes Ressources Humaines               <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Voir fiche associée</li> </ul> </li> <li>→ Réalisation de formation déconcentrées               <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Recensement des besoins</li> <li>→ Réalisation de formation / habilitations, santé sécurité au travail, HACCP, ...</li> <li>→ Utilisation des potentiels et expertises existantes : Auray (SSI)</li> </ul> </li> <li>→ Organisation de formation – immersion au sein des organisations communales</li> <li>→ Organisations pratiques des formations : inscription, localisation, ...</li> <li>→ Partages d'expérience ou d'opportunités – gestion de la fonction Ressources Humaines               <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Recrutements</li> <li>→ Logiciels RH</li> <li>→ Prévoyance, risques statutaires, ...</li> </ul> </li> </ul> |
| Création d'un réseau Juridique entre communes et associant la communauté | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Organisation du dispositif collaboratif :               <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Association des cadres en charge des questions juridique dans un réseau d'échanges d'information sur la base du volontariat</li> <li>→ Mise en place d'une plateforme collaborative informatisée</li> <li>→ Mise en place d'un plan de réunion : selon opportunités en complément des échanges par la plateforme collaborative</li> </ul> </li> </ul>                                                                                                               | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Mise en place du groupement de commande               <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Voir fiche associée</li> </ul> </li> <li>→ Lancement des échanges d'information juridique entre les partenaires</li> <li>→ Appui mutuels pour la gestion de dossiers spécifiques et/ou de précontentieux               <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Expertises</li> <li>→ Règlement précontentieux</li> <li>→ Assurances</li> <li>→ Contrôle de légalité interne</li> <li>→ Veille juridique et ressources documentaires</li> <li>→ Formations juridiques</li> </ul> </li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

| Les mutualisations                                             | Contenu                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | Plan de travail prioritaire                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|----------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Constitution d'un groupe de travail informatique et téléphonie | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Organisation du dispositif collaboratif :                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Association des cadres en charge de l'informatique et de la téléphonie</li> <li>→ Mise en place d'une plateforme collaborative informatisée</li> <li>→ Mise en place d'un plan de réunion : cinq par an.</li> <li>→ Conventions de prestations pour la mobilisation des expertises existant dans les communes et la communauté (en particulier – informaticien Auray)</li> </ul> </li> <li>→ Opportunité d'évolution à terme vers la constitution d'un service mutualisé associant plusieurs des partenaires</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Mise en place de groupements de commandes                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Maintenance, conseil, ...</li> <li>→ Diagnostic</li> <li>→ Suivi des prestataires</li> <li>→ Acquisition matériels</li> </ul> </li> <li>→ Développement de nouvelles approches techniques pour la communauté et les communes                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Mise en place d'expérimentations techniques</li> <li>→ Evolutions techniques groupées : interconnexions, VoIP (mobilisation des expertises existantes, notamment : Belz, Auray, ...)</li> </ul> </li> <li>→ Identification des logiciels métiers de référence pour les communes                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Fonctionnalités et satisfaction des utilisateurs</li> <li>→ Ergonomie</li> <li>→ Réactivité hot line</li> <li>→ coût</li> </ul> </li> </ul> |

Axe 3 : les mutualisations ciblées

| Les mutualisations                                                         | Contenu                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Plan de travail prioritaire                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|----------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Constitution d'un groupe de travail Garage – gestion de flotte de véhicule | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Organisation du dispositif collaboratif :                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Association des cadres en charge de la gestion des flottes automobiles</li> <li>→ Mise en place d'une plateforme collaborative informatisée</li> <li>→ Mise en place d'un plan de réunion : cinq par an.</li> </ul> </li> <li>→ Evolution vers la constitution d'un service mutualisée de maintenance des flottes des communes (Auray, ...) et de la Communauté</li> </ul>        | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Mise en place d'un groupement de commande                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Entretien de véhicules et engins</li> <li>→ Acquisition de véhicules et engins</li> </ul> </li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| Constitution d'un réseau Achats marchés – Club Achat                       | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Organisation du dispositif collaboratif :                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Association des cadres en charge des achats et des marchés publics</li> <li>→ Mise en place d'une plateforme collaborative informatisée</li> <li>→ Mise en place d'un plan de réunion : cinq par an.</li> </ul> </li> <li>→ Evolution vers la constitution d'un service mutualisé achats – marchés pouvant associer plusieurs communes et le cas échéant la communauté</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Recensement des besoins d'achats communs</li> <li>→ Appui à la mise en place des groupements de commandes</li> <li>→ Apport d'expertise en matière achats et marchés</li> <li>→ Constitution de bases de référence en matière d'achats                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Types de produits et services</li> <li>→ Critères qualité</li> <li>→ Données économiques</li> </ul> </li> <li>→ Lien avec le tissu des entreprises locaux (compétence développement économique)</li> <li>→ Consolidation autour du dispositif approvisionnements – magasin</li> </ul> |

Axe 3 : les mutualisations ciblées

| Les mutualisations                                                | Contenu                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | Plan de travail prioritaire                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Constitution d'un groupe de travail Approvisionnements - magasins | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Organisation du dispositif collaboratif :                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Association des cadres en charge des achats et des marchés publics</li> <li>→ Mise en place d'une plateforme collaborative informatisée</li> <li>→ Mise en place d'un plan de réunion : cinq par an.</li> </ul> </li> <li>→ Evolution vers la constitution d'un service mutualisé approvisionnement pouvant associer plusieurs communes et le cas échéant la communauté</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Exploitation du potentiel et du savoir faire de communes : en particulier de la commune d'Auray                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Coordination achats fournitures, ...</li> <li>→ Gestion des stocks</li> <li>→ Coordination approvisionnements</li> </ul> </li> <li>→ En lien avec les groupements de commandes concernant des matières ou fournitures à stocker</li> <li>→ Modalités de gestion                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Réalisations d'inventaires</li> <li>→ Outil de gestion des stocks – logiciel, ...</li> <li>→ Procédures</li> </ul> </li> </ul> |
| Négociateur foncier                                               | → Mutualisation d'une expertise commune sur un territoire au foncier rare et cher                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | → Réflexion autour d'un recrutement partagé avec les communes                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

Axe 3 : les mutualisations ciblées



Fiche d'impact – Réseau Ressources Humaines

| Mutualisation                                     | Création d'un réseau RH                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | Impacts                                                                                                                                         |
|---------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Objectifs                                         | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Améliorer la qualité de la gestion des ressources humaines sur le territoire</li> <li>→ Harmoniser les pratiques RH sur le territoire</li> <li>→ Faciliter la mise en place des formations</li> </ul>                                                                                     | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Optimisation à terme en cas de constitution d'un service mutualisé</li> </ul>                          |
| Activités concernées                              | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ En priorité :                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Réalisation de formations déconcentrées</li> <li>→ Formations sur la santé / sécurité au travail</li> <li>→ Réalisation des habilitations</li> </ul> </li> </ul>                                       | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Equivalents coûts non mobilisés : partage d'expertises, optimisation du coût des formations</li> </ul> |
| Périmètre – institutions associées (à préciser) * | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Au lancement : Auray, Belz, Locol Mendon, Plumergat, Pluvigner, Carnac, Crac'h, AQTA</li> <li>→ Potentiel : toutes les communes et la communauté</li> </ul>                                                                                                                               | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Selon constitution d'un service mutualisé</li> </ul>                                                   |
| Gouvernance                                       | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Dans le cadre de la conférence des maires et de la réunion des DGS</li> <li>→ Suivi par le groupe réseau RH</li> </ul>                                                                                                                                                                    |                                                                                                                                                 |
| Modalités pratiques – support juridique           | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Etape 1 : dispositif collaboratif – réseau RH</li> <li>→ Etape 2 : élargissement du dispositif collaboratif à d'autres thématiques ressources humaines</li> <li>→ Etape 3 : le cas échéant constitution d'un service RH mutualisé entre certaines communes et/ou la communauté</li> </ul> |                                                                                                                                                 |
| Autres conditions                                 | → Respect de la répartition des activités avec le centre de gestion                                                                                                                                                                                                                                                                |                                                                                                                                                 |

Fiche d'impact mutualisations ciblées

| Calendrier | 2017            | 2018 |                   |    |    | 2019              |    |    |    |
|------------|-----------------|------|-------------------|----|----|-------------------|----|----|----|
|            | T4              | T1   | T2                | T3 | T4 | T1                | T2 | T3 | T4 |
|            | Mise en place → |      | Élargissement 1 → |    |    | Élargissement 2 → |    |    |    |

\* Première approche selon les retours formulés par les collectivités – printemps et été 2017



| Mutualisation                                            | Constitution d'un réseau juridique                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|----------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Objectifs</b>                                         | <ul style="list-style-type: none"> <li>Partage des expertises existantes en matière juridique</li> <li>Echanges d'informations</li> <li>Optimisation du recours aux prestataires juridiques : avocats, conseils juridiques, ...</li> </ul>                                                                          |
| <b>Activités concernées</b>                              | <ul style="list-style-type: none"> <li>En priorité :                             <ul style="list-style-type: none"> <li>Echanges d'informations</li> <li>Analyses juridiques</li> </ul> </li> </ul>                                                                                                                 |
| <b>Périmètre – Institutions associées (à préciser) *</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Au lancement : Auray, Hoëdic, Local Mandon, Plumergat, Carnac, Brac'h, AQTA</li> <li>Potentiel : toutes les communes et la communauté</li> </ul>                                                                                                                             |
| <b>Gouvernance</b>                                       | <ul style="list-style-type: none"> <li>Dans le cadre de la conférence des maires et de la réunion des DGS</li> <li>Suivi par le groupe juridique</li> </ul>                                                                                                                                                         |
| <b>Modalités pratiques – support juridique</b>           | <ul style="list-style-type: none"> <li>Etape 1 : dispositif collaboratif – réseau juridique</li> <li>Etape 2 : élargissement du dispositif collaboratif à d'autres communes</li> <li>Etape 3 : le cas échéant constitution d'un service juridique mutualisé entre certaines communes et/ou la communauté</li> </ul> |
| <b>Autres conditions</b>                                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>Respect des règles en matière de conseil juridique</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                |

| Impacts                    |                                                                                                              |
|----------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Ressources humaines</b> | + Optimisation à terme en cas de constitution d'un service mutualisé                                         |
| <b>Financier</b>           | + Équivalents coûts non mobilisés : optimisation des coûts et des recours aux conseils juridiques extérieurs |
| <b>Localisation</b>        | + Selon constitution d'un service mutualisé                                                                  |

| Calendrier | 2017          |    | 2018            |    |    |    | 2019            |    |    |  |
|------------|---------------|----|-----------------|----|----|----|-----------------|----|----|--|
|            | T4            | T1 | T2              | T3 | T4 | T1 | T2              | T3 | T4 |  |
|            | Mise en place |    | Élargissement 1 |    |    |    | Élargissement 2 |    |    |  |

\* Première approche selon les retours formulés par les collectivités – printemps et été 2017



| Mutualisation                                            | Constitution d'un groupe de travail informatique et téléphonie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|----------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Objectifs</b>                                         | <ul style="list-style-type: none"> <li>Partage des expertises existantes en matière informatique</li> <li>Optimisation des achats</li> <li>Modernisation concertée des infrastructures et équipements informatiques et téléphonie</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Activités concernées</b>                              | <ul style="list-style-type: none"> <li>En priorité :                             <ul style="list-style-type: none"> <li>Appui à la constitution d'un groupement de commandes</li> <li>Réflexion sur la modernisation des équipements informatiques et téléphonie                                     <ul style="list-style-type: none"> <li>Développement de la VoIP</li> <li>Développement des réseaux entre communes et avec la communauté</li> </ul> </li> </ul> </li> </ul> |
| <b>Périmètre – Institutions associées (à préciser) *</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Au lancement : Auray, Belz, Brac'h, Hoëdic, Local Mandon, Ploemel, Plumergat, Plumvigner, La Trinité sur mer, Carnac, Quiberon, AQTA</li> <li>Potentiel : toutes les communes et la communauté</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Gouvernance</b>                                       | <ul style="list-style-type: none"> <li>Dans le cadre de la conférence des maires et de la réunion des DGS</li> <li>Suivi par le groupe Informatique et téléphonie</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Modalités pratiques – support juridique</b>           | <ul style="list-style-type: none"> <li>Etape 1 : dispositif collaboratif – groupe de travail informatique et téléphonie</li> <li>Etape 2 : élargissement du dispositif collaboratif à d'autres communes</li> <li>Etape 3 : le cas échéant constitution d'un service informatique et téléphonie mutualisé entre certaines communes et avec la communauté</li> </ul>                                                                                                              |
| <b>Autres conditions</b>                                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>Maintien des liens avec les entreprises locales</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

| Impacts                    |                                                                                                            |
|----------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Ressources humaines</b> | + Optimisation à terme en cas de constitution d'un service mutualisé                                       |
| <b>Financier</b>           | + Équivalents coûts non mobilisés :<br>+ Modernisation des outils et optimisation des coûts de prestations |
| <b>Localisation</b>        | + Selon constitution d'un service mutualisé                                                                |

| Calendrier | 2017          |    | 2018            |    |    |    | 2019            |    |    |  |
|------------|---------------|----|-----------------|----|----|----|-----------------|----|----|--|
|            | T4            | T1 | T2              | T3 | T4 | T1 | T2              | T3 | T4 |  |
|            | Mise en place |    | Élargissement 1 |    |    |    | Élargissement 2 |    |    |  |

\* Première approche selon les retours formulés par les collectivités – printemps et été 2017



| Mutualisation                                     | Constitution d'un groupe de travail gestion des flottes de véhicules                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|---------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Objectifs                                         | <ul style="list-style-type: none"> <li>Optimisation des achats de véhicules, engins et matériels</li> <li>Optimisation des équipements techniques en place dans les communes ou la communauté.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| Activités concernées                              | <ul style="list-style-type: none"> <li>En priorité :                             <ul style="list-style-type: none"> <li>Appui à la constitution d'un groupement de commandes</li> <li>Mise en commun des capacités d'entretien des véhicules et engins                                     <ul style="list-style-type: none"> <li>Expertise en matière de diagnostic</li> <li>Sitas et installations techniques</li> </ul> </li> <li>Plateforme échanges véhicules d'occasion</li> </ul> </li> </ul> |
| Périmètre – institutions associées (à préciser) * | <ul style="list-style-type: none"> <li>Au lancement : Camors, Auray, Broc'h, Landaul, Hoëdic, Ploemel, Plumergat, La Trinité sur Mer, AQTA</li> <li>Potentiel : toutes les communes et la communauté</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| Gouvernance                                       | <ul style="list-style-type: none"> <li>Dans le cadre de la conférence des maires et de la réunion des DGS</li> <li>Suivi par le groupe Informatique et téléphonie</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| Modalités pratiques – support juridique           | <ul style="list-style-type: none"> <li>Etape 1 : dispositif collaboratif – groupe de travail gestion des flottes de véhicules</li> <li>Etape 2 : élargissement du dispositif collaboratif à d'autres communes</li> <li>Etape 3 : le cas échéant constitution d'un service gestion de flottes de véhicules mutualisé entre certaines communes et avec la communauté – mise en place d'ateliers communs entre communes proches</li> </ul>                                                              |
| Autres conditions                                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>Maintien des liens avec les entreprises locales</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

| Impacts             |                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|---------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Ressources humaines | <ul style="list-style-type: none"> <li>Optimisation à terme en cas de constitution d'un service mutualisé</li> </ul>                                                                                                                                                |
| Financier           | <ul style="list-style-type: none"> <li>Opportunité d'économies sur :                             <ul style="list-style-type: none"> <li>Les coûts d'acquisition</li> <li>Les coûts de maintenance</li> <li>Les coûts de véhicules d'occasion</li> </ul> </li> </ul> |
| Localisations       | <ul style="list-style-type: none"> <li>Selon constitution de services mutualisés</li> </ul>                                                                                                                                                                         |

| Calendrier | 2017          |    | 2018            |    |    |    | 2019            |    |    |  |
|------------|---------------|----|-----------------|----|----|----|-----------------|----|----|--|
|            | T4            | T1 | T2              | T3 | T4 | T1 | T2              | T3 | T4 |  |
|            | Mise en place |    | Élargissement 1 |    |    |    | Élargissement 2 |    |    |  |

\* Première approche selon les retours formulés par les collectivités – printemps et été 2017

| Mutualisation                                     | Constitution d'un réseau achats et marchés                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|---------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Objectifs                                         | <ul style="list-style-type: none"> <li>Optimisation des achats des communes et de la communauté</li> <li>Partage des expertises en matière d'achats et de procédures marchés publics</li> <li>Echanges de bonnes pratiques</li> <li>Action concertée d'accès aux commandes publiques des entreprises locales</li> </ul>                          |
| Activités concernées                              | <ul style="list-style-type: none"> <li>En priorité :                             <ul style="list-style-type: none"> <li>Appui à la constitution des groupements de commandes</li> <li>Analyse des pratiques d'achat</li> <li>Analyse du tissu économique local</li> <li>Mise au point des stratégies d'achats communes</li> </ul> </li> </ul>    |
| Périmètre – institutions associées (à préciser) * | <ul style="list-style-type: none"> <li>Au lancement : Camors, Broc'h, Landaul, Loccoët Meadon, Ploemel, Plumergat, Pluneret, Pluvignar, La Trinité sur Mer, Quiberon, AQTA</li> <li>Potentiel : toutes les communes et la communauté</li> </ul>                                                                                                  |
| Gouvernance                                       | <ul style="list-style-type: none"> <li>Dans le cadre de la conférence des maires et de la réunion des DGS</li> <li>Suivi par le groupe Informatique et téléphonie</li> </ul>                                                                                                                                                                     |
| Modalités pratiques – support juridique           | <ul style="list-style-type: none"> <li>Etape 1 : dispositif collaboratif – groupe de travail achats et marchés</li> <li>Etape 2 : élargissement du dispositif collaboratif à d'autres communes</li> <li>Etape 3 : le cas échéant constitution d'un service achats et marchés mutualisé entre certaines communes et avec la communauté</li> </ul> |
| Autres conditions                                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>Maintien des liens avec les entreprises locales</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                |

| Impacts             |                                                                                                                                                                      |
|---------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Ressources humaines | <ul style="list-style-type: none"> <li>Optimisation à terme en cas de constitution d'un service mutualisé</li> </ul>                                                 |
| Financier           | <ul style="list-style-type: none"> <li>Équivalents coûts non mobilisés : expertise en matière d'achat public, optimisation du montage des appels d'offres</li> </ul> |
| Localisation        | <ul style="list-style-type: none"> <li>Selon constitution d'un service mutualisé</li> </ul>                                                                          |

| Calendrier | 2017          |    | 2018            |    |    |    | 2019            |    |    |  |
|------------|---------------|----|-----------------|----|----|----|-----------------|----|----|--|
|            | T4            | T1 | T2              | T3 | T4 | T1 | T2              | T3 | T4 |  |
|            | Mise en place |    | Élargissement 1 |    |    |    | Élargissement 2 |    |    |  |

\* Première approche selon les retours formulés par les collectivités – printemps et été 2017

| Mutualisation                                            | Constitution d'un groupe de travail approvisionnements - magasins                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Objectifs</b>                                         | <ul style="list-style-type: none"> <li>Optimisation des approvisionnements et du stockage des fournitures et matériaux</li> <li>Partage des expertises en matière de stratégie d'approvisionnement et de logistique</li> <li>Action concertée d'accès aux commandes publiques des entreprises locales en lien avec le réseau achats et marchés</li> </ul>                                                                                                             |
| <b>Activités concernées</b>                              | <ul style="list-style-type: none"> <li>En priorité :                             <ul style="list-style-type: none"> <li>Stratégie d'approvisionnement et de stockage</li> <li>Mutualisation des magasins                                     <ul style="list-style-type: none"> <li>Identification des locaux et espaces disponibles</li> <li>Modalités de gestion</li> </ul> </li> <li>Optimisation et modernisation de la gestion des stocks</li> </ul> </li> </ul> |
| <b>Périmètre – institutions associées (à préciser) *</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Au lancement : Camors, Auray, Hoëdic, Locol Mendon, La Trinité sur Mer, AQTA</li> <li>Potentiel : toutes les communes et la communauté</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Gouvernance</b>                                       | <ul style="list-style-type: none"> <li>Dans le cadre de la conférence des maires et de la réunion des DGS</li> <li>Suivi par le groupe Informatique et téléphonie</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Modalités pratiques – support juridique</b>           | <ul style="list-style-type: none"> <li>Etape 1 : dispositif collaboratif – groupe de travail approvisionnement et magasin</li> <li>Etape 2 : élargissement du dispositif collaboratif à d'autres communes</li> <li>Etape 3 : le cas échéant constitution d'un service approvisionnement mutualisé entre certaines communes et avec la communauté – mise en place d'un ou plusieurs magasins mutualisés</li> </ul>                                                     |
| <b>Autres conditions</b>                                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>Maintien des liens avec les entreprises locales</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

| Impacts                    |                                                                                                                                                     |
|----------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Ressources humaines</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Optimisation à terme en cas de constitution d'un service mutualisé</li> </ul>                                |
| <b>Financier</b>           | <ul style="list-style-type: none"> <li>Équivalents coûts non mobilisés : optimisation des coûts de stockage (locaux, gestion des stocks)</li> </ul> |
| <b>Localisation</b>        | <ul style="list-style-type: none"> <li>Selon constitution du service mutualisé</li> </ul>                                                           |

| Calendrier | 2017          |    | 2018            |    |    |    | 2019            |    |    |  |
|------------|---------------|----|-----------------|----|----|----|-----------------|----|----|--|
|            | T4            | T1 | T2              | T3 | T4 | T1 | T2              | T3 | T4 |  |
|            | Mise en place |    | Élargissement 1 |    |    |    | Élargissement 2 |    |    |  |

\* Première approche selon les retours formulés par les collectivités – printemps et été 2017



Troisième axe : le développement de mutualisations ciblées Archives

| Les mutualisations                                       | Contenu                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | Plan de travail prioritaire                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|----------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Groupe de travail – archives et service mutualisé</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Organisation du dispositif collaboratif :                             <ul style="list-style-type: none"> <li>Association des cadres en charge de la gestion des archives</li> <li>Mise en place d'une plateforme collaborative informatisée</li> <li>Mise en place d'un plan de réunion : cinq par an.</li> </ul> </li> <li>Opportunité d'évolution possible vers la constitution d'un service mutualisé archives entre les communes intéressées et la communauté</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Recrutement / partage d'un poste d'archiviste</li> <li>Définition d'une politique commune / charte en matière d'archivage                             <ul style="list-style-type: none"> <li>Durées et modalités de conservation selon les documents</li> <li>Archivage numérique</li> </ul> </li> <li>Identification des locaux partagés pour la conservation des archives                             <ul style="list-style-type: none"> <li>Surfaces disponibles</li> <li>Linéaires archivages disponibles</li> <li>Utilisation mobiliers spécifiques (compactus)</li> </ul> </li> <li>Lien avec les archives départementales</li> </ul> |

| Calendrier | 2017          |    | 2018                            |    |    |    | 2019              |    |    |    | 2020 |    |    |  |
|------------|---------------|----|---------------------------------|----|----|----|-------------------|----|----|----|------|----|----|--|
|            | T4            | T1 | T2                              | T3 | T4 | T1 | T2                | T3 | T4 | T1 | T2   | T3 | T4 |  |
|            | Mise en place |    | Plateforme et groupe de travail |    |    |    | Service mutualisé |    |    |    |      |    |    |  |



| Les mutualisations           | Contenu                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | Plan de travail prioritaire                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Groupe de travail Transports | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Organisation du dispositif collaboratif :                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Association des cadres en charge de la gestion des transports</li> <li>→ Mise en place d'un plan de réunion : cinq par an.</li> </ul> </li> <li>→ Mise en place de conventions locales entre communes pour la gestion des transports saisonniers</li> <li>→ <i>Le cas échéant réflexion sur la définition de la compétence transports – mobilité au sein de la communauté</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ <i>Rôle de la communauté</i></li> </ul> </li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Organisation et mise en place des navettes d'été                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Identification des périmètres optimaux et des circuits optimaux</li> <li>→ Recours à un prestataire commun</li> <li>→ Conventions locales</li> </ul> </li> <li>→ <i>Le cas échéant : utilisation d'une AMO en appui de la réflexion</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ <i>Réflexion sur la politique en matière de transport</i></li> <li>→ <i>Liens avec les lignes régulières</i></li> <li>→ <i>Transports – sorties scolaires et périscolaires</i></li> <li>→ <i>Accès aux équipements publics communautaires</i></li> </ul> </li> </ul> |

| Calendrier | 2017          | 2018                             |                     |    |    | 2019 |    |    |    | 2020 |    |    |    |
|------------|---------------|----------------------------------|---------------------|----|----|------|----|----|----|------|----|----|----|
|            | T4            | T1                               | T2                  | T3 | T4 | T1   | T2 | T3 | T4 | T1   | T2 | T3 | T4 |
|            | Mise en place | Plateformes et groupe de travail | Conventions locales |    |    |      |    |    |    |      |    |    |    |

| Les mutualisations                      | Contenu                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Plan de travail prioritaire                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|-----------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Groupe de travail restauration scolaire | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Organisation du dispositif collaboratif :                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Association des cadres en charge de la gestion de la restauration scolaire</li> <li>→ Mise en place d'une plateforme collaborative informatisée</li> <li>→ Mise en place d'un plan de réunion : cinq par an.</li> </ul> </li> <li>→ <i>Le cas échéant, évolution vers la gestion d'une cuisine centrale mutualisée</i></li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Analyse des contrats de restauration des communes                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Prestations et denrées utilisées</li> <li>→ Coûts et tarifications pratiqués</li> <li>→ Définition et qualité des denrées : calibres fruits, classements viandes, bio/non bio</li> <li>→ ...</li> </ul> </li> <li>→ Analyse des besoins                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Nombre et types de repas servis par jour, mois, année</li> <li>→ Saisonnalité de l'activité</li> </ul> </li> <li>→ Identification des opportunités de développement des achats de proximité                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Produits</li> <li>→ Fournisseurs locaux</li> <li>→ Modalités d'achats</li> </ul> </li> <li>→ Mise en place d'une réflexion – stratégie de restauration scolaire / municipale sur le territoire                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Choix de faire ou faire/faire</li> <li>→ Type de production : liaison chaude / liaison froide</li> <li>→ Territorialisation</li> </ul> </li> </ul> |

| Calendrier | 2017          | 2018                             |    |    |    | 2019 |    |    |    | 2020                                  |    |    |    |
|------------|---------------|----------------------------------|----|----|----|------|----|----|----|---------------------------------------|----|----|----|
|            | T4            | T1                               | T2 | T3 | T4 | T1   | T2 | T3 | T4 | T1                                    | T2 | T3 | T4 |
|            | Mise en place | Plateformes et groupe de travail |    |    |    |      |    |    |    | Projet de cuisine centrale mutualisée |    |    |    |

| Les mutualisations                                    | Contenu                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | Plan de travail prioritaire                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Groupe de travail Bâtiments – performance énergétique | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Mise en place du groupe de travail associant les cadres en responsabilité des bâtiments et de la performance énergétique                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Mise en place d'une plateforme collaborative informatisée</li> <li>→ Mise en place d'un plan de réunion : cinq par an.</li> </ul> </li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Diagnostic énergétique des bâtiments communaux et communautaires.                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Analyse des consommations énergétiques par bâtiment</li> <li>→ Analyse des déperditions énergétiques</li> <li>→ Évaluation des coûts de mise aux normes RT 2012</li> </ul> </li> <li>→ Mise en place d'une stratégie d'action commune</li> <li>→ Mise en place d'achats groupés de prestations de diagnostic et d'amélioration des performances énergétiques</li> <li>→ Mobilisation du service communautaire existant : « La maison du Logement d'Auray Quiberon Terre Atlantique »</li> </ul> |

Axe 3 : les mutualisations ciblées

| Calendrier | 2017          | 2018                            |    |    |    | 2019                                  |    |    |    | 2020 |    |    |    |
|------------|---------------|---------------------------------|----|----|----|---------------------------------------|----|----|----|------|----|----|----|
|            | T4            | T1                              | T2 | T3 | T4 | T1                                    | T2 | T3 | T4 | T1   | T2 | T3 | T4 |
|            | Mise en place | Plateforme et groupe de travail |    |    |    | Mobilisation de la Maison du Logement |    |    |    |      |    |    |    |

| Les mutualisations               | Contenu                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | Plan de travail prioritaire                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|----------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réseau recherche de financements | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Organisation du dispositif collaboratif :                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Association des cadres en charge de la recherche de financements</li> <li>→ Mise en place d'une plateforme collaborative informatisée</li> <li>→ Mise en place d'un plan de réunion : cinq par an.</li> </ul> </li> <li>→ Le cas échéant, évolution vers une unité mutualisée</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Développement de la base connaissance des aides et subventions                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Europe</li> <li>→ Etat</li> <li>→ Région</li> <li>→ Département</li> <li>→ Autres institutions, agences, fondations, ...</li> <li>→ Expériences de mécénat</li> <li>→ Expériences de financement participatif</li> </ul> </li> <li>→ Partage d'expériences et de bonnes pratiques                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Veille</li> <li>→ Montage de dossiers                                     <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Procédures</li> <li>→ Présentations</li> <li>→ Argumentaires</li> <li>→ Indicateurs</li> </ul> </li> <li>→ Suivis des dossiers</li> </ul> </li> <li>→ Echanges d'informations sur les subventions et financements obtenus</li> </ul> |

Axe 3 : les mutualisations ciblées

| Calendrier | 2017          | 2018                            |    |    |    | 2019 |    |    |    | 2020      |    |    |    |
|------------|---------------|---------------------------------|----|----|----|------|----|----|----|-----------|----|----|----|
|            | T4            | T1                              | T2 | T3 | T4 | T1   | T2 | T3 | T4 | T1        | T2 | T3 | T4 |
|            | Mise en place | Plateforme et groupe de travail |    |    |    |      |    |    |    | Évolution |    |    |    |

| Les mutualisations                                                                     | Contenu                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | Plan de travail prioritaire                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|----------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Mutualisation locale des compétences en matière d'ingénierie et de gestion des projets | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Organisation du dispositif collaboratif :                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Association des cadres en charge de la gestion des transports</li> <li>→ Mise en place d'un plan de réunion : cinq par an.</li> </ul> </li> <li>→ Mise en place de conventions locales entre communes pour le partage de cadres experts en gestion des projets</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Utilisation du potentiel de l'architecte de Quiberon</li> <li>→ Développement des compétences internes en pilotage de projet                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Formation</li> <li>→ Intégration aux profils lors des recrutements</li> </ul> </li> </ul> |

Axe 3 : les mutualisations ciblées

| Calendrier | 2017          | 2018                |    |    |    | 2019 |    |    |    | 2020 |    |    |    |
|------------|---------------|---------------------|----|----|----|------|----|----|----|------|----|----|----|
|            | T4            | T1                  | T2 | T3 | T4 | T1   | T2 | T3 | T4 | T1   | T2 | T3 | T4 |
|            | Mise en place | Groupe de travail   |    |    |    |      |    |    |    |      |    |    |    |
|            |               | Conventions locales |    |    |    |      |    |    |    |      |    |    |    |

57

| Les mutualisations                                | Contenu                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | Plan de travail prioritaire                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|---------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Mutualisation locale de la gestion des mouillages | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Organisation du dispositif collaboratif :                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Association des cadres en charge de la gestion des mouillages</li> <li>→ Mise en place d'un plan de réunion : cinq par an.</li> </ul> </li> <li>→ Mise en place de conventions locales entre communes pour la gestion administrative et technique des mouillages (hors attributions)                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Mobilisation d'équipes et de moyens techniques communs pour le suivi et l'entretien des mouillages</li> </ul> </li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Identification d'un plan de gestion commun                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Modalités de suivi</li> <li>→ Rythme et contenu des entretiens</li> <li>→ Moyens mobilisés</li> </ul> </li> <li>→ Constitution d'une équipe commune et finalisation de la convention de gestion des moyens associée                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Personnels et ses qualifications, quotités affectées à la gestion des mouillages</li> <li>→ Moyens matériels</li> <li>→ Saisonnalité</li> </ul> </li> </ul> |

Axe 3 : les mutualisations ciblées

| Calendrier | 2017          | 2018                |    |    |    | 2019 |    |    |    | 2020 |    |    |    |
|------------|---------------|---------------------|----|----|----|------|----|----|----|------|----|----|----|
|            | T4            | T1                  | T2 | T3 | T4 | T1   | T2 | T3 | T4 | T1   | T2 | T3 | T4 |
|            | Mise en place | Groupe de travail   |    |    |    |      |    |    |    |      |    |    |    |
|            |               | Conventions locales |    |    |    |      |    |    |    |      |    |    |    |

58

| Les mutualisations                           | Contenu                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | Plan de travail prioritaire                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|----------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Mutualisation locale du nettoyage des plages | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Organisation du dispositif collaboratif :                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Association des cadres en charge du nettoyage des plages</li> <li>→ Mise en place d'un plan de réunion : cinq par an.</li> </ul> </li> <li>→ Mise en place de conventions locales entre communes pour la gestion administrative et technique du nettoyage des plages                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Mobilisation d'équipes et de moyens techniques communs                                     <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Embauche de saisonniers</li> <li>→ Encadrement des équipes</li> <li>→ Organisation du nettoyage</li> <li>→ Mise en commun de matériels</li> </ul> </li> </ul> </li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Identification des plans de gestion différenciés entre sites et entre communes                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Prise en compte de rythmes d'interventions différenciés selon les communes                                     <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Types d'interventions et fréquences : quotidiennes, hebdomadaires, ...</li> </ul> </li> <li>→ Prise en compte des démarques qualité engagées par les communes</li> </ul> </li> <li>→ Mise en place prestations communes                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Définition du plan de travail</li> <li>→ Mise en place des organisations communes</li> <li>→ Définition des modalités de suivi</li> </ul> </li> </ul> |

Axe 3 : les mutualisations ciblées

| Calendrier | 2017          | 2018                |    |    |    | 2019 |    |    |    | 2020 |    |    |    |  |
|------------|---------------|---------------------|----|----|----|------|----|----|----|------|----|----|----|--|
|            | T4            | T1                  | T2 | T3 | T4 | T1   | T2 | T3 | T4 | T1   | T2 | T3 | T4 |  |
|            | Mise en place | Groupe de travail   |    |    |    |      |    |    |    |      |    |    |    |  |
|            |               | Conventions locales |    |    |    |      |    |    |    |      |    |    |    |  |

| Les mutualisations                                               | Contenu                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | Plan de travail prioritaire                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Groupe de travail - Enfance - jeunesse : ALSH, TAP, Périscolaire | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Organisation du dispositif collaboratif :                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Association des cadres en charge de la gestion activités scolaires, périscolaires et extra scolaires</li> <li>→ Mise en place d'un plan de réunion : cinq par an.</li> </ul> </li> <li>→ Mise en place d'une plateforme collaborative axé sur les recrutements et remplacements des personnels temporaires, vacataires, ...</li> <li>→ Développement et consolidation des conventions locales entre communes pour la gestion des équipements et prestations scolaires, périscolaires et extra scolaires                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Expérimentation de projets communs entre communes proches</li> </ul> </li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Mise en place d'une bourse animateurs et personnels de remplacements</li> <li>→ Identification d'un logiciel de référence pour la gestion des activités scolaires et périscolaires pouvant devenir un logiciel commun</li> <li>→ Développement de projets scolaires communs :                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Dans le cadre des projets éducatifs de territoire (PEDT)</li> <li>→ Visites de sites présents sur les communes</li> <li>→ Relations avec les îles</li> </ul> </li> </ul> |

Axe 3 : les mutualisations ciblées

| Calendrier | 2017          | 2018                     |    |    |    | 2019                |    |    |    | 2020 |    |    |    |  |
|------------|---------------|--------------------------|----|----|----|---------------------|----|----|----|------|----|----|----|--|
|            | T4            | T1                       | T2 | T3 | T4 | T1                  | T2 | T3 | T4 | T1   | T2 | T3 | T4 |  |
|            | Mise en place | Groupe de travail        |    |    |    |                     |    |    |    |      |    |    |    |  |
|            |               | Plateforme collaborative |    |    |    | Conventions locales |    |    |    |      |    |    |    |  |

| Les mutualisations                                        | Contenu                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | Plan de travail prioritaire                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|-----------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Mutualisation et constitution de polices pluri communales | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Mise en place d'un groupe de travail collaboratif – Polices municipales                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Association des cadres en charge des polices municipales</li> <li>→ Mise en place d'un plan de réunion : cinq par an.</li> </ul> </li> <li>→ Mise en place de conventions locales entre communes pour le partage d'un cadre expert en gestion des projets</li> <li>→ Développement de conventions locales entre communes pour la gestion des polices municipales                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Dans un premier temps : polices intercommunales occasionnelles en période d'afflux de population (saison touristique)</li> <li>→ Lien avec la gendarmerie et la police nationale</li> </ul> </li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Analyse des organisations respectives des polices municipales                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Missions, moyens humains et matériels, horaires, points de fragilité, absences, ...</li> </ul> </li> <li>→ Expérimentation d'organisations communes en proximité                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Moyens humains</li> <li>→ Moyens matériels</li> <li>→ Plages horaires</li> <li>→ Modalités de suivi et d'évaluation</li> </ul> </li> </ul> |

Axe 3 : les mutualisations ciblées

| Calendrier | 2017          | 2018                                           |    |    |    | 2019 |    |    |    | 2020 |    |    |    |
|------------|---------------|------------------------------------------------|----|----|----|------|----|----|----|------|----|----|----|
|            | T4            | T1                                             | T2 | T3 | T4 | T1   | T2 | T3 | T4 | T1   | T2 | T3 | T4 |
|            | Mise en place | Groupe de travail                              |    |    |    |      |    |    |    |      |    |    |    |
|            |               | Conventions locales – polices pluri communales |    |    |    |      |    |    |    |      |    |    |    |

| Les mutualisations                   | Contenu                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | Plan de travail prioritaire                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|--------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Groupe de travail Centres techniques | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Organisation du dispositif collaboratif :                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Association des cadres en charge des services techniques</li> <li>→ Mise en place d'un plan de réunion : cinq par an.</li> </ul> </li> <li>→ Evolutions avec la mise en commun de locaux techniques                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Convention de partage de locaux</li> </ul> </li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Analyse des besoins en locaux techniques                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Besoins</li> <li>→ Sites actuels, satisfaisant ou à réhabiliter (mise aux normes, conditions de travail, ...)</li> </ul> </li> <li>→ Identification des opportunités de projet commun                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Localisation</li> <li>→ Analyse et programmation commune</li> <li>→ Financement</li> </ul> </li> <li>→ Le cas échéant aménagements, agrandissements, construction de locaux communs entre communes</li> </ul> |

Axe 3 : les mutualisations ciblées

| Calendrier | 2017          | 2018                                                      |    |    |    | 2019 |    |    |    | 2020 |    |    |    |
|------------|---------------|-----------------------------------------------------------|----|----|----|------|----|----|----|------|----|----|----|
|            | T4            | T1                                                        | T2 | T3 | T4 | T1   | T2 | T3 | T4 | T1   | T2 | T3 | T4 |
|            | Mise en place | Groupe de travail                                         |    |    |    |      |    |    |    |      |    |    |    |
|            |               | Conventions locales – mise en commun de locaux techniques |    |    |    |      |    |    |    |      |    |    |    |

| Les mutualisations                                                    | Contenu                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | Plan de travail prioritaire                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|-----------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Réseau service technique - Encadrement des services techniques</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Organisation du dispositif collaboratif :                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Association des cadres en charge des services techniques</li> <li>→ Mise en place d'un plan de réunion : cinq par an.</li> </ul> </li> <li>→ Evolution vers la mise en place de postes d'encadrement mutualisés                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Cadre capable de piloter plusieurs équipes locales</li> </ul> </li> <li>→ A terme, opportunité de constituer des services ou des pôles techniques mutualisés</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Analyse des besoins                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Fiche de poste de cadre technique communal</li> <li>→ Evaluation des écarts avec la fiche de poste idéale</li> </ul> </li> <li>→ Identification des opportunités locales de recrutement / remplacement / formation d'un cadre apte à piloter plusieurs équipes</li> <li>→ Mise en place de la (des) convention (s) de mutualisation</li> </ul> |

Axe 3 : les mutualisations ciblées

| Calendrier | 2017          | 2018              |    |    |    | 2019 |    |    |    | 2020                                                  |    |    |    |
|------------|---------------|-------------------|----|----|----|------|----|----|----|-------------------------------------------------------|----|----|----|
|            | T4            | T1                | T2 | T3 | T4 | T1   | T2 | T3 | T4 | T1                                                    | T2 | T3 | T4 |
|            | Mise en place | Groupe de travail |    |    |    |      |    |    |    | Conventions locales – postes d'encadrement mutualisés |    |    |    |
|            |               |                   |    |    |    |      |    |    |    | Services locaux mutualisés                            |    |    |    |



| Les mutualisations                                          | Contenu                                                                                                                                                                                                                                                                                    | Plan de travail prioritaire                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Groupe de travail - Bâtiments sécurité - maintenance</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Organisation du dispositif collaboratif :                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Association des cadres en charge des bâtiments</li> <li>→ Mise en place d'un plan de réunion : cinq par an.</li> </ul> </li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Appui à la mise en place d'un groupement de commande                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Analyse des contrats, contrôles réglementaires sécurité des bâtiments, ... en place</li> <li>→ Identification des règles et principes de maintenance appliqués dans les bâtiments des partenaires : préventif, curatif, ...</li> </ul> </li> <li>→ Définition d'une politique commune de maintenance et de sécurité                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Gestion différenciée selon les sites</li> </ul> </li> <li>→ Identification d'un logiciel de référence pour le suivi des interventions de maintenance dans les bâtiments                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Opportunité à terme de disposer d'un logiciel commun de gestion technique</li> </ul> </li> </ul> |

Axe 3 : les mutualisations ciblées

| Calendrier | 2017          | 2018                                                                |    |    |    | 2019 |    |    |    | 2020 |    |    |    |
|------------|---------------|---------------------------------------------------------------------|----|----|----|------|----|----|----|------|----|----|----|
|            | T4            | T1                                                                  | T2 | T3 | T4 | T1   | T2 | T3 | T4 | T1   | T2 | T3 | T4 |
|            | Mise en place | Groupe de travail – profils optimisés de maintenance et de sécurité |    |    |    |      |    |    |    |      |    |    |    |



| Les mutualisations | Contenu                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | Plan de travail prioritaire                                                                                                                     |
|--------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réseau santé       | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Organisation du dispositif collaboratif :                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Association des cadres en charge des politiques de santé</li> <li>→ Mise en place d'un plan de réunion : selon les projets</li> </ul> </li> <li>→ Evolutions avec l'opportunité de mutualiser des moyens pour la constitution de pôles santé dans le cadre de conventions locales</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Analyse des besoins</li> <li>→ Développement des collaborations locales en matière de santé</li> </ul> |

Axe 3 : les mutualisations ciblées

| Calendrier | 2017          | 2018              |    |    |    | 2019 |    |    |    | 2020                              |    |    |    |
|------------|---------------|-------------------|----|----|----|------|----|----|----|-----------------------------------|----|----|----|
|            | T4            | T1                | T2 | T3 | T4 | T1   | T2 | T3 | T4 | T1                                | T2 | T3 | T4 |
|            | Mise en place | Groupe de travail |    |    |    |      |    |    |    | Conventions locales - pôles santé |    |    |    |

| Les mutualisations                       | Contenu                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | Plan de travail prioritaire                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Groupe de travail Personnels saisonniers | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Organisation du dispositif collaboratif :                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Association des cadres en charges du suivi des personnels saisonniers</li> <li>→ Mise en place d'un plan de réunion : cinq par an.</li> </ul> </li> <li>→ Evolutions avec l'opportunité de mutualiser des solutions pratiques pour l'hébergement des personnels saisonniers                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Conventions locales</li> </ul> </li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Poursuite études et analyses des besoins                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Cas particulier des îles</li> <li>→ Logement des personnels en intervention</li> <li>→ Logement des saisonniers</li> </ul> </li> <li>→ Identification de solutions partagées                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Utilisation de locaux publics disponibles en saison</li> <li>→ Partenariats avec des acteurs privés</li> <li>→ ...</li> </ul> </li> </ul> |

Axe 3 : les mutualisations ciblées

| Calendrier | 2017          | 2018              |    |    |    | 2019 |    |    |    | 2020                                 |    |    |    |
|------------|---------------|-------------------|----|----|----|------|----|----|----|--------------------------------------|----|----|----|
|            | T4            | T1                | T2 | T3 | T4 | T1   | T2 | T3 | T4 | T1                                   | T2 | T3 | T4 |
|            | Mise en place | Groupe de travail |    |    |    |      |    |    |    | Mutualisation de solutions pratiques |    |    |    |

| Les mutualisations                                        | Contenu                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | Plan de travail prioritaire                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|-----------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réseau sécheresse – prévention incendie et feux de forêts | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Organisation du dispositif collaboratif :                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Association des cadres en charge de la sécurité incendie</li> <li>→ Mise en place d'un plan de réunion : cinq par an.</li> </ul> </li> <li>→ Evolutions avec l'opportunité plans d'intervention mutualisés pour :                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ La prévention</li> <li>→ Les moyens d'intervention locaux</li> <li>→ La protection des populations</li> <li>→ Les articulations avec le SDIS</li> </ul> </li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Mise en place d'une organisation collaborative : Coordination, anticipation dans la gestion du risque incendie                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Gestion de la surveillance et de l'alerte</li> <li>→ Moyens de prévention</li> <li>→ Moyens d'intervention et de protection des populations</li> </ul> </li> <li>→ Prise en compte dans le cadre des politiques en matière de sécurité et de protection contre les risques majeurs                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Voir existence des plans communaux de sauvegarde</li> </ul> </li> </ul> |

| Calendrier | 2017          | 2018                                                                       |    |    |    | 2019 |    |    |    | 2020 |    |    |    |
|------------|---------------|----------------------------------------------------------------------------|----|----|----|------|----|----|----|------|----|----|----|
|            | T4            | T1                                                                         | T2 | T3 | T4 | T1   | T2 | T3 | T4 | T1   | T2 | T3 | T4 |
|            | Mise en place | Groupe de travail                                                          |    |    |    |      |    |    |    |      |    |    |    |
|            |               | Collaborations locales – en lien avec la mise en place / existence des PC2 |    |    |    |      |    |    |    |      |    |    |    |

| Les mutualisations                                   | Contenu                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | Plan de travail prioritaire                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Groupe de travail lutte contre les espèces invasives | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Organisation du dispositif collaboratif :                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Association des cadres en charge de la lutte contre les espèces invasives</li> <li>→ Mise en place d'un plan de réunion : cinq par an.</li> </ul> </li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Définition d'un plan d'action commun                             <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Opérations coordonnées</li> <li>→ Liens associations locales</li> <li>→ Arrêtés des Maires</li> <li>→ Communication spécifique auprès des habitants (jardins privés)</li> </ul> </li> </ul> |

| Calendrier | 2017          | 2018                           |    |    |    | 2019 |    |    |    | 2020 |    |    |    |
|------------|---------------|--------------------------------|----|----|----|------|----|----|----|------|----|----|----|
|            | T4            | T1                             | T2 | T3 | T4 | T1   | T2 | T3 | T4 | T1   | T2 | T3 | T4 |
|            | Mise en place | Groupe de travail              |    |    |    |      |    |    |    |      |    |    |    |
|            |               | Opérations locales coordonnées |    |    |    |      |    |    |    |      |    |    |    |

## Les projets de mutualisation et les fiches d'impact associées Les modalités de suivi



### Un suivi continu

| Les modalités de suivi                              | Contenu                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | Plan de travail prioritaire                                                                                                                                                                                                                                                        |
|-----------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Bilan annuel auprès du conseil communautaire</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Obligation réglementaire               <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Présentation annuel au conseil communautaire d'un rapport sur la mutualisation</li> </ul> </li> <li>→ Dispositions :               <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Suivi de la mise en place des mutualisations</li> <li>→ Formalisation du bilan des mutualisations</li> </ul> </li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Identifier le sujet information – mutualisation à l'ordre du jour des réunions de travail de la communauté               <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Conférence des Maires</li> <li>→ Réunion des DGS</li> </ul> </li> </ul> |
| <b>Outils d'analyse et de gestion</b>               | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Disposer d'outils et d'indicateurs permettant une approche globale de la mutualisation et de ses effets sur les dépenses des collectivités parties prenantes</li> </ul>                                                                                                                                                                                                              | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Définir les indicateurs d'évaluation des coûts des actions / politiques publiques concernées</li> </ul>                                                                                                                                   |
| <b>Accompagnement et appui des mutualisations</b>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Identification de la fonction d'animation et de suivi des mutualisations               <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Mise en place et suivi des groupes de travail</li> <li>→ Suivi des groupements d'achats</li> <li>→ Appui technique : plateformes collaboratives, ...</li> </ul> </li> </ul>                                                                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Préciser fonctions et fiche de poste correspondante</li> </ul>                                                                                                                                                                            |

Les modalités de suivi

| Calendrier | 2017          | 2018                                                             |    |    |    | 2019 |    |    |    | 2020 |    |    |    |
|------------|---------------|------------------------------------------------------------------|----|----|----|------|----|----|----|------|----|----|----|
|            | T4            | T1                                                               | T2 | T3 | T4 | T1   | T2 | T3 | T4 | T1   | T2 | T3 | T4 |
|            | Mise en place | Outils et indicateurs                                            |    |    |    |      |    |    |    |      |    |    |    |
|            |               | Suivi des mutualisations – rapports annuels sur la mutualisation |    |    |    |      |    |    |    |      |    |    |    |



## Le cadre juridique

- **Le schéma de mutualisation a été instituée par la Loi du 16 décembre 2010. Il est ainsi inséré au Code général des collectivités territoriales l'article 5211-39-1.**
- **« Art.L. 5211-39-1 « institution du schéma de mutualisation des services »**
  - Afin d'assurer une meilleure organisation des services, dans l'année qui suit chaque renouvellement général des conseils municipaux, le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre établit un rapport relatif aux mutualisations de services entre les services de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et ceux des communes membres. Ce rapport comporte un projet de schéma de mutualisation des services à mettre en œuvre pendant la durée du mandat. Le projet de schéma prévoit notamment l'impact prévisionnel de la mutualisation sur les effectifs de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et des communes concernées et sur leurs dépenses de fonctionnement ».
  - « Le rapport est transmis pour avis à chacun des conseils municipaux des communes membres. Le conseil municipal de chaque commune dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer. A défaut de délibération dans ce délai, son avis est réputé favorable ».
  - « Le projet de schéma est approuvé par délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ».
  - « Le schéma de mutualisation est adressé à chacun des conseils municipaux des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale ».
  - « Chaque année, lors du débat d'orientation budgétaire ou, à défaut, lors du vote du budget, l'avancement du schéma de mutualisation fait l'objet d'une communication du président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre à son organe délibérant. »
- **Précisions – article 5111-1 : mention des conventions entre communes**
  - Des conventions ayant le même objet (réalisation de prestations de service) peuvent également être conclues entre des établissements publics de coopération intercommunale ou entre des communes membres d'un même établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre lorsque le rapport relatif aux mutualisations de services, défini à l'article L. 5211-39-1, le prévoit.
  - Lorsque les prestations qu'elles réalisent portent sur des services non économiques d'intérêt général au sens du droit de l'Union européenne ou lorsque, portant sur d'autres missions d'intérêt public, les prestations sont appelées à s'effectuer dans les conditions prévues aux I et III de l'article L. 5111-1-1, ces conventions ne sont pas soumises aux règles prévues par le code des marchés publics ou par l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics. La participation au financement d'une prestation ne saurait, à elle seule, être assimilée à une coopération au sens du présent alinéa.

- **Les modalités de mutualisations ont été précisées par la loi MAPTAM du 27 janvier 2014, en distinguant notamment :**
  - ce qui relève du périmètre des compétences transférées
  - Les situations hors des compétences transférées.
- **Article L 5211-4-1**
  - « I. - Le transfert de compétences d'une commune à un établissement public de coopération intercommunale entraîne le transfert du service ou de la partie de service chargé de sa mise en œuvre. Toutefois, dans le cadre d'une bonne organisation des services, une commune peut conserver tout ou partie du service concerné par le transfert de compétences, à raison du caractère partiel de ce dernier.
  - II - Lorsqu'une commune a conservé tout ou partie de ses services dans les conditions prévues au premier alinéa du I, ces services sont en tout ou partie mis à disposition de l'établissement public de coopération intercommunale auquel la commune adhère pour l'exercice des compétences de celui-ci.
  - III. - Les services d'un établissement public de coopération intercommunale peuvent être en tout ou partie mis à disposition d'une ou plusieurs de ses communes membres, pour l'exercice de leurs compétences, lorsque cette mise à disposition présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services, ...

- **Article L 5211-4-1**
  - Article L. 5211-4-2 : «En dehors des compétences transférées, un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres peuvent se doter de services communs.
  - « Un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et un ou des établissements publics dont il est membre, ou le centre intercommunal d'action sociale qui lui est rattaché, peuvent également se doter de services communs pour assurer des missions fonctionnelles.
  - ...
- **Fiche d'impact**
  - « Les effets de ces mises en commun sont réglés par convention après établissement d'une fiche d'impact décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis pour les agents. La fiche d'impact est annexée à la convention. Les accords conclus sont annexés à la convention. La convention et ses annexes sont soumises à l'avis du ou des comités techniques compétents.
- **Prise en compte dans le calcul du coefficient d'intégration fiscale**
  - Pour les établissements publics soumis au régime fiscal prévu à l'article 1609 nonies C du code général des impôts, ces effets peuvent également être pris en compte par imputation sur l'attribution de compensation prévue au même article. Dans ce cas, le calcul du coefficient d'intégration fiscale fixé à l'article L. 5211-30 du présent code prend en compte cette imputation.
- **Services communs gérés par la communauté ou une commune**
  - «Les services communs sont gérés par l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre. A titre dérogatoire, un service commun peut être géré par la commune choisie par l'organe délibérant de l'établissement public. »

- **Transferts de plein droit des agents concernés avec maintien à titre individuel des avantages acquis (loi 1984)**
  - « Les fonctionnaires et agents non titulaires qui remplissent en totalité leurs fonctions dans un service ou une partie de service mis en commun sont transférés de plein droit, après avis, selon le cas, de la commission administrative paritaire ou de la commission consultative paritaire compétente, à l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ou à la commune chargée du service commun. Ils conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que, à titre individuel, les avantages acquis en application du troisième alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée.
  - « La convention prévue au quatrième alinéa du présent article détermine le nombre de fonctionnaires et d'agents non titulaires territoriaux transférés par les communes.
- **Autorité fonctionnelle**
  - « En fonction de la mission réalisée, le personnel des services communs est placé sous l'autorité fonctionnelle du maire ou sous celle du président de l'établissement public.
  - « Le maire ou le président de l'établissement public peut donner, par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation de signature au chef du service commun pour l'exécution des missions qui lui sont confiées. »
- **Décret n°2011-515 du 10 mai 2011**
  - Le remboursement des frais de fonctionnement du service mis à disposition en application du II de l'article L. 5211-4-1 s'effectue sur la base d'un coût unitaire de fonctionnement du service, multiplié par le nombre d'unités de fonctionnement constatées par l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune bénéficiaire de la mise à disposition.
  - Coût unitaire de fonctionnement
    - La convention définit la méthode retenue pour la détermination du coût unitaire de fonctionnement et comprend un prévision d'utilisation du service mis à disposition, exprimée en unités de fonctionnement. Le coût unitaire comprend les charges liées au fonctionnement du service et en particulier les charges de personnel, les fournitures, le coût de renouvellement des biens et les contrats de services rattachés, à l'exclusion de toute autre dépense non strictement liée au fonctionnement du service.
    - Le coût unitaire est constaté à partir des dépenses des derniers comptes administratifs, actualisées des modifications prévisibles des conditions d'exercice de l'activité au vu du budget primitif de l'année. La détermination du coût est effectuée par l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune ayant mis à disposition ledit service.
    - Le remboursement des frais s'effectue sur la base d'un état annuel indiquant la liste des recours au service, convertis en unités de fonctionnement. Le coût unitaire est porté à la connaissance des bénéficiaires de la mise à disposition de services, chaque année, avant la date d'adoption du budget prévue à l'article L. 1612-2. Pour l'année de signature de la convention, le coût unitaire est porté à la connaissance des bénéficiaires de la mise à disposition de services dans un délai de trois mois à compter de la signature de la convention. Le remboursement s'effectue selon une périodicité fixée par la convention. Cette périodicité ne peut être supérieure à un an. »

- **Article L. 5211-4-3 :**
  - « Afin de permettre une mise en commun de moyens, un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre peut se doter de biens qu'il partage avec ses communes membres selon des modalités prévues par un règlement de mise à disposition, y compris pour l'exercice par les communes de compétences qui n'ont pas été transférées antérieurement à l'établissement public de coopération intercommunale. »
  - **Il permet à la communauté d'acquérir du matériel dont l'utilisation est partagée par avec les communes membres**
- **Article L. 5214-16-1**
  - Sans préjudice de l'article L. 5211-56, la communauté de communes peut confier, par convention conclue avec les collectivités territoriales ou les établissements publics concernés, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres, à leurs groupements ou à toute autre collectivité territoriale ou établissement public.
  - Dans les mêmes conditions, ces collectivités territoriales et établissements publics peuvent confier à la communauté de communes la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de leurs attributions.

## ■ Article L. 5221-1 et L. 5221-2

Deux ou plusieurs conseils municipaux, organes délibérants d'établissements publics de coopération intercommunale ou de syndicats mixtes peuvent provoquer entre eux, par l'entremise de leurs maires ou présidents, une entente sur les objets d'utilité communale ou intercommunale compris dans leurs attributions et qui intéressent à la fois leurs communes, leurs établissements publics de coopération intercommunale ou leurs syndicats mixtes respectifs.

Ils peuvent passer entre eux des conventions à l'effet d'entreprendre ou de conserver à frais communs des ouvrages ou des institutions d'utilité commune.

Les questions d'intérêt commun sont débattues dans des conférences où chaque conseil municipal et organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ou des syndicats mixtes est représenté par une commission spéciale nommée à cet effet et composée de trois membres désignés au scrutin secret.

Le représentant de l'Etat dans le ou les départements concernés peut assister à ces conférences si les communes, les établissements publics de coopération intercommunale ou les syndicats mixtes intéressés le demandent.

Les décisions qui y sont prises ne sont exécutoires qu'après avoir été ratifiées par tous les conseils municipaux, organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale ou des syndicats mixtes intéressés et sous les réserves énoncées aux titres Ier, II et III du livre III de la deuxième partie.

# Spécificités relatives aux Polices municipales

## ■ La PM intercommunale

- C'est une forme de mutualisation des services de police municipale qui s'opère entre un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre et ses communes membres. Cette mise en commun est prévue à l'article L512-2 du code de la sécurité intérieure (anciennement codifié à l'article L2212-5 code général des collectivités territoriales, CGCT). La PM intercommunale est issue de la loi du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité.
- Une convention de coordination des interventions de la PM intercommunale et des forces de sécurité de l'Etat peut être signée au titre des articles L512-4 CSI ou L512-5 CSI. Le décret du 02 janvier 2012 a créé une convention de coordination intercommunale type (article L512-5 CSI) qui peut être conclue, à la demande de l'ensemble des maires concernés, en substitution des conventions prévues à l'article L512-4 CSI.

## ■ La PM pluri communale

- C'est une forme de mutualisation des polices municipales qui s'opère entre plusieurs communes, en dehors de toute intervention d'un EPCI. Le territoire d'exercice des missions des agents de police municipale devient le territoire de plusieurs communes.
- Police municipale pluri communale occasionnelle
  - Cette mise en commun temporaire est prévue par l'article L512-3 du code de la sécurité intérieure (anciennement codifié à l'article L2212-9 CGCT). Elle a été instituée par la loi du 15 avril 1999 relative aux polices municipales.
  - Des conditions particulières doivent être remplies afin de pouvoir recourir à une PM pluri communale temporaire. Elles sont expressément citées au code de la sécurité intérieure (article L512-3 CSI) : manifestation exceptionnelle (notamment à caractère culturel, récréatif ou sportif), afflux important de population, catastrophe naturelle.
  - Si une de ces conditions est remplie, les maires de communes limitrophes ou appartenant à une même agglomération peuvent être autorisés à recourir à une PM pluri communale occasionnelle.
- Police municipale pluri communale pérenne
  - Cette mise en commun pérenne est prévue à l'article L512-1 du code de la sécurité intérieure (anciennement codifié à l'article L2212-10 CGCT). Cette forme de mutualisation, issue de la loi du 05 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance, a été instituée en raison du peu de succès des PM intercommunales.
  - La PM pluri communale concerne les communes de moins de 20.000 habitants formant un ensemble de moins de 50.000 habitants d'un seul tenant. Une commune qui appartient à un EPCI à fiscalité propre ne peut pas recourir à une PM pluri communale si cet EPCI met à disposition des communes membres des agents de police municipale recrutés par l'EPCI.

- **Le code des marchés publics, dans son article 8, prévoit la possibilité de mettre en place des groupements de commandes**
  - Le groupement de commandes permet à une pluralité de personnes publiques relevant du code des marchés publics et justifiant de besoins communs liés à un achat déterminé ou à une opération ponctuelle dans le domaine des fournitures, des services ou des travaux, d'associer leurs maîtrises d'ouvrage respectives dans le but de réaliser des économies d'échelle.
  - Article 8 du code des marchés publics
    - I. Des groupements de commandes peuvent être constitués :
      - 1° Entre des services de l'Etat et les établissements mentionnés aux 1° et 2° ci-dessus et ceux ayant un caractère industriel et commercial ou entre de tels établissements publics seuls ;
      - 2° Entre des collectivités territoriales, entre des établissements publics locaux ou entre des collectivités territoriales et des établissements publics locaux ;
      - 3° Entre des personnes publiques mentionnées aux 1° et 2° ci-dessus ;
      - 4° Entre une ou plusieurs personnes publiques mentionnées aux 1° et 2° ci-dessus et une ou plusieurs personnes morales de droit privé, ou un ou plusieurs établissements publics nationaux à caractère industriel et commercial, groupements d'intérêt public, groupements de coopération sociale ou médico-sociale ou groupements de coopération sanitaire, à condition que chacun des membres du groupement applique, pour les achats réalisés dans le cadre du groupement, les règles prévues par le présent code.
    - II. Une convention constitutive est signée par les membres du groupement.
      - Elle définit les modalités de fonctionnement du groupement.
      - Elle désigne un coordonnateur parmi les membres du groupement, ayant la qualité de pouvoir adjudicateur soumis au présent code ou à l'ordonnance du 6 juin 2005 susmentionnée.
      - Celui-ci est chargé de procéder, dans le respect des règles prévues par le présent code, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection d'un ou de plusieurs cocontractants.
      - Chaque membre du groupement s'engage, dans la convention, à signer avec le cocontractant retenu un marché à hauteur de ses besoins propres, tels qu'il les a préalablement déterminés.
  - Le Code des marchés publics impose la création d'une commission d'appel d'offres, sauf si celle du coordonnateur est désignée comme commission du groupement, ou lorsque le groupement n'a vocation qu'à passer un marché à procédure adaptée ; dans ce dernier cas, les modalités d'attribution du marché devront être précisées dans la convention constitutive du groupement.
    - En cas de création, la composition de la commission est la suivante :
      - Un représentant élu parmi les membres ayant voix délibérative de la commission d'appel d'offres de chacun des membres du groupement qui dispose d'une CAO
      - Un représentant pour chacun des autres membres désignés selon des modalités qui lui sont propre.

## Rappel des compétences communautaires

### ■ Les statuts de la communauté – document reçu en Préfecture le 30 09 2016

|                          |                                                                                                                                                                                                                                                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|--------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Compétences obligatoires | Aménagement de l'espace                                                                                                                                                                                                                                                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire, y compris les actions en faveur ou développement des technologies de l'information et de la communication ;</li> <li>→ Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|                          | Développement économique                                                                                                                                                                                                                                                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251- du Code général des collectivités territoriales ;</li> <li>→ La création, l'aménagement, l'extension, l'entretien, la requalification et la gestion des Zones d'Activités Industrielles, commerciales, artisanales, tertiaires, touristiques ou portuaires ou aéroportuaires ;</li> <li>→ Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ;</li> <li>→ L'étude, la construction, le financement et l'entretien d'immobilier d'entreprise d'intérêt communautaire en vue de favoriser la création et le développement d'entreprises sur le territoire ;</li> <li>→ Gestion d'équipements économiques d'intérêt communautaire ;</li> <li>→ La promotion touristique dont la création d'offices de tourisme ;</li> <li>→ La préservation et le développement durable des activités liées à la conchyliculture, la pêche et l'agriculture d'intérêt communautaire.</li> </ul> |
|                          | Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage                                                                                                                                                                                                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|                          | Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés                                                                                                                                                                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| Compétences optionnelles | Protection et mise en valeur de l'environnement, le cas échéant dans le cadre de schémas départementaux et soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie                                                                                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|                          | Politique du logement et du cadre de vie                                                                                                                                                                                                                                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|                          | Création, aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire                                                                                                                                                                                                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|                          | Action sociale d'intérêt communautaire                                                                                                                                                                                                                                   | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Santé / social</li> <li>→ Insertion</li> <li>→ Emploi / formation</li> <li>→ Petite enfance</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|                          | Assainissement collectif et non collectif                                                                                                                                                                                                                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|                          | Eau                                                                                                                                                                                                                                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|                          | Création et gestion de maisons de services au public et définition des obligations de service public y afférentes en application de l'article 27-2 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

■ **Les statuts de la communauté – document reçu en Préfecture le 30 09 2016**

|                                 |                                                                                                                                                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|---------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Compétences facultatives</b> | Politique culturelle et sportive d'intérêt communautaire                                                                                         | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Etude, construction, aménagement, entretien et gestion des équipements sportifs : trois équipements + intérêt communautaire)</li> <li>→ Participation à des actions et événements sportifs d'intérêt communautaire.</li> <li>→ Valorisation de la culture et de la musique bretonne</li> <li>→ Participation à des actions et événements culturels d'intérêt communautaire</li> </ul> |
|                                 | Organisation des transports publics de voyageurs par délégation du Département et de la Région                                                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|                                 | Animation et coordination de la politique de mobilité                                                                                            |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|                                 | Actions d'intérêt communautaire complémentaires à la promotion du tourisme, ouvrant au développement de l'économie touristique sur le territoire | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Elaboration, suivi et évaluation du schéma de développement touristique,</li> <li>→ Adhésion au pays touristique du Pays d'Auray,</li> <li>→ Soutien aux animations et événements d'intérêt communautaire. L'intérêt communautaire étant défini comme celui qui dépasse le cadre communal</li> </ul>                                                                                  |

**Les caractéristiques de la communauté**



## Pour mémoire, exemple de contenu d'une convention de service commun

- **Les modalités de mise en œuvre des services communs sont réglées par convention. Le Conseil municipal de la commune concernée délibère sur celle-ci.**
- **Cette convention comprend notamment :**
  - le contexte : cadre législatif, les décisions des assemblées délibérantes sur le rapport de mutualisation;
  - l'objet ;
  - le périmètre ;
  - l'objectif ;
  - les missions ;
  - le projet de service ;
  - les moyens ;
  - la localisation ;
  - les dispositions financières ;
  - le calendrier ;
  - la durée de la convention ;
  - les modalités de résiliation...
- **Une fiche d'impact, annexée à la convention, compare la situation des agents avant et après le transfert en détaillant notamment à titre individuel :**
  - le profil de l'agent : nom, emploi, grade, échelon...
  - l'organisation et les conditions de travail ;
  - les horaires et les cycles de travail ;
  - les éléments de rémunération ;
  - le Droit Individuel de Formation ;
  - les congés annuels et les autorisations d'absence ;
  - le Compte Epargne Temps et son éventuelle indemnisation ;
  - les conditions d'Aménagement de Réduction du Temps de Travail ;
  - les conditions de prise en charge des déplacements ;
  - les avantages sociaux : comité des œuvres sociales, conditions de participation à la prévoyance ;
  - les autres avantages...
- **Des annexes : fiches de postes, organigramme**

**Convention**



Envoyé à la Sous-Préfecture le 16/04/2018  
Compte-rendu affiché le 16/04/2018  
Reçu par la Sous-Préfecture le 16/04/2018

## **2- DGS - APPROBATION DES TARIFS DE MISES A DISPOSITION DES MOYENS HUMAINS ET MATERIELS A L'ECHELLE DU TERRITOIRE COMMUNAUTAIRE**

Monsieur Jean DUMOULIN, Maire, expose à l'assemblée :

L'harmonisation des tarifs par le biais d'une convention type constitue l'un des axes du projet de schéma de mutualisation dont l'objectif consiste à faciliter les échanges de personnel et de matériel entre les collectivités constituant l'Etablissement public de coopération intercommunale.

Le Conseil communautaire a adopté à l'unanimité, le 15 décembre dernier, le projet de grille tarifaire unifiée en vue de l'établissement d'une convention type à l'échelle du territoire communautaire (convention entre la Communauté de communes d'une part, et d'autre part, entre les communes elles-mêmes).

Conformément au décret n° 2011-515 du 10 mai 2011 relatif au calcul des modalités de remboursement des frais de fonctionnement des services mis à disposition dans le cadre de l'article L. 5211-4-1 du Code général des collectivités territoriales, la convention et la grille ont été réalisés en respectant les modalités suivantes :

- Le remboursement des frais de fonctionnement du service mis à disposition en application du II de l'article L. 5211-4-1 s'effectue sur la base d'un coût unitaire du ou des moyens mis à disposition, multiplié par le nombre d'heures de fonctionnement constatées par l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune bénéficiaire de la mise à disposition.
- La convention définit la méthode retenue pour la détermination du coût unitaire de fonctionnement et comprend une prévision d'utilisation du service mis à disposition, exprimée en unités de fonctionnement.
- Le coût unitaire comprend les charges liées au fonctionnement du service et en particulier les charges de personnel, les fournitures, le coût de renouvellement des biens et les contrats de services rattachés, à l'exclusion de toute autre dépense non strictement liée au fonctionnement du service.
- Le coût unitaire est constaté à partir des dépenses des derniers comptes administratifs, actualisées des modifications prévisibles des conditions d'exercice de l'activité au vu du budget primitif de l'année. La détermination du coût est effectuée par l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune ayant mis à disposition ledit service.

Aussi, afin de permettre les mises à disposition des moyens humains et matériels, sur une base tarifaire unifiée, à l'échelle du territoire communautaire, il convient que les communes membres d'Auray Quiberon Terre Atlantique approuvent la grille tarifaire unifiée portant sur quatre catégories de personnel (cat. A, B, C hors entretien et C entretien), ainsi que quatre catégories de matériels (véhicule de moins de 3,5 T, poids lourds, tractopelle et tracteur équipé (avec et sans chauffeur) et autres engins) tel que définies ci-dessous :

| <b>Proposition</b>      | <b>Tarif du territoire (euros TTC/heure/unité)</b> |
|-------------------------|----------------------------------------------------|
| Agent entretien ménager | 18                                                 |
| Agent technique         | 25                                                 |

|                            |    |
|----------------------------|----|
| Catégorie B                | 30 |
| Catégorie A                | 35 |
| Véhicule < 3,5 T PTAC      | 10 |
| Tractopelle sans chauffeur | 30 |
| Tractopelle avec chauffeur | 54 |
| Poids lourds               | 35 |
| Autres engins              | 9  |

Vu Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 5211-4-1 ;

Vu le décret n°2011-515 du 10 mai 2011 relatif au calcul des modalités de remboursement des frais de fonctionnement des services mis à disposition dans le cadre de l'article L. 5211-4-1 ;

Vu la délibération n°2017DC/169 du Conseil communautaire d'Auray Quiberon Terre Atlantique en date du 15 décembre 2017 relative à l'harmonisation des tarifs de mises à disposition des moyens humains et matériels à l'échelle du territoire communautaire

Considérant que l'un des axes du schéma de mutualisation d'Auray Quiberon Terre Atlantique a pour objectif de faciliter les échanges de personnel et de matériel entre la Communauté de communes et les communes mais également entre les communes elles-mêmes. A cet effet, il s'avère nécessaire de disposer d'une base de travail harmonisée dans un cadre conventionnel commun fixant notamment les tarifs de mises à disposition de moyens à l'échelle du territoire intercommunal ;

Considérant que le coût unitaire comprend les charges liées au fonctionnement du service et en particulier les charges de personnel dont l'encadrement, les fournitures, le coût de renouvellement des biens et les contrats de services rattachés, à l'exclusion de toute autre dépense non strictement liée au fonctionnement du service ;

Considérant que le coût unitaire est proposé dans le tableau ci-dessous ;

Considérant que l'élaboration des tarifs a été réalisée en concertation avec les communes membres tant sur les unités mises à disposition que sur les tarifs, il vous est proposé d'approuver cette proposition de grille tarifaire.

Considérant qu'après acceptation du principe et de propositions tarifaires par la Communauté de communes et les communes, une convention unifiée facilitera les mises à dispositions matérielles et humaines à l'échelle du territoire ;

A reçu un avis favorable en Municipalité du 03/04/2018,  
A reçu un avis favorable en Commission Finances, Budget du 29/03/2018,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés ( 33 voix pour),

Le Conseil municipal :

- **APPROUVE** les tarifs harmonisés de mises à disposition des moyens humains et matériels en faveur des interventions destinées à la Communauté de communes et aux autres Communes membres ci-dessous :

| <b>Intervention</b>        | <b>Tarif du territoire (euros TTC/heure/unité)</b> |
|----------------------------|----------------------------------------------------|
| Agent entretien ménager    | 18                                                 |
| Agent technique            | 25                                                 |
| Catégorie B                | 30                                                 |
| Catégorie A                | 35                                                 |
| Véhicule < 3,5 T PTAC      | 10                                                 |
| Tractopelle sans chauffeur | 30                                                 |
| Tractopelle avec chauffeur | 54                                                 |
| Poids lourds               | 35                                                 |
| Autres engins              | 9                                                  |

Communauté de Communes  
AURAY QUIBERON TERRE ATLANTIQUE

DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE  
SEANCE DU 15 DECEMBRE 2017

N° 2017DC/169 – Feuille 1

Date de convocation : 7 décembre 2017

Conseillers en exercice : 56

Présents : 46

Votants : 56

**Harmonisation des tarifs de mises à disposition des moyens humains et matériels à l'échelle du territoire communautaire**

L'an deux mille dix-sept, le quinze décembre à neuf heures, le Conseil communautaire légalement convoqué, s'est réuni sous la présidence de Monsieur Philippe LE RAY, Président, dans la salle du Petit Bois à CAMORS.

**Etaient présents** : Ronan ALLAIN, Annie AUDIC, Marie-Thérèse BAILOT, Bernard BODIC, Jean-Luc CHIFFOLEAU, Michel COUTURIER, Serge CUVILLIER, Bernadette DESJARDINS, Marie-Claude DEVOIS, Jean DUMOULIN, Amélie FUSIL-DE ROBIANO, Bruno GOASMAT, Elisabeth GOUELLO, François GRENET, Mireille GRENET, Jean-Michel GUEDO, Jean-François GUEZET, Marie-Pierre HELOU, Guy HERCEND, Bernard HILLIET, Michel JEANNOT, Roger JOFES, Jean-Pierre KERBART, Pierrette LE BAYON, Chantal LE BIHAN-LE PLOUFF, Pascal LE CALVE, François LE COTILLEC, Ronan LE DELEZIR, Laurence LE DUVEHAT, Lénack LE PORT-HELLEC, Philippe LE RAY, Jean-Luc LE TALLEC, Jessica LE VISAGE, Olivier LEPICK, Christiane MOULART, Françoise NAEL, Gérard PILLET, Aurélie QUEIRO, Dominique RIGUIDEL, Aurélie RIO, Fabrice ROBELET, Odile ROSNARHO, Marie-Éliane ROZO, Monique THOMAS, Franck VALLEIN, Andrée VIELVOYE.

**Absents ayant donné pouvoir** : Jean-Michel BFLZ à Bernard HILLIET, Hélène CODA-POIREY à Guy HERCEND, Lucienne DREANO à Michel JEANNOT, Roland GASTINE à Marie-Pierre HELOU, Yvonnick GUEHENNEC à Aurélie RIO, Gérard GUILLOU à Jean DUMOULIN, Fay HURLEY à Pascal LE CALVE, Marie-Lise LE ROUX à Franck VALLEIN, Jean-Maurice MAJOU à Elisabeth GOUELLO, Gérard PIERRE à Chantal LE BIHAN-LE PLOUFF.

**Le quorum étant atteint, l'Assemblée peut délibérer valablement.**

Vu Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 5211-4-1 ;

Vu le décret n°2011-515 du 10 mai 2011 relatif au calcul des modalités de remboursement des frais de fonctionnement des services mis à disposition dans le cadre de l'article L. 5211-4-1 ;

## N° 2017DC/169 – Feuillet 2

Considérant que l'un des axes du schéma de mutualisation d'Auray Quiberon Terre Atlantique a pour objectif de faciliter les échanges de personnel et de matériel entre la Communauté de communes et les communes mais également entre les communes elles-mêmes. A cet effet, il s'avère nécessaire de disposer d'une base de travail harmonisée dans un cadre conventionnel commun fixant notamment les tarifs de mises à disposition de moyens à l'échelle du territoire intercommunal ;

Considérant que la convention définit la méthode retenue pour la détermination du coût unitaire de fonctionnement et comprend une prévision d'utilisation du service mis à disposition, exprimée en unités de fonctionnement ;

Considérant que le coût unitaire comprend les charges liées au fonctionnement du service et en particulier les charges de personnel dont l'encadrement, les fournitures, le coût de renouvellement des biens et les contrats de services rattachés, à l'exclusion de toute autre dépense non strictement liée au fonctionnement du service ;

Considérant que le coût unitaire est constaté à partir des dépenses des derniers comptes administratifs, actualisées des modifications prévisibles des conditions d'exercice de l'activité au vu du budget primitif de l'année. La détermination du coût est effectuée par l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune ayant mis à disposition ledit service ;

Considérant que le remboursement des frais s'effectue sur la base d'un état annuel indiquant la liste des recours au service, convertis en unités de-fonctionnement ;

Considérant que le coût unitaire est porté à la connaissance des bénéficiaires de la mise à disposition de services, chaque année, avant la date d'adoption du budget. Pour l'année de signature de la convention, le coût unitaire est porté à la connaissance des bénéficiaires de la mise à disposition de services dans un délai de trois mois à compter de la signature de la convention. Le remboursement s'effectue selon une périodicité fixée par la convention. Cette périodicité ne peut être supérieure à un an ;

Considérant qu'après acceptation du principe et de propositions tarifaires par les communes, une convention unifiée facilitera les mises à dispositions matérielles et humaines à l'échelle du territoire ;

Après avoir entendu le rapport de Mme Andrée VILLVOYE, Vice-présidente, Déléguée aux Relations et services avec les communes ;

Le Bureau en date du 10 novembre 2017 ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil communautaire DECIDE :

- d'approuver la proposition ci-dessous de grille tarifaire unifiée en vue de l'établissement d'une convention type à l'échelle du territoire communautaire ;

## N° 2017DC/169 – Feuille 3

| Proposition                | Tarif du territoire (euros TTC/heure/unité) |
|----------------------------|---------------------------------------------|
| Agent entretien ménager    | 18                                          |
| Agent technique            | 25                                          |
| Catégorie B                | 30                                          |
| Catégorie A                | 35                                          |
| Véhicule < 3,5 T PTAC      | 10                                          |
| Tractopelle sans chauffeur | 30                                          |
| Tractopelle avec chauffeur | 54                                          |
| Poids lourds               | 35                                          |
| Autres engins              | 9                                           |

- d'autoriser M. le Président à signer tout document y afférent.

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte transmis au contrôle de légalité et publié au recueil des actes administratifs le : **27 DEC. 2017**

Le Président

Philippe LE RAY





Envoyé à la Sous-Préfecture le 16/04/2018  
Compte-rendu affiché le 16/04/2018  
Reçu par la Sous-Préfecture le 16/04/2018

### **3- DGS - SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIES DU MORBIHAN : REVISION DES STATUTS**

Monsieur Jean DUMOULIN, Maire, expose à l'assemblée :

La commune est adhérente au Syndicat Départemental d'Energies du Morbihan, qui est l'autorité organisatrice du service public de distribution de l'énergie électrique sur l'ensemble du territoire du département.

Par délibération de son Comité Syndical en date du 14 décembre 2017, le SDEM a lancé une procédure de révision de ses statuts justifiée par :

- les récents textes relatifs à la transition énergétique introduisant de nouvelles dispositions de nature à permettre d'élargir le champ d'intervention du Syndicat.
- les besoins exprimés par les membres du Syndicat
- la réforme de l'organisation territoriale (nouveau schéma directeur de coopération intercommunale applicable au 01.01.2017, création de communes nouvelles....)

Cette modification des statuts porte notamment sur :

#### **1 - La mise à jour de la liste des compétences et activités complémentaires et accessoires du Syndicat. (articles 2.2 et 2.3)**

Il est rappelé que les missions exercées par le Syndicat sont organisées autour :

- d'une compétence obligatoire qui concerne uniquement les communes : l'électricité. Celle-ci est inchangée.
- des compétences optionnelles suivantes: éclairage public / communications électroniques / gaz / réseaux de chaleur / infrastructures de charge pour les véhicules électriques et hybrides.

Ces compétences ne sont pas modifiées, hormis l'élargissement de :

- la mobilité aux véhicules gaz et hydrogène,
- l'éclairage public à la signalisation, la mise en valeur des bâtiments et à la mise en œuvre d'équipements communicants,
- les réseaux de chaleur aux réseaux de froid.

- d'activités complémentaires et accessoires. Ces activités concernent la réalisation de prestations ponctuelles exécutées sur demande des adhérents ou de personnes morales non membres. La liste de ces activités a été actualisée afin de tenir compte d'une part des dispositions introduites par la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte et d'autre part des besoins exprimés.

#### **2 - La possibilité offerte aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre d'adhérer au Syndicat, tout en préservant la représentativité des communes. (articles 1, 5.4 et 5.5.)**

Concrètement, il s'agit :

- A titre principal : d'ouvrir la possibilité aux EPCI à fiscalité propre d'intégrer le Syndicat tout en préservant la représentativité des communes. Chaque EPCI serait ainsi représenté par un délégué : son Président ou son représentant.

- A titre subsidiaire d'entériner l'adhésion en direct :

- des communes de la communauté de communes du Porhoët aujourd'hui fusionnée avec Ploërmel communauté
- des communes de la communauté de communes de Belle-Ile-en-Mer (CCBI)

Il convient de noter qu'il est proposé, conformément à l'article L 5212-7 dernier alinéa du CGCT, que la mise en œuvre du nouveau mode de représentation soit décalée pour la faire coïncider avec le début du prochain mandat. Il est ainsi prévu, à titre transitoire, qu'en cas d'adhésion, avant la fin du mandat en cours d'un ou plusieurs EPCI ou en cas de constitution de communes nouvelles, il n'y ait pas de nouvelles élections des délégués du Comité.

La liste des membres (annexe 1) est mise à jour en vue du futur arrêté préfectoral. Le nombre de délégués issus des collèges électoraux des communes n'est donc pas modifié (annexe 2).

Les enjeux de la révision des statuts de Morbihan Energies sont les suivants :

- concernant les compétences et activités accessoires du Syndicat, chaque membre est libre de solliciter ou pas le Syndicat selon ses besoins. En tout état de cause, ces nouveaux statuts ne modifient pas les activités déjà exercées pour le compte des adhérents au Syndicat mais visent à leur offrir de nouvelles possibilités d'intervention en phase avec l'évolution des textes en lien avec la transition énergétique et avec leurs besoins.
- la représentativité du Syndicat va pouvoir, à terme, évoluer en intégrant les EPCI à fiscalité propre tout en conservant un comité syndical de taille raisonnable pour un travail collaboratif et participatif selon les compétences transférées.

La décision préfectorale de modification sera subordonnée à l'accord des Conseils municipaux se prononçant dans les conditions de majorité prévues par le CGCT (articles 5211-20 et 5211-5-II).

Il convient à ce jour que le Conseil municipal se prononce sur la modification statutaire proposée et entérinée par le SDEM.

Vu les statuts du Syndicat adoptés le 20 janvier 1965 et modifiés le 10 novembre 2004, le 19 décembre 2006, le 7 mars 2008 et le 2 mai 2014.

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République

Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte

Vu le CGCT notamment l'article L 5211-20

Vu l'arrêté Préfectoral du 30.03.2016 approuvant le nouveau schéma départemental de coopération intercommunale du Morbihan.

A reçu un avis favorable en Municipalité du 03/04/2018,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés ( 33 voix pour),

Le Conseil municipal :

- **APPROUVE** la modification proposée des statuts du Syndicat Départemental d'Energies du Morbihan, selon les dispositions de l'article L5211-20 du C.G.C.T. ;
- **PRECISE** que la présente délibération sera notifiée au Président de Morbihan Energies.

## Délibération n° 2017-050 - Comité du 14 décembre 2017

### Objet : Révision des statuts du Syndicat Départemental d'Energies du Morbihan

Vu les statuts du Syndicat adoptés le 20 janvier 1965 et modifiés le 10 novembre 2004, le 19 décembre 2006, le 7 mars 2008 et le 2 mai 2014.

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République

Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte

Vu le CGCT notamment l'article L 5211-20

Vu l'arrêté Préfectoral du 30.03.2016 approuvant le nouveau schéma départemental de coopération intercommunale du Morbihan.

#### Le Président expose:

Les récents textes relatifs à la **transition énergétique** et la réforme de l'**organisation territoriale** (nouveau schéma directeur de coopération intercommunale applicable au 01.01.2017, création de communes nouvelles...) conduisent notre Syndicat à proposer une modification de ses statuts.

Il s'agit tout d'abord d'élargir le champ d'activités en proposant de nouvelles compétences et services complémentaires, sur la base notamment des dispositions introduites par la loi relative à la transition énergétique de manière à pouvoir ainsi mieux répondre aux attentes des collectivités morbihannaises.

Il s'agit ensuite de tenir compte de création en Morbihan de communes nouvelles et l'élargissement de la représentativité de notre Syndicat aux nouveaux EPCI à fiscalité propre.

#### Concernant la mise à jour de la liste des compétences et activités complémentaires et accessoires du Syndicat (Articles 2.2 et 2.3).

Il est rappelé que les missions exercées par le Syndicat sont organisées autour :

- d'une **compétence obligatoire** qui concerne uniquement les communes : l'électricité. Celle-ci est inchangée.
- des **compétences optionnelles** suivantes : Eclairage public / communications électroniques / gaz / réseaux de chaleur / infrastructures de charge pour les véhicules électriques et hybrides.  
Ces compétences ne sont pas modifiées, hormis l'élargissement de :
  - o la mobilité aux véhicules gaz et hydrogène,
  - o l'éclairage public à la signalisation, la mise en valeur des bâtiments et à la mise en œuvre d'équipements communicants.
  - o Les réseaux de chaleur aux réseaux de froid.
- **d'activités complémentaires et accessoires**. Ces activités concernent la réalisation de prestations ponctuelles exécutées sur demande des adhérents ou de personnes morales non membres. La liste de ces activités a été actualisée afin de tenir compte d'une part des dispositions introduites par la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte et d'autre part des besoins exprimés.

**Concernant la possibilité offerte aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre d'adhérer au Syndicat, tout en préservant la représentativité des communes. (Articles 1, 5.4 et 5.5.)**

Concrètement, il s'agit :

- A titre principal : d'ouvrir la possibilité aux EPCI à fiscalité propre d'intégrer le Syndicat tout en préservant la représentativité des communes. Chaque EPCI serait ainsi représenté par un délégué son Président ou son représentant.

- A titre subsidiaire d'entériner l'adhésion en direct :
  - des communes de la Communauté de Communes du Porhoët aujourd'hui fusionnée avec Ploërmel Communauté
  - des communes de la Communauté de Communes de Belle-Ile-en-Mer (CCBI)

Il convient de noter qu'il est proposé conformément à l'article L 5212-7, dernier alinéa, du CGCT, que la mise en œuvre de ce nouveau mode de représentation soit décalée pour la faire coïncider avec le début du prochain mandat.

A titre transitoire concernant l'adhésion, avant la fin du mandat en cours, d'un ou plusieurs EPCI ou en cas de constitution de communes nouvelles, il n'y aura pas de nouvelles élections des délégués du Comité. La liste des membres (annexe 1) est mise à jour en vue du futur arrêté préfectoral. Le nombre de délégués issus des collèges électoraux des communes n'est donc pas modifié (annexe 2).

M. le Président rappelle, les enjeux selon lui de cette réforme:

- concernant les compétences et activités accessoires du Syndicat, chaque membre est libre de nous solliciter ou pas selon ses besoins. En tout état de cause ces nouveaux statuts ne modifient pas les activités déjà exercées pour le compte de nos membres mais visent à leur offrir de nouvelles possibilités d'intervention en phase avec l'évolution des textes notamment en lien avec la transition énergétique et avec leurs besoins.
- à faire évoluer la représentativité du Syndicat va à terme évoluer en intégrant les EPCI à fiscalité propre tout en conservant un comité syndical de taille raisonnable pour un travail collaboratif et participatif selon les compétences transférées.

Quant à la procédure de modification des statuts prévue à l'article L 5211-20 du CGCT, elle implique:

- délibération du Comité Syndical pour approbation des nouveaux statuts
- notification de la délibération aux exécutifs des collectivités membres (début janvier 2018) avec un délai de 3 mois pour se prononcer sur ladite délibération
- acceptation des nouveaux statuts par arrêté du Préfet (fin du 1<sup>er</sup> semestre 2018)

**Après en avoir délibéré, le Comité syndical, à l'unanimité :**

- approuve les statuts ci-joints.
- autorise le Président à lancer la procédure de modification appropriée.

**Le Président**



**J. BROHAN**



un syndicat  
au service  
des territoires

Envoyé en préfecture le 25/01/2018  
Reçu en préfecture le 25/01/2018  
Affiché le  
ID : 056-255601106-20171214-2017\_050-AR

## DEPARTEMENT DU MORBIHAN

# SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIES DU MORBIHAN

### STATUTS DU SYNDICAT

#### Article 1er - Constitution du syndicat

En application des articles L 5212-1 et suivants, et de l'article L 5711-1 du code général des collectivités territoriales, il est créé un syndicat mixte à la carte constitué des communes du Morbihan et auquel pourront adhérer les Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre du département du Morbihan.

Il prend la dénomination de « **SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIES DU MORBIHAN** » (SDEM), usuellement dénommé, « **MORBIHAN ENERGIES** » désigné ci-après par le « syndicat ».

#### Article 2 – Objet :

Le syndicat est l'autorité organisatrice du service public de la distribution publique d'électricité et de la fourniture d'électricité aux tarifs réglementés de vente sur le territoire des personnes morales membres

Le syndicat est également habilité à exercer, pour les personnes morales membres, qui y adhèrent, les compétences à caractère optionnel décrites aux articles 2.2 ci-après.

Le syndicat peut aussi mettre en commun des moyens humains, techniques ou financiers et exercer des activités complémentaires et accessoires (article 2.3 ci-après) dans des domaines connexes à la distribution publique d'électricité et aux compétences optionnelles précitées.

#### **2.1 - Compétence obligatoire : Electricité**

Le syndicat exerce, les activités suivantes :

- en sa qualité d'autorité organisatrice du service public de la distribution d'électricité
  - la passation, avec les entreprises délégataires, de tous actes relatifs à la délégation du service public de distribution d'électricité ou, le cas échéant, exploitation du service en régie
  - la représentation et défense des intérêts des usagers dans leurs relations avec les exploitants.
  - l'exercice du contrôle du bon accomplissement des missions de service public et contrôle des réseaux publics de distribution d'électricité tel que le prévoit, notamment, l'article L 2224-31 du CGCT.
- la maîtrise d'ouvrage des travaux des réseaux publics de distribution d'électricité et des installations de production d'électricité de proximité, et exploitation de ces installations.
- la réalisation ou les interventions pour faire réaliser des actions tendant à maîtriser la demande d'énergies de réseau des consommateurs finals desservis en basse tension, selon les dispositions prévues à l'article L 2224-31 du CGCT.

- l'organisation des services d'études administratives, juridiques et techniques en vue de l'examen pour le compte du syndicat et des personnes morales membres de toutes questions intéressant le fonctionnement du service public de l'électricité.
- la représentation des personnes morales membres dans tous les cas où les lois et règlements en vigueur prévoient que celles-ci doivent être représentées ou consultées.
- le cas échéant, l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'utilisation des réserves d'énergie électrique.

Le syndicat est propriétaire des ouvrages du réseau public de distribution d'électricité situé sur son territoire, dont il a été maître d'ouvrage, des biens de retour des gestions déléguées ainsi que des ouvrages remis en toute propriété à l'autorité concédante par un tiers.

## 2.2 - Compétences à caractère optionnel

Le syndicat exerce en lieu et place des personnes publiques membres qui lui ont cédé tout ou partie des compétences à caractère optionnel les activités listées ci-après, dans les conditions visées aux articles 3 et 4 des présents statuts.

Il est précisé que :

- chaque personne morale membre reste libre de fixer par délibération les compétences ou partie des compétences qu'elle souhaite transférer.
- le transfert peut porter sur chacune des compétences à caractère optionnel, sous réserve de l'accord préalable du comité syndical.

### 2.2.1 - Eclairage public

La compétence relative au développement, au renouvellement ou à l'exploitation de leurs installations et réseaux d'éclairage public, recouvre selon les cas les activités suivantes :

- la maîtrise d'ouvrage des renouvellements d'installations, des installations nouvelles et tous les contrats afférents.
- la maintenance préventive et curative de ces installations et tous les contrats afférents.
- la passation et l'exécution des contrats d'accès au réseau de distribution d'électricité et de fourniture d'énergie électrique
- La signalisation lumineuse, la mise en valeur des bâtiments, la mise en œuvre de dispositifs ou équipements communicants.

### 2.2.2 - Communications électroniques

Dans le cadre des dispositions de l'article L 1425-1 du CGCT, le syndicat exerce sur le territoire des personnes morales membres, la compétence relative aux réseaux et services locaux de communications électroniques comprenant selon les cas :

- le rôle d'autorité organisatrice de services de communications électroniques.
- l'acquisition de droits d'usage à des fins d'établir et d'exploiter des infrastructures et des réseaux de communications électroniques.
- l'acquisition des infrastructures ou réseaux existants.
- la mise à disposition des infrastructures aux réseaux d'opérateurs ou d'utilisateurs de réseaux indépendants.
- l'offre de services de communications électroniques aux utilisateurs finals.
- la maîtrise d'œuvre des travaux d'infrastructures communes de génie civil lors de la mise en souterrain coordonnée des réseaux aériens de communications électroniques selon les conditions définies à l'article L 2224-35 du CGCT.

### 2.2.3 – Gaz

Le syndicat exerce les activités suivantes :

- le rôle d'autorité organisatrice de la distribution de gaz
- la passation, avec les entreprises délégataires, de tous actes relatifs à la délégation du service public de distribution de gaz (fourniture de gaz et gestion du réseau) ou, le cas échéant, exploitation du service en régie de tout ou partie de ces services.
- la représentation et défense des intérêts des usagers dans leurs relations avec les exploitants.
- l'exercice du contrôle du bon accomplissement des missions de service public et contrôle des réseaux publics de distribution de gaz dans le cadre des lois et règlements en vigueur.
- la maîtrise d'ouvrage de travaux sur le réseau public de distribution de gaz.
- la réalisation ou interventions pour faire réaliser des actions tendant à maîtriser la demande d'énergies de réseau des consommateurs finals desservis en gaz, selon les dispositions prévues à l'article L 2224-31 du CGCT.

Le syndicat est propriétaire des ouvrages du réseau public de distribution de gaz situé sur son territoire, dont il a été maître d'ouvrage, des biens de retour de gestion déléguée, ainsi que des ouvrages remis en toute propriété à l'autorité concédante par un tiers.

### 2.2.4 - Réseaux de chaleur ou de froid

Dans le domaine des réseaux de chaleur, le syndicat exerce tout ou partie des compétences suivantes :

- la maîtrise d'ouvrage d'installations de production de chaleur (ou de froid).
- la passation, en tant qu'autorité organisatrice du service public, de tous actes relatifs à la délégation de service public de distribution de chaleur (ou de froid) ou, le cas échéant, exploitation du service en régie.
- la représentation et défense des intérêts des usagers dans leurs relations avec les exploitants.
- la réalisation ou interventions pour faire réaliser des actions tendant à maîtriser la demande d'énergies du réseau de chaleur, selon les dispositions prévues à l'article L 2224-31 du CGCT.

Le syndicat est propriétaire des ouvrages de réseaux de chaleur situés sur son territoire, dont il a été maître d'ouvrage, des biens de retour de gestion déléguée, ainsi que des ouvrages remis en toute propriété à l'autorité concédante par un tiers.

### 2.2.5 - Infrastructures de charge pour les véhicules électriques, hybrides, gaz ou hydrogène.

Dans le cadre de la compétence mentionnée à l'article L 2224-37 du CGCT le syndicat exerce tout ou partie des compétences suivantes:

- création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage de véhicules électriques, hybrides rechargeables, gaz ou hydrogène.
- mise en place d'un service comprenant la création, l'entretien et l'exploitation des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques, hybrides rechargeables, gaz ou hydrogène. L'exploitation peut comprendre l'achat d'électricité nécessaire à l'alimentation des infrastructures de charge.

## 2.3 - ~~Mise en commun de moyens et activités accessoires~~ **activités complémentaires et accessoires.**

Le syndicat peut, **sur demande** des personnes morales membres et des personnes morales non membres, mettre ses moyens d'action à leur disposition.

Le syndicat intervient au titre de différentes qualités telles que mentionnées au 2.3.1.

Il intervient dans les domaines liés à l'objet syndical et tel que précisés au 2.3.2.

### 2.3.1 Qualités

- **Maîtrise d'ouvrage (expérimentation, formation),**
- maîtrise d'œuvre des travaux sur les réseaux publics d'électricité ou liés aux compétences optionnelles,
- Bureau d'études techniques,
- conseil (assistance administrative, juridique et technique)
- conseil en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS)
- prestataires de services pour conduire toute étude et engager toute procédure se rapportant à ses compétences ou dans le prolongement de celles-ci, pour le compte de ses adhérents ou non,
- Financeur : prises de participation dans des sociétés commerciales ou coopératives dont l'objet social concerne, en tout ou partie, l'un de ses domaines d'intervention.

### 2.3.2 Domaines d'intervention

#### ELECTRICITE :

Contrôle des Propositions techniques et financières (PTF) d'Enedis

#### ECLAIRAGE PUBLIC :

- **Etudes générales et spécifiques, notamment les diagnostics**
- réalisation ponctuelle d'investissements en matière d'éclairage public dans les conditions prévues par la loi.

#### COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES :

Le conseil, assistance administrative, juridique et technique :

- dans le cadre des relations avec les opérateurs de communications électroniques, notamment : l'instruction des demandes de permissions de voirie, le contrôle des redevances d'occupation du domaine public, l'affectation du produit des redevances d'occupation du domaine public à des opérations d'enfouissement des réseaux de communications électroniques sous maîtrise d'ouvrage ou co-maîtrise d'ouvrage du syndicat.
- pour la réalisation et l'exploitation des réseaux de **vidéo-protection**, de communication électroniques et de tout autre service transmis par ces réseaux.
- pour l'utilisation d'équipements collectifs appartenant ou pas au syndicat par une collectivité territoriale, un établissement public de coopération intercommunale ou un syndicat mixte, dans les conditions prévues par la loi.

## ENERGIES :

- L'utilisation rationnelle de l'énergie, y compris amélioration de l'habitat.
- Dans le cadre des dispositions prévues par l'article L 2224-31 du CGCT et suivants notamment :
  - l'aménagement et exploitation de toute nouvelle installation de production d'électricité.
  - la vente de l'électricité produite à des clients éligibles et à des fournisseurs d'électricité.
- gestion et négociation des certificats d'économie d'énergie (CEE).
- mission de coordonnateur de groupement de commandes, pour toute catégorie d'achats en lien avec les compétences du syndicat. Il peut également être centrale d'achat au profit de ses membres pour toute catégorie d'achat ou de commande publique se rattachant aux activités du Syndicat.
- Soutien à l'élaboration et à la mise en œuvre des outils de planification et schémas d'organisation territoriale dans le domaine de l'énergie (S3RenR, SRCAE et PCAET)
- Déploiement ou contribution au déploiement d'un service de flexibilité locale, de réseaux électriques intelligents, ou de dispositif de stockage
- Contribution à la transition énergétique, notamment à la production d'énergies et la distribution de chaleur ou de froid.
- Promotion et développement de l'efficacité énergétique et des usages numériques pour une gestion intelligente de l'énergie (projets smart grids, mobilité intelligente, actions pédagogiques).

## MOBILITE :

Dans le cadre de la compétence mentionnée à l'article L 2224-37 du CGCT le syndicat exerce tout ou partie des compétences suivantes:

- création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage de véhicules gaz, hydrogène ou hybrides rechargeables.
- mise en place d'un service comprenant la création, l'entretien et l'exploitation des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules gaz, hydrogène ou hybrides rechargeables.
- L'exploitation peut comprendre l'achat d'électricité nécessaire à l'alimentation des infrastructures de charge.

## UTILISATION DE L'INFORMATIQUE – SYSTEME D'INFORMATION GEOGRAPHIQUE (SIG) – CARTOGRAPHIE ET EXPLOITATION DE DONNEES NUMERISEES.

Le syndicat peut exercer à titre ponctuel les compétences précisées à l'article 2.2.2.

Il peut en outre exercer les compétences suivantes :

- mise en œuvre des démarches et process informatiques (notamment, accès, collecte, traitement, cyber sécurisation, aide technique, coordination et exploitation de bases de données d'information géographique, de système d'information géographique (SIG), de Plan corps de rue simplifié (PCRS) et d'open data, transmission et diffusion d'informations).
- mise à jour des données géographiques et alphanumériques et tous documents numérisés concernant les réseaux ainsi qu'à l'intégration et la gestion des moyens de diffusion des données traitées.
- Exercice de toute activité visant à promouvoir, à sécuriser, à stocker et à faciliter l'utilisation des données cartographiques et numériques par les collectivités territoriales y compris la représentation des collectivités auprès des organismes détenteurs des droits relatifs à l'information géographique et aux licences d'utilisation des logiciels

### **Article 3 - Modalités de transfert des compétences à caractère optionnel.**

Chacune des compétences à caractère optionnel est transférée au syndicat par chaque personne morale membre investie de ladite compétence dans les conditions suivantes :

- le transfert peut porter sur chacune des compétences à caractère optionnel visées au 2.2 ci-dessus, sous réserve de l'accord préalable du comité syndical.
- le transfert prend effet au premier jour du mois suivant la date à laquelle la délibération de l'assemblée délibérante est devenue exécutoire.
- la répartition de la contribution des personnes morales membres aux dépenses liées aux compétences optionnelles résultant de ce transfert est déterminée par le comité syndical.
- les autres modalités de transfert non prévues aux présents statuts sont fixées par le comité syndical.

La délibération portant transfert d'une compétence optionnelle est notifiée par l'exécutif de la personne morale concernée au président du syndicat. Celui-ci, **chaque année, porte à la connaissance des membres du syndicat la liste actualisée des membres (annexe 1) et des compétences transférées.**

### **Article 4 - Durée et modalités de reprise des compétences à caractère optionnel :**

Chacune des compétences optionnelles peut être reprise au syndicat par chaque personne morale membre dans les conditions suivantes :

- la reprise peut concerner soit l'une ou l'autre des compétences à caractère optionnel définies à l'article 2.2 ;
- la reprise prend effet au premier jour du mois suivant la date à laquelle la délibération de l'assemblée délibérante portant reprise de la compétence est devenue exécutoire ;
- les équipements réalisés par le syndicat, intéressant la compétence reprise, servant à un usage public et situés sur le territoire de la personne morale reprenant la compétence deviennent la propriété de celle-ci à la condition que ces équipements soient principalement destinés à ses habitants ; la personne morale membre se substitue au syndicat dans les éventuels contrats souscrits par celui-ci, notamment de gestion déléguée.
- la personne morale membre reprenant une compétence au syndicat continue à participer au service de la dette pour les emprunts contractés par celui-ci et concernant cette compétence pendant la période au cours de laquelle elle l'avait transférée à cet établissement, jusqu'à l'amortissement complet desdits emprunts.
- le comité syndical constate le montant de la charge de ces emprunts lorsqu'il adopte le budget.

### **Article 5 – Fonctionnement :**

#### **5.1 – Composition**

En application de l'article L. 5212-6 du code général des collectivités territoriales, le SDEM est administré par un comité syndical composé de délégués, élus :

- par les 8 collèges électoraux **de communes** dont la liste et la composition figurent en annexe 2 ;
- par les conseils municipaux des communes de Lanester, Lorient et Vannes ;
- **par les conseils communautaires des EPCI à fiscalité propre.**

## 5.2 Les délégués élus par les Collèges des communes

Les représentants des communes, dont la population est inférieure à 20 000 habitants, au sein des collèges sont convoqués sur l'initiative du président du SDEM qui a la charge d'organiser les opérations de désignation des délégués au comité syndical.

En cas de vacance d'un siège de délégué, issu de ce collège, en cours de mandat et quelle qu'en soit la raison, le président du SDEM procédera à une nouvelle convocation du collège concerné afin de pourvoir le siège vacant dès que possible.

Le nombre de sièges est calculé en fonction des critères suivants :

- nombre de communes du secteur
- population du secteur

Un tableau joint en annexe 3 récapitule le nombre et l'attribution des sièges.

Pour le calcul du nombre de sièges dont dispose chaque collège :

- il sera tenu compte du résultat du dernier recensement officiel connu et des recensements complémentaires,
- le chiffre de la population est celui de la population totale obtenue par addition du chiffre de la population municipale et de celui de la population comptée à part, conformément à l'article R.2151-2 du code général des collectivités territoriales

Chaque collège électoral regroupe pour chaque commune 2 représentants.

## 5.3 Les délégués élus par les conseils municipaux de Vannes, Lorient et Lanester

La représentation au comité syndical des communes de Vannes, Lorient et Lanester, communes dont la population est supérieure à 20 000 habitants, se fait comme suit :

| Communes                | Nb de délégués |
|-------------------------|----------------|
| Lanester (< 40 000 hab) | 1              |
| Lorient (> 40 000 hab)  | 2              |
| Vannes (> 40 000 hab)   | 2              |

## 5.4 Les délégués élus par les conseils communautaires des EPCI à fiscalité propre.

Chaque EPCI à fiscalité propre est représenté par un délégué. (Son Président ou son représentant).

Le droit de vote des délégués représentant les EPCI à fiscalité propre est fonction des compétences transférées.

L'adhésion au syndicat des EPCI à fiscalité propre ne sera effective que sur décision de leur organe délibérant.

## 5.5 - Comité syndical

Tous les délégués désignés aux articles 5.2, 5.3 et 5.4 constituent le comité syndical.

Le comité est constitué de :

- 49 délégués issus des collèges des communes
- 5 délégués représentant les conseils municipaux de Lanester, Lorient, Vannes.
- Autant de délégués que d'EPCI à fiscalité propre adhérant au syndicat.

Les délégués prennent part au vote pour les affaires présentant un intérêt commun à tous les membres, et notamment pour l'élection du président et des membres du bureau, le vote du budget, l'approbation du compte administratif et les décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée du syndicat.

Pour les décisions spécifiques à chacune des compétences visées à l'article 2-2 des présents statuts, ne prennent part au vote que les délégués des collèges électoraux représentant les membres ayant transféré tout ou partie de la compétence correspondante.

Un règlement intérieur en forme de délibération du comité syndical fixe, conformément à l'article L 2121-28 du CGCT les dispositions relatives au fonctionnement du comité, du bureau et des commissions, qui ne seraient pas déterminées par les lois et règlements.

Pour préserver et développer les relations de proximité avec ses membres qui adhèrent directement à la structure syndicale, le comité syndical peut créer une **commission locale** regroupant les délégués représentant un espace territorial d'intérêts communs pour les compétences exercées par le syndicat. Ces commissions, interface entre les communes et la structure syndicale, auront pour mission de retransmettre les informations et propositions relatives au fonctionnement, au recensement des besoins et à l'évolution de la structure départementale.

## 5.6 – Bureau

Le comité désigne, parmi les délégués qui le composent, un bureau composé d'un président, de vice-présidents et de membres dont le nombre est déterminé par le comité syndical, sans que le nombre de vice-présidents puisse dépasser 30% de l'effectif de celui-ci.

1 membre de ce bureau sera un représentant des EPCI à fiscalité propre.

Le comité syndical peut déléguer au président et au bureau une partie de ses attributions, conformément aux dispositions de l'article 5211-10 du CGCT.

## 5.7 – Adhésion ou retrait par une collectivité membre d'une compétence en cours de mandat

Cette adhésion ou ce retrait ne modifie pas le nombre de délégués au sein du comité syndical.

## Article 6 – Mesures transitoires

En cas d'adhésion, avant la fin du mandat en cours, d'un ou plusieurs EPCI ou en cas de constitution de communes nouvelles, il n'y aura pas de nouvelles élections durant le mandat en cours.

## Article 7 - Budget – Comptabilité :

Le syndicat pourvoit à ses dépenses à l'aide des ressources dont il dispose, notamment :

- les sommes dues par les entreprises concessionnaires en vertu des contrats de concession, telles que les majorations de tarifs et les redevances contractuelles.
- les contributions des personnes morales membres, telles que fixées par le comité syndical.
- le produit des taxes sur l'électricité.
- les aides du Fonds d'Amortissement des Charges d'Électrification
- les ressources d'emprunt
- les contributions de toutes natures notamment de l'Union Européenne, de l'Etat, de la région, du département et du concessionnaire
- les versements du FCTVA

- les revenus des biens meubles et immeubles
- les produits des dons et legs
- les participations d'opérateurs privés et autres intervenants
- les produits et ressources divers
- les produits des activités accessoires
- les participations spécifiques versées par les personnes morales membres au titre des activités visées par les statuts et notamment dans le cadre de l'exercice de l'une des compétences transférées selon des règles définies par délibération du comité syndical

Le receveur est un comptable du Trésor désigné dans les conditions prévues par les lois et règlements en vigueur.

Les dépenses sont constituées par :

- les dépenses d'administration générale
- toutes autres dépenses faites dans le cadre de ses attributions

### **Article 8 - Siège du Syndicat :**

Le siège du syndicat est fixé à VANNES.

### **Article 9 - Durée du Syndicat :**

Le syndicat est institué pour une durée illimitée.

### **Article 10 - Adhésion à un autre organisme de coopération**

L'accord du syndicat pour son adhésion à un autre organisme de coopération est valablement donné par simple délibération du comité syndical.

### **Article 11 – Adhésion d'un autre organisme de coopération**

L'accord du syndicat pour l'adhésion d'un autre organisme de coopération est valablement donné par simple délibération du comité syndical

### **Article 12 - Prise d'effet des nouveaux statuts**

Les nouveaux statuts prendront effet au jour fixé dans l'arrêté préfectoral y afférant

|            |                                                                   |                                                                           |                   |                      |
|------------|-------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------|-------------------|----------------------|
| Allaire    | Camoël                                                            | Guéhenno                                                                  | La Trinité-Surzur | Locmalo              |
| Ambon      | Camors                                                            | Gueltas                                                                   | La Vraie-Croix    | Locmaria Belle-ile   |
| Arradon    | Campénéac                                                         | Guémené-sur-Scorff                                                        | Landaul           | Locmaria-Grand-Champ |
| Arzal      | <i>Carentoir (anciennement Quelneuc, Carentoir)</i>               | Guénin                                                                    | Landévant         | Locmariaquer         |
| Arzon      | Carnac                                                            | Guer                                                                      | Lanester          | Locminé              |
| Augan      | Caro                                                              | Guern                                                                     | Langoëlan         | Locmiquélic          |
| Auray      | Caudan                                                            | Guidel                                                                    | Langonnet         | Locoal-Mendon        |
| Baden      | Cléguer                                                           | Guillac                                                                   | Languidic         | Locqueltas           |
| Bangor     | Cléguérec                                                         | Guilliers                                                                 | Lanouée           | Lorient              |
| Baud       | Colpo                                                             | Guisriff                                                                  | Lantillac         | Loyat                |
| Béganne    | Concoret                                                          | Helléan                                                                   | Lanvaudan         | Malansac             |
| Beignon    | Cournon                                                           | Hennebont                                                                 | Lanvénegen        | Malestroit           |
| Belz       | Crach                                                             | Hoedic                                                                    | Larmor-Baden      | Malguénac            |
| Berné      | Crédin                                                            | Île-aux-Moines                                                            | Larmor-Plage      | Marzan               |
| Berric     | Croixanvec                                                        | Île-d'Arz                                                                 | Larré             | Mauron               |
| Bieuzy     | Cruguel                                                           | Île-d'Houat                                                               | Lauzach           | Melrand              |
| Bignan     | Damgan                                                            | Inguiniel                                                                 | Le Cours          | Ménéac               |
| Billiers   | Elven                                                             | Inzinzac-Lochrist                                                         | Le Croisty        | Merlevenez           |
| Billio     | Erdeven                                                           | Josselin                                                                  | Le Faouët         | Meslan               |
| Bohal      | Étel                                                              | Kerfourn                                                                  | Le Guerno         | Meucon               |
| Bono       | <i>Évellys (anciennement Naizin, Remungol, Moustoir Remungol)</i> | Kergrist                                                                  | Le Hézo           | Missiriac            |
| Brandérian | Évriguet                                                          | Kernascléden                                                              | Le Palais         | Mohon                |
| Brandivy   | Férel                                                             | Kervignac                                                                 | Le Saint          | Molac                |
| Brech      | Gâvres                                                            | La Chapelle-Neuve                                                         | Le Sourn          | Monteneuf            |
| Bréhan     | Gestel                                                            | La Croix-Helléan                                                          | Le Tour-du-Parc   | Monterblanc          |
| Brignac    | Gourhel                                                           | <i>La Gacilly (anciennement la Chapelle Gaceline, La Gacilly, Glénac)</i> | Les Forges        | Monterrein           |
| Bubry      | Gourin                                                            | La Grée-Saint-Laurent                                                     | Les Fougerêts     | Montertelot          |
| Buléon     | Grand-Champ                                                       | La Roche-Bernard                                                          | Lignol            | Moréac               |
| Caden      | Grox                                                              | La Trinité-Porhoët                                                        | Limerzel          | Moustoir-Ac          |

|       |                                                                               |        |                    |       |                                    |
|-------|-------------------------------------------------------------------------------|--------|--------------------|-------|------------------------------------|
| Calan | Annexe 1 - liste des membres du syndicat départemental d'Energies du Morbihan | Guégon | La Trinité-sur-Mer | Lizio | Envoyé en préfecture le 25/01/2018 |
|-------|-------------------------------------------------------------------------------|--------|--------------------|-------|------------------------------------|

Envoyé en préfecture le 25/01/2018  
Affiché le Muzillac  
ID : 056-255601106-20171214-2017\_050-AR

|                |                        |                                |                                                                                |
|----------------|------------------------|--------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------|
| Néant-sur-Yvel | Pluvigner              | Sainte-Brigitte                | Sérent                                                                         |
| Neulliac       | Pontivy                | Sainte-Hélène                  | Silfiac                                                                        |
| Nivillac       | Pont-Scorff            | Saint-Gérand                   | Sulniac                                                                        |
| Nostang        | Porcaro                | Saint-Gildas-de-Rhuys          | Surzur                                                                         |
| Noyal-Muzillac | Port-Louis             | Saint-Gonnery                  | Taupont                                                                        |
| Noyal-Pontivy  | Priziac                | Saint-Gorgon                   | Théhillac                                                                      |
| Péaule         | Questembert            | Saint-Gravé                    | Theix-Noyal<br>(anciennement<br>Theix, Noyal)                                  |
| Peillac        | Quéven                 | Saint-Guyomard                 | Tréal                                                                          |
| Pénestin       | Quiberon               | Saint-Jacut-les-Pins           | Trédion                                                                        |
| Persquen       | Quistinic              | Saint-Jean-Brévelay            | Treffléan                                                                      |
| Plaudren       | Radenac                | Saint-Jean-la-Poterie          | Tréhorenteuc                                                                   |
| Plescop        | Réguiny                | Saint-Laurent-sur-Oust         | Val-d'Oust<br>(anciennement la<br>Chapelle Caro, le<br>Roc St André,<br>Quily) |
| Pleucadeuc     | Réminiac               | Saint-Léry                     | Vannes                                                                         |
| Pleugriffet    | Riantec                | Saint-Malo-de-Beignon          |                                                                                |
| Ploemel        | Rieux                  | Saint-Malo-des-Trois-Fontaines |                                                                                |
| Ploemeur       | Rochefort-en-Terre     | Saint-Marcel                   |                                                                                |
| Ploërdut       | Rohan                  | Saint-Martin-sur-Oust          |                                                                                |
| Ploeren        | Roudouallec            | Saint-Nicolas-du-Tertre        |                                                                                |
| Ploërmel       | Ruffiac                | Saint-Nolff                    |                                                                                |
| Plouay         | Saint-Abraham          | Saint-Perreux                  |                                                                                |
| Plougoumelen   | Saint-Aignan           | Saint-Philibert                |                                                                                |
| Plouharnel     | Saint-Allouestre       | Saint-Pierre-Quiberon          |                                                                                |
| Plouhinec      | Saint-Armel            | Saint-Servant-sur-Oust         |                                                                                |
| Plouray        | Saint-Avé              | Saint-Thuriau                  |                                                                                |
| Pluherlin      | Saint-Barthélemy       | Saint-Tugdual                  |                                                                                |
| Plumelec       | Saint-Brieuc-de-Mauron | Saint-Vincent-sur-Oust         |                                                                                |
| Pluméliaou     | Saint-Caradec-Trégomel | Sarzeau                        |                                                                                |
| Plumelin       | Saint-Congard          | Sauzon                         |                                                                                |
| Plumergat      | Saint-Dolay            | Séglien                        |                                                                                |

|          |                                                                               |                     |      |
|----------|-------------------------------------------------------------------------------|---------------------|------|
| Pluneret | Annexe 1 - Liste des membres du syndicat départemental d'Energies du Morbihan | Sainte-Anne-d'Auray | Séné |
|----------|-------------------------------------------------------------------------------|---------------------|------|

Envoyé en préfecture le 25/01/2018  
Reçu en préfecture le 25/01/2018  
Affiché le  
ID : 056-255601106-20171214-2017\_050-AR

| Secteur                          | Communes                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | Nb communes | Nb habitants | Nb délégués au SDEM jusqu'aux prochaines élections |
|----------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|--------------|----------------------------------------------------|
| TOTAL SECTEUR 1                  | ALLAIRE - ARZAL - DEGANNE - CADEN - CAMOEL - FEREL - LIMERZEL - MALANSAC - MARZAN - NIVILLAC - PENESTIN - PLUHERLIN - QUESTEMBERT - RIEX - LA ROCHE-BERNARD - ROCHEFORT-EN-TERRÉ - ST-DOLAY - ST-GORGON - ST-JACUT-LES-PINS - ST-JEAN-LA-POTERIE - THEILLAC                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | 21          | 43844        | 3                                                  |
| TOTAL SECTEUR 2                  | AUGAN - BEIGNON - BOHAL - CARENTOIR - CARO - LA CHAPELLE CARO - LA CHAPELLE GACELINE - COURNON - LE COURS - LES FOUGERETS - LA GACILLY - GLENAC - GUER - LIZIO - MAL ESTROIT - MISSIRIAC - MOLAC - MONTENEUF - MONTERTELOT - PEILLAC - PLEUCADEUC - PORCARD - QUELNEUC - REMINIAC - LE ROC-SAINT-ANDRÉ - RUFFIAC - ST-ABRAHAM - ST-CONGARD - ST-GRAVE - ST-GUYOMARD - ST-LAURENT-SUR-OUST - ST-MALO-DE-BEIGNON - ST-MARTIN-SUR-OUST - ST-MARCEL - ST-NICOLAS-DU-TERTRE - ST-PERREUX - ST-VINCENT-SUR-OUST - SERENT - TREAL -                                                                                      | 39          | 50171        | 7                                                  |
| TOTAL SECTEUR 3                  | BIGNAN - BILLIO - BRIGNAC - BULEON - CAMPENEAC - LA CHAPELLE NEUVE - COLPO - CONCORET - LA CROIX HELLEAN - CRUGUEL - LES FORGES - GOURHEL - LA GREE ST-LAURENT - GUEGON - GUEHENNO - GUILLAC - HELLEAN - JOSSELIN - LANOUEE - LANTILLAC - LOCMINE - LOYAT - MAURON - MONTERREIN - MOREAC - MOUSTOIR-AC - NEANTYVEL - PLEUGRIFFET - PLOERMEL - PLUMELEC - PLUMELIN - QUILY - RADENAC - REMUNGOL - ST-ALLOUESTRE - ST-BRIEUC-DE-MAURON - ST-JEAN-BREVELAY - ST-LERY - ST-SERVANT/OUST - TAUPONT - TREDION - TREHORENTEUC - EVRIGUET - GUILLIERS - MENEAC - MOHON - ST-MALO-DES-TROIS-FONTAINES - LA TRINITE-PORHOET | 48          | 68 802       | 9                                                  |
| TOTAL SECTEUR 4                  | AMBON - ARRADON - ARZON - BERRIC - BILLIERS - DAMGAN - ELVEN - LE GUERNO - LE HEZO - ILE D'ARKZ - ILE AUX MOINES - LARRE - LAUZACH - LOCMARIA-GRANDCHAMP - LOCQUETAS - MEUCON - MONTERBLANC - MUZILLAC - NOYAL-MUZILLAC - NOYALO - PEAILLE - PLAUDREN - PLESCOP - PLOEREN - ST-ARMELE - ST-AVE - ST-GILDAS-DE-RHUYS - ST-NOLFF - SARZEAU - SENE - SULNIAC - SURZUR - THEIX - LE TOUR DU PARC - TREFFLEAN - LA TRINITE-SURZUR - LA VRAIE-CROIX                                                                                                                                                                     | 37          | 110 760      | 8                                                  |
| TOTAL SECTEUR 5                  | AURAY - BADEN - BAUD - BIEUZY-LES-EAUX - LE BONO - BRANDIVY - BRECH - BUBRY - CAMORS - CRAC'H - GRANDCHAMP - GUENIN - LANDAUL - L'ARMOR-BADEN - LOCMARIAQUER - LOCOAL-MENDON - MELRAND - PLOEMEL - PLOUGOUMELAN - PLUMELIAU - PLUMERGAT - PLUNERET - PLUVIGNER - QUISTINIC - STE-ANNE-D'AURAY - ST-BARTHELEMY - ST-PHILIBERT                                                                                                                                                                                                                                                                                      | 27          | 91 327       | 6                                                  |
| TOTAL SECTEUR 6                  | BERNE - BREHAN - CLEGUEREC - CREDIN - LE CROISTY - CROIXANVEC - LE FAUQUET - GOURIN - GUELTAS - GUEMENE-SUR-SCORFF - GUERN - GUISCRIF - INGUINEL - KERFOURN - KERGRIST - KERNASCLEDEN - LANGOELAN - LANGONNET - LANVENEGEN - LIGNOL - LOCMALO - MALGUENAC - MESLAN - MOUSTOIR-REMUNGOL - NAIZIN - NEULLIAC - NOYAL-PONTIVY - PERSQUEN - PLOERDUT - PLOUAY - PLOURAY - PONTIVY - PRIZIAC - REGUINY - ROHAN - ROUDOUALLEC - LE SAINT - ST-AIGNAN - STE-BRIGITTE - ST-CARADEC-TREGOMEL - ST-GERAND - ST-GONNERY - ST-THURIAU - ST-TUGDUAL - SEGLIEN - SILFIAC - LE SOURN                                             | 47          | 79 243       | 9                                                  |
| TOTAL SECTEUR 7                  | BELZ - BRANDERION - CALAN - CARNAC - CAUDAN - CLEGUER - ERDEVEN - ETEL - GAVRES - GESTEL - GUIDEL - HENNEBONT - INZINZAC-LOCHRIST - KERVIGNAC - LANDEVANT - LANGUIDIC - LANVAUDAN - LARMOR-PLAGE - LOCMIQUELIC - MERLEVENEZ - NOSTANG - PLOEMEUR - PLOUHARNEL - PLOUHINEC - PONT-SCORFF - PORT-LOUIS - QUEVEN - QUIBERON - RIANTEC - STE-HELENE - ST-PIERRE-QUIBERON - LA TRINITE-SUR-MER                                                                                                                                                                                                                         | 32          | 152 873      | 6                                                  |
| TOTAL SECTEUR 8 Iles Atlantiques | GROIX - HOUAT - HOEDIC - BANGOR - LOCMARIA - LE PALAIS - SAUZON                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | 7           | 7 891        | 1                                                  |
|                                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | 258         | 604 911      | 49                                                 |

- le nombre de communes par secteurs et le nombre de délégués restent inchangés jusqu'aux prochaines élections municipales.  
→ la population des secteurs a été mise à jour au vu du recensement 2016.

La création des communes nouvelles suivantes, de même que celles à venir, n'impactent ni le nombre de communes ni le nombre de délégués jusqu'aux prochaines élections municipales.

- Val d'Oust : La Chapelle Caro, Le Roc Saint André, Quily
- Theix-Noyal : Theix, Noyal
- Evellys : Naizin, Remungol, Moustoir - Remungol
- La Gacilly : La Chapelle Gaceline, La Gacilly, Glénac
- Carentoir : Quelneuc - Carentoir

**Annexe 3 SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIES DU MORBIHAN**  
**collège des communes**

Chaque commune ayant 2 délégués (L 5212 - 7 du CGCT) : modalités de calcul du nombre de délégués de chaque secteur au comité syndical (annexe 2)

| Nombre de communes du secteur | Population du secteur | Nombre de délégués au Comité Syndical pour le secteur |
|-------------------------------|-----------------------|-------------------------------------------------------|
| < 15                          | < 30 000              | 1                                                     |
|                               | > 30 000              | 2                                                     |
| < 25                          | <50 000               | 3                                                     |
|                               | >50 000               | 4                                                     |
| < 35                          | < 70 000              | 5                                                     |
|                               | > 70 000              | 6                                                     |
| < 45                          | < 90 000              | 7                                                     |
|                               | > 90 000              | 8                                                     |
| < 55                          | < 110 000             | 9                                                     |
|                               | > 110 000             | 10                                                    |

*NB : Chiffres de population légale 2016, recensements complémentaires pris en compte*

Envoyé à la Sous-Préfecture le 16/04/2018  
Compte-rendu affiché le 16/04/2018  
Reçu par la Sous-Préfecture le 16/04/2018

## **INTERVENTIONS :**

**M. LE SAUCE** : nous pouvons souscrire aux modifications statutaires proposées ; elles traduisent la volonté des élus du syndicat de s'inscrire dans la transition énergétique souhaitée et portée collectivement au travers des plans climat-air-énergie notamment. Mais Morbihan Energie dispose t-il des moyens financiers pour assurer pleinement ces nouvelles compétences ? Depuis la libéralisation de la production et de la fourniture de l'énergie, il y a foisonnement d'acteurs mais au final c'est toujours le contribuable-usager qui paie la facture.

**M. LE MAIRE** : il appartient au syndicat de répondre à cette question. Ce syndicat nous est précieux notamment en matière d'effacement de réseaux, puisque grâce à eux les effacements de réseaux nous coûtent la moitié du coût réel.

#### **4- DF - REPRISE ANTICIPÉE, AU BUDGET PRIMITIF 2018, DES RÉSULTATS DE L'EXERCICE 2017**

Monsieur Joseph ROCHELLE, 7ème Adjoint, expose à l'assemblée :

L'instruction comptable M14 prévoit que les résultats d'un exercice sont affectés après leur constatation qui a lieu lors du vote du compte administratif.

Toutefois, l'article L. 2311-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) permet au conseil municipal, au titre de l'exercice clos et avant l'adoption du compte administratif, de reporter de manière anticipée au budget de l'exercice suivant le résultat de la section de fonctionnement, le besoin de financement de la section d'investissement (ou l'excédent d'investissement) ainsi que la prévision d'affectation.

La reprise anticipée doit toutefois être justifiée par :

- une fiche de calcul des résultats prévisionnels ainsi qu'un tableau des résultats d'exécution du budget (établis par l'ordonnateur et attestés par le comptable),
- l'état de restes à réaliser au 31 décembre 2017 (établis par l'ordonnateur),
- le compte de gestion, s'il a pu être établi à cette date, ou une balance budgétaire (produits et visés par le comptable).

Si le compte administratif fait apparaître une différence avec les montants reportés par anticipation, le conseil municipal procède à leur régularisation et à la reprise du résultat dans la plus proche décision budgétaire suivant le vote du compte administratif.

Les résultats de l'exercice 2017 sont les suivants :

| <b>BUDGET PRINCIPAL<br/>VILLE D'AURAY</b>            |                                                      | DÉPENSES      | RECETTES      | Solde (+ ou -)       |
|------------------------------------------------------|------------------------------------------------------|---------------|---------------|----------------------|
| <b>SECTION DE<br/>FONCTIONNEMENT</b>                 | Résultats propres à l'exercice 2017                  | 15 514 294,01 | 17 307 255,97 | 1 792 961,96         |
|                                                      | Résultats antérieurs reportés (ligne 002 du BP 2017) |               |               | 2 949 332,87         |
|                                                      | Résultat à affecter                                  |               |               | <b>4 742 294,83</b>  |
|                                                      |                                                      |               |               |                      |
| <b>SECTION<br/>D'INVESTISSEMENT</b>                  | Résultats propres à l'exercice 2017                  | 6 636 968,66  | 4 812 551,12  | -1 824 417,54        |
|                                                      | Résultats antérieurs reportés (ligne 001 du BP 2017) |               |               | -1 518 549,33        |
|                                                      | Solde global d'exécution                             |               |               | -3 342 966,87        |
| RESTES A RÉALISER                                    | Investissement au 31/12/2017                         | 452 446,40    | 1 877 175,73  | 1 424 729,33         |
| RÉSULTATS CUMULES 2017 (Y COMPRIS RESTES A RÉALISER) |                                                      |               |               | <b>-1 918 237,54</b> |
|                                                      |                                                      |               |               |                      |
| <b>REPRISE ANTICIPÉE</b>                             | PRÉVISION D'AFFECTATION EN RÉSERVE (compte 1068)     |               |               | <b>1 918 237,54</b>  |
|                                                      |                                                      |               |               |                      |
|                                                      | REPORT EN FONCTIONNEMENT EN RECETTES                 |               |               | <b>2 824 057,29</b>  |

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, articles L. 2311-5, R. 2311-11 à R. 2311,13,

VU l'instruction comptable M14,

A reçu un avis favorable en Municipalité du 03/04/2018,

A reçu un avis favorable en Commission Finances, Budget du 29/03/2018,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés ( 33 voix pour),

Le Conseil municipal :

- **CONSTATE** et **APPROUVE** les résultats de l'exercice 2017,

- **DÉCIDE** de reprendre par anticipation au budget primitif 2018 les résultats de l'exercice 2017, comme indiqué ci-après :

|                                                                                                                |                      |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|
| <b>BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE</b>                                                                            |                      |
| <b>Résultat global de la section de fonctionnement au 31/12/2017</b>                                           | <b>4 742 294,83</b>  |
| <b>Besoin de financement de la section d'investissement 2017 estimé à :</b>                                    |                      |
| Résultat d'investissement avant affectation (compte 001)                                                       | -3 342 966,87        |
| Restes à réaliser en dépenses                                                                                  | -452 446,40          |
| Restes à réaliser en recettes                                                                                  | 1 877 175,73         |
| Soit un besoin de financement de :                                                                             | -1 918 237,54        |
| <b>PRÉVISION d'affectation en réserves en investissement à inscrire au compte 1068 au budget primitif 2017</b> | <b>-1 918 237,54</b> |
| <b>SOLDE du résultat de fonctionnement au compte 002 au budget primitif 2017</b>                               | <b>2 824 057,29</b>  |

Ces montants seront inscrits au budget primitif 2018 ainsi que les restes à réaliser. La délibération d'affectation définitive du résultat devra intervenir après le vote du compte administratif.

## Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT  
RECETTES

53500 - AURAY

Exercice 2017

| N° chapitre<br>ou article<br>(selon le<br>niveau de vote) | Intitulé                                     | Budget Primitif<br>1 | Décision<br>Modificative<br>2 | Total prévisions<br>3 = 1 + 2 | Emissions<br>4      | Annulations<br>5 | Recettes nettes<br>6 = 4 - 5 | Solde<br>prévisions/<br>réalisations<br>7 = 3 - 6 |
|-----------------------------------------------------------|----------------------------------------------|----------------------|-------------------------------|-------------------------------|---------------------|------------------|------------------------------|---------------------------------------------------|
| 10                                                        | Dotations fonds divers et réserves           | 2 833 036,04         | 83 710,00                     | 2 916 746,04                  | 3 006 355,99        | 2 855,00         | 3 003 500,99                 | -86 754,95                                        |
| 13                                                        | Subventions d'investissement                 | 1 752 878,00         | -156 971,54                   | 1 595 906,46                  | 995 107,24          | 8 060,54         | 987 046,70                   | 608 859,76                                        |
| 16                                                        | Emprunts et dettes assimilées                | 3 541 258,87         | -99 972,69                    | 3 441 286,18                  | 350,00              |                  | 350,00                       | 3 440 936,18                                      |
| 024                                                       | Produits de cessions (recettes)              | 411 620,00           | 3 624,29                      | 415 244,29                    |                     |                  |                              | 415 244,29                                        |
| <b>SOUS-TOTAL</b>                                         | <b>CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS</b> | <b>8 538 792,91</b>  | <b>-169 609,94</b>            | <b>8 369 182,97</b>           | <b>4 001 813,23</b> | <b>10 915,54</b> | <b>3 990 897,69</b>          | <b>4 378 285,28</b>                               |
| <b>TOTAL</b>                                              | <b>RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT</b>     | <b>8 538 792,91</b>  | <b>-169 609,94</b>            | <b>8 369 182,97</b>           | <b>4 001 813,23</b> | <b>10 915,54</b> | <b>3 990 897,69</b>          | <b>4 378 285,28</b>                               |
| 021                                                       | Virement de la section de fonctionnement     | 3 412 085,18         | 226 189,58                    | 3 638 274,76                  |                     |                  |                              | 3 638 274,76                                      |
| 040                                                       | Opérations d'ordre de transfert entre se     | 750 000,00           | 82 211,71                     | 832 211,71                    | 823 668,43          | 2 015,00         | 821 653,43                   | 10 558,28                                         |
| <b>TOTAL</b>                                              | <b>RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT</b>     | <b>4 162 085,18</b>  | <b>308 401,29</b>             | <b>4 470 486,47</b>           | <b>823 668,43</b>   | <b>2 015,00</b>  | <b>821 653,43</b>            | <b>3 648 833,04</b>                               |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                                      |                                              | <b>12 700 878,09</b> | <b>138 791,35</b>             | <b>12 839 669,44</b>          | <b>4 825 481,66</b> | <b>12 930,54</b> | <b>4 812 551,12</b>          | <b>8 027 118,32</b>                               |

## Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT  
DEPENSES

53500 - AURAY

Exercice 2017

| N° chapitre<br>ou article<br>(selon le<br>niveau de vote) | Intitulé                                  | Budget Primitif<br>1 | Décision<br>Modificative<br>2 | Total prévisions<br>3 = 1 + 2 | Emissions<br>4       | Annulations<br>5  | Dépenses nettes<br>6 = 4 - 5 | Solde<br>prévisions/<br>réalisations<br>7 = 3 - 6 |
|-----------------------------------------------------------|-------------------------------------------|----------------------|-------------------------------|-------------------------------|----------------------|-------------------|------------------------------|---------------------------------------------------|
| 011                                                       | Charges à caractère général               | 3 508 611,50         | 249 177,92                    | 3 757 789,42                  | 3 678 501,72         | 141 823,72        | 3 536 678,00                 | 221 111,42                                        |
| 012                                                       | Charges de personnel et frais assimilés   | 8 975 955,00         | 17 664,50                     | 8 993 619,50                  | 9 000 081,50         | 8 947,18          | 8 991 134,32                 | 2 485,18                                          |
| 014                                                       | Atténuations de produits                  |                      | 20 072,00                     | 20 072,00                     | 12 549,00            | 72,00             | 12 477,00                    | 7 595,00                                          |
| 65                                                        | Autres charges de gestion courante        | 1 797 799,56         | 9 215,00                      | 1 807 014,56                  | 1 712 568,92         | 1 217,73          | 1 711 351,19                 | 95 663,37                                         |
| 66                                                        | Charges financières                       | 414 468,46           | 10 000,00                     | 424 468,46                    | 456 689,58           | 47 738,30         | 408 951,28                   | 15 517,18                                         |
| 67                                                        | Charges exceptionnelles                   | 34 022,00            |                               | 34 022,00                     | 32 120,79            | 72,00             | 32 048,79                    | 1 973,21                                          |
| 022                                                       | Dépenses imprévues - section de fonction  | 107 091,69           | -22 000,00                    | 85 091,69                     |                      |                   |                              | 85 091,69                                         |
| <b>TOTAL</b>                                              | <b>DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b> | <b>14 837 948,21</b> | <b>284 129,42</b>             | <b>15 122 077,63</b>          | <b>14 892 511,51</b> | <b>199 870,93</b> | <b>14 692 640,58</b>         | <b>429 437,05</b>                                 |
| 023                                                       | Virement à la section d'investissement (  | 3 412 085,18         | 226 189,58                    | 3 638 274,76                  |                      |                   |                              | 3 638 274,76                                      |
| 042                                                       | Opérations d'ordre de transfert entre se  | 750 000,00           | 82 211,71                     | 832 211,71                    | 823 668,43           | 2 015,00          | 821 653,43                   | 10 558,28                                         |
| <b>TOTAL</b>                                              | <b>DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT</b> | <b>4 162 085,18</b>  | <b>308 401,29</b>             | <b>4 470 486,47</b>           | <b>823 668,43</b>    | <b>2 015,00</b>   | <b>821 653,43</b>            | <b>3 648 833,04</b>                               |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                                      |                                           | <b>19 000 033,39</b> | <b>592 530,71</b>             | <b>19 592 564,10</b>          | <b>15 716 179,94</b> | <b>201 885,93</b> | <b>15 514 294,01</b>         | <b>4 078 270,09</b>                               |

## Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT  
RECETTES

53500 - AURAY

Exercice 2017

| N° chapitre<br>ou article<br>(selon le<br>niveau de vote) | Intitulé                                      | Budget Primitif<br>1 | Décision<br>Modificative<br>2 | Total prévisions<br>3 = 1 + 2 | Emissions<br>4       | Annulations<br>5  | Recettes nettes<br>6 = 4 - 5 | Solde<br>prévisions/<br>réalisations<br>7 = 3 - 6 |
|-----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|----------------------|-------------------------------|-------------------------------|----------------------|-------------------|------------------------------|---------------------------------------------------|
| 013                                                       | Atténuations de charges                       | 96 000,00            | 20 000,00                     | 116 000,00                    | 166 534,62           | 12 314,24         | 154 220,38                   | -38 220,38                                        |
| 70                                                        | Produits des services, du domaine<br>et ven   | 1 297 074,12         | 4 000,00                      | 1 301 074,12                  | 1 483 951,83         | 63 776,20         | 1 420 175,63                 | -119 101,51                                       |
| 73                                                        | Impôts et taxes                               | 10 721 416,00        | 93 272,00                     | 10 814 688,00                 | 11 198 058,68        | 5 201,50          | 11 192 857,18                | -378 169,18                                       |
| 74                                                        | Dotations et participations                   | 3 156 588,00         | 274 602,00                    | 3 431 190,00                  | 3 802 372,22         | 248 178,02        | 3 554 194,20                 | -123 004,20                                       |
| 75                                                        | Autres produits de gestion<br>courante        | 298 597,40           |                               | 298 597,40                    | 296 971,67           | 3 159,90          | 293 811,77                   | 4 785,63                                          |
| 76                                                        | Produits financiers                           | 150,00               |                               | 150,00                        | 110,32               |                   | 110,32                       | 39,68                                             |
| 77                                                        | Produits exceptionnels                        | 8 700,00             | 36 820,71                     | 45 520,71                     | 118 874,46           | 42 273,63         | 76 600,83                    | -31 080,12                                        |
| <b>TOTAL</b>                                              | <b>RECETTES REELLES DE<br/>FONCTIONNEMENT</b> | <b>15 578 525,52</b> | <b>428 694,71</b>             | <b>16 007 220,23</b>          | <b>17 066 873,80</b> | <b>374 903,49</b> | <b>16 691 970,31</b>         | <b>-684 750,08</b>                                |
| 042                                                       | Opérations d'ordre de transfert<br>entre se   | 472 175,00           | 163 836,00                    | 636 011,00                    | 615 892,66           | 607,00            | 615 285,66                   | 20 725,34                                         |
| <b>TOTAL</b>                                              | <b>RECETTES D'ORDRE DE<br/>FONCTIONNEMENT</b> | <b>472 175,00</b>    | <b>163 836,00</b>             | <b>636 011,00</b>             | <b>615 892,66</b>    | <b>607,00</b>     | <b>615 285,66</b>            | <b>20 725,34</b>                                  |
| 002                                                       | Résultat de fonctionnement<br>reporté         | 2 949 332,87         |                               | 2 949 332,87                  |                      |                   |                              | 2 949 332,87                                      |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                                      |                                               | <b>19 000 033,39</b> | <b>592 530,71</b>             | <b>19 592 564,10</b>          | <b>17 682 766,46</b> | <b>375 510,49</b> | <b>17 307 255,97</b>         | <b>2 285 308,13</b>                               |

## Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT  
DEPENSES

53500 - AURAY

Exercice 2017

| N° articles puis<br>totalisation au chapitre | Intitulé                                     | Emission<br>1       | Annulations<br>2 | Dépenses nettes<br>3 = 1 - 2 |
|----------------------------------------------|----------------------------------------------|---------------------|------------------|------------------------------|
| 1345                                         | Fonds affectés non transf. partic non réa    | 9 000,00            |                  | 9 000,00                     |
| <b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 13</b>                | <b>Subventions d'investissement</b>          | <b>9 000,00</b>     |                  | <b>9 000,00</b>              |
| 1641                                         | Emprunts en euros                            | 1 389 477,77        |                  | 1 389 477,77                 |
| 16441                                        | Opérations afférentes à l'emprunt            | 155 148,27          |                  | 155 148,27                   |
| 1678                                         | Autres emprunts et dettes                    | 30 753,00           |                  | 30 753,00                    |
| 168758                                       | Autres Groupements                           | 27 750,58           |                  | 27 750,58                    |
| <b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 16</b>                | <b>Emprunts et dettes assimilées</b>         | <b>1 603 129,62</b> |                  | <b>1 603 129,62</b>          |
| 20421                                        | Biens mobiliers, matériel et études          | 3 092,00            |                  | 3 092,00                     |
| <b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 204</b>               | <b>Subventions d'équipement versées</b>      | <b>3 092,00</b>     |                  | <b>3 092,00</b>              |
| <b>SOUS-TOTAL</b>                            | <b>CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS</b> | <b>1 615 221,62</b> |                  | <b>1 615 221,62</b>          |
| Opération n° 231513001                       | Installations matériels et outillage tec     | 34 658,54           |                  | 34 658,54                    |
| <b>SOUS-TOTAL OPERATION n° 13001</b>         | <b>Opération d'équipement n° 13001</b>       | <b>34 658,54</b>    |                  | <b>34 658,54</b>             |
| Opération n° 231213002                       | Agencements et aménagements de terrains      | 193 249,38          |                  | 193 249,38                   |
| <b>SOUS-TOTAL OPERATION n° 13002</b>         | <b>Opération d'équipement n° 13002</b>       | <b>193 249,38</b>   |                  | <b>193 249,38</b>            |
| Opération n° 218813004                       | Autres immobilisations corporelles           | 199,99              |                  | 199,99                       |
| Opération n° 231313004                       | Constructions                                | 1 080,00            |                  | 1 080,00                     |
| <b>SOUS-TOTAL OPERATION n° 13004</b>         | <b>Opération d'équipement n° 13004</b>       | <b>1 279,99</b>     |                  | <b>1 279,99</b>              |
| Opération n° 20213005                        | Frais liés à la réalisation des documents    | 6 307,20            |                  | 6 307,20                     |
| Opération n° 203113005                       | Frais d'études                               | 28,03               |                  | 28,03                        |
| <b>SOUS-TOTAL OPERATION n° 13005</b>         | <b>Opération d'équipement n° 13005</b>       | <b>6 335,23</b>     |                  | <b>6 335,23</b>              |
| Opération n° 218813014                       | Autres immobilisations corporelles           | 840,00              |                  | 840,00                       |
| Opération n° 231313014                       | Constructions                                | 73 343,84           |                  | 73 343,84                    |
| <b>SOUS-TOTAL OPERATION n° 13014</b>         | <b>Opération d'équipement n° 13014</b>       | <b>74 183,84</b>    |                  | <b>74 183,84</b>             |
| Opération n° 231513017                       | Installations matériels et outillage tec     | 50 682,94           |                  | 50 682,94                    |

## Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT  
DEPENSES

53500 - AURAY

Exercice 2017

| N° articles puis<br>totalisation au chapitre | Intitulé                                 | Emission<br>1       | Annulations<br>2 | Dépenses nettes<br>3 = 1 - 2 |
|----------------------------------------------|------------------------------------------|---------------------|------------------|------------------------------|
| <b>SOUS-TOTAL OPERATION n° 13017</b>         | <b>Opération d'équipement n° 13017</b>   | <b>50 682,94</b>    |                  | <b>50 682,94</b>             |
| Opération n° 203113018                       | Frais d'études                           | 9 411,60            |                  | 9 411,60                     |
| Opération n° 231313018                       | Constructions                            | 3 282,00            |                  | 3 282,00                     |
| <b>SOUS-TOTAL OPERATION n° 13018</b>         | <b>Opération d'équipement n° 13018</b>   | <b>12 693,60</b>    |                  | <b>12 693,60</b>             |
| Opération n° 231313021                       | Constructions                            | 17 908,68           |                  | 17 908,68                    |
| <b>SOUS-TOTAL OPERATION n° 13021</b>         | <b>Opération d'équipement n° 13021</b>   | <b>17 908,68</b>    |                  | <b>17 908,68</b>             |
| Opération n° 204158213022                    | Bâtiments et installations               | 61 443,12           |                  | 61 443,12                    |
| Opération n° 2042213022                      | Bâtiments et installations               | 41 951,80           |                  | 41 951,80                    |
| Opération n° 231513022                       | Installations matériels et outillage tec | 667 009,55          |                  | 667 009,55                   |
| Opération n° 23813022                        | Avances et acomptes versés sur immobilis | 49 961,11           |                  | 49 961,11                    |
| <b>SOUS-TOTAL OPERATION n° 13022</b>         | <b>Opération d'équipement n° 13022</b>   | <b>820 365,58</b>   |                  | <b>820 365,58</b>            |
| Opération n° 203113026                       | Frais d'études                           | 2 100,00            |                  | 2 100,00                     |
| <b>SOUS-TOTAL OPERATION n° 13026</b>         | <b>Opération d'équipement n° 13026</b>   | <b>2 100,00</b>     |                  | <b>2 100,00</b>              |
| Opération n° 203113027                       | Frais d'études                           | 15 480,00           |                  | 15 480,00                    |
| Opération n° 231513027                       | Installations matériels et outillage tec | 1 681 539,20        |                  | 1 681 539,20                 |
| <b>SOUS-TOTAL OPERATION n° 13027</b>         | <b>Opération d'équipement n° 13027</b>   | <b>1 697 019,20</b> |                  | <b>1 697 019,20</b>          |
| Opération n° 231513028                       | Installations matériels et outillage tec | 201 698,16          |                  | 201 698,16                   |
| <b>SOUS-TOTAL OPERATION n° 13028</b>         | <b>Opération d'équipement n° 13028</b>   | <b>201 698,16</b>   |                  | <b>201 698,16</b>            |
| Opération n° 203113030                       | Frais d'études                           | 18 156,30           |                  | 18 156,30                    |
| <b>SOUS-TOTAL OPERATION n° 13030</b>         | <b>Opération d'équipement n° 13030</b>   | <b>18 156,30</b>    |                  | <b>18 156,30</b>             |
| Opération n° 231513031                       | Installations matériels et outillage tec | 6 720,00            |                  | 6 720,00                     |
| <b>SOUS-TOTAL OPERATION n° 13031</b>         | <b>Opération d'équipement n° 13031</b>   | <b>6 720,00</b>     |                  | <b>6 720,00</b>              |
| Opération n° 211116005                       | Terrains nus                             | 12 718,04           |                  | 12 718,04                    |
| <b>SOUS-TOTAL OPERATION n° 16005</b>         | <b>Opération d'équipement n° 16005</b>   | <b>12 718,04</b>    |                  | <b>12 718,04</b>             |

## Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT  
DEPENSES

53500 - AURAY

Exercice 2017

| N° articles puis<br>totalisation au chapitre | Intitulé                                    | Emission<br>1     | Annulations<br>2 | Dépenses nettes<br>3 = 1 - 2 |
|----------------------------------------------|---------------------------------------------|-------------------|------------------|------------------------------|
| Opération n° 205116012                       | Concessions et droits similaires            | 68 891,14         |                  | 68 891,14                    |
| Opération n° 218316012                       | Matériel de bureau et matériel<br>informati | 39 427,98         |                  | 39 427,98                    |
| Opération n° 231316012                       | Constructions                               | 3 910,25          |                  | 3 910,25                     |
| <b>SOUS-TOTAL OPERATION n° 16012</b>         | <b>Opération d'équipement n° 16012</b>      | <b>112 229,37</b> |                  | <b>112 229,37</b>            |
| Opération n° 2157816013                      | Autre matériel et outillage de<br>voirie    | 39 600,00         |                  | 39 600,00                    |
| Opération n° 218216013                       | Matériel de transport                       | 133 322,86        |                  | 133 322,86                   |
| <b>SOUS-TOTAL OPERATION n° 16013</b>         | <b>Opération d'équipement n° 16013</b>      | <b>172 922,86</b> |                  | <b>172 922,86</b>            |
| Opération n° 231316015                       | Constructions                               | 90 483,12         |                  | 90 483,12                    |
| Opération n° 231516015                       | Installations matériels et<br>outillage tec | 15 286,80         |                  | 15 286,80                    |
| <b>SOUS-TOTAL OPERATION n° 16015</b>         | <b>Opération d'équipement n° 16015</b>      | <b>105 769,92</b> |                  | <b>105 769,92</b>            |
| Opération n° 203116016                       | Frais d'études                              | 2 664,00          |                  | 2 664,00                     |
| Opération n° 231316016                       | Constructions                               | 9 442,03          |                  | 9 442,03                     |
| Opération n° 231516016                       | Installations matériels et<br>outillage tec | 21 100,27         |                  | 21 100,27                    |
| <b>SOUS-TOTAL OPERATION n° 16016</b>         | <b>Opération d'équipement n° 16016</b>      | <b>33 206,30</b>  |                  | <b>33 206,30</b>             |
| Opération n° 203116017                       | Frais d'études                              | 40 684,72         |                  | 40 684,72                    |
| Opération n° 20418216017                     | Bâtiments et installations                  | 3 895,69          |                  | 3 895,69                     |
| Opération n° 2157816017                      | Autre matériel et outillage de<br>voirie    | 3 375,00          |                  | 3 375,00                     |
| Opération n° 231216017                       | Agencements et aménagements de<br>terrains  | 89 698,24         | 82 607,24        | 7 091,00                     |
| Opération n° 231516017                       | Installations matériels et<br>outillage tec | 256 191,77        |                  | 256 191,77                   |
| <b>SOUS-TOTAL OPERATION n° 16017</b>         | <b>Opération d'équipement n° 16017</b>      | <b>393 845,42</b> | <b>82 607,24</b> | <b>311 238,18</b>            |
| Opération n° 2157816018                      | Autre matériel et outillage de<br>voirie    | 33 225,86         |                  | 33 225,86                    |
| Opération n° 215816018                       | Autres installations matériel et<br>outilla | 113 451,53        |                  | 113 451,53                   |
| Opération n° 218416018                       | Mobilier                                    | 11 927,49         |                  | 11 927,49                    |
| Opération n° 218816018                       | Autres immobilisations<br>corporelles       | 4 417,20          |                  | 4 417,20                     |

## Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT  
DEPENSES

53500 - AURAY

Exercice 2017

| N° articles puis<br>totalisation au chapitre | Intitulé                                 | Emission<br>1     | Annulations<br>2 | Dépenses nettes<br>3 = 1 - 2 |
|----------------------------------------------|------------------------------------------|-------------------|------------------|------------------------------|
| <b>SOUS-TOTAL OPERATION n° 16018</b>         | <b>Opération d'équipement n° 16018</b>   | <b>163 022,08</b> |                  | <b>163 022,08</b>            |
| Opération n° 218316019                       | Matériel de bureau et matériel informati | 2 321,55          |                  | 2 321,55                     |
| Opération n° 218816019                       | Autres immobilisations corporelles       | 49 258,01         |                  | 49 258,01                    |
| Opération n° 231316019                       | Constructions                            | 30 480,68         |                  | 30 480,68                    |
| <b>SOUS-TOTAL OPERATION n° 16019</b>         | <b>Opération d'équipement n° 16019</b>   | <b>82 060,24</b>  |                  | <b>82 060,24</b>             |
| Opération n° 215816020                       | Autres installations matériel et outilla | 661,20            |                  | 661,20                       |
| Opération n° 231316020                       | Constructions                            | 3 924,00          |                  | 3 924,00                     |
| Opération n° 231616020                       | Restauration des collections et oeuvres  | 2 251,20          |                  | 2 251,20                     |
| <b>SOUS-TOTAL OPERATION n° 16020</b>         | <b>Opération d'équipement n° 16020</b>   | <b>6 836,40</b>   |                  | <b>6 836,40</b>              |
| Opération n° 218816021                       | Autres immobilisations corporelles       | 448,20            |                  | 448,20                       |
| Opération n° 231316021                       | Constructions                            | 5 667,60          |                  | 5 667,60                     |
| <b>SOUS-TOTAL OPERATION n° 16021</b>         | <b>Opération d'équipement n° 16021</b>   | <b>6 115,80</b>   |                  | <b>6 115,80</b>              |
| Opération n° 218316022                       | Matériel de bureau et matériel informati | 32 829,06         |                  | 32 829,06                    |
| Opération n° 218816022                       | Autres immobilisations corporelles       | 13 386,51         |                  | 13 386,51                    |
| Opération n° 231216022                       | Agencements et aménagements de terrains  | 4 305,69          |                  | 4 305,69                     |
| Opération n° 231316022                       | Constructions                            | 56 973,43         |                  | 56 973,43                    |
| <b>SOUS-TOTAL OPERATION n° 16022</b>         | <b>Opération d'équipement n° 16022</b>   | <b>107 494,69</b> |                  | <b>107 494,69</b>            |
| Opération n° 218816023                       | Autres immobilisations corporelles       | 37 008,99         |                  | 37 008,99                    |
| Opération n° 231216023                       | Agencements et aménagements de terrains  | 40 259,68         |                  | 40 259,68                    |
| Opération n° 231516023                       | Installations matériels et outillage tec | 18 600,00         |                  | 18 600,00                    |
| <b>SOUS-TOTAL OPERATION n° 16023</b>         | <b>Opération d'équipement n° 16023</b>   | <b>95 868,67</b>  |                  | <b>95 868,67</b>             |
| Opération n° 203116031                       | Frais d'études                           | 17 040,00         |                  | 17 040,00                    |
| Opération n° 215816031                       | Autres installations matériel et outilla | 371,89            |                  | 371,89                       |
| Opération n° 231316031                       | Constructions                            | 28 019,20         |                  | 28 019,20                    |

## Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT  
DEPENSES

53500 - AURAY

Exercice 2017

| N° articles puis<br>totalisation au chapitre | Intitulé                                        | Emission<br>1       | Annulations<br>2 | Dépenses nettes<br>3 = 1 - 2 |
|----------------------------------------------|-------------------------------------------------|---------------------|------------------|------------------------------|
| Opération n° 231516031                       | Installations matériels et outillage tec        | 14 496,30           |                  | 14 496,30                    |
| <b>SOUS-TOTAL OPERATION n° 16031</b>         | <b>Opération d'équipement n° 16031</b>          | <b>59 927,39</b>    |                  | <b>59 927,39</b>             |
| <b>SOUS-TOTAL</b>                            | <b>CHAPITRES REELS VOTES PAR OPERATIONS</b>     | <b>4 489 068,62</b> | <b>82 607,24</b> | <b>4 406 461,38</b>          |
| <b>TOTAL</b>                                 | <b>DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT</b>        | <b>6 104 290,24</b> | <b>82 607,24</b> | <b>6 021 683,00</b>          |
| 13911                                        | Subventions d'équipement transférées au         | 20 228,29           |                  | 20 228,29                    |
| 13912                                        | Subvention équipement transférées au com        | 16 165,43           |                  | 16 165,43                    |
| 13913                                        | Subvention d'équipement transférées au c        | 26 318,51           | 607,00           | 25 711,51                    |
| 139158                                       | Subventions d'équipement transférées au         | 3 333,33            |                  | 3 333,33                     |
| 13916                                        | Subventions d'équipement transférées au         | 1 506,00            |                  | 1 506,00                     |
| 13918                                        | Subventions d'équipement transférées au         | 3 155,64            |                  | 3 155,64                     |
| 13931                                        | Dotation d'équipement des territoires ru        | 2 665,37            |                  | 2 665,37                     |
| 192                                          | Plus ou moins-values sur cessions d'immo        | 5 836,00            |                  | 5 836,00                     |
| 2312                                         | Agencements et aménagements de terrains         | 28 823,45           |                  | 28 823,45                    |
| 2313                                         | Constructions                                   | 441 375,04          |                  | 441 375,04                   |
| 2315                                         | Installations matériels et outillage tec        | 66 485,60           |                  | 66 485,60                    |
| <b>SOUS-TOTAL OPERATION n° 040</b>           | <b>Opérations d'ordre de transfert entre se</b> | <b>615 892,66</b>   | <b>607,00</b>    | <b>615 285,66</b>            |
| <b>TOTAL</b>                                 | <b>DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT</b>        | <b>615 892,66</b>   | <b>607,00</b>    | <b>615 285,66</b>            |
|                                              | <b>TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'INVESTISSEM</b> | <b>6 720 182,90</b> | <b>83 214,24</b> | <b>6 636 968,66</b>          |

## Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT  
RECETTES

53500 - AURAY

Exercice 2017

| N° articles puis<br>totalisation au chapitre | Intitulé                                     | Emission<br>1       | Annulations<br>2 | Recettes nettes<br>3 = 1 - 2 |
|----------------------------------------------|----------------------------------------------|---------------------|------------------|------------------------------|
| 10222                                        | Fonds compensation taxe valeur ajoutée (     | 564 565,00          | 2 855,00         | 561 710,00                   |
| 10226                                        | Taxe d'aménagement                           | 333 422,19          |                  | 333 422,19                   |
| 1068                                         | Excédents de fonctionnement capitalisés      | 2 108 368,80        |                  | 2 108 368,80                 |
| <b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 10</b>                | <b>Dotations fonds divers et réserves</b>    | <b>3 006 355,99</b> | <b>2 855,00</b>  | <b>3 003 500,99</b>          |
| 1321                                         | Etat et Etablissements Nationaux             | 51 962,27           | 8 060,54         | 43 901,73                    |
| 1322                                         | Région                                       | 6 886,96            |                  | 6 886,96                     |
| 1323                                         | Département                                  | 2 668,31            |                  | 2 668,31                     |
| 13251                                        | GFP de rattachement                          | 16 666,00           |                  | 16 666,00                    |
| 13258                                        | Autres Groupements                           | 70 131,70           |                  | 70 131,70                    |
| 1328                                         | Autres                                       | 800 320,00          |                  | 800 320,00                   |
| 1342                                         | Fonds affectés à l'équipement non transf     | 46 472,00           |                  | 46 472,00                    |
| <b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 13</b>                | <b>Subventions d'investissement</b>          | <b>995 107,24</b>   | <b>8 060,54</b>  | <b>987 046,70</b>            |
| 165                                          | Dépôts et cautionnements reçus               | 350,00              |                  | 350,00                       |
| <b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 16</b>                | <b>Emprunts et dettes assimilées</b>         | <b>350,00</b>       |                  | <b>350,00</b>                |
| <b>SOUS-TOTAL</b>                            | <b>CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS</b> | <b>4 001 813,23</b> | <b>10 915,54</b> | <b>3 990 897,69</b>          |
| <b>TOTAL</b>                                 | <b>RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT</b>     | <b>4 001 813,23</b> | <b>10 915,54</b> | <b>3 990 897,69</b>          |
| 192                                          | Plus ou moins-values sur cessions d'immo     | 7 471,17            |                  | 7 471,17                     |
| 2111                                         | Terrains nus                                 | 28 903,54           |                  | 28 903,54                    |
| 2182                                         | Matériel de transport                        | 5 837,00            |                  | 5 837,00                     |
| 2802                                         | Amortissements frais liés à la réalisati     | 22 275,50           |                  | 22 275,50                    |
| 28031                                        | Amortissements frais d'études                | 61 233,45           |                  | 61 233,45                    |
| 2804131                                      | Biens mobiliers, matériel et études          | 728,00              |                  | 728,00                       |
| 28041502                                     | Bâtiments et installations                   | 7 998,75            |                  | 7 998,75                     |
| 2804182                                      | Bâtiments et installations                   | 7 939,38            |                  | 7 939,38                     |

## Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT  
RECETTES

53500 - AURAY

Exercice 2017

| N° articles puis<br>totalisation au chapitre | Intitulé                                        | Emission<br>1       | Annulations<br>2 | Recettes nettes<br>3 = 1 - 2 |
|----------------------------------------------|-------------------------------------------------|---------------------|------------------|------------------------------|
| 280421                                       | Biens mobiliers, matériel et études             | 4 251,00            |                  | 4 251,00                     |
| 280422                                       | Bâtiments et installations                      | 1 500,00            |                  | 1 500,00                     |
| 2804412                                      | Bâtiments et installations                      | 2 312,49            |                  | 2 312,49                     |
| 2804422                                      | Bâtiments et installations                      | 4 358,00            |                  | 4 358,00                     |
| 28051                                        | Concessions et droits similaires                | 60 858,82           | 1 852,00         | 59 006,82                    |
| 28121                                        | Amortissements plantations d'arbres et d        | 2 175,76            |                  | 2 175,76                     |
| 28128                                        | Amortissements autres agencements et amé        | 2 561,00            |                  | 2 561,00                     |
| 281311                                       | Bâtiments administratifs                        | 37,55               |                  | 37,55                        |
| 281312                                       | Bâtiments scolaires                             | 4 542,28            |                  | 4 542,28                     |
| 281318                                       | Amortissements autres bâtiments publics         | 109 058,27          | 163,00           | 108 895,27                   |
| 28152                                        | Installations de voirie                         | 90,09               |                  | 90,09                        |
| 281568                                       | Amortissements autre matériel et outilla        | 7 022,83            |                  | 7 022,83                     |
| 281571                                       | Matériel roulant                                | 7 920,69            |                  | 7 920,69                     |
| 281578                                       | Amortissements autre matériel et outilla        | 21 824,42           |                  | 21 824,42                    |
| 28158                                        | Autres installations matériel et outilla        | 136 982,58          |                  | 136 982,58                   |
| 28182                                        | Matériel de transport                           | 74 927,00           |                  | 74 927,00                    |
| 28183                                        | Matériel de bureau et matériel informati        | 78 758,65           |                  | 78 758,65                    |
| 28184                                        | Mobilier                                        | 49 319,11           |                  | 49 319,11                    |
| 28188                                        | Amortissements autres immobilisations co        | 112 781,10          |                  | 112 781,10                   |
| <b>SOUS-TOTAL OPERATION n° 040</b>           | <b>Opérations d'ordre de transfert entre se</b> | <b>823 668,43</b>   | <b>2 015,00</b>  | <b>821 653,43</b>            |
| <b>TOTAL</b>                                 | <b>RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT</b>        | <b>823 668,43</b>   | <b>2 015,00</b>  | <b>821 653,43</b>            |
|                                              | <b>TOTAL GENERAL DES RECETTES D'INVESTISSEM</b> | <b>4 825 481,66</b> | <b>12 930,54</b> | <b>4 812 551,12</b>          |

## Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT  
DEPENSES

53500 - AURAY

Exercice 2017

| N° articles puis<br>totalisation au chapitre | Intitulé                                 | Emission<br>1 | Annulations<br>2 | Dépenses nettes<br>3 = 1 - 2 |
|----------------------------------------------|------------------------------------------|---------------|------------------|------------------------------|
| 60611                                        | Achats non stockés de fournitures non st | 45 178,77     |                  | 45 178,77                    |
| 60612                                        | Achats non stockés de fournitures non st | 540 110,41    | 53 845,56        | 486 264,85                   |
| 60621                                        | Achats non stockés de combustibles       | 2 906,37      |                  | 2 906,37                     |
| 60622                                        | Achats non stockés de carburants         | 56 233,88     |                  | 56 233,88                    |
| 60623                                        | Achats non stockés d'alimentation        | 389 676,51    | 21 550,31        | 368 126,20                   |
| 60624                                        | Achats non stockés de produits de traite | 2 644,11      |                  | 2 644,11                     |
| 60628                                        | Achats d'autres fournitures non stockées | 122 176,98    | 0,10             | 122 176,88                   |
| 60631                                        | Achats non stockés de fournitures d'entr | 39 991,40     |                  | 39 991,40                    |
| 60632                                        | Achats non stockés de fournitures de pet | 429 440,58    | 7 480,04         | 421 960,54                   |
| 60633                                        | Achats non stockés de fournitures de voi | 8 670,40      |                  | 8 670,40                     |
| 60636                                        | Achats non stockés de vêtements de trava | 14 383,45     |                  | 14 383,45                    |
| 6064                                         | Achats non stockés de fournitures admini | 22 298,63     | 522,84           | 21 775,79                    |
| 6065                                         | Achats non stockés de livres disques cas | 65 521,54     | 747,95           | 64 773,59                    |
| 6067                                         | Achats non stockés de fournitures scolai | 48 245,56     | 1 433,77         | 46 811,79                    |
| 6068                                         | Achats non stockés d'autres matières et  | 1 600,52      |                  | 1 600,52                     |
| 6132                                         | Services extérieurs - locations immobili | 6 004,59      | 3 200,00         | 2 804,59                     |
| 6135                                         | Services extérieurs - locations mobilièr | 48 756,07     |                  | 48 756,07                    |
| 61521                                        | Services extérieurs - entretien et répar | 74 925,00     |                  | 74 925,00                    |
| 615221                                       | Bâtiments publics                        | 78 301,19     | 2 735,51         | 75 565,68                    |
| 615231                                       | Voieries                                 | 27 743,03     | 3 844,06         | 23 898,97                    |
| 615232                                       | Réseaux                                  | 54 269,98     | 2 268,00         | 52 001,98                    |
| 61551                                        | Services extérieurs - entretien et répar | 15 649,27     |                  | 15 649,27                    |
| 61558                                        | Services extérieurs - entretien et répar | 65 253,31     | 823,20           | 64 430,11                    |
| 6156                                         | Services extérieurs - maintenance        | 196 980,72    | 7 530,24         | 189 450,48                   |

## Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT  
DEPENSES

53500 - AURAY

Exercice 2017

| N° articles puis<br>totalisation au chapitre | Intitulé                                    | Emission<br>1 | Annulations<br>2 | Dépenses nettes<br>3 = 1 - 2 |
|----------------------------------------------|---------------------------------------------|---------------|------------------|------------------------------|
| 6161                                         | Multirisques                                | 59 798,22     | 537,54           | 59 260,68                    |
| 617                                          | Services extérieurs - études et<br>recherch | 83 661,80     |                  | 83 661,80                    |
| 6182                                         | Services extérieurs - divers -<br>documenta | 10 531,49     |                  | 10 531,49                    |
| 6184                                         | Services extérieurs - divers -<br>versement | 18 390,00     | 3 032,50         | 15 357,50                    |
| 6188                                         | Services extérieurs - autres<br>frais diver | 2 829,77      |                  | 2 829,77                     |
| 6225                                         | Indemnités au comptable et aux<br>régisseur | 2 984,58      |                  | 2 984,58                     |
| 6226                                         | Rémunération d'intermédiaires et<br>honorai | 35 901,09     | 1 080,00         | 34 821,09                    |
| 6227                                         | Rémunération d'intermédiaires et<br>honorai | 12 891,23     |                  | 12 891,23                    |
| 6228                                         | Rémunération d'intermédiaires et<br>honorai | 291 914,21    | 5 050,09         | 286 864,12                   |
| 6231                                         | Publicité publications relations<br>publicu | 31 844,73     |                  | 31 844,73                    |
| 6232                                         | Publicité publications relations<br>publicu | 13 243,87     |                  | 13 243,87                    |
| 6233                                         | Publicité publications relations<br>publicu | 32 214,97     | 36,42            | 32 178,55                    |
| 6236                                         | Publicité publications relations<br>publicu | 38 152,74     | 70,99            | 38 081,75                    |
| 6237                                         | Publicité publications relations<br>publicu | 42 265,37     | 904,80           | 41 360,57                    |
| 6238                                         | Publicité publications relations<br>publicu | 15 528,00     |                  | 15 528,00                    |
| 6247                                         | Transports - transports<br>collectifs       | 46 089,57     | 140,80           | 45 948,77                    |
| 6251                                         | Déplacements missions et<br>réceptions - vo | 9 119,40      |                  | 9 119,40                     |
| 6255                                         | Déplacements missions et<br>réceptions - fr | 1 902,06      |                  | 1 902,06                     |
| 6256                                         | Déplacements missions et<br>réceptions - mi | 8 665,94      |                  | 8 665,94                     |
| 6257                                         | Déplacements missions et<br>réceptions - ré | 54 202,62     | 7 896,00         | 46 306,62                    |
| 6261                                         | Frais d'affranchissement                    | 33 874,58     |                  | 33 874,58                    |
| 6262                                         | Frais de télécommunications                 | 38 580,67     | 1 145,88         | 37 434,79                    |
| 627                                          | Autres services extérieurs -<br>services ba | 1 244,27      |                  | 1 244,27                     |
| 6281                                         | Autres services extérieurs -<br>concours di | 12 951,22     |                  | 12 951,22                    |

## Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT  
DEPENSES

53500 - AURAY

Exercice 2017

| N° articles puis<br>totalisation au chapitre | Intitulé                                 | Emission<br>1       | Annulations<br>2  | Dépenses nettes<br>3 = 1 - 2 |
|----------------------------------------------|------------------------------------------|---------------------|-------------------|------------------------------|
| 6284                                         | Divers - redevances pour services rendus | 2 559,87            |                   | 2 559,87                     |
| 6288                                         | Autres services extérieurs               | 373 439,15          | 15 947,12         | 357 492,03                   |
| 63512                                        | Impôts directs - taxes foncières         | 42 087,00           |                   | 42 087,00                    |
| 6355                                         | Taxes et impôts sur les véhicules        | 552,00              |                   | 552,00                       |
| 6358                                         | Autres droits administration des impôts  | 3 839,47            |                   | 3 839,47                     |
| 637                                          | Autres impôts taxes et versements assimi | 279,56              |                   | 279,56                       |
| <b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 011</b>               | <b>Charges à caractère général</b>       | <b>3 678 501,72</b> | <b>141 823,72</b> | <b>3 536 678,00</b>          |
| 6218                                         | Autre personnel extérieur au service     | 62 602,48           | 1 222,50          | 61 379,98                    |
| 6332                                         | Cotisations versées au FNAL              | 25 129,46           |                   | 25 129,46                    |
| 6336                                         | Cotisation au centre national et au cent | 110 197,75          |                   | 110 197,75                   |
| 6338                                         | Autres impôts taxes et versements assimi | 28 135,78           | 131,88            | 28 003,90                    |
| 64111                                        | Personnel titulaire - rémunération princ | 4 377 457,50        | 5 064,27          | 4 372 393,23                 |
| 64112                                        | Personnel titulaire - nb1 supplément fam | 131 604,84          |                   | 131 604,84                   |
| 64116                                        | Personnel titulaire - indemnités de préa | 5 547,84            |                   | 5 547,84                     |
| 64118                                        | Personnel titulaire - autres indemnités  | 885 010,37          |                   | 885 010,37                   |
| 64131                                        | Personnel non titulaire - rémunération   | 542 918,89          |                   | 542 918,89                   |
| 64138                                        | Autres indemnités                        | 80 949,65           |                   | 80 949,65                    |
| 64162                                        | Emplois d'avenir                         | 22 845,52           |                   | 22 845,52                    |
| 6451                                         | Charges sécurité sociale et prévoyance c | 972 979,04          | 789,00            | 972 190,04                   |
| 6453                                         | Cotisations aux caisses de retraites     | 1 388 362,68        |                   | 1 388 362,68                 |
| 6454                                         | Charges sécurité sociale et prévoyance c | 43 702,62           |                   | 43 702,62                    |
| 6455                                         | Charges sécurité sociale & prévoyance-Co | 242 283,66          | 1 739,53          | 240 544,13                   |
| 6458                                         | Charges sécurité sociale et prévoyance c | 67 066,56           |                   | 67 066,56                    |
| 6475                                         | Autres charges sociales - médecine du tr | 11 018,58           |                   | 11 018,58                    |

## Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT  
DEPENSES

53500 - AURAY

Exercice 2017

| N° articles puis<br>totalisation au chapitre | Intitulé                                       | Emission<br>1       | Annulations<br>2 | Dépenses nettes<br>3 = 1 - 2 |
|----------------------------------------------|------------------------------------------------|---------------------|------------------|------------------------------|
| 6488                                         | Autres charges de personnel                    | 2 268,28            |                  | 2 268,28                     |
| <b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 012</b>               | <b>Charges de personnel et frais assimilés</b> | <b>9 000 081,50</b> | <b>8 947,18</b>  | <b>8 991 134,32</b>          |
| 7391171                                      | Dégrèvement de taxe foncière sur les pro       | 144,00              | 72,00            | 72,00                        |
| 7391172                                      | Dégrèvement de taxe habitation sur les 1       | 12 405,00           |                  | 12 405,00                    |
| <b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 014</b>               | <b>Atténuations de produits</b>                | <b>12 549,00</b>    | <b>72,00</b>     | <b>12 477,00</b>             |
| 6531                                         | Indemnités des maires adjoints et conseil      | 167 008,51          |                  | 167 008,51                   |
| 6532                                         | Frais de mission des maires adjoints et        | 53,90               |                  | 53,90                        |
| 6533                                         | Cotisations de retraite des maires adjoi       | 15 362,08           |                  | 15 362,08                    |
| 6534                                         | Cotisations de sécurité sociale des mair       | 12 375,46           |                  | 12 375,46                    |
| 6535                                         | Frais de formation des maires adjoints e       | 11 440,00           |                  | 11 440,00                    |
| 6541                                         | Créances admises en non-valeur                 | 8 205,56            |                  | 8 205,56                     |
| 6542                                         | Créances éteintes                              | 6 004,93            | 17,73            | 5 987,20                     |
| 6553                                         | Contingents et participations obligatoire      | 302 302,00          |                  | 302 302,00                   |
| 65541                                        | Contributions au fonds de compensation d       | 1 500,00            |                  | 1 500,00                     |
| 6558                                         | Contingents et participations obligatoire      | 23 908,98           |                  | 23 908,98                    |
| 657341                                       | Subventions fonctionnement aux organisme       | 8 867,88            |                  | 8 867,88                     |
| 657358                                       | Subventions fonctionnement aux organisme       | 17 863,30           |                  | 17 863,30                    |
| 657362                                       | Centre communal d'actions sociales (CCAS       | 525 000,00          |                  | 525 000,00                   |
| 6574                                         | Subventions de fonctionnement aux associ       | 612 676,32          | 1 200,00         | 611 476,32                   |
| <b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 65</b>                | <b>Autres charges de gestion courante</b>      | <b>1 712 568,92</b> | <b>1 217,73</b>  | <b>1 711 351,19</b>          |
| 66111                                        | Intérêts réglés à l'échéance                   | 404 336,21          |                  | 404 336,21                   |
| 66112                                        | Intérêts - rattachement des icne               | 49 766,77           | 47 738,30        | 2 028,47                     |
| 6618                                         | Charges d'intérêts des autres dettes           | 2 586,60            |                  | 2 586,60                     |
| <b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 66</b>                | <b>Charges financières</b>                     | <b>456 689,58</b>   | <b>47 738,30</b> | <b>408 951,28</b>            |

## Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT  
DEPENSES

53500 - AURAY

Exercice 2017

| N° articles puis<br>totalisation au chapitre | Intitulé                                        | Emission<br>1        | Annulations<br>2  | Dépenses nettes<br>3 = 1 - 2 |
|----------------------------------------------|-------------------------------------------------|----------------------|-------------------|------------------------------|
| 6713                                         | Charges exceptionnelles secours et dots         | 7 504,30             |                   | 7 504,30                     |
| 673                                          | Charges exceptionnelles - titres annulés        | 20 687,49            | 72,00             | 20 615,49                    |
| 678                                          | Autres charges exceptionnelles                  | 3 929,00             |                   | 3 929,00                     |
| <b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 67</b>                | <b>Charges exceptionnelles</b>                  | <b>32 120,79</b>     | <b>72,00</b>      | <b>32 048,79</b>             |
| <b>TOTAL</b>                                 | <b>DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>       | <b>14 892 511,51</b> | <b>199 870,93</b> | <b>14 692 640,58</b>         |
| 675                                          | Charges exceptionnelles - valeurs compta        | 34 740,54            |                   | 34 740,54                    |
| 6761                                         | Différences sur réalisations (positives)        | 7 471,17             |                   | 7 471,17                     |
| 6811                                         | Dotations aux Amortissements immobilisat        | 781 456,72           | 2 015,00          | 779 441,72                   |
| <b>SOUS-TOTAL OPERATION n° 042</b>           | <b>Opérations d'ordre de transfert entre se</b> | <b>823 668,43</b>    | <b>2 015,00</b>   | <b>821 653,43</b>            |
| <b>TOTAL</b>                                 | <b>DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT</b>       | <b>823 668,43</b>    | <b>2 015,00</b>   | <b>821 653,43</b>            |
|                                              | <b>TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE FONCTIONNE</b> | <b>15 716 179,94</b> | <b>201 885,93</b> | <b>15 514 294,01</b>         |

## Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT  
RECETTES

53500 - AURAY

Exercice 2017

| N° articles puis<br>totalisation au chapitre | Intitulé                                        | Emission<br>1       | Annulations<br>2 | Recettes nettes<br>3 = 1 - 2 |
|----------------------------------------------|-------------------------------------------------|---------------------|------------------|------------------------------|
| 6419                                         | Remboursements sur rémunérations du pers        | 166 534,62          | 12 314,24        | 154 220,38                   |
| <b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 013</b>               | <b>Atténuations de charges</b>                  | <b>166 534,62</b>   | <b>12 314,24</b> | <b>154 220,38</b>            |
| 70311                                        | Utilisation du domaine - concession dans        | 34 697,50           |                  | 34 697,50                    |
| 70312                                        | Utilisation du domaine - redevances funé        | 9 030,85            |                  | 9 030,85                     |
| 70321                                        | Utilisation du domaine - droits stationn        | 123 756,35          | 994,60           | 122 761,75                   |
| 70323                                        | Utilisation domaine - redevance d'occupa        | 123 752,94          | 14 808,80        | 108 944,14                   |
| 70328                                        | Utilisation du domaine - autres droits d        | 920,00              | 720,00           | 200,00                       |
| 70388                                        | Utilisation du domaine - autres redevanc        | 43 871,95           |                  | 43 871,95                    |
| 7062                                         | Prestation services redevances et droits        | 279 565,03          | 917,00           | 278 648,03                   |
| 7065                                         | Prestation services droits de port et na        | 821,13              |                  | 821,13                       |
| 7066                                         | Prestation services - redevances et droi        | 160 434,39          | 4 853,83         | 155 580,56                   |
| 7067                                         | Prestations services - redevances et dro        | 467 948,60          | 40 302,11        | 427 646,49                   |
| 70688                                        | Prestations de services autres prestatio        | 1 826,00            |                  | 1 826,00                     |
| 7078                                         | Ventes d'autres marchandises                    | 560,59              |                  | 560,59                       |
| 7082                                         | Autres produits - commissions                   | 501,43              |                  | 501,43                       |
| 7083                                         | Autres produits-locations diverses (autr        | 1 444,50            | 16,00            | 1 428,50                     |
| 70841                                        | Mise à disposition de personnel facturée        | 169 747,04          |                  | 169 747,04                   |
| 70845                                        | Mise à disposition de personnel facturée        | 3 114,06            |                  | 3 114,06                     |
| 70848                                        | Mise à disposition de personnel facturée        | 14 767,31           |                  | 14 767,31                    |
| 70873                                        | Autres produits - remboursement de frais        | 23 163,32           |                  | 23 163,32                    |
| 70878                                        | Autres produits - remboursement de frais        | 24 028,84           | 1 163,86         | 22 864,98                    |
| <b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 70</b>                | <b>Produits des services, du domaine et ven</b> | <b>1 483 951,83</b> | <b>63 776,20</b> | <b>1 420 175,63</b>          |
| 73111                                        | Taxes foncières et d'habitation                 | 7 874 249,00        |                  | 7 874 249,00                 |
| 7318                                         | Impôts locaux - autres impôts locaux ou         | 10 617,00           |                  | 10 617,00                    |

## Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT  
RECETTES

53500 - AURAY

Exercice 2017

| N° articles puis<br>totalisation au chapitre | Intitulé                                    | Emission<br>1        | Annulations<br>2 | Recettes nettes<br>3 = 1 - 2 |
|----------------------------------------------|---------------------------------------------|----------------------|------------------|------------------------------|
| 73211                                        | Attribution de compensation                 | 2 148 353,00         |                  | 2 148 353,00                 |
| 7338                                         | Taxes services publics et<br>domaine-autres | 882,00               |                  | 882,00                       |
| 7351                                         | Taxe sur la consommation finale<br>d'électr | 296 415,91           |                  | 296 415,91                   |
| 7362                                         | Impôts et taxes activités<br>services - tax | 37 669,46            |                  | 37 669,46                    |
| 7368                                         | Taxes locale sur la publicité<br>extérieure | 138 973,64           | 5 201,50         | 133 772,14                   |
| 7381                                         | Taxe additionnelle aux droits de<br>mutatio | 690 898,67           |                  | 690 898,67                   |
| <b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 73</b>                | <b>Impôts et taxes</b>                      | <b>11 198 058,68</b> | <b>5 201,50</b>  | <b>11 192 857,18</b>         |
| 7411                                         | Dotation globale fonctionnement<br>(DGF) de | 1 517 045,00         | 48 239,00        | 1 468 806,00                 |
| 74123                                        | Dotation globale fonctionnement<br>(DGF) de | 542 568,00           |                  | 542 568,00                   |
| 74127                                        | Dotation nationale de péréquation<br>PCTVA  | 430 492,00           |                  | 430 492,00                   |
| 744                                          | Emplois d'avenir                            | 15 215,00            |                  | 15 215,00                    |
| 74712                                        | Autres participations de l'Etat             | 13 636,55            |                  | 13 636,55                    |
| 74718                                        | Participations - Régions                    | 134 280,85           | 6 975,35         | 127 305,50                   |
| 7472                                         | Participations - Départements               | 68 913,27            |                  | 68 913,27                    |
| 7473                                         | Participations des Communes<br>membres du G | 64 247,91            |                  | 64 247,91                    |
| 74741                                        | Participations des autres<br>Communes       | 98 913,11            | 388,86           | 98 524,25                    |
| 74748                                        | Participations - autres<br>organismes       | 650,00               |                  | 650,00                       |
| 7478                                         | Dotation unique des compensations<br>spécif | 437 096,57           | 162 774,81       | 274 321,76                   |
| 748314                                       | Etat compensation au titre des<br>exonérati | 3 661,00             |                  | 3 661,00                     |
| 74834                                        | Etat compensation au titre des<br>exonéerat | 40 597,00            |                  | 40 597,00                    |
| 74835                                        | Etat compensation au titre des<br>exonéerat | 394 852,00           |                  | 394 852,00                   |
| 748372                                       | Dotation politique de la ville              | 29 800,00            | 29 800,00        |                              |
| 7484                                         | Dotation de recensement                     | 2 671,00             |                  | 2 671,00                     |
| 7485                                         | Dotation pour les titres<br>sécurisés       | 5 030,00             |                  | 5 030,00                     |

## Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT  
RECETTES

53500 - AURAY

Exercice 2017

| N° articles puis<br>totalisation au chapitre | Intitulé                                        | Emission<br>1        | Annulations<br>2  | Recettes nettes<br>3 = 1 - 2 |
|----------------------------------------------|-------------------------------------------------|----------------------|-------------------|------------------------------|
| 7488                                         | Autres attributions et participations           | 2 702,96             |                   | 2 702,96                     |
| <b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 74</b>                | <b>Dotations et participations</b>              | <b>3 802 372,22</b>  | <b>248 178,02</b> | <b>3 554 194,20</b>          |
| 752                                          | Autres produits de gestion courante - re        | 296 968,85           | 3 159,90          | 293 808,95                   |
| 758                                          | Produits divers de gestion courante             | 2,82                 |                   | 2,82                         |
| <b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 75</b>                | <b>Autres produits de gestion courante</b>      | <b>296 971,67</b>    | <b>3 159,90</b>   | <b>293 811,77</b>            |
| 764                                          | Produits financiers - revenus des valeur        | 110,32               |                   | 110,32                       |
| <b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 76</b>                | <b>Produits financiers</b>                      | <b>110,32</b>        |                   | <b>110,32</b>                |
| 7714                                         | Produits exceptionnels sur opérations ge        | 2,00                 |                   | 2,00                         |
| 773                                          | Produits exceptionnels mandats annulés (        | 3 602,72             |                   | 3 602,72                     |
| 775                                          | Produits exceptionnels - produits des ce        | 78 617,34            | 42 241,63         | 36 375,71                    |
| 7788                                         | Produits exceptionnels divers                   | 36 652,40            | 32,00             | 36 620,40                    |
| <b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 77</b>                | <b>Produits exceptionnels</b>                   | <b>118 874,46</b>    | <b>42 273,63</b>  | <b>76 600,83</b>             |
| <b>TOTAL</b>                                 | <b>RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>       | <b>17 066 873,80</b> | <b>374 903,49</b> | <b>16 691 970,31</b>         |
| 722                                          | Immobilisations corporelles                     | 536 684,09           |                   | 536 684,09                   |
| 7761                                         | Différences sur réalisations (positives)        | 5 836,00             |                   | 5 836,00                     |
| 777                                          | Quote-part des subventions d'investissem        | 73 372,57            | 607,00            | 72 765,57                    |
| <b>SOUS-TOTAL OPERATION n° 042</b>           | <b>Opérations d'ordre de transfert entre se</b> | <b>615 892,66</b>    | <b>607,00</b>     | <b>615 285,66</b>            |
| <b>TOTAL</b>                                 | <b>RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT</b>       | <b>615 892,66</b>    | <b>607,00</b>     | <b>615 285,66</b>            |
|                                              | <b>TOTAL GENERAL DES RECETTES DE FONCTIONNE</b> | <b>17 682 766,46</b> | <b>375 510,49</b> | <b>17 307 255,97</b>         |

## Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

53500 - AURAY

Exercice 2017

| Numéro de Compte | Libellé de compte                    | Balance d'entrée |                      | Opérations non-budgétaires |                  | Opérations budgétaires |                     | Totaux          |                      | Soldes |                      |
|------------------|--------------------------------------|------------------|----------------------|----------------------------|------------------|------------------------|---------------------|-----------------|----------------------|--------|----------------------|
|                  |                                      | Débit            | Crédit               | Débit                      | Crédit           | Débit                  | Crédit              | Débit           | Crédit               | Débit  | Crédit               |
| 1021             | Dotation                             |                  | 6 840 305,89         |                            | 29 700,00        |                        |                     |                 | 6 870 005,89         |        | 6 870 005,89         |
| 10222            | FCTVA                                |                  | 10 685 422,44        |                            |                  | 2 855,00               | 564 565,00          | 2 855,00        | 11 249 987,44        |        | 11 247 132,44        |
| 10223            | TLE                                  |                  | 8 871 644,65         |                            |                  |                        |                     |                 | 8 871 644,65         |        | 8 871 644,65         |
| 10226            | Taxe d'aménagement                   |                  | 946 464,12           |                            |                  |                        | 333 422,19          |                 | 1 279 886,31         |        | 1 279 886,31         |
| 10228            | Autres fonds d'investissement        |                  | 11 216,59            |                            |                  |                        |                     |                 | 11 216,59            |        | 11 216,59            |
| <b>1022</b>      | <b>Sous Total compte 1022</b>        |                  | <b>20 514 747,80</b> |                            |                  | <b>2 855,00</b>        | <b>897 987,19</b>   | <b>2 855,00</b> | <b>21 412 734,99</b> |        | <b>21 409 879,99</b> |
| 10251            | Dons et legs en capital              |                  | 426 070,64           |                            |                  |                        |                     |                 | 426 070,64           |        | 426 070,64           |
| <b>1025</b>      | <b>Sous Total compte 1025</b>        |                  | <b>426 070,64</b>    |                            |                  |                        |                     |                 | <b>426 070,64</b>    |        | <b>426 070,64</b>    |
| <b>102</b>       | <b>Sous Total compte 102</b>         |                  | <b>27 781 124,33</b> |                            | <b>29 700,00</b> | <b>2 855,00</b>        | <b>897 987,19</b>   | <b>2 855,00</b> | <b>28 708 811,52</b> |        | <b>28 705 956,52</b> |
| 1068             | Excédit de fonctionnement capitalisé |                  | 38 197 079,42        |                            |                  |                        | 2 108 368,80        |                 | 40 305 448,22        |        | 40 305 448,22        |
| <b>106</b>       | <b>Sous Total compte 106</b>         |                  | <b>38 197 079,42</b> |                            |                  |                        | <b>2 108 368,80</b> |                 | <b>40 305 448,22</b> |        | <b>40 305 448,22</b> |
| <b>10</b>        | <b>Sous Total compte 10</b>          |                  | <b>65 978 203,75</b> |                            | <b>29 700,00</b> | <b>2 855,00</b>        | <b>3 006 355,99</b> | <b>2 855,00</b> | <b>69 014 259,74</b> |        | <b>69 011 404,74</b> |
| 110              | Report à nouveau solde créditeur     |                  | 3 372 735,31         | 2 108 368,80               | 1 684 966,36     |                        |                     | 2 108 368,80    | 5 057 701,67         |        | 2 949 332,87         |

## Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

53500 - AURAY

Exercice 2017

| Numéro de Compte | Libellé de compte                     | Balance d'entrée |              | Opérations non-budgétaires |              | Opérations budgétaires |           | Totaux       |              | Soldes |              |
|------------------|---------------------------------------|------------------|--------------|----------------------------|--------------|------------------------|-----------|--------------|--------------|--------|--------------|
|                  |                                       | Débit            | Crédit       | Débit                      | Crédit       | Débit                  | Crédit    | Débit        | Crédit       | Débit  | Crédit       |
| 11               | <b>Sous Total compte 11</b>           |                  | 3 372 735,31 | 2 108 368,80               | 1 684 966,36 |                        |           | 2 108 368,80 | 5 057 701,67 |        | 2 949 332,87 |
| 12               | Résultat exercice excéd déficit       |                  | 1 684 966,36 | 1 684 966,36               |              |                        |           | 1 684 966,36 | 1 684 966,36 |        | 0,00         |
| 12               | <b>Sous Total compte 12</b>           |                  | 1 684 966,36 | 1 684 966,36               |              |                        |           | 1 684 966,36 | 1 684 966,36 |        | 0,00         |
| 1311             | Subv équipt transf - Etat et EPN      |                  | 606 848,66   |                            |              |                        |           |              | 606 848,66   |        | 606 848,66   |
| 1312             | Subv équipt transf - Région           |                  | 484 963,18   |                            |              |                        |           |              | 484 963,18   |        | 484 963,18   |
| 1313             | Subv équipt transf - Dépt             |                  | 747 311,16   |                            |              |                        |           |              | 747 311,16   |        | 747 311,16   |
| 13158            | Subv équipt transf autres groupements |                  | 100 000,00   |                            |              |                        |           |              | 100 000,00   |        | 100 000,00   |
| 1315             | <b>Sous Total compte 1315</b>         |                  | 100 000,00   |                            |              |                        |           |              | 100 000,00   |        | 100 000,00   |
| 1316             | Subv équipt transf - autres EPL       |                  | 37 660,00    |                            |              |                        |           |              | 37 660,00    |        | 37 660,00    |
| 1318             | Subv équipt transf - autres subv      |                  | 94 194,02    |                            |              |                        |           |              | 94 194,02    |        | 94 194,02    |
| 131              | <b>Sous Total compte 131</b>          |                  | 2 070 977,02 |                            |              |                        |           |              | 2 070 977,02 |        | 2 070 977,02 |
| 1321             | Etat et EPN                           |                  | 2 212 289,57 |                            |              | 8 060,54               | 51 962,27 | 8 060,54     | 2 264 250,84 |        | 2 256 190,30 |
| 1322             | Région                                |                  | 3 822 803,82 |                            |              |                        | 6 886,96  |              | 3 829 690,78 |        | 3 829 690,78 |

## Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

53500 - AURAY

Exercice 2017

| Numéro de Compte | Libellé de compte                        | Balance d'entrée |                      | Opérations non-budgétaires |        | Opérations budgétaires |                   | Totaux          |                      | Soldes |                      |
|------------------|------------------------------------------|------------------|----------------------|----------------------------|--------|------------------------|-------------------|-----------------|----------------------|--------|----------------------|
|                  |                                          | Débit            | Crédit               | Débit                      | Crédit | Débit                  | Crédit            | Débit           | Crédit               | Débit  | Crédit               |
| 1323             | Dépt                                     |                  | 3 959 028,55         |                            |        |                        | 2 668,31          |                 | 3 961 696,86         |        | 3 961 696,86         |
| 13248            | Autres communes                          |                  | 390 926,84           |                            |        |                        |                   |                 | 390 926,84           |        | 390 926,84           |
| <b>1324</b>      | <b>Sous Total compte 1324</b>            |                  | <b>390 926,84</b>    |                            |        |                        |                   |                 | <b>390 926,84</b>    |        | <b>390 926,84</b>    |
| 13251            | GFP de rattachement                      |                  | 367 046,00           |                            |        |                        | 16 666,00         |                 | 383 712,00           |        | 383 712,00           |
| 13258            | Autres groupements                       |                  | 214 273,18           |                            |        |                        | 70 131,70         |                 | 284 404,88           |        | 284 404,88           |
| <b>1325</b>      | <b>Sous Total compte 1325</b>            |                  | <b>581 319,18</b>    |                            |        |                        | <b>86 797,70</b>  |                 | <b>668 116,88</b>    |        | <b>668 116,88</b>    |
| 1326             | Autres EPL                               |                  | 379 688,98           |                            |        |                        |                   |                 | 379 688,98           |        | 379 688,98           |
| 1328             | Autres                                   |                  | 2 456 344,00         |                            |        |                        | 800 320,00        |                 | 3 256 664,00         |        | 3 256 664,00         |
| <b>132</b>       | <b>Sous Total compte 132</b>             |                  | <b>13 802 399,94</b> |                            |        | <b>8 060,54</b>        | <b>948 635,24</b> | <b>8 060,54</b> | <b>14 751 035,18</b> |        | <b>14 742 974,64</b> |
| 1331             | Dotation d'équipement territoires ruraux |                  | 79 961,00            |                            |        |                        |                   |                 | 79 961,00            |        | 79 961,00            |
| <b>133</b>       | <b>Sous Total compte 133</b>             |                  | <b>79 961,00</b>     |                            |        |                        |                   |                 | <b>79 961,00</b>     |        | <b>79 961,00</b>     |
| 1341             | Dotation d'équipement territoires ruraux |                  | 918 904,81           |                            |        |                        |                   |                 | 918 904,81           |        | 918 904,81           |
| 1342             | Fds afftés équipt non transf amendes pol |                  | 1 740 232,19         |                            |        |                        | 46 472,00         |                 | 1 786 704,19         |        | 1 786 704,19         |

## Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

53500 - AURAY

Exercice 2017

| Numéro de Compte | Libellé de compte                        | Balance d'entrée |                     | Opérations non-budgétaires |        | Opérations budgétaires |                  | Totaux           |                     | Soldes           |                     |
|------------------|------------------------------------------|------------------|---------------------|----------------------------|--------|------------------------|------------------|------------------|---------------------|------------------|---------------------|
|                  |                                          | Débit            | Crédit              | Débit                      | Crédit | Débit                  | Crédit           | Débit            | Crédit              | Débit            | Crédit              |
| 1343             | Pae                                      |                  | 142 480,00          |                            |        |                        |                  |                  | 142 480,00          |                  | 142 480,00          |
| 1345             | Fds afftés non transf part non réal aire |                  | 555 995,54          |                            |        | 9 000,00               |                  | 9 000,00         | 555 995,54          |                  | 546 995,54          |
| <b>134</b>       | <b>Sous Total compte 134</b>             |                  | <b>3 357 612,54</b> |                            |        | <b>9 000,00</b>        | <b>46 472,00</b> | <b>9 000,00</b>  | <b>3 404 084,54</b> |                  | <b>3 395 084,54</b> |
| 1384             | Autres subv invest non transf Cnes       |                  | 32 537,77           |                            |        |                        |                  |                  | 32 537,77           |                  | 32 537,77           |
| 1385             | Groupements de collectivités et col à sp |                  | 10 000,00           |                            |        |                        |                  |                  | 10 000,00           |                  | 10 000,00           |
| 1388             | Autres subv invest non transf autres     |                  | 479 564,67          |                            |        |                        |                  |                  | 479 564,67          |                  | 479 564,67          |
| <b>138</b>       | <b>Sous Total compte 138</b>             |                  | <b>522 102,44</b>   |                            |        |                        |                  |                  | <b>522 102,44</b>   |                  | <b>522 102,44</b>   |
| 13911            | Subv équipt transf - Etat EPN            | 256 346,85       |                     |                            |        | 20 228,29              |                  | 276 575,14       |                     | 276 575,14       |                     |
| 13912            | Subv équipt transf - Région              | 195 575,28       |                     |                            |        | 16 165,43              |                  | 211 740,71       |                     | 211 740,71       |                     |
| 13913            | Subv équipt transf - Dépt                | 190 585,24       |                     |                            |        | 26 318,51              | 607,00           | 216 903,75       | 607,00              | 216 296,75       |                     |
| 139158           | Subv équipt transf - autres Grp          | 19 999,98        |                     |                            |        | 3 333,33               |                  | 23 333,31        |                     | 23 333,31        |                     |
| <b>13915</b>     | <b>Sous Total compte 13915</b>           | <b>19 999,98</b> |                     |                            |        | <b>3 333,33</b>        |                  | <b>23 333,31</b> |                     | <b>23 333,31</b> |                     |
| 13916            | Subv équipt transf - autres EPL          | 1 506,00         |                     |                            |        | 1 506,00               |                  | 3 012,00         |                     | 3 012,00         |                     |

## Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

53500 - AURAY

Exercice 2017

| Numéro de Compte | Libellé de compte                        | Balance d'entrée  |                      | Opérations non-budgétaires |        | Opérations budgétaires |                   | Totaux              |                      | Soldes            |                      |
|------------------|------------------------------------------|-------------------|----------------------|----------------------------|--------|------------------------|-------------------|---------------------|----------------------|-------------------|----------------------|
|                  |                                          | Débit             | Crédit               | Débit                      | Crédit | Débit                  | Crédit            | Débit               | Crédit               | Débit             | Crédit               |
| 13918            | Subv équipt transf autres                | 35 473,43         |                      |                            |        | 3 155,64               |                   | 38 629,07           |                      | 38 629,07         |                      |
| 1391             | <b>Sous Total compte 1391</b>            | <b>699 486,78</b> |                      |                            |        | <b>70 707,20</b>       | <b>607,00</b>     | <b>770 193,98</b>   | <b>607,00</b>        | <b>769 586,98</b> |                      |
| 13931            | Dotation d'équipement territoires ruraux | 29 042,92         |                      |                            |        | 2 665,37               |                   | 31 708,29           |                      | 31 708,29         |                      |
| 1393             | <b>Sous Total compte 1393</b>            | <b>29 042,92</b>  |                      |                            |        | <b>2 665,37</b>        |                   | <b>31 708,29</b>    |                      | <b>31 708,29</b>  |                      |
| 139              | <b>Sous Total compte 139</b>             | <b>728 529,70</b> |                      |                            |        | <b>73 372,57</b>       | <b>607,00</b>     | <b>801 902,27</b>   | <b>607,00</b>        | <b>801 295,27</b> |                      |
| 13               | <b>Sous Total compte 13</b>              | <b>728 529,70</b> | <b>19 833 052,94</b> |                            |        | <b>90 433,11</b>       | <b>995 714,24</b> | <b>818 962,81</b>   | <b>20 828 767,18</b> |                   | <b>20 009 804,37</b> |
| 1641             | Emprunts en euros                        |                   | 13 719 255,16        |                            |        | 1 389 477,77           |                   | 1 389 477,77        | 13 719 255,16        |                   | 12 329 777,39        |
| 16441            | Opér afférentes à l'emprunt              |                   | 1 696 407,14         |                            |        | 155 148,27             |                   | 155 148,27          | 1 696 407,14         |                   | 1 541 258,87         |
| 1644             | <b>Sous Total compte 1644</b>            |                   | <b>1 696 407,14</b>  |                            |        | <b>155 148,27</b>      |                   | <b>155 148,27</b>   | <b>1 696 407,14</b>  |                   | <b>1 541 258,87</b>  |
| 164              | <b>Sous Total compte 164</b>             |                   | <b>15 415 662,30</b> |                            |        | <b>1 544 626,04</b>    |                   | <b>1 544 626,04</b> | <b>15 415 662,30</b> |                   | <b>13 871 036,26</b> |
| 165              | Dép et caution reçus                     |                   | 1 750,00             |                            |        |                        | 350,00            |                     | 2 100,00             |                   | 2 100,00             |
| 1678             | Autres emprunts et dettes                |                   | 176 501,00           |                            |        | 30 753,00              |                   | 30 753,00           | 176 501,00           |                   | 145 748,00           |
| 167              | <b>Sous Total compte 167</b>             |                   | <b>176 501,00</b>    |                            |        | <b>30 753,00</b>       |                   | <b>30 753,00</b>    | <b>176 501,00</b>    |                   | <b>145 748,00</b>    |

## Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

53500 - AURAY

Exercice 2017

| Numéro de Compte | Libellé de compte                       | Balance d'entrée    |                       | Opérations non-budgétaires |                     | Opérations budgétaires |                     | Totaux              |                       | Soldes              |                       |
|------------------|-----------------------------------------|---------------------|-----------------------|----------------------------|---------------------|------------------------|---------------------|---------------------|-----------------------|---------------------|-----------------------|
|                  |                                         | Débit               | Crédit                | Débit                      | Crédit              | Débit                  | Crédit              | Débit               | Crédit                | Débit               | Crédit                |
| 168758           | Autres groupements                      |                     | 106 056,31            |                            |                     | 27 750,58              |                     | 27 750,58           | 106 056,31            |                     | 78 305,73             |
| 16875            | Sous Total compte 16875                 |                     | 106 056,31            |                            |                     | 27 750,58              |                     | 27 750,58           | 106 056,31            |                     | 78 305,73             |
| 1687             | Sous Total compte 1687                  |                     | 106 056,31            |                            |                     | 27 750,58              |                     | 27 750,58           | 106 056,31            |                     | 78 305,73             |
| 16884            | Int sur empts étab crédit               |                     | 47 738,30             | 47 738,30                  | 49 766,77           |                        |                     | 47 738,30           | 97 505,07             |                     | 49 766,77             |
| 1688             | Sous Total compte 1688                  |                     | 47 738,30             | 47 738,30                  | 49 766,77           |                        |                     | 47 738,30           | 97 505,07             |                     | 49 766,77             |
| 168              | Sous Total compte 168                   |                     | 153 794,61            | 47 738,30                  | 49 766,77           | 27 750,58              |                     | 75 488,88           | 203 561,38            |                     | 128 072,50            |
| 16               | Sous Total compte 16                    |                     | 15 747 707,91         | 47 738,30                  | 49 766,77           | 1 603 129,62           | 350,00              | 1 650 867,92        | 15 797 824,68         |                     | 14 146 956,76         |
| 192              | Plus ou moins-values cessions immo      |                     | 211 997,45            |                            |                     | 5 836,00               | 7 471,17            | 5 836,00            | 219 468,62            |                     | 213 632,62            |
| 193              | Autres neutralisation et régularisation | 3 370 597,60        |                       | 1 063,89                   |                     |                        |                     | 3 371 661,49        |                       | 3 371 661,49        |                       |
| 19               | Sous Total compte 19                    | 3 370 597,60        | 211 997,45            | 1 063,89                   |                     | 5 836,00               | 7 471,17            | 3 377 497,49        | 219 468,62            | 3 158 028,87        |                       |
|                  | <b>Total classe 1</b>                   | <b>4 099 127,30</b> | <b>106 828 663,72</b> | <b>3 842 137,35</b>        | <b>1 764 433,13</b> | <b>1 702 253,73</b>    | <b>4 009 891,40</b> | <b>9 643 518,38</b> | <b>112 602 988,25</b> | <b>4 172 956,76</b> | <b>107 132 426,63</b> |
| 202              | Frais réalisation doc urb et num cadast | 176 769,51          |                       |                            |                     | 6 307,20               |                     | 183 076,71          |                       | 183 076,71          |                       |
| 2031             | Frais d'études                          | 507 184,25          |                       |                            | 25 569,25           | 105 564,65             |                     | 612 748,90          | 25 569,25             | 587 179,65          |                       |

**Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre**

Arrêté à la date du 31/12/2017

53500 - AURAY

Exercice 2017

| Numéro de Compte | Libellé de compte                   | Balance d'entrée |        | Opérations non-budgétaires |           | Opérations budgétaires |        | Totaux     |           | Soldes     |        |
|------------------|-------------------------------------|------------------|--------|----------------------------|-----------|------------------------|--------|------------|-----------|------------|--------|
|                  |                                     | Débit            | Crédit | Débit                      | Crédit    | Débit                  | Crédit | Débit      | Crédit    | Débit      | Crédit |
| 203              | <b>Sous Total compte 203</b>        | 507 184,25       |        |                            | 25 569,25 | 105 564,65             |        | 612 748,90 | 25 569,25 | 587 179,65 |        |
| 204131           | Biens mobiliers, matériel et études | 3 643,98         |        |                            |           |                        |        | 3 643,98   |           | 3 643,98   |        |
| 20413            | <b>Sous Total compte 20413</b>      | 3 643,98         |        |                            |           |                        |        | 3 643,98   |           | 3 643,98   |        |
| 2041582          | Bâtiments et installations          | 118 654,45       |        |                            |           | 61 443,12              |        | 180 097,57 |           | 180 097,57 |        |
| 204158           | <b>Sous Total compte 204158</b>     | 118 654,45       |        |                            |           | 61 443,12              |        | 180 097,57 |           | 180 097,57 |        |
| 20415            | <b>Sous Total compte 20415</b>      | 118 654,45       |        |                            |           | 61 443,12              |        | 180 097,57 |           | 180 097,57 |        |
| 204182           | Bâtiments et installations          | 137 215,97       |        |                            |           | 3 895,69               |        | 141 111,66 |           | 141 111,66 |        |
| 20418            | <b>Sous Total compte 20418</b>      | 137 215,97       |        |                            |           | 3 895,69               |        | 141 111,66 |           | 141 111,66 |        |
| 2041             | <b>Sous Total compte 2041</b>       | 259 514,40       |        |                            |           | 65 338,81              |        | 324 853,21 |           | 324 853,21 |        |
| 20421            | Biens mobiliers, matériel et études | 21 262,00        |        |                            |           | 3 092,00               |        | 24 354,00  |           | 24 354,00  |        |
| 20422            | Bâtiments et installations          | 45 000,00        |        |                            |           | 41 951,80              |        | 86 951,80  |           | 86 951,80  |        |
| 2042             | <b>Sous Total compte 2042</b>       | 66 262,00        |        |                            |           | 45 043,80              |        | 111 305,80 |           | 111 305,80 |        |
| 204412           | Bâtiments et installations          | 34 687,28        |        |                            |           |                        |        | 34 687,28  |           | 34 687,28  |        |

**Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre**

Arrêté à la date du 31/12/2017

53500 - AURAY

Exercice 2017

| Numéro de Compte | Libellé de compte                    | Balance d'entrée |        | Opérations non-budgétaires |           | Opérations budgétaires |           | Totaux       |           | Soldes       |        |
|------------------|--------------------------------------|------------------|--------|----------------------------|-----------|------------------------|-----------|--------------|-----------|--------------|--------|
|                  |                                      | Débit            | Crédit | Débit                      | Crédit    | Débit                  | Crédit    | Débit        | Crédit    | Débit        | Crédit |
| 20441            | Sous Total compte 20441              | 34 687,28        |        |                            |           |                        |           | 34 687,28    |           | 34 687,28    |        |
| 204422           | Bâtiments et installations           | 68 982,10        |        |                            |           |                        |           | 68 982,10    |           | 68 982,10    |        |
| 20442            | Sous Total compte 20442              | 68 982,10        |        |                            |           |                        |           | 68 982,10    |           | 68 982,10    |        |
| 2044             | Sous Total compte 2044               | 103 669,38       |        |                            |           |                        |           | 103 669,38   |           | 103 669,38   |        |
| 204              | Sous Total compte 204                | 429 445,78       |        |                            |           | 110 382,61             |           | 539 828,39   |           | 539 828,39   |        |
| 2051             | Concessions et droits similaires     | 599 120,30       |        |                            | 36 922,62 | 68 891,14              |           | 668 011,44   | 36 922,62 | 631 088,82   |        |
| 205              | Sous Total compte 205                | 599 120,30       |        |                            | 36 922,62 | 68 891,14              |           | 668 011,44   | 36 922,62 | 631 088,82   |        |
| 2088             | Autres immobilisations incorporelles | 7 170,29         |        |                            |           |                        |           | 7 170,29     |           | 7 170,29     |        |
| 208              | Sous Total compte 208                | 7 170,29         |        |                            |           |                        |           | 7 170,29     |           | 7 170,29     |        |
| 20               | Sous Total compte 20                 | 1 719 690,13     |        |                            | 62 491,87 | 291 145,60             |           | 2 010 835,73 | 62 491,87 | 1 948 343,86 |        |
| 2111             | Terrains nus                         | 3 030 274,94     |        | 29 700,00                  |           | 12 718,04              | 28 903,54 | 3 072 692,88 | 28 903,54 | 3 043 789,34 |        |
| 2112             | Terrains de voirie                   | 477 545,53       |        |                            |           |                        |           | 477 545,53   |           | 477 545,53   |        |
| 2113             | Terr aménagés autres que voirie      | 1 124 743,91     |        |                            |           |                        |           | 1 124 743,91 |           | 1 124 743,91 |        |

## Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

53500 - AURAY

Exercice 2017

| Numéro de Compte | Libellé de compte                        | Balance d'entrée     |        | Opérations non-budgétaires |        | Opérations budgétaires |                  | Totaux               |                  | Soldes               |        |
|------------------|------------------------------------------|----------------------|--------|----------------------------|--------|------------------------|------------------|----------------------|------------------|----------------------|--------|
|                  |                                          | Débit                | Crédit | Débit                      | Crédit | Débit                  | Crédit           | Débit                | Crédit           | Débit                | Crédit |
| 2115             | Terrains bâtis                           | 1 243 204,37         |        |                            |        |                        |                  | 1 243 204,37         |                  | 1 243 204,37         |        |
| 2116             | Cimetières                               | 17 657,08            |        |                            |        |                        |                  | 17 657,08            |                  | 17 657,08            |        |
| 2118             | Autres terrains                          | 18 314,66            |        |                            |        |                        |                  | 18 314,66            |                  | 18 314,66            |        |
| <b>211</b>       | <b>Sous Total compte 211</b>             | <b>5 911 740,39</b>  |        | <b>29 700,00</b>           |        | <b>12 718,04</b>       | <b>28 903,54</b> | <b>5 954 158,43</b>  | <b>28 903,54</b> | <b>5 925 254,89</b>  |        |
| 2121             | Plantations d'arbres et d'arbustes       | 138 582,73           |        |                            |        |                        |                  | 138 582,73           |                  | 138 582,73           |        |
| 2128             | Autres agencet et améngt terrains        | 1 952 860,66         |        | 22 304,26                  |        |                        |                  | 1 975 164,92         |                  | 1 975 164,92         |        |
| <b>212</b>       | <b>Sous Total compte 212</b>             | <b>2 091 443,39</b>  |        | <b>22 304,26</b>           |        |                        |                  | <b>2 113 747,65</b>  |                  | <b>2 113 747,65</b>  |        |
| 21311            | Hôtel de ville                           | 3 291 151,28         |        | 42 157,26                  |        |                        |                  | 3 333 308,54         |                  | 3 333 308,54         |        |
| 21312            | Batiments scolaires                      | 8 145 884,79         |        | 296 352,67                 |        |                        |                  | 8 442 237,46         |                  | 8 442 237,46         |        |
| 21316            | Construct-batiments publics-equipt cimet | 266 119,47           |        | 5 160,00                   |        |                        |                  | 271 279,47           |                  | 271 279,47           |        |
| 21318            | Autres batiments publics                 | 30 456 241,68        |        | 1 091 917,63               |        |                        |                  | 31 548 159,31        |                  | 31 548 159,31        |        |
| <b>2131</b>      | <b>Sous Total compte 2131</b>            | <b>42 159 397,22</b> |        | <b>1 435 587,56</b>        |        |                        |                  | <b>43 594 984,78</b> |                  | <b>43 594 984,78</b> |        |
| 2135             | Instal gales agencet amégts const        | 58 458,98            |        |                            |        |                        |                  | 58 458,98            |                  | 58 458,98            |        |

## Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

53500 - AURAY

Exercice 2017

| Numéro de Compte | Libellé de compte                      | Balance d'entrée     |        | Opérations non-budgétaires |        | Opérations budgétaires |        | Totaux               |        | Soldes               |        |
|------------------|----------------------------------------|----------------------|--------|----------------------------|--------|------------------------|--------|----------------------|--------|----------------------|--------|
|                  |                                        | Débit                | Crédit | Débit                      | Crédit | Débit                  | Crédit | Débit                | Crédit | Débit                | Crédit |
| 2138             | Autres constructions                   | 309 601,54           |        |                            |        |                        |        | 309 601,54           |        | 309 601,54           |        |
| <b>213</b>       | <b>Sous Total compte 213</b>           | <b>42 527 457,74</b> |        | <b>1 435 587,56</b>        |        |                        |        | <b>43 963 045,30</b> |        | <b>43 963 045,30</b> |        |
| 2145             | Const sol autrui instal agencet amégat | 883 470,60           |        |                            |        |                        |        | 883 470,60           |        | 883 470,60           |        |
| <b>214</b>       | <b>Sous Total compte 214</b>           | <b>883 470,60</b>    |        |                            |        |                        |        | <b>883 470,60</b>    |        | <b>883 470,60</b>    |        |
| 2151             | Réseaux de voirie                      | 30 843 117,55        |        | 1 537 850,64               |        |                        |        | 32 380 968,19        |        | 32 380 968,19        |        |
| 2152             | Installations de voirie                | 3 538 649,90         |        |                            |        |                        |        | 3 538 649,90         |        | 3 538 649,90         |        |
| 21534            | Réseaux électrification                | 1 311 177,71         |        |                            |        |                        |        | 1 311 177,71         |        | 1 311 177,71         |        |
| 21538            | Autres réseaux                         | 4 783 665,66         |        | 158 069,69                 |        |                        |        | 4 941 735,35         |        | 4 941 735,35         |        |
| <b>2153</b>      | <b>Sous Total compte 2153</b>          | <b>6 094 843,37</b>  |        | <b>158 069,69</b>          |        |                        |        | <b>6 252 913,06</b>  |        | <b>6 252 913,06</b>  |        |
| 21568            | Autre mat outil incendie déf civ       | 53 356,17            |        |                            |        |                        |        | 53 356,17            |        | 53 356,17            |        |
| <b>2156</b>      | <b>Sous Total compte 2156</b>          | <b>53 356,17</b>     |        |                            |        |                        |        | <b>53 356,17</b>     |        | <b>53 356,17</b>     |        |
| 21571            | Mat outil voirie mat roulant           | 160 158,70           |        |                            |        |                        |        | 160 158,70           |        | 160 158,70           |        |
| 21578            | Autre mat et outillage de voirie       | 402 308,53           |        |                            |        | 76 200,86              |        | 478 509,39           |        | 478 509,39           |        |

**Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre**

Arrêté à la date du 31/12/2017

53500 - AURAY

Exercice 2017

| Numéro de Compte | Libellé de compte                       | Balance d'entrée |        | Opérations non-budgétaires |              | Opérations budgétaires |           | Totaux         |              | Soldes         |        |
|------------------|-----------------------------------------|------------------|--------|----------------------------|--------------|------------------------|-----------|----------------|--------------|----------------|--------|
|                  |                                         | Débit            | Crédit | Débit                      | Crédit       | Débit                  | Crédit    | Débit          | Crédit       | Débit          | Crédit |
| 2157             | Sous Total compte 2157                  | 562 467,23       |        |                            |              | 76 200,86              |           | 638 668,09     |              | 638 668,09     |        |
| 2158             | Autres instal mat outil tech            | 3 260 640,37     |        |                            |              | 114 484,62             |           | 3 375 124,99   |              | 3 375 124,99   |        |
| 215              | Sous Total compte 215                   | 44 353 074,59    |        | 1 695 920,33               |              | 190 685,48             |           | 46 239 680,40  |              | 46 239 680,40  |        |
| 2161             | Oeuvres et objets d'art                 | 57 506,85        |        | 2 079,00                   |              |                        |           | 59 585,85      |              | 59 585,85      |        |
| 216              | Sous Total compte 216                   | 57 506,85        |        | 2 079,00                   |              |                        |           | 59 585,85      |              | 59 585,85      |        |
| 2182             | Mat de transport                        | 1 410 737,92     |        |                            | 27 329,54    | 133 322,86             | 5 837,00  | 1 544 060,78   | 33 166,54    | 1 510 894,24   |        |
| 2183             | Mat bureau mat informatique             | 983 974,54       |        |                            | 94 730,99    | 74 578,59              |           | 1 058 553,13   | 94 730,99    | 963 822,14     |        |
| 2184             | Mobilier                                | 1 095 019,38     |        |                            |              | 11 927,49              |           | 1 106 946,87   |              | 1 106 946,87   |        |
| 2188             | Autres immobilisations corporelles      | 1 815 815,55     |        |                            |              | 105 558,90             |           | 1 921 374,45   |              | 1 921 374,45   |        |
| 218              | Sous Total compte 218                   | 5 305 547,39     |        |                            | 122 060,53   | 325 387,84             | 5 837,00  | 5 630 935,23   | 127 897,53   | 5 503 037,70   |        |
| 21               | Sous Total compte 21                    | 101 130 240,95   |        | 3 185 591,15               | 122 060,53   | 528 791,36             | 34 740,54 | 104 844 623,46 | 156 801,07   | 104 687 822,39 |        |
| 2312             | Agencements et aménagements de terrains | 22 304,26        |        |                            | 22 304,26    | 356 336,44             | 82 607,24 | 378 640,70     | 104 911,50   | 273 729,20     |        |
| 2313             | Constructions                           | 1 435 587,56     |        |                            | 1 435 587,56 | 765 889,87             |           | 2 201 477,43   | 1 435 587,56 | 765 889,87     |        |

## Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

53500 - AURAY

Exercice 2017

| Numéro de Compte | Libellé de compte                             | Balance d'entrée    |        | Opérations non-budgétaires |                     | Opérations budgétaires |                  | Totaux              |                     | Soldes              |        |
|------------------|-----------------------------------------------|---------------------|--------|----------------------------|---------------------|------------------------|------------------|---------------------|---------------------|---------------------|--------|
|                  |                                               | Débit               | Crédit | Débit                      | Crédit              | Débit                  | Crédit           | Débit               | Crédit              | Débit               | Crédit |
| 2315             | Instal mat<br>outil techn                     | 1 695 920,33        |        |                            | 1 695 920,33        | 3 034 469,13           |                  | 4 730 389,46        | 1 695 920,33        | 3 034 469,13        |        |
| 2316             | Restauration<br>collections,<br>oeuvres d'art | 2 079,00            |        |                            | 2 079,00            | 2 251,20               |                  | 4 330,20            | 2 079,00            | 2 251,20            |        |
| <b>231</b>       | <b>Sous Total<br/>compte 231</b>              | <b>3 155 891,15</b> |        |                            | <b>3 155 891,15</b> | <b>4 158 946,64</b>    | <b>82 607,24</b> | <b>7 314 837,79</b> | <b>3 238 498,39</b> | <b>4 076 339,40</b> |        |
| 238              | Avances acptes<br>vers sur immob<br>corpo     |                     |        |                            |                     | 49 961,11              |                  | 49 961,11           |                     | 49 961,11           |        |
| <b>23</b>        | <b>Sous Total<br/>compte 23</b>               | <b>3 155 891,15</b> |        |                            | <b>3 155 891,15</b> | <b>4 208 907,75</b>    | <b>82 607,24</b> | <b>7 364 798,90</b> | <b>3 238 498,39</b> | <b>4 126 300,51</b> |        |
| 2421             | Immob mises à<br>dispo Région<br>(ensgt)      | 371 518,83          |        |                            |                     |                        |                  | 371 518,83          |                     | 371 518,83          |        |
| 2422             | Immob mises<br>à dispo Dépt<br>(ensgt)        | 699 992,20          |        |                            |                     |                        |                  | 699 992,20          |                     | 699 992,20          |        |
| 2423             | Immob mises à<br>dispo EPCI                   | 196 071,46          |        |                            |                     |                        |                  | 196 071,46          |                     | 196 071,46          |        |
| <b>242</b>       | <b>Sous Total<br/>compte 242</b>              | <b>1 267 582,49</b> |        |                            |                     |                        |                  | <b>1 267 582,49</b> |                     | <b>1 267 582,49</b> |        |
| <b>24</b>        | <b>Sous Total<br/>compte 24</b>               | <b>1 267 582,49</b> |        |                            |                     |                        |                  | <b>1 267 582,49</b> |                     | <b>1 267 582,49</b> |        |
| 261              | Titres de<br>participation                    | 24 210,00           |        |                            |                     |                        |                  | 24 210,00           |                     | 24 210,00           |        |
| 266              | Autres<br>formes de<br>participation          | 4 996,00            |        |                            |                     |                        |                  | 4 996,00            |                     | 4 996,00            |        |
| <b>26</b>        | <b>Sous Total<br/>compte 26</b>               | <b>29 206,00</b>    |        |                            |                     |                        |                  | <b>29 206,00</b>    |                     | <b>29 206,00</b>    |        |

## Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

53500 - AURAY

Exercice 2017

| Numéro de Compte | Libellé de compte                        | Balance d'entrée |                   | Opérations non-budgétaires |        | Opérations budgétaires |                  | Totaux           |                   | Soldes |                   |
|------------------|------------------------------------------|------------------|-------------------|----------------------------|--------|------------------------|------------------|------------------|-------------------|--------|-------------------|
|                  |                                          | Débit            | Crédit            | Débit                      | Crédit | Débit                  | Crédit           | Débit            | Crédit            | Débit  | Crédit            |
| 2802             | Amort frais réel doc urb et num cadastre |                  | 81 293,73         |                            |        |                        | 22 275,50        |                  | 103 569,23        |        | 103 569,23        |
| 28031            | Amort frais études                       |                  | 112 299,40        | 25 569,25                  |        | 61 233,45              |                  | 25 569,25        | 173 532,85        |        | 147 963,60        |
| <b>2803</b>      | <b>Sous Total compte 2803</b>            |                  | <b>112 299,40</b> | <b>25 569,25</b>           |        | <b>61 233,45</b>       |                  | <b>25 569,25</b> | <b>173 532,85</b> |        | <b>147 963,60</b> |
| 2804131          | Biens mobiliers, matériel et études      |                  | 1 456,00          |                            |        |                        | 728,00           |                  | 2 184,00          |        | 2 184,00          |
| <b>280413</b>    | <b>Sous Total compte 280413</b>          |                  | <b>1 456,00</b>   |                            |        |                        | <b>728,00</b>    |                  | <b>2 184,00</b>   |        | <b>2 184,00</b>   |
| 2804158          | Bâtiments et installations               |                  | 46 676,35         |                            |        |                        | 7 998,75         |                  | 54 675,10         |        | 54 675,10         |
| <b>2804158</b>   | <b>Sous Total compte 2804158</b>         |                  | <b>46 676,35</b>  |                            |        |                        | <b>7 998,75</b>  |                  | <b>54 675,10</b>  |        | <b>54 675,10</b>  |
| <b>280415</b>    | <b>Sous Total compte 280415</b>          |                  | <b>46 676,35</b>  |                            |        |                        | <b>7 998,75</b>  |                  | <b>54 675,10</b>  |        | <b>54 675,10</b>  |
| 2804182          | Bâtiments et installations               |                  | 36 541,43         |                            |        |                        | 7 939,38         |                  | 44 480,81         |        | 44 480,81         |
| <b>280418</b>    | <b>Sous Total compte 280418</b>          |                  | <b>36 541,43</b>  |                            |        |                        | <b>7 939,38</b>  |                  | <b>44 480,81</b>  |        | <b>44 480,81</b>  |
| <b>28041</b>     | <b>Sous Total compte 28041</b>           |                  | <b>84 673,78</b>  |                            |        |                        | <b>16 666,13</b> |                  | <b>101 339,91</b> |        | <b>101 339,91</b> |
| 280421           | Biens mobiliers, matériel et études      |                  | 7 502,00          |                            |        |                        | 4 251,00         |                  | 11 753,00         |        | 11 753,00         |
| 280422           | Bâtiments et installations               |                  |                   |                            |        |                        | 1 500,00         |                  | 1 500,00          |        | 1 500,00          |

**Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre**

Arrêté à la date du 31/12/2017

53500 - AURAY

Exercice 2017

| Numéro de Compte | Libellé de compte                        | Balance d'entrée |            | Opérations non-budgétaires |        | Opérations budgétaires |            | Totaux    |            | Soldes |            |
|------------------|------------------------------------------|------------------|------------|----------------------------|--------|------------------------|------------|-----------|------------|--------|------------|
|                  |                                          | Débit            | Crédit     | Débit                      | Crédit | Débit                  | Crédit     | Débit     | Crédit     | Débit  | Crédit     |
| 28042            | Sous Total compte 28042                  |                  | 7 502,00   |                            |        |                        | 5 751,00   |           | 13 253,00  |        | 13 253,00  |
| 2804412          | Bâtiments et installations               |                  | 13 874,94  |                            |        |                        | 2 312,49   |           | 16 187,43  |        | 16 187,43  |
| 280441           | Sous Total compte 280441                 |                  | 13 874,94  |                            |        |                        | 2 312,49   |           | 16 187,43  |        | 16 187,43  |
| 2804422          | Bâtiments et installations               |                  | 12 348,00  |                            |        |                        | 4 358,00   |           | 16 706,00  |        | 16 706,00  |
| 280442           | Sous Total compte 280442                 |                  | 12 348,00  |                            |        |                        | 4 358,00   |           | 16 706,00  |        | 16 706,00  |
| 28044            | Sous Total compte 28044                  |                  | 26 222,94  |                            |        |                        | 6 670,49   |           | 32 893,43  |        | 32 893,43  |
| 2804             | Sous Total compte 2804                   |                  | 118 398,72 |                            |        |                        | 29 087,62  |           | 147 486,34 |        | 147 486,34 |
| 28051            | Concessions et droits similaires         |                  | 493 410,34 | 36 922,62                  |        | 1 852,00               | 60 858,82  | 38 774,62 | 554 269,16 |        | 515 494,54 |
| 2805             | Sous Total compte 2805                   |                  | 493 410,34 | 36 922,62                  |        | 1 852,00               | 60 858,82  | 38 774,62 | 554 269,16 |        | 515 494,54 |
| 28088            | Autres immobilisations incorporelles     |                  | 7 170,29   |                            |        |                        |            |           | 7 170,29   |        | 7 170,29   |
| 2808             | Sous Total compte 2808                   |                  | 7 170,29   |                            |        |                        |            |           | 7 170,29   |        | 7 170,29   |
| 280              | Sous Total compte 280                    |                  | 812 572,48 | 62 491,87                  |        | 1 852,00               | 173 455,39 | 64 343,87 | 986 027,87 |        | 921 684,00 |
| 28121            | Amort plantations d'arbres et d'arbustes |                  | 21 092,79  |                            |        |                        | 2 175,76   |           | 23 268,55  |        | 23 268,55  |

**Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre**

Arrêté à la date du 31/12/2017

53500 - AURAY

Exercice 2017

| Numéro de Compte | Libellé de compte                       | Balance d'entrée |                     | Opérations non-budgétaires |        | Opérations budgétaires |                   | Totaux        |                     | Soldes |                     |
|------------------|-----------------------------------------|------------------|---------------------|----------------------------|--------|------------------------|-------------------|---------------|---------------------|--------|---------------------|
|                  |                                         | Débit            | Crédit              | Débit                      | Crédit | Débit                  | Crédit            | Débit         | Crédit              | Débit  | Crédit              |
| 28128            | Amort autres agencet amégat terr        |                  | 33 293,00           |                            |        |                        | 2 561,00          |               | 35 854,00           |        | 35 854,00           |
| <b>2812</b>      | <b>Sous Total compte 2812</b>           |                  | <b>54 385,79</b>    |                            |        |                        | <b>4 736,76</b>   |               | <b>59 122,55</b>    |        | <b>59 122,55</b>    |
| 281311           | Bâts administratifs                     |                  | 525,70              |                            |        |                        | 37,55             |               | 563,25              |        | 563,25              |
| 281312           | Bâtiments scolaires                     |                  | 37 097,14           |                            |        |                        | 4 542,28          |               | 41 639,42           |        | 41 639,42           |
| 281318           | Amort autres bâtiments publics          |                  | 1 251 450,63        |                            |        | 163,00                 | 109 058,27        | 163,00        | 1 360 508,90        |        | 1 360 345,90        |
| <b>28131</b>     | <b>Sous Total compte 28131</b>          |                  | <b>1 289 073,47</b> |                            |        | <b>163,00</b>          | <b>113 638,10</b> | <b>163,00</b> | <b>1 402 711,57</b> |        | <b>1 402 548,57</b> |
| <b>2813</b>      | <b>Sous Total compte 2813</b>           |                  | <b>1 289 073,47</b> |                            |        | <b>163,00</b>          | <b>113 638,10</b> | <b>163,00</b> | <b>1 402 711,57</b> |        | <b>1 402 548,57</b> |
| 28152            | Installations de voirie                 |                  | 153 727,54          |                            |        |                        | 90,09             |               | 153 817,63          |        | 153 817,63          |
| 281568           | Amort aut matér outil incend déf civile |                  | 40 147,67           |                            |        |                        | 7 022,83          |               | 47 170,50           |        | 47 170,50           |
| <b>28156</b>     | <b>Sous Total compte 28156</b>          |                  | <b>40 147,67</b>    |                            |        |                        | <b>7 022,83</b>   |               | <b>47 170,50</b>    |        | <b>47 170,50</b>    |
| 281571           | Mat roulant                             |                  | 126 513,01          |                            |        |                        | 7 920,69          |               | 134 433,70          |        | 134 433,70          |
| 281578           | Amort autre mat outillage de voirie     |                  | 280 985,04          |                            |        |                        | 21 824,42         |               | 302 809,46          |        | 302 809,46          |
| <b>28157</b>     | <b>Sous Total compte 28157</b>          |                  | <b>407 498,05</b>   |                            |        |                        | <b>29 745,11</b>  |               | <b>437 243,16</b>   |        | <b>437 243,16</b>   |

## Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

53500 - AURAY

Exercice 2017

| Numéro de Compte | Libellé de compte                             | Balance d'entrée      |                     | Opérations non-budgétaires |                     | Opérations budgétaires |                   | Totaux                |                      | Soldes                |                     |
|------------------|-----------------------------------------------|-----------------------|---------------------|----------------------------|---------------------|------------------------|-------------------|-----------------------|----------------------|-----------------------|---------------------|
|                  |                                               | Débit                 | Crédit              | Débit                      | Crédit              | Débit                  | Crédit            | Débit                 | Crédit               | Débit                 | Crédit              |
| 28158            | Autres instal<br>mat outil tech               |                       | 1 609 726,76        |                            |                     |                        | 136 982,58        |                       | 1 746 709,34         |                       | 1 746 709,34        |
| <b>2815</b>      | <b>Sous Total<br/>compte 2815</b>             |                       | <b>2 211 100,02</b> |                            |                     |                        | <b>173 840,61</b> |                       | <b>2 384 940,63</b>  |                       | <b>2 384 940,63</b> |
| 28182            | Mat de<br>transport                           |                       | 965 104,22          | 27 329,54                  |                     |                        | 74 927,00         | 27 329,54             | 1 040 031,22         |                       | 1 012 701,68        |
| 28183            | Mat bureau mat<br>informatique                |                       | 753 263,04          | 93 667,10                  |                     |                        | 78 758,65         | 93 667,10             | 832 021,69           |                       | 738 354,59          |
| 28184            | Mobilier                                      |                       | 797 230,47          |                            |                     |                        | 49 319,11         |                       | 846 549,58           |                       | 846 549,58          |
| 28188            | Amort autres<br>immobilisation<br>corporelles |                       | 1 277 235,45        |                            |                     |                        | 112 781,10        |                       | 1 390 016,55         |                       | 1 390 016,55        |
| <b>2818</b>      | <b>Sous Total<br/>compte 2818</b>             |                       | <b>3 792 833,18</b> | <b>120 996,64</b>          |                     |                        | <b>315 785,86</b> | <b>120 996,64</b>     | <b>4 108 619,04</b>  |                       | <b>3 987 622,40</b> |
| <b>281</b>       | <b>Sous Total<br/>compte 281</b>              |                       | <b>7 347 392,46</b> | <b>120 996,64</b>          |                     | <b>163,00</b>          | <b>608 001,33</b> | <b>121 159,64</b>     | <b>7 955 393,79</b>  |                       | <b>7 834 234,15</b> |
| <b>28</b>        | <b>Sous Total<br/>compte 28</b>               |                       | <b>8 159 964,94</b> | <b>183 488,51</b>          |                     | <b>2 015,00</b>        | <b>781 456,72</b> | <b>185 503,51</b>     | <b>8 941 421,66</b>  |                       | <b>8 755 918,15</b> |
|                  | <b>Total classe 2</b>                         | <b>107 302 610,72</b> | <b>8 159 964,94</b> | <b>3 369 079,66</b>        | <b>3 340 443,55</b> | <b>5 030 859,71</b>    | <b>898 804,50</b> | <b>115 702 550,09</b> | <b>12 399 212,99</b> | <b>112 059 255,25</b> | <b>8 755 918,15</b> |
| 4011             | Fournisseurs                                  |                       | 332 188,38          | 3 208 210,08               | 3 277 973,25        |                        |                   | 3 208 210,08          | 3 610 161,63         |                       | 401 951,55          |
| 40172            | Fournisseurs<br>- Cessions,<br>oppositions    |                       | 2 328,00            | 6 624,00                   | 4 296,00            |                        |                   | 6 624,00              | 6 624,00             |                       | 0,00                |
| <b>4017</b>      | <b>Sous Total<br/>compte 4017</b>             |                       | <b>2 328,00</b>     | <b>6 624,00</b>            | <b>4 296,00</b>     |                        |                   | <b>6 624,00</b>       | <b>6 624,00</b>      |                       | <b>0,00</b>         |

**Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre**

Arrêté à la date du 31/12/2017

53500 - AURAY

Exercice 2017

| Numéro de Compte | Libellé de compte                        | Balance d'entrée  |                   | Opérations non-budgétaires |                     | Opérations budgétaires |        | Totaux              |                     | Soldes            |                   |
|------------------|------------------------------------------|-------------------|-------------------|----------------------------|---------------------|------------------------|--------|---------------------|---------------------|-------------------|-------------------|
|                  |                                          | Débit             | Crédit            | Débit                      | Crédit              | Débit                  | Crédit | Débit               | Crédit              | Débit             | Crédit            |
| <b>401</b>       | <b>Sous Total compte 401</b>             |                   | <b>334 516,38</b> | <b>3 214 834,08</b>        | <b>3 282 269,25</b> |                        |        | <b>3 214 834,08</b> | <b>3 616 785,63</b> |                   | <b>401 951,55</b> |
| 4041             | Fournis immob                            |                   |                   | 4 426 941,78               | 4 426 941,78        |                        |        | 4 426 941,78        | 4 426 941,78        |                   | 0,00              |
| 40471            | Fournis immob - retenues de garantie     |                   | 25 148,38         | 21 980,34                  | 8 700,01            |                        |        | 21 980,34           | 33 848,39           |                   | 11 868,05         |
| 40472            | Fournisseurs immo - Cession, Oppositions |                   |                   | 45 163,77                  | 45 163,77           |                        |        | 45 163,77           | 45 163,77           |                   | 0,00              |
| <b>4047</b>      | <b>Sous Total compte 4047</b>            |                   | <b>25 148,38</b>  | <b>67 144,11</b>           | <b>53 863,78</b>    |                        |        | <b>67 144,11</b>    | <b>79 012,16</b>    |                   | <b>11 868,05</b>  |
| <b>404</b>       | <b>Sous Total compte 404</b>             |                   | <b>25 148,38</b>  | <b>4 494 085,89</b>        | <b>4 480 805,56</b> |                        |        | <b>4 494 085,89</b> | <b>4 505 953,94</b> |                   | <b>11 868,05</b>  |
| 408              | Fournis factures non parvenues           |                   | 132 520,33        | 132 520,33                 | 164 552,56          |                        |        | 132 520,33          | 297 072,89          |                   | 164 552,56        |
| <b>40</b>        | <b>Sous Total compte 40</b>              |                   | <b>492 185,09</b> | <b>7 841 440,30</b>        | <b>7 927 627,37</b> |                        |        | <b>7 841 440,30</b> | <b>8 419 812,46</b> |                   | <b>578 372,16</b> |
| 4111             | Redevables - amiable                     | 177 590,35        |                   | 1 036 428,81               | 993 503,34          |                        |        | 1 214 019,16        | 993 503,34          | 220 515,82        |                   |
| 4116             | Redevables - contentieux                 | 65 798,38         |                   | 49 729,96                  | 64 184,12           |                        |        | 115 528,34          | 64 184,12           | 51 344,22         |                   |
| <b>411</b>       | <b>Sous Total compte 411</b>             | <b>243 388,73</b> |                   | <b>1 086 158,77</b>        | <b>1 057 687,46</b> |                        |        | <b>1 329 547,50</b> | <b>1 057 687,46</b> | <b>271 860,04</b> |                   |
| 4141             | Locataires acquéreurs locat - amiable    | 46 892,70         |                   | 277 249,44                 | 268 479,92          |                        |        | 324 142,14          | 268 479,92          | 55 662,22         |                   |
| 4146             | Locataires-acquéreurs locat contentieux  | 3 770,06          |                   | 14 260,34                  | 15 257,04           |                        |        | 18 030,40           | 15 257,04           | 2 773,36          |                   |

## Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

53500 - AURAY

Exercice 2017

| Numéro de Compte | Libellé de compte                       | Balance d'entrée |          | Opérations non-budgétaires |              | Opérations budgétaires |        | Totaux       |              | Soldes     |        |
|------------------|-----------------------------------------|------------------|----------|----------------------------|--------------|------------------------|--------|--------------|--------------|------------|--------|
|                  |                                         | Débit            | Crédit   | Débit                      | Crédit       | Débit                  | Crédit | Débit        | Crédit       | Débit      | Crédit |
| 414              | Sous Total compte 414                   | 50 662,76        |          | 291 509,78                 | 283 736,96   |                        |        | 342 172,54   | 283 736,96   | 58 435,58  |        |
| 41               | Sous Total compte 41                    | 294 051,49       |          | 1 377 668,55               | 1 341 424,42 |                        |        | 1 671 720,04 | 1 341 424,42 | 330 295,62 |        |
| 421              | Personnel - rémunérations dues          |                  |          | 4 920 052,69               | 4 920 052,69 |                        |        | 4 920 052,69 | 4 920 052,69 |            | 0,00   |
| 427              | Personnel - oppositions                 |                  |          | 23 574,92                  | 23 574,92    |                        |        | 23 574,92    | 23 574,92    |            | 0,00   |
| 4287             | Personnel - produits à recevoir         | 10 105,97        |          | 19 842,64                  | 10 105,97    |                        |        | 29 948,61    | 10 105,97    | 19 842,64  |        |
| 428              | Sous Total compte 428                   | 10 105,97        |          | 19 842,64                  | 10 105,97    |                        |        | 29 948,61    | 10 105,97    | 19 842,64  |        |
| 42               | Sous Total compte 42                    | 10 105,97        |          | 4 963 470,25               | 4 953 733,58 |                        |        | 4 973 576,22 | 4 953 733,58 | 19 842,64  |        |
| 431              | Sécurité sociale                        |                  |          | 1 465 317,42               | 1 465 317,42 |                        |        | 1 465 317,42 | 1 465 317,42 |            | 0,00   |
| 437              | Autres organismes sociaux               |                  | 3 932,35 | 2 230 550,75               | 2 226 618,40 |                        |        | 2 230 550,75 | 2 230 550,75 |            | 0,00   |
| 4386             | Organismes soc - autres charges à payer |                  |          |                            | 589,00       |                        |        |              | 589,00       |            | 589,00 |
| 438              | Sous Total compte 438                   |                  |          |                            | 589,00       |                        |        |              | 589,00       |            | 589,00 |
| 43               | Sous Total compte 43                    |                  | 3 932,35 | 3 695 868,17               | 3 692 524,82 |                        |        | 3 695 868,17 | 3 696 457,17 |            | 589,00 |
| 4411             | Etat aut coll publ subv à recev amiable | 188 631,18       |          | 175 940,74                 | 355 618,99   |                        |        | 364 571,92   | 355 618,99   | 8 952,93   |        |

## Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

53500 - AURAY

Exercice 2017

| Numéro de Compte | Libellé de compte                        | Balance d'entrée  |        | Opérations non-budgétaires |                     | Opérations budgétaires |        | Totaux              |                     | Soldes           |               |
|------------------|------------------------------------------|-------------------|--------|----------------------------|---------------------|------------------------|--------|---------------------|---------------------|------------------|---------------|
|                  |                                          | Débit             | Crédit | Débit                      | Crédit              | Débit                  | Crédit | Débit               | Crédit              | Débit            | Crédit        |
| 4416             | Etat aut col pub sub à recev contentieux | 213,00            |        | 88 796,43                  | 68 840,42           |                        |        | 89 009,43           | 68 840,42           | 20 169,01        |               |
| <b>441</b>       | <b>Sous Total compte 441</b>             | <b>188 844,18</b> |        | <b>264 737,17</b>          | <b>424 459,41</b>   |                        |        | <b>453 581,35</b>   | <b>424 459,41</b>   | <b>29 121,94</b> |               |
| 442              | Etat-impots taxes recouv sur des tiers   |                   |        | 131 397,60                 | 131 397,60          |                        |        | 131 397,60          | 131 397,60          |                  | 0,00          |
| 44311            | Opér particul avec Etat dépenses         |                   |        | 13 068,06                  | 13 068,06           |                        |        | 13 068,06           | 13 068,06           |                  | 0,00          |
| 44312            | Opér particul avec Etat recettes amiable | 23 602,57         |        | 5 970 345,99               | 5 982 468,29        |                        |        | 5 993 948,56        | 5 982 468,29        | 11 480,27        |               |
| 44316            | Opér particul avec Etat rec contentieux  |                   |        | 12 453,00                  | 12 333,00           |                        |        | 12 453,00           | 12 333,00           | 120,00           |               |
| <b>4431</b>      | <b>Sous Total compte 4431</b>            | <b>23 602,57</b>  |        | <b>5 995 867,05</b>        | <b>6 007 869,35</b> |                        |        | <b>6 019 469,62</b> | <b>6 007 869,35</b> | <b>11 600,27</b> |               |
| 44331            | Opér particulières avec Département_Dépt |                   |        | 108 869,98                 | 109 926,26          |                        |        | 108 869,98          | 109 926,26          |                  | 1 056,28      |
| 44332            | Opér particul avec Dépt rec amiable      | 504,00            |        | 423,29                     | 867,29              |                        |        | 927,29              | 867,29              | 60,00            |               |
| 44336            | Opér particul avec Dépt rec contentieux  | 51,50             |        |                            |                     |                        |        | 51,50               |                     | 51,50            |               |
| <b>4433</b>      | <b>Sous Total compte 4433</b>            | <b>555,50</b>     |        | <b>109 293,27</b>          | <b>110 793,55</b>   |                        |        | <b>109 848,77</b>   | <b>110 793,55</b>   |                  | <b>944,78</b> |
| 44341            | Opér part av Etat communes dépenses      |                   |        | 8 867,88                   | 8 867,88            |                        |        | 8 867,88            | 8 867,88            |                  | 0,00          |
| 44342            | Opér part av Etat Cnes recettes amiable  | 146,66            |        | 3 114,06                   | 2 143,96            |                        |        | 3 260,72            | 2 143,96            | 1 116,76         |               |

**Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre**

Arrêté à la date du 31/12/2017

53500 - AURAY

Exercice 2017

| Numéro de Compte | Libellé de compte                        | Balance d'entrée |                  | Opérations non-budgétaires |                   | Opérations budgétaires |        | Totaux            |                   | Soldes            |                 |
|------------------|------------------------------------------|------------------|------------------|----------------------------|-------------------|------------------------|--------|-------------------|-------------------|-------------------|-----------------|
|                  |                                          | Débit            | Crédit           | Débit                      | Crédit            | Débit                  | Crédit | Débit             | Crédit            | Débit             | Crédit          |
| <b>4434</b>      | <b>Sous Total compte 4434</b>            | <b>146,66</b>    |                  | <b>11 981,94</b>           | <b>11 011,84</b>  |                        |        | <b>12 128,60</b>  | <b>11 011,84</b>  | <b>1 116,76</b>   |                 |
| 44351            | Opér particul grp dépenses               |                  | 19 836,14        | 129 123,26                 | 110 424,35        |                        |        | 129 123,26        | 130 260,49        |                   | 1 137,23        |
| 44352            | Opér particul avec grp recettes amiable  | 4 912,23         |                  |                            | 4 860,73          |                        |        | 4 912,23          | 4 860,73          | 51,50             |                 |
| <b>4435</b>      | <b>Sous Total compte 4435</b>            | <b>4 912,23</b>  | <b>19 836,14</b> | <b>129 123,26</b>          | <b>115 285,08</b> |                        |        | <b>134 035,49</b> | <b>135 121,22</b> |                   | <b>1 085,73</b> |
| 44361            | Opér part av Etat caisse écoles dépenses |                  |                  | 6 077,78                   | 6 077,78          |                        |        | 6 077,78          | 6 077,78          |                   | 0,00            |
| 44362            | Opér part Etat ce recettes amiable       |                  |                  | 25 228,93                  | 25 228,93         |                        |        | 25 228,93         | 25 228,93         |                   | 0,00            |
| <b>4436</b>      | <b>Sous Total compte 4436</b>            |                  |                  | <b>31 306,71</b>           | <b>31 306,71</b>  |                        |        | <b>31 306,71</b>  | <b>31 306,71</b>  |                   | <b>0,00</b>     |
| 44371            | Opér part av Etat col pub ccas dépenses  |                  | 210,00           | 525 396,96                 | 525 405,65        |                        |        | 525 396,96        | 525 615,65        |                   | 218,69          |
| 44372            | Opér part avec Etat ccas rec amiable     |                  |                  | 23 163,32                  |                   |                        |        | 23 163,32         |                   | 23 163,32         |                 |
| <b>4437</b>      | <b>Sous Total compte 4437</b>            |                  | <b>210,00</b>    | <b>548 560,28</b>          | <b>525 405,65</b> |                        |        | <b>548 560,28</b> | <b>525 615,65</b> | <b>22 944,63</b>  |                 |
| 44381            | Aut serv organ pub - dépenses            |                  |                  | 204 249,69                 | 243 611,71        |                        |        | 204 249,69        | 243 611,71        |                   | 39 362,02       |
| 44382            | Aut serv organ pub - recette amiable     | 71 800,00        |                  | 144 518,11                 | 71 800,00         |                        |        | 216 318,11        | 71 800,00         | 144 518,11        |                 |
| <b>4438</b>      | <b>Sous Total compte 4438</b>            | <b>71 800,00</b> |                  | <b>348 767,80</b>          | <b>315 411,71</b> |                        |        | <b>420 567,80</b> | <b>315 411,71</b> | <b>105 156,09</b> |                 |

## Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

53500 - AURAY

Exercice 2017

| Numéro de Compte | Libellé de compte                        | Balance d'entrée  |                  | Opérations non-budgétaires |                     | Opérations budgétaires |        | Totaux              |                     | Soldes            |                 |
|------------------|------------------------------------------|-------------------|------------------|----------------------------|---------------------|------------------------|--------|---------------------|---------------------|-------------------|-----------------|
|                  |                                          | Débit             | Crédit           | Débit                      | Crédit              | Débit                  | Crédit | Débit               | Crédit              | Débit             | Crédit          |
| <b>443</b>       | <b>Sous Total compte 443</b>             | <b>101 016,96</b> | <b>20 046,14</b> | <b>7 174 900,31</b>        | <b>7 117 083,89</b> |                        |        | <b>7 275 917,27</b> | <b>7 137 130,03</b> | <b>138 787,24</b> |                 |
| 44551            | Etat - IVA à décaisser                   |                   | 334,00           | 334,00                     | 6 667,00            |                        |        | 334,00              | 7 001,00            |                   | 6 667,00        |
| <b>4455</b>      | <b>Sous Total compte 4455</b>            |                   | <b>334,00</b>    | <b>334,00</b>              | <b>6 667,00</b>     |                        |        | <b>334,00</b>       | <b>7 001,00</b>     |                   | <b>6 667,00</b> |
| 44566            | IVA déduct sur autres biens et services  |                   |                  | 21 302,92                  | 21 302,92           |                        |        | 21 302,92           | 21 302,92           |                   | 0,00            |
| 44567            | Etat - crédit de TVA à reporter          |                   |                  | 20 486,00                  | 20 486,00           |                        |        | 20 486,00           | 20 486,00           |                   | 0,00            |
| <b>4456</b>      | <b>Sous Total compte 4456</b>            |                   |                  | <b>41 788,92</b>           | <b>41 788,92</b>    |                        |        | <b>41 788,92</b>    | <b>41 788,92</b>    |                   | <b>0,00</b>     |
| 44571            | Etat - IVA collectée                     |                   |                  | 15 446,68                  | 15 446,68           |                        |        | 15 446,68           | 15 446,68           |                   | 0,00            |
| <b>4457</b>      | <b>Sous Total compte 4457</b>            |                   |                  | <b>15 446,68</b>           | <b>15 446,68</b>    |                        |        | <b>15 446,68</b>    | <b>15 446,68</b>    |                   | <b>0,00</b>     |
| 44583            | Rembat taxes sur chiffre affaire demandé | 6 861,00          |                  | 11 945,00                  | 6 861,00            |                        |        | 18 806,00           | 6 861,00            | 11 945,00         |                 |
| <b>4458</b>      | <b>Sous Total compte 4458</b>            | <b>6 861,00</b>   |                  | <b>11 945,00</b>           | <b>6 861,00</b>     |                        |        | <b>18 806,00</b>    | <b>6 861,00</b>     | <b>11 945,00</b>  |                 |
| <b>445</b>       | <b>Sous Total compte 445</b>             | <b>6 861,00</b>   | <b>334,00</b>    | <b>69 514,60</b>           | <b>70 763,60</b>    |                        |        | <b>76 375,60</b>    | <b>71 097,60</b>    | <b>5 278,00</b>   |                 |
| 447              | Autres impôts taxes verSEMENTS assimilés |                   | 6 759,02         | 201 478,75                 | 199 039,70          |                        |        | 201 478,75          | 205 798,72          |                   | 4 319,97        |
| 4487             | Etat - produits à recevoir               | 162 774,81        |                  | 138 021,50                 | 162 774,81          |                        |        | 300 796,31          | 162 774,81          | 138 021,50        |                 |

**Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre**

Arrêté à la date du 31/12/2017

53500 - AURAY

Exercice 2017

| Numéro de Compte | Libellé de compte               | Balance d'entrée |            | Opérations non-budgétaires |              | Opérations budgétaires |        | Totaux       |              | Soldes     |            |
|------------------|---------------------------------|------------------|------------|----------------------------|--------------|------------------------|--------|--------------|--------------|------------|------------|
|                  |                                 | Débit            | Crédit     | Débit                      | Crédit       | Débit                  | Crédit | Débit        | Crédit       | Débit      | Crédit     |
| 448              | Sous Total compte 448           | 162 774,81       |            | 138 021,50                 | 162 774,81   |                        |        | 300 796,31   | 162 774,81   | 138 021,50 |            |
| 44               | Sous Total compte 44            | 459 496,95       | 27 139,16  | 7 980 049,93               | 8 105 519,01 |                        |        | 8 439 546,88 | 8 132 658,17 | 306 888,71 |            |
| 4621             | Créances cess immob - amiable   |                  |            | 85 284,01                  | 85 284,01    |                        |        | 85 284,01    | 85 284,01    |            | 0,00       |
| 462              | Sous Total compte 462           |                  |            | 85 284,01                  | 85 284,01    |                        |        | 85 284,01    | 85 284,01    |            | 0,00       |
| 4632             | Empt publics - intérêts à payer |                  | 24 704,85  | 24 704,85                  | 21 760,47    |                        |        | 24 704,85    | 46 465,32    |            | 21 760,47  |
| 463              | Sous Total compte 463           |                  | 24 704,85  | 24 704,85                  | 21 760,47    |                        |        | 24 704,85    | 46 465,32    |            | 21 760,47  |
| 4643             | Vacations encaissées à reverser |                  |            | 5 467,50                   | 5 467,50     |                        |        | 5 467,50     | 5 467,50     |            | 0,00       |
| 464              | Sous Total compte 464           |                  |            | 5 467,50                   | 5 467,50     |                        |        | 5 467,50     | 5 467,50     |            | 0,00       |
| 466              | Excéd de verSEment              |                  | 258,46     | 15 728,39                  | 15 653,64    |                        |        | 15 728,39    | 15 912,10    |            | 183,71     |
| 46711            | Autres comptes créditeurs       |                  | 118 733,47 | 796 331,58                 | 839 070,58   |                        |        | 796 331,58   | 957 804,05   |            | 161 472,47 |
| 4671             | Sous Total compte 4671          |                  | 118 733,47 | 796 331,58                 | 839 070,58   |                        |        | 796 331,58   | 957 804,05   |            | 161 472,47 |
| 46721            | Débiteurs divers - amiable      | 37 739,17        |            | 1 006 395,43               | 1 043 904,26 |                        |        | 1 044 134,60 | 1 043 904,26 | 230,34     |            |
| 46726            | Débiteurs divers - contentieux  | 1 585,85         |            |                            | 1 585,85     |                        |        | 1 585,85     | 1 585,85     |            | 0,00       |

## Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

53500 - AURAY

Exercice 2017

| Numéro de Compte | Libellé de compte                     | Balance d'entrée |            | Opérations non-budgétaires |               | Opérations budgétaires |        | Totaux        |               | Soldes    |            |
|------------------|---------------------------------------|------------------|------------|----------------------------|---------------|------------------------|--------|---------------|---------------|-----------|------------|
|                  |                                       | Débit            | Crédit     | Débit                      | Crédit        | Débit                  | Crédit | Débit         | Crédit        | Débit     | Crédit     |
| 4672             | Sous Total compte 4672                | 39 325,02        |            | 1 006 395,43               | 1 045 490,11  |                        |        | 1 045 720,45  | 1 045 490,11  | 230,34    |            |
| 467              | Sous Total compte 467                 | 39 325,02        | 118 733,47 | 1 802 727,01               | 1 884 560,69  |                        |        | 1 842 052,03  | 2 003 294,16  |           | 161 242,13 |
| 4687             | Divers - produits à recevoir          |                  |            | 16 945,86                  |               |                        |        | 16 945,86     |               | 16 945,86 |            |
| 468              | Sous Total compte 468                 |                  |            | 16 945,86                  |               |                        |        | 16 945,86     |               | 16 945,86 |            |
| 46               | Sous Total compte 46                  | 39 325,02        | 143 696,78 | 1 950 857,62               | 2 012 726,31  |                        |        | 1 990 182,64  | 2 156 423,09  |           | 166 240,45 |
| 4711             | Verst des régisseurs                  |                  |            | 458 058,19                 | 458 058,19    |                        |        | 458 058,19    | 458 058,19    |           | 0,00       |
| 4712             | Virements réimputés                   |                  |            | 5 026,24                   | 5 026,24      |                        |        | 5 026,24      | 5 026,24      |           | 0,00       |
| 47131            | Raet : verst contrib directes         |                  |            | 7 872 281,00               | 7 872 281,00  |                        |        | 7 872 281,00  | 7 872 281,00  |           | 0,00       |
| 47132            | Raet : verst dgf                      |                  |            | 2 011 374,00               | 2 011 374,00  |                        |        | 2 011 374,00  | 2 011 374,00  |           | 0,00       |
| 47134            | Raet : subv                           |                  |            | 977 739,77                 | 977 739,77    |                        |        | 977 739,77    | 977 739,77    |           | 0,00       |
| 47138            | Raet : autres                         |                  |            | 5 228 142,79               | 5 228 142,79  |                        |        | 5 228 142,79  | 5 228 142,79  |           | 0,00       |
| 4713             | Sous Total compte 4713                |                  |            | 16 089 537,56              | 16 089 537,56 |                        |        | 16 089 537,56 | 16 089 537,56 |           | 0,00       |
| 471411           | Excédent à réimputer - pers physiques |                  |            | 3 883,74                   | 3 917,72      |                        |        | 3 883,74      | 3 917,72      |           | 33,98      |

## Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

53500 - AURAY

Exercice 2017

| Numéro de Compte | Libellé de compte                        | Balance d'entrée |               | Opérations non-budgétaires |                      | Opérations budgétaires |        | Totaux               |                      | Soldes          |               |
|------------------|------------------------------------------|------------------|---------------|----------------------------|----------------------|------------------------|--------|----------------------|----------------------|-----------------|---------------|
|                  |                                          | Débit            | Crédit        | Débit                      | Crédit               | Débit                  | Crédit | Débit                | Crédit               | Débit           | Crédit        |
| 471412           | Excédent à réimputer - personnes morales |                  |               | 148 660,22                 | 148 672,68           |                        |        | 148 660,22           | 148 672,68           |                 | 12,46         |
| <b>47141</b>     | <b>Sous Total compte 47141</b>           |                  |               | <b>152 543,96</b>          | <b>152 590,40</b>    |                        |        | <b>152 543,96</b>    | <b>152 590,40</b>    |                 | <b>46,44</b>  |
| <b>4714</b>      | <b>Sous Total compte 4714</b>            |                  |               | <b>152 543,96</b>          | <b>152 590,40</b>    |                        |        | <b>152 543,96</b>    | <b>152 590,40</b>    |                 | <b>46,44</b>  |
| 47171            | Recettes relevé BDF - Hors Héra          |                  |               | 4 511,89                   | 4 813,89             |                        |        | 4 511,89             | 4 813,89             |                 | 302,00        |
| <b>4717</b>      | <b>Sous Total compte 4717</b>            |                  |               | <b>4 511,89</b>            | <b>4 813,89</b>      |                        |        | <b>4 511,89</b>      | <b>4 813,89</b>      |                 | <b>302,00</b> |
| 4718             | Autres recettes à régulariser            |                  | 222,36        | 17 216,55                  | 16 994,19            |                        |        | 17 216,55            | 17 216,55            |                 | 0,00          |
| <b>471</b>       | <b>Sous Total compte 471</b>             |                  | <b>222,36</b> | <b>16 726 894,39</b>       | <b>16 727 020,47</b> |                        |        | <b>16 726 894,39</b> | <b>16 727 242,83</b> |                 | <b>348,44</b> |
| 47211            | DACR - rembst annuités emprunts          |                  |               | 1 949 019,91               | 1 949 019,91         |                        |        | 1 949 019,91         | 1 949 019,91         |                 | 0,00          |
| 47218            | DACR - autres dépenses                   | 4 441,37         |               | 413 084,20                 | 417 525,57           |                        |        | 417 525,57           | 417 525,57           |                 | 0,00          |
| <b>4721</b>      | <b>Sous Total compte 4721</b>            | <b>4 441,37</b>  |               | <b>2 362 104,11</b>        | <b>2 366 545,48</b>  |                        |        | <b>2 366 545,48</b>  | <b>2 366 545,48</b>  |                 | <b>0,00</b>   |
| 4722             | DACR commission carte bancaire           |                  |               | 676,67                     | 676,67               |                        |        | 676,67               | 676,67               |                 | 0,00          |
| 4728             | DACR - autres dépenses à réquil          |                  |               | 164 918,76                 | 158 882,59           |                        |        | 164 918,76           | 158 882,59           | 6 036,17        |               |
| <b>472</b>       | <b>Sous Total compte 472</b>             | <b>4 441,37</b>  |               | <b>2 527 699,54</b>        | <b>2 526 104,74</b>  |                        |        | <b>2 532 140,91</b>  | <b>2 526 104,74</b>  | <b>6 036,17</b> |               |

**Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre**

Arrêté à la date du 31/12/2017

53500 - AURAY

Exercice 2017

| Numéro de Compte | Libellé de compte                         | Balance d'entrée  |                   | Opérations non-budgétaires |                      | Opérations budgétaires |        | Totaux               |                      | Soldes            |                   |
|------------------|-------------------------------------------|-------------------|-------------------|----------------------------|----------------------|------------------------|--------|----------------------|----------------------|-------------------|-------------------|
|                  |                                           | Débit             | Crédit            | Débit                      | Crédit               | Débit                  | Crédit | Débit                | Crédit               | Débit             | Crédit            |
| 4751             | Redevables sur rôle                       |                   |                   | 428 188,37                 | 428 188,37           |                        |        | 428 188,37           | 428 188,37           |                   | 0,00              |
| 4757             | Produits sur rôle                         |                   |                   | 427 864,50                 | 427 864,50           |                        |        | 427 864,50           | 427 864,50           |                   | 0,00              |
| <b>475</b>       | <b>Sous Total compte 475</b>              |                   |                   | <b>856 052,87</b>          | <b>856 052,87</b>    |                        |        | <b>856 052,87</b>    | <b>856 052,87</b>    |                   | <b>0,00</b>       |
| 4781             | Frais de poursuites rattachés             |                   |                   | 64,50                      | 64,50                |                        |        | 64,50                | 64,50                |                   | 0,00              |
| 4784             | Arrondis sur déclaration de TVA           |                   |                   | 3,14                       | 3,14                 |                        |        | 3,14                 | 3,14                 |                   | 0,00              |
| <b>478</b>       | <b>Sous Total compte 478</b>              |                   |                   | <b>67,64</b>               | <b>67,64</b>         |                        |        | <b>67,64</b>         | <b>67,64</b>         |                   | <b>0,00</b>       |
| <b>47</b>        | <b>Sous Total compte 47</b>               | <b>4 441,37</b>   | <b>222,36</b>     | <b>20 110 714,44</b>       | <b>20 109 245,72</b> |                        |        | <b>20 115 155,91</b> | <b>20 109 468,08</b> | <b>5 697,73</b>   |                   |
| 487              | Produits constatés d'avance               |                   | 28 863,00         | 28 863,00                  |                      |                        |        | 28 863,00            | 28 863,00            |                   | 0,00              |
| <b>48</b>        | <b>Sous Total compte 48</b>               |                   | <b>28 863,00</b>  | <b>28 863,00</b>           |                      |                        |        | <b>28 863,00</b>     | <b>28 863,00</b>     |                   | <b>0,00</b>       |
|                  | <b>Total classe 4</b>                     | <b>807 420,80</b> | <b>696 038,74</b> | <b>47 948 932,26</b>       | <b>48 142 801,23</b> |                        |        | <b>48 756 353,06</b> | <b>48 838 839,97</b> | <b>733 000,53</b> | <b>815 487,44</b> |
| 5113             | Titres spéc de paiement et assim à encais | 4 120,00          |                   | 16 833,50                  | 19 399,57            |                        |        | 20 953,50            | 19 399,57            | 1 553,93          |                   |
| 5115             | Cartes bancaires à l'encaissement         |                   |                   | 78 086,39                  | 78 086,39            |                        |        | 78 086,39            | 78 086,39            |                   | 0,00              |
| 51172            | Chèques impayés                           |                   |                   | 62,36                      | 62,36                |                        |        | 62,36                | 62,36                |                   | 0,00              |

**Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre**

Arrêté à la date du 31/12/2017

53500 - AURAY

Exercice 2017

| Numéro de Compte | Libellé de compte                        | Balance d'entrée    |        | Opérations non-budgétaires |                      | Opérations budgétaires |        | Totaux               |                      | Soldes              |             |
|------------------|------------------------------------------|---------------------|--------|----------------------------|----------------------|------------------------|--------|----------------------|----------------------|---------------------|-------------|
|                  |                                          | Débit               | Crédit | Débit                      | Crédit               | Débit                  | Crédit | Débit                | Crédit               | Débit               | Crédit      |
| 51178            | Autres valeurs impayées                  |                     |        | 7 859,74                   | 7 859,74             |                        |        | 7 859,74             | 7 859,74             |                     | 0,00        |
| <b>5117</b>      | <b>Sous Total compte 5117</b>            |                     |        | <b>7 922,10</b>            | <b>7 922,10</b>      |                        |        | <b>7 922,10</b>      | <b>7 922,10</b>      |                     | <b>0,00</b> |
| 5118             | Autres valeurs à l'encaissement          | 23 366,21           |        | 232 696,22                 | 228 700,90           |                        |        | 256 062,43           | 228 700,90           | 27 361,53           |             |
| <b>511</b>       | <b>Sous Total compte 511</b>             | <b>27 486,21</b>    |        | <b>335 538,21</b>          | <b>334 108,96</b>    |                        |        | <b>363 024,42</b>    | <b>334 108,96</b>    | <b>28 915,46</b>    |             |
| 515              | Compte au trésor                         | 3 389 998,91        |        | 18 791 606,43              | 20 741 278,52        |                        |        | 22 181 605,34        | 20 741 278,52        | 1 440 326,82        |             |
| <b>51</b>        | <b>Sous Total compte 51</b>              | <b>3 417 485,12</b> |        | <b>19 127 144,64</b>       | <b>21 075 387,48</b> |                        |        | <b>22 544 629,76</b> | <b>21 075 387,48</b> | <b>1 469 242,28</b> |             |
| 5411             | Disponibilités chez régisseurs d'avances | 57 345,42           |        | 108 734,14                 | 105 564,94           |                        |        | 166 079,56           | 105 564,94           | 60 514,62           |             |
| 5412             | Disponibilités régisseurs de recettes    | 642,20              |        |                            |                      |                        |        | 642,20               |                      | 642,20              |             |
| <b>541</b>       | <b>Sous Total compte 541</b>             | <b>57 987,62</b>    |        | <b>108 734,14</b>          | <b>105 564,94</b>    |                        |        | <b>166 721,76</b>    | <b>105 564,94</b>    | <b>61 156,82</b>    |             |
| <b>54</b>        | <b>Sous Total compte 54</b>              | <b>57 987,62</b>    |        | <b>108 734,14</b>          | <b>105 564,94</b>    |                        |        | <b>166 721,76</b>    | <b>105 564,94</b>    | <b>61 156,82</b>    |             |
| 580              | Opérations d'ordre budgétaires           |                     |        | 1 442 183,09               | 1 442 183,09         |                        |        | 1 442 183,09         | 1 442 183,09         |                     | 0,00        |
| 584              | Encaissements chèques par lecture opt    | 35,84               |        | 239 146,87                 | 238 000,17           |                        |        | 239 182,71           | 238 000,17           | 1 182,54            |             |
| 586              | Opér fin budget p et bud annex rattachés |                     |        | 1 973,69                   | 1 973,69             |                        |        | 1 973,69             | 1 973,69             |                     | 0,00        |

## Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

53500 - AURAY

Exercice 2017

| Numéro de Compte | Libellé de compte                      | Balance d'entrée    |        | Opérations non-budgétaires |                      | Opérations budgétaires |                  | Totaux               |                      | Soldes              |             |
|------------------|----------------------------------------|---------------------|--------|----------------------------|----------------------|------------------------|------------------|----------------------|----------------------|---------------------|-------------|
|                  |                                        | Débit               | Crédit | Débit                      | Crédit               | Débit                  | Crédit           | Débit                | Crédit               | Débit               | Crédit      |
| 5872             | Compte pivot - admission en non valeur |                     |        | 8 205,56                   | 8 205,56             |                        |                  | 8 205,56             | 8 205,56             |                     | 0,00        |
| <b>587</b>       | <b>Sous Total compte 587</b>           |                     |        | <b>8 205,56</b>            | <b>8 205,56</b>      |                        |                  | <b>8 205,56</b>      | <b>8 205,56</b>      |                     | <b>0,00</b> |
| 588              | Autres virements internes              |                     |        | 2 828,22                   | 2 828,22             |                        |                  | 2 828,22             | 2 828,22             |                     | 0,00        |
| <b>58</b>        | <b>Sous Total compte 58</b>            | <b>35,84</b>        |        | <b>1 694 337,43</b>        | <b>1 693 190,73</b>  |                        |                  | <b>1 694 373,27</b>  | <b>1 693 190,73</b>  | <b>1 182,54</b>     |             |
|                  | <b>Total classe 5</b>                  | <b>3 475 508,58</b> |        | <b>20 930 216,21</b>       | <b>22 874 143,15</b> |                        |                  | <b>24 405 724,79</b> | <b>22 874 143,15</b> | <b>1 531 581,64</b> | <b>0,00</b> |
| 60611            | Achats non stkés fournit eau-assainist |                     |        |                            |                      | 45 178,77              |                  | 45 178,77            |                      | 45 178,77           |             |
| 60612            | Achats non stkés fournit énergie élect |                     |        |                            |                      | 540 110,41             | 53 845,56        | 540 110,41           | 53 845,56            | 486 264,85          |             |
| <b>6061</b>      | <b>Sous Total compte 6061</b>          |                     |        |                            |                      | <b>585 289,18</b>      | <b>53 845,56</b> | <b>585 289,18</b>    | <b>53 845,56</b>     | <b>531 443,62</b>   |             |
| 60621            | Achats non stkés combustibles          |                     |        |                            |                      | 2 906,37               |                  | 2 906,37             |                      | 2 906,37            |             |
| 60622            | Achats non stkés carburants            |                     |        |                            |                      | 56 233,88              |                  | 56 233,88            |                      | 56 233,88           |             |
| 60623            | Achats non stkés d'aliment             |                     |        |                            |                      | 389 676,51             | 21 550,31        | 389 676,51           | 21 550,31            | 368 126,20          |             |
| 60624            | Achats non stkés produits traitement   |                     |        |                            |                      | 2 644,11               |                  | 2 644,11             |                      | 2 644,11            |             |
| 60628            | Achats autres fournit non stkées       |                     |        |                            |                      | 122 176,98             | 0,10             | 122 176,98           | 0,10                 | 122 176,88          |             |

## Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

53500 - AURAY

Exercice 2017

| Numéro de Compte | Libellé de compte                        | Balance d'entrée |        | Opérations non-budgétaires |        | Opérations budgétaires |           | Totaux       |           | Soldes       |        |
|------------------|------------------------------------------|------------------|--------|----------------------------|--------|------------------------|-----------|--------------|-----------|--------------|--------|
|                  |                                          | Débit            | Crédit | Débit                      | Crédit | Débit                  | Crédit    | Débit        | Crédit    | Débit        | Crédit |
| 6062             | <b>Sous Total compte 6062</b>            |                  |        |                            |        | 573 637,85             | 21 550,41 | 573 637,85   | 21 550,41 | 552 087,44   |        |
| 60631            | Achts non stkés fournit entretien        |                  |        |                            |        | 39 991,40              |           | 39 991,40    |           | 39 991,40    |        |
| 60632            | Achts non stkés fournit petit équipt     |                  |        |                            |        | 429 440,58             | 7 480,04  | 429 440,58   | 7 480,04  | 421 960,54   |        |
| 60633            | Achts non stkés fournit voirie           |                  |        |                            |        | 8 670,40               |           | 8 670,40     |           | 8 670,40     |        |
| 60636            | Achts non stkés vêtements travail        |                  |        |                            |        | 14 383,45              |           | 14 383,45    |           | 14 383,45    |        |
| 6063             | <b>Sous Total compte 6063</b>            |                  |        |                            |        | 492 485,83             | 7 480,04  | 492 485,83   | 7 480,04  | 485 005,79   |        |
| 6064             | Achts non stkés fournit admin            |                  |        |                            |        | 22 298,63              | 522,84    | 22 298,63    | 522,84    | 21 775,79    |        |
| 6065             | Achts non stkés livres-disques-cassettes |                  |        |                            |        | 65 521,54              | 747,95    | 65 521,54    | 747,95    | 64 773,59    |        |
| 6067             | Achts non stkés fournit scolaires        |                  |        |                            |        | 48 245,56              | 1 433,77  | 48 245,56    | 1 433,77  | 46 811,79    |        |
| 6068             | Achts non stkés autres mat et fourn      |                  |        |                            |        | 1 600,52               |           | 1 600,52     |           | 1 600,52     |        |
| 606              | <b>Sous Total compte 606</b>             |                  |        |                            |        | 1 789 079,11           | 85 580,57 | 1 789 079,11 | 85 580,57 | 1 703 498,54 |        |
| 60               | <b>Sous Total compte 60</b>              |                  |        |                            |        | 1 789 079,11           | 85 580,57 | 1 789 079,11 | 85 580,57 | 1 703 498,54 |        |
| 6132             | Locations immobilières                   |                  |        |                            |        | 6 004,59               | 3 200,00  | 6 004,59     | 3 200,00  | 2 804,59     |        |

## Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

53500 - AURAY

Exercice 2017

| Numéro de Compte | Libellé de compte                      | Balance d'entrée |        | Opérations non-budgétaires |        | Opérations budgétaires |                 | Totaux            |                 | Soldes            |        |
|------------------|----------------------------------------|------------------|--------|----------------------------|--------|------------------------|-----------------|-------------------|-----------------|-------------------|--------|
|                  |                                        | Débit            | Crédit | Débit                      | Crédit | Débit                  | Crédit          | Débit             | Crédit          | Débit             | Crédit |
| 6135             | Locations mobilières                   |                  |        |                            |        | 48 756,07              |                 | 48 756,07         |                 | 48 756,07         |        |
| <b>613</b>       | <b>Sous Total compte 613</b>           |                  |        |                            |        | <b>54 760,66</b>       | <b>3 200,00</b> | <b>54 760,66</b>  | <b>3 200,00</b> | <b>51 560,66</b>  |        |
| 61521            | Entretien et réparations de terrains   |                  |        |                            |        | 74 925,00              |                 | 74 925,00         |                 | 74 925,00         |        |
| 615221           | Bâtiments publics                      |                  |        |                            |        | 78 301,19              | 2 735,51        | 78 301,19         | 2 735,51        | 75 565,68         |        |
| <b>61522</b>     | <b>Sous Total compte 61522</b>         |                  |        |                            |        | <b>78 301,19</b>       | <b>2 735,51</b> | <b>78 301,19</b>  | <b>2 735,51</b> | <b>75 565,68</b>  |        |
| 615231           | Voieries                               |                  |        |                            |        | 27 743,03              | 3 844,06        | 27 743,03         | 3 844,06        | 23 898,97         |        |
| 615232           | Réseaux                                |                  |        |                            |        | 54 269,98              | 2 268,00        | 54 269,98         | 2 268,00        | 52 001,98         |        |
| <b>61523</b>     | <b>Sous Total compte 61523</b>         |                  |        |                            |        | <b>82 013,01</b>       | <b>6 112,06</b> | <b>82 013,01</b>  | <b>6 112,06</b> | <b>75 900,95</b>  |        |
| <b>6152</b>      | <b>Sous Total compte 6152</b>          |                  |        |                            |        | <b>235 239,20</b>      | <b>8 847,57</b> | <b>235 239,20</b> | <b>8 847,57</b> | <b>226 391,63</b> |        |
| 61551            | Entretien réparations matériel roulant |                  |        |                            |        | 15 649,27              |                 | 15 649,27         |                 | 15 649,27         |        |
| 61558            | Entretien réparations autres mobiliers |                  |        |                            |        | 65 253,31              | 823,20          | 65 253,31         | 823,20          | 64 430,11         |        |
| <b>6155</b>      | <b>Sous Total compte 6155</b>          |                  |        |                            |        | <b>80 902,58</b>       | <b>823,20</b>   | <b>80 902,58</b>  | <b>823,20</b>   | <b>80 079,38</b>  |        |
| 6156             | Maintenance                            |                  |        |                            |        | 196 980,72             | 7 530,24        | 196 980,72        | 7 530,24        | 189 450,48        |        |

**Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre**

Arrêté à la date du 31/12/2017

53500 - AURAY

Exercice 2017

| Numéro de Compte | Libellé de compte                     | Balance d'entrée |        | Opérations non-budgétaires |        | Opérations budgétaires |                  | Totaux            |                  | Soldes            |        |
|------------------|---------------------------------------|------------------|--------|----------------------------|--------|------------------------|------------------|-------------------|------------------|-------------------|--------|
|                  |                                       | Débit            | Crédit | Débit                      | Crédit | Débit                  | Crédit           | Débit             | Crédit           | Débit             | Crédit |
| <b>615</b>       | <b>Sous Total compte 615</b>          |                  |        |                            |        | <b>513 122,50</b>      | <b>17 201,01</b> | <b>513 122,50</b> | <b>17 201,01</b> | <b>495 921,49</b> |        |
| 6161             | Multirisques                          |                  |        |                            |        | 59 798,22              | 537,54           | 59 798,22         | 537,54           | 59 260,68         |        |
| <b>616</b>       | <b>Sous Total compte 616</b>          |                  |        |                            |        | <b>59 798,22</b>       | <b>537,54</b>    | <b>59 798,22</b>  | <b>537,54</b>    | <b>59 260,68</b>  |        |
| 617              | Etudes et recherches                  |                  |        |                            |        | 83 661,80              |                  | 83 661,80         |                  | 83 661,80         |        |
| 6182             | Divers doc générale et technique      |                  |        |                            |        | 10 531,49              |                  | 10 531,49         |                  | 10 531,49         |        |
| 6184             | Divers verst à organismes formation   |                  |        |                            |        | 18 390,00              | 3 032,50         | 18 390,00         | 3 032,50         | 15 357,50         |        |
| 6188             | Autres frais divers                   |                  |        |                            |        | 2 829,77               |                  | 2 829,77          |                  | 2 829,77          |        |
| <b>618</b>       | <b>Sous Total compte 618</b>          |                  |        |                            |        | <b>31 751,26</b>       | <b>3 032,50</b>  | <b>31 751,26</b>  | <b>3 032,50</b>  | <b>28 718,76</b>  |        |
| <b>61</b>        | <b>Sous Total compte 61</b>           |                  |        |                            |        | <b>743 094,44</b>      | <b>23 971,05</b> | <b>743 094,44</b> | <b>23 971,05</b> | <b>719 123,39</b> |        |
| 6210             | Autre personnel extérieur au service  |                  |        |                            |        | 62 602,48              | 1 222,50         | 62 602,48         | 1 222,50         | 61 379,98         |        |
| <b>621</b>       | <b>Sous Total compte 621</b>          |                  |        |                            |        | <b>62 602,48</b>       | <b>1 222,50</b>  | <b>62 602,48</b>  | <b>1 222,50</b>  | <b>61 379,98</b>  |        |
| 6225             | Indemnités au comptable et régisseurs |                  |        |                            |        | 2 984,58               |                  | 2 984,58          |                  | 2 984,58          |        |
| 6226             | Rému interméd honoraires              |                  |        |                            |        | 35 901,09              | 1 080,00         | 35 901,09         | 1 080,00         | 34 821,09         |        |

## Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

53500 - AURAY

Exercice 2017

| Numéro de Compte | Libellé de compte                                 | Balance d'entrée |        | Opérations non-budgétaires |        | Opérations budgétaires |                 | Totaux            |                 | Soldes            |        |
|------------------|---------------------------------------------------|------------------|--------|----------------------------|--------|------------------------|-----------------|-------------------|-----------------|-------------------|--------|
|                  |                                                   | Débit            | Crédit | Débit                      | Crédit | Débit                  | Crédit          | Débit             | Crédit          | Débit             | Crédit |
| 6227             | Rému intermédi<br>honoraires<br>fraîs act cont    |                  |        |                            |        | 12 891,23              |                 | 12 891,23         |                 | 12 891,23         |        |
| 6228             | Rému intermédi<br>honoraires<br>divers            |                  |        |                            |        | 291 914,21             | 5 050,09        | 291 914,21        | 5 050,09        | 286 864,12        |        |
| <b>622</b>       | <b>Sous Total<br/>compte 622</b>                  |                  |        |                            |        | <b>343 691,11</b>      | <b>6 130,09</b> | <b>343 691,11</b> | <b>6 130,09</b> | <b>337 561,02</b> |        |
| 6231             | Pub public<br>relat publ<br>annonces<br>insert    |                  |        |                            |        | 31 844,73              |                 | 31 844,73         |                 | 31 844,73         |        |
| 6232             | Pub public<br>relat publ<br>fêtes<br>cérémonies   |                  |        |                            |        | 13 243,87              |                 | 13 243,87         |                 | 13 243,87         |        |
| 6233             | Pub public<br>relat publ<br>foires<br>expositions |                  |        |                            |        | 32 214,97              | 36,42           | 32 214,97         | 36,42           | 32 178,55         |        |
| 6236             | Pub public<br>relat publ<br>catalog<br>imprimés   |                  |        |                            |        | 38 152,74              | 70,99           | 38 152,74         | 70,99           | 38 081,75         |        |
| 6237             | Pub public<br>relat publ<br>publications          |                  |        |                            |        | 42 265,37              | 904,80          | 42 265,37         | 904,80          | 41 360,57         |        |
| 6238             | Pub public<br>relat publ<br>divers                |                  |        |                            |        | 15 528,00              |                 | 15 528,00         |                 | 15 528,00         |        |
| <b>623</b>       | <b>Sous Total<br/>compte 623</b>                  |                  |        |                            |        | <b>173 249,68</b>      | <b>1 012,21</b> | <b>173 249,68</b> | <b>1 012,21</b> | <b>172 237,47</b> |        |
| 6247             | Transports<br>collectifs                          |                  |        |                            |        | 46 089,57              | 140,80          | 46 089,57         | 140,80          | 45 948,77         |        |
| <b>624</b>       | <b>Sous Total<br/>compte 624</b>                  |                  |        |                            |        | <b>46 089,57</b>       | <b>140,80</b>   | <b>46 089,57</b>  | <b>140,80</b>   | <b>45 948,77</b>  |        |
| 6251             | Déplacts<br>missions<br>récep - voyage<br>déplcts |                  |        |                            |        | 9 119,40               |                 | 9 119,40          |                 | 9 119,40          |        |

## Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

53500 - AURAY

Exercice 2017

| Numéro de Compte | Libellé de compte                      | Balance d'entrée |        | Opérations non-budgétaires |        | Opérations budgétaires |                  | Totaux              |                  | Soldes              |        |
|------------------|----------------------------------------|------------------|--------|----------------------------|--------|------------------------|------------------|---------------------|------------------|---------------------|--------|
|                  |                                        | Débit            | Crédit | Débit                      | Crédit | Débit                  | Crédit           | Débit               | Crédit           | Débit               | Crédit |
| 6255             | Déplacts missions récep                |                  |        |                            |        | 1 902,06               |                  | 1 902,06            |                  | 1 902,06            |        |
|                  | frais déménagt                         |                  |        |                            |        |                        |                  |                     |                  |                     |        |
| 6256             | Déplacts missions récep                |                  |        |                            |        | 8 665,94               |                  | 8 665,94            |                  | 8 665,94            |        |
|                  | - missions                             |                  |        |                            |        |                        |                  |                     |                  |                     |        |
| 6257             | Déplacts missions récep                |                  |        |                            |        | 54 202,62              | 7 896,00         | 54 202,62           | 7 896,00         | 46 306,62           |        |
|                  | - réceptions                           |                  |        |                            |        |                        |                  |                     |                  |                     |        |
| <b>625</b>       | <b>Sous Total compte 625</b>           |                  |        |                            |        | <b>73 890,02</b>       | <b>7 896,00</b>  | <b>73 890,02</b>    | <b>7 896,00</b>  | <b>65 994,02</b>    |        |
| 6261             | Frais d'affranchisse                   |                  |        |                            |        | 33 874,58              |                  | 33 874,58           |                  | 33 874,58           |        |
| 6262             | Frais de télécommunicat                |                  |        |                            |        | 38 580,67              | 1 145,88         | 38 580,67           | 1 145,88         | 37 434,79           |        |
| <b>626</b>       | <b>Sous Total compte 626</b>           |                  |        |                            |        | <b>72 455,25</b>       | <b>1 145,88</b>  | <b>72 455,25</b>    | <b>1 145,88</b>  | <b>71 309,37</b>    |        |
| 627              | Aut serv extér servi bancaires assimil |                  |        |                            |        | 1 244,27               |                  | 1 244,27            |                  | 1 244,27            |        |
| 6281             | Aut serv extér concours divers         |                  |        |                            |        | 12 951,22              |                  | 12 951,22           |                  | 12 951,22           |        |
| 6284             | Redevances pour services rendus        |                  |        |                            |        | 2 559,87               |                  | 2 559,87            |                  | 2 559,87            |        |
| 6288             | Autres serv extér                      |                  |        |                            |        | 373 439,15             | 15 947,12        | 373 439,15          | 15 947,12        | 357 492,03          |        |
| <b>628</b>       | <b>Sous Total compte 628</b>           |                  |        |                            |        | <b>388 950,24</b>      | <b>15 947,12</b> | <b>388 950,24</b>   | <b>15 947,12</b> | <b>373 003,12</b>   |        |
| <b>62</b>        | <b>Sous Total compte 62</b>            |                  |        |                            |        | <b>1 162 172,62</b>    | <b>33 494,60</b> | <b>1 162 172,62</b> | <b>33 494,60</b> | <b>1 128 678,02</b> |        |

## Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

53500 - AURAY

Exercice 2017

| Numéro de Compte | Libellé de compte                         | Balance d'entrée |        | Opérations non-budgétaires |        | Opérations budgétaires |               | Totaux            |               | Soldes            |        |
|------------------|-------------------------------------------|------------------|--------|----------------------------|--------|------------------------|---------------|-------------------|---------------|-------------------|--------|
|                  |                                           | Débit            | Crédit | Débit                      | Crédit | Débit                  | Crédit        | Débit             | Crédit        | Débit             | Crédit |
| 6332             | Cotisations versées au FNAL               |                  |        |                            |        | 25 129,46              |               | 25 129,46         |               | 25 129,46         |        |
| 6336             | Cotis. centre national - centres gestion  |                  |        |                            |        | 110 197,75             |               | 110 197,75        |               | 110 197,75        |        |
| 6338             | Autres impôts tax verst sur rému aut org  |                  |        |                            |        | 28 135,78              | 131,88        | 28 135,78         | 131,88        | 28 003,90         |        |
| <b>633</b>       | <b>Sous Total compte 633</b>              |                  |        |                            |        | <b>163 462,99</b>      | <b>131,88</b> | <b>163 462,99</b> | <b>131,88</b> | <b>163 331,11</b> |        |
| 63512            | Impôts directs - taxes foncières          |                  |        |                            |        | 42 087,00              |               | 42 087,00         |               | 42 087,00         |        |
| <b>6351</b>      | <b>Sous Total compte 6351</b>             |                  |        |                            |        | <b>42 087,00</b>       |               | <b>42 087,00</b>  |               | <b>42 087,00</b>  |        |
| 6355             | Taxes et impôts sur les véhicules         |                  |        |                            |        | 552,00                 |               | 552,00            |               | 552,00            |        |
| 6358             | Autres droits administration des impôts   |                  |        |                            |        | 3 839,47               |               | 3 839,47          |               | 3 839,47          |        |
| <b>635</b>       | <b>Sous Total compte 635</b>              |                  |        |                            |        | <b>46 478,47</b>       |               | <b>46 478,47</b>  |               | <b>46 478,47</b>  |        |
| 637              | Autres impôts tax verst sur rému aut org  |                  |        |                            |        | 279,56                 |               | 279,56            |               | 279,56            |        |
| <b>63</b>        | <b>Sous Total compte 63</b>               |                  |        |                            |        | <b>210 221,02</b>      | <b>131,88</b> | <b>210 221,02</b> | <b>131,88</b> | <b>210 089,14</b> |        |
| 64111            | Persl titulaire_rému principale           |                  |        |                            |        | 4 377 457,50           | 5 064,27      | 4 377 457,50      | 5 064,27      | 4 372 393,23      |        |
| 64112            | Persl titulaibr_NBI supplt fami indem rés |                  |        |                            |        | 131 604,84             |               | 131 604,84        |               | 131 604,84        |        |

## Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

53500 - AURAY

Exercice 2017

| Numéro de Compte | Libellé de compte                                | Balance d'entrée |        | Opérations non-budgétaires |        | Opérations budgétaires |                   | Totaux              |                   | Soldes              |            |
|------------------|--------------------------------------------------|------------------|--------|----------------------------|--------|------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|---------------------|------------|
|                  |                                                  | Débit            | Crédit | Débit                      | Crédit | Débit                  | Crédit            | Débit               | Crédit            | Débit               | Crédit     |
| 64116            | Persl<br>titulair_indem<br>préavi et<br>licenc   |                  |        |                            |        | 5 547,84               |                   | 5 547,84            |                   | 5 547,84            |            |
| 64118            | Personnel<br>titulaire<br>- autres<br>indemnités |                  |        |                            |        | 885 010,37             |                   | 885 010,37          |                   | 885 010,37          |            |
| <b>6411</b>      | <b>Sous Total<br/>compte 6411</b>                |                  |        |                            |        | <b>5 399 620,55</b>    | <b>5 064,27</b>   | <b>5 399 620,55</b> | <b>5 064,27</b>   | <b>5 394 556,28</b> |            |
| 64131            | Persel non<br>titulaire -<br>rémunération        |                  |        |                            |        | 542 918,89             |                   | 542 918,89          |                   | 542 918,89          |            |
| 64138            | Autres<br>indemnités                             |                  |        |                            |        | 80 949,65              |                   | 80 949,65           |                   | 80 949,65           |            |
| <b>6413</b>      | <b>Sous Total<br/>compte 6413</b>                |                  |        |                            |        | <b>623 868,54</b>      |                   | <b>623 868,54</b>   |                   | <b>623 868,54</b>   |            |
| 64162            | Emplois<br>d'avenir                              |                  |        |                            |        | 22 845,52              |                   | 22 845,52           |                   | 22 845,52           |            |
| <b>6416</b>      | <b>Sous Total<br/>compte 6416</b>                |                  |        |                            |        | <b>22 845,52</b>       |                   | <b>22 845,52</b>    |                   | <b>22 845,52</b>    |            |
| 6419             | Rembst<br>rémunérations<br>du persel             |                  |        |                            |        | 12 314,24              | 166 534,62        | 12 314,24           | 166 534,62        |                     | 154 220,38 |
| <b>641</b>       | <b>Sous Total<br/>compte 641</b>                 |                  |        |                            |        | <b>6 058 648,85</b>    | <b>171 598,89</b> | <b>6 058 648,85</b> | <b>171 598,89</b> | <b>5 887 049,96</b> |            |
| 6451             | Charges sécu<br>cotisations<br>URSSAF            |                  |        |                            |        | 972 979,04             | 789,00            | 972 979,04          | 789,00            | 972 190,04          |            |
| 6453             | Cotisations<br>aux caisses de<br>retraites       |                  |        |                            |        | 1 388 362,68           |                   | 1 388 362,68        |                   | 1 388 362,68        |            |
| 6454             | Charges sécu<br>cotisations<br>ASSEDIC           |                  |        |                            |        | 43 702,62              |                   | 43 702,62           |                   | 43 702,62           |            |

## Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

53500 - AURAY

Exercice 2017

| Numéro de Compte | Libellé de compte                        | Balance d'entrée |        | Opérations non-budgétaires |        | Opérations budgétaires |                   | Totaux              |                   | Soldes              |        |
|------------------|------------------------------------------|------------------|--------|----------------------------|--------|------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|---------------------|--------|
|                  |                                          | Débit            | Crédit | Débit                      | Crédit | Débit                  | Crédit            | Débit               | Crédit            | Débit               | Crédit |
| 6455             | Cotisations pour assurance du personnel  |                  |        |                            |        | 242 283,66             | 1 739,53          | 242 283,66          | 1 739,53          | 240 544,13          |        |
| 6458             | Charges sécu prévoyance cotisations      |                  |        |                            |        | 67 066,56              |                   | 67 066,56           |                   | 67 066,56           |        |
| <b>645</b>       | <b>Sous Total compte 645</b>             |                  |        |                            |        | <b>2 714 394,56</b>    | <b>2 528,53</b>   | <b>2 714 394,56</b> | <b>2 528,53</b>   | <b>2 711 866,03</b> |        |
| 6475             | Autres charges sociales médecine travail |                  |        |                            |        | 11 018,58              |                   | 11 018,58           |                   | 11 018,58           |        |
| <b>647</b>       | <b>Sous Total compte 647</b>             |                  |        |                            |        | <b>11 018,58</b>       |                   | <b>11 018,58</b>    |                   | <b>11 018,58</b>    |        |
| 6488             | Autres charges de personnel              |                  |        |                            |        | 2 268,28               |                   | 2 268,28            |                   | 2 268,28            |        |
| <b>648</b>       | <b>Sous Total compte 648</b>             |                  |        |                            |        | <b>2 268,28</b>        |                   | <b>2 268,28</b>     |                   | <b>2 268,28</b>     |        |
| <b>64</b>        | <b>Sous Total compte 64</b>              |                  |        |                            |        | <b>8 786 330,27</b>    | <b>174 127,42</b> | <b>8 786 330,27</b> | <b>174 127,42</b> | <b>8 612 202,85</b> |        |
| 6531             | Indemnités maires adjoints conseillers   |                  |        |                            |        | 167 008,51             |                   | 167 008,51          |                   | 167 008,51          |        |
| 6532             | Frais mission maires adjts conseillers   |                  |        |                            |        | 53,90                  |                   | 53,90               |                   | 53,90               |        |
| 6533             | Cotisations retraite maire adjts conseil |                  |        |                            |        | 15 362,08              |                   | 15 362,08           |                   | 15 362,08           |        |
| 6534             | Cotisations sécu soc maire adjts conseil |                  |        |                            |        | 12 375,46              |                   | 12 375,46           |                   | 12 375,46           |        |
| 6535             | Frais formation maires adjts conseil     |                  |        |                            |        | 11 440,00              |                   | 11 440,00           |                   | 11 440,00           |        |

## Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

53500 - AURAY

Exercice 2017

| Numéro de Compte | Libellé de compte                        | Balance d'entrée |        | Opérations non-budgétaires |        | Opérations budgétaires |              | Totaux            |              | Soldes            |        |
|------------------|------------------------------------------|------------------|--------|----------------------------|--------|------------------------|--------------|-------------------|--------------|-------------------|--------|
|                  |                                          | Débit            | Crédit | Débit                      | Crédit | Débit                  | Crédit       | Débit             | Crédit       | Débit             | Crédit |
| <b>653</b>       | <b>Sous Total compte 653</b>             |                  |        |                            |        | <b>206 239,95</b>      |              | <b>206 239,95</b> |              | <b>206 239,95</b> |        |
| 6541             | Créances admises en non-valeur           |                  |        |                            |        | 8 205,56               |              | 8 205,56          |              | 8 205,56          |        |
| 6542             | Créances éteintes                        |                  |        |                            |        | 6 004,93               | 17,73        | 6 004,93          | 17,73        | 5 987,20          |        |
| <b>654</b>       | <b>Sous Total compte 654</b>             |                  |        |                            |        | <b>14 210,49</b>       | <b>17,73</b> | <b>14 210,49</b>  | <b>17,73</b> | <b>14 192,76</b>  |        |
| 6553             | Cont particip service incendie           |                  |        |                            |        | 302 302,00             |              | 302 302,00        |              | 302 302,00        |        |
| 65541            | Contributions au fonds de compensation d |                  |        |                            |        | 1 500,00               |              | 1 500,00          |              | 1 500,00          |        |
| <b>6554</b>      | <b>Sous Total compte 6554</b>            |                  |        |                            |        | <b>1 500,00</b>        |              | <b>1 500,00</b>   |              | <b>1 500,00</b>   |        |
| 6558             | Autres contributions obligatoires        |                  |        |                            |        | 23 908,98              |              | 23 908,98         |              | 23 908,98         |        |
| <b>655</b>       | <b>Sous Total compte 655</b>             |                  |        |                            |        | <b>327 710,98</b>      |              | <b>327 710,98</b> |              | <b>327 710,98</b> |        |
| 657341           | Subv fonct aux orga pub Cnes membres GFP |                  |        |                            |        | 8 867,88               |              | 8 867,88          |              | 8 867,88          |        |
| <b>65734</b>     | <b>Sous Total compte 65734</b>           |                  |        |                            |        | <b>8 867,88</b>        |              | <b>8 867,88</b>   |              | <b>8 867,88</b>   |        |
| 657358           | Subv fonct aux orga pub autres groupets  |                  |        |                            |        | 17 863,30              |              | 17 863,30         |              | 17 863,30         |        |
| <b>65735</b>     | <b>Sous Total compte 65735</b>           |                  |        |                            |        | <b>17 863,30</b>       |              | <b>17 863,30</b>  |              | <b>17 863,30</b>  |        |

## Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

53500 - AURAY

Exercice 2017

| Numéro de Compte | Libellé de compte                    | Balance d'entrée |        | Opérations non-budgétaires |        | Opérations budgétaires |                  | Totaux              |                  | Soldes              |        |
|------------------|--------------------------------------|------------------|--------|----------------------------|--------|------------------------|------------------|---------------------|------------------|---------------------|--------|
|                  |                                      | Débit            | Crédit | Débit                      | Crédit | Débit                  | Crédit           | Débit               | Crédit           | Débit               | Crédit |
| 657362           | CCAS                                 |                  |        |                            |        | 525 000,00             |                  | 525 000,00          |                  | 525 000,00          |        |
| <b>65736</b>     | <b>Sous Total compte 65736</b>       |                  |        |                            |        | <b>525 000,00</b>      |                  | <b>525 000,00</b>   |                  | <b>525 000,00</b>   |        |
| <b>6573</b>      | <b>Sous Total compte 6573</b>        |                  |        |                            |        | <b>551 731,18</b>      |                  | <b>551 731,18</b>   |                  | <b>551 731,18</b>   |        |
| 6574             | Subv fonct assoc et pers droit privé |                  |        |                            |        | 612 676,32             | 1 200,00         | 612 676,32          | 1 200,00         | 611 476,32          |        |
| <b>657</b>       | <b>Sous Total compte 657</b>         |                  |        |                            |        | <b>1 164 407,50</b>    | <b>1 200,00</b>  | <b>1 164 407,50</b> | <b>1 200,00</b>  | <b>1 163 207,50</b> |        |
| <b>65</b>        | <b>Sous Total compte 65</b>          |                  |        |                            |        | <b>1 712 568,92</b>    | <b>1 217,73</b>  | <b>1 712 568,92</b> | <b>1 217,73</b>  | <b>1 711 351,19</b> |        |
| 66111            | Intérêts réglés à l'échéance         |                  |        |                            |        | 404 336,21             |                  | 404 336,21          |                  | 404 336,21          |        |
| 66112            | Intérêts - rattachement des icne     |                  |        |                            |        | 49 766,77              | 47 738,30        | 49 766,77           | 47 738,30        | 2 028,47            |        |
| <b>6611</b>      | <b>Sous Total compte 6611</b>        |                  |        |                            |        | <b>454 102,98</b>      | <b>47 738,30</b> | <b>454 102,98</b>   | <b>47 738,30</b> | <b>406 364,68</b>   |        |
| 6618             | Charges d'intérêts des autres dettes |                  |        |                            |        | 2 586,60               |                  | 2 586,60            |                  | 2 586,60            |        |
| <b>661</b>       | <b>Sous Total compte 661</b>         |                  |        |                            |        | <b>456 689,58</b>      | <b>47 738,30</b> | <b>456 689,58</b>   | <b>47 738,30</b> | <b>408 951,28</b>   |        |
| <b>66</b>        | <b>Sous Total compte 66</b>          |                  |        |                            |        | <b>456 689,58</b>      | <b>47 738,30</b> | <b>456 689,58</b>   | <b>47 738,30</b> | <b>408 951,28</b>   |        |
| 6713             | Charges except-secours et dots       |                  |        |                            |        | 7 504,30               |                  | 7 504,30            |                  | 7 504,30            |        |

## Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

53500 - AURAY

Exercice 2017

| Numéro de Compte | Libellé de compte                        | Balance d'entrée |        | Opérations non-budgétaires |        | Opérations budgétaires |                   | Totaux               |                   | Soldes               |                   |
|------------------|------------------------------------------|------------------|--------|----------------------------|--------|------------------------|-------------------|----------------------|-------------------|----------------------|-------------------|
|                  |                                          | Débit            | Crédit | Débit                      | Crédit | Débit                  | Crédit            | Débit                | Crédit            | Débit                | Crédit            |
| <b>671</b>       | <b>Sous Total compte 671</b>             |                  |        |                            |        | <b>7 504,30</b>        |                   | <b>7 504,30</b>      |                   | <b>7 504,30</b>      |                   |
| 673              | Charges except titres annulés            |                  |        |                            |        | 20 687,49              | 72,00             | 20 687,49            | 72,00             | 20 615,49            |                   |
| 675              | Charges except vnc immob cédées          |                  |        |                            |        | 34 740,54              |                   | 34 740,54            |                   | 34 740,54            |                   |
| 6761             | Différences sur réalisations (positives) |                  |        |                            |        | 7 471,17               |                   | 7 471,17             |                   | 7 471,17             |                   |
| <b>676</b>       | <b>Sous Total compte 676</b>             |                  |        |                            |        | <b>7 471,17</b>        |                   | <b>7 471,17</b>      |                   | <b>7 471,17</b>      |                   |
| 678              | Autres charges exceptionnelles           |                  |        |                            |        | 3 929,00               |                   | 3 929,00             |                   | 3 929,00             |                   |
| <b>67</b>        | <b>Sous Total compte 67</b>              |                  |        |                            |        | <b>74 332,50</b>       | <b>72,00</b>      | <b>74 332,50</b>     | <b>72,00</b>      | <b>74 260,50</b>     |                   |
| 6811             | DA - immob                               |                  |        |                            |        | 781 456,72             | 2 015,00          | 781 456,72           | 2 015,00          | 779 441,72           |                   |
| <b>681</b>       | <b>Sous Total compte 681</b>             |                  |        |                            |        | <b>781 456,72</b>      | <b>2 015,00</b>   | <b>781 456,72</b>    | <b>2 015,00</b>   | <b>779 441,72</b>    |                   |
| <b>68</b>        | <b>Sous Total compte 68</b>              |                  |        |                            |        | <b>781 456,72</b>      | <b>2 015,00</b>   | <b>781 456,72</b>    | <b>2 015,00</b>   | <b>779 441,72</b>    |                   |
|                  | <b>Total classe 6</b>                    |                  |        |                            |        | <b>15 715 945,18</b>   | <b>368 348,55</b> | <b>15 715 945,18</b> | <b>368 348,55</b> | <b>15 501 817,01</b> | <b>154 220,38</b> |
| 70311            | Concession dans cimetières (produit net) |                  |        |                            |        |                        | 34 697,50         |                      | 34 697,50         |                      | 34 697,50         |
| 70312            | Redevances funéraires                    |                  |        |                            |        |                        | 9 030,85          |                      | 9 030,85          |                      | 9 030,85          |

## Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

53500 - AURAY

Exercice 2017

| Numéro de Compte | Libellé de compte                        | Balance d'entrée |        | Opérations non-budgétaires |        | Opérations budgétaires |                   | Totaux           |                   | Soldes |                   |
|------------------|------------------------------------------|------------------|--------|----------------------------|--------|------------------------|-------------------|------------------|-------------------|--------|-------------------|
|                  |                                          | Débit            | Crédit | Débit                      | Crédit | Débit                  | Crédit            | Débit            | Crédit            | Débit  | Crédit            |
| <b>7031</b>      | <b>Sous Total compte 7031</b>            |                  |        |                            |        |                        | <b>43 728,35</b>  |                  | <b>43 728,35</b>  |        | <b>43 728,35</b>  |
| 70321            | Droits stationnement location voie pub   |                  |        |                            |        | 994,60                 | 123 756,35        | 994,60           | 123 756,35        |        | 122 761,75        |
| 70323            | Redev occupation domaine public communal |                  |        |                            |        | 14 808,80              | 123 752,94        | 14 808,80        | 123 752,94        |        | 108 944,14        |
| 70328            | Autres droits stationnement et location  |                  |        |                            |        | 720,00                 | 920,00            | 720,00           | 920,00            |        | 200,00            |
| <b>7032</b>      | <b>Sous Total compte 7032</b>            |                  |        |                            |        | <b>16 523,40</b>       | <b>248 429,29</b> | <b>16 523,40</b> | <b>248 429,29</b> |        | <b>231 905,89</b> |
| 70388            | Autres redevances et recettes diverses   |                  |        |                            |        |                        | 43 871,95         |                  | 43 871,95         |        | 43 871,95         |
| <b>7038</b>      | <b>Sous Total compte 7038</b>            |                  |        |                            |        |                        | <b>43 871,95</b>  |                  | <b>43 871,95</b>  |        | <b>43 871,95</b>  |
| <b>703</b>       | <b>Sous Total compte 703</b>             |                  |        |                            |        | <b>16 523,40</b>       | <b>336 029,59</b> | <b>16 523,40</b> | <b>336 029,59</b> |        | <b>319 506,19</b> |
| 7062             | Prestation serv redev droits culturel    |                  |        |                            |        | 917,00                 | 279 565,03        | 917,00           | 279 565,03        |        | 278 648,03        |
| 7065             | Prest serv droits port navigation        |                  |        |                            |        |                        | 821,13            |                  | 821,13            |        | 821,13            |
| 7066             | Prestation serv redev droits social      |                  |        |                            |        | 4 853,83               | 160 434,39        | 4 853,83         | 160 434,39        |        | 155 580,56        |
| 7067             | Prest serv redev droits serv péri-scol   |                  |        |                            |        | 40 302,11              | 467 948,60        | 40 302,11        | 467 948,60        |        | 427 646,49        |
| 70688            | Prest serv autres prestat service        |                  |        |                            |        |                        | 1 826,00          |                  | 1 826,00          |        | 1 826,00          |

## Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

53500 - AURAY

Exercice 2017

| Numéro de Compte | Libellé de compte                        | Balance d'entrée |        | Opérations non-budgétaires |        | Opérations budgétaires |            | Totaux    |            | Soldes |            |
|------------------|------------------------------------------|------------------|--------|----------------------------|--------|------------------------|------------|-----------|------------|--------|------------|
|                  |                                          | Débit            | Crédit | Débit                      | Crédit | Débit                  | Crédit     | Débit     | Crédit     | Débit  | Crédit     |
| 7068             | Sous Total compte 7068                   |                  |        |                            |        |                        | 1 826,00   |           | 1 826,00   |        | 1 826,00   |
| 706              | Sous Total compte 706                    |                  |        |                            |        | 46 072,94              | 910 595,15 | 46 072,94 | 910 595,15 |        | 864 522,21 |
| 7078             | Ventes d'autres marchandises             |                  |        |                            |        |                        | 560,59     |           | 560,59     |        | 560,59     |
| 707              | Sous Total compte 707                    |                  |        |                            |        |                        | 560,59     |           | 560,59     |        | 560,59     |
| 7082             | Autres produits-commissions              |                  |        |                            |        |                        | 501,43     |           | 501,43     |        | 501,43     |
| 7083             | Aut produits locat div autre qu'immeuble |                  |        |                            |        | 16,00                  | 1 444,50   | 16,00     | 1 444,50   |        | 1 428,50   |
| 70841            | Mise à dispo persel aux BA               |                  |        |                            |        |                        | 169 747,04 |           | 169 747,04 |        | 169 747,04 |
| 70845            | Mise à dispo persel aux Cnes membres GFP |                  |        |                            |        |                        | 3 114,06   |           | 3 114,06   |        | 3 114,06   |
| 70848            | Mise à dispo persel facturée autres org  |                  |        |                            |        |                        | 14 767,31  |           | 14 767,31  |        | 14 767,31  |
| 7084             | Sous Total compte 7084                   |                  |        |                            |        |                        | 187 628,41 |           | 187 628,41 |        | 187 628,41 |
| 70873            | Autres prod rebst frais par CCAS         |                  |        |                            |        |                        | 23 163,32  |           | 23 163,32  |        | 23 163,32  |
| 70878            | Autres produits - remboursement de frais |                  |        |                            |        | 1 163,86               | 24 028,84  | 1 163,86  | 24 028,84  |        | 22 864,98  |
| 7087             | Sous Total compte 7087                   |                  |        |                            |        | 1 163,86               | 47 192,16  | 1 163,86  | 47 192,16  |        | 46 028,30  |

**Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre**

Arrêté à la date du 31/12/2017

53500 - AURAY

Exercice 2017

| Numéro de Compte | Libellé de compte                        | Balance d'entrée |        | Opérations non-budgétaires |        | Opérations budgétaires |              | Totaux    |              | Soldes |              |
|------------------|------------------------------------------|------------------|--------|----------------------------|--------|------------------------|--------------|-----------|--------------|--------|--------------|
|                  |                                          | Débit            | Crédit | Débit                      | Crédit | Débit                  | Crédit       | Débit     | Crédit       | Débit  | Crédit       |
| 708              | Sous Total compte 708                    |                  |        |                            |        | 1 179,86               | 236 766,50   | 1 179,86  | 236 766,50   |        | 235 586,64   |
| 70               | Sous Total compte 70                     |                  |        |                            |        | 63 776,20              | 1 483 951,83 | 63 776,20 | 1 483 951,83 |        | 1 420 175,63 |
| 722              | Immobilisations corporelles              |                  |        |                            |        |                        | 536 684,09   |           | 536 684,09   |        | 536 684,09   |
| 72               | Sous Total compte 72                     |                  |        |                            |        |                        | 536 684,09   |           | 536 684,09   |        | 536 684,09   |
| 73111            | Taxes foncières et d'habitation          |                  |        |                            |        |                        | 7 874 249,00 |           | 7 874 249,00 |        | 7 874 249,00 |
| 7311             | Sous Total compte 7311                   |                  |        |                            |        |                        | 7 874 249,00 |           | 7 874 249,00 |        | 7 874 249,00 |
| 7318             | Impôts locaux - autres impôts ou assimil |                  |        |                            |        |                        | 10 617,00    |           | 10 617,00    |        | 10 617,00    |
| 731              | Sous Total compte 731                    |                  |        |                            |        |                        | 7 884 866,00 |           | 7 884 866,00 |        | 7 884 866,00 |
| 73211            | Attribution de compensation              |                  |        |                            |        |                        | 2 148 353,00 |           | 2 148 353,00 |        | 2 148 353,00 |
| 7321             | Sous Total compte 7321                   |                  |        |                            |        |                        | 2 148 353,00 |           | 2 148 353,00 |        | 2 148 353,00 |
| 732              | Sous Total compte 732                    |                  |        |                            |        |                        | 2 148 353,00 |           | 2 148 353,00 |        | 2 148 353,00 |
| 7338             | Taxes services publics - domaine-autres  |                  |        |                            |        |                        | 882,00       |           | 882,00       |        | 882,00       |
| 733              | Sous Total compte 733                    |                  |        |                            |        |                        | 882,00       |           | 882,00       |        | 882,00       |

## Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

53500 - AURAY

Exercice 2017

| Numéro de Compte | Libellé de compte                        | Balance d'entrée |        | Opérations non-budgétaires |        | Opérations budgétaires |                   | Totaux           |                   | Soldes           |                   |
|------------------|------------------------------------------|------------------|--------|----------------------------|--------|------------------------|-------------------|------------------|-------------------|------------------|-------------------|
|                  |                                          | Débit            | Crédit | Débit                      | Crédit | Débit                  | Crédit            | Débit            | Crédit            | Débit            | Crédit            |
| 7351             | Taxe sur électricité                     |                  |        |                            |        |                        | 296 415,91        |                  | 296 415,91        |                  | 296 415,91        |
| <b>735</b>       | <b>Sous Total compte 735</b>             |                  |        |                            |        |                        | <b>296 415,91</b> |                  | <b>296 415,91</b> |                  | <b>296 415,91</b> |
| 7362             | Taxes de séjour                          |                  |        |                            |        |                        | 37 669,46         |                  | 37 669,46         |                  | 37 669,46         |
| 7368             | Taxes locale sur la publicité extérieure |                  |        |                            |        | 5 201,50               | 138 973,64        | 5 201,50         | 138 973,64        |                  | 133 772,14        |
| <b>736</b>       | <b>Sous Total compte 736</b>             |                  |        |                            |        | <b>5 201,50</b>        | <b>176 643,10</b> | <b>5 201,50</b>  | <b>176 643,10</b> |                  | <b>171 441,60</b> |
| 7381             | Taxe addit droit mutation                |                  |        |                            |        |                        | 690 898,67        |                  | 690 898,67        |                  | 690 898,67        |
| <b>738</b>       | <b>Sous Total compte 738</b>             |                  |        |                            |        |                        | <b>690 898,67</b> |                  | <b>690 898,67</b> |                  | <b>690 898,67</b> |
| 7391171          | Dégrèvt taxe fnb en faveur jeunes agri   |                  |        |                            |        | 144,00                 | 72,00             | 144,00           | 72,00             | 72,00            |                   |
| 7391172          | Dégrèvt taxe habitation logts vacants    |                  |        |                            |        | 12 405,00              |                   | 12 405,00        |                   | 12 405,00        |                   |
| <b>739117</b>    | <b>Sous Total compte 739117</b>          |                  |        |                            |        | <b>12 549,00</b>       | <b>72,00</b>      | <b>12 549,00</b> | <b>72,00</b>      | <b>12 477,00</b> |                   |
| <b>73911</b>     | <b>Sous Total compte 73911</b>           |                  |        |                            |        | <b>12 549,00</b>       | <b>72,00</b>      | <b>12 549,00</b> | <b>72,00</b>      | <b>12 477,00</b> |                   |
| <b>7391</b>      | <b>Sous Total compte 7391</b>            |                  |        |                            |        | <b>12 549,00</b>       | <b>72,00</b>      | <b>12 549,00</b> | <b>72,00</b>      | <b>12 477,00</b> |                   |
| <b>739</b>       | <b>Sous Total compte 739</b>             |                  |        |                            |        | <b>12 549,00</b>       | <b>72,00</b>      | <b>12 549,00</b> | <b>72,00</b>      | <b>12 477,00</b> |                   |

**Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre**

Arrêté à la date du 31/12/2017

53500 - AURAY

Exercice 2017

| Numéro de Compte | Libellé de compte                 | Balance d'entrée |        | Opérations non-budgétaires |        | Opérations budgétaires |                      | Totaux           |                      | Soldes |                      |
|------------------|-----------------------------------|------------------|--------|----------------------------|--------|------------------------|----------------------|------------------|----------------------|--------|----------------------|
|                  |                                   | Débit            | Crédit | Débit                      | Crédit | Débit                  | Crédit               | Débit            | Crédit               | Débit  | Crédit               |
| <b>73</b>        | <b>Sous Total compte 73</b>       |                  |        |                            |        | <b>17 750,50</b>       | <b>11 198 130,68</b> | <b>17 750,50</b> | <b>11 198 130,68</b> |        | <b>11 180 380,18</b> |
| 7411             | DGFdotation forfaitaire           |                  |        |                            |        | 48 239,00              | 1 517 045,00         | 48 239,00        | 1 517 045,00         |        | 1 468 806,00         |
| 74123            | DGF solidarité urbaine            |                  |        |                            |        |                        | 542 568,00           |                  | 542 568,00           |        | 542 568,00           |
| 74127            | Dotation nationale de péréquation |                  |        |                            |        |                        | 430 492,00           |                  | 430 492,00           |        | 430 492,00           |
| <b>7412</b>      | <b>Sous Total compte 7412</b>     |                  |        |                            |        |                        | <b>973 060,00</b>    |                  | <b>973 060,00</b>    |        | <b>973 060,00</b>    |
| <b>741</b>       | <b>Sous Total compte 741</b>      |                  |        |                            |        | <b>48 239,00</b>       | <b>2 490 105,00</b>  | <b>48 239,00</b> | <b>2 490 105,00</b>  |        | <b>2 441 866,00</b>  |
| 744              | FCTVA                             |                  |        |                            |        |                        | 15 215,00            |                  | 15 215,00            |        | 15 215,00            |
| 74712            | Emplois d'avenir                  |                  |        |                            |        |                        | 13 636,55            |                  | 13 636,55            |        | 13 636,55            |
| 74718            | Autres participations Etat        |                  |        |                            |        | 6 975,35               | 134 280,85           | 6 975,35         | 134 280,85           |        | 127 305,50           |
| <b>7471</b>      | <b>Sous Total compte 7471</b>     |                  |        |                            |        | <b>6 975,35</b>        | <b>147 917,40</b>    | <b>6 975,35</b>  | <b>147 917,40</b>    |        | <b>140 942,05</b>    |
| 7472             | Participations - Région           |                  |        |                            |        |                        | 68 913,27            |                  | 68 913,27            |        | 68 913,27            |
| 7473             | Participations - Dépt             |                  |        |                            |        |                        | 64 247,91            |                  | 64 247,91            |        | 64 247,91            |
| 74741            | Participations Cnes membres GFP   |                  |        |                            |        | 388,86                 | 98 913,11            | 388,86           | 98 913,11            |        | 98 524,25            |

## Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

53500 - AURAY

Exercice 2017

| Numéro de Compte | Libellé de compte                       | Balance d'entrée |        | Opérations non-budgétaires |        | Opérations budgétaires |                   | Totaux            |                   | Soldes |                   |
|------------------|-----------------------------------------|------------------|--------|----------------------------|--------|------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--------|-------------------|
|                  |                                         | Débit            | Crédit | Débit                      | Crédit | Débit                  | Crédit            | Débit             | Crédit            | Débit  | Crédit            |
| 74748            | Participations des autres Cnes          |                  |        |                            |        |                        | 650,00            |                   | 650,00            |        | 650,00            |
| <b>7474</b>      | <b>Sous Total compte 7474</b>           |                  |        |                            |        | <b>388,86</b>          | <b>99 563,11</b>  | <b>388,86</b>     | <b>99 563,11</b>  |        | <b>99 174,25</b>  |
| 7478             | Participations - autres organismes      |                  |        |                            |        | 162 774,81             | 437 096,57        | 162 774,81        | 437 096,57        |        | 274 321,76        |
| <b>747</b>       | <b>Sous Total compte 747</b>            |                  |        |                            |        | <b>170 139,02</b>      | <b>817 738,26</b> | <b>170 139,02</b> | <b>817 738,26</b> |        | <b>647 599,24</b> |
| 748314           | Dotation unique compensations spé TP    |                  |        |                            |        |                        | 3 661,00          |                   | 3 661,00          |        | 3 661,00          |
| <b>74831</b>     | <b>Sous Total compte 74831</b>          |                  |        |                            |        |                        | <b>3 661,00</b>   |                   | <b>3 661,00</b>   |        | <b>3 661,00</b>   |
| 74834            | Compens au titre exonérat tax foncières |                  |        |                            |        |                        | 40 597,00         |                   | 40 597,00         |        | 40 597,00         |
| 74835            | Compens au titre exonérat de la th      |                  |        |                            |        |                        | 394 852,00        |                   | 394 852,00        |        | 394 852,00        |
| 748372           | Dotation politique de la ville          |                  |        |                            |        | 29 800,00              | 29 800,00         | 29 800,00         | 29 800,00         |        | 0,00              |
| <b>74837</b>     | <b>Sous Total compte 74837</b>          |                  |        |                            |        | <b>29 800,00</b>       | <b>29 800,00</b>  | <b>29 800,00</b>  | <b>29 800,00</b>  |        | <b>0,00</b>       |
| <b>7483</b>      | <b>Sous Total compte 7483</b>           |                  |        |                            |        | <b>29 800,00</b>       | <b>468 910,00</b> | <b>29 800,00</b>  | <b>468 910,00</b> |        | <b>439 110,00</b> |
| 7484             | Dotation de recensement                 |                  |        |                            |        |                        | 2 671,00          |                   | 2 671,00          |        | 2 671,00          |
| 7485             | Dotation pour les titres sécurisés      |                  |        |                            |        |                        | 5 030,00          |                   | 5 030,00          |        | 5 030,00          |

## Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

53500 - AURAY

Exercice 2017

| Numéro de Compte | Libellé de compte                        | Balance d'entrée |        | Opérations non-budgétaires |        | Opérations budgétaires |                     | Totaux            |                     | Soldes |                     |
|------------------|------------------------------------------|------------------|--------|----------------------------|--------|------------------------|---------------------|-------------------|---------------------|--------|---------------------|
|                  |                                          | Débit            | Crédit | Débit                      | Crédit | Débit                  | Crédit              | Débit             | Crédit              | Débit  | Crédit              |
| 7488             | Autres attributions - participations     |                  |        |                            |        |                        | 2 702,96            |                   | 2 702,96            |        | 2 702,96            |
| <b>748</b>       | <b>Sous Total compte 748</b>             |                  |        |                            |        | <b>29 800,00</b>       | <b>479 313,96</b>   | <b>29 800,00</b>  | <b>479 313,96</b>   |        | <b>449 513,96</b>   |
| <b>74</b>        | <b>Sous Total compte 74</b>              |                  |        |                            |        | <b>248 178,02</b>      | <b>3 802 372,22</b> | <b>248 178,02</b> | <b>3 802 372,22</b> |        | <b>3 554 194,20</b> |
| 752              | Revenus des immeubles                    |                  |        |                            |        | 3 159,90               | 296 968,85          | 3 159,90          | 296 968,85          |        | 293 808,95          |
| 758              | Produits divers de gestion courante      |                  |        |                            |        |                        | 2,82                |                   | 2,82                |        | 2,82                |
| <b>75</b>        | <b>Sous Total compte 75</b>              |                  |        |                            |        | <b>3 159,90</b>        | <b>296 971,67</b>   | <b>3 159,90</b>   | <b>296 971,67</b>   |        | <b>293 811,77</b>   |
| 764              | Revenus des VMP                          |                  |        |                            |        |                        | 110,32              |                   | 110,32              |        | 110,32              |
| <b>76</b>        | <b>Sous Total compte 76</b>              |                  |        |                            |        |                        | <b>110,32</b>       |                   | <b>110,32</b>       |        | <b>110,32</b>       |
| 7714             | Recouvrement sur créances non valeur     |                  |        |                            |        |                        | 2,00                |                   | 2,00                |        | 2,00                |
| <b>771</b>       | <b>Sous Total compte 771</b>             |                  |        |                            |        |                        | <b>2,00</b>         |                   | <b>2,00</b>         |        | <b>2,00</b>         |
| 773              | Mdts annul exer antér ou déchéance quad  |                  |        |                            |        |                        | 3 602,72            |                   | 3 602,72            |        | 3 602,72            |
| 775              | Produits des cessions d'immobilisati     |                  |        |                            |        | 42 241,63              | 78 617,34           | 42 241,63         | 78 617,34           |        | 36 375,71           |
| 7761             | Différences sur réalisations (positives) |                  |        |                            |        |                        | 5 836,00            |                   | 5 836,00            |        | 5 836,00            |

**Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre**

Arrêté à la date du 31/12/2017

53500 - AURAY

Exercice 2017

| Numéro de Compte | Libellé de compte                       | Balance d'entrée |                | Opérations non-budgétaires |               | Opérations budgétaires |               | Totaux         |                | Soldes         |                |
|------------------|-----------------------------------------|------------------|----------------|----------------------------|---------------|------------------------|---------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
|                  |                                         | Débit            | Crédit         | Débit                      | Crédit        | Débit                  | Crédit        | Débit          | Crédit         | Débit          | Crédit         |
| 776              | Sous Total compte 776                   |                  |                |                            |               |                        | 5 836,00      |                | 5 836,00       |                | 5 836,00       |
| 777              | Quote-part des subv d'invest transférée |                  |                |                            |               | 607,00                 | 73 372,57     | 607,00         | 73 372,57      |                | 72 765,57      |
| 7788             | Produits exceptionnels divers           |                  |                |                            |               | 32,00                  | 36 652,40     | 32,00          | 36 652,40      |                | 36 620,40      |
| 778              | Sous Total compte 778                   |                  |                |                            |               | 32,00                  | 36 652,40     | 32,00          | 36 652,40      |                | 36 620,40      |
| 77               | Sous Total compte 77                    |                  |                |                            |               | 42 880,63              | 198 083,03    | 42 880,63      | 198 083,03     |                | 155 202,40     |
|                  | Total classe 7                          |                  |                |                            |               | 375 745,25             | 17 516 303,84 | 375 745,25     | 17 516 303,84  | 12 477,00      | 17 153 035,59  |
|                  | Total général                           | 115 684 667,40   | 115 684 667,40 | 76 090 365,48              | 76 121 821,06 | 22 824 803,87          | 22 793 348,29 | 214 599 836,75 | 214 599 836,75 | 134 011 088,19 | 134 011 088,19 |

**Balance des valeurs inactives**

Arrêté à la date du 31/12/2017

53500 - AURAY

Exercice 2017

| DESIGNATION DES COMPTES<br>N° Intitulé | DEBIT            |                |           | CREDIT           |                |           | SOLDES    |            |
|----------------------------------------|------------------|----------------|-----------|------------------|----------------|-----------|-----------|------------|
|                                        | Balance d'entrée | Année en cours | TOTAL     | Balance d'entrée | Année en cours | TOTAL     | Débiteurs | Créditeurs |
| 861                                    |                  |                |           |                  |                |           |           |            |
| Portefeuille                           |                  |                |           |                  |                |           |           |            |
| AURAY FETE PARC UTTING                 | 0,00             | 1 654,00       | 1 654,00  | 0,00             | 1 654,00       | 1 654,00  | 0,00      | 0,00       |
| ATELIERS DU PATRIMOINE                 | 0,00             | 0,00           | 0,00      | 0,00             | 0,00           | 0,00      | 0,00      | 0,00       |
| COLLECTE DECHETS VERTS                 | 0,00             | 0,00           | 0,00      | 0,00             | 0,00           | 0,00      | 0,00      | 0,00       |
| MEDIATHEQUE PROJECTION                 | 0,00             | 0,00           | 0,00      | 0,00             | 0,00           | 0,00      | 0,00      | 0,00       |
| Sous Total compte 861                  | 0,00             | 1 654,00       | 1 654,00  | 0,00             | 1 654,00       | 1 654,00  | 0,00      | 0,00       |
| 862                                    |                  |                |           |                  |                |           |           |            |
| Correspondant                          |                  |                |           |                  |                |           |           |            |
| AURAY FETE PARC UTTING                 | 0,00             | 1 000,00       | 1 000,00  | 0,00             | 1 000,00       | 1 000,00  | 0,00      | 0,00       |
| ATELIERS DU PATRIMOINE                 | 7 727,00         | 0,00           | 7 727,00  | 0,00             | 0,00           | 0,00      | 7 727,00  | 0,00       |
| COLLECTE DECHETS VERTS                 | 3 985,80         | 87,60          | 4 073,40  | 0,00             | 427,80         | 427,80    | 3 645,60  | 0,00       |
| MEDIATHEQUE PROJECTION                 | 125,40           | 0,00           | 125,40    | 0,00             | 0,00           | 0,00      | 125,40    | 0,00       |
| Sous Total compte 862                  | 11 838,20        | 1 087,60       | 12 925,80 | 0,00             | 1 427,80       | 1 427,80  | 11 498,00 | 0,00       |
| 863                                    |                  |                |           |                  |                |           |           |            |
| Prise en charge titre et valeur        |                  |                |           |                  |                |           |           |            |
| AURAY FETE PARC UTTING                 | 0,00             | 1 000,00       | 1 000,00  | 0,00             | 1 000,00       | 1 000,00  | 0,00      | 0,00       |
| ATELIERS DU PATRIMOINE                 | 0,00             | 0,00           | 0,00      | 7 727,00         | 0,00           | 7 727,00  | 0,00      | 7 727,00   |
| COLLECTE DECHETS VERTS                 | 0,00             | 427,80         | 427,80    | 3 985,80         | 87,60          | 4 073,40  | 0,00      | 3 645,60   |
| MEDIATHEQUE PROJECTION                 | 0,00             | 0,00           | 0,00      | 125,40           | 0,00           | 125,40    | 0,00      | 125,40     |
| Sous Total compte 863                  | 0,00             | 1 427,80       | 1 427,80  | 11 838,20        | 1 087,60       | 12 925,80 | 0,00      | 11 498,00  |
| TOTAUX                                 | 11 838,20        | 4 169,40       | 16 007,60 | 11 838,20        | 4 169,40       | 16 007,60 | 11 498,00 | 11 498,00  |

## Page des signatures

53500 - AURAY

Exercice 2017

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

**LE GOFF Veronique (1017866530-0), INSPECTEUR FINANCES PUBLIQUES**

A DDFIP DU MORBIHAN, le 07/02/2018

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

Le comptable affirme, en outre et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de **AURAY** pendant l'année 2017 et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

**BOUATTOURA Samy (1013731756-0), INSPECTEUR DIVISIONNAIRE FIP HORS CLASSE**

A **AURAY**, le 09/02/2018

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le ... par l'organe délibérant.

A , le

# RESTE A REALISER

Budget : BUDGET PRINCIPAL VILLE D'AURAY

Exercice : 2017

| FONCT | NATURE  | OPERATION | TIERS                         | ENGAGEMENT  | LIBELLE                                          | SOLDE ENG |
|-------|---------|-----------|-------------------------------|-------------|--------------------------------------------------|-----------|
| 324   | 2031    | 4085      | A2CH ACCEO                    | BA17016904  | Mission de maîtrise d'oeuvre accessibilité.      | 3 396.00  |
| 025   | 2031    | 4085      | A2CH ACCEO                    | BA17016902  | Mission de maîtrise d'oeuvre accessibilité.      | 3 396.00  |
| 022   | 2031    | 4085      | A2CH ACCEO                    | BA17016901  | Mission de maîtrise d'oeuvre accessibilité.      | 3 396.00  |
| 211   | 2031    | 4085      | A2CH ACCEO                    | BA17016903  | Mission de maîtrise d'oeuvre accessibilité.      | 3 396.00  |
| 421   | 2031    | 4085      | A2CH ACCEO                    | BA17016906  | Mission de maîtrise d'oeuvre accessibilité.      | 3 396.00  |
| 411   | 2031    | 4085      | A2CH ACCEO                    | BA17016905  | Mission de maîtrise d'oeuvre accessibilité.      | 3 336.00  |
| 822   | 2031    | 4107      | ARTELIA                       | VR17006601  | Etudes préliminaires Avenue Foch                 | 15 780.00 |
| 822   | 2031    | 4107      | ATELIER 360                   | AD16006201P | Etude désenclavement St Goustan                  | 7 737.50  |
| 822   | 2031    | 4107      | ECR ENVIRONNEMENT OUEST       | VR17006701  | Etudes préliminaires - Rue Gerbault              | 5 340.00  |
| 816   | 2031    | 4107      | HYDRATEC SETEC                | AD16-00033P | EVALUATION ENVIRONNEMENTALE ZONAGE PLUVIAL TRANC | 6 000.00  |
| 822   | 2031    | 4107      | IAO SENN                      | AD16006101P | Etude désenclavement St Goustan                  | 5 287.24  |
| 822   | 2031    | 4107      | INGEROP CONSEIL ET INGENIERIE | AD16006001P | Etude désenclavement St Goustan                  | 54 752.54 |
| 91    | 2031    | 4031      | KASO                          | AD17003401  | Etude de faisabilité pour la rénovation des Hal  | 10 000.00 |
| 822   | 2031    | 4107      | QUARTA SELARL                 | VR17010701  | Etudes préliminaires Avenue de l'Océan           | 6 696.00  |
| 814   | 2041822 | 4107      | ENEDIS SA                     | AD14005501P | Ext° ERDF (Michéa rue des chênes)                | 15 227.59 |
| 814   | 2041822 | 4107      | ENEDIS SA                     | AD14005801P | Extension réseau ERDF(RIO 60 av Wilson)          | 1 429.73  |
| 814   | 2041822 | 4107      | ENEDIS SA                     | AD15000701P | Extension réseau ERDF (Kermorvant Franck)        | 8 749.64  |
| 814   | 2041822 | 4107      | ENEDIS SA                     | AD15000801P | Extension réseau ERDF (Sauvagère Renaud)         | 28 065.64 |
| 814   | 2041822 | 4107      | ENEDIS SA                     | AD15004401P | Extens réseau ERDF (SCI ImmoPierre)              | 11 512.63 |
| 814   | 2041822 | 4107      | ENEDIS SA                     | AD15004501P | Ext° réseau ERDF (Axel Promotion)                | 4 991.44  |
| 814   | 2041822 | 4107      | ENEDIS SA                     | AD15004601P | Extent° réseau ERDF ( SARL IMOVA)                | 4 562.71  |
| 814   | 2041822 | 4107      | ENEDIS SA                     | AD15004701P | Extension réseau ERDF (TURBÉ Frédéric)           | 2 108.09  |

## Budget : BUDGET PRINCIPAL VILLE D'AURAY

Exercice : 2017

| FONCT | NATURE  | OPERATION | TIERS                            | ENGAGEMENT  | LIBELLE                                         | SOLDE ENG |
|-------|---------|-----------|----------------------------------|-------------|-------------------------------------------------|-----------|
| 814   | 2041822 | 4107      | ENEDIS SA                        | AD17002801  | Extension de réseau d'électricité - Avenue Kenn | 8 949.26  |
| 814   | 2041822 | 4107      | ERDF ELECTRICITE RESEAU          | AD16008301P | extension réseau électrique suite autorisat° u  | 2 639.77  |
| 33    | 20421   |           | APEC ASSOCIATION DES PARENTS D'E | FI17-00147  | SUBVENTION EQUIPEMENT 2017                      | 414.00    |
| 33    | 20421   |           | BIRD'S CAGE                      | FI17-00148  | SUBVENTION EQUIPEMENT 2017                      | 500.00    |
| 33    | 20421   |           | CHBA BRETAGNE ATLANTIQUE         | FI17-00148  | SUBVENTION EQUIPEMENT 2017                      | 2 000.00  |
| 816   | 20422   | 4107      | FRANCE TELECOM LORIENT           | VR13016201P | General de Gaulle "FT cablage"                  | 4 276.80  |
| 020   | 2051    | 4040      | CTR COLLECTIVITES                | IN17015701  | TLP ONLINE * GESTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIE | 2 610.00  |
| 823   | 2051    | 4040      | GESCAD SARL                      | IN17015202  | Licence PACK DESSIN VOIRIE ET ESPACES VERTS     | 240.00    |
| 822   | 2051    | 4040      | GESCAD SARL                      | IN17015201  | Licence PACK DESSIN VOIRIE ET ESPACES VERTS     | 300.00    |
| 020   | 2051    | 4040      | HOROQUARTZ                       | IN17015601  | MISE EN PLACE DE NOUVELLES REGLES DE GESTION    | 2 040.00  |
| 020   | 2051    | 4040      | LIBRICIEL SCOP                   | IN17013501  | Installation paramétrage idÉlibre               | 1 066.80  |
| 020   | 2051    | 4040      | SCORE N'CO                       | IN17016001  | SITE WEB MAIRIE                                 | 5 010.12  |
| 020   | 2051    | 4040      | TELMEDIA SARL                    | IN17010601  | Refonte du site Internet VILLE D'AURAY          | 14 760.00 |
| 824   | 2111    | 4036      | AG2M                             | UR17002201  | frais géomètre acquisition EHANNO               | 180.00    |
| 33    | 21568   | 4043      | EUROFEU SERVICES SAS             | BA17023810  | Remplacement d'extincteurs + 10 ans             | 53.12     |
| 212   | 21568   | 4024      | EUROFEU SERVICES SAS             | BA17023806  | Remplacement d'extincteurs + 10 ans             | 53.12     |
| 324   | 215681  | 4041      | EUROFEU SERVICES SAS             | BA17023809  | Remplacement d'extincteurs + 10 ans             | 53.12     |
| 025   | 215681  | 4041      | EUROFEU SERVICES SAS             | BA17023803  | Remplacement d'extincteurs + 10 ans             | 53.12     |
| 025   | 215681  | 4041      | EUROFEU SERVICES SAS             | BA17023804  | Remplacement d'extincteurs + 10 ans             | 106.25    |
| 025   | 215681  | 4041      | EUROFEU SERVICES SAS             | BA17023805  | Remplacement d'extincteurs + 10 ans             | 159.37    |
| 020   | 215681  | 4041      | EUROFEU SERVICES SAS             | BA17023801  | Remplacement d'extincteurs + 10 ans             | 139.69    |
| 022   | 215681  | 4041      | EUROFEU SERVICES SAS             | BA17023802  | Remplacement d'extincteurs + 10 ans             | 120.43    |

# RESTE A REALISER

Budget : BUDGET PRINCIPAL VILLE D'ARAURY

Exercice : 2017

| FONCT. | NATURE  | OPERATION | TIERS                          | ENGAGEMENT  | LIBELLE                                         | SOLDE ENG |
|--------|---------|-----------|--------------------------------|-------------|-------------------------------------------------|-----------|
| 311    | 215681  | 4041      | EUROFEU SERVICES SAS           | BA17023807  | Remplacement d'extincteurs + 10 ans             | 53.12     |
| 311    | 215681  | 4041      | EUROFEU SERVICES SAS           | BA17023808  | Remplacement d'extincteurs + 10 ans             | 285.62    |
| 411    | 215681  | 4041      | EUROFEU SERVICES SAS           | BA17023811  | Remplacement d'extincteurs + 10 ans             | 53.12     |
| 411    | 215681  | 4041      | EUROFEU SERVICES SAS           | BA17023812  | Remplacement d'extincteurs + 10 ans             | 159.37    |
| 024    | 2157801 | 4041      | CGE DISTRIBUTION               | BA17019501  | Illuminations de noël                           | 9 582.47  |
| 024    | 2157801 | 4041      | LEBLANC GROUPE                 | BA17023201  | Illuminations de noël                           | 1 051.85  |
| 024    | 2157801 | 4041      | UNIKALO BRETAGNE               | BA17021201  | ILLUMINATIONS DE NOËL (MONTANT INITIAL 828 €)   | 993.60    |
| 024    | 2157801 | 4041      | UNIKALO BRETAGNE               | BA17024801  | Illuminations de noël                           | 331.20    |
| 020    | 2158    | 4041      | LE GOFF GROUPE GRAND OUEST SAS | BA17025001  | ACHAT CHARIOT DE MENAGE COMPLET                 | 284.88    |
| 821    | 2158601 | 4041      | SAR SIGNATURE                  | MA17063601  | FOURNITURE SIGNALISATION                        | 146.28    |
| 821    | 2158601 | 4041      | SAR SIGNATURE                  | MA17064401  | FOURNITURE SIGNALISATION                        | 603.65    |
| 821    | 2158601 | 4041      | SAR SIGNATURE                  | MA17067901  | FOURNITURE PLAQUE DE RUE                        | 297.60    |
| 321    | 2183    | 4043      | NEDAP FRANCE                   | MD17005001  | Achat platine RFID + douche RFID                | 1 605.00  |
| 421    | 2188    | 4024      | LE GOFF GROUPE GRAND OUEST SAS | CL17015001  | CHARIOT DE LAVAGE + PRESSE A MACHOIRE           | 275.71    |
| 421    | 2188    | 4024      | MANUTAN COLLECTIVITES SAS      | CL16013602P | EQUIPEMENT CLSH                                 | 104.40    |
| 412    | 2188    | 4025      | SPORTINGSOLS                   | SP17004801  | 2 Abris de touche - stade ty coat               | 4 218.00  |
| 421    | 2188    | 4024      | UGAP                           | CL17015101  | VITRINE D'AFFICHAGE EXTERIEUR MURALE - ARLEQUIN | 254.40    |
| 211    | 2188110 | 4024      | LA SADEL                       | SC17026101  | VELOS - MATERNELLE LOCH                         | 524.59    |
| 33     | 2313    | 4043      | ATLANTIQUE OUVERTURES          | BA17010701  | Centre Culturel Athena                          | 1 420.80  |
| 412    | 2313    | 4040      | CIDEL SECURITE ONET            | IN15009301P | ACHAT INJECTEURRADIO                            | 1 156.68  |
| 412    | 2313    | 4040      | CIDEL SECURITE ONET            | IN15009401P | CAMERA COULEUR                                  | 1 864.20  |
| 33     | 2313    | 4043      | EUROFEU SERVICES SAS           | BA17013601  | CENTRE CULTUREL ATHENA PLAN EVACUATION          | 1 825.58  |

# RESTE A REALISER

Budget : BUDGET PRINCIPAL VILLE D'AURAY

Exercice : 2017

| FONCT. | NATURE  | OPERATION | TIERS                            | ENGAGEMENT  | LIBELLE                                         | SOLDE ENG |
|--------|---------|-----------|----------------------------------|-------------|-------------------------------------------------|-----------|
| 020    | 2313    | 4031      | EUROFEU SERVICES SAS             | BA17013401  | HÔTEL DE VILLE PLAN EVACUATION                  | 758.28    |
| 211    | 2313    | 4024      | EUROFEU SERVICES SAS             | BA17013801  | Ecole de Saint Goustan                          | 363.89    |
| 213    | 2313    | 4024      | EUROFEU SERVICES SAS             | BA17013501  | Groupe scolaire du Loch                         | 1 434.30  |
| 213    | 2313    | 4024      | EUROFEU SERVICES SAS             | BA17013701  | Groupe scolaire Rollo                           | 1 187.35  |
| 213    | 2313    | 4024      | EUROFEU SERVICES SAS             | BA17013901  | Groupe scolaire Tabarly                         | 706.03    |
| 025    | 2313    | 4031      | OPS OUEST PROTECTION SECURITE SA | BA16002801P | Mise en place d'une alarme anti-intrusion suiva | 1 844.40  |
| 33     | 2313    | 4043      | OPS OUEST PROTECTION SECURITE SA | BA17020701  | Centre Culturel Athena                          | 9 366.00  |
| 64     | 2313    | 4024      | OPS OUEST PROTECTION SECURITE SA | BA17024501  | Pôle Multi-Accueil                              | 6 613.73  |
| 33     | 2313    | 4043      | SFB MORBIHAN                     | BA17011201  | Centre Culturel Athena                          | 1 620.00  |
| 412    | 2313    | 4025      | SMAC SECTEUR LORIENT             | BA17022401  | Stade du Loch                                   | 15 593.72 |
| 212    | 2313    | 4024      | THYSSEN KRUPP ASCENSEURS SAS     | BA17016401  | Ecole élémentaire Rollo                         | 2 304.77  |
| 020    | 231310  | 4088      | LE GOUJUEC BRUNO                 | BA17016601  | Service des Finances - Remplacement vélux       | 18 008.23 |
| 311    | 231310  | 4088      | SAM SARL                         | BA17010901  | Ecole de musique                                | 3 321.36  |
| 822    | 2315    | 4107      | COLAS CENTRE OUEST               | VR16003801P | Joint et reprise enrobé au droit du passage pié | 414.72    |
| 821    | 2315090 | 4107      | SAR SIGNATURE                    | VR17002901  | Marquage au sol                                 | 949.56    |
| 822    | 2315415 | 4085      | COLAS CENTRE OUEST               | VR17005901  | Création d'un trottoir RUE DU PRINTEMPS         | 26 651.46 |
| 816    | 2315615 | 4107      | SAUR FRANCE                      | VR17011001  | Réparation du PIN°143 rue de Rosteval           | 3 010.92  |
| 822    | 2315647 | 4107      | COLAS CENTRE OUEST               | BE17002401  | Rue Gerbault - entrée Kervadec                  | 2 160.66  |
| 822    | 2315647 | 4107      | COLAS CENTRE OUEST               | BE17003001  | TRAVAUX ENROBE TROTTOIR RUE FOCH                | 431.15    |
| 822    | 2315647 | 4107      | COLAS CENTRE OUEST               | BE17003101  | TRAVAUX ALLEE ENROBE COLOMBARIUM ST-GILDAS      | 2 333.99  |
| 822    | 2315647 | 4107      | COLAS CENTRE OUEST               | VR16001301P | Remise en état plateforme du parking de la Chap | 843.26    |
| 822    | 2315647 | 4107      | COLAS CENTRE OUEST               | VR17002501  | Giratoire de la Terre Rouge                     | 1 681.94  |

# RESTE A REALISER

Budget : BUDGET PRINCIPAL VILLE D'AURAY

Exercice : 2017

| FONCT. | NATURE  | OPERATION | TIERS              | ENGAGEMENT  | LIBELLE                                         | SOLDE ENG |
|--------|---------|-----------|--------------------|-------------|-------------------------------------------------|-----------|
| 822    | 2315647 | 4107      | COLAS CENTRE OUEST | VR17003101  | Reprise d'enrobés - école tabarly               | 1 877.70  |
| 822    | 2315647 | 4107      | COLAS CENTRE OUEST | VR17008401  | suppression ilots sur trottoir - rue libération | 480.22    |
| 822    | 2315647 | 4107      | COLAS CENTRE OUEST | VR17009701  | Branchement EP Rue Saint René                   | 3 600.66  |
| 822    | 2315647 | 4107      | COLAS CENTRE OUEST | VR17011201  | Mise à niveau d'une grille avaloire Rue Léo Fer | 908.96    |
| 814    | 2315814 | 4107      | CITELUM            | VR17008101  | Remplacement d'une armoire de commande Poste 07 | 3 174.00  |
| 814    | 2315814 | 4107      | CITELUM            | VR17009901  | Remplacement de 3 candélabres Place Gabriel Des | 5 971.39  |
| 814    | 2315814 | 4107      | CITELUM            | VR17010801  | Réparation suite aux vols de câble électrique E | 4 568.16  |
| 814    | 2315814 | 4107      | CITELUM            | VR17010901  | Remplacement d'un projecteur Passage piétons Ru | 1 360.27  |
| 814    | 2315816 | 4107      | CEQ OUEST          | FI17-00174  | GEOLOCALISATION DES RESEAUX EP                  | 36 000.00 |
| 816    | 2315835 | 4107      | COLAS CENTRE OUEST | VR17008201  | Remplacement du réseau EP SAINT-GOUSTAN         | 10 519.48 |
| 816    | 2315835 | 4107      | SAFEGE CABINET     | AD16-00031P | REHABIL ° RESEAU EAUX PLUVIALE RUE DE GAULE AD1 | 1 032.00  |

TOTAL

452 446.40

A Auray le 23/04/18



Pour le Maire,  
L'Adjoint aux Finances  
et au Budget  
Joseph ROCHELLE

**VILLE D'AURAY - EXERCICE BUDGÉTAIRE 2017  
FICHE DE CALCUL DES RÉSULTATS PRÉVISIONNELS AU 31/12/2017  
REPRISE ANTICIPÉE DES RÉSULTATS AU BUDGET PRIMITIF 2018**

| BUDGET PRINCIPAL<br>VILLE D'AURAY                       |                                                         | DÉPENSES      | RECETTES      | Solde (+ ou -)       |
|---------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|---------------|---------------|----------------------|
| <b>SECTION DE<br/>FONCTIONNEMENT</b>                    | Résultats propres à l'exercice<br>2017                  | 15 514 294,01 | 17 307 255,97 | 1 792 961,96         |
|                                                         | Résultats antérieurs reportés<br>(ligne 002 du BP 2017) |               |               | 2 949 332,87         |
|                                                         | Résultat à affecter                                     |               |               | <b>4 742 294,83</b>  |
| <b>SECTION<br/>D'INVESTISSEMENT</b>                     | Résultats propres à l'exercice<br>2017                  | 6 636 968,66  | 4 812 551,12  | -1 824 417,54        |
|                                                         | Résultats antérieurs reportés<br>(ligne 001 du BP 2017) |               |               | -1 518 549,33        |
|                                                         | Solde global d'exécution                                |               |               | -3 342 966,87        |
| RESTES A RÉALISER                                       | Investissement au 31/12/2017                            | 452 446,40    | 1 877 175,73  | 1 424 729,33         |
| RÉSULTATS CUMULES 2017 (Y COMPRIS RESTES A<br>RÉALISER) |                                                         |               |               | <b>-1 918 237,54</b> |
| <b>REPRISE ANTICIPÉE</b>                                | PRÉVISION D'AFFECTATION EN<br>RÉSERVE (compte 1068)     |               |               | <b>1 918 237,54</b>  |
|                                                         | REPORT EN FONCTIONNEMENT<br>EN RECETTES                 |               |               | <b>2 824 057,29</b>  |

Je soussigné Jean DUMOULIN, Maire d'Auray, CERTIFIE l'exactitude des résultats de l'exercice 2017, par ailleurs conformes à ceux des balances budgétaires établies par le comptable public.

Fait à Auray, le 12 mars 2018  
Le Maire,



Pour le Maire,  
L'Adjoint aux Finances  
et au Budget  
Joseph ROCHELLE

Je soussigné Samy BOUATTOURA, Comptable public à Auray, CERTIFIE la concordance des résultats de l'exercice 2017, tels que constatés par l'ordonnateur, avec ceux des balances budgétaires



*[Signature]*  
Samy BOUATTOURA

Envoyé à la Sous-Préfecture le 16/04/2018  
Compte-rendu affiché le 16/04/2018  
Reçu par la Sous-Préfecture le 16/04/2018

## **5- DF - BUDGET PRIMITIF 2018: BUDGET PRINCIPAL**

Monsieur Joseph ROCHELLE, 7ème Adjoint, expose à l'assemblée :

L'examen du Budget Primitif du budget de la Ville intervient après le vote du Débat d'Orientations Budgétaires (DOB) pour 2018 qui s'est déroulé lors du Conseil Municipal du 20 Février 2018.

La présentation du Budget Primitif figurera en annexe de cette délibération.

Si les grandes orientations sont respectées, quelques modifications ont été effectuées par rapport aux chiffres présentés lors du DOB.

Ces modifications feront l'objet d'une présentation pour la section de fonctionnement. De plus, une présentation fonctionnelle sera proposée.

La section d'investissement et notamment les dépenses d'équipement brut seront détaillées.

Conformément à la décision du Conseil Municipal du 30/06/2014, les crédits sont votés par nature au niveau du chapitre budgétaire pour la section de fonctionnement et au niveau du chapitre et de l'opération d'équipement pour la section d'investissement.

A reçu un avis favorable en Municipalité du 03/04/2018,  
A reçu un avis favorable en Commission Finances, Budget du 29/03/2018,

Treize conseillers municipaux se prononcent pour un vote à bulletin secret.

Après délibération et à la majorité des suffrages exprimés (18 voix pour, 10 voix contre et 5 abstentions),

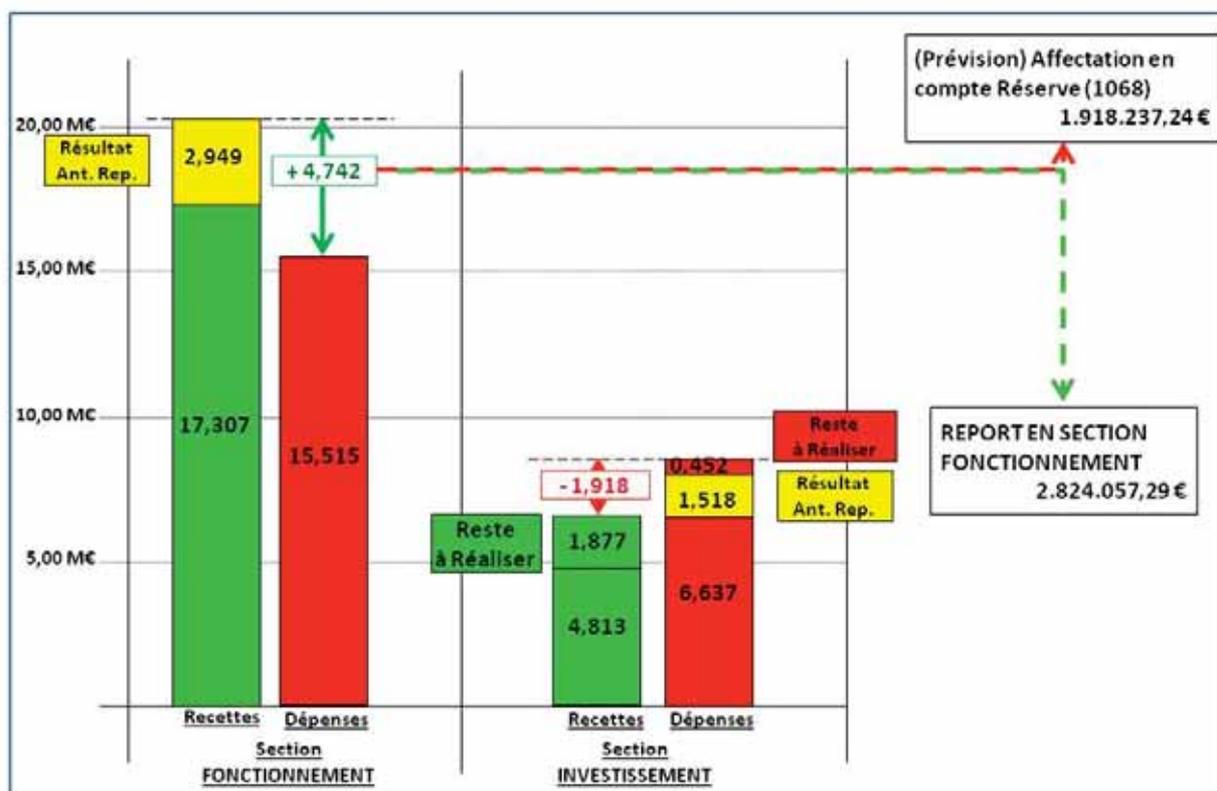
Le Conseil municipal :

- **APPROUVE** les montants des dépenses et des recettes inscrits au Budget Primitif 2018 du budget principal de la Ville d'Auray, soit 19 869 251,10 € en section de fonctionnement et 14 762 694,62 € en section d'investissement.

- **VOTE** le budget primitif du budget principal par nature au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement et par opération au niveau de la super opération pour la section d'investissement.

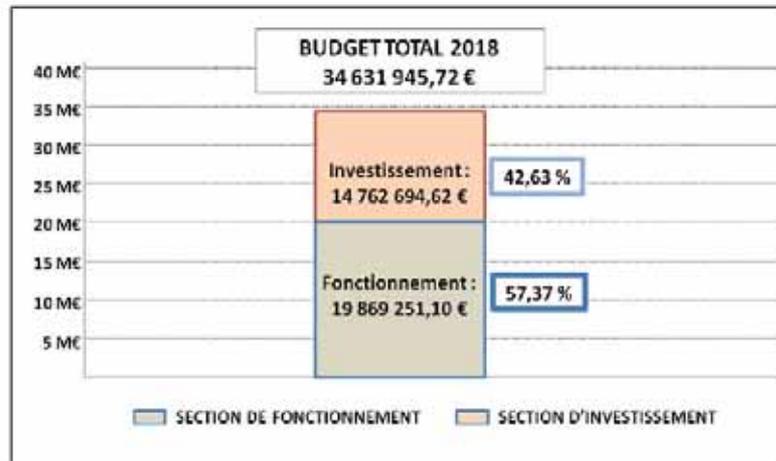
## Affectation anticipée des résultats

| FONCTIONNEMENT | Recettes 2017                   | Dépenses 2017                   | Résultat de l'exercice | Résultats antérieurs reportés   | Résultat 2017 à affecter            |
|----------------|---------------------------------|---------------------------------|------------------------|---------------------------------|-------------------------------------|
|                |                                 | 17.307.255,97 €                 | 15.514.294,01 €        | + 1.792.961,96 €                | + 2.949.332,87 €                    |
| INVESTISSEMENT | Recettes 2017                   | Dépenses 2017                   | Solde négatif          | + Résultats antérieurs reportés | Solde global d'exécution            |
|                | 4.812.551,12 €                  | 6.636.968,66 €                  | -1.824.417,54 €        | - 1.515.549,33 €                | -3.342.966,87 €                     |
|                | Restes à réaliser au 31/12/2017 | Restes à réaliser au 31/12/2017 |                        | Résultats restes à réaliser     | Résultats cumulés en investissement |
|                | Recettes                        | Dépenses                        |                        |                                 |                                     |
|                | 1.877.175,73 €                  | 452.446,40 €                    |                        | + 1.424.729,33                  | - 1.918.237,54 €                    |

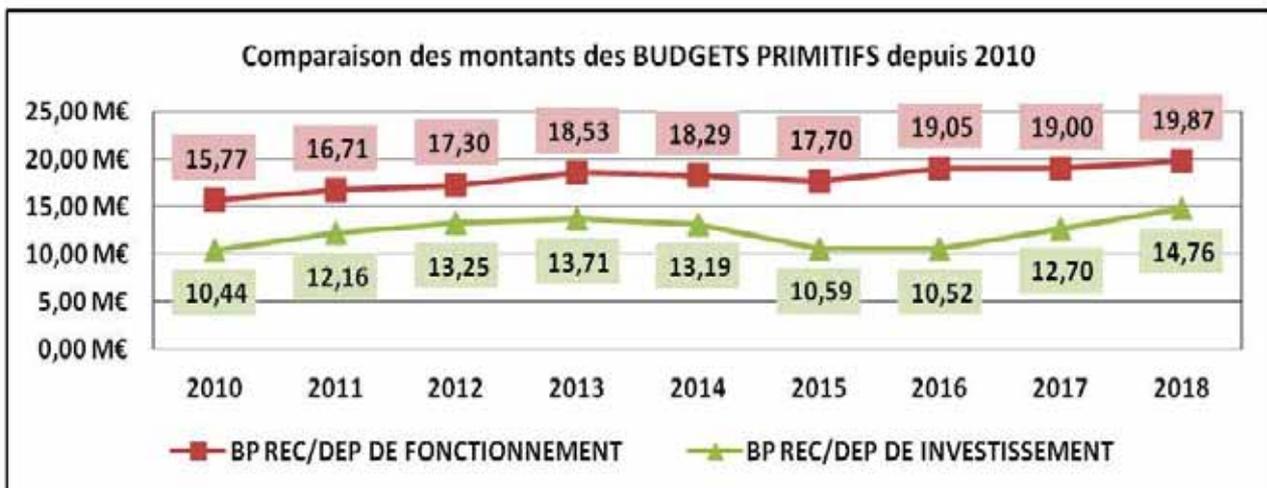


## Présentation du BP 2018

|                             | Section de fonctionnement : | Section d'investissement : | Total                  |
|-----------------------------|-----------------------------|----------------------------|------------------------|
| <b>Budget Primitif 2018</b> | <b>19 869 251,10 €</b>      | <b>14 762 694,62 €</b>     | <b>34 631 945,72 €</b> |
| % du BP de chaque section   | 57,37 %                     | 42,63 %                    |                        |



### A. Les montants des Budgets Primitifs depuis 2010



Il s'agit ici d'une comparaison des budgets primitifs votés en début d'année ; ces indications n'intègrent donc pas les budgets modifiés par des décisions modificatives en cours d'année.

### B. LES RATIOS

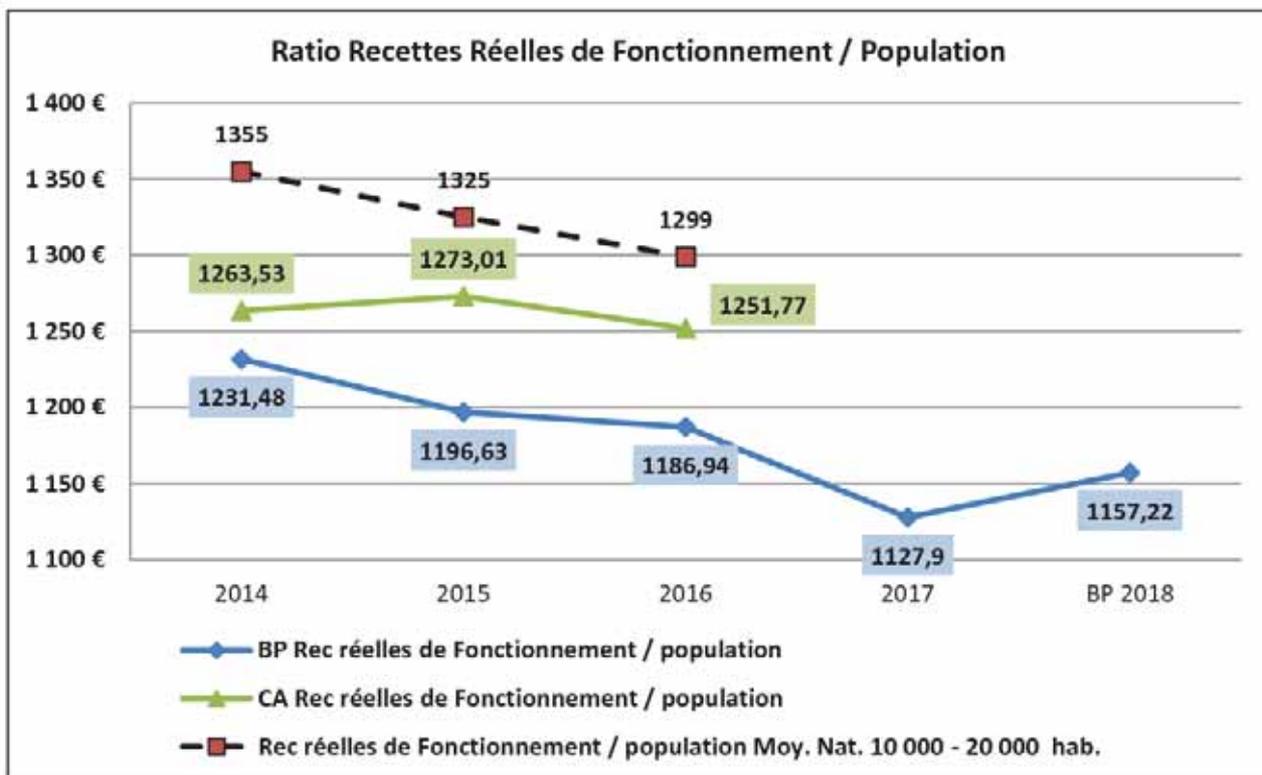
Les ratios indiqués sont ceux qui figurent sur les maquettes budgétaires.

Il convient toutefois de souligner que les comparaisons avec les moyennes nationales de la strate (10.000 – 20.000 habitants) sont délicates dans la mesure où les moyennes nationales ne sont connues que tardivement par rapport aux données BP.

Ainsi, pour la maquette du BP 2018, les moyennes nationales indiquées sont celles de l'année 2015 (derniers chiffres publiés sur le site "colloc minefi" au moment de la réalisation de cette maquette.

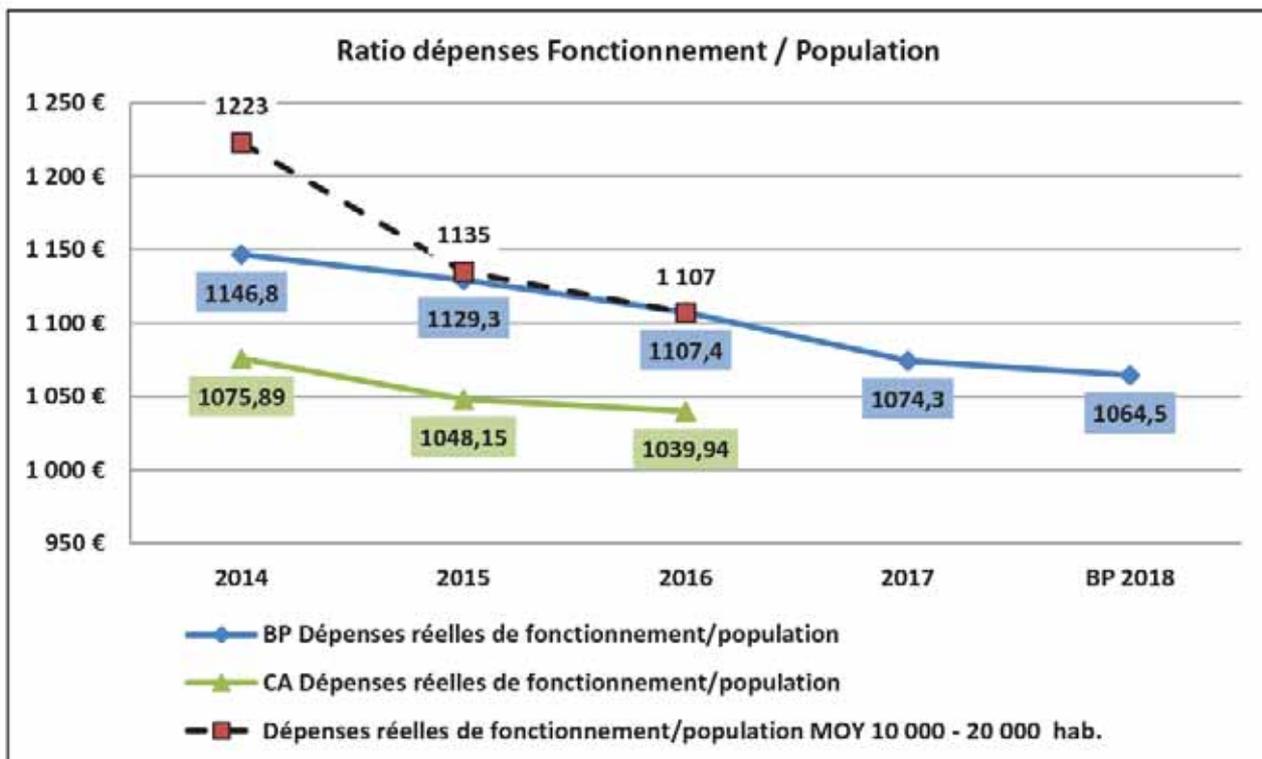
Les données 2016 ont été publiées depuis et intégrées à ce document.

1) Recettes réelles de FONCTIONNEMENT / POPULATION (Ratio 3 de la maquette budgétaire)



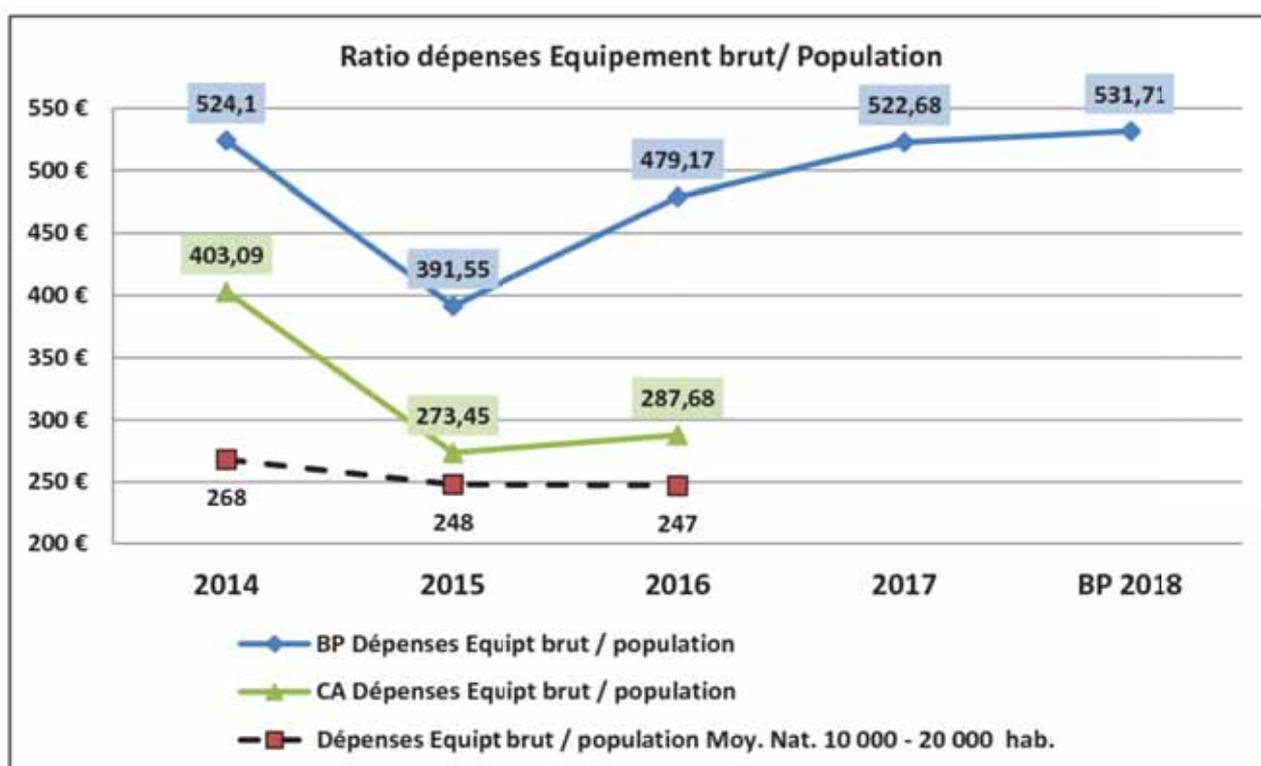
Ce ratio porte sur les **recettes réelles de fonctionnement** (il n'intègre pas les recettes d'ordre). La comparaison entre les ratios BP et CA permet d'avoir une vision plus exacte de l'écart réel entre AURAY et les villes de la même strate.

2) Dépenses de FONCTIONNEMENT / POPULATION (Ratio 1 de la maquette budgétaire)



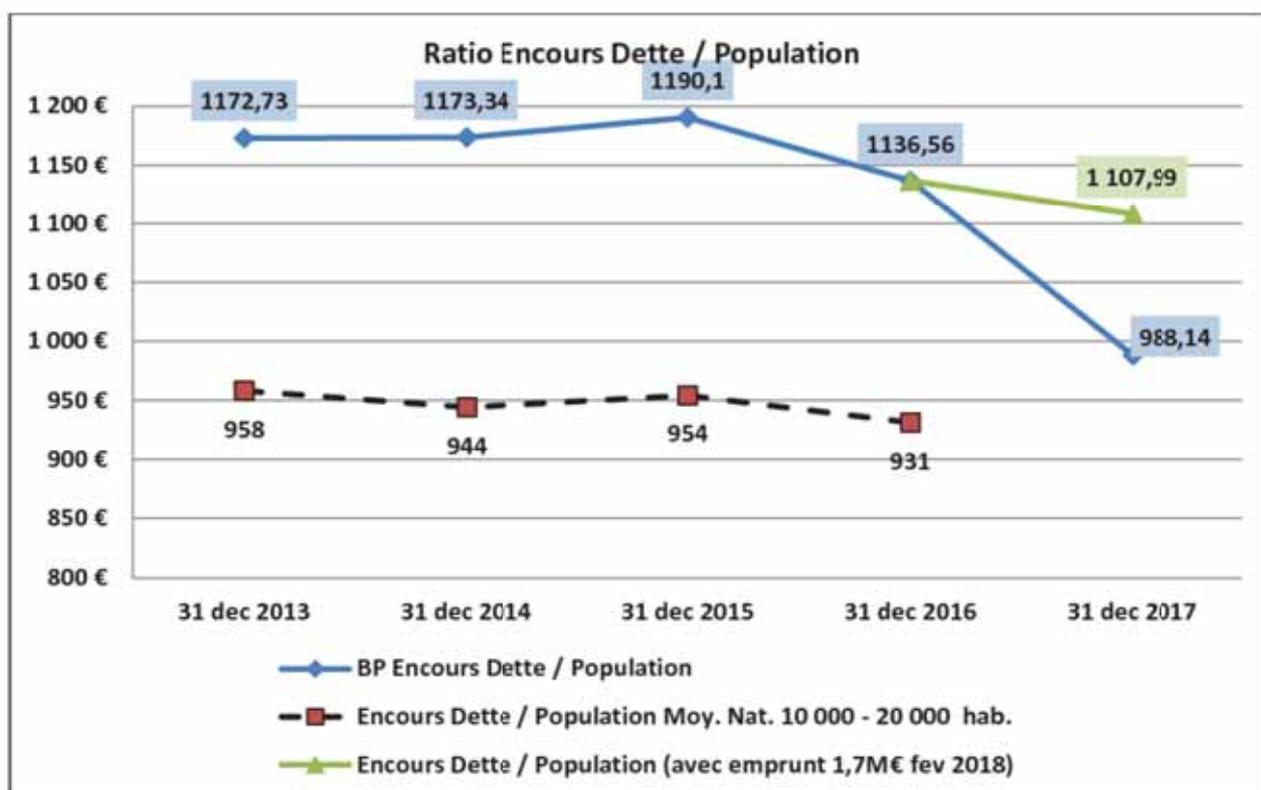
Ce ratio porte sur les **dépenses réelles de fonctionnement** (il n'intègre pas les dépenses d'ordre). La comparaison entre les ratios BP et CA permet d'avoir une vision plus exacte de l'écart réel entre AURAY et les villes de la même strate.

### 3) Dépenses Équipement brut/population (Ratio 4 de la maquette budgétaire)



La comparaison entre les ratios BP et CA permet d'avoir une vision plus exacte de l'écart réel entre AURAY et les villes de la même strate.

### 4) Encours dette/population (Ratio 5 de la maquette budgétaire)



## C. Ajustements par rapport au DOB :

Les modifications des inscriptions budgétaires sont limitées en section de fonctionnement et sont équilibrées en dépenses et en recettes :

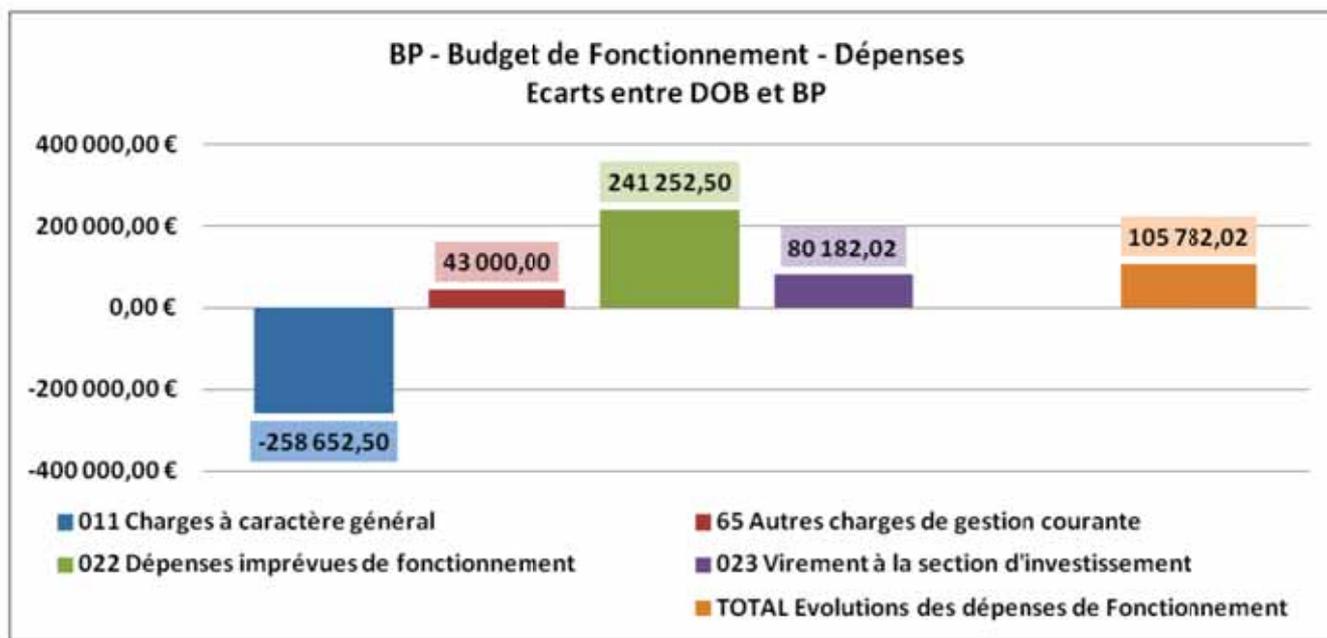
a) DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT:

| Chapitres budgétaires | Libellé                                             | DOB 2018             | BP 2018              | Ecart              |
|-----------------------|-----------------------------------------------------|----------------------|----------------------|--------------------|
| 011                   | Charges à caractère général                         | 3 656 713,47         | 3 398 060,97         | -258 652,50        |
| 012                   | Frais de personnel et charges assimilées            | 9 119 216,00         | 9 119 216,00         |                    |
| 014                   | Atténuations de produits                            | 10 500,00            | 10 500,00            |                    |
| 65                    | Autres charges de gestion courante                  | 1 731 132,02         | 1 774 132,02         | 43 000,00          |
|                       | <b>Total des dépenses de gestion courante</b>       | <b>14 517 561,49</b> | <b>14 301 908,99</b> | <b>-215 652,50</b> |
| 66                    | Charges financières                                 | 414 600,00           | 414 600,00           |                    |
| 67                    | Charges exceptionnelles                             | 42 763,00            | 42 763,00            |                    |
| 68                    | Dotation aux amortissements et provisions           | 0,00                 | 0,00                 |                    |
| 022                   | Dépenses imprévues de fonctionnement                | 100 000,00           | 341 252,50           | 241 252,50         |
|                       | <b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b> | <b>15 074 924,49</b> | <b>15 100 524,49</b> | <b>25 600,00</b>   |
| 023                   | Virement à la section d'investissement              | 3 888 544,59         | 3 968 726,61         | 80 182,02          |
| 042                   | Opérations d'ordre entre sections                   | 800 000,00           | 800 000,00           |                    |
|                       | <b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b> | <b>4 688 544,59</b>  | <b>4 768 726,61</b>  | <b>80 182,02</b>   |
|                       | <b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>         | <b>19 763 469,08</b> | <b>19 869 251,10</b> | <b>105 782,02</b>  |

Un travail d'optimisation des charges à caractère général a été effectué. Ces réductions ont permis d'alimenter les dépenses imprévues. Il est prévu, dans le cadre d'une décision modificative, de faire une révision budgétaire si certains crédits s'avèrent insuffisants. L'équilibre budgétaire pourra alors se faire par la réduction des dépenses imprévues ou la prise en compte de recettes supplémentaires

Le virement est augmenté en raison de l'augmentation des recettes de fonctionnement.

Les subventions courantes augmentent de 43.000 euros dont 23.000 pour la subvention d'équilibre du CCAS (besoin de financement supplémentaire du budget réussite éducative suite à la réduction de l'excédent de fonctionnement cumulé et, dans une moindre mesure, de l'augmentation des dépenses). Les autres 20.000 euros servant à constituer une provision pour les subventions courantes.



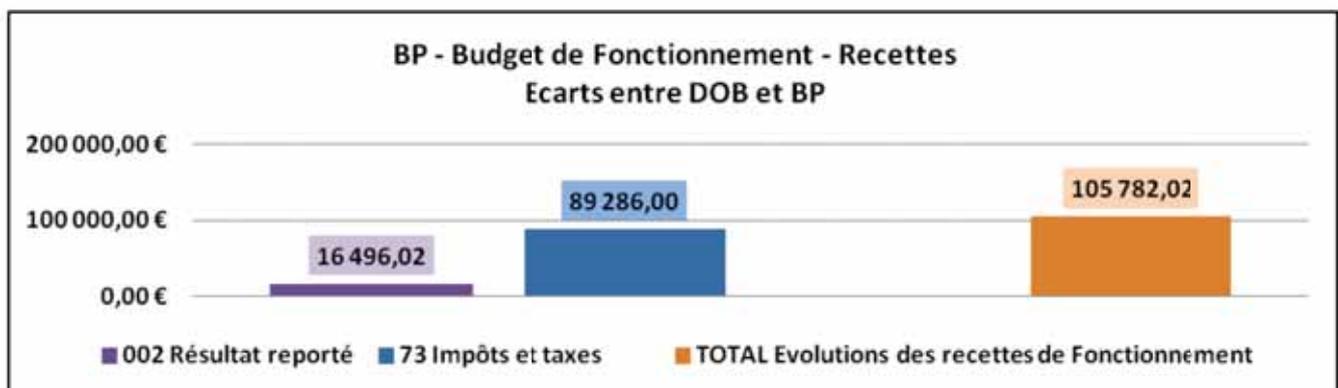
b) RECETTES DE FONCTIONNEMENT:

| Chapitres budgétaires | Libellé                                             | DOB 2018             | BP 2018              | Ecart            |
|-----------------------|-----------------------------------------------------|----------------------|----------------------|------------------|
| 013                   | Atténuation de charges                              | 108 000,00           | 108 000,00           | 0,00             |
| 70                    | Produit des services, du domaine et ventes diverses | 1 446 406,00         | 1 446 406,00         | 0,00             |
| 73                    | Impôts et taxes                                     | 10 981 797,00        | 11 071 083,00        | 89 286,00        |
| 74                    | Dotations et participations                         | 3 477 129,81         | 3 477 129,81         | 0,00             |
| 75                    | Autres produits de gestion courante                 | 299 115,00           | 299 115,00           | 0,00             |
|                       | <b>Total des recettes de gestion courante</b>       | <b>16 312 447,81</b> | <b>16 401 733,81</b> | <b>89 286,00</b> |

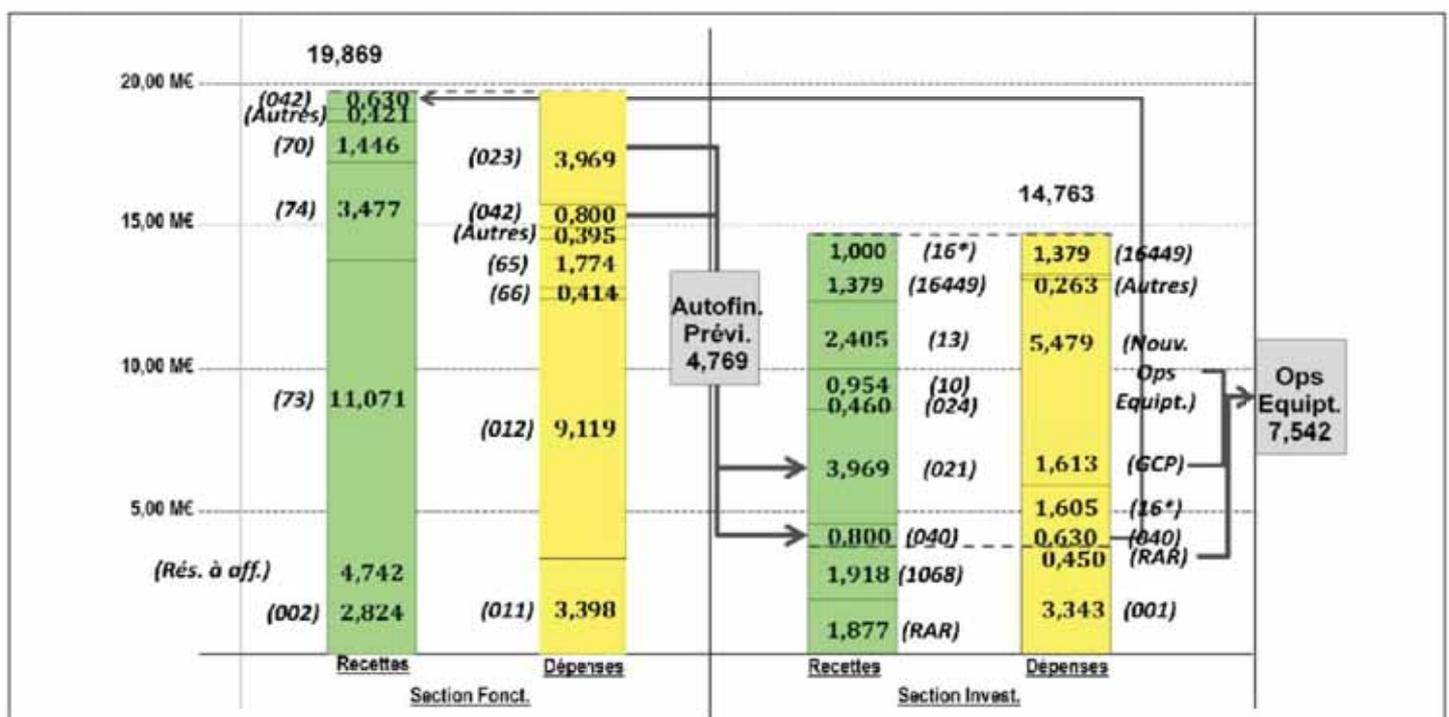
| Chapitres budgétaires | Libellé                                              | DOB 2018             | BP 2018              | Ecart             |
|-----------------------|------------------------------------------------------|----------------------|----------------------|-------------------|
| 76                    | Produits financiers                                  | 110,00               | 110,00               | 0,00              |
| 77                    | Produits exceptionnels                               | 13 350,00            | 13 350,00            | 0,00              |
| 78                    | Reprise sur provision                                | 0,00                 | 0,00                 | 0,00              |
|                       | <b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>  | <b>16 325 907,81</b> | <b>16 415 193,81</b> | <b>89 286,00</b>  |
| 042                   | Opérations d'ordre de transfert entre sections       | 630 000,00           | 630 000,00           | 0,00              |
|                       | <b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b>  | <b>630 000,00</b>    | <b>630 000,00</b>    | <b>0,00</b>       |
|                       | <b>TOTAL</b>                                         | <b>16 955 907,81</b> | <b>17 045 193,81</b> | <b>89 286,00</b>  |
| 002                   | Résultat reporté                                     | 2 807 561,27         | 2 824 057,29         | 16 496,02         |
|                       | <b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b> | <b>19 763 469,08</b> | <b>19 869 251,10</b> | <b>105 782,02</b> |

Le résultat reporté, après pointage avec les services de la trésorerie, est ajusté et est plus important de 16.496,02 euros.

Compte tenu de l'indexation prévue en Loi de Finances, le produit de la fiscalité directe est revu à la hausse de 89.286 €.

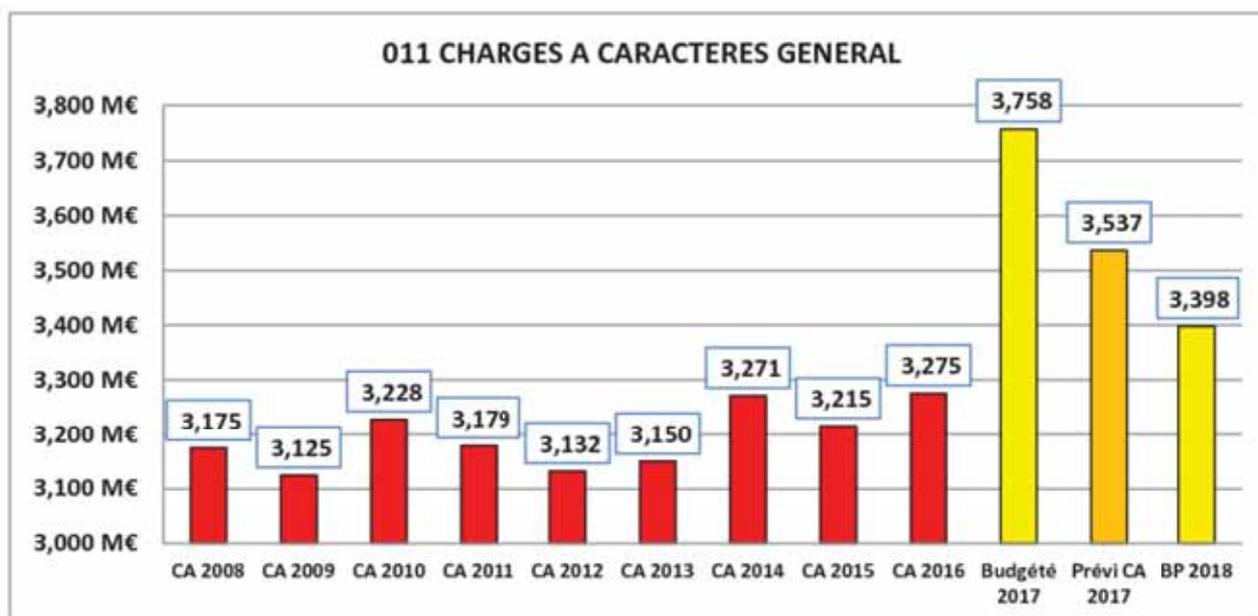


#### D. Architecture générale du budget primitif 2018 et détail des chapitres budgétaires



## E. SECTION DE FONCTIONNEMENT DEPENSES

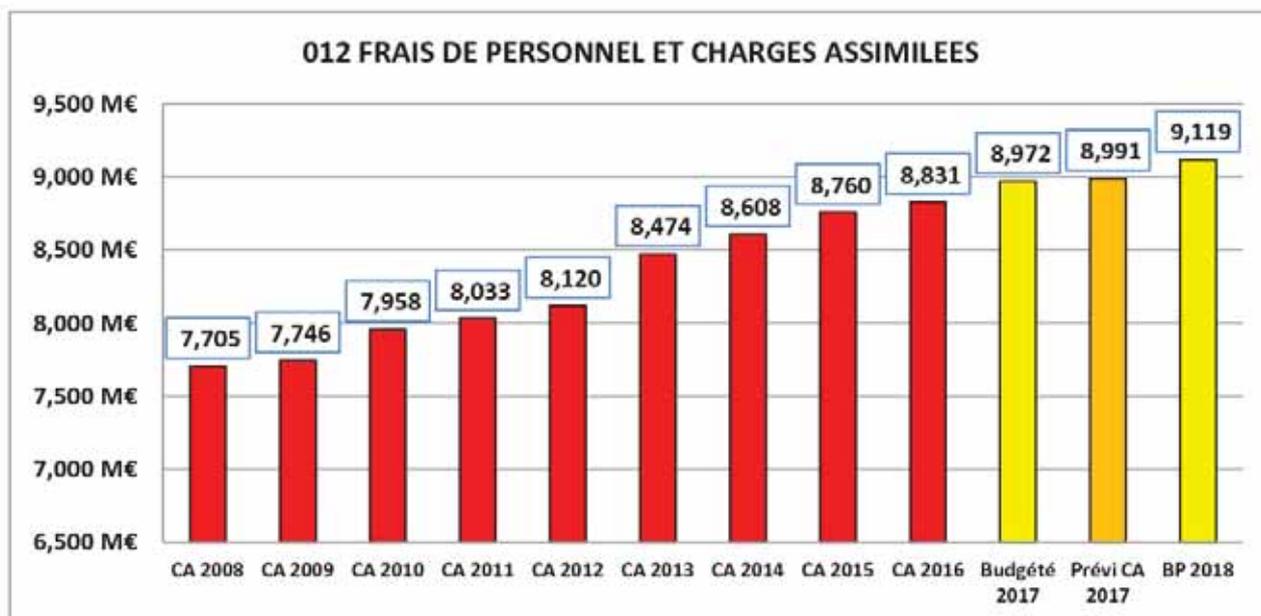
### 1) Charges à caractère général - chapitre 011 (montant total 3.398.060,97 €)



| 011    | CHARGES A CARACTERE GENERAL                        | 2014       | 2015       | 2016       | Budgeté 2017 | Prévi CA 2017 | BP 2018    |
|--------|----------------------------------------------------|------------|------------|------------|--------------|---------------|------------|
| 60611  | EAU ET ASSAINISSEMENT                              | 36 718,73  | 41 567,74  | 48 605,90  | 38 570,00    | 45 178,77     | 45 200,00  |
| 606122 | ENERGIE ELECTRICITE                                | 526 815,20 | 558 234,12 | 497 351,43 | 538 280,00   | 486 264,85    | 487 000,00 |
| 60621  | COMBUSTIBLES                                       | 1 202,71   | 1 383,01   | 1 053,04   | 4 770,00     | 2 906,37      | 2 900,00   |
| 60622  | CARBURANTS                                         | 76 502,51  | 47 697,39  | 49 588,95  | 55 200,00    | 56 233,88     | 55 200,00  |
| 60623  | ALIMENTATION                                       | 317 479,40 | 325 669,58 | 320 259,44 | 350 028,50   | 368 126,20    | 374 900,00 |
| 60624  | PRODUITS DE TRAITEMENT                             | 2 257,52   | 1 885,93   | 2 301,03   | 2 643,00     | 2 644,11      | 2 515,00   |
| 60628  | AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES                    | 152 285,54 | 119 526,88 | 146 819,56 | 126 173,39   | 122 176,88    | 122 200,00 |
| 60631  | FOURNITURES D'ENTRETIEN                            | 30 495,44  | 40 380,24  | 41 891,25  | 42 050,00    | 39 991,40     | 40 000,00  |
| 60632  | FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT                    | 320 905,41 | 377 381,82 | 408 641,49 | 415 719,79   | 421 960,54    | 403 110,00 |
| 60633  | FOURNITURES DE VOIRIE                              | 10 316,56  | 8 951,40   | 5 897,40   | 12 000,00    | 8 670,40      | 8 700,00   |
| 60636  | VETEMENTS DE TRAVAIL                               | 20 858,35  | 16 751,56  | 18 849,30  | 19 875,12    | 14 383,45     | 14 400,00  |
| 6064   | FOURNITURES ADMINISTRATIVES                        | 41 571,42  | 33 347,93  | 21 774,27  | 28 651,61    | 21 775,79     | 21 047,00  |
| 6065   | LIVRES, DISQUES, CASSETTES (BIBLIO., MEDIATHEQUE)  | 66 813,79  | 65 319,73  | 66 741,19  | 63 800,00    | 64 773,59     | 63 800,00  |
| 6067   | FOURNITURES SCOLAIRES                              | 42 320,57  | 44 244,14  | 42 708,96  | 51 234,00    | 46 811,79     | 44 100,00  |
| 6068   | AUTRES MATIERES ET FOURNITURES                     | 12 703,79  | 16 661,90  | 11 924,90  | 12 490,00    | 1 600,52      | 11 950,00  |
| 6132   | LOCATIONS IMMOBILIERES                             | 12 401,54  | 2 942,74   | 3 304,11   | 3 850,00     | 2 804,59      | 3 850,00   |
| 6135   | LOCATIONS MOBILIERES                               | 45 009,89  | 35 902,83  | 58 704,50  | 54 175,00    | 48 756,07     | 53 000,00  |
| 61521  | ENTRETIEN TERRAINS                                 | 45 056,32  | 42 032,56  | 76 736,24  | 76 400,00    | 74 925,00     | 40 400,00  |
| 61522  | ENTRETIEN BATIMENTS                                | 82 754,45  | 51 958,53  | 87 647,47  | 82 500,00    | 75 565,68     | 91 230,00  |
| 61523  | ENTRETIEN VOIES ET RESEAUX                         | 96 370,11  | 83 099,01  | 80 529,44  | 112 000,00   | 75 900,95     | 83 100,00  |
| 61551  | ENTRETIEN MATERIEL ROULANT                         | 4 828,99   | 7 430,20   | 9 895,16   | 17 500,00    | 15 649,27     | 8 840,00   |
| 61558  | ENTRETIEN REPARATION AUTRES FOURNITURES            | 51 611,74  | 44 997,90  | 54 513,08  | 68 522,00    | 64 430,11     | 59 260,00  |
| 6156   | MAINTENANCE                                        | 196 051,77 | 192 221,96 | 197 972,28 | 220 674,88   | 189 450,48    | 195 490,00 |
| 616    | PRIMES D'ASSURANCES                                | 58 461,55  | 61 697,55  | 60 192,53  | 62 310,00    | 59 260,68     | 62 410,00  |
| 617    | ETUDES ET RECHERCHES                               | 0,00       | 0,00       | 24 347,00  | 67 114,00    | 83 661,80     | 3 600,00   |
| 6182   | DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE                | 16 860,08  | 9 194,00   | 7 724,69   | 15 553,00    | 10 531,49     | 9 200,00   |
| 6184   | VERSEMENT A DES ORGANISMES DE FORMATION            | 25 384,45  | 14 612,83  | 17 396,84  | 24 500,00    | 15 357,50     | 17 400,00  |
| 6188   | AUTRES FRAIS DIVERS                                | 3 419,23   | 2 527,50   | 4 151,16   | 19 228,96    | 2 829,77      | 12 470,00  |
| 6225   | INDEMNITES AU COMPTABLE ET AUX REGISSEURS          | 2 908,99   | 2 699,02   | 2 712,87   | 3 000,00     | 2 584,58      | 3 000,00   |
| 6226   | HONORAIRES                                         | 5 849,38   | 11 804,16  | 16 693,30  | 41 250,00    | 34 821,09     | 23 670,00  |
| 6227   | FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX                    | 6 968,14   | 2 615,46   | 3 285,92   | 20 388,00    | 12 891,23     | 19 000,00  |
| 6228   | Rémunérations Intermédiaires et honoraire - Divers | 283 164,87 | 297 986,35 | 257 071,74 | 281 900,00   | 286 864,12    | 285 450,00 |
| 6231   | ANNONCES ET INSERTIONS                             | 23 595,12  | 18 950,58  | 24 329,44  | 30 680,00    | 31 844,73     | 28 000,00  |
| 6232   | FETES ET CEREMONIES                                | 12 610,56  | 12 324,15  | 12 326,27  | 13 000,00    | 13 243,87     | 13 300,00  |
| 6233   | FOIRES ET EXPOSITIONS                              | 42 176,18  | 37 708,28  | 30 102,41  | 37 000,00    | 32 178,55     | 33 000,00  |
| 6236   | CATALOGUES ET IMPRIMES                             | 33 709,03  | 26 412,54  | 27 567,44  | 40 425,20    | 38 081,75     | 31 550,00  |
| 6237   | PUBLICATIONS                                       | 51 284,28  | 45 488,41  | 45 172,11  | 47 619,60    | 41 360,57     | 45 211,83  |

| 011   | CHARGES A CARACTERE GENERAL                      | 2014                | 2015                | 2016                | Budgeté 2017        | Prévi CA 2017       | BP 2018             |
|-------|--------------------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| 6238  | DIVERS                                           | 459,00              | 801,60              | 7 488,00            | 13 319,20           | 15 528,00           | 250,00              |
| 6241  | TRANSPORTS DE BIENS                              | 551,83              | 379,00              | 66,00               | 550,00              | 0,00                | 440,00              |
| 6247  | TRANSPORTS COLLECTIFS                            | 49 284,97           | 46 205,97           | 41 770,37           | 51 521,80           | 45 948,77           | 46 004,64           |
| 6251  | VOYAGES ET DEPLACEMENTS                          | 6 848,74            | 9 973,86            | 5 758,37            | 7 000,00            | 9 119,40            | 9 145,00            |
| 6255  | FRAIS DE DEMENAGEMENT                            | 6 383,99            | 3 222,16            | 0,00                | 3 000,00            | 1 902,06            | 3 000,00            |
| 6256  | MISSIONS                                         | 7 939,97            | 6 694,93            | 4 879,72            | 6 000,00            | 8 665,94            | 8 700,00            |
| 6257  | RECEPTIONS                                       | 33 112,03           | 31 902,00           | 28 567,92           | 52 381,91           | 46 306,62           | 30 250,00           |
| 6261  | FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT                         | 32 899,93           | 31 475,95           | 35 039,17           | 36 350,00           | 33 874,58           | 36 250,00           |
| 6262  | FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS                      | 48 766,89           | 43 848,49           | 38 011,67           | 40 500,00           | 37 434,79           | 44 980,00           |
| 627   | SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES                  | 652,98              | 758,73              | 882,56              | 210,00              | 1 244,27            | 540,00              |
| 6281  | CONCOURS DIVERS (COTISATIONS ...)                | 14 166,17           | 14 845,45           | 14 650,17           | 13 900,00           | 12 951,22           | 12 750,00           |
| 62848 | REDEVANCES->AUTRES PRESTAT*                      | 4 476,19            | 3 595,04            | 3 246,20            | 3 780,00            | 2 559,87            | 3 300,00            |
| 6288  | AUTRES SERVICES EXTERIEURS                       | 263 928,89          | 272 913,53          | 267 233,10          | 380 510,46          | 357 492,03          | 339 545,50          |
| 63512 | TAXES FONCIERES                                  | 40 505,00           | 43 316,00           | 38 029,00           | 42 000,00           | 42 087,00           | 42 600,00           |
| 6353  | IMPOTS INDIRECTS                                 | 108,00              | 0,00                | 0,00                | 0,00                | 0,00                | 0,00                |
| 6355  | TAXES ET IMPOTS SUR LES VEHICULES                | 483,00              | 627,50              | 552,00              | 1 000,00            | 552,00              | 552,00              |
| 6358  | AUTRES DROITS                                    | 0,00                | 0,00                | 0,00                | 3 840,00            | 4 119,03            | 0,00                |
| 637   | AUTRES IMPOTS, TAXES ET VERS. ASSIMILES (AUTRES) | 472,81              | 746,67              | 2 250,79            | 850,00              | 0,00                | 300,00              |
|       | <b>TOTAL CHARGES A CARACTERE GENERAL</b>         | <b>3 270 764,00</b> | <b>3 214 916,81</b> | <b>3 275 209,15</b> | <b>3 757 789,42</b> | <b>3 536 678,00</b> | <b>3 398 060,97</b> |

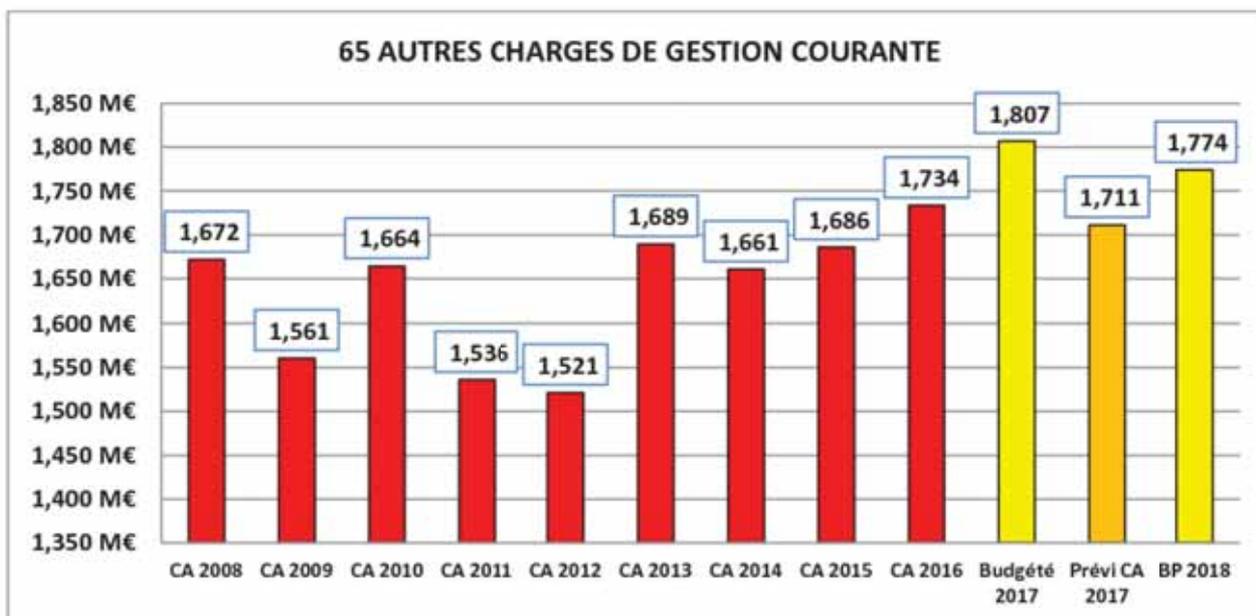
2) **Charges de personnel - chapitre 012 (montant total 9.119.216,00 €)**



| 012   | FRAIS DE PERSONNEL ET CHARGES ASSIMILEES           | 2014         | 2015         | 2016         | Budgeté 2017 | Prévi CA 2017 | BP 2018      |
|-------|----------------------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|--------------|
| 6218  | AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR                          | 11 327,16    | 67 916,17    | 54 330,47    | 65 619,50    | 61 379,98     | 97 000,00    |
| 6332  | COTISATIONS VERSEES AU F.N.A.L.                    | 24 677,32    | 25 197,08    | 24 852,17    | 25 119,00    | 25 129,46     | 25 800,00    |
| 6336  | COTISATIONS CENTRE NATIONAL ET DE GESTION          | 116 000,36   | 118 270,11   | 107 147,63   | 109 760,00   | 110 197,75    | 113 370,00   |
| 6338  | AUTRES IMPOTS, TAXES ET VERS. SUR REMUNERATIONS    | 28 059,59    | 28 879,56    | 27 662,68    | 25 695,00    | 28 003,90     | 24 950,00    |
| 64111 | REMUNERATION PRINCIPALE                            | 4 210 380,51 | 4 265 535,17 | 4 307 585,80 | 4 424 361,00 | 4 372 393,23  | 4 304 950,00 |
| 64112 | NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL ET INDEMNITE DE RESIDENCE | 111 829,95   | 112 380,41   | 111 797,67   | 123 936,00   | 131 604,84    | 111 100,00   |
| 64116 | INDEMNITES DE PREAVIS ET DE LICENCIEMENT           | 0,00         | 0,00         | 0,00         | 0,00         | 5 547,84      | 0,00         |
| 64118 | AUTRES INDEMNITES TITULAIRES                       | 864 382,73   | 850 165,49   | 865 631,00   | 875 400,00   | 885 010,37    | 903 000,00   |
| 64131 | REMUNERATIONS NON TITULAIRES                       | 570 747,06   | 565 442,16   | 480 114,38   | 470 581,00   | 542 918,89    | 691 600,00   |
| 64138 | AUTRES INDEMNITES NON TITULAIRES                   | 82 723,02    | 85 016,90    | 75 780,29    | 80 851,00    | 80 949,65     | 106 600,00   |
| 64162 | EMPLOIS D'AVENIR                                   | 76 865,28    | 92 693,29    | 79 211,44    | 22 205,00    | 22 845,52     | 1 500,00     |
| 64168 | AUTRES EMPLOIS D'INSERTION                         | 468,00       | 0,00         | 0,00         | 0,00         | 0,00          | 0,00         |

| 012   | FRAIS DE PERSONNEL ET CHARGES ASSIMILEES                          | 2014                | 2015                | 2016                | Budgeté 2017        | Prévi CA 2017       | BP 2018             |
|-------|-------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| 6417  | REMUNERATIONS DES APPRENTIS                                       | 118,05              | 0,00                | 0,00                | 0,00                | 0,00                | 0,00                |
| 6451  | COTISATIONS A L' U.R.S.S.A.F.                                     | 952 756,35          | 970 940,40          | 947 394,61          | 964 980,00          | 972 190,04          | 954 900,00          |
| 6453  | COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES                              | 1 316 528,61        | 1 335 006,27        | 1 370 862,09        | 1 398 662,00        | 1 388 362,68        | 1 382 000,00        |
| 6454  | COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C.                                    | 48 677,21           | 50 864,98           | 42 962,73           | 37 771,00           | 43 702,62           | 43 810,00           |
| 6455  | COTISATIONS POUR ASSURANCE DU PERSONNEL                           | 148 590,44          | 148 290,62          | 242 861,44          | 244 665,00          | 240 544,13          | 249 990,00          |
| 6458  | COTISATIONS AUX AUTRES ORGANISMES SOCIAUX (DONT CNAS A/C DE 2016) | 16 013,48           | 0,00                | 67 661,24           | 72 064,00           | 67 066,56           | 71 620,00           |
| 6475  | MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE                                    | 26 560,00           | 16 361,32           | 24 437,04           | 27 075,00           | 11 018,58           | 33 676,00           |
| 6478  | AUTRES CHARGES SOCIALES DIVERSES                                  | 0,00                | 26 382,40           | 0,00                | 0,00                | 0,00                | 0,00                |
| 64832 | CONT. AU FDS DE COMP. DE CPA                                      | 0,00                | 0,00                | 0,00                | 0,00                | 0,00                | 0,00                |
| 6488  | AUTRES CHARGES                                                    | 1 679,24            | 558,22              | 475,74              | 2 875,00            | 2 268,28            | 3 350,00            |
|       |                                                                   |                     |                     |                     |                     |                     |                     |
|       | <b>TOTAL FRAIS DE PERSONNEL ET CHARGES ASSIMILEES</b>             | <b>8 608 384,36</b> | <b>8 759 900,55</b> | <b>8 830 768,42</b> | <b>8 971 619,50</b> | <b>8 991 134,32</b> | <b>9 119 216,00</b> |

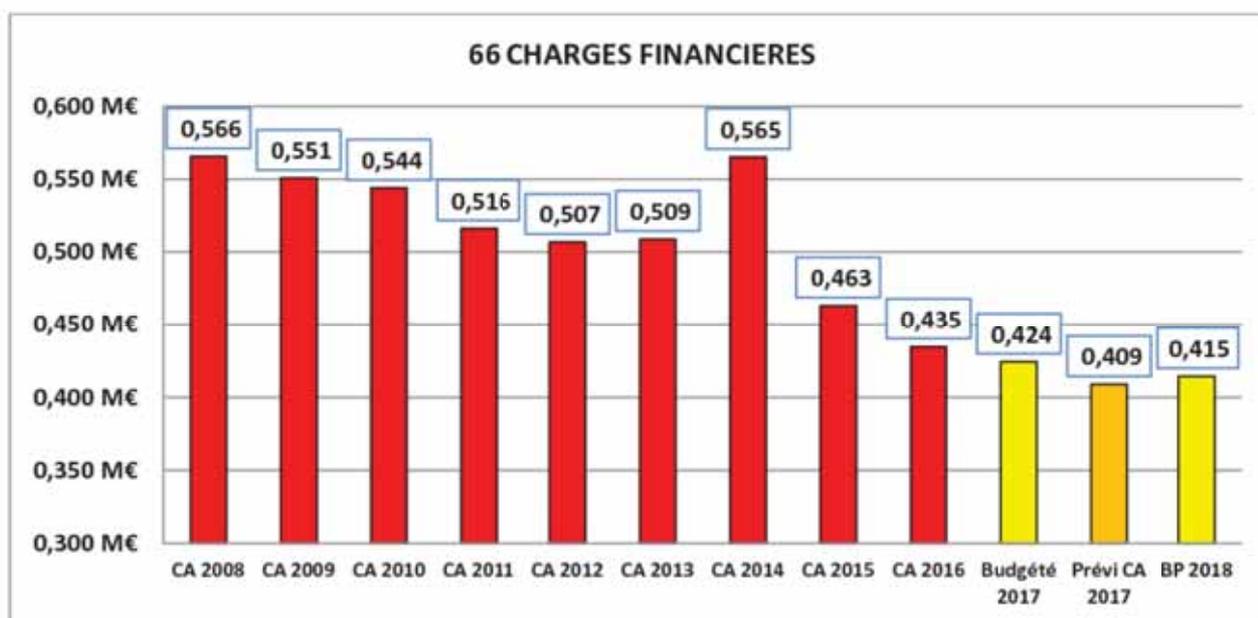
### 3) Autres charges de gestion courante - chapitre 65 (montant total 1.774.132,02 €)



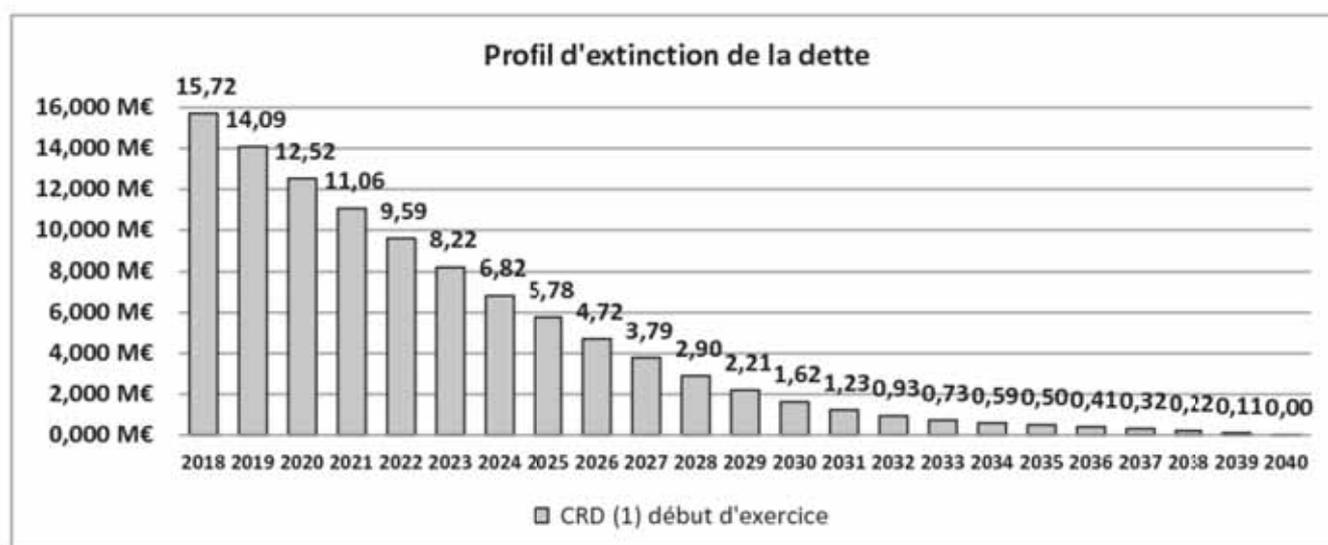
| 65     | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE                            | 2014       | 2015       | 2016       | Budgeté 2017 | Prévi CA 2017 | BP 2018    |
|--------|---------------------------------------------------------------|------------|------------|------------|--------------|---------------|------------|
| 6531   | INDEMNITES                                                    | 162 479,58 | 163 938,35 | 162 389,32 | 164 171,00   | 167 008,51    | 168 000,00 |
| 6532   | FRAIS DE MISSION                                              | 0,00       | 342,86     | 328,35     | 1 000,00     | 53,90         | 1 000,00   |
| 6533   | COTISATIONS DE RETRAITE                                       | 16 422,34  | 16 192,29  | 16 012,76  | 16 627,00    | 15 362,08     | 15 160,00  |
| 6534   | COTI SECUR SOC PART PATRONALE                                 | 8 997,20   | 12 357,96  |            | 12 733,00    | 12 375,46     | 12 120,00  |
| 6535   | FORMATION                                                     | 2 610,00   | 1 084,99   | 2 952,80   | 13 000,00    | 11 440,00     | 1 000,00   |
| 6541   | CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR                                | 11 395,94  | 7 979,16   | 9 282,33   | 20 078,00    | 8 205,56      | 12 756,00  |
| 6542   | CREANCES ETEINTES                                             |            |            |            | 10 000,00    | 5 987,20      | 7 500,00   |
| 6553   | SERVICE D'INCENDIE                                            | 289 388,01 | 293 524,00 | 298 760,00 | 302 302,00   | 302 302,00    | 314 006,00 |
| 6554   | CONTRIB. AUX ORGANISMES DE REGROUPEMENT                       | 0,00       | 2 000,00   | 2 500,00   | 2 500,00     | 1 500,00      | 2 500,00   |
| 65541  | CONTRIB. FONDS COMPENSATION CH TERRITORIALES                  |            |            |            | 48 842,78    |               |            |
| 6556   | IND. DE LGT AUX INSTITUTEURS                                  | 18 492,33  | 0,00       | 0,00       | 0,00         | 0,00          |            |
| 6558   | AUTRES CONTRIBUTIONS OBLIGATOIRES                             | 0,00       | 0,00       | 22 708,71  | 23 000,00    | 23 908,98     |            |
| 657341 | SUBV. FONCT.COMMUNES Membres du Groupement à Fiscalité Propre | 12 309,29  | 11 629,00  | 12 406,72  | 9 583,26     | 8 867,88      | 9 500,00   |
| 657358 | SUBV. FONCT.COMMUNES AUTRES GROUPEMENTS                       | 0,00       | 13 342,00  | 15 617,00  | 17 863,30    | 17 863,30     | 19 000,00  |
| 657362 | SUBV. FONCT. CCAS                                             | 615 000,00 | 585 000,00 | 585 000,00 | 525 000,00   | 525 000,00    | 547 000,00 |
| 6574   | SUBV. FONCTIONNEMENT ASSOCIATIONS ET AUTRES                   | 523 703,15 | 578 620,12 | 581 238,72 | 623 314,22   | 611 476,32    | 664 590,02 |
| 658    | CH. DIV. DE LA GEST. COURANTE                                 |            | 0,00       | 1,00       | 17 000,00    |               |            |

|    |                                          |              |              |              |              |               |              |
|----|------------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|--------------|
| 65 | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE       | 2014         | 2015         | 2016         | Budgeté 2017 | Prévi CA 2017 | BP 2018      |
|    |                                          |              |              |              |              |               |              |
|    | TOTAL AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 1 660 797,84 | 1 686 010,73 | 1 733 772,15 | 1 807 014,56 | 1 711 351,19  | 1 774 132,02 |

#### 4) Charges financières - chapitre 66 (montant total 414.600,00 €)

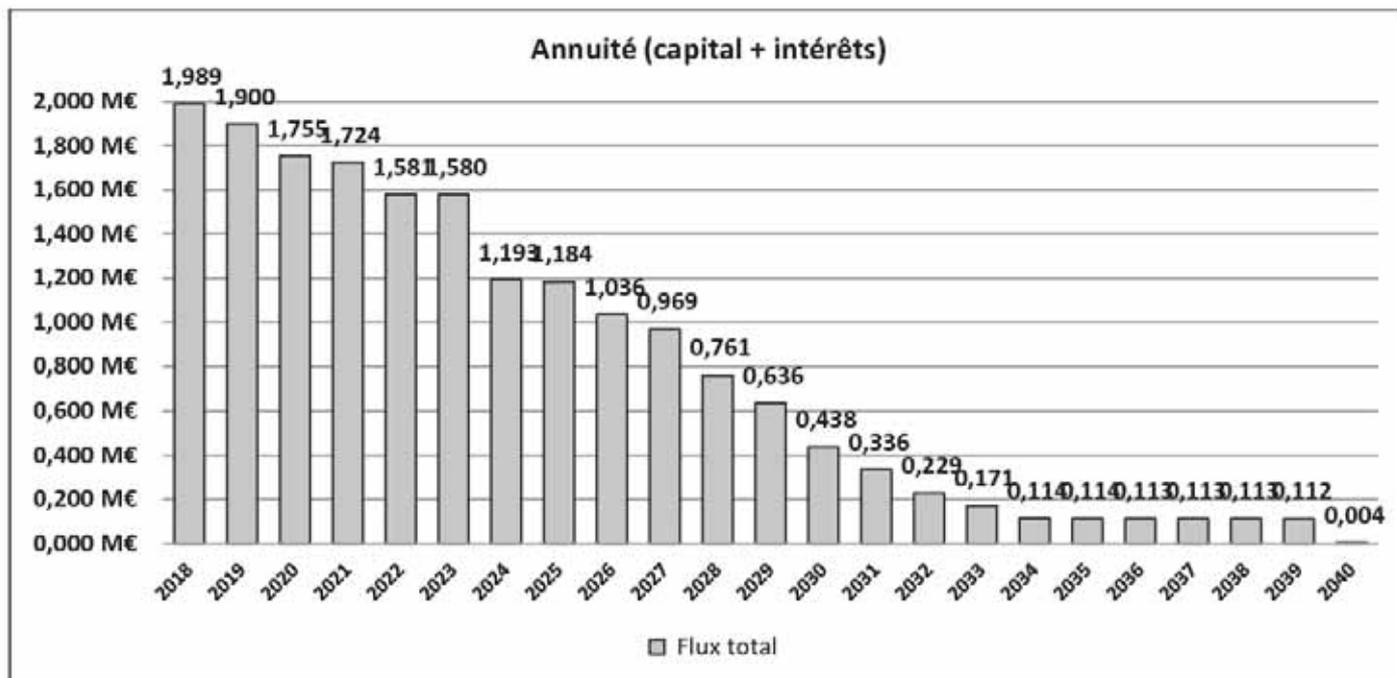


|       |                                  |            |            |            |              |               |            |
|-------|----------------------------------|------------|------------|------------|--------------|---------------|------------|
| 66    | CHARGES FINANCIERES              | 2014       | 2015       | 2016       | Budgeté 2017 | Prévi CA 2017 | BP 2018    |
| 66111 | INTERETS REGLES A ECHEANCE       | 478 301,58 | 462 584,00 | 435 484,00 | 415 014,33   | 404 336,21    | 406 000,00 |
| 66112 | INTERETS - RATTACHEMENT DES ICNE | 2 788,24   | -6 210,35  | -7 157,27  | 6 000,00     | 2 028,47      | 6 000,00   |
| 6618  | INTERETS DES AUTRES DETTES       | 9 568,86   | 6 698,56   | 5 039,35   | 3 454,13     | 2 586,60      | 2 600,00   |
| 668   | AUTRES CHARGES FINANCIERES       | 74 530,16  | 180,32     | 1 500,00   |              |               |            |
|       |                                  |            |            |            |              |               |            |
|       | TOTAL CHARGES FINANCIERES        | 565 188,84 | 463 252,83 | 434 865,93 | 424 468,46   | 408 951,28    | 414 600,00 |



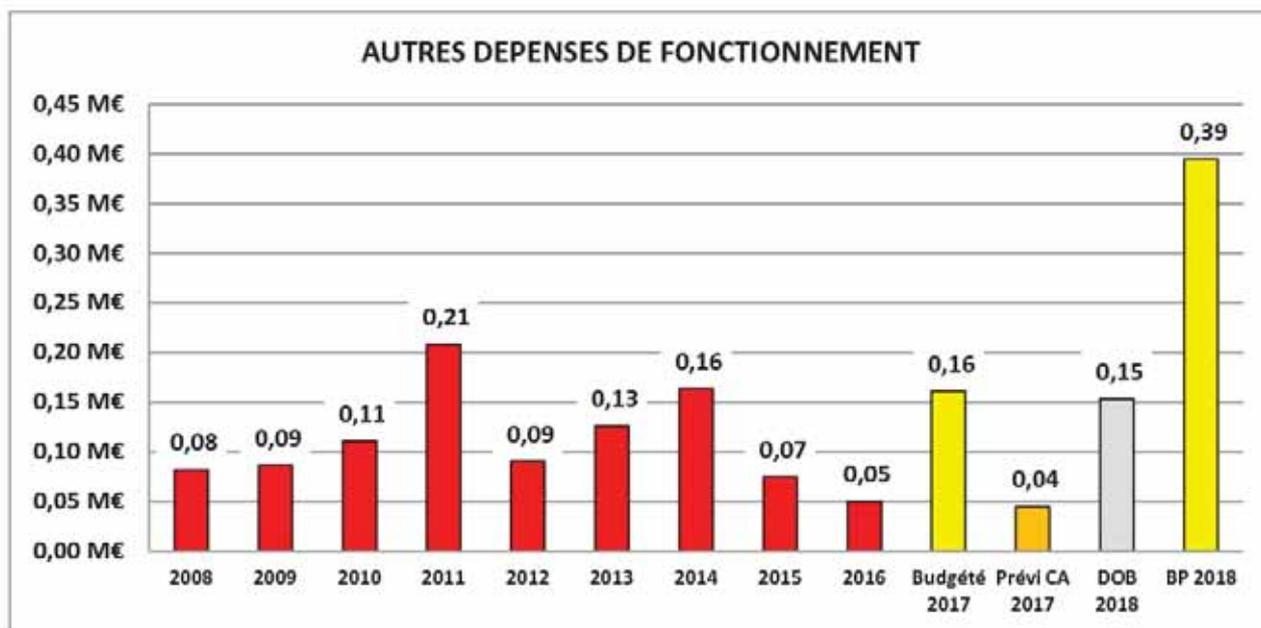
Ce profil d'extinction de la dette intègre le dernier emprunt de 1,7 M€, dont la souscription a été conclue en décembre, mais avec déblocage de prêt n'a eu lieu que le 12 février 2018.

Le montant du capital restant dû, qui figure en page 129 de la maquette, est officiellement de 14 016 784,26 € ce qui avec l'emprunt de 1,7M € fait 15 716 784,26 €, donc 15,72 M€



Nous restons en dessous de la barre des 2M€ objectif affiché à plusieurs reprises.

5) Autres dépenses de fonctionnement (hors virement) – chapitres 014, 67 et 022 (montant total 394.515,50 €)



|     | AUTRES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT 014 + 67 + 022              | 2014              | 2015             | 2016             | Budgeté 2017      | Prévi CA 2017    | BP 2018           |
|-----|---------------------------------------------------------------|-------------------|------------------|------------------|-------------------|------------------|-------------------|
| 014 | ATTENUATIONS DE PRODUITS                                      | 14 322,00         | 0,00             | 31 875,00        | 20 072,00         | 12 477,00        | 10 500,00         |
| 67  | CHARGES EXCEPTIONNELLES                                       | 149 154,88        | 74 605,74        | 18 226,36        | 34 022,00         | 32 048,79        | 42 763,00         |
| 022 | DEPENSES IMPREVUES DE FONCTIONNEMENT                          |                   |                  |                  | 107 091,69        |                  | 341 252,50        |
|     | <b>TOTAL AUTRES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT 014 + 67 + 022</b> | <b>163 476,88</b> | <b>74 605,74</b> | <b>50 101,36</b> | <b>161 185,69</b> | <b>44 525,79</b> | <b>394 515,50</b> |

6) Dotation aux amortissements - chapitre 042 (montant 800.000,00 €)

| 042 | AMORTISSEMENTS                                | 2014              | 2015              | 2016                | Budgeté 2017      | Prévi CA 2017     | BP 2018           |
|-----|-----------------------------------------------|-------------------|-------------------|---------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| 042 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION | 780 529,57        | 832 546,65        | 1 178 494,19        | 790 000,00        | 821 653,43        | 800 000,00        |
|     | <b>TOTAL AMORTISSEMENTS</b>                   | <b>780 529,57</b> | <b>832 546,65</b> | <b>1 178 494,19</b> | <b>790 000,00</b> | <b>821 653,43</b> | <b>800 000,00</b> |

7) Virement – chapitre 023 (montant 3.968.726,61€) CHAPITRE SANS EXECUTION

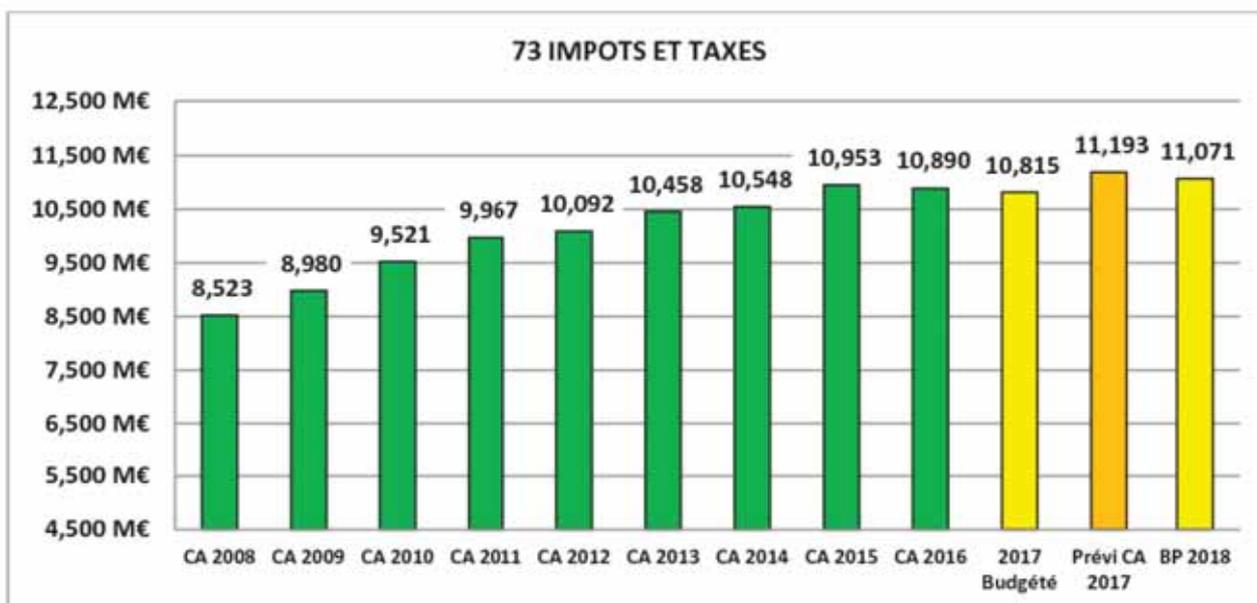
| 023 | VIREMENT                               | Budgeté 2014        | Budgeté 2015        | Budgeté 2016        | Budgeté 2017        | Prévi CA 2017 | BP 2018             |
|-----|----------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|
| 023 | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT | 2 949 749,08        | 2 614 556,59        | 4 188 411,56        | 3 638 274,76        |               | 3 968 726,61        |
|     | <b>TOTAL AMORTISSEMENTS</b>            | <b>2 949 749,08</b> | <b>2 614 556,59</b> | <b>4 188 411,56</b> | <b>3 638 274,76</b> |               | <b>3 968 726,61</b> |

Ce tableau présente les montants budgétés.

Ce virement étant sans exécution, il n'apparaît pas dans les comptes administratifs.

**F. SECTION DE FONCTIONNEMENT RECETTES**

1) Impôts et taxes - chapitre 73 (montant total 11.071.083,00 €)



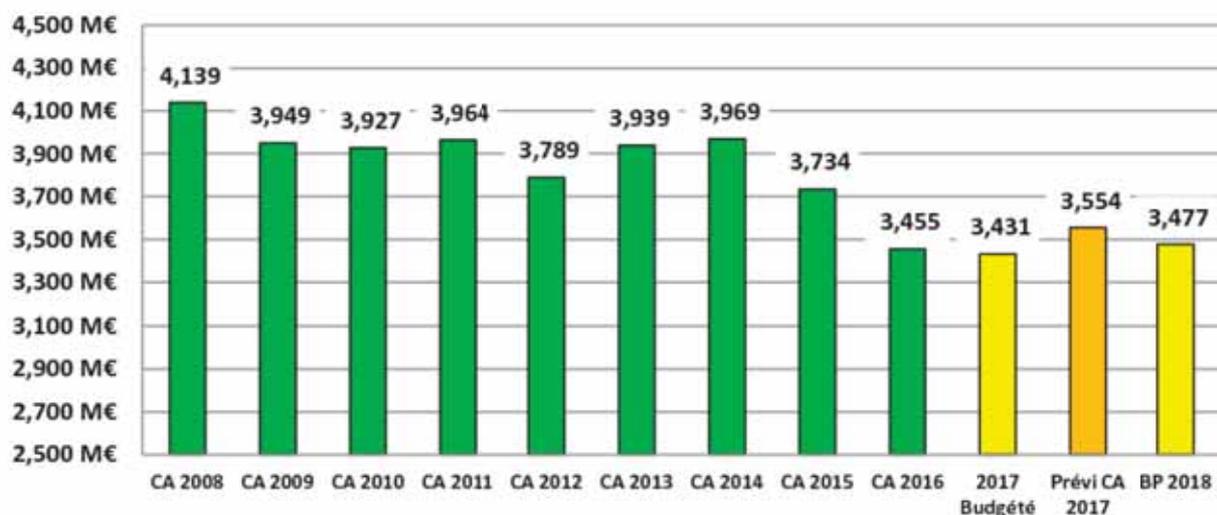
| 73    | IMPOTS ET TAXES                                    | 2014                 | 2015                 | 2016                 | Budgeté 2017         | Prévi CA 2017        | BP 2018              |
|-------|----------------------------------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| 73111 | TAXES FONCIERES ET D'HABITATION                    | 7 481 608,00         | 7 791 312,00         | 7 717 241,00         | 7 801 294,00         | 7 874 249,00         | 7 952 990,00         |
| 7318  | AUTRES IMPOTS LOCAUX OU ASSIMILES                  | 0,00                 | 0,00                 | 15 117,00            | 1 000,00             | 10 617,00            | 6 000,00             |
| 7321  | ATTRIBUTION DE COMPENSATION                        | 2 128 219,00         | 2 128 219,00         | 2 128 219,00         | 2 148 353,00         | 2 148 353,00         | 2 148 353,00         |
| 7322  | DOTATION SOLIDARITE COMMUNALE                      | 0,00                 | 0,00                 | 0,00                 | 0,00                 | 0,00                 | 0,00                 |
| 7325  | FONDS DE PEREQUAT. DES RESSOURCES. COMM. ET INTERC | 22 919,00            | 0,00                 | 0,00                 | 0,00                 | 0,00                 | 0,00                 |
| 7338  | AUTRES TAXES                                       | 2 083,38             | 1 251,67             | 1 041,00             | 1 041,00             | 882,00               | 740,00               |
| 7351  | TAXE SUR L'ELECTRICITE                             | 284 785,24           | 274 698,25           | 280 511,18           | 290 000,00           | 296 415,91           | 290 000,00           |
| 7362  | TAXES DE SEJOUR                                    | 29 902,25            | 37 946,44            | 37 498,62            | 33 000,00            | 37 669,46            | 33 000,00            |
| 7368  | TAXE LOCALE PUBLICITE EXTERIEURE                   | 160 797,70           | 147 319,00           | 144 342,70           | 140 000,00           | 133 772,14           | 140 000,00           |
| 7381  | TAXE ADDIT. DROITS MUTATION OU PUB FONCIERE        | 437 323,16           | 572 674,36           | 565 855,37           | 400 000,00           | 690 898,67           | 500 000,00           |
|       | <b>TOTAL IMPOTS ET TAXES</b>                       | <b>10 547 637,73</b> | <b>10 953 420,72</b> | <b>10 889 825,87</b> | <b>10 814 688,00</b> | <b>11 192 857,18</b> | <b>11 071 083,00</b> |

### Pourcentage TH et TF sur le total des impôts et taxes



## 2) Dotations - chapitre 74 (montant total 3.477.129,81 €)

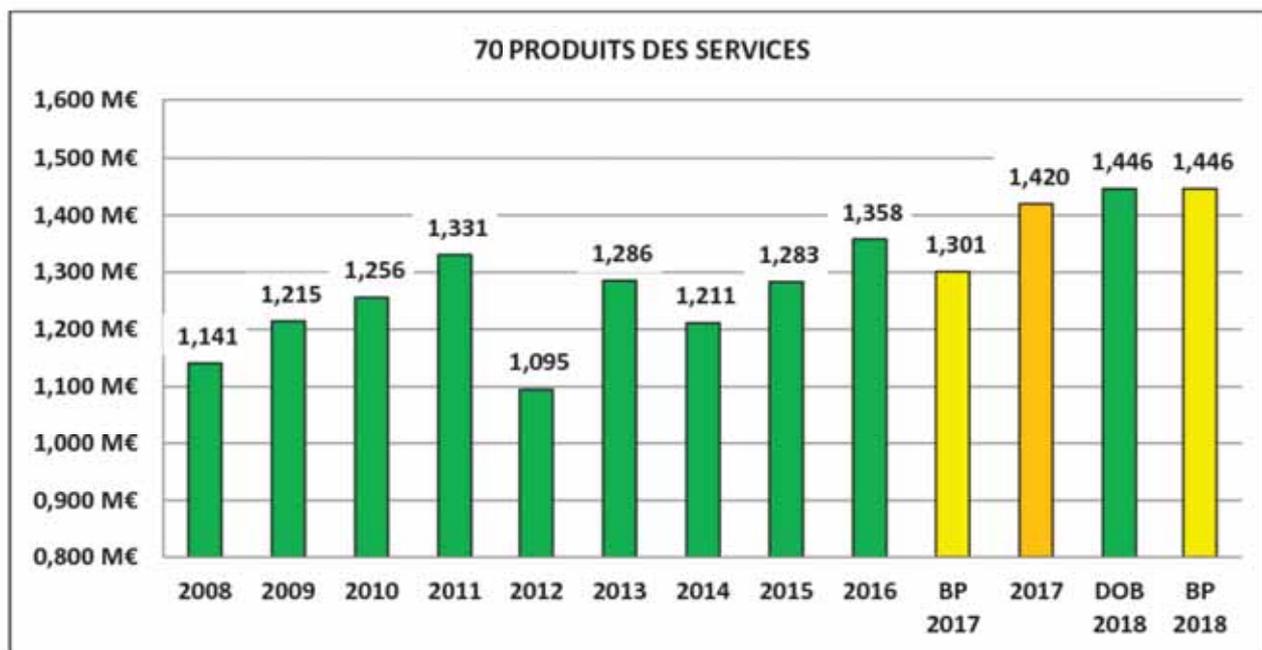
### 74 DOTATIONS ET PARTICIPATIONS



| 74        | DOTATIONS ET PARTICIPATIONS                                   | 2014                | 2015                | 2016                | Budgeté 2017        | Prévi CA 2017       | BP 2018             |
|-----------|---------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| 7411      | DOTATION FORFAITAIRE                                          | 2 136 887,00        | 1 858 695,00        | 1 569 826,00        | 1 468 806,00        | 1 468 806,00        | 1 468 000,00        |
| 74123     | DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE                                | 461 153,00          | 465 303,00          | 469 956,00          | 542 568,00          | 542 568,00          | 550 000,00          |
| 74127     | DOTATION NATIONALE DE PEREQUATION                             | 322 062,00          | 366 760,00          | 381 842,00          | 430 492,00          | 430 492,00          | 431 000,00          |
| 744       | FCTVA                                                         |                     |                     |                     | 15 215,00           | 15 215,00           | 15 000,00           |
| 74712     | EMPLOIS D'AVENIR                                              | 54 985,07           | 62 512,09           | 57 165,57           | 16 500,00           | 13 636,55           | 1 400,00            |
| 74718     | AUTRES PARTICIPATIONS ETAT                                    | 70 155,58           | 119 722,42          | 145 290,21          | 84 390,00           | 127 305,50          | 96 650,00           |
| 7472      | PARTICIPATION REGIONS                                         | 58 713,62           | 36 568,40           | 49 668,08           | 50 000,00           | 68 913,27           | 59 000,00           |
| 7473      | PARTICIPATION DEPARTEMENTS                                    | 66 162,29           | 61 966,76           | 59 252,12           | 48 400,00           | 64 247,91           | 48 200,00           |
| 74741     | PARTICIPATION COMMUNES MEMBRES DU GFP                         | 63 159,47           | 65 865,35           | 83 579,85           | 82 407,00           | 98 524,25           | 85 990,81           |
| 74748     | PARTICIPATION AUTRES COMMUNES                                 | 481,91              | 0,00                | 0,00                | 0,00                | 650,00              | 8 450,00            |
| 7476      | PARTICIPATION CCAS ET CAISSES DES ECOLES                      | 0,00                | 254,70              | 29,10               |                     |                     |                     |
| 7478      | PARTICIPATION AUTRES ORGANISMES                               | 296 425,82          | 297 271,29          | 283 670,73          | 245 070,00          | 274 321,76          | 282 942,00          |
| 7482      | COMPENSATION POUR PERTE DE TAXE ADDITIONNELLE DROITS MUTATION | 2 077,00            | 1 621,00            | 1 775,00            | 1 650,00            |                     | 1 500,00            |
| 748314    | DOTAT. UNIQUE DES COMPENS. SPECIFIQUES A TAXE PROF            | 17 619,00           | 11 640,00           | 9 872,00            | 3 072,00            | 3 661,00            | 3 000,00            |
| 74834     | ETAT - COMPENSAT. EXONERATIONS TAXES FONCIERES                | 56 803,00           | 41 092,00           | 66 248,00           | 40 597,00           | 40 597,00           | 36 000,00           |
| 74835     | ETAT - COMPENSAT. EXONERATIONS TAXE HABITATION                | 293 822,00          | 334 159,00          | 272 126,00          | 394 852,00          | 394 852,00          | 380 000,00          |
| 7484      | DOTATION DE RECENSEMENT                                       | 2 848,00            | 2 906,00            | 2 765,00            | 2 671,00            | 2 671,00            | 2 697,00            |
| 7485      | DOTATION POUR LES TITRES SECURISES                            |                     |                     |                     | 0,00                | 5 030,00            | 5 000,00            |
| 7488      | AUTRES ATTRIBUTIONS ET PARTICIPATIONS                         | 63 238,43           | 7 701,89            | 2 000,00            | 4 500,00            | 2 702,96            | 2 300,00            |
| <b>74</b> | <b>DOTATIONS ET PARTICIPATIONS</b>                            | <b>3 969 401,19</b> | <b>3 734 038,90</b> | <b>3 455 065,66</b> | <b>3 431 190,00</b> | <b>3 554 194,20</b> | <b>3 477 129,81</b> |

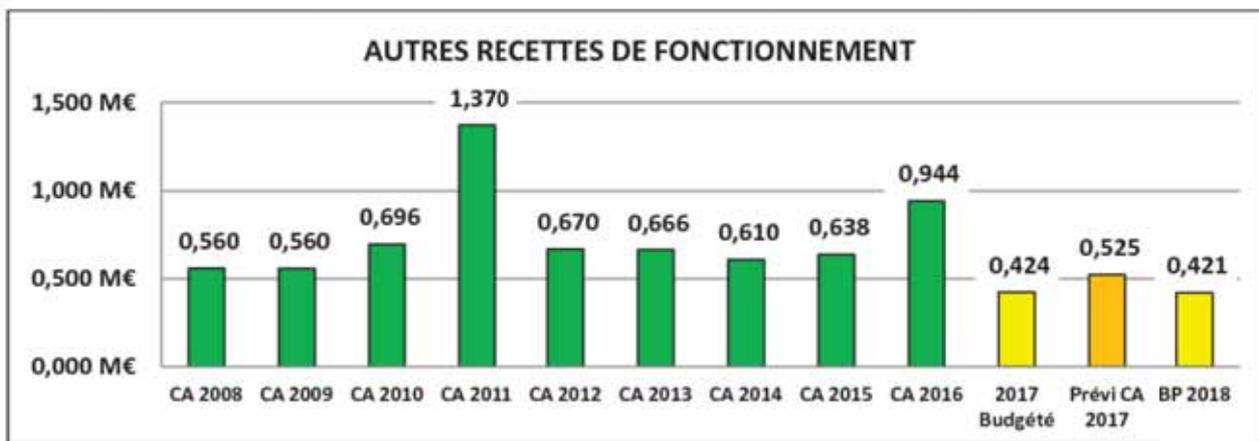
Les dotations ont été estimées, en attente de notification officielle.

**3) Produit des services - chapitre 70 (montant total 1.446.406,00 €)**



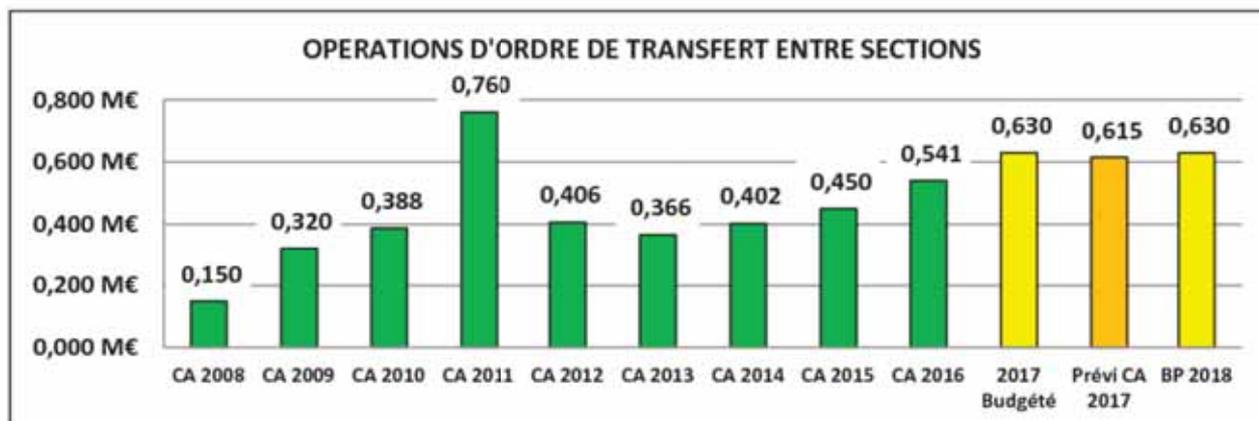
| 70        | PRODUITS DES SCES DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES                          | 2014                | 2015                | 2016                | Budgeté 2017        | Prévi CA 2017       | BP 2018             |
|-----------|--------------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| 70311     | CONCESSION DANS LES CIMETIERES (PRODUIT NET)                             | 39 448,60           | 46 237,90           | 32 425,25           | 30 000,00           | 34 697,50           | 30 000,00           |
| 70312     | REDEVANCES FUNERAIRES                                                    | 11 861,50           | 10 693,75           | 9 186,00            | 10 000,00           | 9 030,85            | 9 900,00            |
| 70321     | DROITS DE STATIONNMENT ET LOCAT. SUR VOIE PUBLIQUE                       | 143 271,67          | 142 691,88          | 150 710,04          | 146 350,00          | 122 761,75          | 142 400,00          |
| 70323     | REDEV. D'OCCUPAT. DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL                             | 47 897,81           | 56 993,45           | 59 939,87           | 50 600,00           | 109 144,14          | 78 200,00           |
| 70388     | AUTRES REDEVANCES ET RECETTES DIVERSES                                   | 42 497,05           | 59 997,90           | 56 316,35           | 65 400,00           | 43 871,95           | 50 500,00           |
| 7062      | REDEVANCES ET DROITS DES SERVICES A CARAC. CULTURE                       | 211 765,47          | 201 212,95          | 232 653,20          | 226 670,00          | 278 648,03          | 244 806,00          |
| 70624     | BIENNALE MOSAIQUE                                                        |                     |                     |                     |                     |                     | 10 000,00           |
| 7065      | DROITS DE PORT ET DE NAVIGATION (AUTRES QUE ODP)                         |                     |                     |                     |                     | 821,13              | 0,00                |
| 7066      | REDEVANCES ET DROITS DES SERVICES A CARACT. SOCIAL                       | 121 939,51          | 145 022,33          | 137 790,67          | 87 762,12           | 155 580,56          | 57 700,00           |
| 7067      | REDEVAN. ET DROITS SCES PERISCOLAIRES ET ENSEIG.                         | 373 772,31          | 376 674,33          | 402 407,16          | 481 812,00          | 118 070,32          | 202 900,00          |
| 70670     | RESTAURATION SCOLAIRE/FAMILLES                                           | 0,00                | 0,00                | 0,00                |                     | 309 576,17          | 309 000,00          |
| 70688     | AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE                                            | 2 118,45            | 2 081,46            | 3 878,40            | 1 735,00            |                     | 100,00              |
| 706881    | DÉPÔTS URNES AU COLOMBARIUM                                              | 0,00                | 0,00                | 0,00                |                     | 1 826,00            | 1 700,00            |
| 7078      | AUTRES MARCHANDISES                                                      | 765,60              | 542,90              | 436,80              | 0,00                | 560,59              |                     |
| 7082      | COMMISSIONS                                                              | 337,24              | 0,00                | 281,23              |                     | 501,43              |                     |
| 7083      | LOCATIONS DIVERSES (AUTRES QU'IMMEUBLES)                                 | 896,63              | 762,21              | 1 033,23            | 500,00              | 1 428,50            | 500,00              |
| 70841     | MISE A DISP. PERSONNEL AUX BUDG. ANNEX., REGIES MUNICIPALES, CCAS ET CDE | 67 614,00           | 81 148,38           | 169 720,19          | 133 300,00          | 169 747,04          | 245 300,00          |
| 70845     | MISE A DISP. PERSONNEL COMMUNES DU GFP                                   |                     |                     | 0,00                | 4 000,00            | 3 114,06            | 4 000,00            |
| 70846     | MISE A DISP. PERSONNEL GFP DE RATTACHEMENT                               | 0,00                | 2 672,29            | 4 860,73            | 4 500,00            | 0,00                | 4 500,00            |
| 70848     | AUX AUTRES ORGANISMES                                                    | 86 615,98           | 78 717,49           | 42 282,42           | 11 000,00           | 14 767,31           | 14 000,00           |
| 70873     | REMB. FRAIS PAR LES CCAS                                                 | 18 130,67           | 22 562,81           | 21 763,63           | 19 600,00           | 23 163,32           | 17 500,00           |
| 70878     | REMB. FRAIS PAR D'AUTRES REDEVABLES                                      | 42 208,58           | 48 617,27           | 32 363,64           | 27 845,00           | 22 864,98           | 23 400,00           |
| 7088      | PRODUITS ACTIVITES ANNEXES (ABONNEMENTS)                                 |                     |                     | 24,00               |                     |                     |                     |
| <b>70</b> | <b>TOTAL PRODUIT DES SERVICES</b>                                        | <b>1 211 141,07</b> | <b>1 276 629,30</b> | <b>1 358 072,81</b> | <b>1 301 074,12</b> | <b>1 420 175,63</b> | <b>1 446 406,00</b> |

4) Autres recettes de fonctionnement hors opérations d'ordre entre sections – chapitres 013, 75,76 et 77 (montant total 420.575,00 €)



|     | AUTRES RECETTES DE FONCTIONNEMENT HORS OPERATION D'ORDRE ENTRE SECTIONS | 2014              | 2015              | 2016              | Budgeté 2017      | Prévi CA 2017     | BP 2018           |
|-----|-------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| 75  | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE                                     | 306 534,51        | 290 839,40        | 299 913,15        | 298 597,40        | 293 811,77        | 299 115,00        |
| 76  | PRODUITS FINANCIERS                                                     | 178,54            | 142,21            | 128,37            | 150,00            | 110,32            | 110,00            |
| 77  | PRODUITS EXCEPTIONNELS                                                  | 55 416,40         | 53 063,05         | 474 767,22        | 9 145,00          | 76 600,83         | 13 350,00         |
| 013 | ATTENUATION DE CHARGES                                                  | 247 611,64        | 294 405,46        | 169 480,03        | 116 000,00        | 154 220,38        | 108 000,00        |
|     | <b>Total AUTRES RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>                          | <b>609 741,09</b> | <b>638 450,12</b> | <b>944 288,77</b> | <b>423 892,40</b> | <b>524 743,30</b> | <b>420 575,00</b> |

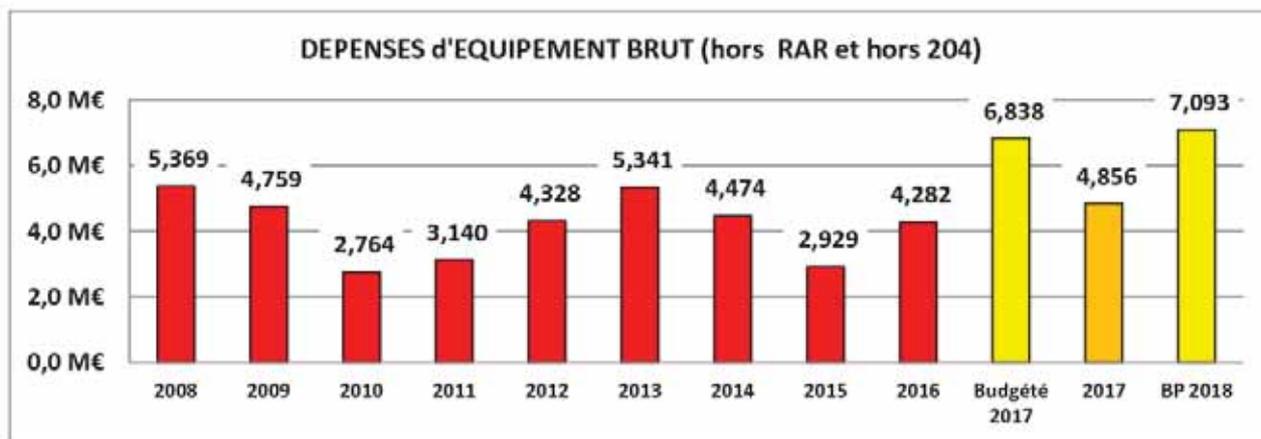
5) Opérations d'ordre de transfert entre sections – chapitre 042 (Montant 630.000,00 €)



|     | OPERATIONS DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS              | 2014              | 2015              | 2016              | Budgeté 2017      | Prévi CA 2017     | BP 2018           |
|-----|-----------------------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| 042 | OP D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS              | 401 970,08        | 450 243,44        | 540 954,75        | 630 175,00        | 615 285,66        | 630 000,00        |
|     | <b>Total OPERATIONS DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS</b> | <b>401 970,08</b> | <b>450 243,44</b> | <b>540 954,75</b> | <b>630 175,00</b> | <b>615 285,66</b> | <b>630 000,00</b> |

## G. SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES

### 1) Les Dépenses d'Équipement brut (Montant 7.092.825,83) (+ RAR 2017 : 449.532,40 = 7.556.272,23 €)



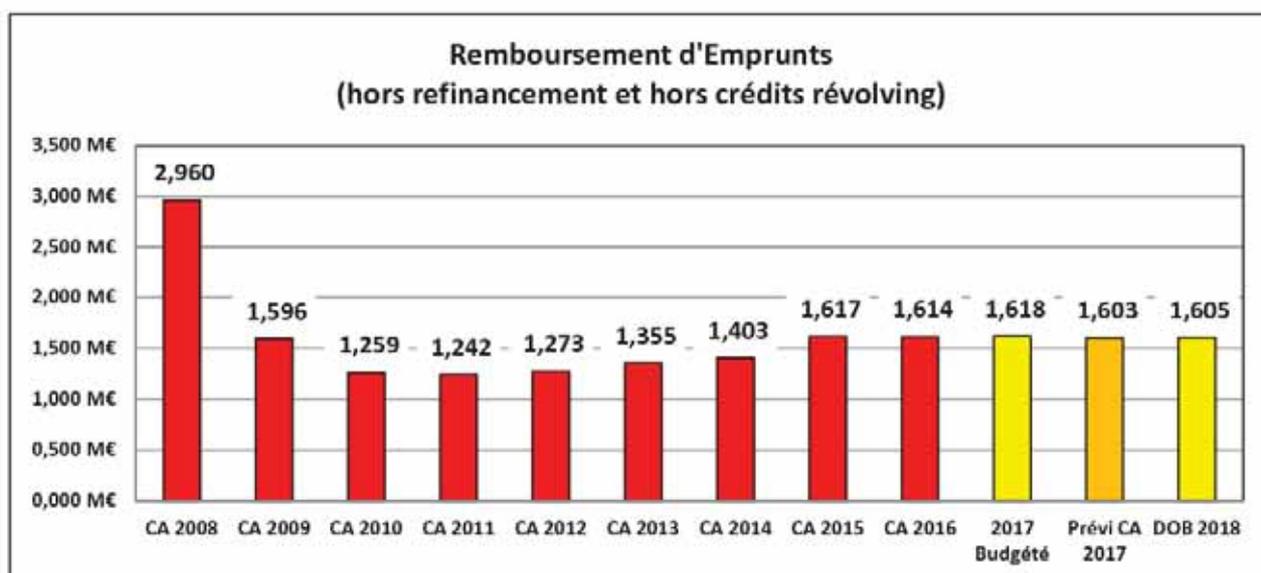
Ces dépenses d'équipement brut intègrent les 1.613.440,49 € de Glissements de Crédits de Paiement

|                                       |              |              |              |
|---------------------------------------|--------------|--------------|--------------|
| RAR de 2017                           | 449 532,40   | 449 532,40   | 7.556.272,23 |
| GCP de 2017                           | 1 613 440,49 | 7.092.825,83 |              |
| Nouvelles opération d'équipement 2018 | 5 479 385,34 |              |              |

Il convient d'ajouter à ces montants pour 2018 les subventions d'équipement versées (compte 204) pour un montant de 11.000 €.

|                             | 2014         | 2015         | 2016         | Budgeté 2017 | Prévi CA 2017 | BP 2018      |
|-----------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|--------------|
| DEPENSES D'EQUIPEMENT BRUT  | 4 474 315,29 | 2 929 062,96 | 4 281 527,98 | 7 427 458,13 | 4 855 993,78  | 7.092.825,83 |
| Total DEPENSES D'EQUIPEMENT | 4 486 043,29 | 2 938 828,96 | 4 288 617,98 | 7 438 458,13 | 4 409 553,38  | 7.092.825,83 |

### 1) Dépenses d'investissements Emprunts – chapitre 16 (Montant 2.984.160,07 €)



|                        | 2014         | 2015         | 2016         | Budgeté 2017 | Prévi CA 2017 | BP 2018      |
|------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|--------------|
| 1641 EMPRUNTS EN EUROS | 1 176 169,85 | 1 376 262,22 | 1 391 316,80 | 1 401 415,53 | 1 389 477,77  | 1 390 153,20 |

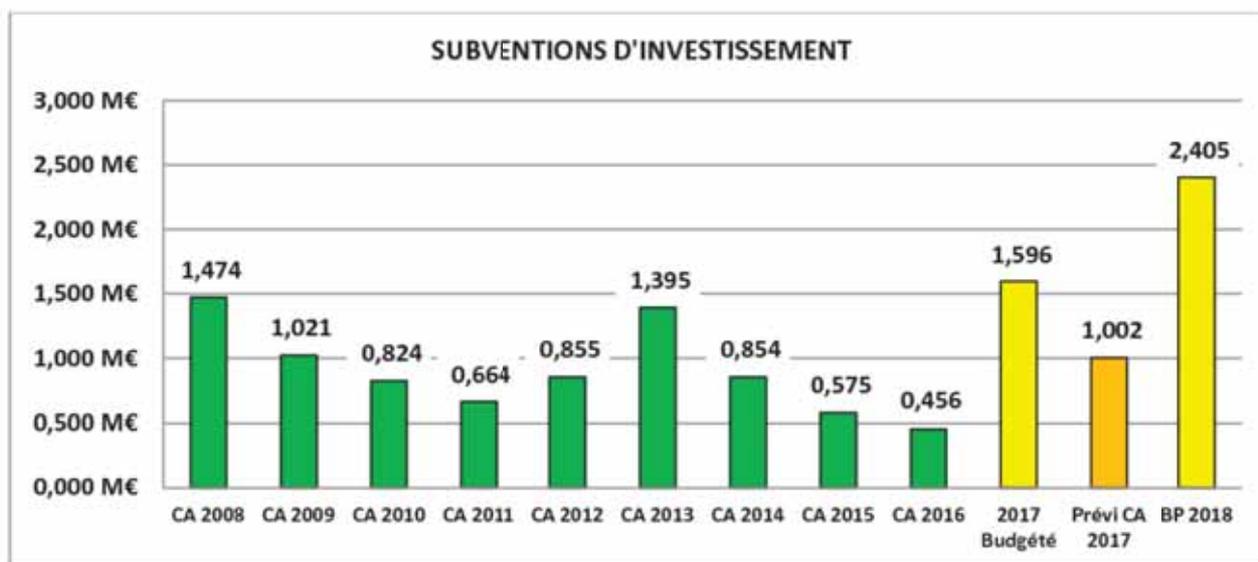
|        | EMPRUNTS                                               | 2014                | 2015                | 2016                | Budgeté 2017        | Prévi CA 2017       | BP 2018             |
|--------|--------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| 16441  | OPERATIONS AFFERENTES A L'EMPRUNT                      | 135 493,49          | 141 748,42          | 148 091,77          | 155 148,27          | 155 148,27          | 162 307,68          |
| 16449  | OPERAT. AFFERENTES A OPTION TIRAGE SUR LIGNE TRESO     | 1 986 247,33        | 0,00                | 0,00                | 1 541 258,87        | 0,00                | 1 378 951,19        |
| 165    | DEPOT CAUTIONNEMENT RECU                               | 0,00                | 1 195,00            | 0,00                | 0,00                | 0,00                | 0,00                |
| 166    | REFINANCEMENT DE DETTE                                 | 3 113 438,16        | 0,00                | 0,00                | 0,00                | 0,00                | 0,00                |
| 1678   | AUTRES EMPRUNTS ET DETTES                              | 38 082,00           | 38 073,00           | 30 753,00           | 30 753,00           | 30 753,00           | 30 748,00           |
| 16875  | AUTRES DETTES - GROUPEMENTS DE COLLECTIVITES           | 0,00                | 0,00                | 0,00                | 0,00                | 0,00                | 0,00                |
| 165758 | S.D.E.M. - SYNDICAT DÉPARTEMENTAL DE L'ENERGIE         | 53 691,24           | 59 834,45           | 43 644,10           | 30 343,81           | 27 750,58           | 22 000,00           |
| -      | (EMPRUNTS HORS REFINANCEMENT ET HORS CREDIT REVOLVING) | 1 403 436,58        | 1 617 113,09        | 1 613 805,67        | 1 617 660,61        | 1 603 129,62        | 1 605 208,88        |
|        | <b>Total EMPRUNTS</b>                                  | <b>6 503 122,07</b> | <b>1 617 113,09</b> | <b>1 613 805,67</b> | <b>3 158 919,48</b> | <b>1 603 129,62</b> | <b>2 984 160,07</b> |

## 2) Autres dépenses d'équipement – chapitres 204 + 10 + 13 + 020 (Montant 263.209,45 €)

|     | AUTRES DEPENSES D'INVESTISSEMENT            | 2014            | 2015            | 2016             | Budgeté 2017     | Prévi CA 2017    | BP 2018           |
|-----|---------------------------------------------|-----------------|-----------------|------------------|------------------|------------------|-------------------|
| 204 | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES            | 5 864,00        | 4 883,00        | 3 545,00         | 11 000,00        | 3 092,00         | 13 914,00         |
| 10  | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES         | 0,00            | 0,00            | 18 818,77        | 1 000,00         | 0,00             | 1 000,00          |
| 13  | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT                | 0,00            | 0,00            | 294,83           | 9 000,00         | 9 000,00         | 6 473,01          |
| 20  | DEPENSES IMPREVUES                          | 0,00            | 0,00            | 0,00             | 77 731,50        |                  | 241 822,44        |
|     | <b>TOTAL AUTRES DEPENSES INVESTISSEMENT</b> | <b>5 864,00</b> | <b>4 883,00</b> | <b>22 658,60</b> | <b>98 731,50</b> | <b>12 092,00</b> | <b>263 209,45</b> |

## H. SECTION D'INVESTISSEMENT, RECETTES

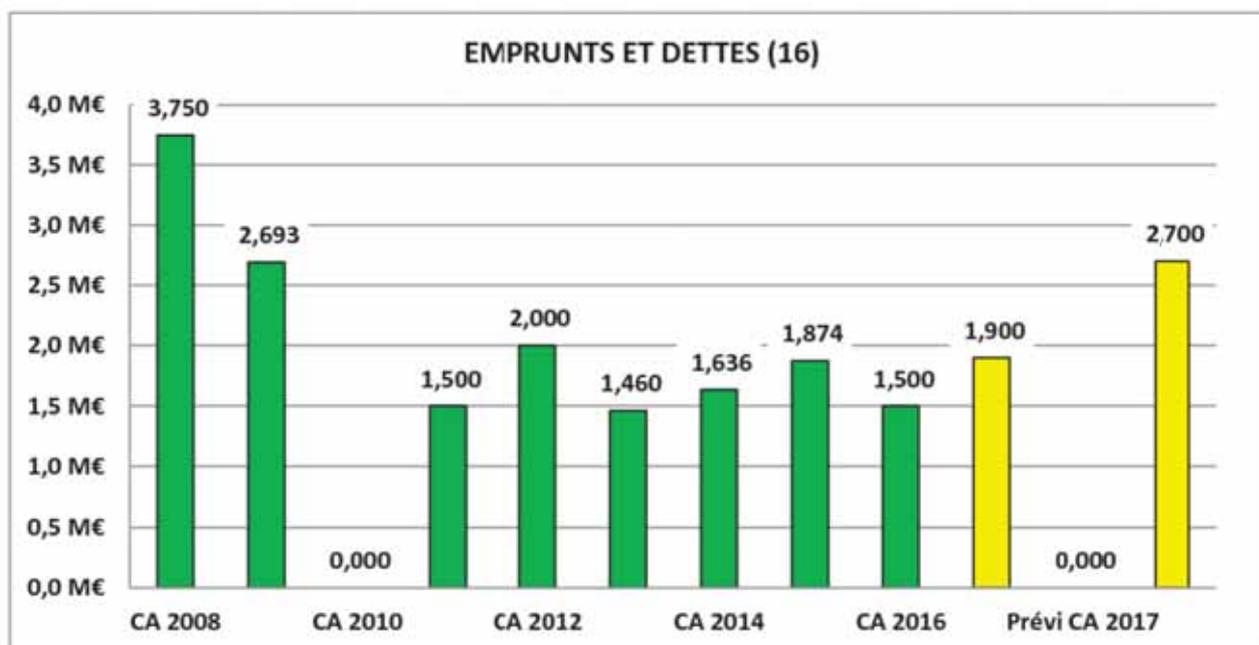
### 1) Subventions d'Investissement - chapitre 13 (montant 2.405.44118 €)



|      | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT                         | 2014       | 2015       | 2016       | Budgeté 2017 | Prévi CA 2017 | BP 2018      |
|------|------------------------------------------------------|------------|------------|------------|--------------|---------------|--------------|
| 1321 | SUBV. NON TRANSFÉR. ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX | 148 484,27 | 90 425,98  | 67 696,00  | 372 229,46   | 54 852,73     | 1 730 259,73 |
| 1322 | SUBV. NON TRANSFÉR. RÉGIONS                          | 66 389,91  | 221 411,17 | 95 066,86  | 54 475,00    | 10 527,96     | 67 534,46    |
| 1323 | SUBV. NON TRANSFÉR. DÉPARTEMENTS                     | 206 561,16 | 99 865,86  | 122 093,48 | 168 860,00   | 2 668,31      | 166 191,69   |

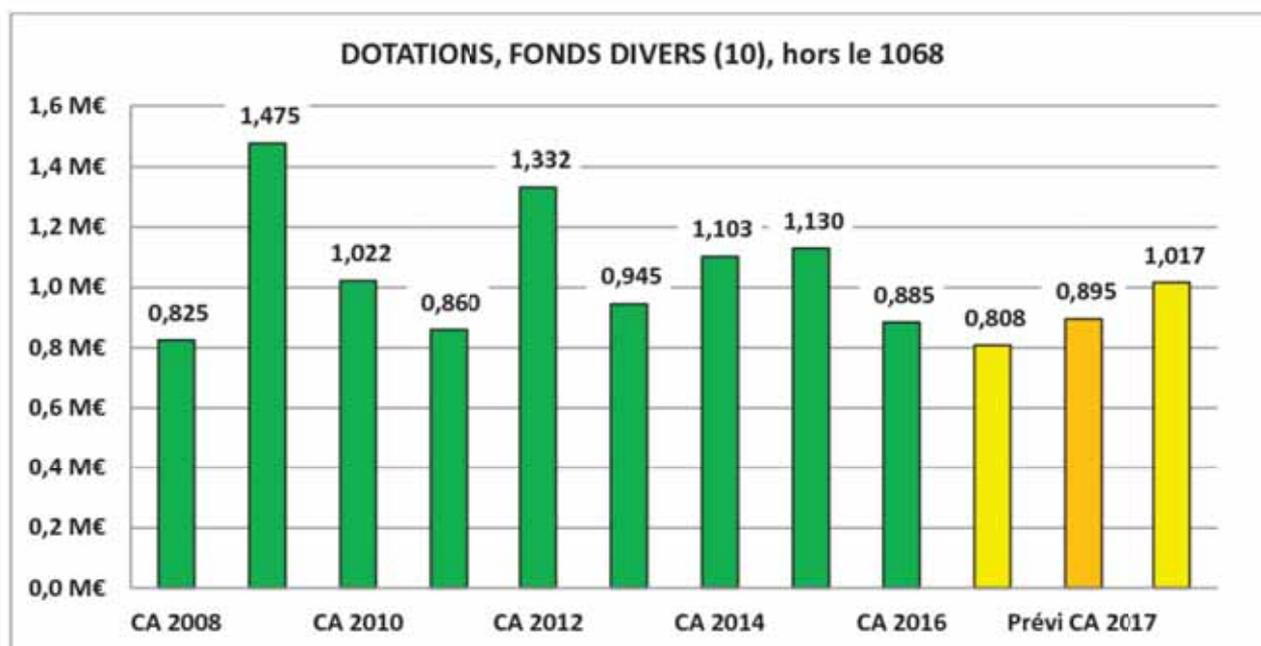
|       |                                                    |                   |                   |                   |                     |                     |                     |
|-------|----------------------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| 13251 | SUBV. NON TRANSFÉR. GFP DE RATTACHEMENT            | 70 076,00         | 0,00              | 16 666,00         | 25 000,00           | 16 666,00           | 29 217,00           |
| 13258 | SUBV. NON TRANSFÉR. AUTRES GROUPEMENTS             | 0,00              | 0,00              | 16 710,86         | 110 205,00          | 70 131,70           | 40 073,30           |
| 1326  | SUBV. NON TRANSFÉR. AUTRES ETAB. PUBLICS LOCAUX    | 0,00              | 0,00              | 7 640,00          | 14 665,00           | 0,00                | 14 665,00           |
| 1328  | AUTRES SUBVENTIONS NON TRANSFÉRABLES               | 69 040,00         | 45 993,67         | 8 836,64          | 804 000,00          | 800 320,00          | 0,00                |
| 1341  | GFP DE RATTACHEMENT                                | 14 000,00         | 24 383,00         | 45 624,00         | 0,00                | 0,00                | 311 500,00          |
| 1342  | AMENDES DE POLICE NON TRANSFÉRABLES                | 128 351,00        | 93 410,00         | 75 771,00         | 46 472,00           | 46 472,00           | 46 000,00           |
| 1345  | PARTICIP. POUR NON REALISATION AIRES STATIONNEMENT | 9 000,00          | 0,00              | 0,00              | 0,00                | 0,00                | 0,00                |
|       | <b>TOTAL SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT</b>          | <b>854 382,34</b> | <b>575 489,68</b> | <b>456 104,84</b> | <b>1 595 906,46</b> | <b>1 001 638,70</b> | <b>2 405 441,18</b> |

## 2) Emprunts et dettes – chapitre 16 (montant = 4.078.951,19 €)



|              | EMPRUNTS ET DETTES                                          | 2014                | 2015                | 2016                | Budgeté 2017        | Prévi CA 2017 | BP 2018             |
|--------------|-------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|
| 1641         | EMPRUNTS EN EUROS                                           | 1 495 893,70        | 1 873 695,19        | 1 500 000,00        | 1 900 027,31        |               | 2 700 000,00        |
| 16441        | OPÉRATIONS AFFÉRENTES À EMPRUNT                             |                     |                     |                     | 0,00                |               | 0,00                |
| <u>16449</u> | OPERAT. AFFERENTES A OPTION TIRAGE SUR LIGNE TRESO          | 1 986 247,33        | 0,00                | 0,00                | 1 541 258,87        |               | 1 378 951,19        |
| 165          | DÉPÔTS ET CAUTIONNEMENTS REÇUS                              |                     |                     |                     | 0,00                |               | 0,00                |
| <u>166</u>   | REFINANCEMENT DE DETTE                                      | 3 113 438,16        |                     |                     | 0,00                |               | 0,00                |
| 1678         | AUTRES EMPRUNTS ET DETTES                                   | 140 090,00          |                     |                     | 0,00                |               | 0,00                |
|              | <b>TOTAL</b>                                                | <b>6 735 669,19</b> | <b>1 873 695,19</b> | <b>1 500 000,00</b> | <b>3 441 286,18</b> | <b>0,00</b>   | <b>4 078 951,19</b> |
|              | <b>EMPRUNTS HORS REFINANCEMENT ET HORS CRÉDIT REVOLVING</b> | <b>1 635 983,70</b> | <b>1 873 695,19</b> | <b>1 500 000,00</b> | <b>1 900 027,31</b> | <b>0,00</b>   | <b>2 700 000,00</b> |

3) Dotations, fonds divers et réserve – chapitre 10 (montant = 1 016 986,10 € + 1068 (excédents de fonctionnement capitalisés) : 1 918 237,54 € = 2.872.639,91 €.)

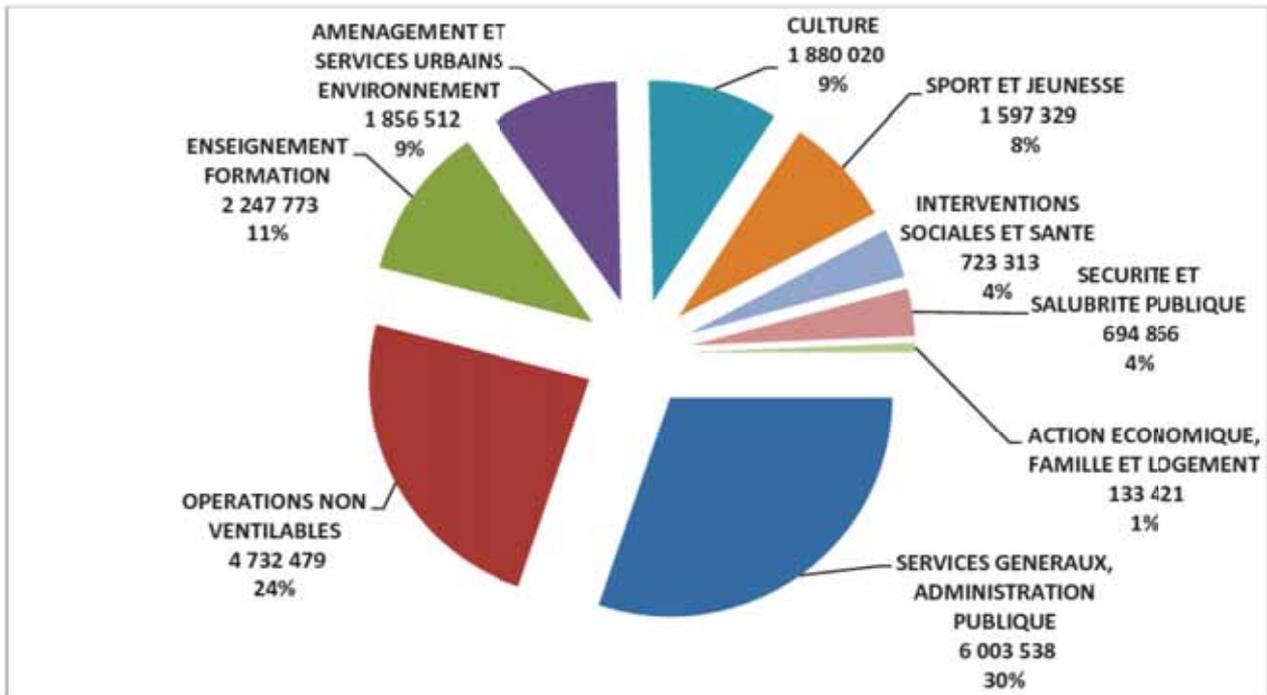


En dehors des excédents de fonctionnement capitalisés (compte 1068) les éléments principaux concernent le FCTVA (704 402,37 €) et la taxe locale d'équipement (250 000 €).

|       | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES                    | 2014                | 2015                | 2016                | Budgeté 2017        | Prévi CA 2017       | BP 2018             |
|-------|--------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| 10222 | F.C.T.V.A.                                             | 782 228,00          | 714 314,00          | 507 172,00          | 561 710,00          | 561 710,00          | 704 402,37          |
| 10223 | T.L.E.                                                 | 76 320,00           | 432,00              |                     | 246 667,24          |                     | 250 000,00          |
| 10226 | TAXE D'AMENAG. ET VERSEMENT POUR SOUS-DENSITE          | 143 593,95          | 415 095,78          | 377 384,52          | 0,00                |                     | 0,00                |
| 10251 | DONS ET LEGS EN CAPITAL                                | 100 683,95          |                     |                     | 0,00                | 333 422,19          | 62 583,73           |
| 1068  | EXCEDENTS DE FONCTIONNEMENT CAPITALISES                | 2 282 120,90        | 2 285 325,45        | 570 711,59          | 2 108 368,80        | 2 108 368,80        | 1 918 237,54        |
|       | <b>TOTAL</b>                                           | <b>3 384 946,80</b> | <b>3 415 167,23</b> | <b>1 455 268,11</b> | <b>2 916 746,04</b> | <b>3 003 500,99</b> | <b>2 872 639,91</b> |
|       | <b>DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES (HORS 1068)</b> | <b>1 102 825,90</b> | <b>1 129 841,78</b> | <b>884 556,52</b>   | <b>808 377,24</b>   | <b>895 132,19</b>   | <b>1 016 986,10</b> |

## I. Ventilation fonctionnelle

### 1) Répartition fonctionnelle des dépenses de FONCTIONNEMENT hors virement et dépenses d'ordre :

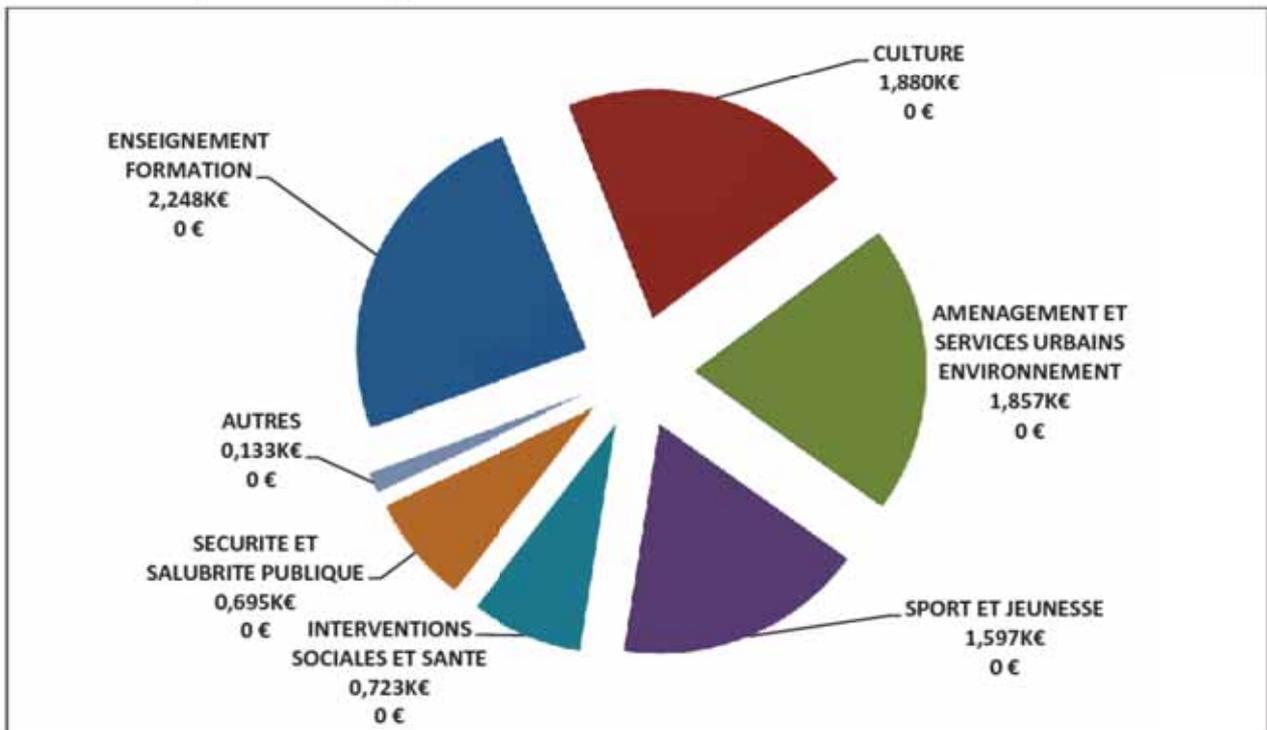


Répartition fonctionnelle des dépenses de fonctionnement

Il faut noter que n'apparaissent pas dans le graphique les fonctions "famille", "logement" et "action économique" qui sont gérées par le CCAS, AQTA et d'autres collectivités ou établissements publics.

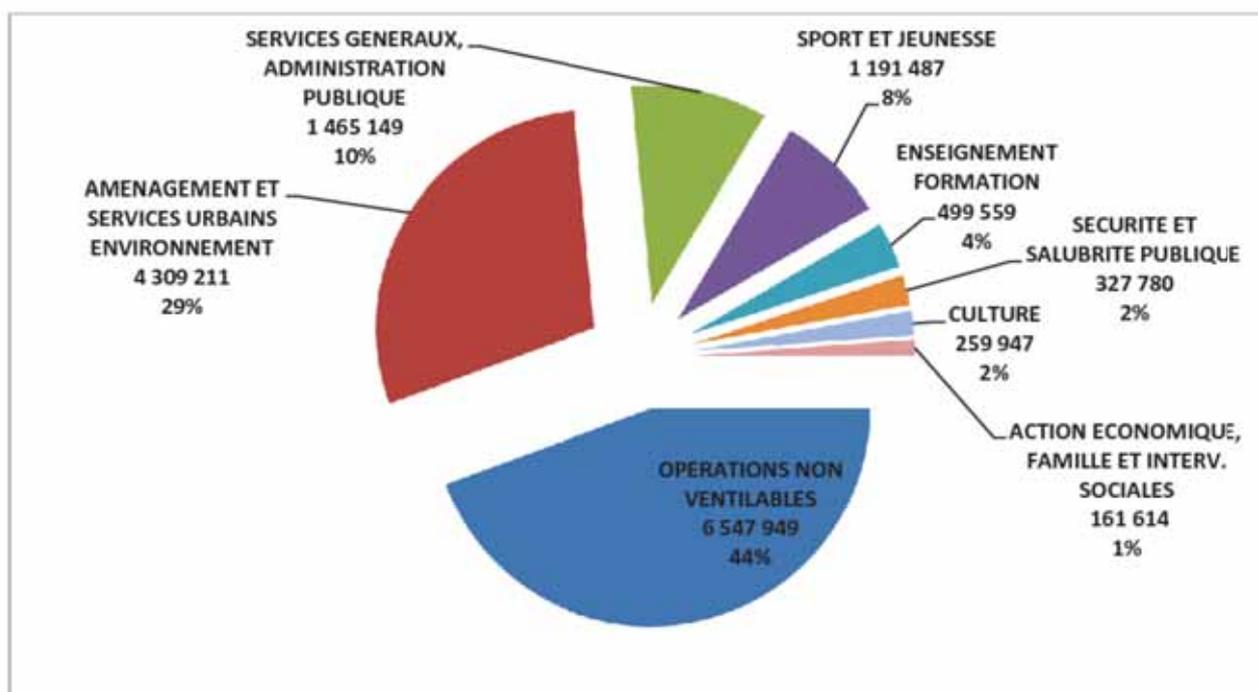
La fonction "interventions sociales et santé" concerne essentiellement la subvention au CCAS. Ce dernier est l'acteur principal de la politique sociale municipale. De plus, la tarification sociale de la Ville (Restauration scolaire, ALSH,...) n'est pas comptabilisée.

Afin de voir les principaux domaines d'interventions de la Ville, il peut être intéressant de neutraliser les opérations non ventilables ainsi que les services généraux



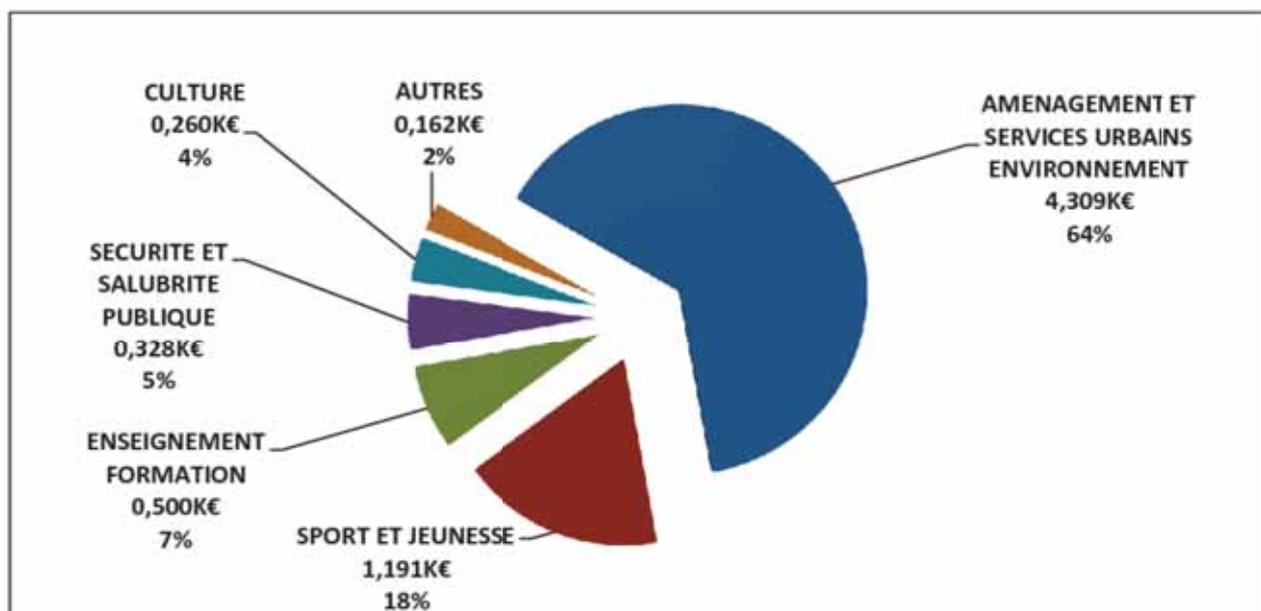
Répartition fonctionnelle des dépenses de FONCTIONNEMENT hors virement et hors dépenses d'ordre, hors opérations non ventilables et hors services généraux

2) Répartition fonctionnelle des dépenses d'INVESTISSEMENT hors virement et dépenses d'ordre :



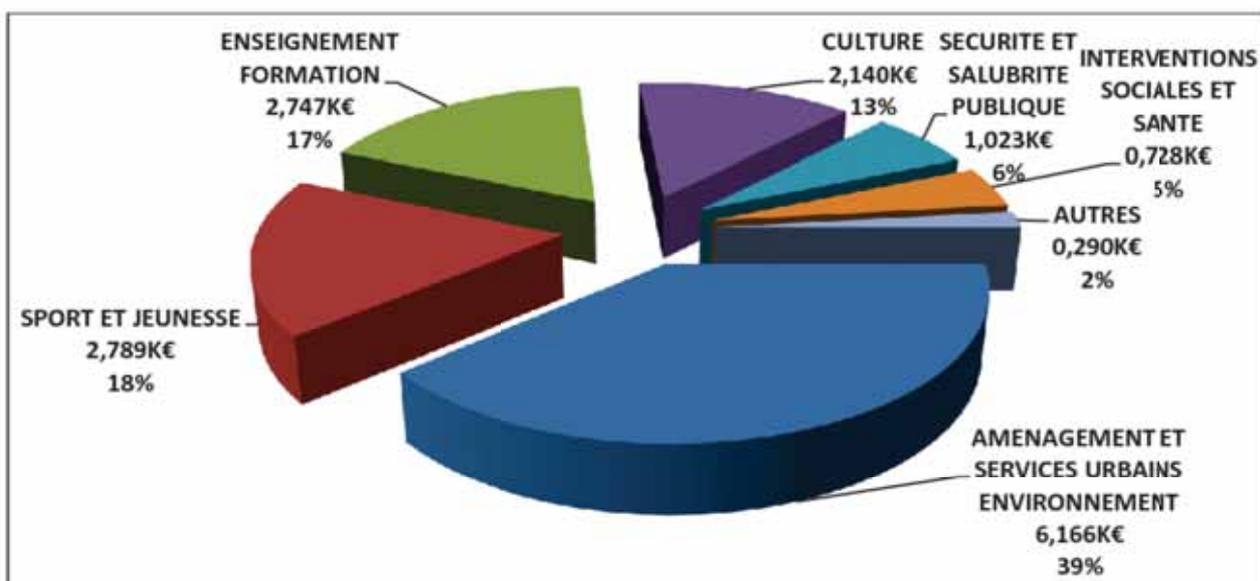
Répartition fonctionnelle des dépenses d'investissement

La neutralisation des opérations non ventilables ainsi que des services généraux permet de mieux voir les principaux domaines d'intervention de la ville :



Répartition fonctionnelle des dépenses d'INVESTISSEMENT hors virement et hors dépenses d'ordre, hors opérations non ventilables et hors services généraux

3) Répartition fonctionnelle des dépenses de FONCTIONNEMENT et d'INVESTISSEMENT hors virement et dépenses d'ordre :



Répartition fonctionnelle des dépenses de FONCTIONNEMENT et d'INVESTISSEMENT hors virement et hors dépenses d'ordre

**J. LE PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS: LES DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT BRUT**

Les dépenses d'équipement brut sont les dépenses qui enrichissent notre patrimoine.

Le programme d'investissement est géré soit en Autorisations de programme et Crédits de Paiement, soit en crédits ordinaires.

Les opérations commençant par un "3" sont gérées en AP/CP.

Seuls les crédits ordinaires (opérations commençant par un 4) permettent d'effectuer des restes à réaliser quand un engagement juridique est effectué (signature d'un contrat, notification d'un marché, bon de commande,...), les crédits sont reportés sur l'exercice suivant mais peuvent être retracés comme faisant partie des dépenses de l'exercice.

Il faut noter que le budget est voté au niveau de la super -opération, cependant, il est intéressant de lister les opérations prévues au Budget 2018.

Le tableau ci dessous présente les dépenses d'équipement brut avec :

- Les glissements de crédit de paiement de 2017 vers 2018.C'est à dire les opérations, gérées en AP/CP, votés en 2017 mais à réaliser en 2018.
- Les restes à réaliser 2017. C'est à dire les crédits ordinaires engagés sur 2017 et reportés sur 2018.
- Les nouvelles inscriptions 2018. Elles représentent les nouvelles opérations 2018

| CODE OPERATION | LIBELLÉ                           | GLISSEMENT DE CREDITS PAIEMENT | RESTES A REALISER | INSCRIPTIONS 2018 | TOTAL BP 2018 |
|----------------|-----------------------------------|--------------------------------|-------------------|-------------------|---------------|
| 3210           | AMGT DU CENTRE VILLE              | 348 677                        |                   | 978 000           | 1 326 677     |
| 3061           | ORU DU GUMENEN                    | 197 331                        |                   | 535 000           | 732 331       |
| 3114           | SKATEPARK                         | 261 844                        |                   | 220 000           | 481 844       |
| 3135           | EQUIPEMENT MULTIFONCTION LA FORET | 37 306                         |                   | 250 000           | 287 306       |
| 3033           | CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL        |                                |                   | 280 000           | 280 000       |
| 3220           | VIDEO PROTECTION                  | 269 280                        |                   |                   | 269 280       |
| 3115           | CHÂTEAU ET RAMPES DU LOCH         | 178 631                        |                   | 50 000            | 228 631       |
| 3215           | PONT DE ST GOUSTAN                | 118 100                        |                   |                   | 118 100       |
| 3065           | PORT DE SAINT GOUSTAN             | 23 400                         |                   | 50 000            | 73 400        |
| 3030           | EGLISE ST GILDAS                  | 32 468                         |                   | 36 794            | 69 262        |
| 3211           | HIERARCHISATION DES VOIES-        | 48 956                         |                   |                   | 48 956        |
| 3118           | BASSIN DU RECLUS                  | 10 911                         |                   | 34 000            | 44 911        |

| CODE OPERATION | LIBELLE                                                           | GLISSEMENT DE CREDITS PAIEMENT | RESTES A REALISER | INSCRIPTIONS 2018 | TOTAL BP 2018    |
|----------------|-------------------------------------------------------------------|--------------------------------|-------------------|-------------------|------------------|
| 3093           | HOTEL DIEU                                                        | 9 287                          |                   | 31 560            | 40 847           |
| 3032           | PETIT THEATRE                                                     | 20 840                         |                   | 15 000            | 35 840           |
| 3092           | PLU                                                               | 15 571                         |                   | 19 925            | 35 496           |
| 3143           | PISTE D'ATHLETISME                                                | 17 900                         |                   | 13 000            | 30 900           |
| 3023           | ESPACE JEUNESSE                                                   |                                |                   | 15 000            | 15 000           |
| 3098           | RESTRUCTURATION HOTEL DE VILLE                                    | 8 636                          |                   |                   | 8 636            |
| 3113           | AVAP                                                              | 7 312                          |                   |                   | 7 312            |
| 3221           | PARKING GARE -RUE MERMOZ                                          | 4 216                          |                   |                   | 4 216            |
| 3086           | ALSH ARLEQUIN                                                     | 2 775                          |                   | 200               | 2 975            |
| 4107           | TRAVAUX, VRD                                                      |                                | 275 426           | 800 000           | 1 075 426        |
|                | <i>dont : travaux dans les quartiers : 525 000</i>                |                                |                   |                   |                  |
|                | <i>autres travaux VRD récurrents : 275 000</i>                    |                                |                   |                   |                  |
| 4024           | ENFANCE EDUCATION                                                 |                                | 13 822            | 651 588           | 665 411          |
|                | <i>dont : Keryvonnick : 170 000</i>                               |                                |                   |                   |                  |
|                | <i>Travaux sécurité ROLLO : 75 000</i>                            |                                |                   |                   |                  |
|                | <i>DIWAN : 60 000</i>                                             |                                |                   |                   |                  |
|                | <i>Autres travaux ENFANCE EDUCATION récurrents : 346 588</i>      |                                |                   |                   |                  |
| 4085           | ERP ET PAVE                                                       |                                | 46 967            | 180 000           | 226 967          |
| 4040           | INFORMATIQUE ET TELEPHONIE                                        |                                | 29 048            | 193 580           | 222 628          |
|                | <i>dont : Amélioration serveur et réseaux 124.000</i>             |                                |                   |                   |                  |
|                | <i>Autres travaux INFORMATIQUE ET RÉSEAUX récurrents : 69 580</i> |                                |                   |                   |                  |
| 4041           | MOBILIER URBAIN, MATERIEL ET EQUIPEMENT DIVERS                    |                                | 14 455            | 207 200           | 221 655          |
| 4025           | SPORTS                                                            |                                | 19 812            | 170 050           | 189 862          |
| 4036           | REGULARISATIONS FONCIERES                                         |                                | 180               | 187 617           | 187 797          |
| 4031           | BATIMENTS COMMUNAUX                                               |                                | 12 603            | 112 000           | 124 603          |
| 4088           | ECONOMIES D'ENERGIE                                               |                                | 21 330            | 67 071            | 88 401           |
| 4037           | VEHICULES                                                         |                                |                   | 71 000            | 71 000           |
| 4043           | CULTURE                                                           |                                | 15 891            | 51 000            | 66 891           |
| 4027           | GROS MATERIEL DE TRANSPORT                                        |                                |                   | 60 000            | 60 000           |
| 4998           | TOILETTES PUBLIQUES                                               |                                |                   | 60 000            | 60 000           |
| 4112           | ETUDES                                                            |                                |                   | 50 000            | 50 000           |
| 4997           | CIRCUITS TOURISTIQUES                                             |                                |                   | 40 000            | 40 000           |
| 4111           | CIMETIERES                                                        |                                |                   | 35 000            | 35 000           |
| 4042           | MOBILIERS                                                         |                                |                   | 10 000            | 10 000           |
| 4044           | PATRIMOINE                                                        |                                |                   | 4 800             | 4 800            |
| <b>TOTAL</b>   |                                                                   | <b>1 613 440</b>               | <b>449 532</b>    | <b>5 479 385</b>  | <b>7 542 358</b> |

Envoyé à la Sous-Préfecture le 16/04/2018  
Compte-rendu affiché le 16/04/2018  
Reçu par la Sous-Préfecture le 16/04/2018

## INTERVENTIONS :

**M. LE SAUCE :** Ce budget primitif est la traduction comptable de vos orientations débattues lors du DOB au mois de février, avec une différence de taille à la section de fonctionnement. Vous avez réduit de 258 652,50 €, arrondis à 259 000 € lors de la présentation, les crédits du chapitre 11. Lors du DOB, ajuster le montant des charges à caractère général à vos projections du BP 2017 et au réalisé 2017 pouvait se justifier à mes yeux au regard des éléments à notre disposition, à savoir le Rapport d'Orientation Budgétaire (ROB). Mais à y regarder de plus près, à partir des documents remis en commission finances et de la présentation qui vient d'être faite par l'adjoint aux finances, que constatons-nous :

- un décrochement à la hausse desdites charges en 2017, maintenu lors du DOB pour 2018 ;
- une flambée de certaines dépenses en 2017, quelques exemples :
  - article 6226 « Honoraires » nous sommes passés de moins de 6 000 € en 2014 à 34 821 € en 2017 et vous budgétiez encore 23 670 € en 2018 ;
  - article 617 « Etudes et recherches », 0 € en 2014 à plus de 83 661 € en 2017 ;
  - article 6257 « Réceptions », de 33 112 € en 2014 nous voilà à 46 306 € en 2017 ;
  - article 6288 « Autres services extérieurs », 263 928 € en 2014 pour 357 492 € en 2017 que vous ajusté à 339 545 € en 2018.

Entre le mois de février dernier et aujourd'hui, vous avez rectifié le tir. Je n'ai pas les éléments détaillés des corrections apportées par articles mais nous sommes passés de 3,657 M€ à 3,398 M€ en une quinzaine de jours. Nous pourrions saluer la performance mais il s'agit surtout d'un tour de passe-passe car le différentiel se retrouve en « Dépenses imprévues » dont le montant est de plus de 340 000 €.

Sur le papier votre affichage de l'évolution des charges à caractère générale est maintenant plus présentable mais à titre de comparaison de 2008 à 2014, les charges à caractère générale ont été en moyenne annuelle de 3,180 M€ soit 218 000 € en dessous. Deux choses l'une, soit vous avez encore des efforts à faire en matière de maîtrise des dépenses réelles de fonctionnement, soit certains de vos choix politiques génèrent des dépenses qui n'existaient pas auparavant. J'opterai pour la deuxième hypothèse. Pour finir : une demande et trois questions. Mais auparavant une remarque sur les ratios qui nous été projetés par l'adjoint aux finances. Effectivement, ils sont à prendre avec prudence mais votre présentation laisse entendre que nous avons en réalité toujours plus de recettes réelles que prévues au BP et toujours moins de dépenses réelles que prévues au BP. Donc, nous devrions dégager plus de moyens annuellement au BP et ainsi réduire le recours à l'emprunt car aujourd'hui ce différentiel en les révisions et les réalisés nous le retrouvons dans les résultats antérieurs reportés qui constitue un matelas conséquent de réserves.

Maintenant ma demande et mes trois questions.

Nous demandons que, par une prochaine DM, sur ce montant de 340 000 € de Dépenses imprévues soit affectés au moins 250 000 € à la Section Investissement soit pour réduire l'emprunt 2018, soit pour la réfection de la rue Dunant.

Concernant les Charges de personnel, pouvez vous m'expliquer l'augmentation de plus de 220 000 € des crédits pour la rémunération des personnels non titulaires (article 64131) ?

Chapitre 70, article 70841, Mise à disposition de personnel BA et régies, à quoi correspondent les 112 000 € de crédits supplémentaires par rapport au BP 2017 ?

Les travaux d'aménagement de la Place de la République, de G.Deshayes et du Parvis de l'église vont s'achever en 2018 pour un coût de 3 534 911 €, subventionné à hauteur de 1 749 900 €, peut t'on avoir le détail des subventions ?

**M. LE MAIRE :** concernant les dépenses de fonctionnement, honoraires 2017, il faut rappeler que nous avons été en révision de PLU, que nous avons fait une enquête publique et payé trois enquêteurs pour la somme de 33 000 euros. L'année 2017 aura été une année spécifiquement haute et justifiée. Vous dites que nous avons dépensé beaucoup pour les études (83 661 €), mais il faut étudier pour préparer l'avenir et pour pouvoir lancer les projets. En 2017 nous avons fait beaucoup d'études relatives à la préparation du contrat d'attractivité avec le Département. Nous avons lancé une première étude pour définir quels étaient les axes à améliorer sur Auray pour l'attractivité touristique et nous en avons déduit beaucoup de choses intéressantes. Nous avons été obligés de continuer avec des études plus détaillées afin de préparer ce contrat d'attractivité touristique que nous souhaitons mettre en place avec le Département dès 2019. C'est ainsi que nous avons lancé une étude sur des circuits touristiques groupés patrimoine et artistique et une étude de circulation et de signalétique pour réaliser des circuits piétonniers. Nous avons poursuivi les études pour la rénovation des halles dont une étude marketing importante en faisant un benchmarking afin de savoir comment réussissaient les villes qui ont des halles dynamiques et, vous en conviendrez, les halles d'Auray méritent d'être dynamisées et méritent de se démarquer. Une ville centre mérite d'avoir des halles dignes de ce nom. Cette étude a débouché sur des projets intéressants à réaliser en plusieurs phases qu'il faudra digérer financièrement. Dans un premier temps il s'agit de la rénovation des halles (circulation et agencement des étals). La deuxième étape concerne l'aménagement sous le Petit Théâtre de l'ancien Tribunal de proximité avec un percement entre les halles actuelles et ce local disponible. Ce sont des études coûteuses mais qui préparent l'avenir et les investissements.

Vous dites que nous avons augmenté les frais de réception. Je ne crois pas que nous soyons très déraisonnables sur le sujet. Nous avons institué à chaque départ amical et naturel de personnel (mutation ou départ en retraite) l'organisation d'une réception. Quant à l'augmentation des autres services, je ne saurais vous répondre point par point.

Vous avez l'air de dire que nous avons fait un tour de passe passe avec les dépenses imprévues et que ce sont des dépenses redondantes. C'est vrai que ce budget a été facilité par l'aide exceptionnelle dont je parlerai tout à l'heure mais pour éviter d'avoir à refaire complètement le budget il était sain de resserrer la visse de toutes les directions et de pouvoir laisser une somme disponible de dépenses imprévues sans pour autant vouloir la consommer, ceci afin d'éviter qu'une direction qui arrive à la fin d'un budget serré et qui est face à des imprévus puisse continuer à honorer son service. Je prends l'exemple de la ligne chauffage que nous avons réduite, qui peut dire aujourd'hui quelle sera la rigueur de l'hiver prochain ? Vous dites qu'en 15 jours nous avons réussi à économiser 260 000 €, je crois que vous auriez pu nous faire le reproche de ne pas le faire. Vous auriez pu nous dire, et je vous vois bien le faire, "Monsieur le Maire, vous avez fait une marge considérable entre 2016 et 2017 et en 2018, la fête continue vous continuez à dépenser et à dépenser trop". Je vous aurais mieux reconnu dans ce discours et cette approche que celle que vous faites ce soir. Ce n'est pas un tour de passe-passe, nous avons un devoir de gestionnaire et de rigueur. C'est vrai que c'est difficile pour les directeurs d'établir des prévisions par rapport aux aléas. Disons que pour simplifier, nous avons voulu faire une cagnotte centrale à redistribuer si nécessaire plutôt que de mettre du confort dans chaque budget des directions. Je crois que c'est une gestion saine, prudente et intelligente.

Concernant les trois questions, tout d'abord vous dites que nous avons 220 000 € de plus dans les charges de personnel non titulaires. Vous voulez dire que nous avons plus de non titulaires qu'avant n'est-ce-pas ? Vous vous inquiétez pour la collectivité d'une politique qui pourrait être la nôtre et que vous pourriez critiquer, c'est à dire d'augmenter la population d'agents non titulaires contractuels. Je préfère que l'adjointe déléguée aux ressources humaines réponde à cette question.

**Mme LE BAYON :** je peux répondre partiellement à cette question. Cela mériterait d'être décortiqué en effet et je vous promets de vous apporter cette réponse dans un deuxième temps. L'augmentation du nombre des contractuels correspond d'une part au remplacement d'agents qui partent lié au vieillissement parmi la population des titulaires et d'autre part je voudrais rappeler que la masse salariale globale est maîtrisée en dehors du GVT et du RIFSEEP que nous mettons en place. Ayez la certitude que je vous apporterai les éléments de réponse concernant ces 220 000 €.

**M. LE MAIRE :** concernant votre deuxième question sur les 212 000 € de crédits supplémentaires par rapport au BP 2012, nous vous apporterons la réponse à une prochaine séance.

Votre troisième question servira de transition par rapport aux investissements.

**M. ROCHELLE :** il s'agit de la facturation d'une mise à disposition de personnel au CCAS qui n'était pas réalisée auparavant.

**M. LE SAUCE** : concernant les frais d'honoraires, vous avez indiqué que certaines études ont été menées tel que le contrat d'attractivité touristique. Je voudrais faire remarquer que lorsque qu'on réalise des études qui sont suivies d'investissements, cela relève de dépenses d'investissement. Si vous me dites que suite à cette étude, contrat d'attractivité touristique, nous allons réaliser des circuits touristiques, nous devrions avoir une opération d'ordre de transfert de dépenses, sauf si les règles comptables ont changé. Sur les 340 000 € en réserve, ce n'est pas une petite somme, je vous invite à calculer ce que cela représente en pourcentage d'impôts car tout citoyen alréen pourrait se demander pourquoi nous avons une réserve d'un tel montant et à l'usage d'on ne sait quoi ou comme vous le dites pour faire face à un éventuel hiver rigoureux.

**M. LE MAIRE** : il s'agissait simplement d'un exemple Monsieur Le Sauce mais je peux vous en donner d'autres. Mais puisque vous parlez d'impôts, vous verrez tout à l'heure que nous proposons une non augmentation de la fiscalité. Mais alors vous me diriez "on pourrait baisser les impôts". En fait j'ai bien noté que vous préféreriez que nous fassions la rue Dunant. Je pense que cette année nous devons faire une révision budgétaire. C'est un exercice sain, utile et je vous invite à la faire avec nous vers le mois de septembre. Il y a beaucoup d'inconnues cette année, notamment dans les investissements. Beaucoup d'investissements ont été notés mais n'ont pas encore été chiffrés. Il est donc important de se revoir. Il vaut mieux avoir 340 000 € de réserve que pas du tout.

**M. GRENET** : cela fait 3 ans que je le répète mais ce que je reproche surtout c'est qu'il n'y a pas de PPI. Vous annoncez beaucoup de dépenses et encore de nouvelles. Certes il faut faire des investissements mais chaque année on nous rajoute encore de nouvelles choses. C'était votre choix politique de mettre énormément de choses sur le centre ville et ça continue alors qu'il y a d'autres gros investissements à faire. Tant mieux, que l'on fasse les investissements sur la forêt et sur la piste d'athlétisme, mais j'aurais préféré que l'on liste cela au début du mandat et que l'on ait un PPI digne de ce nom. J'ai l'impression qu'à chaque fois on rajoute de nouvelles dépenses ou de nouveaux investissements sans réelles visibilité à long terme et c'est bien dommage. J'ai d'ailleurs l'impression que je ne suis pas le seul dans la salle à découvrir des choses ce soir et même dans votre équipe Monsieur le Maire. Pour moi, quand on a pas de PPI on ne sait pas trop où l'on va. Pour les 2 millions vous l'avez bien expliqué, mais cette somme reste encore hypothétique. Il y a beaucoup de perspectives de votre part mais sans réel plan de financement et c'est un peu inquiétant pour la suite des finances de la ville. Les avis étant partagés ce soir, je demande un vote à bulletin secret.

**M. LE MAIRE** : bien sur que nous avons un PPI. D'ailleurs si vous regardez la maquette et le prochain bordereau que nous allons présenter dans le cadre des AP/CP, vous avez pratiquement le PPI puisque tous les AP/CP sont programmés dans le temps. Cela veut dire que vous n'avez pas regardé.

C'est quand même fort d'entendre nos prédécesseurs regretter que nous n'ayons pas démarré les travaux sur le site de la forêt ainsi que la piste d'athlétisme très tôt dans le mandat alors que ce sont des projets qui datent de 10 ou 15 ans que vous n'avez pas faits alors que nous, nous allons le faire.

**M. GRENET** : c'était pourtant prévu en 2014. Vous lirez dans les procès verbaux des Conseils municipaux de 2013 que c'était prévu en 2014 avec un PPI à l'époque. Je précise que les AP/CP ne sont pas un PPI.

**M. LASSALLE** : en effet je regrette d'avoir appris aujourd'hui c'est nouvelles lignes sur les dépenses futures que seront l'Hôtel Dieu et les halles, même si les halles sont prévues pour 2020 comme je l'apprend ce soir.

"M. le Maire, M. l'adjoint aux finances, chers collègues,

Je démarrerai ce soir en tant que membre de la commission finance en vous félicitant, Monsieur Rochelle, pour la clarté de votre présentation et pour tout le travail que vous menez avec Monsieur Kergosien et le service finances depuis le début du mandat pour maintenir l'équilibre des comptes de la ville dans un contexte difficile pour les collectivités où les dotations de l'Etat sont revues à la baisse et nous obligent à dépenser de manière beaucoup plus efficiente en sein des mairies, à explorer de nouvelles voies telles que la mutualisation, le partage d'investissements dans un même bassin de vie et à penser plus collectivement au sein de notre communauté de communes.

Ainsi mon propos ce soir ne portera pas sur le budget de fonctionnement car je sais, Monsieur Rochelle que vous veillez au grain pour éviter les dérives ou les tentations des uns ou des autres à dépenser toujours plus.

Il ne portera pas non plus sur la cagnotte aussi exceptionnelle qu'inespérée d'1,435 millions qui nous offre cette année des possibilités que nous n'avions plus et que nous ne retrouverons pas dans les années à venir, merci à l'Etat, merci au Conseil régional et à vous Madame le Conseillère régionale.

Mon propos portera bel et bien, Monsieur le Maire, sur votre budget dépense d'investissement 2018 et l'utilisation que vous souhaitez faire de ces 7,542 millions d'euros, qui lui, ne correspond pas à mes yeux à ces nouveaux enjeux et qui s'annoncent en l'état comme un vaste gâchis, une sorte de rendez-vous manqué alors que le moment était favorable pour proposer aux alréens de belles choses.

Pour bien comprendre ce point de vue je reviendrai donc sur l'élaboration même du plan pluriannuel d'investissement (le PPI) au sein de la majorité qui conditionne le budget et les dépenses que nous devons valider ou pas lors de ce vote.

Ainsi l'année dernière en début d'année 2017 nous avons établi ensemble, après de nombreuses réunions, un PPI devant courir jusqu'à la fin du mandat qui, après bien des discussions, des échanges parfois tendus et des compromis, avait été validé par l'ensemble de la majorité en dessinant ainsi la colonne vertébrale des budgets investissement 2017, 2018, 2019 et bouclait les fins de programmes sur 2020 date de notre fin de mandature.

L'effort et les choix volontaristes nous avaient poussé à cadenciser les dépenses courantes pour se porter sur des investissements structurants et enrichissants pour la ville tels que l'indispensable projet de reconstruction du gymnase de la forêt, la très attendue piste d'athlétisme ainsi que le nécessaire remplacement du vétuste espace jeunesse et de son espace glisse afin de finir notre mandat sous le signe de la jeunesse et du sport après avoir, c'est vrai beaucoup investi sur l'attractivité du centre-ville.

Le budget de cette année aurait dû en découler cependant vous en avez décidé autrement Monsieur le Maire car vous avez convoqué votre majorité pour nous présenter un nouveau PPI version 2018 élaboré cette fois par vos soins et annulant de fait le PPI version 2017 réalisé en commun.

Je ne cacherai à personne dans cette assemblée que les deux réunions qui ont suivi ont été plus que houleuses et ont créé une véritable fissure entre nous car à la lecture de ce nouveau PPI outre le côté arbitraire de ces choix, apparaissent de nouvelles dépenses somptuaires et pharaoniques jamais évoquées l'année d'avant comme :

- ces 449 500 € en 2018 pour l'informatique et le réseau qui en moins de 11 mois sont apparus et devenus une priorité alors que dans le même temps le directeur des services s'est mis en disponibilité et qu'il n'y a de fait plus personne avec assez de compétences et de connaissances de l'informatique de la mairie pour confirmer les besoins techniques, valider les solutions financières et pour suivre cet énorme chantier de presque 1 demi million d'euros.

- ou ces 661 000 € pour le budget 2018 de l'enfance dont 220 000 sont prévus pour la réfection de KerYvonnick à Locmariaquer notamment pour rénover la maison du gardien (et c'est quand même cher pour une maison de gardien) alors que le PPI ne prévoyait précédemment que 80 000 € pour cette année et que nous avons refusé majoritairement les travaux à réaliser à KerYvonnick car aucun schéma directeur sérieux n'avait et n'a, à ce jour été établi pour pouvoir lancer des investissements aussi lourds.

- que dire de ces 241 000 € dans le budget travaux pour un parking à Saint-Goustan sortant de nulle part pour 2019 !

- ou encore ces 500 000 € pour déménager 6 bureaux du Penher au Centre Technique Municipal alors qu'ils ont été placés au Penher par l'ancienne municipalité dans un bâtiment entièrement rénovés pour des millions d'euros. Quant à quelques mètres du centre technique, je vous rappelle, Rue Redien vous laissez gratuitement à une association avec un fonctionnement privé, l'Argonaute, encaisser des loyers de locations pour des bureaux qui nous appartiennent et qui nous manquent tant aujourd'hui selon vous !

Quel gâchis pour les impôts des alréennes et des alréens !

Pensez-vous d'ailleurs Monsieur le Maire que ces 500 000 € pour déménager 6 bureaux suffiront pour faire oublier les dégâts causés au sein du personnel par l'audit des services techniques qui aura duré 8 mois, créé beaucoup d'incertitudes et généré une vague de départs sans précédent au sein de la municipalité dans l'indifférence générale ?

Et avec tout ça vous avez repoussé aux calendes grecques l'espace jeunesse seul investissement structurant prévu à construire sur 2018 pour la somme de 1,450 millions sous prétexte que vous n'aviez pas le temps d'élaborer le cahier des charges et de démarrer la construction avant 2020, date de la fin de mandature.

Par contre l'espace de glisse qui devait lui être associé, lui est bien resté et est même devenu selon votre seule volonté et on ne sait toujours pas pourquoi un des 10 plus grands skatepark de France (selon vos dires) pour la modique somme d'un demi million d'euros prévu pour recevoir des compétitions alors même qu'à quelques centaines de mètres, nos voisins et amis de Brech construisent leur propre espace de glisse certes plus modeste mais dont le montant de 115 000 € laisse sans voix face à la somme exorbitante que vous budgétiez et qu'il serait si logique de construire ensemble pour mutualiser l'équipement d'autant plus qu'il respecte lui, au contraire du notre, son environnement et la tranquillité des riverains.

Et avec tout cela pas un euro de prévu pour le quartier de la gare alors que l'on sait que si AQTA et la SNCF financeront bien le site, la ville doit prévoir des aménagements, des acquisitions, des travaux pour que ce quartier ne subisse les mauvais côtés du doublement du nombre de voyageurs.

Pas un euro à venir sur les aménagements de la rue Foch, sur la réfection du réseau routier (l'avenue Dunant en est un exemple mais il y en a beaucoup d'autres), sur les parkings du centre-ville, ni sur les réaménagements des entrées de ville (je pense notamment, à l'avenue de l'Océan) alors que circuler à certaines heures à Auray devient très difficile et que cette densification du trafic impose que nous nous en préoccupions rapidement.

Évidemment nous avons été plusieurs au sein même de votre majorité à dénoncer ce PPI cette gabegie de dépenses sorties de nulle part et à vous interroger sur ces nouveaux choix qui vous ont mené, Monsieur le Maire, à remplacer arbitrairement je le répète les investissements structurants enrichissants pour la ville par des dépenses courantes pharaoniques et somptuaires. Mais étonnamment malgré ces avis et ces questionnements à l'issue de ces deux réunions sur les 190 lignes de ce PPI présenté, vous n'avez pas modifié une ligne !!!

Monsieur le Maire pourquoi cet entêtement à vouloir faire passer les choses en force sans tenir compte de l'avis de votre propre majorité ? N'est-on à vos yeux pas plus forts collectivement ?

L'épisode de l'Argonaute devrait vous interroger, je ne suis pas un bras mécanique prêt à lever la main pour un budget de dépenses réalisé à la petite semaine sans concertation, sans vision ou sans réelle ambition sauf peut-être à faire plaisir à certains de vos adjoints mais qui aura pour seule conséquence de coûter beaucoup aux alréens et aux alréennes et de leur apporter peu.

En conclusion Monsieur le Maire, vous comprendrez aisément ce soir que je ne peux pas me résoudre à voter favorablement pour votre budget qui en l'état, du point de vue de l'investissement est loin d'être abouti et de répondre à ce que peut attendre de nous chaque citoyen.

Je ne sais d'ailleurs si votre budget fera l'unanimité ce soir et ce n'est pas le plus important à mes yeux, car les seuls juges au final seront bien les alréens et les alréennes !

Et formule le vœux, Monsieur le Maire, car il n'est jamais trop tard pour bien faire, que les propos que je viens de tenir vous obligent à ouvrir les yeux, à revenir à la raison sur les points du budget soulevés ce soir et à faire vivre une vraie démocratie en étant à l'écoute des élus, du personnel de la mairie et de la population sans quoi la fissure apparue lors de cette période budgétaire pourrait bien se transformer en fracture à court terme !

Jean-Michel LASSALLE le 10/04/2018."

**M. LE MAIRE :** Monsieur le Conseiller municipal je vais reprendre les points les plus importants. Tout d'abord ce n'est pas mon budget. C'est un budget qui a été préparé avec Monsieur Rochelle notamment et les services. Je vous rappelle quand même qu'en réunion de majorité, ce budget d'investissement de 7,090 millions a été voté à l'unanimité. Le PPI 2018 quant à lui existe et il n'est pas sorti du chapeau comme le PPI de Monsieur Dumoulin Maire d'Auray. Il a été fait sérieusement et en équipe. Vous dites que ce PPI n'a pas fait l'unanimité, c'est vrai qu'il y a eu 3 réunions très pénibles mais seuls 2 détracteurs sont montés au créneau, vous et un autre que je ne citerai pas. Vous parlez de gabegie informatique, c'est quand même de l'incompétence de dire cela. Je rappelle que l'informatique fait l'objet d'une vétusté, qu'une panne informatique à la ville d'Auray serait dramatique et on pourrait nous le reprocher. En effet après audit et conseil il s'est avéré que le serveur du Penher est vieux et vétuste et qu'il est urgent de le remplacer. D'où un budget conséquent c'est vrai pour l'informatique 222 000 €.

**M. LASSALLE :** non il est de 449 500 € (informatique et ERP).

**M. LE MAIRE :** c'est faux, regardez bien la colonne.

Vous demandez de manière désobligeante et avec incompétence quel est ce parking de Saint-Goustan qui sort de nulle part. C'est un projet qui s'appelle le désenclavement de Saint-Goustan. Il a été initié par nos prédécesseurs qui consiste à créer un parking au pied de la RN 165. Il sera difficile à faire avec les lois actuelles mais qu'il serait utile pour plusieurs raisons. Pour l'AFPA et les plaisanciers avec les futurs équipements qui seront faits par la Compagnie des Ports et pour les pontons qui vont être installés. C'est un parking qui stratégiquement pour le développement touristique de la ville d'Auray serait essentiel pour que les promeneurs qui souhaitent marcher entre le Bono et Saint Goustan puissent se garer de manière confortable. Alors non ce parking n'est pas sorti de nulle part.

**M. LASSALLE :** il n'existait pas l'année dernière dans le PPI.

**M. LE MAIRE :** non et alors ? Un PPI n'est pas gravé dans le marbre, c'est un outil de gestion destiné à cadrer comme on le fait dans le secteur privé dans des budgets à 3 ou 5 ans.

Quant à l'audit qui a fait un désastre et des départs dont certains dans l'indifférence, comment osez vous dire cela ?

**M. LASSALLE :** ce n'est pas ce que j'ai dit.

**M. LE MAIRE :** le skatepark que vous dénoncez aujourd'hui, vous l'avez voté l'année dernière.

**M. LASSALLE :** par surprise oui. Pour rappeler la genèse de ce projet, il était associé à l'espace jeunesse et vous l'avez scindé cette année.

**M. LE MAIRE** : mais pas du tout et j'en arrêterai là si vous le voulez bien sur ce sujet.

Concernant l'Argonaute il est en effet prévu d'appliquer la convention que nous avons signé en 2016 et on y reviendra dans les prochains jours.

**M. LASSALLE** : mon propos disait que nous avons des bureaux(une vingtaine) dans ce lieu de la rue Redien alors que vous proposez de reconstruire des bureaux juste à côté pour 480 000 € et c'est bien dommage.

**M. GUILLOU** : très sincèrement personne n'irait travailler dans ces locaux qui ont été rénovés par les personnes qui les ont repris, dont l'Argonaute. Ils étaient dans un état d'utilisation très précaire et difficilement utilisables.

**M. LASSALLE** : peut-être, mais ce bâtiment nous appartient et vous proposez de reconstruire juste à côté des bureaux à 480 000 € alors que des bureaux existent ici.

**M. GUILLOU** : il existe une certaine distance avec le CTM et il est indispensable pour le fonctionnement des services techniques d'avoir une proximité des utilisateurs.

**M. LE MAIRE** demande aux Conseillers municipaux de se prononcer sur un vote à bulletin secret.

13 Conseillers municipaux demandent un vote à bulletin secret.

## **6- DF - BUDGET VILLE 2018 - VOTE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT**

Monsieur Joseph ROCHELLE, 7ème Adjoint, expose à l'assemblée :

La procédure des autorisations de programme et des crédits de paiement (AP/CP) vise à planifier la mise en œuvre des investissements. Elle favorise la gestion pluriannuelle des investissements et permet d'améliorer la visibilité des engagements financiers de la collectivité à moyen terme.

Les autorisations de programme (AP) constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées. Elles demeurent valables, sans limitation de durée, jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées.

Les crédits de paiement (CP) constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être mandatées pour un exercice comptable donné.

VU les articles L 2311-3 et R. 2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales qui prévoient que les dotations budgétaires affectées aux dépenses d'investissement liées à des travaux à caractère pluriannuel peuvent comprendre des Autorisations de Programme et des Crédits de Paiement (AP/CP) ;

VU le décret n° 97-175 du 20 février 1997 relatif à la procédure des autorisations de programme et des crédits de paiement ;

VU l'instruction codificatrice M14 ;

VU la délibération du conseil municipal d'Auray du 28 février 2000 adoptant le principe du recours au vote d'autorisations de programme et crédits de paiement pour la gestion pluriannuelle des investissements ;

Considérant que les propositions d'AP sont présentées par le maire et votées par le conseil municipal ;

Il est proposé de voter la liste des AP/CP qui figure en annexe.

Le programme concernant le Centre Culturel Athena (P011) sans opérations depuis 2016 est clôturé.

Un tableau détaillant les AP/CP pour chaque opération est aussi annexé à la présente.

A reçu un avis favorable en Municipalité du 03/04/2018,

A reçu un avis favorable en Commission Finances, Budget du 29/03/2018,

Après délibération et à la majorité des suffrages exprimés ( 24 voix pour),

8 voix contre :

Monsieur GRUSON, Madame POMMEREUIL, Monsieur LE SAUCE, Madame HULAUD, Monsieur GRENET, Madame HERVIO, Monsieur PELTAIS, Monsieur LAMOUR

1 abstention(s) :

Monsieur LASSALLE

Le Conseil municipal :

- **APPROUVE** la liste des autorisations de programme, telles qu'indiquées dans le tableau joint à la présente délibération ;

- **VOTE** les montants des autorisations de programme et des crédits de paiement, tels que mentionnés dans le tableau joint à la présente délibération ;

- **AUTORISE** le maire, jusqu'à l'adoption du budget 2019, à liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice 2018 par la délibération d'ouverture de l'AP.

**VILLE D'AURAY**  
**TABLEAU SYNTHETIQUE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT VOTES EN 2018**  
**BUDGET PRIMITIF 2018, SOUMIS AU VOTE DU CONSEIL MUNICIPAL LE 27 Mars 2018**

| AUTORISATION DE PROGRAMME               | N° PROG | Année 2013 C.P.     | Année 2014 C.P.     | Année 2015 C.P.     | Année 2016 C.P.     | Année 2017 C.P.     | Année 2018 C.P.     | Année 2019 C.P.     | Année 2020 C.P.     | Année 2021 C.P.   | TOTAL A.P. TTC       | Observations         |
|-----------------------------------------|---------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-------------------|----------------------|----------------------|
| O.R.U. DU GUMENEN-GOANER                | P001    |                     |                     |                     |                     |                     |                     |                     |                     |                   |                      | diminution de l'AP   |
| DEPENSES AP                             |         | 247 489             | 69 932              | 98 455              | 247 096,96          | 34 658,54           | 732 330,96          | 0,00                | 0,00                | 350 000,00        | 1 570 561,96         |                      |
| SUBVENTIONS AP                          |         | 102 719             | 32 912              | 31 552              | 84 520,80           | 880 138,97          | 239 861,03          | 0,00                | 0,00                | 0,00              | 1 351 703,50         |                      |
| PORT DE ST-GOUSTAN AMENAGEMENTS URBAINS | P002    |                     |                     |                     |                     |                     |                     |                     |                     |                   |                      | Augmentation de l'AP |
| DEPENSES AP                             |         | 419 151             | 589 754             | 2 351               | 0,00                | 193 249,38          | 302 030,62          | 291 000,00          | 50 000,00           | 0,00              | 1 847 536,26         |                      |
| SUBVENTIONS AP                          |         | 103 746             | 225 368             | 26 032              | 0,00                | 0,00                | 25 591,42           | 0,00                | 0,00                | 0,00              | 458 759,10           |                      |
| CONSTRUCTION D'UN A.L.S.H.              | P004    |                     |                     |                     |                     |                     |                     |                     |                     |                   |                      | Augmentation de l'AP |
| DEPENSES AP                             |         | 623 711             | 587 112             | 256 851             | 2 655,43            | 1 279,99            | 2 975,10            | 0,00                | 0,00                | 0,00              | 1 454 584,02         |                      |
| SUBVENTIONS AP                          |         | 388 077             | 277 043             | 163 992             | 0,00                | 0,00                | 0,00                | 0,00                | 0,00                | 0,00              | 829 112,00           |                      |
| DEVELOPPEMENT URBAIN                    | P005    |                     |                     |                     |                     |                     |                     |                     |                     |                   |                      | diminution de l'AP   |
| DEPENSES AP                             |         | 114 708             | 80 082              | 58 545              | 115 590,62          | 8 335,23            | 83 655,09           | 15 000,00           | 0,00                | 0,00              | 471 915,04           |                      |
| SUBVENTIONS AP                          |         | 19 230              | 11 011              | 14 625              | 24 350,86           | 25 547,60           | 22 824,40           | 0,00                | 0,00                | 0,00              | 117 588,22           |                      |
| CENTRE CULTUREL ATHENA                  | P013    |                     |                     |                     |                     |                     |                     |                     |                     |                   |                      | à clôturer           |
| DEPENSES AP                             |         | 82 221              | 45 229              | 109 549             | 354 722,20          | 0,00                | 0,00                | 0,00                | 0,00                | 0,00              | 591 720,42           |                      |
| SUBVENTIONS AP                          |         | 13 664              | 5 617               | 4 949               | 60 591,40           | 0,00                | 0,00                | 0,00                | 0,00                | 0,00              | 84 821,99            |                      |
| BATIMENTS ET EQUIPEMENTS DIVERS         | P014    |                     |                     |                     |                     |                     |                     |                     |                     |                   |                      | Augmentation de l'AP |
| DEPENSES AP                             |         | 282 673             | 128 772             | 41 180              | 102 541,66          | 74 183,84           | 400 101,82          | 395 000,00          | 1 596 000,00        | 60 000,00         | 3 060 431,50         |                      |
| SUBVENTIONS AP                          |         | 42 429              | 87 071              | 39 546              | 30 756,75           | 5 017,67            | 29 402,33           | 0,00                | 0,00                | 0,00              | 234 303,37           |                      |
| TRAVAUX, INFRASTRUCTURES ET V.R.D.      | P017    |                     |                     |                     |                     |                     |                     |                     |                     |                   |                      | diminution de l'AP   |
| DEPENSES AP                             |         | 660 302             | 344 492             | 187 194             | 314 373,10          | 50 682,94           | 171 271,94          | 0,00                | 0,00                | 0,00              | 1 728 316,46         |                      |
| SUBVENTIONS AP                          |         | 229 954             | 39 252              | 27 249              | 29 697,32           | 0,00                | 57 280,00           | 0,00                | 0,00                | 0,00              | 377 432,62           |                      |
| EQUIPEMENT MULTIFONCTIONS LA FORLE      | P018    |                     |                     |                     |                     |                     |                     |                     |                     |                   |                      | Augmentation de l'AP |
| DEPENSES AP                             |         | 3 523               | 0                   | 418                 | 0,00                | 12 600,60           | 207 306,40          | 2 014 000,00        | 1 000 000,00        | 0,00              | 4 117 941,00         |                      |
| SUBVENTIONS AP                          |         | 1 473               | 0                   | 0                   | 0,00                | 0,00                | 211 500,00          | 0,00                | 0,00                | 0,00              | 212 973,00           |                      |
| POLE NAUTIQUE DE ST-GOUSTAN             | P019    |                     |                     |                     |                     |                     |                     |                     |                     |                   |                      |                      |
| DEPENSES AP                             |         | 29 591              | 18 802              | 101 306             | 0,00                | 0,00                | 0,00                | 0,00                | 0,00                | 0,00              | 149 698,71           |                      |
| SUBVENTIONS AP                          |         | 0                   | 0                   | 0                   | 0,00                | 0,00                | 0,00                | 0,00                | 0,00                | 0,00              | 0,00                 |                      |
| RESTRUCTURATION LOCAUX HOTEL DE VILLE   | P021    |                     |                     |                     |                     |                     |                     |                     |                     |                   |                      |                      |
| DEPENSES AP                             |         | 0                   | 4 260               | 329 032             | 28 979              | 17 908,68           | 8 635,99            | 0                   | 0                   | 0                 | 387 815,67           |                      |
| SUBVENTIONS AP                          |         | 0                   | 0                   | 73 367              | 0,00                | 0,00                | 0,00                | 0,00                | 0,00                | 0,00              | 73 367,35            |                      |
| PROGRAMME DE RENOVATION DE LA VOIRIE    | P022    |                     |                     |                     |                     |                     |                     |                     |                     |                   |                      | diminution de l'AP   |
| DEPENSES AP                             |         | 140 713             | 322 771             | 267 569             | 178 953,09          | 820 365,58          | 0,00                | 0,00                | 0,00                | 0,00              | 1 728 372,69         |                      |
| SUBVENTIONS AP                          |         | 164 046             | 57 404              | 54 479              | 28 326,94           | 16 666,00           | 45 012,00           | 0,00                | 0,00                | 0,00              | 365 938,03           |                      |
| PLAN D'ECHANGE MULTIMODAL - GARE DAURAY | P023    |                     |                     |                     |                     |                     |                     |                     |                     |                   |                      |                      |
| DEPENSES AP                             |         | 3 525               | 0                   | 0                   | 0,00                | 0,00                | 0,00                | 0,00                | 0,00                | 0,00              | 3 524,88             |                      |
| SUBVENTIONS AP                          |         | 0                   | 0                   | 0                   | 0,00                | 0,00                | 0,00                | 0,00                | 0,00                | 0,00              | 0,00                 |                      |
| PISTE D'ATHLETISME LOCH                 | P026    |                     |                     |                     |                     |                     |                     |                     |                     |                   |                      | Augmentation de l'AP |
| DEPENSES AP                             |         | 0                   | 0                   | 0                   | 0                   | 2 100,00            | 30 900              | 1 000 000           | 0                   | 0                 | 1 033 000            |                      |
| SUBVENTIONS AP                          |         | 0                   | 0                   | 0                   | 0                   | 0,00                | 0                   | 0                   | 0                   | 0                 | 0                    |                      |
| AMENAGEMENT URBAIN DU CENTRE-VILLE      | P027    |                     |                     |                     |                     |                     |                     |                     |                     |                   |                      | Augmentation de l'AP |
| DEPENSES AP                             |         | 0                   | 0                   | 104 169             | 407 047,00          | 1 697 019,20        | 1 326 676,30        | 50 000,00           | 0,00                | 0,00              | 3 504 911,90         |                      |
| SUBVENTIONS AP                          |         | 0                   | 0                   | 0                   | 50 880,00           | 0,00                | 1 699 020,00        | 0,00                | 0,00                | 0,00              | 1 749 900,00         |                      |
| VALLÉE DU RECLUS- LAUX PLUVIALES        | P029    |                     |                     |                     |                     |                     |                     |                     |                     |                   |                      | Augmentation de l'AP |
| DEPENSES AP                             |         | 0                   | 4 248               | 8 184               | 7 590,00            | 201 696,16          | 44 910,76           | 0,00                | 0,00                | 0,00              | 266 630,90           |                      |
| SUBVENTIONS AP                          |         | 0                   | 0                   | 0                   | 0,00                | 0,00                | 0,00                | 0,00                | 0,00                | 0,00              | 0,00                 |                      |
| SKATEPARK                               | P030    |                     |                     |                     |                     |                     |                     |                     |                     |                   |                      |                      |
| DEPENSES AP                             |         | 0                   | 0                   | 0                   | 0                   | 18 156,20           | 481 844             | 0                   | 0                   | 0                 | 500 000              |                      |
| SUBVENTIONS AP                          |         | 0                   | 0                   | 0                   | 0                   | 0,00                | 20 883              | 0                   | 0                   | 0                 | 20 883               |                      |
| VIDEO PROTECTION                        | P031    |                     |                     |                     |                     |                     |                     |                     |                     |                   |                      |                      |
| DEPENSES AP                             |         | 0                   | 0                   | 0                   | 0                   | 6 720,00            | 269 280             | 0                   | 0                   | 0                 | 276 000              |                      |
| SUBVENTIONS AP                          |         | 0                   | 0                   | 0                   | 0                   | 0,00                | 0                   | 0                   | 0                   | 0                 | 0                    |                      |
| <b>DEPENSES AP</b>                      |         | <b>2 587 606,43</b> | <b>2 175 453,89</b> | <b>1 551 781,17</b> | <b>1 758 149,24</b> | <b>3 137 051,44</b> | <b>4 141 919,38</b> | <b>3 765 000,00</b> | <b>3 446 000,00</b> | <b>210 000,00</b> | <b>22 772 961,55</b> |                      |
| <b>SUBVENTIONS AP</b>                   |         | <b>1 139 241,24</b> | <b>758 687,71</b>   | <b>435 792,88</b>   | <b>308 126,07</b>   | <b>907 370,24</b>   | <b>2 349 454,18</b> | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>       | <b>5 878 782,32</b>  |                      |
| <b>BESOIN DE FINANCEMENT</b>            |         | <b>1 448 365,19</b> | <b>1 416 766,18</b> | <b>1 115 988,29</b> | <b>1 449 993,17</b> | <b>2 229 681,20</b> | <b>1 792 465,20</b> | <b>3 765 000,00</b> | <b>3 446 000,00</b> | <b>210 000,00</b> | <b>16 894 179,23</b> |                      |

## AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PaiEMENT =

| AUTORISATION DE PROGRAMME | N° PROG. | N° CP. | OPERATION       | Année 2013 C.P. | Année 2014 C.P. | Année 2015 C.P. | Année 2016 C.P. | Année 2017 C.P. | Année 2018 C.P. | Année 2019 C.P. | Année 2020 C.P. | Année 2021 C.P. | Année 2022 C.P. | Utilisat | TOTAL A.P. TTC |
|---------------------------|----------|--------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------|----------------|
| 0 - DU QUINQUENNAIRE      | 0001     | 3061   | LOGEMENT SOCIAL | 247 489,03      | 69 931,54       | 88 454,93       | 247 696,96      | 34 659,54       | 732 350,96      | 0               | 0               | 150 000         | 0               | 0        | 1 570 561,96   |
|                           |          |        |                 | 102 710,00      | 32 611,96       | 31 552,14       | 84 520,60       | 860 138,97      | 239 861,03      | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 1 351 703,50   |
|                           |          |        |                 | 1 44 770,03     | 37 013,98       | 56 902,79       | 163 176,16      | 425 480,43      | 492 469,83      | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 216 896,46     |
| DEPENSES AP               |          |        |                 | 247 489,03      | 69 931,54       | 88 454,93       | 247 696,96      | 34 659,54       | 732 350,96      | 0               | 0               | 150 000         | 0               | 0        | 1 570 561,96   |
| SUBVENTIONS AP            |          |        |                 | 102 710,00      | 32 611,96       | 31 552,14       | 84 520,60       | 860 138,97      | 239 861,03      | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 1 351 703,50   |

## AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT =

| AUTORISATION DE PROGRAMME                  | N° PROG. | N° OP. | OPERATION                               | Année 2013<br>C.P. | Année 2014<br>C.P. | Année 2015<br>C.P. | Année 2016<br>C.P. | Année 2017<br>C.P. | Année 2018<br>C.P. | Année 2019<br>C.P. | Année 2020<br>C.P. | Année 2021<br>C.P. | Année 2022<br>C.P. | Uténeur | TOTAL A.P TTC |
|--------------------------------------------|----------|--------|-----------------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|---------|---------------|
| PORT DE ST-GOUSTAN<br>AMENAGEMENTS URBAINS | P002     | 3005   | FORT DE ST-GOUSTAN, DONT QUAI<br>MARTIN | 419 151,15         | 589 754,33         | 2 350,80           | 0                  | 6 000,00           | 73 400,00          | 291 000            | 50 000             | 0                  | 0                  | 0       | 1 431 651,28  |
|                                            |          |        | SUBVENTIONS                             | 183 747,73         | 225 387,65         | 26 082,30          | 0                  | 0,00               | 0,00               | 0                  | 0                  | 0                  | 0                  | 0       | 435 167,68    |
|                                            |          |        | BESON DE<br>FINANCEMENT                 | 235 403,42         | 364 366,68         | -23 881,50         | 0                  | 6 000,00           | 73 400,00          | 291 000            | 50 000             | 0                  | 0                  | 0       | 996 483,60    |
|                                            |          |        |                                         |                    |                    |                    |                    |                    |                    |                    |                    |                    |                    |         |               |
|                                            | P002     | 3115   | CHATEAU ET RAMPES<br>DU LOCH            |                    |                    |                    |                    | 187 240,38         | 228 630,63         | 0                  | 0                  | 0                  | 0                  | 0       | 415 881,00    |
|                                            |          |        | SUBVENTIONS                             |                    |                    |                    |                    | 0,00               | 23 591,42          | 0                  | 0                  | 0                  | 0                  | 0       | 23 591,42     |
|                                            |          |        | BESON DE<br>FINANCEMENT                 |                    |                    |                    |                    | 187 240,38         | 0,00               | 0                  | 0                  | 0                  | 0                  | 0       | 302 236,58    |
|                                            |          |        |                                         |                    |                    |                    |                    |                    |                    |                    |                    |                    |                    |         |               |
| DEPENSES AP                                |          |        |                                         | 419 151,15         | 589 754,33         | 2 350,80           | 0,00               | 193 240,38         | 302 030,62         | 291 000,00         | 50 000,00          | 0,00               | 0,00               | 0,00    | 1 847 536,28  |
| SUBVENTIONS AP                             |          |        |                                         | 183 747,73         | 225 387,65         | 26 082,30          | 0,00               | 0,00               | 23 591,42          | 0,00               | 0,00               | 0,00               | 0,00               | 0,00    | 458 759,10    |

## AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT =

| AUTORISATION DE PROGRAMME  | N° PROG. | N° OP. | OPERATION                  | Année 2013 C.P.   | Année 2014 C.P.   | Année 2015 C.P. | Année 2016 C.P. | Année 2017 C.P. | Année 2018 C.P. | Année 2019 C.P. | Année 2020 C.P. | Année 2021 C.P. | Année 2022 C.P. | Ultimeur | TOTAL A.P TTC       |
|----------------------------|----------|--------|----------------------------|-------------------|-------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------|---------------------|
| CONSTRUCTION D'UN A.L.S.H. | P004     | 3036   | CONSTRUCTION D'UN A.L.S.H. | 623 710,59        | 567 112,30        | 296 850,61      | 2 695,43        | 1 279,99        | 2 975,10        | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 1 464 594,02        |
|                            |          |        |                            | 388 076,51        | 277 043,15        | 163 992,34      | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 829 112,69          |
|                            |          |        |                            | 235 634,06        | 290 069,15        | 90 858,27       | 2 695,43        | 1 279,99        | 2 975,10        | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 625 472,02          |
| DEPENSES AP                |          |        |                            | <b>623 710,59</b> | <b>567 112,30</b> | <b>256 851</b>  | <b>2 655,43</b> | <b>1 279,99</b> | <b>2 975,10</b> | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b> | <b>1 454 594,02</b> |
| SUBVENTIONS AP             |          |        |                            | <b>388 076,51</b> | <b>277 043,15</b> | <b>163 992</b>  | <b>0,00</b>     | <b>0,00</b>     | <b>0,00</b>     | <b>0,00</b>     | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b> | <b>829 112,00</b>   |

## AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT =

| AUTORISATION DE PROGRAMME | N° PROG. | N° OP. | OPERATION             | Année 2013<br>C.P. | Année 2014<br>C.P. | Année 2015<br>C.P. | Année 2016<br>C.P. | Année 2017<br>C.P. | Année 2018<br>C.P. | Année 2019<br>C.P. | Année 2020<br>C.P. | Année 2021<br>C.P. | Année 2022<br>C.P. | Ukineur | TOTAL A.P. TTC |
|---------------------------|----------|--------|-----------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|---------|----------------|
| DEVELOPPEMENT URBAIN      | P005     | 3003   | HOTEL DIEU            | 77 273,71          | 0,00               | 39 909             | 44 271,50          | 26 03              | 40 847,11          | 15 000             |                    |                    |                    |         | 217 320,29     |
|                           |          |        | SUBVENTIONS           | 8 280,00           | 0,00               | 0                  | 24 250,86          | 10 000,00          | 14 870,00          | 0                  |                    |                    |                    |         | 57 500,86      |
|                           |          |        | BESOIN DE FINANCEMENT | 66 993,71          | 0,00               | 39 909             | 19 920,64          | -9 971,97          | 25 977,11          | 15 000             |                    |                    |                    |         | 159 820,43     |
|                           |          | 3002   | REVISION DU PLU       | 37 434,11          | 51 930,96          | 16 636             | 34 403,60          | 6 307,20           | 36 496,06          | 0                  |                    |                    |                    |         | 162 206,65     |
|                           |          |        | SUBVENTIONS           | 0,00               | 6 973,07           | 9 933,24           | 0,00               | 0,00               | 0,00               | 0                  |                    |                    |                    |         | 16 906,31      |
|                           |          |        | BESOIN DE FINANCEMENT | 37 434,11          | 44 957,89          | 6 702,46           | 34 403,60          | 6 307,20           | 36 496,06          | 0                  |                    |                    |                    |         | 165 299,34     |
|                           |          | 3113   | A.V.A.P.              | 0,00               | 28 150,68          | 0,00               | 36 917,52          | 0,00               | 7 311,90           | 0                  |                    |                    |                    |         | 72 380,10      |
|                           |          |        | SUBVENTIONS           | 10 949,60          | 4 037,67           | 4 691,78           | 0,00               | 15 547,60          | 7 954,40           | 0                  |                    |                    |                    |         | 43 181,05      |
|                           |          |        | BESOIN DE FINANCEMENT | -10 949,60         | 24 113,01          | -4 691,78          | 36 917,52          | -15 547,60         | -642,50            | 0                  |                    |                    |                    |         | 29 139,05      |
| DEPENSES C.A.P            |          |        |                       | 114 707,82         | 80 081,64          | 56 544,64          | 115 590,62         | 6 235,23           | 83 655,09          | 15 000,00          | 0,00               | 0,00               | 0,00               | 0,00    | 471 915,04     |
| SUBVENTIONS AP            |          |        |                       | 19 229,60          | 11 010,74          | 14 625,02          | 24 350,86          | 25 547,60          | 22 824,40          | 0,00               | 0,00               | 0,00               | 0,00               | 0,00    | 117 588,22     |

## AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT =

| DESIGNATION DE PROGRAMME | N° PROG. | N° OP. | OPERATION                   | Année 2013 C.P.  | Année 2014 C.P.  | Année 2015 C.P.   | Année 2016 C.P.   | Année 2017 C.P. | Année 2018 C.P. | Année 2019 C.P. | Année 2020 C.P. | Année 2021 C.P. | Année 2022 C.P. | Ultimeur | TOTAL A.P. TTC    |
|--------------------------|----------|--------|-----------------------------|------------------|------------------|-------------------|-------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------|-------------------|
| CENTRE CULTUREL ATHENA   | P011     | 3087   | CENTRE CULTUREL ATHENA -DAC | 82 220,65        | 45 228,89        | 109 548,68        | 364 722,20        | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 991 720,42        |
|                          |          |        |                             | 13 664,00        | 5 617,25         | 4 949,28          | 60 591,40         | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 84 821,93         |
|                          |          |        | BESOIN DE FINANCEMENT       | 68 556,65        | 39 611,64        | 104 599,40        | 294 130,80        | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 506 888,49        |
| DEPENSES AP              |          |        | à culturer en 2018          | <b>82 220,65</b> | <b>45 228,89</b> | <b>109 548,68</b> | <b>364 722,20</b> | <b>0,00</b>     | <b>0,00</b>     | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b> | <b>591 720,42</b> |
| SUBVENTIONS AP           |          |        |                             | <b>13 664,00</b> | <b>5 617,25</b>  | <b>4 949,28</b>   | <b>60 591,40</b>  | <b>0,00</b>     | <b>0,00</b>     | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b> | <b>84 821,93</b>  |

## AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT =

| AUTORISATION DE PROGRAMME       | N° PROG. | N° OP. | OPERATION                    | Année 2013 C.P. | Année 2014 C.P. | Année 2015 C.P. | Année 2016 C.P. | Année 2017 C.P. | Année 2018 C.P. | Année 2019 C.P. | Année 2020 C.P. | Année 2021 C.P. | Année 2022 C.P. | Ultimeur | TOTAL A.P.T.T.C |
|---------------------------------|----------|--------|------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------|-----------------|
| BÂTIMENTS ET EQUIPEMENTS DIVERS | P014     | 3023   | EQUIPEMENTS JEUNESSE         | 0,00            | 0,00            | 26 195,00       | 8 775,00        | 0,00            | 15 000,00       | 95 000          | 1 522 000       | 60 000          | 0               | 0        | 1 720 970,00    |
|                                 |          |        | DEPENSES                     | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0        | 0               |
|                                 |          |        | BESOIN DE FINANCEMENT        | 0,00            | 0,00            | 26 195,00       | 8 775,00        | 0,00            | 15 000,00       | 95 000          | 1 522 000       | 60 000          | 0               | 0        | 1 720 970,00    |
|                                 | 3030     |        | EDIFICES CULTUELS            | 8 187,22        | 0,00            | 6 802,55        | 17 112,30       | 21 321,60       | 69 261,92       | 100 000         | 74 000          | 0               | 0               | 0        | 296 665,59      |
|                                 |          |        | DEPENSES                     | 8 187,22        | 0,00            | 6 802,55        | 17 112,30       | 21 321,60       | 69 261,92       | 100 000         | 74 000          | 0               | 0               | 0        | 0               |
|                                 |          |        | BESOIN DE FINANCEMENT        | 0,00            | 3 067,00        | 13 010,96       | 1 147,69        | 5 017,67        | 13 637,33       | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 36 480,66       |
|                                 |          |        |                              | 8 187,22        | -3 067,00       | -6 208,44       | 15 964,61       | 16 303,98       | 55 624,29       | 100 000         | 74 000          | 0               | 0               | 0        | 260 204,91      |
|                                 | 3032     |        | EQUIPTS CULTUELS             | 33 406,38       | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 2 520,00        | 36 840,00       | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 71 856,38       |
|                                 |          |        | DEPENSES                     | 33 406,38       | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 2 520,00        | 36 840,00       | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00     | 0               |
|                                 |          |        | BESOIN DE FINANCEMENT        | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0        | 0,00            |
|                                 |          |        |                              | 33 406,38       | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 2 520,00        | 36 840,00       | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0        | 71 856,38       |
|                                 | 3067     |        | HALL D'ENTREE                | 53 157,99       | 10 507,40       | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0        | 63 665,39       |
|                                 |          |        | CLASSEE                      | 21 171,64       | 49,96           | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00     | 0               |
|                                 |          |        | BESOIN DE FINANCEMENT        | 31 986,35       | 10 457,44       | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0        | 42 443,79       |
|                                 |          |        |                              | 53 157,99       | 10 507,40       | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0        | 63 665,39       |
|                                 | 3094     |        | AMGT BUREAU ATHENA           | 126 980,93      | 3 110,96        | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0        | 130 091,89      |
|                                 |          |        | DEPENSES                     | 126 980,93      | 3 110,96        | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00     | 0               |
|                                 |          |        | BESOIN DE FINANCEMENT        | 15 706,50       | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0        | 15 706,50       |
|                                 |          |        |                              | 111 274,43      | 3 110,96        | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0        | 114 390,39      |
|                                 | 3096     |        | EGLISE ST-SAUVEUR            | 22 669,46       | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0        | 22 669,46       |
|                                 |          |        | DEPENSES                     | 22 669,46       | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00     | 0               |
|                                 |          |        | BESOIN DE FINANCEMENT        | 9 551,23        | 0,00            | 135,05          | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0        | 9 686,28        |
|                                 |          |        |                              | 17 118,23       | 0,00            | -135,05         | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0        | 16 963,16       |
|                                 | 3137     |        | MAUSOLEE CAROLUAL            | 18 175,73       | 115 153,46      | 6 161,96        | 64 071,46       | 39 609,90       | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0        | 243 372,55      |
|                                 |          |        | (BATIMENT ET TERRASSES)      | 18 175,73       | 115 153,46      | 6 161,96        | 64 071,46       | 39 609,90       | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00     | 0               |
|                                 |          |        | BESOIN DE FINANCEMENT        | 0,00            | 89 354,25       | 26 400,00       | 29 609,06       | 0,00            | 8 205,00        | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0        | 147 568,31      |
|                                 |          |        |                              | 18 175,73       | 31 799,23       | -20 238,04      | 0,00            | 39 609,90       | -8 205,00       | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0        | 96 803,94       |
|                                 | 3134     |        | CHAPELLE ST-CAO (L4          | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 10 532,34       | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0        | 10 532,34       |
|                                 |          |        | Rectif)                      | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 10 532,34       | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00     | 0               |
|                                 |          |        | BESOIN DE FINANCEMENT        | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 7 640,00        | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0        | 7 640,00        |
|                                 |          |        |                              | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 10 532,34       | -7 640,00       | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0        | 2 892,34        |
|                                 | 3141     |        | MISSION LOCALE               | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 12 563,20       | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0        | 12 563,20       |
|                                 |          |        | RESTRUCTURATION ET EXTENSION | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 12 563,20       | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00     | 0               |
|                                 |          |        | BESOIN DE FINANCEMENT        | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0        | 0,00            |
|                                 |          |        |                              | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0        | 0,00            |
|                                 |          |        |                              | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0        | 0,00            |
|                                 |          |        |                              | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0        | 0,00            |

| AUTORISATION DE PRODIGE      | N° PROG. | N° OIP | OPERATION                  | Année 2013 C.F.   | Année 2014 C.F.   | Année 2015 C.F.  | Année 2016 C.F.   | Année 2017 C.F.  | Année 2018 C.F.   | Année 2019 C.F.   | Année 2020 C.F.     | Année 2021 C.F.  | Année 2022 C.F. | URE-urif    | TOTAL A.R.T.T.C     |
|------------------------------|----------|--------|----------------------------|-------------------|-------------------|------------------|-------------------|------------------|-------------------|-------------------|---------------------|------------------|-----------------|-------------|---------------------|
|                              |          | 3033   | CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL | 0,00              | 0,00              | 0,00             | 0,00              | 0,00             | 280 000,00        | 200 000           | 0                   | 0                | 0               | 0           | 480 000,00          |
|                              |          |        | DEPENSES                   | 0,00              | 0,00              | 0,00             | 0,00              | 0,00             | 0,00              | 0                 | 0                   | 0                | 0               | 0           | 0,00                |
|                              |          |        | SUBVENTIONS                | 0,00              | 0,00              | 0,00             | 0,00              | 0,00             | 0,00              | 0                 | 0                   | 0                | 0               | 0           | 0,00                |
|                              |          |        | FLECHES DE FINANCEMENT     | 0,00              | 0,00              | 0,00             | 0,00              | 0,00             | 280 000,00        | 200 000           | 0                   | 0                | 0               | 0           | 480 000,00          |
| <b>DEPENSES A.R.T.T.C</b>    |          |        |                            | <b>262 672,71</b> | <b>228 771,64</b> | <b>41 259,53</b> | <b>102 541,66</b> | <b>74 183,04</b> | <b>400 101,52</b> | <b>395 000,00</b> | <b>1 596 000,00</b> | <b>60 000,00</b> | <b>0,00</b>     | <b>0,00</b> | <b>3 060 431,50</b> |
| <b>SUBVENTIONS A.R.T.T.C</b> |          |        |                            | <b>42 429,37</b>  | <b>87 071,21</b>  | <b>39 546,04</b> | <b>30 756,75</b>  | <b>5 017,67</b>  | <b>29 482,33</b>  | <b>0,00</b>       | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>      | <b>0,00</b>     | <b>0,00</b> | <b>234 303,37</b>   |

**AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT**  
**DECISION MODIFICATIVE N° 2018 (Délibération du conseil municipal du 20/09/2018)**

| AUTORISATION DE PROGRAMME          | N° PROG. | N° OP. | OPERATION                            | Année 2013 C.P. | Année 2014 C.P. | Année 2015 C.P. | Année 2016 C.P. | Année 2017 C.P. | Année 2018 C.P. | Année 2019 C.P. | Année 2020 C.P. | Année 2021 C.P. | Année 2022 C.P. | Ultimeur | TOTAL A.P. TTC |
|------------------------------------|----------|--------|--------------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------|----------------|
| TRAVAUX, INFRASTRUCTURES ET V.R.D. | P017     | 3211   | Modernisation des voies Zones ZP     | 0,00            | 0,00            | 1 221 050,88    | 1 592 259,12    | 3 879,34        | 48 965,54       | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 334 320,88     |
|                                    |          |        |                                      | 0,00            | 0,00            | 4 449,30        | 7 697,32        | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00     | 0,00           |
|                                    |          |        | BESONN DE FINANCEMENT                | 0,00            | 0,00            | 11 771,58       | 151 627,60      | 3 879,34        | 48 965,54       | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 322 174,26     |
|                                    | 3109     |        | ROSTEVIL EAUX PLUVIALES              | 382 473,30      | 328 819,48      | 1 110,14        | 73 300,00       | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 706 902,82     |
|                                    |          |        | SURVENTIONS                          | 112 651,58      | 31 096,27       | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 143 747,85     |
|                                    |          |        | BESONN DE FINANCEMENT                | 249 821,72      | 297 723,21      | 1 110,14        | 73 300,00       | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 622 155,07     |
|                                    | 2076     |        | PARC JEAN ROYERE                     | 58 965,79       | 3 204,18        | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 62 259,97      |
|                                    |          |        | SURVENTIONS                          | 6 785,70        | 1 026,45        | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 7 812,25       |
|                                    |          |        | BESONN DE FINANCEMENT                | 52 179,09       | 2 277,73        | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 54 447,82      |
|                                    | 3101     |        | CLAUDE REPACHE-BROITE                | 44 601,68       | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 44 601,68      |
|                                    |          |        | SURVENTIONS                          | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 0,00           |
|                                    |          |        | BESONN DE FINANCEMENT                | 44 601,68       | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 44 601,68      |
|                                    | 3208     |        | Pièce de Rolland & Pevris Carrot     | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 0,00           |
|                                    |          |        | SURVENTIONS                          | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 0,00           |
|                                    |          |        | BESONN DE FINANCEMENT                | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 0,00           |
|                                    | 3139     |        | Restauration Rampes du Loch          | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 0,00           |
|                                    |          |        | SURVENTIONS                          | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 0,00           |
|                                    |          |        | BESONN DE FINANCEMENT                | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 0,00           |
|                                    | 3215     |        | PYRAGE PONT DE ST-GOUSTAN            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 7 680,00        | 1 020,00        | 118 100,00      | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 126 800,00     |
|                                    |          |        | SURVENTIONS                          | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 57 280,00       | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 57 280,00      |
|                                    |          |        | BESONN DE FINANCEMENT                | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 7 680,00        | 1 020,00        | 60 820,00       | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 69 200,00      |
|                                    | 3218     |        | BOURNES ELECTRIQUES                  | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 0,00           |
|                                    |          |        | SURVENTIONS                          | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 0,00           |
|                                    |          |        | BESONN DE FINANCEMENT                | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 0,00           |
|                                    | 3200     |        | ARRANGEMENT PARKING LYDES & FRANKLYN | 194 270,69      | 12 363,68       | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 206 634,37     |
|                                    |          |        | SURVENTIONS                          | 104 516,50      | 7 129,20        | 22 800,00       | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 134 445,00     |
|                                    |          |        | BESONN DE FINANCEMENT                | 89 754,09       | 5 234,48        | -2 800,00       | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 72 193,37      |
|                                    | 3214     |        | ARCADES DU COLLEGE LE VIGOR Steurs   | 0,00            | 0,00            | 63 923,40       | 73 868,04       | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 137 791,44     |
|                                    |          |        | SURVENTIONS                          | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 22 000,00       | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 22 000,00      |

| AUTORISATION DE PROGRAMME | N° PROG. | N° OP. | OPERATION             | Année 2013 C.F. | Année 2014 C.F. | Année 2015 C.F. | Année 2016 C.F. | Année 2017 C.F. | Année 2018 C.F. | Année 2019 C.F. | Année 2020 C.F. | Année 2021 C.F. | Année 2022 C.F. | Ultimeur | TOTAL A.P. TTC |
|---------------------------|----------|--------|-----------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------|----------------|
|                           |          |        | BESOIN DE FINANCEMENT | 0,00            | 0,00            | 63 923,40       | 51 988,04       | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0        | 115 791,44     |
|                           |          |        | DEPENSES              | 0,00            | 0,00            | 0               | 0,00            | 45 783,60       | 4 216,40        | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 50 000,00      |
|                           |          | 321    | PARKING MEMOIZ        | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 0,00           |
|                           |          |        | SUBVENTIONS           | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 0,00           |
|                           |          |        | BESOIN DE FINANCEMENT | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 45 783,60       | 4 216,40        | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 50 000,00      |
|                           |          |        |                       | 660 301,66      | 344 492,34      | 187 194,42      | 314 373,16      | 50 682,94       | 171 271,94      | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00     | 1 728 316,46   |
|                           |          |        |                       | 223 954,08      | 39 251,92       | 27 248,30       | 29 697,32       | 0,00            | 57 280,00       | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00     | 377 432,62     |
| DEPENSES AP               |          |        |                       |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |          |                |
| SUBVENTIONS AP            |          |        |                       |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |          |                |

## AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PaiEMENT. =

| AUTORISATION DE PROGRAMME          | N° PROG. | N° OP. | OPERATION                          | Année 2013 C.P. | Année 2014 C.P. | Année 2015 C.P. | Année 2016 C.P. | Année 2017 C.P. | Année 2018 C.P. | Année 2019 C.P. | Année 2020 C.P. | Année 2021 C.P. | Année 2022 C.P. | Ultimeur | TOTAL AP TTC |
|------------------------------------|----------|--------|------------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------|--------------|
| EQUIPEMENT MULTIFONCTIONS LA FORET | P018     | 3125   | EQUIPEMENT MULTIFONCTIONS LA FORET | 3 323,42        | 0,00            | 417,60          | 0               | 12 693,60       | 287 306,40      | 2 014 000,00    | 1 800 000       | 0               | 0               |          | 4 117 941,02 |
|                                    |          |        | DEPENSES                           | 1 473,00        | 0,00            | 0,00            | 0               | 0,00            | 211 500,00      | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0        | 212 973,00   |
|                                    |          |        | SUBVENTIONS                        | 2 050,42        | 0,00            | 417,60          | 0               | 12 693,60       | 75 806,40       | 2 014 000,00    | 1 800 000       | 0               | 0               | 0        | 3 904 968,02 |
|                                    |          |        | BESOIN DE FINANCEMENT              | 3 523,42        | 0,00            | 417,60          | 0               | 12 693,60       | 287 306,40      | 2 014 000,00    | 1 800 000       | 0               | 0               | 0        | 4 117 941,02 |
| DEPENSES AP                        |          |        |                                    | 1 473,00        | 0,00            | 0,00            | 0               | 0,00            | 211 500,00      | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0        | 212 973,00   |
| SUBVENTIONS AP                     |          |        |                                    | 2 050,42        | 0,00            | 417,60          | 0               | 12 693,60       | 75 806,40       | 2 014 000,00    | 1 800 000       | 0               | 0               | 0        | 3 904 968,02 |
|                                    |          |        |                                    | 3 523,42        | 0,00            | 417,60          | 0               | 12 693,60       | 287 306,40      | 2 014 000,00    | 1 800 000       | 0               | 0               | 0        | 4 117 941,02 |
|                                    |          |        |                                    | 1 473,00        | 0,00            | 0,00            | 0               | 0,00            | 211 500,00      | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0        | 212 973,00   |

## AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT =

| AUTORISATION DE PROGRAMME   | N° PROG. | N° OP. | OPERATION                   | Année 2013 C.P. | Année 2014 C.P. | Année 2015 C.P. | Année 2016 C.P. | Année 2017 C.P. | Année 2018 C.P. | Année 2019 C.P. | Année 2020 C.P. | Année 2021 C.P. | Année 2022 C.P. | Ultimeur | TOTAL A.P TTC |
|-----------------------------|----------|--------|-----------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------|---------------|
| POLE NAUTIQUE DE ST-GOUSTAN | P019     | 3136   | POLE NAUTIQUE DE ST-GOUSTAN | 29 991,07       | 18 801,80       | 101 306,04      | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 149 698,71    |
|                             |          |        | DEPENSES                    | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 0,00          |
|                             |          |        | SUBVENTIONS                 | 29 991,07       | 18 801,80       | 101 306,04      | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 149 698,71    |
|                             |          |        | BESOIN DE FINANCEMENT       | 29 991,07       | 18 801,80       | 101 306,04      | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 149 698,71    |
| DEPENSES AP                 |          |        |                             | 29 991,07       | 18 801,80       | 101 306,04      | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 149 698,71    |
| SUBVENTIONS AP              |          |        |                             | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 0,00          |

## AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT =

| AUTORISATION DE PROGRAMME              | N° PROG. | N° OP. | OPERATION                               | Année 2013 C.P. | Année 2014 C.P. | Année 2015 C.P. | Année 2016 C.P. | Année 2017 C.P. | Année 2018 C.P. | Année 2019 C.P. | Année 2020 C.P. | Année 2021 C.P. | Année 2022 C.P. | Ultérieur | TOTAL A.P. TTC |
|----------------------------------------|----------|--------|-----------------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------|----------------|
| RESTRUCTURATION LOCAUX HÔTELS DE VILLE | 0021     | 3006   | Restructuration Accueil Hôtels de ville | 0,00            | 4 260,00        | 328 031,96      | 28 979,04       | 17 905,68       | 8 635,99        | 0               | 0               | 0               | 0               | 0         | 387 815,67     |
|                                        |          |        | DEPENSES                                | 0,00            | 0,00            | 73 367,35       | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0         | 73 367,35      |
|                                        |          |        | SUBVENTIONS                             | 0,00            | 0,00            | 254 664,61      | 28 979,04       | 17 905,68       | 8 635,99        | 0               | 0               | 0               | 0               | 0         | 314 449,32     |
|                                        |          |        | BESOIN DE FINANCEMENT                   | 0,00            | 4 260,00        | 328 031,96      | 28 979,04       | 17 905,68       | 8 635,99        | 0               | 0               | 0               | 0               | 0         | 387 815,67     |
| DEPENSES AP                            |          |        |                                         | 0,00            | 4 260,00        | 328 031,96      | 28 979,04       | 17 905,68       | 8 635,99        | 0               | 0               | 0               | 0               | 0         | 387 815,67     |
| SUBVENTIONS AP                         |          |        |                                         | 0,00            | 0,00            | 73 367,35       | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0         | 73 367,35      |

## AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT =

| AUTORISATION DE PROGRAMME            | N° PROG. | N° OP. | OPERATION                                | Année 2013 C.P. | Année 2014 C.P. | Année 2015 C.P. | Année 2016 C.P. | Année 2017 C.P. | Année 2018 C.P. | Année 2019 C.P. | Année 2020 C.P. | Année 2021 C.P. | Année 2022 C.P. | UNITEUR | TOTAL A.P. TTC |            |
|--------------------------------------|----------|--------|------------------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|---------|----------------|------------|
| PROGRAMME DE RENOVATION DE LA VORRIE | P022     | 3201   | RUE DU VERGER                            | 140 713,45      | 320 683,41      | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00    | 441 396,89     |            |
|                                      |          |        |                                          | 164 047,36      | 57 404,25       | 6 840,00        | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00    | 0,00           | 228 292,20 |
|                                      |          |        |                                          | -29 304,30      | 263 279,16      | -6 840,00       | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00    | 0,00           | 0,00       |
|                                      |          | 3207   | RUE DU HAIT                              | 0,00            | 2 088,00        | 0,00            | 0,00            | 1 76 198,44     | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00    | 178 206,44     |            |
|                                      |          |        |                                          | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 1 770,00        | 0,00            | 36 678,00       | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00    | 38 448,00      |            |
|                                      |          |        |                                          | 0,00            | 2 088,00        | 0,00            | -1 770,00       | 1 76 198,44     | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00    | 139 837,84     |            |
|                                      |          | 3213   | Avenue de Gaulle EP + Erabroggi + Voirie | 0,00            | 0,00            | 267 569,16      | 164 348,89      | 593 068,79      | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00    | 1 024 986,84   |            |
|                                      |          |        |                                          | 0,00            | 0,00            | 47 630,09       | 26 550,34       | 0,00            | 4 167,00        | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00    | 78 348,23      |            |
|                                      |          |        |                                          | 0,00            | 0,00            | 219 930,27      | 137 790,55      | 593 068,79      | -4 167,00       | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00    | 946 622,61     |            |
|                                      |          | 3216   | Parking St-Joseph                        | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 12 604,20       | 51 098,35       | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00    | 63 702,55      |            |
|                                      |          |        |                                          | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 16 666,00       | 4 167,00        | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00    | 20 833,00      |            |
|                                      |          |        |                                          | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 12 604,20       | 34 432,35       | -4 167,00       | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00    | 42 869,55      |            |
|                                      |          |        |                                          |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |         |                |            |
|                                      |          |        |                                          |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |         |                |            |
|                                      |          |        |                                          |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |         |                |            |
|                                      |          |        |                                          |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |         |                |            |
|                                      |          |        |                                          |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |         |                |            |
|                                      |          |        |                                          |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |         |                |            |
| DEPENSES AP                          |          |        |                                          | 140 713,45      | 322 771,41      | 267 569,16      | 175 953,09      | 820 365,58      | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00    | 1 729 372,69   |            |
| SUBVENTIONS AP                       |          |        |                                          | 164 047,36      | 57 404,25       | 54 478,89       | 29 328,94       | 16 666,00       | 45 012,00       | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00    | 365 530,03     |            |

## AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT =

| AUTORISATION<br>PROGRAMME                      | N° PROG. | N° OP. | OPERATION                                  | Année 2013<br>C.P. | Année 2014<br>C.P. | Année 2015<br>C.P. | Année 2016<br>C.P. | Année 2017<br>C.P. | Année 2018<br>C.P. | Année 2019<br>C.P. | Année 2020<br>C.P. | Année 2021<br>C.P. | Année 2022<br>C.P. | Uténeur  | TOTAL A.P. TTC  |
|------------------------------------------------|----------|--------|--------------------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|----------|-----------------|
| PLAN D'ECHANGE<br>MULTIMODAL - GARE<br>D'AURAY | P923     | 3077   | BIAN DECHANCE<br>MULTIMODAL - GARE D'AURAY | 3 524,88           | 0,00               | 0,00               | 0                  | 0,00               | 0,00               | 0                  | 0                  | 0                  | 0                  | 0        | 3 524,88        |
|                                                |          |        |                                            | 0,00               | 0,00               | 0,00               | 0                  | 0,00               | 0,00               | 0                  | 0                  | 0                  | 0                  | 0        | 0,00            |
|                                                |          |        | SUBVENTIONS                                | 0,00               | 0,00               | 0,00               | 0                  | 0,00               | 0,00               | 0                  | 0                  | 0                  | 0                  | 0        | 0,00            |
|                                                |          |        | BESON DE<br>FINANCEMENT                    | 3 524,88           | 0,00               | 0,00               | 0                  | 0,00               | 0,00               | 0                  | 0                  | 0                  | 0                  | 0        | 3 524,88        |
| DEPENSES AP                                    |          |        |                                            | <b>3 524,88</b>    | <b>0,00</b>        | <b>0,00</b>        | <b>0</b>           | <b>0,00</b>        | <b>0,00</b>        | <b>0</b>           | <b>0</b>           | <b>0</b>           | <b>0</b>           | <b>0</b> | <b>3 524,88</b> |
| SUBVENTIONS AP                                 |          |        |                                            | <b>0,00</b>        | <b>0,00</b>        | <b>0,00</b>        | <b>0</b>           | <b>0,00</b>        | <b>0,00</b>        | <b>0</b>           | <b>0</b>           | <b>0</b>           | <b>0</b>           | <b>0</b> | <b>0,00</b>     |

## AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT =

| AUTORISATION DE PROGRAMME | N° OP | OPERATION               | Année 2013 C.P. | Année 2014 C.P. | Année 2015 C.P. | Année 2016 C.P. | Année 2017 C.P. | Année 2018 C.P. | Année 2019 C.P. | Année 2020 C.P. | Année 2021 C.P. | Année 2022 C.P. | UN:eur | TOTAL A.P TTC |
|---------------------------|-------|-------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|--------|---------------|
| PISTE D'ATHLETISME LOCH   | 3143  | PISTE D'ATHLETISME LOCH | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 2 100,00        | 30 900,00       | 1 000 000       | 0               | 0               | 0               | 0      | 1 033 000,00  |
|                           |       | DEPENSES                | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0      | 0,00          |
|                           |       | SUBVENTIONS             | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0      | 0,00          |
|                           |       | RESERVE DE PAIEMENT     | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 2 100,00        | 30 900,00       | 1 000 000       | 0               | 0               | 0               | 0      | 1 033 000,00  |
| DEFENSES AP               |       |                         | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 2 100,00        | 30 900,00       | 2 000 000       | 0               | 0               | 0               | 0      | 1 033 000,00  |
| SUBVENTIONS AP            |       |                         | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0      | 0,00          |

## AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT =

| AUTORISATION DE PROGRAMME          | N° PROG. | N° OP. | OPERATION                                                                    | Année 2013 C.P. | Année 2014 C.P. | Année 2015 C.P. | Année 2016 C.P. | Année 2017 C.P. | Année 2018 C.P. | Année 2019 C.P. | Année 2020 C.P. | Année 2021 C.P. | Année 2022 C.P. | Uniteur | TOTAL A.P. TTC |
|------------------------------------|----------|--------|------------------------------------------------------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|---------|----------------|
| AMENAGEMENT URBAIN DU CENTRE-VILLE | 2027     | 2210   | AMENAGEMENT DE LA PLACE DE LA REPUBLIQUE A PL.G DESHAYES + PARVIS + PARKINGS | 0,00            | 0,00            | 104 166,80      | 407 047,08      | 1 697 019,20    | 1 326 676,90    | 0               | 0               | 0               | 0               | 0       | 3 534 911,98   |
|                                    |          |        | DEPENSES                                                                     | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0       | 0,00           |
|                                    |          |        | SUBVENTIONS                                                                  | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 50 880,00       | 0,00            | 1 600 020,00    | 0               | 0               | 0               | 0               | 0       | 1 749 900,00   |
|                                    |          |        | BESOIN DE FINANCEMENT                                                        | 0,00            | 0,00            | 104 166,80      | 356 167,08      | 1 697 019,20    | -372 343,10     | 0               | 0               | 0               | 0               | 0       | 1 785 011,98   |
|                                    |          |        |                                                                              |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |         |                |
|                                    |          | 2222   | PARKING LA PLANE                                                             | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 25 000          | 0               | 0               | 0               | 0       | 25 000,00      |
|                                    |          |        | DEPENSES                                                                     | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0       | 0,00           |
|                                    |          |        | SUBVENTIONS                                                                  | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0       | 0,00           |
|                                    |          |        | BESOIN DE FINANCEMENT                                                        | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 25 000          | 0               | 0               | 0               | 0       | 25 000,00      |
|                                    |          |        |                                                                              |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |         |                |
|                                    |          | 2223   | PARKING KEROLET                                                              | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 25 000          | 0               | 0               | 0               | 0       | 25 000,00      |
|                                    |          |        | DEPENSES                                                                     | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0       | 0,00           |
|                                    |          |        | SUBVENTIONS                                                                  | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0       | 0,00           |
|                                    |          |        | BESOIN DE FINANCEMENT                                                        | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 25 000          | 0               | 0               | 0               | 0       | 25 000,00      |
|                                    |          |        |                                                                              |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |         |                |
| DEPENSES AP                        |          |        |                                                                              | 0,00            | 0,00            | 104 166,80      | 407 047,08      | 1 697 019,20    | 1 326 676,90    | 50 000,00       | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00    | 3 534 911,98   |
| SUBVENTIONS AP                     |          |        |                                                                              | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 50 880,00       | 0,00            | 1 699 020,00    | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00    | 1 749 900,00   |

## AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT =

| AUTORISATION DE PROGRAMME     | N° PROG. | N° OP. | OPERATION                         | Année 2013 C.P. | Année 2014 C.P. | Année 2015 C.P. | Année 2016 C.P. | Année 2017 C.P. | Année 2018 C.P. | Année 2019 C.P. | Année 2020 C.P. | Année 2021 C.P. | Année 2022 C.P. | Ultimeur | TOTAL A.P TTC |
|-------------------------------|----------|--------|-----------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------|---------------|
| VALLÉE RECLUS- EAUX PLUVIALES | P008     | 3118   | VALLÉE DU RECLUS - EAUX PLUVIALES | 0,00            | 4 248           | 8 184           | 7 590           | 201 698,16      | 44 910,76       | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 266 631       |
|                               |          |        | DEPENSES                          | 0,00            | 0               | 0               | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 0             |
|                               |          |        | SUBVENTIONS                       | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 0             |
|                               |          |        | BESOIN DE FINANCEMENT             | 0,00            | 4 248           | 8 184           | 7 590           | 201 698,16      | 44 910,76       | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 266 631       |
| DEPENSES AP                   |          |        |                                   | 0,00            | 4 248           | 8 184           | 7 590           | 201 698,16      | 44 910,76       | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 266 631       |
| SUBVENTIONS AP                |          |        |                                   | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 0             |

## AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT =

| AUTORISATION DE PROGRAMME | N° PROG. | N° OP. | OPERATION                         | Année 2013 C.P. | Année 2014 C.P. | Année 2015 C.P. | Année 2016 C.P. | Année 2017 C.P.  | Année 2018 C.P.   | Année 2019 C.P. | Année 2020 C.P. | Année 2021 C.P. | Année 2022 C.P. | Ultimeur    | TOTAL AP TTC      |
|---------------------------|----------|--------|-----------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|------------------|-------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-------------|-------------------|
| SKATEPARK                 | P030     | 314    | SKATEPARK                         | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 18 156,30        | 481 843,70        | 0               | 0               | 0               | 0               | 0           | 500 000,00        |
|                           |          |        |                                   | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0,00             | 20 883,00         | 0               | 0               | 0               | 0               | 0           | 20 883,00         |
|                           |          |        | SUBVENTIONS PERSONNE FINANCIEMENT | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 18 156,30        | 460 960,70        | 0               | 0               | 0               | 0               | 0           | 479 117,00        |
| DEPENSES AP               |          |        |                                   | <b>0,00</b>     | <b>0,00</b>     | <b>0,00</b>     | <b>0,00</b>     | <b>18 156,30</b> | <b>481 843,70</b> | <b>0,00</b>     | <b>0,00</b>     | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>    | <b>500 000,00</b> |
| SUBVENTIONS AP            |          |        |                                   | <b>0,00</b>     | <b>0,00</b>     | <b>0,00</b>     |                 | <b>0,00</b>      | <b>20 883,00</b>  | <b>0,00</b>     | <b>0,00</b>     | <b>#REF !</b>   | <b>#REF !</b>   | <b>0,00</b> | <b>20 883,00</b>  |

## AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT =

| AUTORISATION DE PROGRAMME | N° PROG. | N° OP. | OPERATION             | Année 2013 C.P. | Année 2014 C.P. | Année 2015 C.P. | Année 2016 C.P. | Année 2017 C.P. | Année 2018 C.P. | Année 2019 C.P. | Année 2020 C.P. | Année 2021 C.P. | Année 2022 C.P. | Ultimeur | TOTAL A.P. TTC |
|---------------------------|----------|--------|-----------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------|----------------|
| VIDEO PROTECTION          | PI03     | 3220   | VIDEO PROTECTION      | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 6 720,00        | 269 280,00      | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 276 000,00     |
|                           |          |        | SUBVENTIONS           | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 0,00           |
|                           |          |        | BESOIN DE FINANCEMENT | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 6 720,00        | 269 280,00      | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 276 000,00     |
| DEPENSES AP               |          |        |                       | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 6 720,00        | 269 280,00      | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0,00     | 276 000,00     |
| PRELEVEMENTS AP           |          |        |                       | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0,00     | 0,00           |

Envoyé à la Sous-Préfecture le 16/04/2018  
Compte-rendu affiché le 16/04/2018  
Reçu par la Sous-Préfecture le 16/04/2018

## **INTERVENTIONS :**

**M. LE SAUCE :** Au risque de se répéter car ce qui relève de ce bordereau a été partiellement abordé lors du débat sur le BP 2018. Les AP/CP traduisent la mise en œuvre d'une partie, et non en totalité, de votre PPI, le Plan Prévisionnel d'Investissements, qui semble avec ce qui vient d'être dit plutôt votre Plan Personnel d'Investissements. Elles sont ajustées au fil de l'eau suivant l'évolution des travaux. J'ai bien relevé votre intervention concernant le besoin de visibilité financière pour couvrir les dépenses du PPI de la Communauté de Communes d'AQTA lors du dernier Conseil communautaire. Je n'en demande pas mieux pour la commune d'Auray. Vous venez de nous éclairer un peu mais il existe des commissions pour travailler ensemble sur ces projets et il faut le dire, il y a peu de réunions de commission alors que les montants annoncés sont conséquents. Nous pourrions être un peu plus associés aux réflexions, une fois que vous avez fait vos choix politiques.

De 2019 à 2021, le besoin de financement des opérations reprises en AP/CP est de 7 286 000 €; certaines opérations sont bien identifiées telles que les travaux à St Goustan (le pont et le quai Martin), l'équipement Jeunesse pour 1,7 M€, l'équipement sportif de La Forêt pour 4,2 M€, la piste d'athlétisme pour 1 M€, 480 000 € pour le CTM, et je partage ce qui a été dit sur ce dernier point : il est en effet excessif d'engager une telle dépense au CTM alors que des bureaux existent au Penher, aménagés pour un montant de 1,6 M€ afin de répondre aux besoins des salariés et de la population.

Ce qui m'interpelle dans ce bordereau, c'est qu'il n'y a pas d'AP/CP pour la voirie (sauf 225 000 € pour les parkings), ni pour l'Hôtel Dieu et les halles pour lesquels vous bénéficiez d'une subvention de l'Etat et de la Région, les 2 M€ évoqués lors du DOB. Vous venez seulement de nous donner le détail des coûts de ces deux projets en séance aujourd'hui pour expliciter l'inscription de la subvention exceptionnelle de 1,4 M € inscrite au BP 2018 ; il aurait été plus correct de nous remettre sur table une nouvelle maquette des AP/CP avec ces éléments.

Comment va t'on couvrir ce besoin de financement de plus de 7 M€ des seules AP/CP dans les 3 ans à venir, auxquels il faut ajouter les montants de la face cachée de votre PPI soit au moins 10 M€, car il faut prendre en compte les opérations ordinaires d'investissement réalisées tous les ans qui à titre d'exemple s'élèvent à plus de 3,4 M€ en 2018 ? Donc comment va t'on couvrir ces 17 millions d'€ ? A quelle hauteur vont être les AP/CP pour l'Hôtel Dieu et les Halles dont on connaît les montants de travaux aujourd'hui même, qu'il faudra ajouter à ces 17 M€ ? J'avais noté la Chapelle Saint-Esprit que je ne vois plus. En clair, pour votre PPI, qui approche les 20 M€, quelle visibilité avez-vous en terme de recettes ?

**M. LE MAIRE :** je n'ai rien contre une présentation du PPI et je veux bien qu'on le décide ce soir. Le PPI existe, il tient la route et a été sérieusement étudié. Il va falloir le rafraîchir avec les 3 projets de l'appel à projets Etat Région. Il va falloir corriger quelques chiffres comme ceux du site sportif de La Forêt, ce n'est pas 4,100 M€ comme indiqué mais plutôt 3,5 M€. Je n'ai aucune objection à ce que le PPI soit présenté à la Commission finances, budget que je préside.



## **7- DF - TAXES DIRECTES LOCALES - VOTE DES TAUX POUR L'ANNEE 2018**

### **TAXE D'HABITATION**

#### **TAXE SUR LE FONCIER BATI**

#### **TAXE SUR LE FONCIER NON BATI**

Monsieur Joseph ROCHELLE, 7ème Adjoint, expose à l'assemblée :

Les collectivités territoriales et leurs groupements à fiscalité propre doivent voter les taux des impositions directes locales perçues à leur profit avant le 15 avril de chaque année.

Pour l'année 2017, les produits rectifiés s'établissent de la façon suivante ( état 1288 M)

| 2017                                        | Taux    | Bases      | Produit          |
|---------------------------------------------|---------|------------|------------------|
| Taxe d'habitation                           | 16,67 % | 19 486 426 | 3 248 387        |
| Taxe d'habitation sur les locaux vacants    | 16,67 % | 182 046    | 30 347           |
| Taxe foncière sur les propriétés bâties     | 28,79 % | 15 825 344 | 4 556 297        |
| Taxe foncière sur les propriétés non bâties | 62,82 % | 47 850     | 30 059           |
| <b>TOTAL</b>                                |         |            | <b>7 865 090</b> |

Pour 2018, la prévision est restée prudente en tenant compte essentiellement de l'indexation des bases votée en Loi de Finances. L'hypothèse d'évolution retenue de la taxe d'habitation et de la taxe foncière sur les propriétés bâties est de 1,13%.

Il est proposé de maintenir les taux de fiscalité.

| Estimation 2018                             | Taux    | Bases      | Produit          |
|---------------------------------------------|---------|------------|------------------|
| Taxe d'habitation                           | 16,67 % | 19 705 891 | 3 284 972        |
| Taxe d'habitation sur les locaux vacants    | 16,67 % | 182 046    | 30 347           |
| Taxe foncière sur les propriétés bâties     | 28,79 % | 16 004 210 | 4 607 612        |
| Taxe foncière sur les propriétés non bâties | 62,82 % | 47 850     | 30 059           |
| <b>TOTAL</b>                                |         |            | <b>7 952 990</b> |

Une fois les bases notifiées par les services fiscaux, les montants des produits seront ajustés dans le cadre de la première décision modificative de l'exercice 2018.

A reçu un avis favorable en Municipalité du 03/04/2018,

A reçu un avis favorable en Commission Finances, Budget du 29/03/2018,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés ( 33 voix pour),

Le Conseil municipal :

- **APPROUVE** le maintien en 2018, à leur niveau de 2017, des taux d'imposition des trois taxes directes locales

- taxe d'habitation : 16,67 %,

- taxe foncière (bâti) : 28,79 %,

- taxe foncière (non bâti) : 62,82 %

- **DECIDE** d'inscrire au budget 2018 de la commune (article 73111 : taxes foncières et d'habitation) un produit fiscal de 7 952 990 €

|                                                                                             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|
| Envoyé à la Sous-Préfecture le<br>Compte-rendu affiché le<br>Reçu par la Sous-Préfecture le |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|

## **8- DF - CONVENTIONS D'ASSOCIATION AVEC LES ECOLES ELEMENTAIRES ET MATERNELLES PRIVEES. FIXATION DU MONTANT DE LA PARTICIPATION 2018**

Madame Françoise NAEL, 8ème Adjointe, expose à l'assemblée :

L'article L.442-5 du code de l'éducation pose un principe de parité entre les établissements publics et privés sous contrat d'association avec l'Etat et dispose que « les dépenses de fonctionnement des classes sous contrat sont prises en charge dans les mêmes conditions que celles des classes correspondantes de l'enseignement public ».

La circulaire n°2012-025 du 15 février 2012 précisant les règles de prise en charge par les communes des dépenses de fonctionnement des écoles privées sous contrat, établit dans son annexe la liste des dépenses obligatoires et facultatives à prendre en compte pour la contribution communale. Cette circulaire abroge et remplace la circulaire n°2007-142 du 27 août 2007.

En application des principes définis par cette circulaire, le calcul du coût d'un élève scolarisé à AURAY a été réalisé en se basant sur les chiffres arrêtés au compte administratif 2016. Il en ressort que le coût est de 1023 € par élève scolarisé en classe de maternelle et de 286 € par élève scolarisé en classe élémentaire.

La participation de la ville aux frais de fonctionnement des écoles privées pour l'année 2018 sera donc basée sur ces montants.

### Propositions de participations 2018

| Etablissement          | Elémentaire                                          |                                                                         |                                                           | Maternelle                                                      |                                                                          |                                                                                                   | TOTAL                                |
|------------------------|------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|
|                        | (1)<br>Effectif<br>élémentaire<br>enfants<br>d'Auray | (2)<br>Participation<br>de la<br>commune<br>d'Auray par<br>élève Alréen | (3) = (1) X (2)<br>Participation<br>pour<br>l'élémentaire | (1')<br>Effectif pré-<br>élémentaire<br>(Maternelle)<br>d'Auray | (2')<br>Participation<br>de la<br>commune<br>d'Auray par<br>élève Alréen | (3') = (1')<br>X (2')<br>Participati<br>on pour le<br>pré-<br>élémentair<br>e<br>(Maternell<br>e) | (3) + (3')<br>Total<br>participation |
| Ecole Gabriel Deshayes | 135                                                  | 286 €                                                                   | 38 610 €                                                  | 75                                                              | 1 023 €                                                                  | 76 725 €                                                                                          | 115 335 €                            |
| Ecole Sainte Thérèse   | 107                                                  | 286 €                                                                   | 30 602 €                                                  | 76                                                              | 1 023 €                                                                  | 68 541 €                                                                                          | 99 143 €                             |
| Ecole DIWAN            | 13                                                   | 286 €                                                                   | 3 718 €                                                   | 9                                                               | 1 023 €                                                                  | 23 529 €                                                                                          | 27 247 €                             |
| Total                  | 255                                                  | 286 €                                                                   | 72 930 €                                                  | 194                                                             | 1 023 €                                                                  | 168 795 €                                                                                         | 241 725 €                            |

Pour mémoire aides accordées en 2017

| Elémentaire | Maternelle | TOTAL |
|-------------|------------|-------|
|-------------|------------|-------|

| Etablissement          | (1)<br>Effectif<br>élémentaire<br>enfants<br>d'Auray | (2)<br>Participation<br>de la<br>commune<br>d'Auray par<br>élève Alréen | (3) = (1) X (2)<br>Participation<br>pour<br>l'élémentaire | (1')<br>Effectif<br>pré-<br>élémentaire<br>(Maternelle)<br>d'Auray | (2')<br>Participation<br>de la<br>commune<br>d'Auray par<br>élève Alréen | (3') = (1')<br>X (2')<br>Participation pour le<br>pré-<br>élémentaire<br>(Maternelle) | (3) + (3')<br>Total<br>participation |
|------------------------|------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|
| Ecole Gabriel Deshayes | 122                                                  | 325 €                                                                   | 39 650 €                                                  | 84                                                                 | 982 €                                                                    | 82 488 €                                                                              | 122 138 €                            |
| Ecole Sainte Thérèse   | 115                                                  | 325 €                                                                   | 37 375 €                                                  | 76                                                                 | 982 €                                                                    | 74 632 €                                                                              | 112 007 €                            |
| Ecole DIWAN            | 7                                                    | 325 €                                                                   | 2 275 €                                                   | 9                                                                  | 982 €                                                                    | 8 838 €                                                                               | 11 113 €                             |
| Total                  | 244                                                  | 325 €                                                                   | 79 300 €                                                  | 194                                                                | 982 €                                                                    | 165 958 €                                                                             | 245 258 €                            |

Les crédits nécessaires ont été inscrits dans le projet de budget principal de la Ville pour l'exercice 2018– article 6574(8) Fonction 213.

A reçu un avis favorable en Municipalité du 03/04/2018,  
A reçu un avis favorable en Commission Finances, Budget du 29/03/2018,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés ( 33 voix pour),

Le Conseil municipal :

- **ADOPTÉ** et **FIXÉ**, comme indiqué dans le tableau ci-dessous, la participation financière pour l'année 2018 de la commune, aux frais de fonctionnement des écoles Gabriel Deshayes, Sainte Thérèse et Diwan.

- **AUTORISE** le Maire à signer la convention jointe avec
- L'OGEC (Organisme de Gestion de l'Enseignement Catholique) Gabriel Deshayes
  - L'OGEC (Organisme de Gestion de l'Enseignement Catholique) Sainte-Thérèse
  - L'AEP (Association d'Éducation Populaire) Diwan.

**CONTRAT D'ASSOCIATION N°**

**PARTICIPATION COMMUNALE AUX DEPENSES DE FONCTIONNEMENT MATÉRIEL DES CLASSES DES  
ECOLES PRIVEES BENEFICIANT DU REGIME DE CONTRAT D'ASSOCIATION  
(LOI N°59.1557 DU 31 DECEMBRE 1959 MODIFIEE)**

**CONVENTION**

Entre Jean DUMOULIN, Maire d'AURAY, agissant pour le compte de la Commune,

Et Mxxxxxxxxxxxxx, agissant en qualité de Directeur de l'Ecole Privée xxxxxxxxxxxxxxxxx,

Et Mxxxxxxxxxxxxx, agissant en qualité de Président de l'XXXXX "Ecole privée xxxxxxxxxxxxxxxxx" à AURAY, personne morale civilement responsable de la gestion de l'Etablissement et ayant la jouissance des biens meubles et immeubles.

Après avoir pris connaissance des dispositions réglementaires édictées par l'article 7 du décret N°60-390 du 22 Avril 1960 et des conséquences entraînées par l'application de ces dispositions :

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : La Commune d'AURAY prend en charge les dépenses de fonctionnement (matériel) des classes élémentaires et préélémentaires(maternelles) de **L'ECOLE PRIVEE xxxxxxxxxxxxxxxxx** bénéficiant du régime de contrat d'association par contrat n° xxx CA en date du xx/xx/xxxx, pour les dépenses de fonctionnement conformément au tableau ci-annexé.

ARTICLE 2 : La participation financière de la commune est fixée, comme suit pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2018.

- **286,00 €** par élève de classe élémentaire,
- **1023,00 €** par élève de classe préélémentaires (maternelles)

| Etablissement | (1)<br>Effectif<br>élémentaire<br>enfants<br>d'Auray | (2)<br>Participati<br>on de la<br>commune<br>d'Auray<br>par élève<br>Alréen | (3) = (1) X<br>(2)<br>Participatio<br>n pour<br>l'élémentair<br>e | (1')<br>Effectif<br>pré-<br>élémentai<br>re<br>(Maternel<br>le)<br>d'Auray | (2')<br>Participati<br>on de la<br>commune<br>d'Auray<br>par élève<br>Alréen | (3') = (1')<br>X (2')<br>Participati<br>on pour le<br>pré-<br>élémentair<br>e<br>(Maternell<br>e) | (3) + (3')<br>Total<br>participation |
|---------------|------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|
|               |                                                      |                                                                             |                                                                   |                                                                            |                                                                              |                                                                                                   |                                      |
|               |                                                      |                                                                             |                                                                   |                                                                            |                                                                              |                                                                                                   |                                      |

ARTICLE 3 : Le mandatement de la prise en charge communale sera effectué par mandat administratif émis au profit du Président de l'Organisme de Gestion de l'établissement et imputé à l'article 6574 de la fonction 213 du budget communal.

Le versement sera effectué trimestriellement(Mars, Juin, Novembre) au vu d'un état des élèves présents à la rentrée de septembre 2017.

ARTICLE 4 : En complément de contrôle financier de la Recette Perception d'Auray, L'organisme de gestion s'engage à fournir à l'administration municipale les documents financiers relatifs au dernier exercice clos pour justifier de l'utilisation des sommes perçues.

ARTICLE 5 : Dans l'attente du vote du budget primitif 2019, l'établissement percevra une avance de 1/3 du montant accordée en 2018.

ARTICLE 6 : La présente convention qui prend effet au 1<sup>er</sup> janvier 2018 est établie pour une durée d'un an.

Elle sera annulée de plein droit en cas de résiliation du contrat liant l'établissement à l'Etat.

Chaque année, elle pourra être soumise à révision par simple avenant.

Fait en quatre exemplaires, à AURAY, le

Le Chef d'Etablissement,

Le Président de l'association  
Gestionnaire

Le Maire,

Envoyé à la Sous-Préfecture le 16/04/2018  
Compte-rendu affiché le 16/04/2018  
Reçu par la Sous-Préfecture le 16/04/2018

## **9- DF - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'EQUILIBRE AU BUDGET DU CCAS**

Monsieur Joseph ROCHELLE, 7ème Adjoint, expose à l'assemblée :

Le budget du CCAS est équilibré par une subvention versée par le Budget Principal de la Ville d'Auray.

Pour 2018, la subvention communale devrait s'établir à la hauteur de 548 000 € avec :

- 514 000 € pour l'équilibre du budget principal du CCAS
- 34 000 € pour l'équilibre du budget de la Réussite éducative.

La subvention 2018 augmente de 23 000 € en raison du besoin de financement du budget réussite éducative suite à la réduction de l'excédent cumulé, d'une augmentation des dépenses et d'une baisse de la subvention de l'Etat.

L'évolution de la subvention pour les années 2014 à 2018 s'établit comme suit :

| 2014      | 2015      | 2016      | 2017      | 2018      |
|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 615 000 € | 585 000 € | 585 000 € | 525 000 € | 548 000 € |

Les crédits nécessaires seront inscrits au Budget – exercice 2018 – article 657362.

Dans l'attente du vote du budget primitif 2019, le CCAS pourra, en fonction de ses besoins de trésorerie, percevoir une avance de 50 % du montant accordé en 2018.

A reçu un avis favorable en Municipalité du 03/04/2018,  
A reçu un avis favorable en Commission Finances, Budget du 29/03/2018,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés ( 33 voix pour),

Le Conseil municipal :

- **ATTRIBUE** une subvention d'équilibre de 548 000 € au Centre Communal d'Action Sociale de la commune d'Auray au titre de l'exercice 2018

- **ACCORDE** une avance de 50 % du montant de 2018 pour l'exercice 2019 en attente du vote du budget primitif.

Envoyé à la Sous-Préfecture le 16/04/2018  
Compte-rendu affiché le 16/04/2018  
Reçu par la Sous-Préfecture le 16/04/2018

## **INTERVENTIONS :**

**M. GRUSON** : je voudrais juste souligner que le budget du CCAS n'a pas encore été discuté et voté en Conseil d'administration puisque les 2 réunions ont été annulées.

**M. LE MAIRE** : en effet la première a été annulée et la deuxième reportée faute de quorum. La prochaine réunion est prévue le 12 avril prochain

## **10- DF - ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS EXERCICE 2018**

Monsieur Joseph ROCHELLE, 7ème Adjoint, expose à l'assemblée :

Les subventions attribuées par la Ville aux associations sont présentées comme suit :

A reçu un avis favorable en Municipalité du 03/04/2018,

A reçu un avis favorable en Commission Finances, Budget du 29/03/2018,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés ( 33 voix pour),

Le Conseil municipal :

- **DECIDE** au titre de l'année 2018 d'attribuer les subventions aux associations conformément au tableau présenté et établissements scolaires conformément aux annexes 1 et 2.

Les subventions attribuées par la Ville aux associations sont présentées comme suit :

|                                     | Budget 2017       | Réalisé 2017      | Budget 2018       |
|-------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Subventions d'actions et de projets | 286 797,02        | 298 569,32        | 299 041,84        |
| Amicale du personnel Mairie AURAY   | 40 225,00         | 40 225,00         | 40 382,00         |
| Provisions                          | 19 500,00         |                   | 37 191,87         |
|                                     |                   |                   |                   |
| <b>Sous-total subventions</b>       | <b>346 522,02</b> | <b>338 794,32</b> | <b>376 615,71</b> |
|                                     |                   |                   |                   |
| Conventions Ecoles privées          | 245 258,00        | 245 258,00        | 241 725,00        |
| Contrat de Ville                    | 35 480,00         | 27 424,00         | 46 250,00         |
| Subventions d'équipement            | 11 000,00         | 5 506,00          | 11 000,00         |
|                                     |                   |                   |                   |
| <b>Total Général</b>                | <b>638 260,02</b> | <b>616 982,32</b> | <b>675 590,71</b> |

Après l'analyse et les propositions des différentes commissions de secteur désignées ci-après :

La commission "culture, patrimoine,"

La commission "environnement, développement durable",

La commission "vie scolaire, enfance, jeunesse, loisirs",

La commission "sport",

La commission "santé, affaires sociales, solidarité",

La commission "développement économique; animation et développement commercial"

La commission des subventions réunie le 26 février 2018 propose de voter la liste des subventions ainsi que les annexes 1 et 2 qui sont jointes à la présente délibération.

| INTITULE:                                              | Subventions<br>2018 | Pour information<br>Valorisations 2017 | Total<br>Subventions 2018 +<br>Valorisations 2017 |
|--------------------------------------------------------|---------------------|----------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>SPORT</b>                                           |                     |                                        |                                                   |
| Clubs :                                                |                     |                                        |                                                   |
| ALOHA SAUVETAGE                                        | 600,00              | 883,00                                 | 1 483,00                                          |
| AURAY BOXE                                             | 1 633,00            | 11 178,00                              | 12 811,00                                         |
| AURAY CYCLISME ORGANISATION                            | 1 250,00            | 3 759,00                               | 5 009,00                                          |
| AURAY FOOTBALL CLUB                                    | 11 509,00           | 171 314,00                             | 182 823,00                                        |
| AURAY NATATION                                         | 4 937,00            | 543,00                                 | 5 480,00                                          |
| AVIRON CLUB D'AURAY                                    | 1 003,00            | 1 957,00                               | 2 960,00                                          |
| BADMINTON CLUB ALREEN (BCA)                            | 1 822,00            | 15 792,00                              | 17 614,00                                         |
| BOULE ALREENNE FEDERATION MORB                         |                     | 19 553,00                              | 19 553,00                                         |
| BOXE FRANCAISE                                         |                     | 6 368,00                               | 6 368,00                                          |
| CANOE KAYAK CLUB AURAY                                 | 2 506,00            | 4 150,00                               | 6 656,00                                          |
| CIMA -CLUB INTERCOMMUNAL MORBIHANNAIS<br>D'ATHLETISME- | 5 500,00            | 53 319,00                              | 58 819,00                                         |
| CLUB SUBAQUATIQUE ALREEN                               | 1 014,00            | 2 694,00                               | 3 708,00                                          |
| DOJO ALREEN                                            | 6 890,00            | 11 149,00                              | 18 039,00                                         |
| ECOLE DE KARATE ALREENNE                               |                     | 7 056,00                               | 7 056,00                                          |
| ESCRIME ALREENNE                                       | 2 493,00            | 8 746,00                               | 11 239,00                                         |
| GWAREGERIEN AN ALRE (CIE Archers Auray)                | 758,00              | 25 725,00                              | 26 483,00                                         |
| HARMONIE                                               |                     | 11 496,00                              | 11 496,00                                         |
| LJV ATHLE                                              | 803,00              | 36 702,00                              | 37 505,00                                         |
| OCSPA                                                  | 800,00              | 7 144,00                               | 7 944,00                                          |
| PALM' AURAY CLUB                                       | 1 667,00            | 543,00                                 | 2 210,00                                          |
| PATRONAGE LAIQUE D'AURAY                               | 10 246,00           | 645,00                                 | 10 891,00                                         |
| PATRONAGE LAIQUE D'AURAY (convention)                  | 8 000,00            |                                        | 8 000,00                                          |
| PATRONAGE LAIQUE ET CHEMINOTS (PLCA)                   | 11 014,00           | 39 949,00                              | 50 963,00                                         |
| PAYS D'AURAY FUTSAL                                    |                     | 3 856,00                               | 3 856,00                                          |
| PAYS D'AURAY HAND BALL                                 | 5 000,00            | 18 267,00                              | 23 267,00                                         |
| PAYS D'AURAY TRIATHLON                                 | 812,00              | 12 853,00                              | 13 665,00                                         |
| PAYS D'AURAY VOLLEY BALL                               | 3 025,00            | 8 558,00                               | 11 583,00                                         |
| PETANQUE ALREENNE                                      |                     | 17 174,00                              | 17 174,00                                         |
| RUGBY AURAY CLUB                                       | 11 905,00           | 133 325,00                             | 145 230,00                                        |
| SOCIETE ALREENNE DE TIR                                | 1 000,00            | 3 277,00                               | 4 277,00                                          |
| TENNIS CLUB ALREEN                                     | 3 703,00            | 50 241,00                              | 53 944,00                                         |
| TRAIL D'AURAY                                          | 500,00              | 1 102,00                               | 1 602,00                                          |
| UNION CYCLISTE ALREENNE                                | 2 705,00            | 1 960,00                               | 4 665,00                                          |
| VO SON LONG                                            | 400,00              | 3 146,00                               | 3 546,00                                          |
| Scolaires :                                            |                     |                                        |                                                   |
| A.S. DU COLLEGE LE VERGER                              | 900,00              |                                        | 900,00                                            |
| ASSOCIATION SPORTIVE DU LYC B. FRANKLIN                | 900,00              |                                        | 900,00                                            |
| KORRIGANE (USEP ROLLO)                                 | 300,00              |                                        | 300,00                                            |
| ASSO DES ECOLES DU LOCH                                | 300,00              |                                        | 300,00                                            |
| UNION SPORTIVE TABARLY                                 | 300,00              |                                        | 300,00                                            |
| AURAY PATOUMAT CLUB ECHEC                              | 250,00              | 734,40                                 | 984,40                                            |
| ENTENTE MORBIHANNAISE SPORT SCOLAIRE                   | 600,00              |                                        | 600,00                                            |
| Autres :                                               |                     |                                        |                                                   |
| SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES                            | 1 000,00            |                                        | 1 000,00                                          |
| <b>TOTAL SPORT</b>                                     | <b>108 045,00</b>   | <b>695 158,40</b>                      | <b>803 203,40</b>                                 |
| CULTURE JUMELAGES :                                    |                     |                                        |                                                   |
| A PORTEE D'CHŒUR                                       | 200,00              | 7 880,87                               | 8 080,87                                          |

| INTITULE:                                           | Subventions<br>2018 | Pour information<br>Valorisations 2017 | Total<br>Subventions 2018 +<br>Valorisations 2017 |
|-----------------------------------------------------|---------------------|----------------------------------------|---------------------------------------------------|
| ALRE BAND COUNTRY DANCE                             |                     | 1 285,20                               | 1 285,20                                          |
| AMICALE ALREENNE DE TAROT                           |                     | 1 836,00                               | 1 836,00                                          |
| AURAY BRIDGE CLUB                                   |                     | 2 295,00                               | 2 295,00                                          |
| AURAY PAYS D'ARTISTES                               | 1 500,00            | 1 695,20                               | 3 195,20                                          |
| BLED'n POP                                          | 1 500,00            |                                        | 1 500,00                                          |
| CHOEUR AN ALRE                                      |                     | 367,20                                 | 367,20                                            |
| COLOQUINTE                                          |                     | 367,20                                 | 367,20                                            |
| COMITE DE JUMELAGE AURAY USSEL                      | 1 500,00            | 362,10                                 | 1 862,10                                          |
| COMITE DE JUMELAGE AURAY UTTING                     | 2 000,00            |                                        | 2 000,00                                          |
| DES GENS DEJANTES                                   | 1 000,00            |                                        | 1 000,00                                          |
| EQUIPAGE DE ST-GOUSTAN                              |                     | 459,00                                 | 459,00                                            |
| GARATOI                                             | 3 840,00            | 4 443,22                               | 8 283,22                                          |
| CERCLE KERLENN STEN KIDNA BRO AN ALRE               | 500,00              | 1 829,16                               | 2 329,16                                          |
| KEVRENN ALRE                                        | 4 500,00            | 20 468,40                              | 24 968,40                                         |
| KLAN RECORDS                                        | 1 550,00            |                                        | 1 550,00                                          |
| ENGLISH PLEASE                                      |                     | 1 101,60                               | 1 101,60                                          |
| GROUPEMENT DES ARTISTES GUSTANAIS                   |                     | 367,20                                 | 367,20                                            |
| LES ANNEES BLEUES                                   | 350,00              | 918,00                                 | 1 268,00                                          |
| LES AMIS DE L'ORGUE DE ST-GILDAS                    | 480,00              |                                        | 480,00                                            |
| LES ARTS ET LES AUTRES                              | 1 210,00            | 1 836,00                               | 3 046,00                                          |
| RADIO MORBIHAN SUD                                  |                     | 11 233,92                              | 11 233,92                                         |
| REPERCUSSION                                        | 1 500,00            | 4 501,59                               | 6 001,59                                          |
| STUDIO COMPAGNY                                     | 1 000,00            |                                        | 1 000,00                                          |
| THEATRE DU ROI D'ARGOT                              | 100,00              | 495,00                                 | 595,00                                            |
| TI DOUAR ALRE                                       |                     | 20 340,48                              | 20 340,48                                         |
| UNIVERSITE TOUS AGES DE VANNES ET SA REGION         |                     | 1 306,87                               | 1 306,87                                          |
| <b>TOTAL CULTURE JUMELAGES</b>                      | <b>22 730,00</b>    | <b>85 389,21</b>                       | <b>108 119,21</b>                                 |
| LOISIRS :                                           |                     |                                        |                                                   |
| ANGATA                                              |                     | 688,50                                 | 688,50                                            |
| AURAY LOISIRS                                       |                     | 1 147,50                               | 1 147,50                                          |
| AURAY AVF ACCUEIL VILLES FRANCAISES                 |                     | 3 580,20                               | 3 580,20                                          |
| CLUB DES CARTOPHILES ET VIEUX PAPIERS DU MORBIHAN   |                     | 137,70                                 | 137,70                                            |
| CLUB PHILATELIQUE ALREEN                            |                     | 275,40                                 | 275,40                                            |
| JADE                                                |                     |                                        | 0,00                                              |
| LUDOTHEQUE "LA MARELLE"                             | 3 500,00            | 14 323,20                              | 17 823,20                                         |
| MAISON D'ANIMATION ET DES LOISIRS                   | 75 124,50           | 62 725,73                              | 137 850,23                                        |
| MAISON DE QUARTIER DE ST-GOUSTAN TY SAN STEN        | 400,00              | 1 202,10                               | 1 602,10                                          |
| MAISON DE QUARTIER DU PARCO POINTER                 | 400,00              | 1 331,10                               | 1 731,10                                          |
| PIGEON SPORT AURAY                                  |                     | 1 860,00                               | 1 860,00                                          |
| <b>TOTAL LOISIRS</b>                                | <b>79 424,50</b>    | <b>87 271,43</b>                       | <b>166 695,93</b>                                 |
| EDUCATION :                                         |                     |                                        |                                                   |
| CONVENTION ASSO EDUCAT POPULAIRE SKOL DIWAN AN ALRE | 27 247,00           |                                        | 27 247,00                                         |
| CONVENTION Ecole G. DESHAYES                        | 115 335,00          |                                        | 115 335,00                                        |
| CONVENTION Ste THERESE                              | 99 143,00           |                                        | 99 143,00                                         |
| APEL GABRIEL DESHAYES                               | 500,00              | 1 509,58                               | 2 009,58                                          |
| APEL SAINTE THERESE                                 | 450,00              | 1 720,68                               | 2 170,68                                          |
| DIHUN BRO AN ALRE                                   | 100,00              |                                        | 100,00                                            |

| INTITULE:                                                                        | Subventions<br>2018 | Pour information<br>Valorisations 2017 | Total<br>Subventions 2018 +<br>Valorisations 2017 |
|----------------------------------------------------------------------------------|---------------------|----------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Les P'tits Bigorneaux -Ecole Saint-Goustan-                                      | 200,00              |                                        | 200,00                                            |
| Les Petits Macarons -Ecole du Loch-                                              | 650,00              | 1 037,10                               | 1 687,10                                          |
| Amicale Laïque Groupe Scolaire Rollo                                             | 300,00              | 1 104,22                               | 1 404,22                                          |
| Amicale des parents d'élèves de Tabarly                                          | 450,00              |                                        | 450,00                                            |
| ECOLE STE-THERESE -GARDERIE                                                      | 1 703,86            |                                        | 1 703,86                                          |
| CLASSES DE DECOUVERTE (annexe 1)                                                 | 38 557,30           |                                        | 38 557,30                                         |
| ARBRE DE NOEL (annexe 2)                                                         | 5 978,50            |                                        | 5 978,50                                          |
| LIGUE ENSEIGNEMENT - FED. D'Œuvre Laïque du MORBIHAN action : Lire et faire lire | 500,00              |                                        | 500,00                                            |
| <b>TOTAL EDUCATION</b>                                                           | <b>291 114,66</b>   | <b>5 371,58</b>                        | <b>296 486,24</b>                                 |
| <b>ECONOMIE COMMERCE :</b>                                                       |                     |                                        |                                                   |
| ASSOCIATION DES COMMERCANTS HALLES D'AURAY                                       | 2 672,68            |                                        | 2 672,68                                          |
| FEDERATION AURAY COMMERCES                                                       | 22 950,00           | 6 242,19                               | 29 192,19                                         |
| COMICE AGRICOLE                                                                  | 700,00              | 824,97                                 | 1 524,97                                          |
| L'ARGONAUTE                                                                      |                     | 18 000,00                              | 18 000,00                                         |
| La FABrique du Loch – Fablab du pays d'Auray                                     |                     | 2 747,62                               | 2 747,62                                          |
| LES GOURMETS GOURMANDS                                                           |                     | 8 515,73                               | 8 515,73                                          |
| <b>TOTAL ECONOMIE COMMERCE</b>                                                   | <b>26 322,68</b>    | <b>36 330,51</b>                       | <b>62 653,19</b>                                  |
| <b>PATRIMOINE PORT TOURISME :</b>                                                |                     |                                        |                                                   |
| SOCIETE NATIONALE DE SAUVETAGE EN MER                                            | 150,00              |                                        | 150,00                                            |
| AMICALE NAUTIQUE DE ST-GOUSTAN                                                   | 120,00              | 183,60                                 | 303,60                                            |
| MOD KOZH                                                                         |                     | 953,70                                 | 953,70                                            |
| SHAPA                                                                            |                     | 4 263,60                               | 4 263,60                                          |
| <b>TOTAL PATRIMOINE PORT TOURISME</b>                                            | <b>270,00</b>       | <b>5 400,90</b>                        | <b>5 670,90</b>                                   |
| <b>ENVIRONNEMENT CADRE DE VIE :</b>                                              |                     |                                        |                                                   |
| REZHORE BRETAGNE                                                                 |                     | 826,20                                 | 826,20                                            |
| <b>TOTAL ENVIRONNEMENT / CADRE DE VIE</b>                                        | <b>0,00</b>         | <b>826,20</b>                          | <b>826,20</b>                                     |
| <b>SOCIAL / SOLIDARITES :</b>                                                    |                     |                                        |                                                   |
| ADAVI 56                                                                         | 0,00                | 321,30                                 | 321,30                                            |
| ALCOOL ASSISTANCE - LA CROIX D'OR                                                | 120,00              | 1 195,20                               | 1 315,20                                          |
| AMICALE DON SANG BENEVOLE D'AURAY                                                | 300,00              | 348,00                                 | 648,00                                            |
| ASSISTANCE ET RECHERCHE DANS L'INTERET DES FAMILLES -ARIF-                       |                     | 68,85                                  | 68,85                                             |
| ASSOCIATION STEPHANE BOUILLON                                                    | 400,00              |                                        | 400,00                                            |
| ASSOCIATION DE GERONTOLOGIE                                                      | 600,00              |                                        | 600,00                                            |
| BABEL COOK                                                                       | 500,00              | 255,00                                 | 755,00                                            |
| BANQUE ALIMENTAIRE (Budget du CCAS)                                              | 1 400,00            |                                        | 1 400,00                                          |
| CIDDF                                                                            | 200,00              | 1 932,90                               | 2 132,90                                          |
| CLUB DES RETRAITES ALREENS                                                       | 800,00              | 3 444,00                               | 4 244,00                                          |
| CONFEDERATION SYNDICALE DES FAMILLES                                             | 200,00              | 1 404,12                               | 1 604,12                                          |
| Conférence ST-VINCENT DE PAUL -adultes                                           | 300,00              | 127,50                                 | 427,50                                            |
| CONSEIL CONJUGAL DU MORBIHAN                                                     |                     | 550,80                                 | 550,80                                            |
| CROIX ROUGE FRANCAISE                                                            |                     | 1 200,00                               | 1 200,00                                          |
| ECHANGE ET PARTAGE DEUIL                                                         | 150,00              | 157,50                                 | 307,50                                            |
| ESPOIR AMITIE                                                                    | 60,00               | 229,50                                 | 289,50                                            |
| FAIRE FACE ENSEMBLE                                                              | 100,00              | 183,60                                 | 283,60                                            |
| FEDERATION DES ACCIDENTES DU TRAVAIL et des HANDICAPES (FNATH)                   |                     | 137,10                                 | 137,10                                            |
| JALMALV                                                                          | 100,00              |                                        | 100,00                                            |
| LA BELLE PORTE                                                                   | 600,00              |                                        | 600,00                                            |

| INTITULE:                                                                 | Subventions<br>2018 | Pour information<br>Valorisations 2017 | Total<br>Subventions 2018 +<br>Valorisations 2017 |
|---------------------------------------------------------------------------|---------------------|----------------------------------------|---------------------------------------------------|
| LA SANTE DE LA FAMILLE 56                                                 | 80,00               | 367,20                                 | 447,20                                            |
| LE JARDIN DU VALLON ALREEN                                                | 400,00              |                                        | 400,00                                            |
| LIGUE CONTRE LE CANCER                                                    | 300,00              |                                        | 300,00                                            |
| NEO 56                                                                    |                     | 7 266,24                               | 7 266,24                                          |
| POURQUOI PAS                                                              |                     | 114,75                                 | 114,75                                            |
| PENS VEUVES MARINE MARCHANDE PECHE 56                                     |                     | 91,80                                  | 91,80                                             |
| RESTOS DU CŒUR                                                            | 1 500,00            | 6 940,11                               | 8 440,11                                          |
| SECOURS CATHOLIQUE                                                        | 300,00              |                                        | 300,00                                            |
| SECOURS POPULAIRE                                                         | 300,00              | 1 553,76                               | 1 853,76                                          |
| SEL DU GOLFE DU PAYS D'AURAY                                              |                     | 183,60                                 | 183,60                                            |
| MOUVEMENT VIE LIBRE                                                       | 0,00                | 183,60                                 | 183,60                                            |
| VOUS ET NOUS                                                              | 100,00              |                                        | 100,00                                            |
| <b>TOTAL SOCIAL / SOLIDARITES</b>                                         | <b>8 810,00</b>     | <b>28 256,43</b>                       | <b>37 066,43</b>                                  |
| <b>ANCIENS COMBATTANTS :</b>                                              |                     |                                        |                                                   |
| ASSOCIATION DES BLESSES DU POUMON ET<br>CHIRURGICAUX COMBATTANTS          | 150,00              | 43,50                                  | 193,50                                            |
| ASSOCIATION DES MEDAILLES MILITAIRES                                      | 150,00              |                                        | 150,00                                            |
| COMITE D'ENTENTE DES ANCIENS COMBATTANTS ET<br>VICTIMES DE GUERRE         | 150,00              |                                        | 150,00                                            |
| FEDERATION NATIONALE DES ANCIENS COMBATTANTS<br>D'AFRIQUE DU NORD (FNACA) | 150,00              | 229,50                                 | 379,50                                            |
| U.N.A.C.I.T.A.                                                            | 150,00              |                                        | 150,00                                            |
| UNION NATIONALE DES ANCIENS COMBATTANTS (UNC –<br>AFN)                    | 150,00              |                                        | 150,00                                            |
| COMITE DE LIAISON DU CONCOURS DE LA RESISTANCE                            | 150,00              |                                        | 150,00                                            |
| <b>TOTAL ANCIENS COMBATTANTS</b>                                          | <b>1 050,00</b>     | <b>273,00</b>                          | <b>1 323,00</b>                                   |
| AMICALE DU PERSONNEL DE LA VILLE D'AURAY –<br>FONCTIONNEMENT-             | 31 000,00           |                                        | 31 000,00                                         |
| AMICALE DU PERSONNEL DE LA VILLE D'AURAY<br>-Subvention secrétaire-       | 9 382,00            |                                        | 9 382,00                                          |
| <b>TOTAL -AUTRES-</b>                                                     | <b>40 382,00</b>    | <b>0,00</b>                            | <b>40 382,00</b>                                  |
| <b>Subventions d'équipement :</b>                                         |                     |                                        |                                                   |
| <b>Culture loisirs :</b>                                                  |                     |                                        |                                                   |
| COLOQUINTE                                                                | 458,00              |                                        | 458,00                                            |
| REPERCUSSION                                                              | 315,00              |                                        | 315,00                                            |
| <b>Sports :</b>                                                           |                     |                                        |                                                   |
| AURAY FOOTBALL CLUB                                                       | 496,00              |                                        | 496,00                                            |
| DOJO ALREEN                                                               | 376,00              |                                        | 376,00                                            |
| SOCIETE ALREENNE DE TIR                                                   | 1 000,00            |                                        | 1 000,00                                          |
| UNION CYCLISTE ALREENNE                                                   | 1 000,00            |                                        | 1 000,00                                          |
| <b>Sociales :</b>                                                         |                     |                                        |                                                   |
| ASSOCIATION STEPHANE BOUILLON                                             | 300,00              |                                        | 300,00                                            |
| <b>Autres :</b>                                                           |                     |                                        |                                                   |
| PROVISION                                                                 | 7 055,00            |                                        | 7 055,00                                          |
| <b>TOTAL SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT</b>                                     | <b>11 000,00</b>    | <b>0,00</b>                            | <b>11 000,00</b>                                  |
| <b>PROVISION 2018 FIAL</b>                                                | <b>3 000,00</b>     |                                        | <b>3 000,00</b>                                   |
| <b>PROVISION CONTRAT DE VILLE</b>                                         | <b>46 250,00</b>    |                                        | <b>46 250,00</b>                                  |
| <b>PROVISION</b>                                                          | <b>37 191,87</b>    |                                        | <b>37 191,87</b>                                  |
| <b>TOTAL SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT</b>                                | <b>664 590,71</b>   | <b>944 277,66</b>                      | <b>1 608 868,37</b>                               |
| <b>TOTAL GENERAL SUBVENTIONS</b>                                          | <b>675 590,71</b>   | <b>944 277,66</b>                      | <b>1 619 868,37</b>                               |

## Annexe 1) CLASSES DE DECOUVERTE

### a) SUBVENTIONS CLASSES DE DECOUVERTE OU MISE EN ŒUVRE DE PROJET

|                                              |         |
|----------------------------------------------|---------|
| Elémentaire (public + privé)                 | 15,10 € |
| Secondaire (public + privé)                  | 12,30 € |
| Pré-élémentaire(Maternelle) (public + privé) | 7,55 €  |

Obligation pour le chef d'établissement de présenter un projet – Participation des familles au moins égale à 50 % du coût du séjour (Hors centre de loisirs de Keryvonnick)

|                          | Effectifs 17/18 | Dotation/ élève 2018 | Montant | Organisme de versement                     | Observation                                         |
|--------------------------|-----------------|----------------------|---------|--------------------------------------------|-----------------------------------------------------|
| Maternelle du LOCH       | 68              | 7,55                 | 513,40  | OCCE Coop Scolaire Ecole Elém Loch         | Versement global sur justificatif                   |
| Maternelle ROLLO         | 74              | 7,55                 | 558,70  | OCCE Coop Scolaire Maternelle J Rollo      | Versement global sur justificatif                   |
| Maternelle SAINT GOUSTAN | 47              | 7,55                 | 354,85  | OCCE Coop Scolaire Ecole Mat St Goustan    | Versement global sur justificatif                   |
| Maternelle TABARLY       | 73              | 7,55                 | 551,15  | OCCE Coop Scolaire Ecole Mat TABARLY       | Versement global sur justificatif                   |
| Maternelle G. DESHAYES   | 75              | 7,55                 | 566,25  | APEL G Deshayes                            | Versement global sur justificatif                   |
| Maternelle STE-THERESE   | 67              | 7,55                 | 505,85  | APEL Ste Thérèse                           | Versement global sur justificatif                   |
| Maternelle DIWAN         | 23              | 7,55                 | 173,65  | AEP Ecole Diwan                            | Versement global sur justificatif                   |
| Elémentaire du LOCH      | 166             | 15,10                | 2506,60 | OCCE Coop Scolaire Ecole Elém Loch         | Versement global sur justificatif                   |
| Elémentaire ROLLO        | 138             | 15,10                | 2083,80 | OCCE Coop Scolaire Ecole Elém Rollo        | Versement global sur justificatif                   |
| Elémentaire TABARLY      | 101             | 15,10                | 1525,10 | OCCE Coop Scolaire Ecole Elém Tabarly      | Versement global sur justificatif                   |
| Elémentaire G. DESHAYES  | 135             | 15,10                | 2038,50 | APEL G Deshayes                            | Versement global sur justificatif                   |
| Elémentaire STE-THERESE  | 107             | 15,10                | 1615,70 | APEL Ste Thérèse                           | Versement global sur justificatif                   |
| Elémentaire DIWAN        | 13              | 15,10                | 196,30  | AEP Ecole Diwan                            | Versement global sur justificatif                   |
| Collège LE VERGER        | 350             | 12,30                | 4305,00 | Agent comptable du Collège Le verger       | Versement au réel sur justificatif des participants |
| Collège KERFONTAINE      | 20              | 12,30                | 246,00  | Agent Comptable du Collège Kerfontaine     | Versement au réel sur justificatif des participants |
| Collège SAINT GILDAS     | 154             | 12,30                | 1894,20 | OGEC St Gildas                             | Versement au réel sur justificatif des participants |
| Collège KERPLOUZ         | 9               | 12,30                | 110,70  | Ass Familiale de Gestion du Lycée Kerplouz | Versement au réel sur justificatif des participants |
| Collège STE ANNE D'AURAY | 49              | 12,30                | 602,70  | OGEC Ste Anne/St Louis                     | Versement au réel sur justificatif des participants |
| Lycée B. FRANKLIN        | 281             | 12,30                | 3456,30 | Agent comptable du Lycée Franklin          | Versement au réel sur justificatif des participants |
| Lycée B. DUGUESCLIN      | 37              | 12,30                | 455,10  | Agent comptable du Lycée Franklin          | Versement au réel sur justificatif des participants |
| Lycée STE ANNE D'AURAY   | 59              | 12,30                | 725,70  | OGEC Ste Anne/St Louis                     | Versement au réel sur justificatif des participants |

|                                                      |             |       |                 |                                            |                                                     |
|------------------------------------------------------|-------------|-------|-----------------|--------------------------------------------|-----------------------------------------------------|
| Lycée ST LOUIS                                       | 35          | 12,30 | 430,50          | OGEc Ste Anne/St Louis                     | Versement au réel sur justificatif des participants |
| Lycée Agricole de KERPLOUZ                           | 30          | 12,30 | 369,00          | Ass Familiale de Gestion du Lycée Kerplouz | Versement au réel sur justificatif des participants |
| Subvention exceptionnelle maternelle TABARLY -PARIS- |             |       | 200,00          | OCCE Coop Scolaire Ecole Mat TABARLY       |                                                     |
| PROVISION AUTRES COLLEGES ET LYCEES                  | 5           |       | 67,25           |                                            | Versement au réel sur justificatif des participants |
| <b>TOTAL (a)</b>                                     | <b>2116</b> |       | <b>26052,30</b> |                                            |                                                     |

**b) SEJOURS EDUCATIFS (classe de neige et autres)**

| 61,00 € par élève alréen pour un niveau (2 classes) par école et par an pour 2 nuits minimum | Nb d'enfants d'AURAY | Dotation / élève 2018 | Montant         |                                       |                  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|-----------------------|-----------------|---------------------------------------|------------------|
| Elémentaire du LOCH                                                                          | 44                   | 61,00                 | 2684,00         | OCCE Coop Scolaire Ecole Elém Loch    | Sur justificatif |
| Elémentaire ROLLO                                                                            | 32                   | 61,00                 | 1952,00         | OCCE Coop Scolaire Ecole Elém Rollo   | Sur justificatif |
| Elementaire TABARLY                                                                          | 41                   | 61,00                 | 2501,00         | OCCE Coop Scolaire Ecole Elém Tabarly | Sur justificatif |
| Elémentaire G. DESHAYES                                                                      | 31                   | 61,00                 | 1891,00         | APEL G Deshayes                       | Sur justificatif |
| Elémentaire STE-THERESE                                                                      | 50                   | 61,00                 | 3050,00         | APEL Ste Thérèse                      | Sur justificatif |
| Elémentaire DIWAN                                                                            | 7                    | 61,00                 | 427,00          | AEP Ecole Diwan                       | Sur justificatif |
| <b>TOTAL Classe de neige (b)</b>                                                             | <b>205</b>           |                       | <b>12505,00</b> |                                       |                  |
| <b>TOTAL Classes de Découverte ( a + b)</b>                                                  |                      |                       | <b>38557,30</b> |                                       |                  |

## **Annexe 2) SUBVENTION ARBRE DE Noël DES ECOLES D'AURAY**

|                               | Effectifs<br>17/18 | Dotation<br>/ élève<br>2018 | Montant        | Organisme de versement                  |
|-------------------------------|--------------------|-----------------------------|----------------|-----------------------------------------|
| Maternelle du LOCH            | 68                 | 5,50                        | 374,00         | OCCE Coop Scolaire Ecole Elém Loch      |
| Maternelle ROLLO              | 74                 | 5,50                        | 407,00         | OCCE Coop Scolaire Mat J Rollo          |
| Maternelle SAINT GOUSTAN      | 47                 | 5,50                        | 258,50         | OCCE Coop Scolaire Ecole Mat St Goustan |
| Maternelle TABARLY            | 73                 | 5,50                        | 401,50         | OCCE Coop Scolaire Ecole Mat TABARLY    |
| Elémentaire du LOCH           | 166                | 5,50                        | 913,00         | OCCE Coop Scolaire Ecole Elém Loch      |
| Elémentaire ROLLO             | 138                | 5,50                        | 759,00         | OCCE Coop Scolaire Ecole Elém Rollo     |
| Elémentaire TABARLY           | 101                | 5,50                        | 555,50         | OCCE Coop Scolaire Elémentaire TABARLY  |
| <b>TOTAL ECOLES PUBLIQUES</b> | <b>667</b>         |                             | <b>3668,50</b> |                                         |

|                             |            |      |                |                  |
|-----------------------------|------------|------|----------------|------------------|
| Maternelle G. DESHAYES      | 75         | 5,50 | 412,50         | APEL G Deshayes  |
| Elémentaire G. DESHAYES     | 135        | 5,50 | 742,50         | APEL G Deshayes  |
| Maternelle STE-THERESE      | 67         | 5,50 | 368,50         | APEL Ste Thérèse |
| Elémentaire STE-THERESE     | 107        | 5,50 | 588,50         | APEL Ste Thérèse |
| Maternelle DIWAN            | 23         | 5,50 | 126,50         | AEP Ecole Diwan  |
| Elémentaire DIWAN           | 13         | 5,50 | 71,50          | AEP Ecole Diwan  |
| <b>TOTAL ECOLES PRIVEES</b> | <b>420</b> |      | <b>2310,00</b> |                  |

|                                    |             |  |                |  |
|------------------------------------|-------------|--|----------------|--|
| <b>TOTAL GENERAL Arbre de Noël</b> | <b>1087</b> |  | <b>5978,50</b> |  |
|------------------------------------|-------------|--|----------------|--|

Envoyé à la Sous-Préfecture le 16/04/2018  
Compte-rendu affiché le 16/04/2018  
Reçu par la Sous-Préfecture le 16/04/2018

**11- DF - GARANTIE À 50% DE QUATRE LIGNES D'EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 714 798 € AUPRÈS DE LA CAISSE DES DÉPÔTS, AU PROFIT DE BRETAGNE SUD HABITAT, POUR LA CONSTRUCTION DE 13 LOGEMENTS POUR L'OPERATION "RESIDENCE CADOUDAL"**

Monsieur Joseph ROCHELLE, 7ème Adjoint, expose à l'assemblée :

Par courrier en date du 28 Février 2018, Bretagne Sud Habitat a sollicité la garantie à 50% de la Ville d'Auray pour 4 lignes d'emprunts d'un montant total de 714 798 euros pour financer des travaux de construction de 6 logements situés Boulevard Anne de Bretagne à Auray. Auray Quiberon Terre Atlantique a été sollicitée pour garantir les 50% restants.

L'opération concerne 13 logements (2 T1, 10 T2 et 1 T3) en VEFA dont 9 PLUS et 4 PLAI.

Le montant de l'opération est de 1 062 947 euros TTC.

Le plan de financement de l'opération est le suivant :

| FINANCEMENTS                 | MONTANTS         |
|------------------------------|------------------|
| PRETS CDC                    | 714 798          |
| SUBVENTIONS ETAT             | 23 149           |
| SUBVENTIONS CONSEIL DPTAL    | 60 000           |
| SUBVENTIONS INTERCOMMUNALITE | 20 000           |
| FONDS PROPRES BSH            | 245 000          |
| <b>TOTAL</b>                 | <b>1 062 947</b> |

Le contrat de prêt n°74226, qui figure en annexe, fait partie intégrante de la délibération.

Vus les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code Général des Collectivités territoriales  
Vu l'Article 2298 du Code Civile

Vu le contrat de prêt N°74226 en annexe signé entre : "OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU MORBIHAN" ci après l'emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations

A reçu un avis favorable en Municipalité du 03/04/2018,  
A reçu un avis favorable en Commission Finances, Budget du 29/03/2018,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés ( 33 voix pour),

Le Conseil municipal :

- **ACCORDE** sa garantie à hauteur de 50% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 714 798 € souscrit par BRETAGNE SUD HABITAT auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de prêt N° 74 226 constitué de 4 lignes du Prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

- **ACCORDE** sa garantie pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui ci et portant sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Ville s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

- **S'ENGAGE** pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.



ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

N° 74226

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU MORBIHAN - n° 000284616

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PRO000-PRO068 V2.4 page 1/24  
Contrat de prêt n° 74226 Emprunteur n° 000284616

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations  
CTR D'AFF SUD 19 RUE CHATILLON - CS 36518 - 35065  
Tél : 02 23 35 55 55  
Caisse municipale de la ville d'Auray du 10 avril 2018  
bretagne@caissedesdepots.fr

RENNES CEDEX - Tel : 02 23 35 55 55



ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

**OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU MORBIHAN**, SIREN n°: 275600047, sis(e) BRETAGNE  
SUD HABITAT 6 AVENUE EDGAR DEGAS BP 291 56008 VANNES CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU MORBIHAN** » ou  
« **l'Emprunteur** »,

**DE PREMIÈRE PART,**

et :

**LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS**, établissement spécial créé par la loi du 28  
avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue  
de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

**DE DEUXIÈME PART,**

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »



ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

## SOMMAIRE

|            |                                                                   |      |
|------------|-------------------------------------------------------------------|------|
| ARTICLE 1  | OBJET DU PRÊT                                                     | P.4  |
| ARTICLE 2  | PRÊT                                                              | P.4  |
| ARTICLE 3  | DURÉE TOTALE                                                      | P.4  |
| ARTICLE 4  | TAUX EFFECTIF GLOBAL                                              | P.4  |
| ARTICLE 5  | DÉFINITIONS                                                       | P.5  |
| ARTICLE 6  | CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT | P.8  |
| ARTICLE 7  | CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT       | P.8  |
| ARTICLE 8  | MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT                        | P.9  |
| ARTICLE 9  | CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT              | P.11 |
| ARTICLE 10 | DÉTERMINATION DES TAUX                                            | P.12 |
| ARTICLE 11 | CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS                                   | P.14 |
| ARTICLE 12 | AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL                         | P.15 |
| ARTICLE 13 | RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES                                           | P.15 |
| ARTICLE 14 | COMMISSIONS                                                       | P.15 |
| ARTICLE 15 | DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR                       | P.16 |
| ARTICLE 16 | GARANTIES                                                         | P.18 |
| ARTICLE 17 | REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES          | P.19 |
| ARTICLE 18 | RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES                          | P.22 |
| ARTICLE 19 | NON RENONCIATION                                                  | P.22 |
| ARTICLE 20 | DROITS ET FRAIS                                                   | P.22 |
| ARTICLE 21 | NOTIFICATIONS                                                     | P.22 |
| ARTICLE 22 | ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE                 | P.23 |
| ANNEXE     | CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE            |      |

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Paraphes

7 7

Caisse des dépôts et consignations

CTR D'AFF SUD 19 RUE CHATILLON - CS 36518 - 35065 RENNES CEDEX - Tél : 02 23 35 55 55

Tel : Conseil municipal de la ville d'Auray du 10 avril 2018

bretagne@caissedesdepots.fr

205/419



ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

## **ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT**

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération AURAY "Les Alréennes - Rue G. Cadoudal", Parc social public, Acquisition en VEFA de 13 logements situés Rue Georges Cadoudal 56400 AURAY.

## **ARTICLE 2 PRÊT**

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de sept-cent-quatorze mille sept-cent-quatre-vingt-dix-huit euros (714 798,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de cent-onze mille neuf-cent-cinq euros (111 905,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de soixante-douze mille six-cent-soixante-huit euros (72 668,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de trois-cent-soixante-deux mille neuf-cent-quarante-quatre euros (362 944,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de cent-soixante-sept mille deux-cent-quatre-vingt-un euros (167 281,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

## **ARTICLE 3 DURÉE TOTALE**

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

## **ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL**

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

Paraphes

7 7



ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

## **ARTICLE 5 DÉFINITIONS**

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

La « **Consolidation de la Ligne du Prêt** » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ; qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

Paraphes

[Signature]



ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

Paraphes

7 1



ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « **Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » (**PLUS**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » (**PLAI**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisibilité** » (**DR**) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

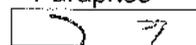
Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Paraphes





ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

## **ARTICLE 6** CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site [www.prets.caissedesdepots.fr](http://www.prets.caissedesdepots.fr) si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **23/04/2018** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

## **ARTICLE 7** CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
  - Garantie(s) conforme(s) AQTA

Paraphes

7 7



ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- Garantie(s) conforme(s) COMMUNE AURAY

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

## **ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT**

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : [www.prets.caisseledesdepots.fr](http://www.prets.caisseledesdepots.fr) en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Paraphes



ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréeer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes



ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

**ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT**

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

| Offre CDC                                             |                                          |                                          |                                          |                                          |
|-------------------------------------------------------|------------------------------------------|------------------------------------------|------------------------------------------|------------------------------------------|
| Caractéristiques de la Ligne du Prêt                  | PLAI                                     | PLAI foncier                             | PLUS                                     | PLUS foncier                             |
| <b>Enveloppe</b>                                      | -                                        | -                                        | -                                        | -                                        |
| <b>Identifiant de la Ligne du Prêt</b>                | 5216120                                  | 5216121                                  | 5216119                                  | 5216118                                  |
| <b>Montant de la Ligne du Prêt</b>                    | 111 905 €                                | 72 668 €                                 | 362 944 €                                | 167 281 €                                |
| <b>Commission d'instruction</b>                       | 0 €                                      | 0 €                                      | 0 €                                      | 0 €                                      |
| <b>Durée de la période</b>                            | Annuelle                                 | Annuelle                                 | Annuelle                                 | Annuelle                                 |
| <b>Taux de période</b>                                | 0,55 %                                   | 0,55 %                                   | 1,35 %                                   | 1,35 %                                   |
| <b>TEG de la Ligne du Prêt</b>                        | 0,55 %                                   | 0,55 %                                   | 1,35 %                                   | 1,35 %                                   |
| <b>Phase de préfinancement</b>                        |                                          |                                          |                                          |                                          |
| <b>Durée du préfinancement</b>                        | 13 mois                                  | 13 mois                                  | 13 mois                                  | 13 mois                                  |
| <b>Taux d'intérêt du préfinancement</b>               | 0,55 %                                   | 0,55 %                                   | 1,35 %                                   | 1,35 %                                   |
| <b>Règlement des intérêts de préfinancement</b>       | Capitalisation                           | Capitalisation                           | Capitalisation                           | Capitalisation                           |
| <b>Phase d'amortissement</b>                          |                                          |                                          |                                          |                                          |
| <b>Durée</b>                                          | 40 ans                                   | 50 ans                                   | 40 ans                                   | 50 ans                                   |
| <b>Index</b>                                          | Livret A                                 | Livret A                                 | Livret A                                 | Livret A                                 |
| <b>Marge fixe sur index</b>                           | - 0,2 %                                  | - 0,2 %                                  | 0,6 %                                    | 0,6 %                                    |
| <b>Taux d'intérêt<sup>1</sup></b>                     | 0,55 %                                   | 0,55 %                                   | 1,35 %                                   | 1,35 %                                   |
| <b>Périodicité</b>                                    | Annuelle                                 | Annuelle                                 | Annuelle                                 | Annuelle                                 |
| <b>Profil d'amortissement</b>                         | Amortissement déduit (intérêts différés) |
| <b>Condition de remboursement anticipé volontaire</b> | Indemnité actuarielle                    | Indemnité actuarielle                    | Indemnité actuarielle                    | Indemnité actuarielle                    |
| <b>Modalité de révision</b>                           | DR                                       | DR                                       | DR                                       | DR                                       |
| <b>Taux de progressivité des échéances</b>            | - 0,5 %                                  | - 0,5 %                                  | - 0,5 %                                  | - 0,5 %                                  |
| <b>Mode de calcul des intérêts</b>                    | Equivalent                               | Equivalent                               | Equivalent                               | Equivalent                               |
| <b>Base de calcul des intérêts</b>                    | 30 / 360                                 | 30 / 360                                 | 30 / 360                                 | 30 / 360                                 |

<sup>1</sup> Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Paraphes

77



ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

L'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

## **ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX**

### **MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE**

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Paraphes



ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

### MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

#### PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement, est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule :  $IP' = IP + DT$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre la dernière valeur actualisée de l'Index et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

#### PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule :  $R = 1 + DT/(1+I)$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule :  $I' = R (1+I) - 1$

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule :  $P' = R (1+P) - 1$

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

Paraphes

27



ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

## **ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS**

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

« Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Paraphes

7 7



ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

## **ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL**

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

## **ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES**

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation donnée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptes publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

## **ARTICLE 14 COMMISSIONS**

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

Paraphes

7 7



ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

## ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

### DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

### ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;

Paraphes



ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

Paraphes

|   |   |
|---|---|
| 7 | 7 |
|---|---|



ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

**ARTICLE 16 GARANTIES**

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

| Type de Garantie      | Dénomination du garant / Désignation de la Garantie       | Quotité Garantie (en %) |
|-----------------------|-----------------------------------------------------------|-------------------------|
| Collectivités locales | COMMUNE DE AURAY                                          | 50,00                   |
| Collectivités locales | COMMUNAUTE DE COMMUNES AURAY QUIBERON<br>TERRE ATLANTIQUE | 50,00                   |

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

Paraphes



ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

## **ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES**

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

### **17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES**

#### **17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires**

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Paraphes



ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

### 17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

## 17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

### 17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;

Paraphes



ETABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

- dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
- la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

### 17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

### 17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Paraphes



ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

### **ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES**

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

### **ARTICLE 19 NON RENONCIATION**

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

### **ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS**

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

### **ARTICLE 21 NOTIFICATIONS**

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site <https://www.prets.caissedesdepots.fr/> par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Paraphes

57



ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

**ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE**

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera porté devant les juridictions civiles parisiennes.

Paraphes



ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 08/02/2018

Pour l'Emprunteur,

Civilité : Monsieur

Nom / Prénom : ROBERT Erwan

Qualité : Directeur Général

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :



Le Directeur Général,

Erwan ROBERT

Le, 18/01/18

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité :

Nom / Prénom :

Philippe BESSON  
Directeur Territorial

Qualité :

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Paraphes

Envoyé à la Sous-Préfecture le 16/04/2018  
Compte-rendu affiché le 16/04/2018  
Reçu par la Sous-Préfecture le 16/04/2018

**12- DF - GARANTIE À 50% DE TROIS LIGNES D'EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 326 484 € AUPRÈS DE LA CAISSE DES DÉPÔTS, AU PROFIT DE BRETAGNE SUD HABITAT, POUR LA CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS POUR L'OPERATION "ROZ VRAS"**

Monsieur Joseph ROCHELLE, 7ème Adjoint, expose à l'assemblée :

Par courrier en date du 28 Février 2018, Bretagne Sud Habitat a sollicité la garantie à 50% de la Ville d'Auray pour 3 lignes d'emprunts d'un montant total de 326 484 euros pour financer des travaux de construction de 6 logements (opération Roz Vras) situés Boulevard Anne de Bretagne à Auray. Auray Quiberon Terre Atlantique a été sollicitée pour garantir les 50% restants.

L'opération concerne 6 logements dont 2 T2, 2 T3 et 2 T4.

Le montant total de l'opération est de 699 134 euros TTC.

Le plan de Financement est le suivant :

| <b>FINANCEMENTS</b>         | <b>MONTANT</b> |
|-----------------------------|----------------|
| PRETS CDC                   | 326 484        |
| PRET ACTION LOGEMENTS       | 24 000         |
| SUBVENTIONS ETAT            | 13 650         |
| SUBVENTIONS CONSEIL DPTAL   | 40 000         |
| SUBVENTION INTERCOMMUNALITE | 15 000         |
| FONDS PROPRES BSH           | 280 000        |
| <b>TOTAL</b>                | <b>699 134</b> |

Le contrat de prêt n°74660, qui figure en annexe, fait partie intégrante de la délibération.

Vus les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code Général des Collectivités Territoriales  
Vu l'article 2298 du Code Civil

Vu le contrat de prêt n° 74660 en annexe signé entre : "OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU MORBIHAN" ci après l'emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations.

A reçu un avis favorable en Municipalité du 03/04/2018,  
A reçu un avis favorable en Commission Finances, Budget du 29/03/2018,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés ( 33 voix pour),

Le Conseil municipal :

- **ACCORDE** sa garantie à hauteur de 50% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 326 484 € souscrit par BRETAGNE SUD HABITAT auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de prêt N° 74 660 constitué de 3 lignes du Prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

- **ACCORDE** sa garantie pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui ci et portant sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Ville s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

- **S'ENGAGE** pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

N° 74660

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU MORBIHAN - n° 000284616

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations  
CTR D'AFF SUD 19 RUE CHATILLON - CS 36518 - 35065 RENNES CEDEX - Tél: 02 23 35 55 55 -  
Télécopie: 02 23 35 55 35  
Conseil municipal de la ville d'Auray du 10 avril 2018  
bretagne@caissedesdepots.fr

259/419



ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

**CONTRAT DE PRÊT**

Entre

**OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU MORBIHAN**, SIREN n°: 275600047, sis(e) BRETAGNE  
SUD HABITAT 6 AVENUE EDGAR DEGAS BP 291 56008 VANNES CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU MORBIHAN** » ou  
« **l'Emprunteur** »,

**DE PREMIÈRE PART,**

et :

**LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS**, établissement spécial créé par la loi du 28  
avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue  
de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

**DE DEUXIÈME PART,**

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Paraphes  
[Signature]



ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

## SOMMAIRE

|            |                                                                   |      |
|------------|-------------------------------------------------------------------|------|
| ARTICLE 1  | OBJET DU PRÊT                                                     | P.4  |
| ARTICLE 2  | PRÊT                                                              | P.4  |
| ARTICLE 3  | DURÉE TOTALE                                                      | P.4  |
| ARTICLE 4  | TAUX EFFECTIF GLOBAL                                              | P.4  |
| ARTICLE 5  | DÉFINITIONS                                                       | P.5  |
| ARTICLE 6  | CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT | P.8  |
| ARTICLE 7  | CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT       | P.8  |
| ARTICLE 8  | MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT                        | P.9  |
| ARTICLE 9  | CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT              | P.11 |
| ARTICLE 10 | DÉTERMINATION DES TAUX                                            | P.12 |
| ARTICLE 11 | CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS                                   | P.14 |
| ARTICLE 12 | AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL                         | P.15 |
| ARTICLE 13 | RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES                                           | P.15 |
| ARTICLE 14 | COMMISSIONS                                                       | P.15 |
| ARTICLE 15 | DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR                       | P.16 |
| ARTICLE 16 | GARANTIES                                                         | P.18 |
| ARTICLE 17 | REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES          | P.19 |
| ARTICLE 18 | RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES                          | P.22 |
| ARTICLE 19 | NON RENONCIATION                                                  | P.22 |
| ARTICLE 20 | DROITS ET FRAIS                                                   | P.22 |
| ARTICLE 21 | NOTIFICATIONS                                                     | P.22 |
| ARTICLE 22 | ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE                 | P.23 |
| ANNEXE     | CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE            |      |

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

CTR D'AFF SUD 19 RUE CHATILLON - CS 36518 - 35065 RENNES CEDEX - Tél : 02 23 35 55 55 -

Télécopie : 02 23 35 55 35

Conseil municipal de la ville d'Auray du 10 avril 2018

bretagne@caissedesdepots.fr

261/419



ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

## **ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT**

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération AURAY "Anne de Bretagne", Parc social public, Construction de 6 logements situés Boulevard Anne de Bretagne 56400 AURAY.

## **ARTICLE 2 PRÊT**

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de trois-cent-vingt-six mille quatre-cent-quatre-vingt-quatre euros (326 484,00 euros) constitué de 3 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de cent-vingt-neuf mille cent-trente-et-un euros (129 131,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de vingt-six mille quatre-cent-vingt-et-un euros (26 421,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de cent-soixante-dix mille neuf-cent-trente-deux euros (170 932,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

## **ARTICLE 3 DURÉE TOTALE**

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

## **ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL**

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

Paraphes



ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

## ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

La « **Consolidation de la Ligne du Prêt** » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

Paraphes



ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

Paraphés



ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « Phase de Préfinancement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « Prêt Locatif Aidé d'Intégration » (PLAI) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisibilité » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « Taux de Swap EURIBOR » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATI, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSW11 Index> à <FRSW150 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Paraphes



ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

## **ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT**

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site [www.prets.caissedesdepots.fr](http://www.prets.caissedesdepots.fr) si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **05/05/2018** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

## **ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT**

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
  - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

CTR D'AFF SUD 19 RUE CHATILLON - CS 36518 - 35065 RENNES CEDEX - Tél: 02 23 35 55 55 -

Commissariat à l'égalité territoriale - Ville d'Auray du 10 avril 2018

bretagne@caissedesdepots.fr

266/419



ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

## **ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT**

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : [www.prets.caissedesdepots.fr](http://www.prets.caissedesdepots.fr) en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Paraphes



ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agrèer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes



ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

## ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

| Offre CDC                                      |                                          |                                          |                                          |  |
|------------------------------------------------|------------------------------------------|------------------------------------------|------------------------------------------|--|
| Caractéristiques de la Ligne du Prêt           | PLAI                                     | PLAI foncier                             | PLUS                                     |  |
| Enveloppe                                      | -                                        | -                                        | -                                        |  |
| Identifiant de la Ligne du Prêt                | 5217822                                  | 5217821                                  | 5217823                                  |  |
| Montant de la Ligne du Prêt                    | 129 131 €                                | 26 421 €                                 | 170 932 €                                |  |
| Commission d'instruction                       | 0 €                                      | 0 €                                      | 0 €                                      |  |
| Durée de la période                            | Annuelle                                 | Annuelle                                 | Annuelle                                 |  |
| Taux de période                                | 0,55 %                                   | 0,55 %                                   | 1,35 %                                   |  |
| TEG de la Ligne du Prêt                        | 0,55 %                                   | 0,55 %                                   | 1,35 %                                   |  |
| Phase de préfinancement                        |                                          |                                          |                                          |  |
| Durée du préfinancement                        | 8 mois                                   | 8 mois                                   | 8 mois                                   |  |
| Taux d'intérêt du préfinancement               | 0,55 %                                   | 0,55 %                                   | 1,35 %                                   |  |
| Règlement des intérêts de préfinancement       | Paiement en fin de préfinancement        | Paiement en fin de préfinancement        | Paiement en fin de préfinancement        |  |
| Phase d'amortissement                          |                                          |                                          |                                          |  |
| Durée                                          | 40 ans                                   | 50 ans                                   | 20 ans                                   |  |
| Index                                          | Livret A                                 | Livret A                                 | Livret A                                 |  |
| Marge fixe sur index                           | - 0,2 %                                  | - 0,2 %                                  | 0,6 %                                    |  |
| Taux d'intérêt <sup>1</sup>                    | 0,55 %                                   | 0,55 %                                   | 1,35 %                                   |  |
| Périodicité                                    | Annuelle                                 | Annuelle                                 | Annuelle                                 |  |
| Profil d'amortissement                         | Amortissement déduit (intérêts différés) | Amortissement déduit (intérêts différés) | Amortissement déduit (intérêts différés) |  |
| Condition de remboursement anticipé volontaire | Indemnité actuarielle                    | Indemnité actuarielle                    | Indemnité actuarielle                    |  |
| Modalité de révision                           | DR                                       | DR                                       | DR                                       |  |
| Taux de progressivité des échéances            | - 0,5 %                                  | - 0,5 %                                  | - 0,5 %                                  |  |
| Mode de calcul des intérêts                    | Equivalent                               | Equivalent                               | Equivalent                               |  |
| Base de calcul des intérêts                    | 30 / 360                                 | 30 / 360                                 | 30 / 360                                 |  |

<sup>1</sup> Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

Paraphes

77



ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

L'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

## **ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX**

### **MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE**

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Paraphes



ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

### MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

#### PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement, est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule :  $IP' = IP + DT$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre la dernière valeur actualisée de l'Index et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

#### PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule :  $R = 1 + DT/(1+I)$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule :  $I' = R(1+I) - 1$

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule :  $P' = R(1+P) - 1$

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

CTR D'AFF SUD 19 RUE CHATILLON - CS 36518 - 35065 RENNES CEDEX - Tél : 02 23 35 55 55 -

Télécopie : 02 23 35 55 35

bretagne@caissedesdepots.fr

13/24



ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

## ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Paraphes

7 7



ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARONE

## **ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL**

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

## **ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES**

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation donnée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

## **ARTICLE 14 COMMISSIONS**

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

Paraphes





ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

## **ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR**

### **DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :**

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

### **ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :**

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations  
CTR D'AFF SUD 19 RUE CHATILLON - CS 36518 - 35085 RENNES CEDEX - Tél : 02 23 35 55 55 -

Conseil municipal de la ville d'Auray du 10 avril 2018  
bretagne@caissedesdepots.fr

16/24  
274/419



ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

Paraphes



ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout événement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

## ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

| Type de Garantie      | Dénomination du garant / Désignation de la Garantie       | Quotité Garantie (en %) |
|-----------------------|-----------------------------------------------------------|-------------------------|
| Collectivités locales | COMMUNAUTE DE COMMUNES AURAY QUIBERON<br>TERRE ATLANTIQUE | 50,00                   |
| Collectivités locales | COMMUNE DE AURAY                                          | 50,00                   |

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

CTR D'AFF SUD 19 RUE CHATILLON - CS 36518 - 35065 RENNES CEDEX - Tél : 02 23 35 55 55 -

Télécopie : 02 23 35 55 35

bretagne@caissedesdepots.fr

18/24



ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

## **ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES**

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

### **17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES**

#### **17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires**

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Paraphes



ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

### 17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

## 17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

### 17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;

Paraphes



ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

- dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
- la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

### 17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

### 17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

CTR D'AFF SUD 19 RUE CHATILLON - CS 36518 - 35065 RENNES CEDEX - Tél: 02 23 35 55 55 -

Télécopie : 02 23 35 55 35

bretagne@caissedesdepots.fr

21/24



ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

### **ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES**

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

### **ARTICLE 19 NON RENONCIATION**

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

### **ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS**

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

### **ARTICLE 21 NOTIFICATIONS**

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site <https://www.prets.caissedesdepots.fr/> par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Paraphes

77



ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

## ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Paraphes



ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 28/06/2018

Pour l'Emprunteur,

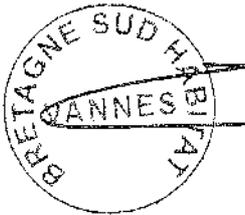
Civilité : Monsieur

Nom / Prénom : ROBERT Erwan

Qualité : Directeur Général

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :



Le, 13/06/18

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité :

Philippo BESSON

Nom / Prénom : Directeur Territorial

Qualité :

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Paraphes



Envoyé à la Sous-Préfecture le 16/04/2018  
Compte-rendu affiché le 16/04/2018  
Reçu par la Sous-Préfecture le 16/04/2018

**13- DF - MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE - AMENAGEMENT DU CENTRE VILLE  
POUR LA VALORISATION DU PATRIMOINE ET LA DYNAMISATION DES  
COMMERCES - MODIFICATION DU MARCHE PAR AVENANT N°1 LOT N°2 -  
AUTORISATION A DONNER AU MAIRE DE LE SIGNER**

Monsieur Jean-Yves MAHEO, 5ème Adjoint, expose à l'assemblée :

Par délibération en date du 14 juin 2016, le conseil municipal a attribué le marché de travaux d'aménagement du centre ville pour la valorisation du patrimoine et la valorisation des commerces.

Deux lots ont été définis :

- Lot n°1 - Terrassements Voirie et Réseaux Divers
- Lot n°2 - Pavage, mobilier urbain, plantations, fontainerie.

Durant les travaux, des surprises sont apparues et ont nécessité la réalisation de travaux complémentaires (voir détail en annexe).

Une modification de marché doit donc être conclue en application de l'article 139 al. 6 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Le montant des travaux supplémentaires s'élève à 32 584,90 € HT (39 101,88 € TTC).

Il est donc proposé de conclure un avenant en plus-value avec la société Atlantic Paysages.

Le montant global du marché passe ainsi de 1 313 250,00 € HT (1 575 900,00 € TTC) à 1 345 834 € HT (1 615 001,88 € TTC) soit une augmentation de 2,48 %.

A reçu un avis favorable en Municipalité du 03/04/2018,

A reçu un avis favorable en Commission Finances, Budget du 29/03/2018,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés ( 33 voix pour),

Le Conseil municipal :

- **AUTORISE** le Maire à signer l'avenant.

DEPARTEMENT DU MORBIHAN

-:-

VILLE D'AURAY

-:-

**AMENAGEMENT DU CENTRE-VILLE POUR LA VALORISATION DU PATRIMOINE ET LA DYNAMISATION  
DES COMMERCES**

**Place de la république / place deshayes**

-:-

LOT 02 : Pavage, mobilier urbain, plantations et fontainerie

-:-

**AVENANT N° 1**

**Marché du 30 Juin 2016**

-:-

Entre les soussignés :

- Monsieur Jean DUMOULIN, Maire de la ville d'AURAY, agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 14 Avril 2104 et désigné dans ce qui suit par "Le Maître de l'Ouvrage",

d'une part,

Et,

- M. Damien GRAU, agissant au nom et pour le compte de la Société ATLANTIC PAYSAGES SAS, basée Chemin de Kerbois – BP 50124 – 56401 AURAY Cedex, immatriculée à l'I.N.S.E.E. sous le N°378 334 783 00032, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés et désigné dans ce qui suit par "L'Entrepreneur",

d'autre part,

**IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1 – EXPOSE**

A – Présentation

Dans le cadre de l’opération, des surprises sont apparues, le maître d’ouvrage a demandé des travaux complémentaires dans le cadre du marché en objet et une modification structurelle a été acté par le maître d’ouvrage.

B – Dispositions actuelles du marché

Les prestations ci-dessous sont des prestations nouvelles ou des linéaires complémentaires au marché initial.

C – Dispositions modificatives

|    |          | Détail                                                                                                            | Sous détail                                                                                               | Montant (€ H.T.) |
|----|----------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|
| A1 | Phase 01 | Bande de guidage fonte sur Quai de bus                                                                            | supprimé car souhait de mise en œuvre unique de clous inox                                                | -3520            |
| A2 | Phase 01 | Moins valeur pour jardinière Mahot                                                                                | Mahot au lieu de JDRS sur P1 (4 unités)                                                                   | -800             |
| A3 | Phase 02 |                                                                                                                   | Mahot au lieu de JDRS sur P2 (6 unités)                                                                   | -1200            |
| A4 | Phase 01 | Modification des terrasses                                                                                        | B1 en moins; linéaire en moins et modifications                                                           | 0                |
| A5 | Phase 01 | Modification de la rue du Jeu de paume                                                                            | Reprise de pavés ancien pour création de caniveau et envoi vers avaloir                                   | 1200             |
| A6 | Phase 01 | Clous podotactile à mettre en œuvre en complément des stries en tête de marchés pour éviter les chutes présentées | sur les terrasses; le choix du MOA étant une pose en tête de terrasse                                     | 2500             |
| A7 | Phase 01 | Mise en œuvre de grave bitume au lieu de sable le long de la Mairie                                               | entre petit théâtre & Halles, suite demande du MOE de continuité de pose entre Place de la Pompe et Halle | 1657,5           |
| A8 | Phase 01 | Mise en œuvre de clous inox en tête de quai de bus & bandes d'éveils                                              | quai de bus                                                                                               | 2500             |
| A9 | Phase 02 | Adaptation des dallages pour mise en lumière des façades                                                          | Petit Théâtre                                                                                             | 600              |

Place de la République / place Deshayes

LOT 02 : Pavage, mobilier urbain, plantations et fontainerie

|         |                           |                                                                                                                                                                  |                                                                                                                                                                                                                                                                |       |
|---------|---------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| A1<br>0 | Phase 02                  | Chânette pour marquage zone piétonne                                                                                                                             | Place de la pompe & modification                                                                                                                                                                                                                               | 1057  |
| A1<br>1 | Phase 01                  | Fontaine                                                                                                                                                         | dépose repose & nettoyage des dalles de l'alcove fontaine                                                                                                                                                                                                      | 400   |
| A1<br>2 | Phase 02                  | Puits                                                                                                                                                            | dépose, mise en stock, essai pour validation, mise en place définitive des dalles du puits & mise en œuvre selon calepinage souhaité                                                                                                                           | 2400  |
| A1<br>3 | Phase 02                  | Angle Petit Théâtre                                                                                                                                              | Calepinage particulier                                                                                                                                                                                                                                         | 400   |
| A1<br>4 | Phase 02                  | Fontaine & serrureries                                                                                                                                           | La modification de structure du meuble fontaine, la mise en œuvre des cabochons laiton, les modifications de peinture multiples, l'exutoire du local technique pour faciliter l'exploitation future ont entraîné une plus value sur le mobilier et la fontaine | 3500  |
| A1<br>5 | Phase 02                  | Modification de programme carrefour Rue Barrée / Rue de l'Eglise                                                                                                 | Suppression des pavés voirie sur le carrefour Rue Barrée / Rue de l'Eglise : 45m <sup>2</sup> P1 et béton en moins + 9ml borudres                                                                                                                              | -6264 |
| A1<br>6 | Phases 02 - 03 - 04       | Alerte du MOE compte tenu des circulations constatées en phase 01 quant au risque de chevauchement de livraisons & stationnement en zone partagée Phase 02 03 04 | Le MOA a demandé le 21/03/17 de changer le mode de pose -> Mise en œuvre de Grave Bitume 8cm (PF2 T5) -> y compris WILSON pour 200m <sup>2</sup> environ                                                                                                       | 27938 |
| A1<br>7 | Phases 02 - 03 - 04       | Alerte du MOE compte tenu des circulations constatées en phase 01 quant au risque de chevauchement de livraisons & stationnement en zone partagée Phase 02 03 04 | Le MOA a demandé le 21/03/17 de changer le mode de pose -> Mise en œuvre de pavés sur ensemble adjuvantés -> y compris WILSON pour 200m <sup>2</sup> environ                                                                                                   | 22929 |
| A1<br>8 | Phases 05 - 06 (DESHAYES) | Compte tenu de l'alerte du MOE sur République (cf Volet 03) ; demande du MOA de ne pas mettre en œuvre de sable sur Deshayes                                     | Le MOA a demandé le 05/04/17 de changer le mode de pose -> Mise en œuvre de Grave Bitume 8cm sur ces zones proposées en sable                                                                                                                                  | 8316  |

|         |                                 |                                                                                                                              |                                                                                                                                                                                                                        |       |
|---------|---------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| A1<br>9 | Phases 05 -<br>06<br>(DESHAYES) | Compte tenu de l'alerte du MOE sur République (cf Volet 03) ; demande du MOA de ne pas mettre en œuvre de sable sur Deshayes | Le MOA a demandé le 21/03/17 de changer le mode de pose -> Mise en œuvre de pavés piétons sur ensemble adjuvantés                                                                                                      | 6825  |
| A2<br>0 | Phases 05 -<br>06<br>(DESHAYES) | Compte tenu de l'alerte du MOE sur République (cf Volet 03) ; demande du MOA de ne pas mettre en œuvre de sable sur Deshayes | Le MOA a demandé le 21/03/17 de changer le mode de pose -> Mise en œuvre des pavés du roi du Parvis de l'Eglise (390m <sup>2</sup> ) et des dalles du Parvis d'église (55m <sup>2</sup> ) sur GB & ensemble adjuvantés | 16043 |
| A2<br>1 | Phases 05 -<br>06<br>(DESHAYES) | Bornes granites                                                                                                              | bornes complémentaires suite à l'absence de respect du code de la route par les usagers                                                                                                                                | 2822  |
| A2<br>2 | Phases 05 -<br>06<br>(DESHAYES) | Bordures complémentaires                                                                                                     | suite au retour d'expérience circulation Phase 01à03 & aux comportements des circulations, modifications selon plan PRO URBICUS & EXE Atlantic Paysage                                                                 | 1505  |
| A2<br>3 | Phases 05 -<br>06<br>(DESHAYES) | Pavés du roi complémentaires                                                                                                 | selon plan PRO URBICUS & EXE Atlantic Paysage suite aux échanges avec ABF pour valoriser l'historique dans la continuité des bâtis existants et permettre des espaces verts complémentaires                            | 0     |
| A2<br>4 | Phases 05 -<br>06<br>(DESHAYES) | Espaces verts complémentaires                                                                                                | selon plan PRO URBICUS & EXE Atlantic Paysage suite aux échanges avec ABF et aux remarques au cours du chantier du manque de verdure sur les phases 01à03                                                              | 1456  |
| A2<br>5 | Phases 05 -<br>06<br>(DESHAYES) | Bilan Pavés                                                                                                                  | En moins suite à mise en œuvre espaces verts, en plus par rapport aux pavés du roi supprimés sur trottoirs & voirie // selon plan PRO URBICUS & EXE Atlantic Paysage                                                   | -5668 |

Place de la République / place Deshayes

LOT 02 : Pavage, mobilier urbain, plantations et fontainerie

|              |                                 |                                                                                                                                                                                                                            |                                                                                                                                                       |                |
|--------------|---------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|
| A2<br>6      | Phases 05 -<br>06<br>(DESHAYES) | Modifications de voirie sur<br>l'ensemble DESHAYES                                                                                                                                                                         | Suite aux demandes ABF pour réduire<br>les angles saillants + rajouts d'une<br>place PMR devant le presbytère - P1R<br>en moins et P1 en substitution | 110            |
| A2<br>7      | Phase 02<br>(Halles<br>Nord)    | 9 Bornes granites ou 9 potelets                                                                                                                                                                                            | suite au retour d'expérience circulation<br>Phase 01, selon plan PRO URBICUS &<br>EXE Atlantic Paysage                                                | 1899           |
| A2<br>8      | Phase<br>WILSON                 | Modification sur WILSON<br>C1<br>B2<br>B4<br>P4 dalles<br>Caniveau 2 rangs                                                                                                                                                 | selon plan PRO URBICUS &<br>modification aménagement                                                                                                  | 14953          |
| A2<br>9      | Phase<br>WILSON                 | Bilan en moins du marché pour<br>adaptation WILSON :<br>P1 circulé<br>Béton fondation<br>Surface : - 504 + 20<br>+40m <sup>2</sup> (complément en début<br>de chaque rue)<br>P1 n<br>P1r<br>P1rn<br>P2pieton<br>P2 circulé | selon plan PRO URBICUS &<br>modification aménagement                                                                                                  | -70973,6       |
| <b>TOTAL</b> |                                 |                                                                                                                                                                                                                            |                                                                                                                                                       | <b>32584,9</b> |

**ARTICLE 2 – OBJET DU PRESENT AVENANT**

Le présent avenant a pour objet de définir :

- Les prestations complémentaires ou modificatives apportées,
- Le coût de ces prestations complémentaires,
- Le nouveau montant limite du marché,
- Le délai d'exécution complémentaire associé à ces prestations.

**ARTICLE 3 – NATURE ET COUT DES PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES**

Le prix nouveau au marché est le suivant (rattaché à la prestation A12)

| Désignation   |                                                        |     | Px unitaire |
|---------------|--------------------------------------------------------|-----|-------------|
| <b>3.3.65</b> | <b>Fourniture et pose de pavés ou dalles en granit</b> |     |             |
| 3.3.65.20     | Traitement du puits Place de la Pompe                  | FFT | 2400        |

L'intitulé modificatif est ci après

| Désignation   |                                                                                                                                                                            |                | Px unitaire |
|---------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|-------------|
| <b>3.3.65</b> | <b>Fourniture et pose de pavés ou dalles en granit</b>                                                                                                                     |                |             |
| 3.3.65.19     | P2 espace piéton circulé sous trottoirs : mélange de pavés épaisseur 10cm – dessus bouchardé, dessous scié, côtés clivés – mélange granit gris et beige posé sur 6cm de GB | M <sup>2</sup> | 128,40      |

L'ensemble des autres prestations est constitué par l'application de quantités supplémentaires affecté aux prix du marché initial, modifiant la masse financière globale du marché.

**ARTICLE 4 - NOUVEAU MONTANT LIMITE DU MARCHE**

Le montant de l'ensemble des prestations complémentaires et modificatives désignées ci-dessus représente une dépense supplémentaire de **32.584,90 € HT**.

Le montant du marché se trouve ainsi porté par le présent avenant de 1 313 250,00 € HT à ~~1.345.84,90 € HT~~ 1 345 834,90 € HT

**ARTICLE 5 – DELAI D'EXECUTION**

Les délais contractuels sont modifiés par la réalisation de ces prestations.

Délai complémentaire 6 semaines.

**ARTICLE 6 – CLAUSES GENERALES**

Toutes les clauses générales et conditions générales du marché initial demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux clauses du présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contradictions.

Fait à AURAY, le  
LE MAITRE DE L'OUVRAGE,

Reçu pour notification  
à  
Le  
L'ENTREPRENEUR,

Envoyé à la Sous-Préfecture le 16/04/2018  
Compte-rendu affiché le 16/04/2018  
Reçu par la Sous-Préfecture le 16/04/2018

**14- DF - MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE - AMENAGEMENT DU CENTRE VILLE  
POUR LA VALORISATION DU PATRIMOINE ET LA DYNAMISATION DES  
COMMERCES - MODIFICATION DU MARCHE PAR AVENANT N°1 LOT N°1 -  
AUTORISATION A DONNER AU MAIRE DE LE SIGNER**

Monsieur Jean-Yves MAHEO, 5ème Adjoint, expose à l'assemblée :

Par délibération en date du 14 juin 2016, le conseil municipal a attribué le marché de travaux d'aménagement du centre ville pour la valorisation du patrimoine et la valorisation des commerces.

Deux lots ont été définis :

- Lot n°1 - Terrassements Voirie et Réseaux Divers
- Lot n°2 - Pavage, mobilier urbain, plantations, fontainerie.

Durant les travaux, des surprises sont apparues (découverte d'un puits) et ont nécessité la réalisation de travaux complémentaires (voir détail en annexe).

Une modification de marché doit donc être conclue en application de l'article 139 al. 6 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Le montant des travaux supplémentaires s'élève à 77 010,00 € HT (92 412,00 € TTC).

Il est donc proposé de conclure un avenant en plus-value avec la société Eurovia.

Le montant global du marché passe ainsi de 638 400 € HT (766 080 € TTC) à 715 410 € HT (858 492,00 € TTC) soit une augmentation de 12,06 %

A reçu un avis favorable en Municipalité du 03/04/2018,

A reçu un avis favorable en Commission Finances, Budget du 29/03/2018,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés ( 33 voix pour),

Le Conseil municipal :

- **AUTORISE** le Maire à signer l'avenant.

DEPARTEMENT DU MORBIHAN

-:-

**VILLE D'AURAY**

-:-

**AMENAGEMENT DU CENTRE-VILLE POUR LA VALORISATION DU PATRIMOINE ET LA DYNAMISATION  
DES COMMERCES**

**Place de la république / place deshayes**

-:-

LOT 01 : Terrassement voirie et réseaux divers

-:-

**AVENANT N° 1  
Marché du 30 Juin 2016**

-:-

-:-

Entre les soussignés :

- Monsieur Jean DUMOULIN, Maire de la ville d'AURAY, agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 14 Avril 2104 et désigné dans ce qui suit par "Le Maître de l'Ouvrage",

d'une part,

Et,

- M. Fabrice RENAULT agissant au nom et pour le compte de la Société EUROVIA BRETAGNE, basée Impasse Saint-Léonard – 56450 THEIX, immatriculée à l'I.N.S.E.E. sous le N° : 722 028 586 00427, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés, et désigné dans ce qui suit par "L'Entrepreneur",

d'autre part,

**IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1 – EXPOSE**

A – Présentation

Dans le cadre de l’opération, des surprises sont apparues (découverte d’un puits), le maître d’ouvrage a demandé des travaux complémentaires dans le cadre du marché en objet et une modification structurelle a été acté par le maître d’ouvrage.

B – Dispositions actuelles du marché

Les prestations ci-dessous sont des prestations nouvelles ou des linéaires complémentaires au marché initial.

C – Dispositions modificatives

|     |          | Détail                                                                                                                                           | Sous détail                                                                                               | Montant [€ H.T.] |
|-----|----------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|
| A 1 | Phase 01 | Demande du MOA de renouveler des tronçons d’eaux pluviales supplémentaires, constatés dégradés et non armés Rue du Belzic et Rue du Jeu de Paume | Renouvellement EP dia500mm Rue du Belzic                                                                  | 5 480            |
| A 2 |          |                                                                                                                                                  | Renouvellement EP dia300mm Rue du Jeu de Paume                                                            | 2 370            |
| A 3 |          |                                                                                                                                                  | Investigations complémentaires associées                                                                  | 1 573            |
| A 4 | Phase 01 | Découvertes de non conformités du réseau d’eaux pluviales initialement dans l’eau usée -> mises en conformité à charge du MOA - Ville d’AURAY    | Reprises de branchements EP (16 unités)                                                                   | 9 920            |
| A 5 |          |                                                                                                                                                  | Investigations complémentaires associées                                                                  | 1 573            |
| A 6 | Phase 01 | Demande du MOA de renouveler 2bornes énergies au lieu de repeindre les anciennes                                                                 | prix marchés                                                                                              | 12 123           |
| A 7 | Phase 01 | Découverte d’une fosse sous WC publics: demande du MOA de traiter celle-ci par comblement béton                                                  | préparation; curage & 25m3 de béton                                                                       | 3 620            |
| A 8 | Phase 01 | Mise en œuvre de grave bitume au lieu de sable le long de la Mairie                                                                              | entre petit théâtre & Halles, suite demande du MOE de continuité de pose entre Place de la Pompe et Halle | 2 530            |
|     |          |                                                                                                                                                  |                                                                                                           |                  |

|     |                | Détail                                                                                                                                                   | Sous détail                                                                                                                                 | Montant<br>[€ H.T.] |
|-----|----------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|
| A9  | Phase 01       | Demande du MOE d'une mise en œuvre de raccordements enrobés provisoires entre Phase 01 & Wilson; en l'état des connaissances réseaux souples de l'époque | réalisation d'enrobés pour remise en circulation en Janvier 2017 + signalisation horizontale                                                | 3 316               |
| A10 | Phase 02       | Découverte du puit Place de la Pompe                                                                                                                     | découverte, pompage des eaux, mise en œuvre de drains, percements du puits, pose de canalisations EP & remblaiement par matériaux d'apports | 2 980               |
| A11 | Phase Deshayes | Complément Bornes énergies                                                                                                                               | Mise en œuvre d'une borne énergie supplémentaire, raccordements et câblage associé                                                          | 6 061               |
| A12 | Phase Wilson   | Modification de l'aménagement                                                                                                                            | Mise en œuvre d'enrobés Goasc                                                                                                               | 12 549              |
| A13 | Phase Wilson   | Modification de l'aménagement Wilson                                                                                                                     | Mise en œuvre de GB                                                                                                                         | 11 615              |
| A14 | Phase Wilson   | Modification de l'aménagement Wilson                                                                                                                     | Etude voirie & marquage au sol                                                                                                              | 2 300               |
|     |                | <b>TOTAL</b>                                                                                                                                             |                                                                                                                                             | <b>77 010 €</b>     |

**ARTICLE 2 – OBJET DU PRESENT AVENANT**

Le présent avenant a pour objet de définir :

- Les prestations complémentaires ou modificatives apportées,
- Le coût de ces prestations complémentaires,
- Le nouveau montant limite du marché,
- Le délai d'exécution complémentaire associé à ces prestations.

**ARTICLE 3 – NATURE ET COUT DES PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES**

Les prix nouveaux liés aux prestations A4, A7 & A10 sont les suivants :

| Désignation |                                         |     | Px unitaire |
|-------------|-----------------------------------------|-----|-------------|
| <b>40</b>   | <b>Canalisations</b>                    |     |             |
| 40.257      | Reprises de branchements eaux pluviales | U   | 620         |
| <b>50</b>   | <b>Travaux spéciaux</b>                 |     |             |
| 50.430      | Traitement d'une cuve sous WC publics   | FFT | 3620        |
| 50.440      | Traitement du puits Place de la Pompe   | FFT | 2980        |

Les prix nouveaux liés aux prestations A12 & A14 :

| Désignation |                                                                                                                                                                                         |                | Px unitaire |
|-------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|-------------|
| <b>70</b>   | <b>Réfections</b>                                                                                                                                                                       |                |             |
| 70.513      | Réalisation d'enrobé Goasc : balayage ; couche d'accrochage, fourniture et mise en œuvre d'enrobés 0/10 Goasc sur 6cm réalisé de jour par route barrée sans grenailage ni hydrodécapage | M <sup>2</sup> | 24,85       |
| 70.514      | Etude voirie & marquage au sol                                                                                                                                                          | FFT            | 2 300       |

Le détail des quantités liées aux prestations A6 & 11 est la suivante :

| Numéro         | Libellé                                                           | Quantité supplémentaire | Prix unitaire | Montant  |
|----------------|-------------------------------------------------------------------|-------------------------|---------------|----------|
| <b>10</b>      | <b>ELECTRICITE</b>                                                |                         |               |          |
| <b>10.1</b>    | <b>TERRASSEMENTS</b>                                              |                         |               |          |
| <b>10.1.5</b>  | <b>Ouverture de tranchée en terrain de toutes natures.</b>        |                         |               |          |
| 10.1.5.1       | sous trottoir ou chaussée (charge 0,80m)                          | 100,00                  | 21,90         | 2 190,00 |
| <b>10.1.30</b> | <b>Fourniture et mise en œuvre de matériaux de remplacement :</b> |                         |               |          |
| 10.1.30.3      | G.N.T. B 0/31,5                                                   | 40,00                   | 17,40         | 696,00   |
| <b>10.2</b>    | <b>FOURREAUX ET CABLES</b>                                        |                         |               |          |

Place de la République / place Deshayes

LOT 01 : Terrassement voirie et réseaux divers

|                |                                                                                                                |        |          |          |
|----------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|----------|----------|
| <b>10.2.10</b> | <b>Fourniture et mise en oeuvre de fourreau :</b>                                                              |        |          |          |
| 10.2.10.1      | 160 mm T.P.C.                                                                                                  | 100,00 | 7,60     | 760,00   |
| <b>10.2.36</b> | <b>Raccordements des nouvelles bornes "marché" au comptage, câblage, études techniques</b>                     |        |          |          |
| 10.2.36.1      | raccordement de 3 bornes "marché" côté république                                                              | 0,60   | 2 150,00 | 1 290,00 |
| 10.2.36.4      | raccordement d'1 borne marché supplémentaire Deshayes                                                          | 1      | 988,00   | 988,00   |
| <b>10.5</b>    | <b>BORNES ENERGIE</b>                                                                                          |        |          |          |
| <b>10.5.1</b>  | <b>Fourniture et pose de bornes de distribution d'énergie "marché"</b>                                         |        |          |          |
| 10.5.1.1       | borne du type BEPI de chez DBT ou similaire - 4 prises 16A mono + protections - tampon fonte C250              | 1,00   | 3 560,00 | 3 560,00 |
| 10.5.1.2       | borne du type BEPI de chez DBT ou similaire - 4 PC 16A mono + 1 PC 63A tétra + protections - tampon fonte C250 | 2,00   | 4 350,00 | 8 700,00 |

|                  |
|------------------|
| <b>18 184,00</b> |
|------------------|

Le reste des prestations correspond à des quantités complémentaires sur des prix existants au marché initial.

**ARTICLE 4 - NOUVEAU MONTANT LIMITE DU MARCHE**

Le montant de l'ensemble des prestations complémentaires et modificatives désignées ci-dessus représente une dépense supplémentaire de **77.010 € HT.**

Le montant du marché se trouve ainsi porté par le présent avenant de 638.400,00 € HT à **715.410 € HT.**

**ARTICLE 5 – DELAI D'EXECUTION**

Les délais contractuels sont modifiés par la réalisation de ces prestations.

Délai complémentaire 6 semaines.

## ARTICLE 6 – CLAUSES GENERALES

Toutes les clauses générales et conditions générales du marché initial demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux clauses du présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contradictions.

Fait à AURAY, le

LE MAITRE DE L'OUVRAGE,

Reçu pour notification  
à

Le

L'ENTREPRENEUR,

Envoyé à la Sous-Préfecture le 16/04/2018  
Compte-rendu affiché le 16/04/2018  
Reçu par la Sous-Préfecture le 16/04/2018

**15- DF - MARCHÉ A PROCÉDURE ADAPTÉE - AMÉNAGEMENT DU CENTRE VILLE POUR LA VALORISATION DU PATRIMOINE ET LA DYNAMISATION DES COMMERCES - MODIFICATION DU MARCHÉ PAR AVENANT N°2 LOT N°1 - AUTORISATION A DONNER AU MAIRE DE LE SIGNER**

Monsieur Jean-Yves MAHEO, 5ème Adjoint, expose à l'assemblée :

Par délibération en date du 14 juin 2016, le conseil municipal a attribué le marché de travaux d'aménagement du centre ville pour la valorisation du patrimoine et la valorisation des commerces.

Deux lots ont été définis :

- Lot n°1 - Terrassements Voirie et Réseaux Divers
- Lot n°2 - Pavage, mobilier urbain, plantations, fontainerie.

Durant la réalisation des travaux, le Maître d'ouvrage a décidé de réaliser une mise en lumière des façades de l'Hôtel de Ville, Petit Théâtre et Eglise Notre-Dame. Cette décision a entraîné des travaux supplémentaires (voir détail en annexe) en application de l'article 139 al. 3 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Le montant des travaux supplémentaires s'élève à 50 000 € HT (60 000 € TTC).

Il est donc proposé de conclure un avenant en plus-value avec la société Eurovia.

Le montant global du marché passe ainsi de 638 400 € HT (766 080 € TTC) à 715 410 € HT (858 492,00 € TTC) suite à la conclusion du premier avenant et à 765 410 € HT (918 492 € TTC) suite à la conclusion du second avenant.

Cet avenant n°2, pris en application de l'article 139 al. 3 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, entraîne une augmentation de 7,83 %.

A reçu un avis favorable en Municipalité du 03/04/2018,  
A reçu un avis favorable en Commission Finances, Budget du 29/03/2018,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés ( 33 voix pour),

Le Conseil municipal :

- **AUTORISE** le Maire à signer l'avenant.

DEPARTEMENT DU MORBIHAN

-:-

**VILLE D'AURAY**

-:-

**AMENAGEMENT DU CENTRE-VILLE POUR LA VALORISATION DU PATRIMOINE ET LA DYNAMISATION  
DES COMMERCES**

**Place de la république / place deshayes**

-:-

LOT 01 : Terrassement voirie et réseaux divers

-:-

**AVENANT N° 2**  
**Marché du 30 Juin 2016**

-:-

-:-

Entre les soussignés :

- Monsieur Jean DUMOULIN, Maire de la ville d'AURAY, agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 14 Avril 2104 et désigné dans ce qui suit par "Le Maître de l'Ouvrage",

d'une part,

Et,

- M. Fabrice RENAULT agissant au nom et pour le compte de la Société EUROVIA BRETAGNE, basée Impasse Saint-Léonard – 56450 THEIX, immatriculée à l'I.N.S.E.E. sous le N° : 722 028 586 00427, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés, et désigné dans ce qui suit par "L'Entrepreneur",

d'autre part,

**IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1 – EXPOSE**

A – Présentation

L'opération d'aménagement de voirie est en cours de réalisation, le Maître d'ouvrage a décidé de réaliser une mise en lumière des façades de l'hôtel de ville, Petit Théâtre et de l'Eglise Notre-Dame en parallèle de ces travaux, ces façades étant inscrites au Patrimoine.

Cette décision engendre des travaux supplémentaires pour le présent lot terrassement – voirie et réseaux divers puisque le génie-civil de cette mise en lumière (tranchées, fourreaux et chambres) sont indissociables du marché initial de travaux compte tenu des interfaces multiples de pérennité des différentes structures & remblais préalable à l'aménagement pavé.

Seuls les travaux de génie civil (tranchées, fourreaux et chambres) sont concernées par le présent avenant . Les travaux de câblage et d'équipements seront effectivement réalisés dans une nouvelle MAPA.

Ces travaux de génie civil pour la mise en lumière des façades n'étant pas prévus au marché initial, des modifications du marché d'Aménagement du Centre ville sont donc nécessaires en raison de **sujétions techniques imprévues conformément à l'article 20 du code des marchés publics de 2006**. Ces nouvelles prestations respectent les conditions du marché complémentaire telles qu'elles existaient sous l'empire dudit code.

La nouvelle réglementation, décret n° 2016-360 du 25/03/2016, n'ouvrant pas la possibilité de conclure des marchés publics sans publicité ni mise en concurrence dans les conditions offertes par l'ancien code des marchés publics, la **Direction des affaires Juridiques (DAJ)** s'est prononcée et **considère que ce type de prestation doit être intégrée au marché initial par voie d'avenant** (cf note DAJ du 21/02/17).

B – Dispositions actuelles du marché

Les prestations ci-dessous sont des prestations nouvelles ou des linéaires complémentaires au marché initial.

## C – Dispositions modificatives

|              |                           | Détail                                                                                                                   | Sous détail    | Montant<br>[€ H.T.] |
|--------------|---------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|---------------------|
| A<br>1       | Tranche 1 –<br>République | Demande du MOA de réaliser le<br>génie civil pour mise en lumière<br>des façades de l'Hôtel de ville et<br>Petit Théâtre | prix du marché | 8 325               |
| A<br>2       |                           |                                                                                                                          | Prix nouveaux  | 11 675              |
| A<br>3       | Tranche 2 -<br>Deshayes   | Demande du MOA de réaliser le<br>génie civil pour mise en lumière<br>des façades de l'église Notre-<br>Dame              | prix du marché | 12 040              |
| A<br>4       |                           |                                                                                                                          | Prix nouveaux  | 17 960              |
| <b>TOTAL</b> |                           |                                                                                                                          |                | <b>50 000 €</b>     |

**ARTICLE 2 – OBJET DU PRESENT AVENANT**

Le présent avenant a pour objet de définir :

- Les prestations complémentaires ou modificatives apportées,
- Le coût de ces prestations complémentaires,
- Le nouveau montant limite du marché,
- Le délai d'exécution complémentaire associé à ces prestations.

**ARTICLE 3 – NATURE ET COUT DES PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES**

Les prix nouveaux liés aux prestations A2 et A4 sont les suivants :

| Numéro       | Libellé                                                   | Unité | Prix<br>unitaire |
|--------------|-----------------------------------------------------------|-------|------------------|
| <b>1</b>     | <b>INSTALLATION - PREPARATION -<br/>SONDAGES</b>          |       |                  |
| <b>1.300</b> | <b>Installation et préparation du chantier.</b>           |       |                  |
| 1.300.1      | pour la tranche 1 - République                            | forf. | 1 500,00         |
| 1.300.2      | pour la tranche 2 - Deshayes                              | forf. | 700,00           |
| <b>1.315</b> | <b>Piquetage Spécial des ouvrages existants<br/>(OPM)</b> |       |                  |
| 1.315.1      | pour la tranche 1 - République                            | forf  | 150,00           |
| 1.315.2      | pour la tranche 2 - Deshayes                              | forf  | 150,00           |

|                |                                                                                                        |                |        |
|----------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|--------|
| <b>1.317</b>   | <b>Piquetage Général des ouvrages projetés (OPM)</b>                                                   |                |        |
| 1.317.1        | pour la tranche 1 - République                                                                         | forf           | 150,00 |
| 1.317.2        | pour la tranche 2 - Deshayes                                                                           | forf           | 150,00 |
| <b>1.340</b>   | <b>Opérations de localisation (OL) de réseaux enterrés (sondages intrusifs et non intrusifs)</b>       |                |        |
| 1.340.1        | pour la tranche 1 - République                                                                         | forf           | 150,00 |
| 1.340.2        | pour la tranche 2 - Deshayes                                                                           | forf           | 150,00 |
| <b>1.355</b>   | <b>Investigations Complémentaires (IC) sur réseaux enterrés "sensibles" par sondages non intrusifs</b> |                |        |
| 1.355.1        | pour l'ensemble des réseaux détectés de la tranche 1 - République                                      | forf           | 200,00 |
| 1.355.2        | pour l'ensemble des réseaux détectés de la tranche 2 - Deshayes                                        | forf           | 100,00 |
| <b>1.360</b>   | <b>Investigations Complémentaires (IC) sur réseaux enterrés "sensibles"</b>                            |                |        |
| 1.360.1        | terrassements manuels et mécaniques                                                                    | m3             | 8,00   |
| <b>1.365</b>   | <b>Protection mécanique des réseaux enterrés "sensibles"</b>                                           |                |        |
| 1.365.1        | les protections mécaniques                                                                             | ml             | 10,00  |
| <b>1.400</b>   | <b>Plans d'exécution</b>                                                                               |                |        |
| 1.400.1        | pour la tranche 1 - République                                                                         | forf           | 275,00 |
| 1.400.2        | pour la tranche 2 - Deshayes                                                                           | forf           | 125,00 |
| <b>12</b>      | <b>ECLAIRAGE PUBLIC</b>                                                                                |                |        |
| <b>12.1</b>    | <b>TERRASSEMENTS</b>                                                                                   |                |        |
| <b>12.1.6</b>  | <b>Ouverture de tranchée en terrain de toutes natures pour pose de fourreaux</b>                       |                |        |
| 12.1.6.1       | sous trottoir ou chaussée (charge 0,80m)                                                               | m              | 14,00  |
| <b>12.2</b>    | <b>FOURREAUX ET CABLES</b>                                                                             |                |        |
| <b>12.2.10</b> | <b>Fourniture et mise en oeuvre de fourreau :</b>                                                      |                |        |
| 12.2.10.2      | 110 mm T.P.C.                                                                                          | m              | 6,00   |
| 12.2.10.3      | 90 mm T.P.C.                                                                                           | m              | 5,00   |
| 12.2.10.4      | 75 mm T.P.C.                                                                                           | m              | 4,00   |
| <b>12.2.65</b> | <b>Fourniture et pose de chambre de tirage avec tampon</b>                                             |                |        |
| 12.2.65.4      | L3T avec tampon C250 trappe "à paver"                                                                  | u              | 500,00 |
| <b>12.2.81</b> | <b>Réalisation de réservation sous pavage ou dallage pour raccordement des encastrés de sol</b>        |                |        |
| 12.2.81.1      | modèle ETC 130 GB LED de la marque We-EF ou similaire                                                  | u              | 100,00 |
| 12.2.81.2      | modèle ETC 140 GB LED de la marque We-EF ou similaire                                                  | u              | 100,00 |
| <b>12.7</b>    | <b>REFECTIONS</b>                                                                                      |                |        |
| <b>12.7.15</b> | <b>Réfection provisoire ou définitive de voirie en bi-couche</b>                                       |                |        |
| 12.7.15.1      | bi-couche provisoire ou définitive                                                                     | m <sup>2</sup> | 6,00   |
| <b>12.7.30</b> | <b>Réfection définitive de voirie en enrobé à chaud 0/10</b>                                           |                |        |
| 12.7.30.1      | épaisseur de 6 cm                                                                                      | m <sup>2</sup> | 20,00  |
| <b>12.9</b>    | <b>PLANS CONFORMES</b>                                                                                 |                |        |
| <b>12.9.10</b> | <b>Plans conformes :</b>                                                                               |                |        |
| 12.9.10.1      | pour la tranche 1 - République                                                                         | forf.          | 260,00 |
| 12.9.10.2      | pour la tranche 2 - Deshayes                                                                           | forf.          | 150,00 |

Le détail des quantités liées aux **prestations A2 & A4 (prix nouveaux)** est le suivant :  
Conseil municipal de la ville d'Auray du 10 avril 2018

301/419

**A2 - TRANCHE 1 : REPUBLIQUE - HOTEL DE VILLE / PETIT THEATRE**

| Numéro                                              | Libellé                                                                                                | Unité | Quantité | Prix unitaire | Montant          |
|-----------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|----------|---------------|------------------|
| <b>1</b>                                            | <b>INSTALLATION - PREPARATION - SONDAGES</b>                                                           |       |          |               |                  |
| <b>1.300</b>                                        | <b>Installation et préparation du chantier.</b>                                                        |       |          |               |                  |
| 1.300.1                                             | pour la tranche 1 - République                                                                         | forf. | 1,00     | 1 500,00      | 1 500,00         |
| <b>1.315</b>                                        | <b>Piquetage Spécial des ouvrages existants (OPM)</b>                                                  |       |          |               |                  |
| 1.315.1                                             | pour la tranche 1 - République                                                                         | forf  | 1,00     | 150,00        | 150,00           |
| <b>1.317</b>                                        | <b>Piquetage Général des ouvrages projetés (OPM)</b>                                                   |       |          |               |                  |
| 1.317.1                                             | pour la tranche 1 - République                                                                         | forf  | 1,00     | 150,00        | 150,00           |
| <b>1.340</b>                                        | <b>Opérations de localisation (OL) de réseaux enterrés (sondages intrusifs et non intrusifs)</b>       |       |          |               |                  |
| 1.340.1                                             | pour la tranche 1 - République                                                                         | forf  | 1,00     | 150,00        | 150,00           |
| <b>1.355</b>                                        | <b>Investigations Complémentaires (IC) sur réseaux enterrés "sensibles" par sondages non intrusifs</b> |       |          |               |                  |
| 1.355.1                                             | pour l'ensemble des réseaux détectés de la tranche 1 - République                                      | forf  | 1,00     | 200,00        | 200,00           |
| <b>1.360</b>                                        | <b>Investigations Complémentaires (IC) sur réseaux enterrés "sensibles"</b>                            |       |          |               |                  |
| 1.360.1                                             | terrassements manuels et mécaniques                                                                    | m3    | 5,00     | 8,00          | 40,00            |
| <b>1.365</b>                                        | <b>Protection mécanique des réseaux enterrés "sensibles"</b>                                           |       |          |               |                  |
| 1.365.1                                             | les protections mécaniques                                                                             | ml    | 10,00    | 10,00         | 100,00           |
| <b>1.400</b>                                        | <b>Plans d'exécution</b>                                                                               |       |          |               |                  |
| 1.400.1                                             | pour la tranche 1 - République                                                                         | forf  | 1,00     | 275,00        | 275,00           |
| <b>Total INSTALLATION - PREPARATION - SONDAGES</b>  |                                                                                                        |       |          |               | <b>2 565,00</b>  |
| <b>12</b>                                           | <b>ECLAIRAGE PUBLIC</b>                                                                                |       |          |               |                  |
| <b>12.1</b>                                         | <b>TERRASSEMENTS</b>                                                                                   |       |          |               |                  |
| <b>12.1.6</b>                                       | <b>Ouverture de tranchée en terrain de toutes natures pour pose de fourreaux</b>                       |       |          |               |                  |
| 12.1.6.1                                            | sous trottoir ou chaussée (charge 0,80m)                                                               | m     | 490,00   | 14,00         | 6 860,00         |
| <b>12.2</b>                                         | <b>FOURREAUX ET CABLES</b>                                                                             |       |          |               |                  |
| <b>12.2.10</b>                                      | <b>Fourniture et mise en oeuvre de fourreau :</b>                                                      |       |          |               |                  |
| 12.2.10.2                                           | 110 mm T.P.C.                                                                                          | m     | 25,00    | 6,00          | 150,00           |
| 12.2.10.3                                           | 90 mm T.P.C.                                                                                           | m     | 140,00   | 5,00          | 700,00           |
| 12.2.10.4                                           | 75 mm T.P.C.                                                                                           | m     | 285,00   | 4,00          | 1 140,00         |
| <b>12.9</b>                                         | <b>PLANS CONFORMES</b>                                                                                 |       |          |               |                  |
| <b>12.9.10</b>                                      | <b>Plans conformes :</b>                                                                               |       |          |               |                  |
| 12.9.10.1                                           | pour la tranche 1 - République                                                                         | forf. | 1,00     | 260,00        | 260,00           |
| <b>Total ECLAIRAGE PUBLIC</b>                       |                                                                                                        |       |          |               | <b>9 110,00</b>  |
| <b>MONTANT TOTAL HT A2 - TRANCHE 1 - REPUBLIQUE</b> |                                                                                                        |       |          |               | <b>11 675,00</b> |

**A4 - TRANCHE 2 : DESHAYES - EGLISE SAINT GILDAS**

| Numéro                                             | Libellé                                                                                                | Unité | Quantité | Prix unitaire | Montant         |
|----------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|----------|---------------|-----------------|
| <b>1</b>                                           | <b>INSTALLATION - PREPARATION - SONDAGES</b>                                                           |       |          |               |                 |
| <b>1.300</b>                                       | <b>Installation et préparation du chantier.</b>                                                        |       |          |               |                 |
| 1.300.2                                            | pour la tranche 2 - Deshayes                                                                           | forf. | 1,00     | 700,00        | 700,00          |
| <b>1.315</b>                                       | <b>Piquetage Spécial des ouvrages existants (OPM)</b>                                                  |       |          |               |                 |
| 1.315.2                                            | pour la tranche 2 - Deshayes                                                                           | forf  | 1,00     | 150,00        | 150,00          |
| <b>1.317</b>                                       | <b>Piquetage Général des ouvrages projetés (OPM)</b>                                                   |       |          |               |                 |
| 1.317.2                                            | pour la tranche 2 - Deshayes                                                                           | forf  | 1,00     | 150,00        | 150,00          |
| <b>1.340</b>                                       | <b>Opérations de localisation (OL) de réseaux enterrés (sondages intrusifs et non intrusifs)</b>       |       |          |               |                 |
| 1.340.2                                            | pour la tranche 2 - Deshayes                                                                           | forf  | 1,00     | 150,00        | 150,00          |
| <b>1.355</b>                                       | <b>Investigations Complémentaires (IC) sur réseaux enterrés "sensibles" par sondages non intrusifs</b> |       |          |               |                 |
| 1.355.2                                            | pour l'ensemble des réseaux détectés de la tranche 2 - Deshayes                                        | forf  | 1,00     | 100,00        | 100,00          |
| <b>1.360</b>                                       | <b>Investigations Complémentaires (IC) sur réseaux enterrés "sensibles"</b>                            |       |          |               |                 |
| 1.360.1                                            | terrassements manuels et mécaniques                                                                    | m3    | 10,00    | 8,00          | 80,00           |
| <b>1.365</b>                                       | <b>Protection mécanique des réseaux enterrés "sensibles"</b>                                           |       |          |               |                 |
| 1.365.1                                            | les protections mécaniques                                                                             | ml    | 30,00    | 10,00         | 300,00          |
| <b>1.400</b>                                       | <b>Plans d'exécution</b>                                                                               |       |          |               |                 |
| 1.400.2                                            | pour la tranche 2 - Deshayes                                                                           | forf  | 1,00     | 125,00        | 125,00          |
| <b>Total INSTALLATION - PREPARATION - SONDAGES</b> |                                                                                                        |       |          |               | <b>1 755,00</b> |
| <b>12</b>                                          | <b>ECLAIRAGE PUBLIC</b>                                                                                |       |          |               |                 |
| <b>12.1</b>                                        | <b>TERRASSEMENTS</b>                                                                                   |       |          |               |                 |
| <b>12.1.6</b>                                      | <b>Ouverture de tranchée en terrain de toutes natures pour pose de fourreaux</b>                       |       |          |               |                 |
| 12.1.6.1                                           | sous trottoir ou chaussée (charge 0,80m)                                                               | m     | 480,00   | 14,00         | 6 720,00        |
| <b>12.2</b>                                        | <b>FOURREAUX ET CABLES</b>                                                                             |       |          |               |                 |
| <b>12.2.10</b>                                     | <b>Fourniture et mise en oeuvre de fourreau :</b>                                                      |       |          |               |                 |
| 12.2.10.3                                          | 90 mm T.P.C.                                                                                           | m     | 115,00   | 5,00          | 575,00          |
| 12.2.10.4                                          | 75 mm T.P.C.                                                                                           | m     | 940,00   | 4,00          | 3 760,00        |
| <b>12.2.65</b>                                     | <b>Fourniture et pose de chambre de tirage avec tampon</b>                                             |       |          |               |                 |
| 12.2.65.4                                          | L3T avec tampon C250 trappe "à paver"                                                                  | u     | 1,00     | 500,00        | 500,00          |
| <b>12.2.81</b>                                     | <b>Réalisation de réservation sous pavage ou dallage pour raccordement des encastrés de sol</b>        |       |          |               |                 |
| 12.2.81.1                                          | modèle ETC 130 GB LED de la marque We-EF ou similaire                                                  | u     | 1,00     | 100,00        | 100,00          |
| 12.2.81.2                                          | modèle ETC 140 GB LED de la marque We-EF ou similaire                                                  | u     | 12,00    | 100,00        | 1 200,00        |
| <b>12.7</b>                                        | <b>REFECTIONS</b>                                                                                      |       |          |               |                 |
| <b>12.7.15</b>                                     | <b>Réfection provisoire ou définitive de voirie en bi-couche</b>                                       |       |          |               |                 |

|                               |                                                              |       |        |        |                  |
|-------------------------------|--------------------------------------------------------------|-------|--------|--------|------------------|
| 12.7.15.1                     | bi-couche provisoire ou définitive                           | m2    | 200,00 | 6,00   | 1 200,00         |
| <b>12.7.30</b>                | <b>Réfection définitive de voirie en enrobé à chaud 0/10</b> |       |        |        |                  |
| 12.7.30.1                     | épaisseur de 6 cm                                            | m2    | 100,00 | 20,00  | 2 000,00         |
| <b>12.9</b>                   | <b>PLANS CONFORMES</b>                                       |       |        |        |                  |
| <b>12.9.10</b>                | <b>Plans conformes :</b>                                     |       |        |        |                  |
| 12.9.10.2                     | pour la tranche 2 - Deshayes                                 | forf. | 1,00   | 150,00 | 150,00           |
| <b>Total ECLAIRAGE PUBLIC</b> |                                                              |       |        |        | <b>16 205,00</b> |

|                                                   |  |  |  |  |                  |
|---------------------------------------------------|--|--|--|--|------------------|
| <b>MONTANT TOTAL HT A4 - TRANCHE 2 - DESHAYES</b> |  |  |  |  | <b>17 960,00</b> |
|---------------------------------------------------|--|--|--|--|------------------|

| <b>RECAPITULATION GC LUMIERE TRANCHES 1 ET 2 (A2 &amp; A4)</b> |                                                         |                  |
|----------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|------------------|
| A2                                                             | TRANCHE 1 : REPUBLIQUE - HOTEL DE VILLE / PETIT THEATRE | 11 675,00        |
| A4                                                             | TRANCHE 2 : DESHAYES - EGLISE SAINT GILDAS              | 17 960,00        |
| <b>MONTANT TOTAL HT A2 &amp; A4</b>                            |                                                         | <b>29 635,00</b> |

Le détail des quantités liées aux prestations A1 & A3 (prix du marché) est le suivant :

**A1 - TRANCHE 1 : REPUBLIQUE – HOTEL DE VILLE / PETIT THEATRE**

| Numéro                         | Libellé                                                            | Unité | Quantité | Prix unitaire | Montant          |
|--------------------------------|--------------------------------------------------------------------|-------|----------|---------------|------------------|
| <b>12.1.40</b>                 | <b>Fourniture et mise en oeuvre de matériaux de remplacement :</b> |       |          |               |                  |
| 12.1.40.3                      | G.N.T. B 0/31,5                                                    | m3    | 250,00   | 16,50         | 4 125,00         |
| <b>12.2</b>                    | <b>FOURREAUX ET CABLES</b>                                         |       |          |               |                  |
| <b>12.2.10</b>                 | <b>Fourniture et mise en oeuvre de fourreau :</b>                  |       |          |               |                  |
| 12.2.10.5                      | 63 mm T.P.C.                                                       | m     | 525,00   | 8,00          | 4 200,00         |
| <b>TOTAL HT A1 - TRANCHE 1</b> |                                                                    |       |          |               | <b>8 325 ,00</b> |

**A3 - TRANCHE 2 : DESHAYES - EGLISE SAINT GILDAS**

|                                |                                                                    |    |        |       |                  |
|--------------------------------|--------------------------------------------------------------------|----|--------|-------|------------------|
| <b>12.1.40</b>                 | <b>Fourniture et mise en oeuvre de matériaux de remplacement :</b> |    |        |       |                  |
| 12.1.40.3                      | G.N.T. B 0/31,5                                                    | m3 | 400,00 | 16,50 | 6 600,00         |
| <b>12.2</b>                    | <b>FOURREAUX ET CABLES</b>                                         |    |        |       |                  |
| <b>12.2.10</b>                 | <b>Fourniture et mise en oeuvre de fourreau :</b>                  |    |        |       |                  |
| 12.2.10.5                      | 63 mm T.P.C.                                                       | m  | 680,00 | 8,00  | 5 440,00         |
| <b>TOTAL HT A3 - TRANCHE 2</b> |                                                                    |    |        |       | <b>12 040,00</b> |

| <b>RECAPITULATION GC LUMIERE TRANCHES 1 ET 2 (A1 &amp; A3)</b> |                                                         |           |
|----------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|-----------|
| A1                                                             | TRANCHE 1 : REPUBLIQUE - HOTEL DE VILLE / PETIT THEATRE | 8 325,00  |
| A3                                                             | TRANCHE 2 : DESHAYES - EGLISE SAINT GILDAS              | 12 040,00 |

|                                     |                  |
|-------------------------------------|------------------|
| <b>MONTANT TOTAL HT A1 &amp; A3</b> | <b>20 365,00</b> |
|-------------------------------------|------------------|

#### ARTICLE 4 - NOUVEAU MONTANT LIMITE DU MARCHÉ

Le montant de l'ensemble des prestations complémentaires et modificatives désignées ci-dessus représente une dépense supplémentaire de **50.000 € HT**.

Le montant du marché se trouve ainsi porté par le présent avenant de 715.410,00 € HT à **765.410 € HT**.

#### ARTICLE 5 – DELAI D'EXECUTION

Les délais contractuels sont modifiés par la réalisation de ces prestations.

Délai complémentaire de 6 semaines.

#### ARTICLE 6 – CLAUSES GENERALES

Toutes les clauses générales et conditions générales du marché initial demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux clauses du présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contradictions.

Fait à AURAY, le

LE MAITRE DE L'OUVRAGE,

Reçu pour notification  
à

Le

L'ENTREPRENEUR,

**VILLE D'AURAY**  
**MISE EN LUMIERE**  
**HOTEL DE VILLE, PETIT THEATRE, EGLISE ST GILDAS**  
**Avenant n°2 : GC mise en lumière**

**A - TRANCHE 1 : REPUBLIQUE - HOTEL DE VILLE / PETIT THEATRE**

**A-I GC FOURREAUX REPUBLIQUE**

| Numéro                                             | Libellé                                                                                                | Unité | Quantité | Prix unitaire | Montant          |
|----------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|----------|---------------|------------------|
| <b>1</b>                                           | <b>INSTALLATION - PREPARATION - SONDAGES</b>                                                           |       |          |               |                  |
| <b>1.300</b>                                       | <b>Installation et préparation du chantier.</b>                                                        |       |          |               |                  |
| 1.300.1                                            | pour la tranche 1 - République                                                                         | forf. | 1,00     | 1 500,00      | 1 500,00         |
| <b>1.315</b>                                       | <b>Piquetage Spécial des ouvrages existants (OPM)</b>                                                  |       |          |               |                  |
| 1.315.1                                            | pour la tranche 1 - République                                                                         | forf  | 1,00     | 150,00        | 150,00           |
| <b>1.317</b>                                       | <b>Piquetage Général des ouvrages projetés (OPM)</b>                                                   |       |          |               |                  |
| 1.317.1                                            | pour la tranche 1 - République                                                                         | forf  | 1,00     | 150,00        | 150,00           |
| <b>1.340</b>                                       | <b>Opérations de localisation (OL) de réseaux enterrés (sondages intrusifs et non intrusifs)</b>       |       |          |               |                  |
| 1.340.1                                            | pour la tranche 1 - République                                                                         | forf  | 1,00     | 150,00        | 150,00           |
| <b>1.355</b>                                       | <b>Investigations Complémentaires (IC) sur réseaux enterrés "sensibles" par sondages non intrusifs</b> |       |          |               |                  |
| 1.355.1                                            | pour l'ensemble des réseaux détectés de la tranche 1 - République                                      | forf  | 1,00     | 200,00        | 200,00           |
| <b>1.360</b>                                       | <b>Investigations Complémentaires (IC) sur réseaux enterrés "sensibles"</b>                            |       |          |               |                  |
| 1.360.1                                            | terrassements manuels et mécaniques                                                                    | m3    | 5,00     | 8,00          | 40,00            |
| <b>1.365</b>                                       | <b>Protection mécanique des réseaux enterrés "sensibles"</b>                                           |       |          |               |                  |
| 1.365.1                                            | les protections mécaniques                                                                             | ml    | 10,00    | 10,00         | 100,00           |
| <b>1.400</b>                                       | <b>Plans d'exécution</b>                                                                               |       |          |               |                  |
| 1.400.1                                            | pour la tranche 1 - République                                                                         | forf  | 1,00     | 275,00        | 275,00           |
| <b>Total INSTALLATION - PREPARATION - SONDAGES</b> |                                                                                                        |       |          |               | <b>2 565,00</b>  |
| <b>12</b>                                          | <b>ECLAIRAGE PUBLIC</b>                                                                                |       |          |               |                  |
| <b>12.1</b>                                        | <b>TERRASSEMENTS</b>                                                                                   |       |          |               |                  |
| <b>12.1.6</b>                                      | <b>Ouverture de tranchée en terrain de toutes natures pour pose de fourreaux</b>                       |       |          |               |                  |
| 12.1.6.1                                           | sous trottoir ou chaussée (charge 0,80m)                                                               | m     | 490,00   | 14,00         | 6 860,00         |
| <b>12.1.40</b>                                     | <b>Fourniture et mise en oeuvre de matériaux de remplacement :</b>                                     |       |          |               |                  |
| 12.1.40.3                                          | G.N.T. B 0/31,5                                                                                        | m3    | 250,00   | 16,50         | 4 125,00         |
| <b>12.2</b>                                        | <b>FOURREAUX ET CABLES</b>                                                                             |       |          |               |                  |
| <b>12.2.10</b>                                     | <b>Fourniture et mise en oeuvre de fourreau :</b>                                                      |       |          |               |                  |
| 12.2.10.2                                          | 110 mm T.P.C.                                                                                          | m     | 25,00    | 6,00          | 150,00           |
| 12.2.10.3                                          | 90 mm T.P.C.                                                                                           | m     | 140,00   | 5,00          | 700,00           |
| 12.2.10.4                                          | 75 mm T.P.C.                                                                                           | m     | 285,00   | 4,00          | 1 140,00         |
| 12.2.10.5                                          | 63 mm T.P.C.                                                                                           | m     | 525,00   | 8,00          | 4 200,00         |
| <b>12.9</b>                                        | <b>PLANS CONFORMES</b>                                                                                 |       |          |               |                  |
| <b>12.9.10</b>                                     | <b>Plans conformes :</b>                                                                               |       |          |               |                  |
| 12.9.10.1                                          | pour la tranche 1 - République                                                                         | forf. | 1,00     | 260,00        | 260,00           |
| <b>Total ECLAIRAGE PUBLIC</b>                      |                                                                                                        |       |          |               | <b>17 435,00</b> |

**MONTANT TOTAL HT A-I GC FOURREAUX REPUBLIQUE 20 000,00**

**B - TRANCHE 2 : DESHAYES - EGLISE SAINT GILDAS**

**B-I GC FOURREAUX DESHAYES**

| Numéro                                             | Libellé                                                                                                | Unité | Quantité | Prix unitaire | Montant         |
|----------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|----------|---------------|-----------------|
| <b>1</b>                                           | <b>INSTALLATION - PREPARATION - SONDAGES</b>                                                           |       |          |               |                 |
| <b>1.300</b>                                       | <b>Installation et préparation du chantier.</b>                                                        |       |          |               |                 |
| 1.300.2                                            | pour la tranche 2 - Deshayes                                                                           | forf. | 1,00     | 700,00        | 700,00          |
| <b>1.315</b>                                       | <b>Piquetage Spécial des ouvrages existants (OPM)</b>                                                  |       |          |               |                 |
| 1.315.2                                            | pour la tranche 2 - Deshayes                                                                           | forf  | 1,00     | 150,00        | 150,00          |
| <b>1.317</b>                                       | <b>Piquetage Général des ouvrages projetés (OPM)</b>                                                   |       |          |               |                 |
| 1.317.2                                            | pour la tranche 2 - Deshayes                                                                           | forf  | 1,00     | 150,00        | 150,00          |
| <b>1.340</b>                                       | <b>Opérations de localisation (OL) de réseaux enterrés (sondages intrusifs et non intrusifs)</b>       |       |          |               |                 |
| 1.340.2                                            | pour la tranche 2 - Deshayes                                                                           | forf  | 1,00     | 150,00        | 150,00          |
| <b>1.355</b>                                       | <b>Investigations Complémentaires (IC) sur réseaux enterrés "sensibles" par sondages non intrusifs</b> |       |          |               |                 |
| 1.355.2                                            | pour l'ensemble des réseaux détectés de la tranche 2 - Deshayes                                        | forf  | 1,00     | 100,00        | 100,00          |
| <b>1.360</b>                                       | <b>Investigations Complémentaires (IC) sur réseaux enterrés "sensibles"</b>                            |       |          |               |                 |
| 1.360.1                                            | terrassements manuels et mécaniques                                                                    | m3    | 10,00    | 8,00          | 80,00           |
| <b>1.365</b>                                       | <b>Protection mécanique des réseaux enterrés "sensibles"</b>                                           |       |          |               |                 |
| 1.365.1                                            | les protections mécaniques                                                                             | ml    | 30,00    | 10,00         | 300,00          |
| <b>1.400</b>                                       | <b>Plans d'exécution</b>                                                                               |       |          |               |                 |
| 1.400.2                                            | pour la tranche 2 - Deshayes                                                                           | forf  | 1,00     | 125,00        | 125,00          |
| <b>Total INSTALLATION - PREPARATION - SONDAGES</b> |                                                                                                        |       |          |               | <b>1 755,00</b> |
| <b>12</b>                                          | <b>ECLAIRAGE PUBLIC</b>                                                                                |       |          |               |                 |
| <b>12.1</b>                                        | <b>TERRASSEMENTS</b>                                                                                   |       |          |               |                 |
| <b>12.1.6</b>                                      | <b>Ouverture de tranchée en terrain de toutes natures pour pose de fourreaux</b>                       |       |          |               |                 |
| 12.1.6.1                                           | sous trottoir ou chaussée (charge 0,80m)                                                               | m     | 480,00   | 14,00         | 6 720,00        |
| <b>12.1.40</b>                                     | <b>Fourniture et mise en oeuvre de matériaux de remplacement :</b>                                     |       |          |               |                 |
| 12.1.40.3                                          | G.N.T. B 0/31,5                                                                                        | m3    | 400,00   | 16,50         | 6 600,00        |
| <b>12.2</b>                                        | <b>FOURREAUX ET CABLES</b>                                                                             |       |          |               |                 |
| <b>12.2.10</b>                                     | <b>Fourniture et mise en oeuvre de fourreau :</b>                                                      |       |          |               |                 |
| 12.2.10.3                                          | 90 mm T.P.C.                                                                                           | m     | 115,00   | 5,00          | 575,00          |
| 12.2.10.4                                          | 75 mm T.P.C.                                                                                           | m     | 940,00   | 4,00          | 3 760,00        |
| 12.2.10.5                                          | 63 mm T.P.C.                                                                                           | m     | 680,00   | 8,00          | 5 440,00        |
| <b>12.2.65</b>                                     | <b>Fourniture et pose de chambre de tirage avec tampon</b>                                             |       |          |               |                 |
| 12.2.65.4                                          | L3T avec tampon C250 trappe "à paver"                                                                  | u     | 1,00     | 500,00        | 500,00          |
| <b>12.2.81</b>                                     | <b>Réalisation de réservation sous pavage ou dallage pour raccordement des encastrés de sol</b>        |       |          |               |                 |
| 12.2.81.1                                          | modèle ETC 130 GB LED de la marque We-EF ou similaire                                                  | u     | 1,00     | 100,00        | 100,00          |
| 12.2.81.2                                          | modèle ETC 140 GB LED de la marque We-EF ou similaire                                                  | u     | 12,00    | 100,00        | 1 200,00        |
| <b>12.7</b>                                        | <b>REFECTIONS</b>                                                                                      |       |          |               |                 |
| <b>12.7.15</b>                                     | <b>Réfection provisoire ou définitive de voirie en bi-couche</b>                                       |       |          |               |                 |
| 12.7.15.1                                          | bi-couche provisoire ou définitive                                                                     | m2    | 200,00   | 6,00          | 1 200,00        |
| <b>12.7.30</b>                                     | <b>Réfection définitive de voirie en enrobé à chaud 0/10</b>                                           |       |          |               |                 |
| 12.7.30.1                                          | épaisseur de 6 cm                                                                                      | m2    | 100,00   | 20,00         | 2 000,00        |

|                               |                              |       |      |        |                  |
|-------------------------------|------------------------------|-------|------|--------|------------------|
| <b>12.9</b>                   | <b>PLANS CONFORMES</b>       |       |      |        |                  |
| <b>12.9.10</b>                | <b>Plans conformes :</b>     |       |      |        |                  |
| 12.9.10.2                     | pour la tranche 2 - Deshayes | forf. | 1,00 | 150,00 | 150,00           |
| <b>Total ECLAIRAGE PUBLIC</b> |                              |       |      |        | <b>28 245,00</b> |

**MONTANT TOTAL HT B-I GC FOURREAUX DESHAYES 30 000,00**

|                                          |                                                         |                            |
|------------------------------------------|---------------------------------------------------------|----------------------------|
| <b>RECAPITULATION GC MISE EN LUMIERE</b> |                                                         |                            |
| A                                        | TRANCHE 1 : REPUBLIQUE - HOTEL DE VILLE / PETIT THEATRE | 20 000,00                  |
| B                                        | TRANCHE 2 : DESHAYES - EGLISE SAINT GILDAS              | 30 000,00                  |
| <b>MONTANT TOTAL HT MISE EN LUMIERE</b>  |                                                         | <b>50 000,00</b>           |
|                                          |                                                         | <i>TVA à 20%</i> 10 000,00 |
| <b>MONTANT TOTAL TTC</b>                 |                                                         | <b>60 000,00</b>           |

**VILLE D'AURAY  
MISE EN LUMIERE  
HOTEL DE VILLE, PETIT THEATRE, EGLISE ST GILDAS**

**A - TRANCHE 1 : REPUBLIQUE - HOTEL DE VILLE / PETIT THEATRE**

**A-I GC FOURREAUX REPUBLIQUE**

| Numéro         | Libellé                                                            | Unité | Quantité | Prix unitaire | Montant  |
|----------------|--------------------------------------------------------------------|-------|----------|---------------|----------|
| <b>12.1.40</b> | <b>Fourniture et mise en oeuvre de matériaux de remplacement :</b> |       |          |               |          |
| 12.1.40.3      | G.N.T. B 0/31,5                                                    | m3    | 250,00   | 16,50         | 4 125,00 |
| <b>12.2</b>    | <b>FOURREAUX ET CABLES</b>                                         |       |          |               |          |
| <b>12.2.10</b> | <b>Fourniture et mise en oeuvre de fourreau :</b>                  |       |          |               |          |
| 12.2.10.5      | 63 mm T.P.C.                                                       | m     | 525,00   | 8,00          | 4 200,00 |

**MONTANT TOTAL HT A-I GC FOURREAUX REPUBLIQUE 8 325,00**

**B - TRANCHE 2 : DESHAYES - EGLISE SAINT GILDAS****B-I GC FOURREAUX DESHAYES**

|                               |                                                                    |    |        |       |                  |
|-------------------------------|--------------------------------------------------------------------|----|--------|-------|------------------|
| <b>12.1.40</b>                | <b>Fourniture et mise en oeuvre de matériaux de remplacement :</b> |    |        |       |                  |
| 12.1.40.3                     | G.N.T. B 0/31,5                                                    | m3 | 400,00 | 16,50 | 6 600,00         |
| <b>12.2</b>                   | <b>FOURREAUX ET CABLES</b>                                         |    |        |       |                  |
| <b>12.2.10</b>                | <b>Fourniture et mise en oeuvre de fourreau :</b>                  |    |        |       |                  |
| 12.2.10.5                     | 63 mm T.P.C.                                                       | m  | 680,00 | 8,00  | 5 440,00         |
| <b>Total ECLAIRAGE PUBLIC</b> |                                                                    |    |        |       | <b>12 040,00</b> |

|                                                   |                  |
|---------------------------------------------------|------------------|
| <b>MONTANT TOTAL HT B-I GC FOURREAUX DESHAYES</b> | <b>12 040,00</b> |
|---------------------------------------------------|------------------|

| <b>RECAPITULATION GC MISE EN LUMIERE</b> |                                                         |                  |
|------------------------------------------|---------------------------------------------------------|------------------|
| A                                        | TRANCHE 1 : REPUBLIQUE - HOTEL DE VILLE / PETIT THEATRE | 8 325,00         |
| B                                        | TRANCHE 2 : DESHAYES - EGLISE SAINT GILDAS              | 12 040,00        |
| <b>MONTANT TOTAL HT MISE EN LUMIERE</b>  |                                                         | <b>20 365,00</b> |
|                                          |                                                         | <i>TVA à 20%</i> |
|                                          |                                                         | 4 073,00         |
| <b>MONTANT TOTAL TTC</b>                 |                                                         | <b>24 438,00</b> |

**VILLE D'AURAY**  
**MISE EN LUMIERE**  
**HOTEL DE VILLE, PETIT THEATRE, EGLISE ST GILDAS**

**A2 - TRANCHE 1 : REPUBLIQUE - HOTEL DE VILLE / PETIT THEATRE**

| Numéro                                              | Libellé                                                                                                | Unité | Quantité | Prix unitaire | Montant          |
|-----------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|----------|---------------|------------------|
| <b>1</b>                                            | <b>INSTALLATION - PREPARATION - SONDAGES</b>                                                           |       |          |               |                  |
| <b>1.300</b>                                        | <b>Installation et préparation du chantier.</b>                                                        |       |          |               |                  |
| 1.300.1                                             | pour la tranche 1 - République                                                                         | forf. | 1,00     | 1 500,00      | 1 500,00         |
| <b>1.315</b>                                        | <b>Piquetage Spécial des ouvrages existants (OPM)</b>                                                  |       |          |               |                  |
| 1.315.1                                             | pour la tranche 1 - République                                                                         | forf  | 1,00     | 150,00        | 150,00           |
| <b>1.317</b>                                        | <b>Piquetage Général des ouvrages projetés (OPM)</b>                                                   |       |          |               |                  |
| 1.317.1                                             | pour la tranche 1 - République                                                                         | forf  | 1,00     | 150,00        | 150,00           |
| <b>1.340</b>                                        | <b>Opérations de localisation (OL) de réseaux enterrés (sondages intrusifs et non intrusifs)</b>       |       |          |               |                  |
| 1.340.1                                             | pour la tranche 1 - République                                                                         | forf  | 1,00     | 150,00        | 150,00           |
| <b>1.355</b>                                        | <b>Investigations Complémentaires (IC) sur réseaux enterrés "sensibles" par sondages non intrusifs</b> |       |          |               |                  |
| 1.355.1                                             | pour l'ensemble des réseaux détectés de la tranche 1 - République                                      | forf  | 1,00     | 200,00        | 200,00           |
| <b>1.360</b>                                        | <b>Investigations Complémentaires (IC) sur réseaux enterrés "sensibles"</b>                            |       |          |               |                  |
| 1.360.1                                             | terrassements manuels et mécaniques                                                                    | m3    | 5,00     | 8,00          | 40,00            |
| <b>1.365</b>                                        | <b>Protection mécanique des réseaux enterrés "sensibles"</b>                                           |       |          |               |                  |
| 1.365.1                                             | les protections mécaniques                                                                             | ml    | 10,00    | 10,00         | 100,00           |
| <b>1.400</b>                                        | <b>Plans d'exécution</b>                                                                               |       |          |               |                  |
| 1.400.1                                             | pour la tranche 1 - République                                                                         | forf  | 1,00     | 275,00        | 275,00           |
| <b>Total INSTALLATION - PREPARATION - SONDAGES</b>  |                                                                                                        |       |          |               | <b>2 565,00</b>  |
| <b>12</b>                                           | <b>ECLAIRAGE PUBLIC</b>                                                                                |       |          |               |                  |
| <b>12.1</b>                                         | <b>TERRASSEMENTS</b>                                                                                   |       |          |               |                  |
| <b>12.1.6</b>                                       | <b>Ouverture de tranchée en terrain de toutes natures pour pose de fourreaux</b>                       |       |          |               |                  |
| 12.1.6.1                                            | sous trottoir ou chaussée (charge 0,80m)                                                               | m     | 490,00   | 14,00         | 6 860,00         |
| <b>12.2</b>                                         | <b>FOURREAUX ET CABLES</b>                                                                             |       |          |               |                  |
| <b>12.2.10</b>                                      | <b>Fourniture et mise en oeuvre de fourreau :</b>                                                      |       |          |               |                  |
| 12.2.10.2                                           | 110 mm T.P.C.                                                                                          | m     | 25,00    | 6,00          | 150,00           |
| 12.2.10.3                                           | 90 mm T.P.C.                                                                                           | m     | 140,00   | 5,00          | 700,00           |
| 12.2.10.4                                           | 75 mm T.P.C.                                                                                           | m     | 285,00   | 4,00          | 1 140,00         |
| <b>12.9</b>                                         | <b>PLANS CONFORMES</b>                                                                                 |       |          |               |                  |
| <b>12.9.10</b>                                      | <b>Plans conformes :</b>                                                                               |       |          |               |                  |
| 12.9.10.1                                           | pour la tranche 1 - République                                                                         | forf. | 1,00     | 260,00        | 260,00           |
| <b>Total ECLAIRAGE PUBLIC</b>                       |                                                                                                        |       |          |               | <b>9 110,00</b>  |
| <b>MONTANT TOTAL HT A2 - TRANCHE 1 - REPUBLIQUE</b> |                                                                                                        |       |          |               | <b>11 675,00</b> |

**A4 - TRANCHE 2 : DESHAYES - EGLISE SAINT GILDAS**

| Numéro                                             | Libellé                                                                                                | Unité | Quantité | Prix unitaire | Montant         |
|----------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|----------|---------------|-----------------|
| <b>1</b>                                           | <b>INSTALLATION - PREPARATION - SONDAGES</b>                                                           |       |          |               |                 |
| <b>1.300</b>                                       | <b>Installation et préparation du chantier.</b>                                                        |       |          |               |                 |
| 1.300.2                                            | pour la tranche 2 - Deshayes                                                                           | forf. | 1,00     | 700,00        | 700,00          |
| <b>1.315</b>                                       | <b>Piquetage Spécial des ouvrages existants (OPM)</b>                                                  |       |          |               |                 |
| 1.315.2                                            | pour la tranche 2 - Deshayes                                                                           | forf  | 1,00     | 150,00        | 150,00          |
| <b>1.317</b>                                       | <b>Piquetage Général des ouvrages projetés (OPM)</b>                                                   |       |          |               |                 |
| 1.317.2                                            | pour la tranche 2 - Deshayes                                                                           | forf  | 1,00     | 150,00        | 150,00          |
| <b>1.340</b>                                       | <b>Opérations de localisation (OL) de réseaux enterrés (sondages intrusifs et non intrusifs)</b>       |       |          |               |                 |
| 1.340.2                                            | pour la tranche 2 - Deshayes                                                                           | forf  | 1,00     | 150,00        | 150,00          |
| <b>1.355</b>                                       | <b>Investigations Complémentaires (IC) sur réseaux enterrés "sensibles" par sondages non intrusifs</b> |       |          |               |                 |
| 1.355.2                                            | pour l'ensemble des réseaux détectés de la tranche 2 - Deshayes                                        | forf  | 1,00     | 100,00        | 100,00          |
| <b>1.360</b>                                       | <b>Investigations Complémentaires (IC) sur réseaux enterrés "sensibles"</b>                            |       |          |               |                 |
| 1.360.1                                            | terrassements manuels et mécaniques                                                                    | m3    | 10,00    | 8,00          | 80,00           |
| <b>1.365</b>                                       | <b>Protection mécanique des réseaux enterrés "sensibles"</b>                                           |       |          |               |                 |
| 1.365.1                                            | les protections mécaniques                                                                             | ml    | 30,00    | 10,00         | 300,00          |
| <b>1.400</b>                                       | <b>Plans d'exécution</b>                                                                               |       |          |               |                 |
| 1.400.2                                            | pour la tranche 2 - Deshayes                                                                           | forf  | 1,00     | 125,00        | 125,00          |
| <b>Total INSTALLATION - PREPARATION - SONDAGES</b> |                                                                                                        |       |          |               | <b>1 755,00</b> |
| <b>12</b>                                          | <b>ECLAIRAGE PUBLIC</b>                                                                                |       |          |               |                 |
| <b>12.1</b>                                        | <b>TERRASSEMENTS</b>                                                                                   |       |          |               |                 |
| <b>12.1.6</b>                                      | <b>Ouverture de tranchée en terrain de toutes natures pour pose de fourreaux</b>                       |       |          |               |                 |
| 12.1.6.1                                           | sous trottoir ou chaussée (charge 0,80m)                                                               | m     | 480,00   | 14,00         | 6 720,00        |
| <b>12.2</b>                                        | <b>FOURREAUX ET CABLES</b>                                                                             |       |          |               |                 |
| <b>12.2.10</b>                                     | <b>Fourniture et mise en oeuvre de fourreau :</b>                                                      |       |          |               |                 |
| 12.2.10.3                                          | 90 mm T.P.C.                                                                                           | m     | 115,00   | 5,00          | 575,00          |
| 12.2.10.4                                          | 75 mm T.P.C.                                                                                           | m     | 940,00   | 4,00          | 3 760,00        |
| <b>12.2.65</b>                                     | <b>Fourniture et pose de chambre de tirage avec tampon</b>                                             |       |          |               |                 |
| 12.2.65.4                                          | L3T avec tampon C250 trappe "à paver"                                                                  | u     | 1,00     | 500,00        | 500,00          |
| <b>12.2.81</b>                                     | <b>Réalisation de réservation sous pavage ou dallage pour raccordement des encastrés de sol</b>        |       |          |               |                 |
| 12.2.81.1                                          | modèle ETC 130 GB LED de la marque We-EF ou similaire                                                  | u     | 1,00     | 100,00        | 100,00          |
| 12.2.81.2                                          | modèle ETC 140 GB LED de la marque We-EF ou similaire                                                  | u     | 12,00    | 100,00        | 1 200,00        |
| <b>12.7</b>                                        | <b>REFECTIONS</b>                                                                                      |       |          |               |                 |
| <b>12.7.15</b>                                     | <b>Réfection provisoire ou définitive de voirie en bi-couche</b>                                       |       |          |               |                 |
| 12.7.15.1                                          | bi-couche provisoire ou définitive                                                                     | m2    | 200,00   | 6,00          | 1 200,00        |
| <b>12.7.30</b>                                     | <b>Réfection définitive de voirie en enrobé à chaud 0/10</b>                                           |       |          |               |                 |
| 12.7.30.1                                          | épaisseur de 6 cm                                                                                      | m2    | 100,00   | 20,00         | 2 000,00        |

|                               |                              |       |      |        |                  |
|-------------------------------|------------------------------|-------|------|--------|------------------|
| <b>12.9</b>                   | <b>PLANS CONFORMES</b>       |       |      |        |                  |
| <b>12.9.10</b>                | <b>Plans conformes :</b>     |       |      |        |                  |
| 12.9.10.2                     | pour la tranche 2 - Deshayes | forf. | 1,00 | 150,00 | 150,00           |
| <b>Total ECLAIRAGE PUBLIC</b> |                              |       |      |        | <b>16 205,00</b> |

**MONTANT TOTAL HT A4 - TRANCHE 2 - DESHAYES 17 960,00**

|                                                                |                                                         |  |  |  |                  |
|----------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|--|--|--|------------------|
| <b>RECAPITULATION GC LUMIERE TRANCHES 1 ET 2 (A2 &amp; A4)</b> |                                                         |  |  |  |                  |
| A2                                                             | TRANCHE 1 : REPUBLIQUE - HOTEL DE VILLE / PETIT THEATRE |  |  |  | 11 675,00        |
| A4                                                             | TRANCHE 2 : DESHAYES - EGLISE SAINT GILDAS              |  |  |  | 17 960,00        |
| <b>MONTANT TOTAL HT A2 &amp; A4</b>                            |                                                         |  |  |  | <b>29 635,00</b> |

Envoyé à la Sous-Préfecture le 16/04/2018  
Compte-rendu affiché le 16/04/2018  
Reçu par la Sous-Préfecture le 16/04/2018

**16- DF - MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE - FOURNITURE DE MATERIELS ELECTRIQUES - MODIFICATION DU MARCHE PAR AVENANT N°1 - AUTORISATION A DONNER AU MAIRE DE LE SIGNER**

Monsieur Jean-Yves MAHEO, 5ème Adjoint, expose à l'assemblée :

Par délibération en date du 2 février 2016, le conseil municipal a autorisé la Maire à signer le marché de fourniture de matériels électriques pour les ateliers municipaux.

La date d'échéance du marché initial était fixée au 31 mars 2018. Pour des raisons organisationnelles et de façon à assurer la continuité du service, il a été décidé de prolonger le marché pour une durée de 3 mois. La date de fin de marché est donc repoussée au 30 juin 2018.

La prolongation est susceptible d'avoir une incidence financière. L'avenant augmente le montant initial du marché de 20 000€ maximum.

Cette modification est prise en application de l'article 139 al. 6 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Il est donc proposé de conclure un avenant en plus-value avec la société CGE Distribution SAS.

Le montant maximum du marché passe ainsi de 160 000 HT (192 000 € TTC) à 180 000 € HT (216 000 € TTC) soit une augmentation de 8 % maximum.

A reçu un avis favorable en Municipalité du 03/04/2018,

A reçu un avis favorable en Commission Finances, Budget du 29/03/2018,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés ( 33 voix pour),

Le Conseil municipal :

- **AUTORISE** le Maire à signer l'avenant.

## **AVENANT N° 1 au marché n° 16012**

### **A - Identification du pouvoir adjudicateur**

**VILLE D'AURAY**  
**100, PLACE DE LA RÉPUBLIQUE – 56406 AURAY**  
TÉL : 02 97 24 01 23 – FAX : 02 97 24 16 56 - COURRIER.MAIRIE@VILLE-AURAY.FR

### **B - Identification du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.**

**CGE DISTRIBUTION SAS**  
**15/17 BD DU GENERAL DE GAULLE**  
**92120 MONTRouGE**  
TEL : 01 40 92 58 58-  
SIRET 308 403 955 01870

### **C - Objet du marché public ou de l'accord-cadre.**

- **Objet du marché public ou de l'accord-cadre** : FOURNITURE DE MATÉRIELS ÉLECTRIQUES POUR LE BÂTIMENT
- **Date de la notification du marché public ou de l'accord-cadre** : 05 AVRIL 2016
- **Durée d'exécution du marché public** : 24 mois
- **Montant initial du marché public** :
  - Taux de la TVA : 20 %
  - Montant HT : 160 000€
  - Montant TTC : 192 000€

### **D - Objet de l'avenant.**

- **Modifications introduites par le présent avenant** :

Le présent avenant est conclut pour prolonger le marché initial de fourniture de matériels électrique n°16012. La date d'échéance du marché initial était fixée au 31 mars 2018. Pour des raisons organisationnelles, il a été décidé de prolonger le marché pour une durée de 3 mois. La date de fin de marché est donc repoussée au 30 juin 2018.

La prolongation est susceptible d'avoir une incidence financière. L'avenant augmente le montant initial du marché de **20 000€ HT maximum**.



**Ville d'Auray**

**Direction des Finances**

Service Commande publique et assurances

Hôtel de Ville - 100 place de la République - BP 10610 - 56406 Auray Cedex

marches.publics@ville-auray.fr • 02 97 24 01 23 • [www.auray.fr](http://www.auray.fr)

**■ Incidence financière de l'avenant :**

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public ou de l'accord-cadre :  
(Cocher la case correspondante.)

NON  OUI

Montant de l'avenant :

- Taux de la TVA : 20 %
- Montant HT : 20 000 €
- Montant TTC : 24 000 €
- % d'écart introduit par l'avenant : 8 %

Nouveau montant du marché public ou de l'accord-cadre :

- Taux de la TVA : 20 %
- Montant HT : 180 000 €
- Montant TTC : 216 000 €

**E - Signature du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre**

| Nom, prénom et qualité du signataire (*) | Lieu et date de signature | Signature |
|------------------------------------------|---------------------------|-----------|
|                                          |                           |           |

(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

**F - Signature du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice).**

**Pour l'Etat et ses établissements :**

(Visa ou avis de l'autorité chargée du contrôle financier.)

A : ..... , le .....

Signature

(représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice)

**G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.**

■ Reçu pour notification le : .....



**Ville d'Auray**

**Direction des Finances**

Service Commande publique et assurances

Hôtel de Ville - 100 place de la République - BP 10610 - 56406 Auray Cedex

marches.publics@ville-auray.fr • 02 97 24 01 23 • [www.auray.fr](http://www.auray.fr)

Envoyé à la Sous-Préfecture le 16/04/2018  
Compte-rendu affiché le 16/04/2018  
Reçu par la Sous-Préfecture le 16/04/2018

## **17- DF - DEMANDE DE SUBVENTION - BATIMENTS PROTEGES AU TITRE DES MONUMENTS HISTORIQUES**

Monsieur Jean-Yves MAHEO, 5ème Adjoint, expose à l'assemblée :

Par délibération, en date du 20/09/2016, la ville d'Auray a sollicité L'État, la Région et le Département pour des subventions concernant des travaux sur l'église Saint Gildas portant sur :

- la restauration du plancher du dôme,
- de la maçonnerie sur dallage,
- la mise en conformité de l'installation de protection contre la foudre.

Pour 2018, pour financer les nouveaux travaux à réaliser sur l'église Saint Gildas, propriété de la Ville d'Auray, il convient de formuler des demandes de subventions pour les travaux suivants :

> restauration du clocher (travaux sur la charpente ; des planchers et de l'escalier)  
Ces travaux s'élèvent à 19 002,44 € HT.

S'agissant d'un édifice classé Monument Historique, les travaux peuvent bénéficier de subventions de l'État, de la Région et du Département, dans la limite d'un plafond d'aides publiques de 75 % du coût HT.

A reçu un avis favorable en Municipalité du 03/04/2018,  
A reçu un avis favorable en Commission Finances, Budget du 29/03/2018,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés ( 33 voix pour),

Le Conseil municipal :

- **SOLLICITE** l'octroi de subventions aussi élevées que possible auprès de l'État, de la Région et du Département,
- **AUTORISE** le maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à la présente délibération et à signer tous documents,
- **INSCRIT** les crédits nécessaires pour faire face à ces dépenses au budget de la commune (budget primitif 2018 pour l'Église St-Gildas (op. 3030)).

Envoyé à la Sous-Préfecture le 16/04/2018  
Compte-rendu affiché le 16/04/2018  
Reçu par la Sous-Préfecture le 16/04/2018

## **18- DSTS - RENOUELEMENT DE LA CONVENTION ENTRE LA VILLE ET L'ASSOCIATION PATRONAGE LAIQUE D'AURAY**

Madame Aurélie QUEIJO, 6ème Adjointe, expose à l'assemblée :

La convention de partenariat, signée le 30 décembre 2014, entre la ville et l'association Patronage Laïque d'Auray arrive à échéance. Il est nécessaire de la renouveler.

Il est présenté une reconduction selon les mêmes termes et conditions jusqu'au 30 juin 2020, soit le versement d'une somme forfaitaire et annuelle de 8 000 euros destinée à :

- compenser une partie des charges de fonctionnement de l'équipement que le club supporte seul (environ 3000 euros) et à
- la prise en charge de la location du gymnase "Paul Le Floc'h", propriété du collège Saint Gildas sur la base d'un volume de 9 heures hebdomadaires hors congés scolaires (environ 5 000 euros) et ainsi permettre au club d'organiser ses activités gymniques. Le club fera la démarche de contractualiser avec le collège Saint Gildas et fournira chaque année à la ville une copie de la facture acquittée pour la location du gymnase.

Il est proposé de rajouter dans l'article 13 : si la nouvelle salle de gymnastique sportive communautaire est réalisée et que l'association investit cet équipement avant le 30 juin 2020, cette présente convention sera caduque. Une nouvelle convention, s'il y a lieu, sera établie.

La commission sport du 1<sup>er</sup> février a émis un avis favorable.

A reçu un avis favorable en Municipalité du 03/04/2018,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés ( 33 voix pour),

Le Conseil municipal :

- **AUTORISE** le Maire à signer tous documents nécessaires à l'application de la présente délibération.

## CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENT(S) SPORTIF(S)

Entre

- **La commune d'Auray**, représentée par son Maire, Monsieur Jean DUMOULIN, autorisé par délibération du conseil municipal du 19 septembre 2017, ci-après désigné comme la ville,

Et

- **L'association Patronage Laïque d'Auray**, dont le siège social est fixé au 5 rue du Capitaine Bertrand représentée par son Président, Monsieur Serge Robert, autorisé par délibération du conseil d'administration du ..... , ci-après désigné comme l'association.

**IL A ETE ARRETE CE QUI SUIT :**

**PREAMBULE :**

Considérant que le projet initié et conçu par l'association "**pratique sportive de la gymnastique**" est conforme à son objet statutaire ;

Considérant que la pratique sportive constitue un élément important de l'éducation, de la culture, de l'intégration et de la vie sociale ;

Considérant que sa promotion et son développement sont d'intérêt général ;

Considérant que le projet sportif de l'association participe à cette politique.

### **Titre 1 : Objet de la convention**

Article 1 : La présente convention a pour objet de définir dans lesquelles l'association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité à mettre en oeuvre ce projet d'intérêt général ainsi que les conditions de mise à disposition des équipements appartenant au PLA et à la ville.

Elle précise aussi le soutien de la ville notamment dans le cadre du développement des actions en faveur du sport que l'association entend poursuivre dans le respect des obligations de service public.

Elle établira également l'aide financière globale que la commune d'Auray apporte à l'association sportive pour lui permettre de faire face aux charges de fonctionnement du bâtiment dont elle est propriétaire ainsi qu'aux frais de location du gymnase Paul le Floc'h, propriété du collège Saint Gildas.

## **Titre 2 : Aides au fonctionnement de l'association**

### **Article 2 : Subvention**

Afin de soutenir les actions de l'association, la ville versera une subvention annuelle de fonctionnement sous réserve de la disponibilité budgétaire et du vote des crédits correspondants par le Conseil Municipal.

### **Article 3 : Contrôle de l'aide attribuée**

Conformément aux dispositions de l'article L1611-4 du code des collectivités territoriales «l'association sera tenue de fournir à la commune une copie certifiée de son budget et des comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tout document faisant apparaître les résultats de son activité».

La ville se réserve la possibilité d'un contrôle plus global des activités sur place et sur pièces (par un auditeur interne ou externe à la collectivité).

### **Article 4 : Mise à disposition d'équipements sportifs**

Dans le cadre de la présente convention, la ville met à disposition de l'association,

- à titre gratuit et, à usage partagé, les équipements suivants :

- ► salle Perron : avenue Kennedy 56400 AURAY
- ► hall de l'école primaire Tabarly : 16 rue des 3 fontaines 56400 AURAY
- ► complexe sportif Le Verger : comprenant les salles Guingo et Cogan avec vestiaires (total 3 500 m<sup>2</sup>) - 18 rue du Verger 56400 AURAY : pour un événement/an
- ► complexe sportif de la Forêt : comprenant un gymnase de 903 m<sup>2</sup> avec vestiaires - 7 avenue Pierre Dugor 56400 AURAY : pour un événement/an

### **Article 5 : Conditions d'occupation**

Les locaux mis à disposition ne pourront être utilisés à d'autres fins que celles concourant à la réalisation de l'objet de l'association et de la présente convention.

La période d'utilisation des équipements à usage partagé est définie par une planification annuelle. Elle est établie par la ville en fonction des demandes de l'ensemble des utilisateurs. Elle suit le calendrier de l'année scolaire (du 1er septembre au 30 juin périodes de vacances scolaires comprises). Un planning d'utilisation des équipements sportifs en journée sera établi pour chaque période des vacances scolaires. Les services municipaux Enfance et Jeunesse sont prioritaires. L'association sollicitera la ville pour toute demande complémentaire.

L'association s'engage à prendre soin des équipements mis à sa disposition dans le strict respect des règlements intérieurs des locaux municipaux et des équipements sportifs et à promouvoir auprès de ses membres un comportement respectueux. Elle ne pourra rien faire, ni laisser faire, qui puisse détériorer les lieux, sous peine d'être personnellement responsable. Elle doit avertir la ville, sans retard, de toute atteinte qui serait portée à sa propriété. Elle veillera également à un usage économe des fluides et énergies mis à disposition.

### **Article 6 : Mise à disposition d'équipements appartenant au club :**

Le club met à disposition la salle de gymnastique, situé au 5 rue du Capitaine Bertrand :

- aux écoles primaires publiques et privées, sans encadrement associatif et à titre gracieux sur un volume horaire annuel de 50 heures par groupe scolaire ;

- aux services Enfance et Jeunesse de la ville (selon un programme défini par la ville) avec encadrement, moyennant une contribution financière.

#### Article 7 : Règlement Intérieur des locaux

La signature de la présente convention engage l'association à avoir pris connaissance du règlement Intérieur (arrêté municipal), et à le respecter.

#### Article 8 : Dispositifs financiers :

la ville s'engage à verser au club une somme forfaitaire et annuelle de 8000 euros. Cette somme est destinée à :

- compenser une partie des charges de fonctionnement de l'équipement que le club supporte seul (environ 3000 euros) et à
- la prise en charge de la location du gymnase "Paul Le Floc'h", propriété du collège Saint Gildas sur la base d'un volume de 9 heures hebdomadaires hors congés scolaires (environ 5 000 euros) et ainsi permettre au club d'organiser ses activités gymniques. Le club fera la démarche de contractualiser avec le collège Saint Gildas et fournira chaque année à la ville une copie de la facture acquittée pour la location du gymnase.

### **Titre 3 : Clauses générales**

#### Article 9 : Responsabilité-Assurance

Les locaux sont assurés par la ville en qualité de propriétaire et par l'association en qualité d'occupant.

Il est convenu que la collectivité et son assureur renoncent au recours contre l'association en cas d'incendie, d'explosion ou de dégât des eaux.

En conséquence, **l'association est dispensée de l'assurance « risques locatifs ».**

Les recours restent maintenus contre les personnes physiques en cas de sinistre intentionnel de leur part.

Par contre, l'association devra assurer :

- ses propres responsabilités, pour les dommages causés aux tiers, liées à l'exercice de ses activités dans les locaux mis à disposition,
- ses propres biens,
- ses propres préjudices financiers (perte d'exploitation, perte de jouissance, etc.)

L'association et son assureur devront, réciproquement, renoncer à tout recours contre la collectivité et son assureur.

L'association devra produire, avant et pour toute la durée de l'occupation des locaux, à la collectivité une attestation de son assureur sanctionnant ces dispositions.

#### Article 10 : Obligations des parties

La ville s'engage à :

- entretenir les installations sportives et ainsi permettre le bon déroulement des compétitions sportives et autres animations.
- assurer la maintenance sécuritaire des bâtiments et du matériel sportif.
- prendre en charge les frais de fonctionnement (eau, chauffage, électricité).
- contracter les garanties d'assurances légales la concernant.

La ville se réserve le droit d'utiliser un équipement quel qu'il soit pour un travail de maintenance, une manifestation sportive, elle en avertira l'association au moins 15 jours avant.

La ville s'efforcera d'effectuer les travaux dont elle a la charge au cours des périodes de vacances scolaires. Dans le cas où ces travaux causeraient une gêne, notamment compte tenu de leur durée, elle s'efforcera de trouver la meilleure réponse permettant à l'association d'assurer la poursuite de ses activités.

L'association s'engage à :

- maintenir en bon état d'entretien les locaux pré-cités
- se conformer aux lois et règlements en vigueur notamment en ce qui concerne l'ordre public, l'hygiène, le travail et les bonnes mœurs.
- se conformer, pour l'exploitation de son activité, aux lois, règlements et prescriptions administratives et s'abstenir d'exercer dans les locaux toute activité soumise à autorisation administrative avant d'avoir obtenu cette dernière.
- en cas de manifestation sportive des banderoles de la ville seront apposées
- entretenir les espaces à usage exclusif, et prendra à sa charge les frais d'entretien,
- maintenir les parties communes des équipements municipaux dans un état correct de propreté,
- prendre à sa charge les frais de téléphonie (abonnement, consommation) si elle souscrit un contrat téléphonique,
- prévenir la ville de tout changement intervenant en son sein (direction, statuts, planification...), ainsi qu'à rendre le(s) jeu(x) de clefs éventuellement mis à sa disposition à la fin de la présente convention.

#### **Article 11 : Incessibilité des droits**

La présente convention étant conclu *intuitu personae*, l'association ne peut en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

#### **Article 12 : Clauses de résiliation**

En cas de non-respect des engagements réciproques résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie sans préjudice de tous les autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de 2 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse. En cas de dissolution de l'association ou de cessation d'activité, l'association s'engage à en informer la ville afin de procéder à la résiliation de la présente convention.

Si la nouvelle salle de gymnastique sportive communautaire est réalisée et que l'association investit cet équipement avant le 30 juin 2020, cette présente convention sera caduque. Une nouvelle convention, s'il y a lieu, sera établie.

#### **Article 13 : Avenant**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

#### **Article 14 : Durée de la convention**

La présente convention annule et remplace tout accord établi auparavant entre les deux parties.

Elle est consentie et acceptée à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2018 jusqu'au 30 juin 2020 au plus tard**. Elle pourra être dénoncée trois mois à l'avance par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception.

**Article 13 : Attribution de compétence / Élection de domicile**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort de la juridiction administrative territorialement compétente.

Fait à AURAY, le

**L'association Patronage Laïque d'Auray  
Le Président,**

**Serge ROBERT**

**Le Maire,**

**Jean DUMOULIN**

**Ville d'Auray**

**Direction des Services Techniques et Sports**

Service des Sports

Centre technique municipal - 2 rue Amiral Coudé - 56400 Auray

sport@ville-auray.fr • 02 97 24 48 11 • [www.auray.fr](http://www.auray.fr)



Merci d'adresser toute correspondance à M. le Maire - 100 place de la République - BP 10610 - 56406 Auray Cecex

Envoyé à la Sous-Préfecture le 16/04/2018  
Compte-rendu affiché le 16/04/2018  
Reçu par la Sous-Préfecture le 16/04/2018

## **19- DSTS - GRILLE TARIFAIRE 2018 - SPORT**

Madame Aurélie QUEIJO, 6ème Adjointe, expose à l'assemblée :

La grille tarifaire "sport" fait l'objet d'une actualisation annuelle. Elle tient compte du calcul du coût annuel de mise à disposition des équipements sportifs municipaux basé sur l'année N-1.

Il est proposé :

- de reconduire les gratuités de 2017 ;
- de reconduire les coûts horaires de mise à disposition de chaque équipement ;
- de reconduire les tarifs pour la vente d'emplacements publicitaires et logos dans le cadre de la fête du sport et des trophées du Sport, organisés par la ville .

La commission sport du 1<sup>er</sup> février 2018 à émis un avis favorable.

A reçu un avis favorable en Municipalité du 03/04/2018,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés ( 33 voix pour),

Le Conseil municipal :

- **AUTORISE** le Maire à signer tous documents nécessaires à l'application de la présente délibération.

## GYMNASES/TERRAINS/SALLE POLYVALENTE/ ACHAT EMPLACEMENT PUBLICITAIRE

| CATÉGORIES DE TARIFS                                                                                | TARIFS 2017                                                                      |            | PROPOSITIONS<br>TARIFS 2018                                                      |            |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------|------------|----------------------------------------------------------------------------------|------------|
|                                                                                                     | Alréen                                                                           | non Alréen | Alréen                                                                           | non Alréen |
| <b>GYMNASES / TERRAINS /<br/>SALLE EDMA FROGIER /<br/>SALLE DE REUNION<br/>VERGER</b>               |                                                                                  |            |                                                                                  |            |
| Associations sportives sous convention                                                              | Gratuité                                                                         |            | Gratuité                                                                         |            |
| Ecoles primaires Auray                                                                              | Gratuité                                                                         |            | Gratuité                                                                         |            |
| Gendarmerie                                                                                         | Gratuité                                                                         |            | Gratuité                                                                         |            |
| Centre de secours Auray                                                                             | Gratuité                                                                         |            | Gratuité                                                                         |            |
| Districts, comités sportifs départementaux et régionaux                                             | Gratuité                                                                         |            | Gratuité                                                                         |            |
| Fédération Sportive Éducative de l'Enseignement Catholique (UGSEL)                                  | Gratuité                                                                         |            | Gratuité                                                                         |            |
| Union Nationale du Sport Scolaire (UNSS)                                                            | Gratuité                                                                         |            | Gratuité                                                                         |            |
| Union sportive de l'Enseignement du Premier degré (USEP)                                            | Gratuité                                                                         |            | Gratuité                                                                         |            |
| Structures alréennes d'insertion, éducatives, sociales, de santé ( AMISEP, ADAPEI, CPEA, CHBA, ...) | Gratuité                                                                         |            | Gratuité                                                                         |            |
| <b>Location d'un équipement (hors gratuité)</b>                                                     |                                                                                  |            |                                                                                  |            |
| Passation d'une convention au-delà d'une journée de location<br>TARIF DE BASE                       | <b>Suivant étude coût mise à disposition des équipements sportifs</b>            |            | <b>Suivant étude coût mise à disposition des équipements sportifs</b>            |            |
|                                                                                                     | Tarif à l'heure ( valable du 1er avril 2017 au 31 mars 2018)                     |            | Tarif à l'heure ( valable du 1er avril 2018 au 31 mars 2019)                     |            |
| Gymnase                                                                                             | 30 €                                                                             |            | 30 €                                                                             |            |
| Terrain de plein air en herbe                                                                       | 150 €                                                                            |            | 150 €                                                                            |            |
| Terrain de plein air synthétique                                                                    | 50 €                                                                             |            | 50 €                                                                             |            |
| Salle multifonction Edma Frogier                                                                    | 20 €                                                                             |            | 20 €                                                                             |            |
| <b>Achat d'un emplacement publicitaire lors d'un événement sportif organisé par la ville</b>        | 100 € / mètre linéaire avec logo sur panneau partenaire remise trophées du sport |            | 100 € / mètre linéaire avec logo sur panneau partenaire remise trophées du sport |            |
| <b>logo sur panneau partenaire remise trophées du sport</b>                                         | 100 € le logo                                                                    |            | 100 € le logo                                                                    |            |

Envoyé à la Sous-Préfecture le 16/04/2018  
Compte-rendu affiché le 16/04/2018  
Reçu par la Sous-Préfecture le 16/04/2018

## **20- DSTS - SKATEPARK - AUTORISATION DE DÉPOSER UNE DÉCLARATION PRÉALABLE DE TRAVAUX**

Monsieur Jean-Yves MAHEO, 5ème Adjoint, expose à l'assemblée :

Dans le cadre du projet de construction d'un skatepark d'une superficie (avec ses abords) de 4 600 m<sup>2</sup> sur le site communal du Printemps sur la parcelle AD 0596, il est prévu de réaliser des terrassements.

Conformément à l'article R.421-23 du Code de l'Urbanisme, les affouillements et exhaussements du sol dont la hauteur, s'il s'agit d'un exhaussement, ou la profondeur dans le cas d'un affouillement, excède deux mètres et qui portent sur une superficie supérieure ou égale à deux cent mètres carrés, doivent être précédés d'une déclaration préalable.

De plus, en vertu de l'article L.2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, tout acte de gestion d'un bien communal doit faire l'objet d'une habilitation du Conseil Municipal.

Il en résulte que les travaux mentionnés ci-dessus doivent faire l'objet d'une déclaration préalable de travaux et que son dépôt par Monsieur le Maire doit être autorisé par le Conseil Municipal.

Vu le Code de l'Urbanisme,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

Vu l'avis favorable de la commission sport du 30 mars 2017

A reçu un avis favorable en Municipalité du 03/04/2018,

Treize conseillers municipaux se prononcent pour un vote à bulletin secret.

Après délibération et à la majorité des suffrages exprimés (16 voix contre, 15 voix pour et 2 abstentions),

Le Conseil municipal :

- **N'AUTORISE PAS** le Maire à déposer une déclaration préalable de travaux pour la construction d'un skatepark sur le site du Printemps.



**REALISATION D'UN SKATEPARK A AURAY**

DOCUMENT : PLAN GENERAL AD  
 LOCALITE : AURAY  
 SCHALE : 1/100  
 PHASE : PRO-010  
 DATE : 05/06/2018



AD n° 304

**LEGENDE SKATEPARK**

Déclage (zone) (zone) ou rasage ou incorporation de sports en surfboard

- Déclage horizontal (en sauto) (saute)
- Déclage vertical (en sauto) (saute)
- Déclage courbe (en sauto) (saute)
- Déclage horizontal à base (en sauto) (saute)
- Déclage courbe à base (en sauto) (saute)

Benches

- Plan de niveau de plan en béton gris
- Plan en gazon

Barrière

- Case bois en bois galvanisé
- Contour en acier inoxydable (avec 200 mm)

**LEGENDE ESPACES VERTS**

- Vier artificielle
- Plan à base en gazon
- Gazon de drainage
- Sur couche de drainage avec le gazon

Arbres

- Arbre 1000
- Arbre 1500
- Arbre 2000
- Arbre 2500
- Arbre 3000
- Arbre 3500
- Arbre 4000
- Arbre 4500
- Arbre 5000
- Arbre 5500
- Arbre 6000
- Arbre 6500
- Arbre 7000
- Arbre 7500
- Arbre 8000
- Arbre 8500
- Arbre 9000
- Arbre 9500
- Arbre 10000

Autres

- Table de plan type
- Plan en gazon (saute)
- Contour en acier
- Plan de base bois
- Panneau d'information

Conseil municipal de la ville d'Auray du 10 avril 2018

327/419

MAIRIE D'AURAY : 11220 Châteaufort  
 30 Place de la République - BP 10010 - 56000 Auray Cedex / Tél. 02 97 28 01 22  
 AURAY  
 ENTREPRISE MARQUAISE - ATILLES 507  
 14 Rue de Saint-Pierre - 49100 Neuillé / Tél. 02 53 52 34 34 / Mail : contact@entilles.fr  
 ARCHITECTE AGRICOLE - CONSTRUCTIF SKATEPARK ARCHITECTURE  
 17 rue des Bords d'Orléans - 41000 Blois / Tél. 02 53 52 34 34 / Mail : agence@skatepark.fr

Envoyé à la Sous-Préfecture le 16/04/2018  
Compte-rendu affiché le 16/04/2018  
Reçu par la Sous-Préfecture le 16/04/2018

## INTERVENTIONS :

**Mme POMMEREUIL** : je trouve dommage que nous découvriions les bordereaux qui concernent M. Mahéo en Conseil municipal. Nous n'avons pas eu de Commission travaux depuis le début du mois de septembre 2017. Avec tous les travaux qui se font sur la ville d'Auray en ce moment, et il y en a partout, je trouve dommage que nous n'y soyons pas associés.

**M. MAHEO** : concernant les travaux du centre ville, tout le monde a été informé. En effet depuis quelques mois les Commissions travaux n'ont pas eu lieu pour différentes raisons. J'ai été absent et occupé avec un agenda très chargé et je m'en excuse. Une prochaine réunion de cette commission est programmée.

**M. GRUSON** : vu le coût exorbitant du skatepark et les nuisances potentielles pour les riverains, c'est un projet quasi pharaonique. Je sais bien qu'aujourd'hui la mode est au skate, mais vu l'ambiance du Conseil municipal de ce soir, je demande que cette question soit votée à bulletin secret.

**M. GRENET** : le skatepark est un sujet qui revient beaucoup dans la discussion ce soir mais aussi au sein même de la population. Nous avons beaucoup été interpellés sur ce sujet. Il y a d'une part et vous le savez Monsieur le Maire, une grande inquiétude des riverains par rapport aux accès qui ne changent pas et se trouvent face aux maisons et nous pouvons les comprendre. Même si nous étions d'accord pour un skatepark puisque cela reste un projet intéressant, nous nous posons la question aujourd'hui de savoir si la ville d'Auray a les moyens de se lancer seule. Nous avons toujours dit en Conseil municipal qu'un tel projet relevait d'AQTA. Avons-nous besoin d'un des 10 plus grands skateparks de France alors qu'en même temps Camors, Brec'h, Ploemel ou d'autres villes encore ont des petits skateparks ? Est-ce vraiment raisonnable alors qu'il y a tellement d'autres investissements prioritaires à faire dans le sport (la piste d'athlétisme et le site de la forêt) ? Avec toutes ces inquiétudes légitimes des riverains nous nous disons qu'il est encore temps de revoir ce projet en étant plus raisonnable. 500 000 € aujourd'hui hors éclairage, c'est quand même une sacrée somme. Peut-on revoir le projet en construisant un skatepark plus raisonnable ? On pourrait faire quelque chose de très beau pour 200 000 € ou 250 000 € certainement pour avoir un bel outil. On pourrait aussi revoir la réflexion sur le site, je suis en effet très préoccupé par les inquiétudes des riverains. Je me suis beaucoup renseigné sur les skateparks qui se font en France et cela occasionne de grosses nuisances sonores nous ne pouvons pas le nier. Je propose que nous revoyons ce dossier.

**M. LE SAUCE** : Je souscris également à la nécessité de réaliser un skatepark pour remplacer celui du Parc Utting mais je ne souscris pas à votre projet pour plusieurs raisons.

D'abord le lieu choisi. Il est inapproprié et inopportun de mon point de vue de consommer du foncier municipal utile aujourd'hui pour des activités sportives encadrées, mais surtout bien situé à proximité du centre ville, ce qui constitue pour la ville d'Auray une réserve foncière et financière conséquente, d'autant plus que ce quartier est appelé à muter. L'ensemble de ce bien communal dans ce quartier mériterait une réflexion.

D'ailleurs lorsque l'on énumère tous les projets à venir dans ce quartier (skatepark, équipement jeunesse et PLA, un lotissement avec la construction de 48 logements), il y a lieu de s'interroger sur l'impact tant environnemental que social qui en résultera ; je réitère donc à nouveau ma demande qu'une étude soit diligentée pour identifier de manière plus globale les impacts induits par tous ces équipements et constructions.

Comme cela vient d'être dit, votre projet ne fait pas l'unanimité, il est vivement rejeté par les riverains du quartier. Le fait que ce soit une structure ouverte suscite beaucoup d'interrogations et d'inquiétudes, notamment au niveau du bruit et de la circulation, du stationnement.

Comme cela vient d'être dit aussi, il est surdimensionné et plus coûteux que ce qui se fait ailleurs, dans les communes voisines et au delà. Est-ce raisonnable d'avoir à Auray un skatepark classé parmi les 10 plus grands de France, c'est comme cela que je l'ai lu dans la presse municipale ? Si tel est le besoin pour la ville ou le territoire, pourquoi est-ce à la ville d'Auray d'en assumer seule la charge ? N'est-ce pas vous Monsieur le Maire, alors candidat en 2014, qui lors du débat salle du Petit théâtre organisé par le journal Ouest France, à la question portant sur la politique sportive, disait je cite : « *oui pour le skatepark mais au niveau de l'intercommunalité* ». Vous aviez la réponse Monsieur le Maire et vous ne la mettez pas en œuvre.

**M. LASSALLE** : concernant ce bordereau Monsieur le Maire comme je l'ai exprimé plus tôt je ne pense pas que faire un skatepark capable de recevoir des compétitions quasi semi professionnelles soit en adéquation avec les besoins des jeunes alréens ou même de ce quartier paisible. Je ne pense pas non plus que dépenser 1 demi million d'euros à Auray sans les surcoûts liés à l'éclairage ou à la nécessaire sécurisation de l'endroit, pour construire un des 10 plus grands skateparks de France, selon vos dires, ne soit une nécessité alors même que la ville de Vannes 5 fois plus grande ne dépensera pas cette somme pour le sien !

Je ne pense pas non plus que les skateparks réalisés ou à venir à Hennebont, à Etel, à Vannes, à Lanester, à Saint-Avé, à Locoal Mendon, à Brech, ou à Camors et j'en oublie certainement, rendent prioritaire cet investissement par rapport à la reconstruction du gymnase de La Forêt, à l'espace jeunesse ou la réalisation de la piste d'athlétisme pour Auray.

Et comment comprendre que vous n'avez même pas étudié la possibilité de mutualiser cet équipement avec nos voisins de Brech qui construisent à quelques centaines de mètres dans un endroit qui respectera la tranquillité des riverains, un espace de glisse certes plus modeste, mais dont le montant 115 000 € (subventionné pour moitié par AQTA et le Département) laisse sans voix face à la somme exorbitante que vous souhaitez dépenser.

Enfin, comment ne pas craindre que la mode du skate ne retombe comme cela s'est déjà produit à la fin des années 80, pour le skate comme pour le BMX, laissant les équipements construits abandonnés et sous utilisés.

Je conclurai, Monsieur le Maire, en disant oui à un espace de glisse adapté aux besoins des alréens, mais non à votre projet pharaonique qui compromettrait la sérénité du quartier et de ses habitants. Pour toutes ces raisons, je vote et appelle à voter contre cette demande de dépôt de travaux et vous demande instamment, comme l'a fait l'opposition, de revoir le projet à la baisse.

Et pour faire vivre une vraie démocratie je demande un vote à bulletin secret.

**M. LE MAIRE** : décidément vous partagez beaucoup d'avis avec l'opposition Monsieur le Conseiller municipal.

**M. LASSALLE** : oui je l'admets.

**M. LE MAIRE** : Je vais répondre de manière globale et particulièrement à Monsieur Le Sauce et Monsieur le Conseiller municipal de l'opposition ici présent Monsieur Lassalle. Je rappelle que ce projet a été voté en 2017, que l'étude a été réalisée par un cabinet très sérieux, un peu lent à mon sens, mais qui arrive en phase finale. Je rappelle que ce projet est souhaité par tous les jeunes de la ville d'Auray, voire les jeunes de la périphérie, qu'une association qui s'appelle Kromm avec Jérôme Le Bayon à sa tête, nous demande et nous avait demandé même avant la campagne municipale à ce qu'Auray soit équipé d'un beau skatepark et pas parmi les 10 plus grands skateparks du monde ou de France. Personne n'a dit cela et ça n'est pas vrai. C'est la presse qui a dit cela et la presse n'a pas toujours toutes les informations.

**M. LASSALLE** : c'est vous qui l'avez dit et c'est écrit dans le "Vivre Auray" Monsieur Le Maire.

**M. LE MAIRE** : se sera le plus grand skatepark du département et nous ne mettons pas cela à titre glorieux ou d'honneur, c'est un vrai besoin pour la jeunesse d'Auray, un vrai facteur d'attractivité pour les jeunes, pour le week-end. Messieurs Grenet, Le Sauce et Lassalle vous n'étiez pas à la réunion des riverains. Vous parlez de choses que vous n'avez pas vécues.

**M. LE SAUCE** : je n'étais pas à la réunion j'étais à une autre réunion, mais je me suis rattrapé en allant voir les riverains.

**M. LE MAIRE** : je constate que vous parlez de choses ou de réunions auxquelles vous n'avez pas participé.

**M. LE SAUCE** : je n'étais pas invité à cette réunion.

**M. LE MAIRE** : tout le monde était invité, c'était dans la presse.

**M. LE SAUCE** : cela ne suffit pas, vous pourriez au moins avoir un minimum de respect pour vos Conseillers municipaux d'opposition. Vos collègues de la majorité étaient invités mais nous, nous ne l'étions pas. Il faut que les choses soient dites.

**M. GRENET** : je le confirme, régulièrement nous ne sommes pas invités à un certain nombre de réunions Monsieur le Maire, alors ne nous accusez pas d'être absents. Mais si vous parlez de la réunion qui s'est tenue au Penher, j'étais présent.

**M. LE MAIRE** : que je sache tout le monde est invité et tout le monde savait que cette réunion avait lieu. Il y avait beaucoup de jeunes et l'association Kromm. Cette réunion était excessivement positive et intéressante. Nous avons écouté les riverains et leur avons répondu en partie. Nous allons recevoir l'association le 11 mai prochain. Nous avons répercuté au bureau d'études les remarques des riverains qui étaient fondées sur le bruit et les nuisances. Nous avons convenu d'augmenter la hauteur du talus pour casser le bruit. Vous le savez il n'y a pas de normes au niveau acoustiques, je l'ai répété. Nous ne pouvons pas lancer d'études acoustiques puisque ce n'est pas normé. Nous avons fait les choix technologiques les mieux adaptés pour ce skatepark c'est à dire le béton. Tous les skateparks qui ont été rejetés par la population et les riverains sont ceux qui n'ont pas été construit avec cette technologie.

Vous dites Monsieur Lassalle que l'on veut faire des compétitions, mais où avez vous vu cela ? L'association Kromm n'est pas demandeuse.

**M. LASSALLE** : c'est également écrit dans le "Vivre Auray".

**M. LE MAIRE** : ce n'est pas demandé. Peut-être qu'un jour on pourra en faire mais ce n'est pas l'objectif. Quant au reproche que vous me faites sur le projet intercommunal, vous m'avez entendu puisque vous êtes assidu au Conseil communautaire, je suis le premier à le regretter, et j'étais l'un des premiers à m'exprimer sur le sujet. L'intercommunalité a exprimé l'intérêt communautaire pour un seul équipement sportif, le PLA et un seul événement culturel, le festival Méliscènes pour lequel d'ailleurs nous attendons toujours les subventions d'AQTA. Évidemment la ville d'Auray en tant que ville centre a des charges que les autres n'ont pas à assumer. Je rappelle et je le disais à la presse ce matin, toutes les associations sportives et infrastructures d'Auray que nous sommes amenés à financer, sur 108 000 € de subventions accordées au sport, vous pouvez rajouter environ 700 000 € pour les coûts induits c'est à dire le personnel qui prépare les terrains, qui nettoie les vestiaires et qui prépare les matchs. Vous savez que la centralité d'une ville est à la fois un inconvénient mais aussi un avantage. Il est évident qu'un beau skatepark intercommunal avait toute sa place à Auray et j'en suis le premier désolé mais ne me faites pas ce reproche.

Vous dites que cette réserve foncière est très précieuse pour la ville d'Auray, mais je ne vais pas vous faire l'affront de vous rappeler que ce quartier du Printemps, qui a été acquis auprès de l'évêché, est uniquement fléché pour des équipements sportifs et culturels. Vous préférez qu'on y construise des lotissements ? Je dirais même qu'en terme d'attractivité de la jeunesse, voir à terme regrouper un skatepark, un espace jeunesse et le PLA cela a du sens pour la jeunesse d'Auray. J'ajoute que dans les faiblesses pour la jeunesse d'Auray il y a le manque d'université et d'études supérieures. Cela veut dire qu'il faut des équipements et infrastructures pour accueillir nos jeunes et les inciter à revenir le week-end. Le skatepark est un vecteur pour cela comme le sera l'espace jeunesse.

Il ne s'agit pas ce soir de dire que nous remettons en cause le projet puisqu'il a été voté en 2017. La collectivité a investi dans une étude qui nous a coûté 20 000 €, nous n'allons donc pas voter ce soir pour ou contre le skatepark, ni pour la refonte du projet, cela n'a aucun sens. Ou alors cela veut dire que nous ne le faisons pas.

**M. GRENET** : cela a du sens, on peut très bien avoir une opinion à un moment donné puis évoluer et s'apercevoir que non il faut arrêter ce projet. C'est déjà arrivé sur certains projets par le passé.

**M. LE MAIRE** : oui celui du pôle nautique en effet et nous avons bien fait.

**M. GRENET** : en effet, certains riverains n'étaient pas d'accord et tout de suite vous avez fait arrêter le projet d'un seul coup. Sur le projet de skatepark malgré les riverains vous décidez de continuer.

**M. LE MAIRE** : mais nous allons les recevoir les riverains. Dans tous les skateparks de France il y a eu des réactions légitimes de la part des riverains, l'inquiétude est normale. Nous avons pris en compte leurs remarques.

**M. LASSALLE** : la question se pose sur le montant du skatepark. Aujourd'hui avec ce vote d'autorisation de travaux la question se repose et nous avons le droit d'évoluer contrairement à vous et comme le disait très bien Monsieur Grenet sur les montants qui nous avaient été annoncés comme une enveloppe maximum. Aujourd'hui ce n'est pas une enveloppe maximum puisque vous l'utilisez complètement.

**M. LE MAIRE** : vous n'en savez rien nous n'avons pas lancé les appels d'offres.

**M. LASSALLE** : aujourd'hui vous faites un skatepark à 500 000 €, soit 1 demi million d'euros comme j'aime à le dire, à un moment cela fait beaucoup pour Auray. Donc la question que je vous ai posée et le discours que j'ai tenu c'est, oui un espace de glisse à Auray à côté d'un espace jeunesse et du PLA, pourquoi pas, mais dans des montants qui sont raisonnables.

**M. LE MAIRE** : c'est une discussion et objection que vous auriez dû formuler il y a deux ans.

**M. LASSALLE** : il n'est jamais trop tard pour bien faire.

**M. LE MAIRE** : avec des comptes comme cela nous pouvons tout annuler ce qui est en cours. C'est quand même fort d'entendre de votre part que le skatepark va au détriment de la piste d'athlétisme et de la refonte de la Forêt puisque nous avons votés également ces investissements ce soir. Cela ne va pas à l'encontre, nous faisons le tout.

**M. LASSALLE** : je n'ai pas dit cela Monsieur le Maire.

**M. LE MAIRE** demande aux Conseillers municipaux de se prononcer sur un vote à bulletin secret.

11 Conseillers municipaux demandent un vote à bulletin secret.

**21- DU - BOCÉNO - RÉSILIATION DE LA CONVENTION OPÉRATIONNELLE DU 8 JANVIER 2014 POUR LE PORTAGE FONCIER D'UNE PARTIE DE LA PARCELLE AD N°331 PAR L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE BRETAGNE**

Monsieur Azais TOUATI, 3ème Adjoint, expose à l'assemblée :

Le conseil municipal lors de sa séance du 25 novembre 2013 approuvait la signature d'une convention opérationnelle (signée le 8 janvier 2014 et jointe en annexe 1) avec l'Établissement Public Foncier de Bretagne (EPF Bretagne) pour le portage foncier de la partie Nord de la parcelle AD n°331 permettant à la commune d'y construire un foyer-logement de 80 lits en remplacement de celui existant (résidence du Bocéno située à l'Est du site).

Cette convention avait été conclue sous l'empire de l'ancien Programme Pluriannuel d'Intervention (PPI) de l'EPF Bretagne pour la période 2010-2015. Un nouveau PPI est entré en vigueur pour la période 2016-2020.

Aujourd'hui, la commune souhaite demander à l'EPF Bretagne de se porter acquéreur de l'ensemble de la parcelle AD n°331 et non plus seulement de la partie Nord, à savoir les emplacements réservés n°9 et 10 dédiés à la construction d'un équipement pour personnes âgées et à l'aménagement d'un jardin public (annexe 2).

De plus, la commune demande à ce que la durée de portage soit modifiée de 5 à 7 ans et que la partie du programme consacrée au logement comporte 20 % minimum de logements locatifs sociaux (contre 100 % auparavant).

Ainsi, l'EPF Bretagne demande à la commune de délibérer afin de résilier la convention opérationnelle du 8 janvier 2014 pour en signer une nouvelle (objet de la délibération suivante présentée à l'ordre du jour de la séance du présent conseil municipal).

Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales ;  
Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;  
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment son article L 321-1 ;

A reçu un avis favorable en Municipalité du 03/04/2018,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés ( 33 voix pour),

Le Conseil municipal :

- **APPROUVE** la résiliation de la convention opérationnelle signée le 8 janvier 2014 (ci-annexée) avec l'Établissement Public Foncier de Bretagne ;
- **AUTORISE** M. le Maire à signer tout document permettant la résiliation de la convention opérationnelle sus-mentionnée ;

# ANNEXE 1



## CONVENTION OPERATIONNELLE D' ACTIONS FONCIERES COMMUNE D'AURAY PROJET DE FOYER LOGEMENT - 80 LITS

Entre

La Commune d' AURAY, sise Mairie, 100 place de la République, BP 10610, 56406 AURAY, identifiée au SIREN sous le n° 215 600 073 représentée par son Maire, Monsieur Guy ROUSSEL, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du en date du 25 novembre 2013, ci-après désignée "la Collectivité"

D'une part,

Et

L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE BRETAGNE, Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial, sis 72 boulevard Albert 1<sup>er</sup>, CS 90721, 35207 RENNES Cedex 02, identifié au SIREN sous le n° 514 185 792 et immatriculé au RCS de Rennes sous le n° 514 185 792, représenté par son Directeur Général, Monsieur Didier VILAIN, dûment habilité à signer la présente convention par décision du Bureau en date du 22/10/2013, ci-après désigné "l'EPF"

D'autre part.

## SOMMAIRE

|                                                                                                               |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| SOMMAIRE .....                                                                                                | 2  |
| PREAMBULE.....                                                                                                | 3  |
| La Commune d' AURAY.....                                                                                      | 3  |
| L'Etablissement Public Foncier de Bretagne.....                                                               | 4  |
| Le Projet .....                                                                                               | 5  |
| CHAPITRE I - CADRE GENERAL DE LA CONVENTION.....                                                              | 7  |
| Article 01 - Objet de la convention .....                                                                     | 7  |
| Article 02 - Périmètre d'intervention .....                                                                   | 7  |
| Article 03 - Études préalables et engagement financier de l'Etablissement Public Foncier .....                | 8  |
| Article 04 - Durée de la convention - Résiliation .....                                                       | 9  |
| Article 05 - Transmission de données.....                                                                     | 10 |
| Article 06 - Dispositif de suivi .....                                                                        | 10 |
| Article 07 - Contentieux.....                                                                                 | 10 |
| CHAPITRE II - ACQUISITIONS PAR L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER.....                                            | 11 |
| Article 08 - Modalités d'acquisition.....                                                                     | 11 |
| Article 09 - Prix d'acquisition.....                                                                          | 11 |
| Article 10 - Durée du portage .....                                                                           | 11 |
| Article 11 - Taux d'actualisation – Modalités de calcul .....                                                 | 12 |
| CHAPITRE III - GESTION DES BIENS ACQUIS .....                                                                 | 13 |
| Article 12 - Jouissance et gestion des biens acquis .....                                                     | 13 |
| Article 13 - Assurance .....                                                                                  | 15 |
| Article 14 - Déconstruction, dépollution, études propres au site et travaux divers effectués par l'IEPF ..... | 15 |
| CHAPITRE IV - REVENTE DES BIENS ACQUIS.....                                                                   | 16 |
| Article 15 - Engagement de rachat des biens acquis.....                                                       | 16 |
| Article 16 - Choix des opérateurs.....                                                                        | 16 |
| Article 17 - Conditions juridiques de la revente.....                                                         | 16 |
| Article 18 - Détermination du prix de cession .....                                                           | 16 |
| Article 19 - Paiement du prix lors de la revente .....                                                        | 17 |
| Article 20 - Pénalité en cas de non respect des engagements relatifs au projet.....                           | 17 |

*10/12/18*

## PREAMBULE

### La Commune d' AURAY

La Commune d'Auray est située dans le Département du Morbihan. Située à 18 km à l'ouest de Vannes et à proximité immédiate de la RN 165, Auray, ville-centre de l'EPCI, compte près de 13000 habitants. Sa situation touristique et son bassin d'emploi génèrent une croissance démographique continue.

Elle fait partie de la communauté de communes du Pays d'Auray, Auray communauté dont le SCOT du Syndicat Mixte du Pays d'Auray a été arrêté le 05/07/2013.

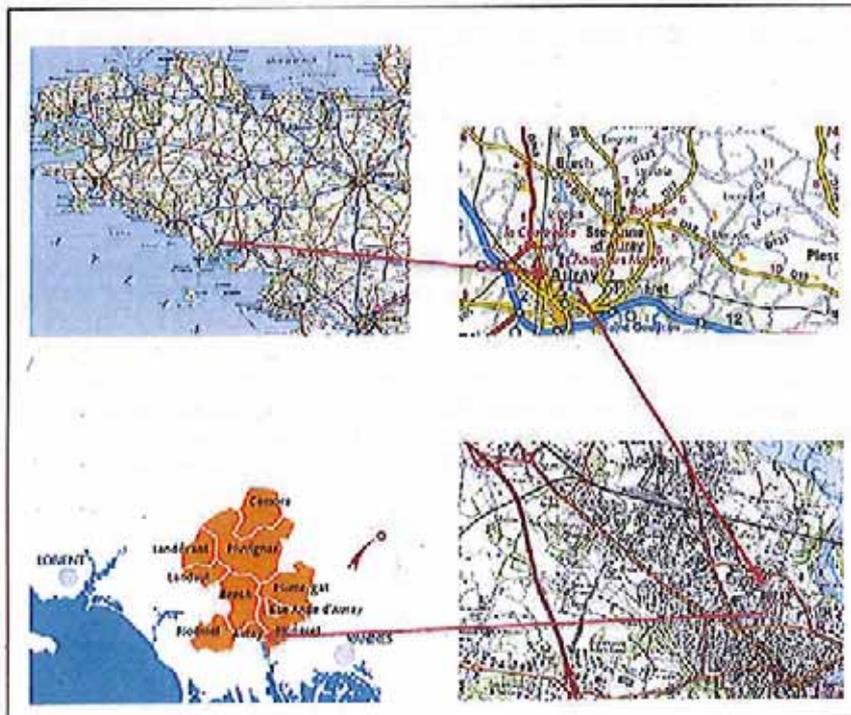
Le projet de PADD du SCOT du Pays d'Auray valorise les projets urbains de réaménagement de centre Bourg. Il poursuit notamment les objectifs de réduction de la consommation de l'espace (50% du développement de l'urbanisation se fera au milieu du tissu urbain existant), de mixité sociale et fonctionnelle dans les centres bourgs.

Ce même document souligne l'intérêt d'avoir recours à certains outils réglementaires (Orientations d'Aménagement et de Programmation dans les PLU...) et fonciers (Droit de Préemption Urbain...) afin de maîtriser la programmation de l'habitat et l'aménagement du territoire communal.

Un PLH a été approuvé le 23 mars 2012, pour la période 2011/2017. Le diagnostic établi dans le cadre de l'élaboration de ce PLH a fait état de divers besoins concernant l'habitat, savoir :

- Le PLH prévoit une croissance de 2,11% par an soit une population passant de 46 219 habitants en 2008 à 55 231 habitants en 2017.
- La production de 990 logements (dont 20% minimum de LLS et 50 PSLA) pour Auray, soit 141 logements par an.

Le développement des logements locatifs sociaux : ainsi pour la commune d'Auray 30% de la production neuve entre 2011-2017 sera destinée aux logements locatifs sociaux.



*Handwritten signature*

## L'Établissement Public Foncier de Bretagne

Créé par le décret n°2009-636 du 8 juin 2009, l'Établissement Public Foncier de Bretagne (établissement public d'État) a pour vocation d'accompagner et de préparer les projets des collectivités publiques par une action foncière en amont ainsi que par la mise à disposition de toutes expertises et conseils utiles en matière foncière.

Dans ce cadre cet établissement est habilité, dans la région Bretagne, à procéder pour le compte des collectivités territoriales à toutes acquisitions foncières, opérations immobilières, études et travaux de nature à faciliter l'aménagement au sens de l'article L 300-1 du Code de l'Urbanisme.

Le soutien technique et/ou financier que peut apporter l'EPF est formalisé par une convention dite "opérationnelle". Celle-ci peut découler d'une convention cadre passée avec un Établissement Public de Coopération Intercommunale ou être conclue en l'absence de convention cadre. Il est établi une convention opérationnelle par secteur de projet.

Lesdits projets doivent être en cohérence avec les objectifs définis dans les éléments de cadrage du Programme Pluriannuel d'Interventions de l'EPF adopté le 12 octobre 2010, à savoir :

- faire un usage économe du foncier, en assurant une certaine densité et en recherchant systématiquement les possibilités de renouvellement urbain avant toute décision d'urbanisation de nouvelles surfaces ;
- si l'urbanisation de nouvelles surfaces est nécessaire, elle ne pourra se faire qu'en extension et dans la continuité de l'urbanisation existante, là encore avec une certaine densité ;
- assurer, lorsque cela est possible, une véritable mixité sociale, fonctionnelle et générationnelle, notamment dans les projets à dominante d'habitat, par l'introduction d'un ratio minimum de logements locaux sociaux et éventuellement d'accession sociale ;
- rechercher de nouvelles formes urbaines et de nouvelles organisations spatiales moins consommatrices de foncier ;
- réaliser des constructions performantes énergétiquement :
  - ↳ pour les constructions neuves d'habitation, en respectant les normes BBC (Bâtiment Basse Consommation)
  - ↳ pour les constructions anciennes d'habitation, en recherchant une amélioration de la qualité énergétique des bâtiments visant à la classe C du diagnostic de performance énergétique
  - ↳ pour les constructions d'activité, en visant une optimisation énergétique des constructions
- encourager la qualité environnementale des opérations. A ce titre, les opérations d'aménagement ou de construction qui seront réalisées sur les ensembles fonciers acquis et portés par l'EPF en application de la présente convention s'appuieront sur des choix techniques allant dans le sens d'un grand respect de l'environnement, d'une maîtrise des énergies et d'une qualité architecturale.

Le respect de ces objectifs par la Collectivité ou les opérateurs qu'elle désignera sera assuré au moyen de clauses et/ou d'un cahier des charges inclus aux actes de cession conclus par l'EPF, précisant la nature des contraintes imposées.

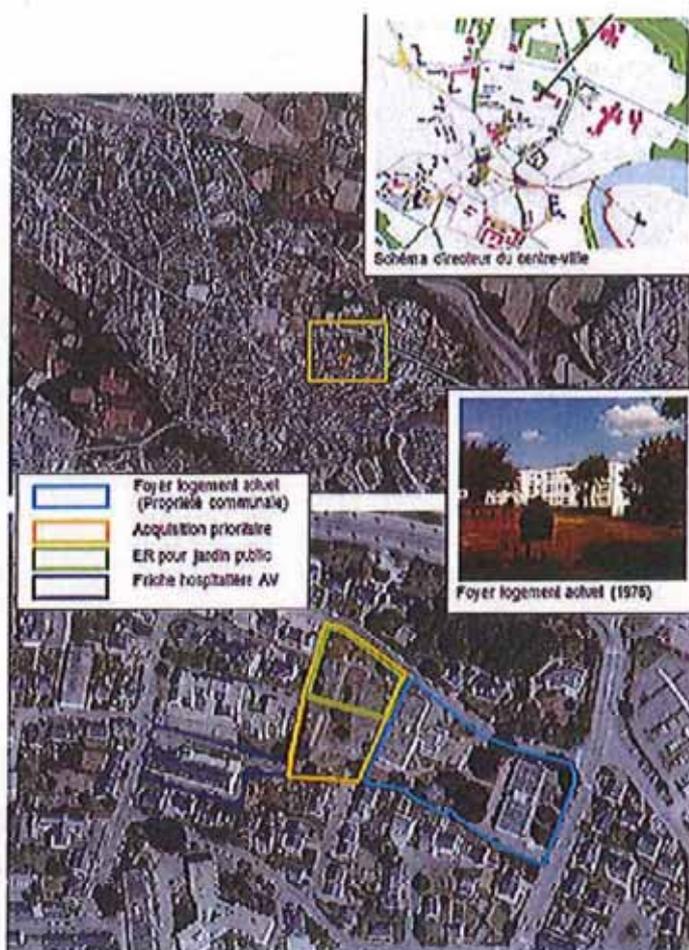
La commune d'AURAY fait partie de la communauté de communes du Pays d'Auray, Auray communauté qui a conclu avec l'Établissement Public Foncier une convention cadre le 23/04/2012. Dans cette convention cadre le projet de foyer logement - 80 lits est identifié dans l'engagement " *Privilégier les opérations de renouvellement et de densification urbains en habitat*".

N  
Ug

## Le Projet

Les objectifs de la Collectivité correspondent aux priorités et modalités d'intervention de l'EPF.

Afin de répondre à l'accueil des personnes âgées, la commune d'Auray sollicite l'EPF pour l'acquisition de 2113 m<sup>2</sup> d'une partie de parcelle en centre-ville (AD 331 de 4219 m<sup>2</sup> - propriété du Centre Hospitalier Bretagne Atlantique et aujourd'hui aménagé en espace vert et mis à disposition gratuitement à la commune) afin de construire un foyer logements de 80 lits en remplacement de celui existant (résidence du Bocéno immédiatement à l'est du site) dont la remise aux normes serait trop coûteuse. La partie nord de la parcelle, conformément au schéma directeur, serait conservée en jardin public (classement en zone Na avec un emplacement réservé). Une partie des propriétés hospitalières à l'ouest et au sud du site feront également l'objet à moyen terme d'opérations de renouvellement urbain éventuellement à destination de logements.



A travers le projet de foyer logement - 80 lits - objet des présentes, la Collectivité s'engage à respecter les critères suivants :

- 100% de logements locatifs sociaux minimum ;
- une densité minimale de 50 logements par hectare (sachant que pour les projets mixtes, 70 m<sup>2</sup> de surface plancher d'activités ou de commerces équivalent à un logement) ;
- réaliser des constructions performantes énergétiquement :
  - ↳ pour les constructions neuves d'habitation, en respectant les normes en vigueur
  - ↳ pour les constructions anciennes d'habitation, en recherchant une amélioration de la qualité énergétique des bâtiments visant à la classe C du diagnostic de performance énergétique
  - ↳ pour les constructions d'activité, en visant une optimisation énergétique des constructions ;

W Rg

La Collectivité et l'EPF ont donc convenu de s'associer pour engager une politique foncière visant à faciliter la réalisation de ce projet, dans les conditions qui permettront d'atteindre les objectifs quantitatifs et qualitatifs de production souhaités par la Collectivité.

La communauté de communes du Pays d'Auray, Auray Communauté a délivré un avis favorable sur le projet de la commune d'AURAY par délibération en date du 26 septembre 2013.

**Cela exposé, il est convenu ce qui suit,**

msv Rg

## CHAPITRE I - CADRE GENERAL DE LA CONVENTION

### Article 01 - Objet de la convention

La présente convention vise :

- à définir les engagements que prennent la Collectivité et l'EPF en vue de la réalisation du projet défini en préambule ainsi que les conditions dans lesquelles les biens acquis par l'Établissement Public Foncier de Bretagne seront revendus ;
- à préciser les modalités d'intervention de l'EPF.

La Collectivité confie à l'Établissement Public Foncier de Bretagne la mission de conduire des actions foncières de nature à faciliter la réalisation du projet défini en préambule sur le secteur opérationnel désigné à l'article 02 ci-après. Cette mission pourra porter sur tout ou partie des actions suivantes :

- acquisition foncière par tous moyens ;
- portage foncier et éventuellement gestion des biens ;
- recouvrement / perception de charges diverses ;
- participation aux études menées par la Collectivité ;
- réalisation de travaux, notamment de déconstruction/dépollution ou mesures conservatoires ;
- revente des biens acquis ;
- encaissement de subventions afférentes au projet pour qu'elles viennent en déduction du prix de revente des biens ou du remboursement des études. A cet égard, dans le cas où la Collectivité percevrait directement des subventions en vue de l'acquisition des biens objet de la présente convention, la Collectivité s'engage à les reverser dès perception à l'EPF.

### Article 02 - Périmètre d'intervention

#### a) Périmètre opérationnel

Sur le périmètre défini ci-après, l'EPF est autorisé à :

- acquérir tous les biens fonciers et immobiliers, ainsi que les biens meubles qui en seraient l'accessoire (fonds de commerce notamment). Cette autorisation ne fait pas obstacle à l'acquisition directe par la Collectivité d'un bien compris dans ce périmètre si elle le juge utile ;
- procéder, à la demande de la Collectivité ou de sa propre initiative, avec l'aval de la collectivité, à toute étude spécifique au projet, diagnostic technique, etc., éventuellement en faisant appel à des prestataires extérieurs ;
- Réaliser des travaux, notamment de proto aménagement (déconstruction/dépollution) ou travaux conservatoires.

*Parcelles situées dans le périmètre au jour de la signature des présentes*

| Commune d'AURAY                                                                            |                                     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|
| Parcelles<br>(références cadastrales)<br><small>Suffixe « p » : partie de parcelle</small> | Contenance cadastrale à<br>acquérir |
| AD 331p                                                                                    | 2113m <sup>2</sup>                  |
| Contenance cadastrale                                                                      | 2113 m <sup>2</sup>                 |

Dans le cas de l'acquisition d'une partie de parcelle, la contenance cadastrale à acquérir sera rendue définitive à l'issue de l'établissement d'un Document Modificatif du Parcellaire Cadastre.

Ledit périmètre, se situant sur la commune d'AURAY est celui indiqué en rouge sur le plan ci-après.



### b) Extension exceptionnelle du périmètre opérationnel et périmètre d'études

Pour les acquisitions de biens, l'EPF interviendra exclusivement sur le périmètre défini ci-dessus.

Par dérogation, de manière ponctuelle et exceptionnelle, l'EPF pourra intervenir à la demande de la Collectivité, pour acquérir toutes parcelles situées en dehors de ce périmètre si et uniquement si, en cours d'opération, ces acquisitions conduisent à une plus grande satisfaction des objectifs poursuivis par la présente convention. Dans ce cas de figure l'EPF interviendra dans les mêmes conditions que dans le périmètre défini ci-dessus.

Pour les études, dans un souci de cohérence globale de l'action de la Collectivité, l'EPF pourra proposer à la commune d'intervenir sur le périmètre le plus approprié, sans se circonscrire forcément aux limites du projet ou du territoire de la Collectivité signataire.

## Article 03 - Études préalables et engagement financier de l'Etablissement Public Foncier

### a) Ingénierie et études préalables

L'EPF met à disposition son assistance technique pour la réalisation d'études préalables à l'aménagement et/ou son expertise pour la réalisation d'études de faisabilité économique. Ces études concernent notamment des études de site, études urbaines, études de faisabilité, de pré-programmation, études d'analyses techniques, expertises ponctuelles...

Cette mission aura pour but d'apporter une expertise dans les différents domaines liés au projet (juridique, financier, technique...) et pourra porter sur tout ou partie des actions suivantes :

- assistance générale pour la réalisation de l'étude ;
- assurer l'organisation des études amont (rédaction de cahier des charges...);

- accompagnement dans le choix du prestataire ;
- coordination de l'étude ;
- participation aux comités de pilotage et comités techniques ;
- participation financière au coût global de l'étude ;
- ....

Les modalités de réalisation des études seront appréciées par l'EPF au regard des projets des collectivités.

Sont exclus de la présente mission :

- l'ensemble des procédures de passation des marchés publics, quelle que soit la nature des marchés ;
- l'ensemble des missions dévolues au prestataire désigné par le pouvoir adjudicateur.

#### **b) Engagement financier**

L'engagement financier de l'EPF au titre de la présente convention est destiné au financement de l'ensemble des dépenses liées aux actions foncières notamment le paiement :

- des prix d'acquisition et frais annexes (frais d'acte, de géomètre, de contentieux, honoraires de négociation, etc.) ;
- des indemnités liées aux évictions ;
- des travaux, notamment des travaux de proto-aménagement (déconstruction / dépollution) et travaux conservatoires ;
- des prestations de tiers liées à certaines études opérationnelles conditionnant la réalisation du projet (études techniques, études de sols, de dépollution, études préalables aux travaux) ;
- des dépenses engendrées par la gestion des biens (impôts, assurance, gardiennage, etc.).

L'ensemble de ces dépenses seront imputées sur le prix de revente des biens acquis.

L'engagement financier de l'EPF pourra également concerner les études définies au a) ci-dessus qui accompagnent la décision du porteur de projet. De manière générale, ces dépenses ne pourront pas être imputées sur le prix de revente des biens acquis.

#### **Article 04 - Durée de la convention - Résiliation**

Il est précisé que malgré la signature d'une convention cadre entre l'EPF et la communauté de communes du Pays d'Auray, Auray Communauté, la légalité et/ou la durée de ladite convention cadre ne constitue pas une condition de validité des conventions opérationnelles prises pour son application. Ainsi, si une convention opérationnelle prévoit une durée de portage de 5 ans à compter de l'acquisition d'un bien et que cette durée de 5 ans se termine postérieurement à la date de fin de la convention cadre, cela n'aura pas d'incidence sur la validité de la convention opérationnelle en question.

La présente convention opérationnelle prend effet à compter de la date de sa signature. Elle prend fin à l'achèvement de la durée de portage foncier du dernier bien acquis en exécution des présentes, sachant que la durée maximum de portage est fixée individuellement pour chaque bien à 5 ans à compter de sa date d'acquisition.

La présente convention pourra faire l'objet, par voie d'avenant, d'ajustements ou de précisions qui s'avèreraient nécessaires à la bonne mise en œuvre du dispositif conventionnel.

La convention peut être résiliée à la demande de l'une ou l'autre des parties si la Collectivité renonce à une opération ou en modifie substantiellement le programme.

La résiliation ne pourra être décidée que par l'assemblée délibérante de la Collectivité ou du Bureau de l'EPF. Elle prendra la forme d'un courrier recommandé ou d'un acte extra judiciaire et sera effective 6 mois après réception de ce courrier recommandé ou après l'accomplissement de cet acte.

*dv / 14*

Il sera alors procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées par l'EPF à un inventaire des pièces du dossier. Les pièces principales du dossier seront remises à la Collectivité dans les 6 mois de la prise d'effet de la résiliation.

La Collectivité sera tenue de racheter les biens acquis par l'EPF dans le cadre de la convention dans l'année qui suit la notification de la résiliation au prix déterminé à l'article 18 des présentes. Au besoin, il pourra être fait application des mesures prévues à l'article 20.

S'il n'a pas été procédé à des acquisitions, la Collectivité pourra être tenu de rembourser à l'EPF l'ensemble des prestations effectuées par des tiers et facturées à cet établissement.

## **Article 05 - Transmission de données**

### **a) Documents d'urbanisme**

La Collectivité s'engage à transmettre à l'EPF l'ensemble des documents d'urbanisme (le cas échéant POS, PLU, Carte communale, SCOT, PLH, AVAP...) nécessaire à la mise en œuvre de la présente convention, de préférence dans un format numérique.

Dans le cas où ces documents existent sous une forme exploitable par un Système d'Information Géographique, ils seront transmis à l'EPF dans un format interopérable.

### **b) Autres documents**

La Collectivité s'engage à transmettre à l'EPF tout document ayant trait aux secteurs de projets (documents ZAC, plans topographiques, plans de voirie, plan des réseaux, schéma d'aménagement, études préalables...) de préférence sous forme numérique.

## **Article 06 - Dispositif de suivi**

L'EPF fera parvenir annuellement à la Collectivité le bilan des acquisitions ainsi que le suivi du prix de revient.

Sur sollicitation de l'EPF ou de la Collectivité, les parties, ainsi que tout partenaire du projet de la Collectivité, feront le point sur le projet, autant que de besoin pour faire un état de l'avancée des négociations et du calendrier de l'opération ou pour tout problème pouvant survenir concernant l'exécution de la présente convention ou la gestion des biens acquis.

## **Article 07 - Contentieux**

A l'occasion de toute contestation ou tout litige relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher un accord amiable.

A défaut d'accord, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif de Rennes.

*lv* *ly*

## CHAPITRE II - ACQUISITIONS PAR L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER

### Article 08 - Modalités d'acquisition

Sur le(s) site(s) opérationnel(s) défini(s) à l'article 02.a, l'EPF s'engage à acquérir les assiettes foncières nécessaires à la réalisation du projet arrêté soit par négociation amiable, soit par exercice d'un droit de préemption ou de priorité s'il existe, soit par substitution à la Collectivité sur réponse à un droit de délaissement, soit par expropriation, soit par toutes autres procédures ou moyens légaux.

Le cas échéant, la Collectivité s'engage à faire prendre par l'autorité compétente (l'assemblée délibérante ou le si celui-ci a reçu délégation) la décision nécessaire à la délégation par la Collectivité à l'EPF, sur le(s) périmètre(s) défini à l'article 02.a, des droits de préemption ou de priorité dont elle serait titulaire. Il en sera de même pour la réponse à un droit de délaissement.

Si c'est une autre personne morale qui est titulaire d'un droit de préemption, de priorité ou de réponse à un droit de délaissement, la Collectivité s'engage à solliciter de cette personne la délégation à l'EPF dans les mêmes conditions.

La Collectivité transmettra l'ensemble des données utiles à la réalisation de la mission de l'EPF : décision instaurant le droit de préemption, décision déléguant l'exercice du droit de préemption à l'EPF et éléments de projets sur les secteurs d'intervention.

Par ailleurs, la finalisation de la maîtrise foncière pourra nécessiter le recours à l'expropriation. S'il est décidé que l'EPF sera bénéficiaire de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP), en vue du transfert de propriété de biens à son profit à l'issue de la procédure, l'EPF et la Collectivité constitueront conjointement le dossier de DUP.

### Article 09 - Prix d'acquisition

Les acquisitions effectuées par l'EPF se dérouleront selon les conditions évoquées dans la présente convention, à un prix maximum correspondant à l'estimation de France Domaine (ou de tout organisme qui y serait substitué) ou le cas échéant fixé par le Juge de l'Expropriation.

En cas d'absence d'avis de France Domaine (bien inférieur au seuil minimal de consultation, absence de réponse dans le délai d'un mois...) l'EPF pourra acquérir à un prix librement déterminé par lui, après avis de la commune, ce prix devant être inférieur au seuil minimal de consultation, sauf cas d'absence de réponse de France Domaine au bout d'un mois dans le cadre d'une préemption.

Dans tous les cas, avant chaque signature de promesse de vente ou notification de mémoire (cas de la saisine du Juge de l'Expropriation), l'EPF avertira la Collectivité des prix et conditions qu'il propose au propriétaire.

### Article 10 - Durée du portage

La durée maximum de portage est de 5 ans, calculé individuellement parcelle par parcelle.

Cette durée commencera à courir :

- pour les biens acquis à l'amiable et les biens préemptés : à compter de la signature de l'acte authentique d'achat ;
- pour les biens expropriés ou acquis par toute autre procédure, à compter du premier paiement effectif ou de la première consignation des indemnités d'expropriation.

Cette durée s'achèvera, pour chaque bien, à compter de la signature de l'acte authentique de revente.



## **Article 11 - Taux d'actualisation – Modalités de calcul**

Les biens acquis par l'Établissement Public Foncier de Bretagne pour le compte de la Collectivité feront l'objet d'un taux d'actualisation fixé à 1 % par an du montant des acquisitions hors frais. Pour la première année de portage, le calcul se fera prorata temporis à compter de la date de signature de l'acte authentique ou du paiement des indemnités d'expropriation jusqu'au 31 décembre de la même année.

Pour la dernière année de portage, tout semestre échu sera dû.

En cas de paiement fractionné du prix, le taux d'actualisation continuera à s'appliquer sur la fraction du prix non encore versée.

A compter du 1<sup>er</sup> semestre de l'année N+1 (N constituant l'année d'acquisition des premiers biens portés par l'EPF au titre des présentes), et ce chaque année jusqu'à la fin du portage, l'EPF notifiera à la Collectivité le coût prévisionnel de revente dû pour l'ensemble des biens portés au titre de la présente convention, incluant les frais d'actualisation arrêtés au 31 décembre précédent.

Si jamais le taux d'actualisation devait être diminué, le nouveau taux serait automatiquement appliqué au bien en portage à compter du 1<sup>er</sup> janvier suivant la décision de changement du taux. Si jamais le taux d'actualisation devait être augmenté, le nouveau taux ne serait pas appliqué.

Sauf avenant justifié par des conditions particulières prolongeant la durée de portage, toute absence de rachat par la Collectivité, à la fin de la durée de portage prévue, donnera lieu à l'application d'un taux d'actualisation égal à 5 % par an du prix d'achat du bien.

A la fin du portage, les frais liés au taux d'actualisation constitueront un élément identifié du prix de revente, afin d'obtenir un taux de revient actualisé, et seront inclus dans le titre de recette visant au règlement du prix de vente.

W/NG

## CHAPITRE III - GESTION DES BIENS ACQUIS

### Article 12 - Jouissance et gestion des biens acquis

Sauf disposition contraire justifiée par la nature ou l'état particulier du bien et dont l'EPF informerait la Collectivité, les biens sont remis en l'état à la Collectivité qui en a la jouissance dès que l'EPF en devient propriétaire. Cette remise en gestion autorise la Collectivité à utiliser le bien dès lors que son état le permet, sous sa responsabilité exclusive et sous réserve que cela ne retarde en aucun cas la mise en œuvre du projet.

La gestion est entendue de manière très large et porte notamment (et sans que cette liste soit exhaustive) sur :

- la gestion courante qui comprend notamment la surveillance, l'entretien des biens, les mesures conservatoires le cas échéant : travaux de sécurisation, fermeture de sites, déclaration auprès des autorités de police en cas d'occupation illégale (squat), etc. ;
- relations avec d'éventuels locataires ou occupant, perception des loyers et redevances, récupérations de charges, etc.

La Collectivité désignera auprès de ses services un interlocuteur chargé de la gestion et en informera l'EPF. La Collectivité visitera les biens périodiquement, au moins une fois par trimestre pour les biens non occupés, une fois par an pour les biens occupés et après chaque événement climatique exceptionnel. La Collectivité informera sous huit jours maximum l'EPF des événements particuliers comme les atteintes aux biens, occupations illégales (squat), contentieux, interventions sur le bien...

L'EPF acquittera les impôts et charges de toutes natures dus au titre de propriétaire de l'immeuble ainsi que les éventuelles charges de copropriété. Ces sommes seront récupérées sur le prix de revente.

#### a) Biens occupés au moment de l'acquisition

##### Gestion des locations et occupations

Sauf accord contraire, la Collectivité assure directement la gestion des biens occupés. Elle perçoit les loyers et charges et assure le paiement des charges d'entretien et de fonctionnement afférentes au bien dont l'EPF est propriétaire. Elle assure les relations avec les locataires et occupants.

##### Cessation des locations et occupations

Sauf accord contraire, l'EPF se charge de la libération des biens. L'EPF appliquera les dispositions en vigueur (légalles ou contractuelles) selon la nature des baux ou des conventions d'occupation en place, pour donner congés aux locataires ou occupants. L'EPF mettra tout en œuvre, dans la limite des dispositions légales, pour libérer le bien de toute location ou occupation au jour de son utilisation définitive pour le projet de la Collectivité,

En particulier, la Collectivité et l'EPF se concerteront afin d'engager les libérations en tenant compte des droits des propriétaires et du calendrier de réalisation de l'opération.

Des indemnités d'éviction pourront être dues aux locataires ou occupants pour assurer la libération des lieux et permettre l'engagement opérationnel du projet retenu par la Collectivité. Elles seront prises en charge par l'EPF et intégrées dans le prix de revient du bien.

#### b) Mises en locations

Si la Collectivité a en charge la gestion des biens portés, elle pourra accorder des locations ou mises à disposition à des tiers. Elle devra alors s'assurer que les biens qu'elle souhaite faire occuper sont dans un état locatif conforme à la réglementation en vigueur.

Les éventuelles occupations ne pourront être consenties que sous les formes suivantes :

- Pour les immeubles à usage d'habitation : les locations seront placées sous l'égide de l'article 40 V de la loi du 6 juillet 1989 (ou tout autre disposition qui s'y substituerait) qui dispose que « *Les dispositions de l'article 10 (de cette même loi), de l'article 15 à l'exception des deuxième, troisième et quatrième alinéas du paragraphe 1 et des paragraphes b et c de l'article 17 ne sont pas applicables aux logements donnés en location à titre exceptionnel et transitoire par les collectivités locales* ». Il s'agit essentiellement :
  - ↳ Pour l'article 10, de la durée du bail
  - ↳ Pour l'article 15 I, alinéas 1 et 5, de la justification du congé donné par le bailleur à l'expiration du bail
  - ↳ Pour l'article 15 II, du droit de préemption du locataire en cas de vente du logement
  - ↳ Pour l'article 15 III, du congé si le locataire a plus de 70 ans et des ressources inférieures à 1,5 fois le SMIC
  - ↳ Pour l'article 17 b), des règles de fixation du montant du loyer
  - ↳ Pour l'article 17 c), des conditions de réévaluation du montant du loyer au renouvellement du contrat ;
- Pour les autres immeubles, y compris les terres agricoles : les biens ne pourront faire l'objet que de "concessions temporaires" au sens de l'article L 221-2 du Code de l'Urbanisme (ou tout autre disposition qui s'y substituerait) qui indique que les immeubles acquis pour la constitution de réserves foncières "... ne peuvent faire l'objet que de concessions temporaires qui ne confèrent au preneur aucun droit de renouvellement et aucun droit à se maintenir dans les lieux lorsque l'immeuble est repris en vue de son utilisation définitive".

La durée d'occupation sera strictement limitée à la durée de portage, afin de ne retarder en aucun cas la mise en œuvre du projet.

Dans cette hypothèse, la Collectivité fera son affaire personnelle des contrats nécessaires (eau, électricité, gaz, entretien des parties communes, maintenance des ascenseurs, extincteurs, etc.).

Si, par exception, la gestion était confiée à l'EPF, celui-ci bénéficierait alors des mêmes droits et obligations que ceux définis ci-dessus. Si l'EPF décide de louer ou de mettre à disposition les biens, il encaissera les loyers correspondants qui viendront en déduction du prix de revente, sauf à retenir 5 % de leur montant pour frais de gestion, conformément à l'article 18 b) de la présente convention.

### **c) Dispositions spécifiques aux biens non bâtis**

La Collectivité est tenue à la surveillance et à l'entretien du bien. Il s'agit notamment de :

- s'assurer de l'efficacité des dispositifs sécurisant les accès ;
- vérifier l'état des clôtures et les réparer le cas échéant ;
- débroussailler, faucher ou tondre régulièrement les espaces végétalisés : à cet égard, la Collectivité s'engage à effectuer ces actions dans le cadre de pratiques respectueuses de l'environnement ;
- élaguer ou couper des arbres morts ;
- conserver le bien en état de propreté.

### **d) Dispositions spécifiques aux biens bâtis à démolir**

La Collectivité fera preuve d'une grande vigilance et visitera régulièrement le bien afin d'éviter toute dégradation, pollution ou occupation illégale qui pourrait porter atteinte à la sécurité du bâtiment, de bâtiments voisins ou de tiers ou retarder les travaux. Au besoin elle prendra, après accord de l'EPF, les mesures conservatoires appropriées quand celles-ci revêtiront un caractère d'urgence et se fera rembourser de ses dépenses par l'EPF si la revente du bien intervient au profit d'une autre personne que la Collectivité.

### **e) Dispositions spécifiques aux biens bâtis à conserver**

Si l'état du bien l'exige, l'EPF en tant que propriétaire, procédera aux travaux dits de grosses réparations définies par l'article 606 du Code Civil afin de préserver l'immeuble dans l'attente de sa réhabilitation. La Collectivité visitant le bien au moins une fois par an s'engage à prévenir rapidement l'EPF de toute réparation entrant dans ce cadre.

### **Article 13 - Assurance**

L'EPF n'assure que sa garantie en responsabilité civile concernant les biens en portage non-bâti ou dont le bâti est destiné à la démolition.

Il assure également la garantie dommages aux biens pour les biens bâtis destinés à la réhabilitation ou dont la destination n'est pas déterminée au moment de l'acquisition. Aussi, lors de chaque acquisition, il appartient à la collectivité d'informer l'EPF sur la destination réservée au bien. Par ailleurs, la collectivité pouvant être gestionnaire du bien, elle informera l'EPF de toute occupation qu'elle effectuera dans les lieux ou de toute location, gratuite ou non, qu'elle concéderait à un tiers et vérifiera que son locataire s'assure en conséquence.

### **Article 14 - Déconstruction, dépollution, études propres au site et travaux divers effectués par l'EPF**

Les biens bâtis inoccupés ont vocation à être démolis au plus vite afin d'éviter tout risque d'occupation illégale ou d'accident. Parfois, il peut être jugé opportun de préserver des bâtiments. La Collectivité précisera donc, avant la signature de l'acte authentique, pour chaque acquisition de parcelle bâtie, s'il y a lieu de préserver ou non les bâtiments. Par ailleurs des études complémentaires (diagnostics techniques, sondages, constat d'huissier, etc.) peuvent être nécessaires.

Sur les emprises qu'il a acquises, l'EPF pourra réaliser, à la demande de la Collectivité, toutes études, travaux, et opérations permettant de remettre un foncier "prêt à l'emploi", à l'exclusion des travaux d'aménagement. Il pourra s'agir notamment de travaux de déconstruction, de remise en état des sols et pré-paysagement, de mesures de remembrement, d'opérations de traitement et de surveillance liées à la pollution des sols et du sous-sol et exécutées en vue de leur mise en compatibilité environnementale avec les projets ultérieurs.

Pour l'accomplissement de cette mission de production de foncier, l'EPF pourra solliciter le concours de toute personne dont l'intervention se révélera nécessaire : géomètre, notaire, ingénierie d'études, huissier, avocat, etc. Le cas échéant, il pourra également faire appel aux services techniques des collectivités.

La Collectivité sera associée à la définition et au pilotage des mesures conservatoires et d'une manière générale, des travaux de remise en état des sols.

L'EPF sera alors le maître d'ouvrage des travaux ou études décidées et en assumera la charge financière et la responsabilité juridique. Le coût de ces travaux ou études sera cependant reportés sur le prix de vente des biens acquis dans le cadre de la présente convention.

Si la collectivité souhaite procéder elle-même à des travaux sur les biens portés par l'EPF pour son compte, elle devra contacter l'EPF pour définir les modalités et les conditions d'exécution desdits travaux.

DR/Rg

## CHAPITRE IV - REVENTE DES BIENS ACQUIS

### Article 15 - Engagement de rachat des biens acquis

La Collectivité s'engage à racheter les biens acquis par l'EPF au plus tard au terme de leur durée maximum de portage et au prix calculé selon les modalités de la présente convention.

Pour permettre le rachat par la Collectivité, l'EPF lui adressera, dans des délais compatibles avec la préparation de son budget, un courrier l'avisant des cessions arrivant à échéance et le montant provisionnel de la cession.

La Collectivité peut demander à ce que la revente se fasse au profit d'un ou plusieurs opérateurs de son choix (aménageur, promoteur, bailleur social, etc.) dans les mêmes conditions. Elle reste garante de cette cession.

### Article 16 - Choix des opérateurs

Dans l'hypothèse d'une cession des biens acquis à un ou plusieurs opérateurs (aménageurs, promoteurs, bailleurs sociaux...), la Collectivité procédera au choix de ses opérateurs dans le respect de la législation en vigueur, notamment en ce qui concerne la désignation des concessionnaires chargés d'opérations d'aménagement.

### Article 17 - Conditions juridiques de la revente

La revente des biens acquis par l'EPF par préemption, par expropriation ou toute autre procédure particulière devra respecter les dispositions légales et réglementaires se rapportant à ces modes d'acquisition.

La Collectivité ou l'opérateur désigné prendront les biens dans l'état où ils se trouveront lors de l'entrée en jouissance, jouiront et supporteront d'éventuelles servitudes actives comme passives.

Les cessions auront lieu par acte notarié au profit de la Collectivité ou de l'opérateur désigné. Les frais afférents seront supportés par l'acquéreur. Exceptionnellement, l'EPF pourra avoir recours aux actes administratifs.

Toute cession à un opérateur autre que la Collectivité comportera des clauses permettant de garantir le respect par l'opérateur des objectifs partagés définis en préambule de la présente convention. Ces clauses pourront être accompagnées de tout document, annexé à l'acte de vente, formalisant le projet et les engagements pris dans les présentes (respect de la mixité sociale, densité minimum, performance énergétique des bâtiments, etc.).

Tous les frais liés à la vente seront supportés par l'acquéreur.

### Article 18 - Détermination du prix de cession

Le prix de cession correspond au prix de revient pour la durée de portage prenant en compte l'ensemble des coûts connus et des dépenses susceptibles d'intervenir d'ici la date de cession.

#### a) Principes de calcul

Le prix de cession correspond au prix de revient comprenant :

- le prix d'acquisition du bien ;
- les frais annexes (notaire, géomètre, avocat, expert, honoraires de négociation, etc.) ;
- le cas échéant, les frais de libération (indemnité d'éviction des locataires et titulaires de droits, etc.) ;

- les coûts de gestion supportés par l'EPF et ceux supportés en tant que propriétaire du bien (assurances, impôts, charges de copropriété, etc.) ;
- les dépenses de remise en état des sols (diagnostics techniques, déconstruction, dépollution, travaux, etc.) ;
- le coût des études liées au site ;
- les frais financiers, uniquement s'ils correspondent à des emprunts spécifiquement adossés au projet pendant la durée de portage ;
- les sommes dues au titre du taux d'actualisation.

L'Établissement Public foncier de Bretagne indique que compte tenu de sa qualité d'assujéti à la TVA, il soumettra la revente (ou les reventes fractionnées) des biens acquis dans le cadre de la présente convention, au régime de la TVA applicable au moment de la revente. Cette TVA sera ajoutée au prix de revente que la Collectivité ou son mandataire s'engage à payer.

#### b) Déductions

Seront déduites du prix de revient, lorsqu'elles existent :

- les subventions reçues par l'EPF pour la réalisation du projet ; à cet égard, dans le cas où la Collectivité percevrait directement des subventions en vue de l'acquisition des biens objet de la présente convention, la Collectivité s'engage à les reverser dès perception à l'EPF ;
- les recettes locatives perçues par l'EPF pendant la durée de portage ;
- les recettes autres que locatives.

#### c) Revente à des opérateurs autres que la Collectivité

Dans le cas d'opérations mixtes avec revente aux opérateurs privés et sociaux se substituant à la Collectivité, les reventes seront réalisées sur la base du prix de revient global du terrain acquis, avec possibilité d'effectuer, sur demande de la Collectivité, une péréquation entre les parties de programme à caractère social et les parties affectées au logement libre.

#### Article 19 - Paiement du prix lors de la revente

Le paiement du prix tel que déterminé ci-dessus aura lieu au moment de la cession, y compris en cas de substitution d'un tiers désigné par la Collectivité, sous réserve toutefois, pour les personnes morales de droit public, de l'application des règles de comptabilité publique (paiement après publication aux hypothèques ou sur production d'une attestation notariale).

#### Article 20 - Pénalité en cas de non-respect des engagements relatifs au projet

Si, de sa propre initiative, dans les 5 ans de la revente la Collectivité ne réalise pas un projet respectant les engagements définis en préambule ou fait des biens revendus une utilisation incompatible avec ces engagements, elle sera redevable envers l'EPF d'une pénalité fixée forfaitairement à 10 % du prix de cession de l'ensemble des biens portés et/ou de l'ensemble des études réalisées pour cette opération.

La conformité du projet réalisé aux engagements pris sera vérifiée au vu de tout document permettant d'apprécier les conditions de réalisation effectives de l'opération.

Fait en quatre exemplaires originaux,

A AURAY, le

-- 8 JAN. 2014

Pour la COMMUNE D' AURAY

Monsieur Guy ROUSSEL



*[Handwritten signature of Monsieur Guy ROUSSEL]*

A RENNES, le

05 DEC. 2013

Pour l'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE  
BRETAGNE,  
le Directeur Général

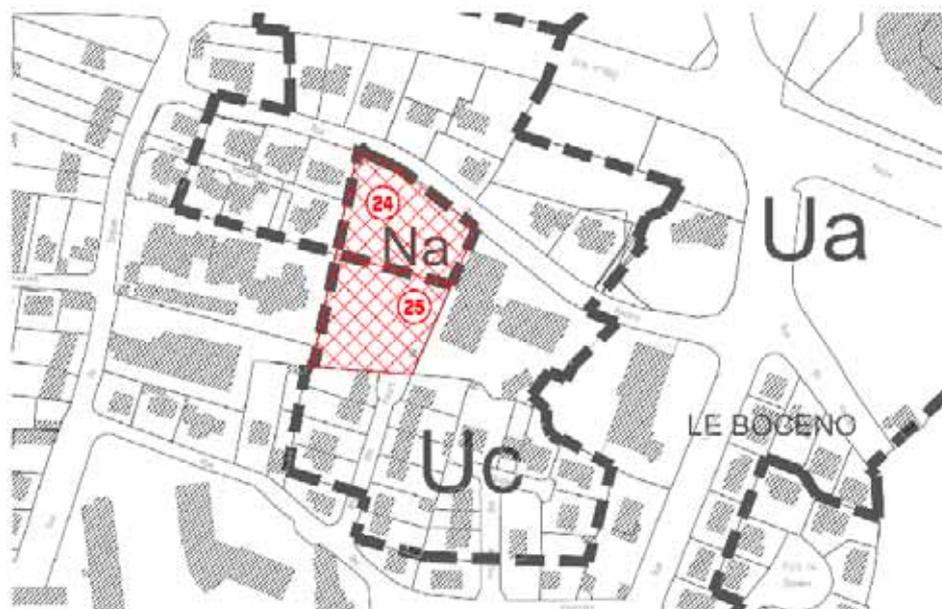
Monsieur Didier VILAIN

*[Handwritten signature of Monsieur Didier VILAIN]*



# ANNEXE 2

Extrait du Plan Local d'Urbanisme approuvé le 18 septembre 2007



- ②④ Jardin public au Bocéno (aire = 0,2 ha /commune)
- ②⑤ Equipement à destination des personnes âgées ( aire = 0,21 ha/ commune)

Extrait du Plan Local d'Urbanisme approuvé le 27 mars 2018



|    |         |                                 |      |
|----|---------|---------------------------------|------|
| 09 | Commune | Équipement pour personnes âgées | 2080 |
| 10 | Commune | Jardin Public du Bocéno         | 2141 |

Envoyé à la Sous-Préfecture le 16/04/2018  
Compte-rendu affiché le 16/04/2018  
Reçu par la Sous-Préfecture le 16/04/2018

**22- DU - BOCÉNO - APPROBATION DU PROJET DE CONVENTION  
OPÉRATIONNELLE POUR L'ACQUISITION DE LA PARCELLE AD N°331,  
EMPLACEMENTS RÉSERVÉS N°9 ET 10 AU PLAN LOCAL D'URBANISME PAR  
L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE BRETAGNE - AUTORISATION À  
DONNER AU MAIRE DE SIGNER LA CONVENTION**

Monsieur Azaïs TOUATI, 3ème Adjoint, expose à l'assemblée :

La révision du Plan Local d'Urbanisme de la ville d'Auray, approuvée le 27 mars 2018, a reconduit l'existence des deux emplacements réservés partageant la parcelle AD n°331 d'une superficie totale de 4219 m<sup>2</sup> en deux parties (annexe 1) :

- Au Nord, l'emplacement réservé n°9 destiné à la construction d'un équipement pour personnes âgées ;
- Au Sud, l'emplacement réservé n°10 destiné à l'aménagement d'un jardin public ;

Le conseil municipal lors de sa séance du 25 novembre 2013 approuvait la signature d'une convention opérationnelle (signée le 8 janvier 2014, annexe 2) avec l'Établissement Public Foncier de Bretagne (EPF Bretagne) pour le portage foncier de la partie Nord de la parcelle AD n°331 permettant à la commune d'y construire un foyer logements de 80 lits en remplacement de celui existant (résidence du Bocéno située à l'Est du site). Cette convention avait été conclue sous l'empire de l'ancien Programme Pluriannuel d'Intervention (PPI) de l'EPF Bretagne pour la période 2010-2015. Un nouveau PPI est entré en vigueur pour la période 2016-2020.

Aujourd'hui, la commune souhaite demander à l'EPF Bretagne de se porter acquéreur de l'ensemble de la parcelle AD n°331 et non plus seulement de la partie Nord, à savoir les emplacements réservés n°9 et 10 dédiés à la construction d'un équipement pour personnes âgées et à l'aménagement d'un jardin public.

De plus, la commune demande à ce que la durée de portage soit modifiée de 5 à 7 ans et que la partie du programme consacrée au logement comporte 20 % minimum de logements locatifs sociaux (contre 100 % auparavant).

Les principaux termes de la nouvelle convention opérationnelle (annexe 3) sont les suivants :

1- À travers le projet de foyer logements, la collectivité s'engage à respecter les critères suivants :

- 50 % de la surface de plancher du programme seront consacrés au logement ;
- La densité minimale sera de 100 logements par hectare ;
- Le programme comprendra 20 % minimum de logements locatifs sociaux de type PLUS\* et PLAI\*\*

*\*Le PLUS (Prêt Locatif à Usage Social) correspond aux logements locatifs sociaux traditionnels.*

*\*\*Le PLAI (Prêt Locatif Aidé d'Intégration) correspond aux logements réservés aux personnes en situation de grande précarité qui cumulent des difficultés sociales et économiques.*

2- La convention opérationnelle prendra effet à compter de la date de sa signature par l'ensemble des parties pour se terminer le 13 mai 2025.

3- L'engagement financier global de l'EPF Bretagne est limité à 600 000 € HT.

4- Les acquisitions effectuées par l'EPF Bretagne ne pourront outrepasser l'estimation de France Domaine. Dans tous les cas, avant toute offre ferme, l'EPF Bretagne avertira la commune du prix et des conditions qu'il propose au propriétaire.

5- Le portage des biens acquis prend fin au plus tard à la date de fin de la présente convention opérationnelle.

6- La commune s'engage à racheter les biens acquis par l'EPF Bretagne au plus tard au terme et au prix calculé selon les modalités de la présente convention.

La commune peut également demander que la revente se fasse au profit de tout tiers de son choix (particulier, aménageur, promoteur, bailleur social, autre collectivité, etc...) dans les mêmes conditions.

7- Le prix de cession correspond au prix de revient pour la durée du portage prenant en compte l'ensemble des coûts connus et dépenses susceptibles d'intervenir d'ici la date de cession, tels que :

- Le prix d'acquisition du bien ;
- Les frais annexes (notaire, géomètre, avocat, expert, etc...) ;
- Les coûts de gestion supportés par l'EPF Bretagne en tant que propriétaire ;
- Les dépenses de remise en état des sols (diagnostics techniques, etc...) ;
- Le coût des diagnostics techniques et études liés au site ;
- Les sommes éventuellement dues au titre du taux d'actualisation (*article 3.4 de la présente convention : "Au jour de la signature de la convention le taux d'actualisation est fixé à 0 %"*) ;
- Le montant de la TVA applicable au moment de la revente ;

Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment son article L 321-1 ;

Vu le projet de convention opérationnelle ci-annexé ;

Vu l'avis favorable du bureau de l'EPF Bretagne en date du 13 mars 2018 ;

A reçu un avis favorable en Municipalité du 03/04/2018,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés ( 33 voix pour),

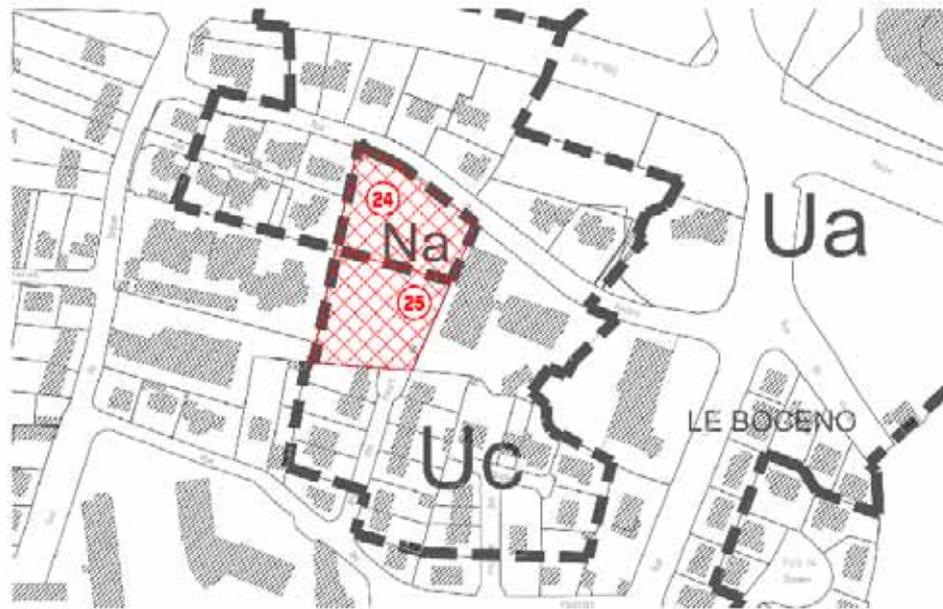
Le Conseil municipal :

- **APPROUVE** le projet de convention opérationnelle (ci-annexé) avec l'Établissement Public Foncier de Bretagne pour le portage foncier de l'ensemble de la parcelle AD n°331, à savoir les emplacements réservés n°9 et 10 au Plan Local d'Urbanisme (approuvé le 27 mars 2018),

- **AUTORISE** M. le Maire à signer la convention opérationnelle, les actes correspondants et tout autre document permettant la bonne exécution de cette convention.

# ANNEXE 1

Extrait du Plan Local d'Urbanisme approuvé le 18 septembre 2007



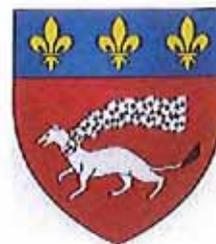
- 24 Jardin public au Bocéno (aire = 0,2 ha /commune)
- 28 Équipement à destination des personnes âgées ( aire = 0,21 ha/ commune)

Extrait du Plan Local d'Urbanisme approuvé le 27 mars 2018



|    |         |                                 |      |
|----|---------|---------------------------------|------|
| 09 | Commune | Équipement pour personnes âgées | 2080 |
| 10 | Commune | Jardin Public du Bocéno         | 2141 |

# ANNEXE 2



## CONVENTION OPERATIONNELLE D' ACTIONS FONCIERES COMMUNE D'AURAY PROJET DE FOYER LOGEMENT - 80 LITS

Entre

La Commune d' AURAY, sise Mairie, 100 place de la République, BP 10610, 56406 AURAY, identifiée au SIREN sous le n° 215 600 073 représentée par son Maire, Monsieur Guy ROUSSEL, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du en date du 25 novembre 2013, ci-après désignée "la Collectivité"

D'une part,

Et

L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE BRETAGNE, Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial, sis 72 boulevard Albert 1<sup>er</sup>, CS 90721, 35207 RENNES Cedex 02, identifié au SIREN sous le n° 514 185 792 et immatriculé au RCS de Rennes sous le n° 514 185 792, représenté par son Directeur Général, Monsieur Didier VILAIN, dûment habilité à signer la présente convention par décision du Bureau en date du 22/10/2013, ci-après désigné "l'EPF"

D'autre part.

## SOMMAIRE

|                                                                                                               |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| SOMMAIRE .....                                                                                                | 2  |
| PREAMBULE.....                                                                                                | 3  |
| La Commune d' AURAY.....                                                                                      | 3  |
| L'Etablissement Public Foncier de Bretagne.....                                                               | 4  |
| Le Projet .....                                                                                               | 5  |
| CHAPITRE I - CADRE GENERAL DE LA CONVENTION.....                                                              | 7  |
| Article 01 - Objet de la convention .....                                                                     | 7  |
| Article 02 - Périmètre d'intervention .....                                                                   | 7  |
| Article 03 - Études préalables et engagement financier de l'Etablissement Public Foncier .....                | 8  |
| Article 04 - Durée de la convention - Résiliation .....                                                       | 9  |
| Article 05 - Transmission de données.....                                                                     | 10 |
| Article 06 - Dispositif de suivi .....                                                                        | 10 |
| Article 07 - Contentieux.....                                                                                 | 10 |
| CHAPITRE II - ACQUISITIONS PAR L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER.....                                            | 11 |
| Article 08 - Modalités d'acquisition.....                                                                     | 11 |
| Article 09 - Prix d'acquisition.....                                                                          | 11 |
| Article 10 - Durée du portage .....                                                                           | 11 |
| Article 11 - Taux d'actualisation – Modalités de calcul .....                                                 | 12 |
| CHAPITRE III - GESTION DES BIENS ACQUIS .....                                                                 | 13 |
| Article 12 - Jouissance et gestion des biens acquis .....                                                     | 13 |
| Article 13 - Assurance .....                                                                                  | 15 |
| Article 14 - Déconstruction, dépollution, études propres au site et travaux divers effectués par l'IEPF ..... | 15 |
| CHAPITRE IV - REVENTE DES BIENS ACQUIS.....                                                                   | 16 |
| Article 15 - Engagement de rachat des biens acquis.....                                                       | 16 |
| Article 16 - Choix des opérateurs.....                                                                        | 16 |
| Article 17 - Conditions juridiques de la revente.....                                                         | 16 |
| Article 18 - Détermination du prix de cession .....                                                           | 16 |
| Article 19 - Paiement du prix lors de la revente .....                                                        | 17 |
| Article 20 - Pénalité en cas de non respect des engagements relatifs au projet.....                           | 17 |

*10/4/18*

## PREAMBULE

### La Commune d' AURAY

La Commune d'Auray est située dans le Département du Morbihan. Située à 18 km à l'ouest de Vannes et à proximité immédiate de la RN 165, Auray, ville-centre de l'EPCI, compte près de 13000 habitants. Sa situation touristique et son bassin d'emploi génèrent une croissance démographique continue.

Elle fait partie de la communauté de communes du Pays d'Auray, Auray communauté dont le SCOT du Syndicat Mixte du Pays d'Auray a été arrêté le 05/07/2013.

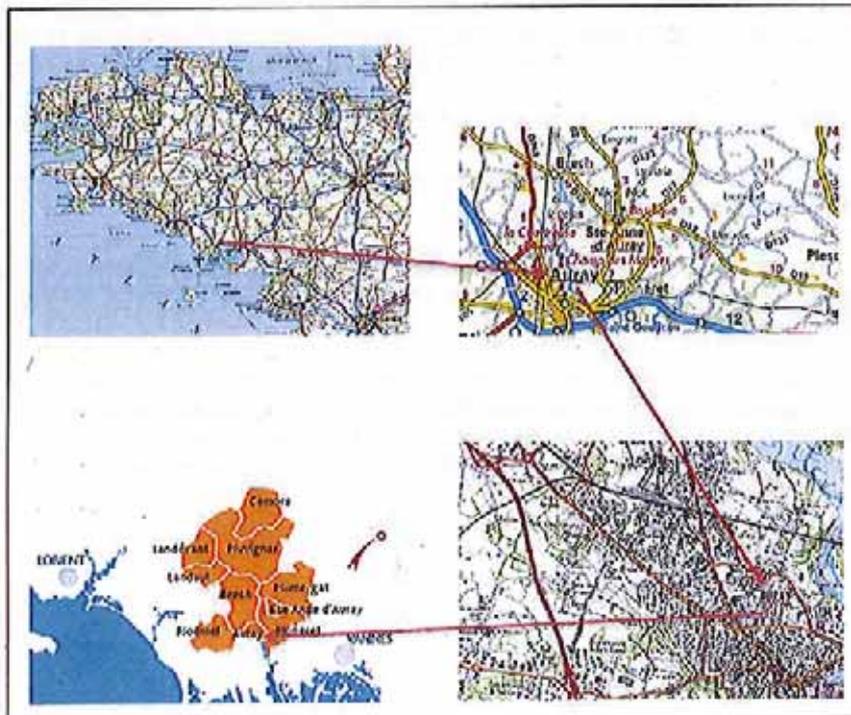
Le projet de PADD du SCOT du Pays d'Auray valorise les projets urbains de réaménagement de centre Bourg. Il poursuit notamment les objectifs de réduction de la consommation de l'espace (50% du développement de l'urbanisation se fera au milieu du tissu urbain existant), de mixité sociale et fonctionnelle dans les centres bourgs.

Ce même document souligne l'intérêt d'avoir recours à certains outils réglementaires (Orientations d'Aménagement et de Programmation dans les PLU...) et fonciers (Droit de Préemption Urbain...) afin de maîtriser la programmation de l'habitat et l'aménagement du territoire communal.

Un PLH a été approuvé le 23 mars 2012, pour la période 2011/2017. Le diagnostic établi dans le cadre de l'élaboration de ce PLH a fait état de divers besoins concernant l'habitat, savoir :

- Le PLH prévoit une croissance de 2,11% par an soit une population passant de 46 219 habitants en 2008 à 55 231 habitants en 2017.
- La production de 990 logements (dont 20% minimum de LLS et 50 PSLA) pour Auray, soit 141 logements par an.

Le développement des logements locatifs sociaux : ainsi pour la commune d'Auray 30% de la production neuve entre 2011-2017 sera destinée aux logements locatifs sociaux.



*Handwritten signature*

## L'Établissement Public Foncier de Bretagne

Créé par le décret n°2009-636 du 8 juin 2009, l'Établissement Public Foncier de Bretagne (établissement public d'État) a pour vocation d'accompagner et de préparer les projets des collectivités publiques par une action foncière en amont ainsi que par la mise à disposition de toutes expertises et conseils utiles en matière foncière.

Dans ce cadre cet établissement est habilité, dans la région Bretagne, à procéder pour le compte des collectivités territoriales à toutes acquisitions foncières, opérations immobilières, études et travaux de nature à faciliter l'aménagement au sens de l'article L 300-1 du Code de l'Urbanisme.

Le soutien technique et/ou financier que peut apporter l'EPF est formalisé par une convention dite "opérationnelle". Celle-ci peut découler d'une convention cadre passée avec un Établissement Public de Coopération Intercommunale ou être conclue en l'absence de convention cadre. Il est établi une convention opérationnelle par secteur de projet.

Lesdits projets doivent être en cohérence avec les objectifs définis dans les éléments de cadrage du Programme Pluriannuel d'Interventions de l'EPF adopté le 12 octobre 2010, à savoir :

- faire un usage économe du foncier, en assurant une certaine densité et en recherchant systématiquement les possibilités de renouvellement urbain avant toute décision d'urbanisation de nouvelles surfaces ;
- si l'urbanisation de nouvelles surfaces est nécessaire, elle ne pourra se faire qu'en extension et dans la continuité de l'urbanisation existante, là encore avec une certaine densité ;
- assurer, lorsque cela est possible, une véritable mixité sociale, fonctionnelle et générationnelle, notamment dans les projets à dominante d'habitat, par l'introduction d'un ratio minimum de logements locaux sociaux et éventuellement d'accession sociale ;
- rechercher de nouvelles formes urbaines et de nouvelles organisations spatiales moins consommatrices de foncier ;
- réaliser des constructions performantes énergétiquement :
  - ↳ pour les constructions neuves d'habitation, en respectant les normes BBC (Bâtiment Basse Consommation)
  - ↳ pour les constructions anciennes d'habitation, en recherchant une amélioration de la qualité énergétique des bâtiments visant à la classe C du diagnostic de performance énergétique
  - ↳ pour les constructions d'activité, en visant une optimisation énergétique des constructions
- encourager la qualité environnementale des opérations. A ce titre, les opérations d'aménagement ou de construction qui seront réalisées sur les ensembles fonciers acquis et portés par l'EPF en application de la présente convention s'appuieront sur des choix techniques allant dans le sens d'un grand respect de l'environnement, d'une maîtrise des énergies et d'une qualité architecturale.

Le respect de ces objectifs par la Collectivité ou les opérateurs qu'elle désignera sera assuré au moyen de clauses et/ou d'un cahier des charges inclus aux actes de cession conclus par l'EPF, précisant la nature des contraintes imposées.

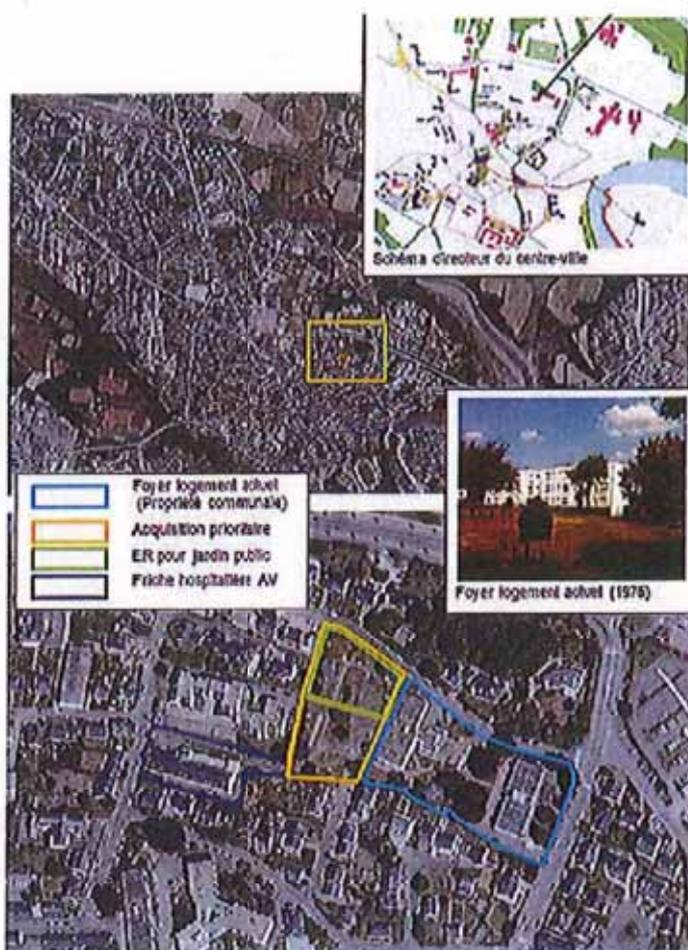
La commune d'AURAY fait partie de la communauté de communes du Pays d'Auray, Auray communauté qui a conclu avec l'Établissement Public Foncier une convention cadre le 23/04/2012. Dans cette convention cadre le projet de foyer logement - 80 lits est identifié dans l'engagement " *Privilégier les opérations de renouvellement et de densification urbains en habitat*".

N  
Ug

## Le Projet

Les objectifs de la Collectivité correspondent aux priorités et modalités d'intervention de l'EPF.

Afin de répondre à l'accueil des personnes âgées, la commune d'Auray sollicite l'EPF pour l'acquisition de 2113 m<sup>2</sup> d'une partie de parcelle en centre-ville (AD 331 de 4219 m<sup>2</sup> - propriété du Centre Hospitalier Bretagne Atlantique et aujourd'hui aménagé en espace vert et mis à disposition gratuitement à la commune) afin de construire un foyer logements de 80 lits en remplacement de celui existant (résidence du Bocéno immédiatement à l'est du site) dont la remise aux normes serait trop coûteuse. La partie nord de la parcelle, conformément au schéma directeur, serait conservée en jardin public (classement en zone Na avec un emplacement réservé). Une partie des propriétés hospitalières à l'ouest et au sud du site feront également l'objet à moyen terme d'opérations de renouvellement urbain éventuellement à destination de logements.



A travers le projet de foyer logement - 80 lits - objet des présentes, la Collectivité s'engage à respecter les critères suivants :

- 100% de logements locatifs sociaux minimum ;
- une densité minimale de 50 logements par hectare (sachant que pour les projets mixtes, 70 m<sup>2</sup> de surface plancher d'activités ou de commerces équivalent à un logement) ;
- réaliser des constructions performantes énergétiquement :
  - ↳ pour les constructions neuves d'habitation, en respectant les normes en vigueur
  - ↳ pour les constructions anciennes d'habitation, en recherchant une amélioration de la qualité énergétique des bâtiments visant à la classe C du diagnostic de performance énergétique
  - ↳ pour les constructions d'activité, en visant une optimisation énergétique des constructions ;

W Rg

La Collectivité et l'EPF ont donc convenu de s'associer pour engager une politique foncière visant à faciliter la réalisation de ce projet, dans les conditions qui permettront d'atteindre les objectifs quantitatifs et qualitatifs de production souhaités par la Collectivité.

La communauté de communes du Pays d'Auray, Auray Communauté a délivré un avis favorable sur le projet de la commune d'AURAY par délibération en date du 26 septembre 2013.

**Cela exposé, il est convenu ce qui suit,**

msv 14

## CHAPITRE I - CADRE GENERAL DE LA CONVENTION

### Article 01 - Objet de la convention

La présente convention vise :

- à définir les engagements que prennent la Collectivité et l'EPF en vue de la réalisation du projet défini en préambule ainsi que les conditions dans lesquelles les biens acquis par l'Établissement Public Foncier de Bretagne seront revendus ;
- à préciser les modalités d'intervention de l'EPF.

La Collectivité confie à l'Établissement Public Foncier de Bretagne la mission de conduire des actions foncières de nature à faciliter la réalisation du projet défini en préambule sur le secteur opérationnel désigné à l'article 02 ci-après. Cette mission pourra porter sur tout ou partie des actions suivantes :

- acquisition foncière par tous moyens ;
- portage foncier et éventuellement gestion des biens ;
- recouvrement / perception de charges diverses ;
- participation aux études menées par la Collectivité ;
- réalisation de travaux, notamment de déconstruction/dépollution ou mesures conservatoires ;
- revente des biens acquis ;
- encaissement de subventions afférentes au projet pour qu'elles viennent en déduction du prix de revente des biens ou du remboursement des études. A cet égard, dans le cas où la Collectivité percevrait directement des subventions en vue de l'acquisition des biens objet de la présente convention, la Collectivité s'engage à les reverser dès perception à l'EPF.

### Article 02 - Périmètre d'intervention

#### a) Périmètre opérationnel

Sur le périmètre défini ci-après, l'EPF est autorisé à :

- acquérir tous les biens fonciers et immobiliers, ainsi que les biens meubles qui en seraient l'accessoire (fonds de commerce notamment). Cette autorisation ne fait pas obstacle à l'acquisition directe par la Collectivité d'un bien compris dans ce périmètre si elle le juge utile ;
- procéder, à la demande de la Collectivité ou de sa propre initiative, avec l'aval de la collectivité, à toute étude spécifique au projet, diagnostic technique, etc., éventuellement en faisant appel à des prestataires extérieurs ;
- Réaliser des travaux, notamment de proto aménagement (déconstruction/dépollution) ou travaux conservatoires.

*Parcelles situées dans le périmètre au jour de la signature des présentes*

| Commune d'AURAY                                                                            |                                     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|
| Parcelles<br>(références cadastrales)<br><small>Suffixe « p » : partie de parcelle</small> | Contenance cadastrale à<br>acquérir |
| AD 331p                                                                                    | 2113m <sup>2</sup>                  |
| Contenance cadastrale                                                                      | 2113 m <sup>2</sup>                 |

Dans le cas de l'acquisition d'une partie de parcelle, la contenance cadastrale à acquérir sera rendue définitive à l'issue de l'établissement d'un Document Modificatif du Parcellaire Cadastre.

Ledit périmètre, se situant sur la commune d'AURAY est celui indiqué en rouge sur le plan ci-après.





### b) Extension exceptionnelle du périmètre opérationnel et périmètre d'études

Pour les acquisitions de biens, l'EPF interviendra exclusivement sur le périmètre défini ci-dessus.

Par dérogation, de manière ponctuelle et exceptionnelle, l'EPF pourra intervenir à la demande de la Collectivité, pour acquérir toutes parcelles situées en dehors de ce périmètre si et uniquement si, en cours d'opération, ces acquisitions conduisent à une plus grande satisfaction des objectifs poursuivis par la présente convention. Dans ce cas de figure l'EPF interviendra dans les mêmes conditions que dans le périmètre défini ci-dessus.

Pour les études, dans un souci de cohérence globale de l'action de la Collectivité, l'EPF pourra proposer à la commune d'intervenir sur le périmètre le plus approprié, sans se circonscrire forcément aux limites du projet ou du territoire de la Collectivité signataire.

## Article 03 - Études préalables et engagement financier de l'Etablissement Public Foncier

### a) Ingénierie et études préalables

L'EPF met à disposition son assistance technique pour la réalisation d'études préalables à l'aménagement et/ou son expertise pour la réalisation d'études de faisabilité économique. Ces études concernent notamment des études de site, études urbaines, études de faisabilité, de pré-programmation, études d'analyses techniques, expertises ponctuelles...

Cette mission aura pour but d'apporter une expertise dans les différents domaines liés au projet (juridique, financier, technique...) et pourra porter sur tout ou partie des actions suivantes :

- assistance générale pour la réalisation de l'étude ;
- assurer l'organisation des études amont (rédaction de cahier des charges...);

*val 14*

- accompagnement dans le choix du prestataire ;
- coordination de l'étude ;
- participation aux comités de pilotage et comités techniques ;
- participation financière au coût global de l'étude ;
- ....

Les modalités de réalisation des études seront appréciées par l'EPF au regard des projets des collectivités.

Sont exclus de la présente mission :

- l'ensemble des procédures de passation des marchés publics, quelle que soit la nature des marchés ;
- l'ensemble des missions dévolues au prestataire désigné par le pouvoir adjudicateur.

#### **b) Engagement financier**

L'engagement financier de l'EPF au titre de la présente convention est destiné au financement de l'ensemble des dépenses liées aux actions foncières notamment le paiement :

- des prix d'acquisition et frais annexes (frais d'acte, de géomètre, de contentieux, honoraires de négociation, etc.) ;
- des indemnités liées aux évictions ;
- des travaux, notamment des travaux de proto-aménagement (déconstruction / dépollution) et travaux conservatoires ;
- des prestations de tiers liées à certaines études opérationnelles conditionnant la réalisation du projet (études techniques, études de sols, de dépollution, études préalables aux travaux) ;
- des dépenses engendrées par la gestion des biens (impôts, assurance, gardiennage, etc.).

L'ensemble de ces dépenses seront imputées sur le prix de revente des biens acquis.

L'engagement financier de l'EPF pourra également concerner les études définies au a) ci-dessus qui accompagnent la décision du porteur de projet. De manière générale, ces dépenses ne pourront pas être imputées sur le prix de revente des biens acquis.

#### **Article 04 - Durée de la convention - Résiliation**

Il est précisé que malgré la signature d'une convention cadre entre l'EPF et la communauté de communes du Pays d'Auray, Auray Communauté, la légalité et/ou la durée de ladite convention cadre ne constitue pas une condition de validité des conventions opérationnelles prises pour son application. Ainsi, si une convention opérationnelle prévoit une durée de portage de 5 ans à compter de l'acquisition d'un bien et que cette durée de 5 ans se termine postérieurement à la date de fin de la convention cadre, cela n'aura pas d'incidence sur la validité de la convention opérationnelle en question.

La présente convention opérationnelle prend effet à compter de la date de sa signature. Elle prend fin à l'achèvement de la durée de portage foncier du dernier bien acquis en exécution des présentes, sachant que la durée maximum de portage est fixée individuellement pour chaque bien à 5 ans à compter de sa date d'acquisition.

La présente convention pourra faire l'objet, par voie d'avenant, d'ajustements ou de précisions qui s'avèreraient nécessaires à la bonne mise en œuvre du dispositif conventionnel.

La convention peut être résiliée à la demande de l'une ou l'autre des parties si la Collectivité renonce à une opération ou en modifie substantiellement le programme.

La résiliation ne pourra être décidée que par l'assemblée délibérante de la Collectivité ou du Bureau de l'EPF. Elle prendra la forme d'un courrier recommandé ou d'un acte extra judiciaire et sera effective 6 mois après réception de ce courrier recommandé ou après l'accomplissement de cet acte.

*dv / 14*

Il sera alors procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées par l'EPF à un inventaire des pièces du dossier. Les pièces principales du dossier seront remises à la Collectivité dans les 6 mois de la prise d'effet de la résiliation.

La Collectivité sera tenue de racheter les biens acquis par l'EPF dans le cadre de la convention dans l'année qui suit la notification de la résiliation au prix déterminé à l'article 18 des présentes. Au besoin, il pourra être fait application des mesures prévues à l'article 20.

S'il n'a pas été procédé à des acquisitions, la Collectivité pourra être tenu de rembourser à l'EPF l'ensemble des prestations effectuées par des tiers et facturées à cet établissement.

## **Article 05 - Transmission de données**

### **a) Documents d'urbanisme**

La Collectivité s'engage à transmettre à l'EPF l'ensemble des documents d'urbanisme (le cas échéant POS, PLU, Carte communale, SCOT, PLH, AVAP...) nécessaire à la mise en œuvre de la présente convention, de préférence dans un format numérique.

Dans le cas où ces documents existent sous une forme exploitable par un Système d'Information Géographique, ils seront transmis à l'EPF dans un format interopérable.

### **b) Autres documents**

La Collectivité s'engage à transmettre à l'EPF tout document ayant trait aux secteurs de projets (documents ZAC, plans topographiques, plans de voirie, plan des réseaux, schéma d'aménagement, études préalables...) de préférence sous forme numérique.

## **Article 06 - Dispositif de suivi**

L'EPF fera parvenir annuellement à la Collectivité le bilan des acquisitions ainsi que le suivi du prix de revient.

Sur sollicitation de l'EPF ou de la Collectivité, les parties, ainsi que tout partenaire du projet de la Collectivité, feront le point sur le projet, autant que de besoin pour faire un état de l'avancée des négociations et du calendrier de l'opération ou pour tout problème pouvant survenir concernant l'exécution de la présente convention ou la gestion des biens acquis.

## **Article 07 - Contentieux**

A l'occasion de toute contestation ou tout litige relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher un accord amiable.

A défaut d'accord, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif de Rennes.

*lv* *ly*

## CHAPITRE II - ACQUISITIONS PAR L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER

### Article 08 - Modalités d'acquisition

Sur le(s) site(s) opérationnel(s) défini(s) à l'article 02.a, l'EPF s'engage à acquérir les assiettes foncières nécessaires à la réalisation du projet arrêté soit par négociation amiable, soit par exercice d'un droit de préemption ou de priorité s'il existe, soit par substitution à la Collectivité sur réponse à un droit de délaissement, soit par expropriation, soit par toutes autres procédures ou moyens légaux.

Le cas échéant, la Collectivité s'engage à faire prendre par l'autorité compétente (l'assemblée délibérante ou le si celui-ci a reçu délégation) la décision nécessaire à la délégation par la Collectivité à l'EPF, sur le(s) périmètre(s) défini à l'article 02.a, des droits de préemption ou de priorité dont elle serait titulaire. Il en sera de même pour la réponse à un droit de délaissement.

Si c'est une autre personne morale qui est titulaire d'un droit de préemption, de priorité ou de réponse à un droit de délaissement, la Collectivité s'engage à solliciter de cette personne la délégation à l'EPF dans les mêmes conditions.

La Collectivité transmettra l'ensemble des données utiles à la réalisation de la mission de l'EPF : décision instaurant le droit de préemption, décision déléguant l'exercice du droit de préemption à l'EPF et éléments de projets sur les secteurs d'intervention.

Par ailleurs, la finalisation de la maîtrise foncière pourra nécessiter le recours à l'expropriation. S'il est décidé que l'EPF sera bénéficiaire de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP), en vue du transfert de propriété de biens à son profit à l'issue de la procédure, l'EPF et la Collectivité constitueront conjointement le dossier de DUP.

### Article 09 - Prix d'acquisition

Les acquisitions effectuées par l'EPF se dérouleront selon les conditions évoquées dans la présente convention, à un prix maximum correspondant à l'estimation de France Domaine (ou de tout organisme qui y serait substitué) ou le cas échéant fixé par le Juge de l'Expropriation.

En cas d'absence d'avis de France Domaine (bien inférieur au seuil minimal de consultation, absence de réponse dans le délai d'un mois...) l'EPF pourra acquérir à un prix librement déterminé par lui, après avis de la commune, ce prix devant être inférieur au seuil minimal de consultation, sauf cas d'absence de réponse de France Domaine au bout d'un mois dans le cadre d'une préemption.

Dans tous les cas, avant chaque signature de promesse de vente ou notification de mémoire (cas de la saisine du Juge de l'Expropriation), l'EPF avertira la Collectivité des prix et conditions qu'il propose au propriétaire.

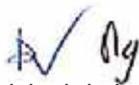
### Article 10 - Durée du portage

La durée maximum de portage est de 5 ans, calculé individuellement parcelle par parcelle.

Cette durée commencera à courir :

- pour les biens acquis à l'amiable et les biens préemptés : à compter de la signature de l'acte authentique d'achat ;
- pour les biens expropriés ou acquis par toute autre procédure, à compter du premier paiement effectif ou de la première consignation des indemnités d'expropriation.

Cette durée s'achèvera, pour chaque bien, à compter de la signature de l'acte authentique de revente.



## **Article 11 - Taux d'actualisation – Modalités de calcul**

Les biens acquis par l'Établissement Public Foncier de Bretagne pour le compte de la Collectivité feront l'objet d'un taux d'actualisation fixé à 1 % par an du montant des acquisitions hors frais. Pour la première année de portage, le calcul se fera prorata temporis à compter de la date de signature de l'acte authentique ou du paiement des indemnités d'expropriation jusqu'au 31 décembre de la même année.

Pour la dernière année de portage, tout semestre échu sera dû.

En cas de paiement fractionné du prix, le taux d'actualisation continuera à s'appliquer sur la fraction du prix non encore versée.

A compter du 1<sup>er</sup> semestre de l'année N+1 (N constituant l'année d'acquisition des premiers biens portés par l'EPF au titre des présentes), et ce chaque année jusqu'à la fin du portage, l'EPF notifiera à la Collectivité le coût prévisionnel de revente dû pour l'ensemble des biens portés au titre de la présente convention, incluant les frais d'actualisation arrêtés au 31 décembre précédent.

Si jamais le taux d'actualisation devait être diminué, le nouveau taux serait automatiquement appliqué au bien en portage à compter du 1<sup>er</sup> janvier suivant la décision de changement du taux. Si jamais le taux d'actualisation devait être augmenté, le nouveau taux ne serait pas appliqué.

Sauf avenant justifié par des conditions particulières prolongeant la durée de portage, toute absence de rachat par la Collectivité, à la fin de la durée de portage prévue, donnera lieu à l'application d'un taux d'actualisation égal à 5 % par an du prix d'achat du bien.

A la fin du portage, les frais liés au taux d'actualisation constitueront un élément identifié du prix de revente, afin d'obtenir un taux de revient actualisé, et seront inclus dans le titre de recelle visant au règlement du prix de vente.

*W/ NG*

## CHAPITRE III - GESTION DES BIENS ACQUIS

### Article 12 - Jouissance et gestion des biens acquis

Sauf disposition contraire justifiée par la nature ou l'état particulier du bien et dont l'EPF informerait la Collectivité, les biens sont remis en l'état à la Collectivité qui en a la jouissance dès que l'EPF en devient propriétaire. Cette remise en gestion autorise la Collectivité à utiliser le bien dès lors que son état le permet, sous sa responsabilité exclusive et sous réserve que cela ne retarde en aucun cas la mise en œuvre du projet.

La gestion est entendue de manière très large et porte notamment (et sans que cette liste soit exhaustive) sur :

- la gestion courante qui comprend notamment la surveillance, l'entretien des biens, les mesures conservatoires le cas échéant : travaux de sécurisation, fermeture de sites, déclaration auprès des autorités de police en cas d'occupation illégale (squat), etc. ;
- relations avec d'éventuels locataires ou occupant, perception des loyers et redevances, récupérations de charges, etc.

La Collectivité désignera auprès de ses services un interlocuteur chargé de la gestion et en informera l'EPF. La Collectivité visitera les biens périodiquement, au moins une fois par trimestre pour les biens non occupés, une fois par an pour les biens occupés et après chaque événement climatique exceptionnel. La Collectivité informera sous huit jours maximum l'EPF des événements particuliers comme les atteintes aux biens, occupations illégales (squat), contentieux, interventions sur le bien...

L'EPF acquittera les impôts et charges de toutes natures dus au titre de propriétaire de l'immeuble ainsi que les éventuelles charges de copropriété. Ces sommes seront récupérées sur le prix de revente.

#### a) Biens occupés au moment de l'acquisition

##### Gestion des locations et occupations

Sauf accord contraire, la Collectivité assure directement la gestion des biens occupés. Elle perçoit les loyers et charges et assure le paiement des charges d'entretien et de fonctionnement afférentes au bien dont l'EPF est propriétaire. Elle assure les relations avec les locataires et occupants.

##### Cessation des locations et occupations

Sauf accord contraire, l'EPF se charge de la libération des biens. L'EPF appliquera les dispositions en vigueur (légalles ou contractuelles) selon la nature des baux ou des conventions d'occupation en place, pour donner congés aux locataires ou occupants. L'EPF mettra tout en œuvre, dans la limite des dispositions légales, pour libérer le bien de toute location ou occupation au jour de son utilisation définitive pour le projet de la Collectivité,

En particulier, la Collectivité et l'EPF se concerteront afin d'engager les libérations en tenant compte des droits des propriétaires et du calendrier de réalisation de l'opération.

Des indemnités d'éviction pourront être dues aux locataires ou occupants pour assurer la libération des lieux et permettre l'engagement opérationnel du projet retenu par la Collectivité. Elles seront prises en charge par l'EPF et intégrées dans le prix de revient du bien.

#### b) Mises en locations

Si la Collectivité a en charge la gestion des biens portés, elle pourra accorder des locations ou mises à disposition à des tiers. Elle devra alors s'assurer que les biens qu'elle souhaite faire occuper sont dans un état locatif conforme à la réglementation en vigueur.



Les éventuelles occupations ne pourront être consenties que sous les formes suivantes :

- Pour les immeubles à usage d'habitation : les locations seront placées sous l'égide de l'article 40 V de la loi du 6 juillet 1989 (ou tout autre disposition qui s'y substituerait) qui dispose que « *Les dispositions de l'article 10 (de cette même loi), de l'article 15 à l'exception des deuxième, troisième et quatrième alinéas du paragraphe 1 et des paragraphes b et c de l'article 17 ne sont pas applicables aux logements donnés en location à titre exceptionnel et transitoire par les collectivités locales* ». Il s'agit essentiellement :
  - ↳ Pour l'article 10, de la durée du bail
  - ↳ Pour l'article 15 I, alinéas 1 et 5, de la justification du congé donné par le bailleur à l'expiration du bail
  - ↳ Pour l'article 15 II, du droit de préemption du locataire en cas de vente du logement
  - ↳ Pour l'article 15 III, du congé si le locataire a plus de 70 ans et des ressources inférieures à 1,5 fois le SMIC
  - ↳ Pour l'article 17 b), des règles de fixation du montant du loyer
  - ↳ Pour l'article 17 c), des conditions de réévaluation du montant du loyer au renouvellement du contrat ;
- Pour les autres immeubles, y compris les terres agricoles : les biens ne pourront faire l'objet que de "concessions temporaires" au sens de l'article L 221-2 du Code de l'Urbanisme (ou tout autre disposition qui s'y substituerait) qui indique que les immeubles acquis pour la constitution de réserves foncières "... ne peuvent faire l'objet que de concessions temporaires qui ne confèrent au preneur aucun droit de renouvellement et aucun droit à se maintenir dans les lieux lorsque l'immeuble est repris en vue de son utilisation définitive".

La durée d'occupation sera strictement limitée à la durée de portage, afin de ne retarder en aucun cas la mise en œuvre du projet.

Dans cette hypothèse, la Collectivité fera son affaire personnelle des contrats nécessaires (eau, électricité, gaz, entretien des parties communes, maintenance des ascenseurs, extincteurs, etc.).

Si, par exception, la gestion était confiée à l'EPF, celui-ci bénéficierait alors des mêmes droits et obligations que ceux définis ci-dessus. Si l'EPF décide de louer ou de mettre à disposition les biens, il encaissera les loyers correspondants qui viendront en déduction du prix de revente, sauf à retenir 5 % de leur montant pour frais de gestion, conformément à l'article 18 b) de la présente convention.

### c) Dispositions spécifiques aux biens non bâtis

La Collectivité est tenue à la surveillance et à l'entretien du bien. Il s'agit notamment de :

- s'assurer de l'efficacité des dispositifs sécurisant les accès ;
- vérifier l'état des clôtures et les réparer le cas échéant ;
- débroussailler, faucher ou tondre régulièrement les espaces végétalisés : à cet égard, la Collectivité s'engage à effectuer ces actions dans le cadre de pratiques respectueuses de l'environnement ;
- élaguer ou couper des arbres morts ;
- conserver le bien en état de propreté.

### d) Dispositions spécifiques aux biens bâtis à démolir

La Collectivité fera preuve d'une grande vigilance et visitera régulièrement le bien afin d'éviter toute dégradation, pollution ou occupation illégale qui pourrait porter atteinte à la sécurité du bâtiment, de bâtiments voisins ou de tiers ou retarder les travaux. Au besoin elle prendra, après accord de l'EPF, les mesures conservatoires appropriées quand celles-ci revêtiront un caractère d'urgence et se fera rembourser de ses dépenses par l'EPF si la revente du bien intervient au profit d'une autre personne que la Collectivité.

### e) Dispositions spécifiques aux biens bâtis à conserver

Si l'état du bien l'exige, l'EPF en tant que propriétaire, procédera aux travaux dits de grosses réparations définies par l'article 606 du Code Civil afin de préserver l'immeuble dans l'attente de sa réhabilitation. La Collectivité visitant le bien au moins une fois par an s'engage à prévenir rapidement l'EPF de toute réparation entrant dans ce cadre.

### **Article 13 - Assurance**

L'EPF n'assure que sa garantie en responsabilité civile concernant les biens en portage non-bâti ou dont le bâti est destiné à la démolition.

Il assure également la garantie dommages aux biens pour les biens bâtis destinés à la réhabilitation ou dont la destination n'est pas déterminée au moment de l'acquisition. Aussi, lors de chaque acquisition, il appartient à la collectivité d'informer l'EPF sur la destination réservée au bien. Par ailleurs, la collectivité pouvant être gestionnaire du bien, elle informera l'EPF de toute occupation qu'elle effectuera dans les lieux ou de toute location, gratuite ou non, qu'elle concéderait à un tiers et vérifiera que son locataire s'assure en conséquence.

### **Article 14 - Déconstruction, dépollution, études propres au site et travaux divers effectués par l'EPF**

Les biens bâtis inoccupés ont vocation à être démolis au plus vite afin d'éviter tout risque d'occupation illégale ou d'accident. Parfois, il peut être jugé opportun de préserver des bâtiments. La Collectivité précisera donc, avant la signature de l'acte authentique, pour chaque acquisition de parcelle bâtie, s'il y a lieu de préserver ou non les bâtiments. Par ailleurs des études complémentaires (diagnostics techniques, sondages, constat d'huissier, etc.) peuvent être nécessaires.

Sur les emprises qu'il a acquises, l'EPF pourra réaliser, à la demande de la Collectivité, toutes études, travaux, et opérations permettant de remettre un foncier "prêt à l'emploi", à l'exclusion des travaux d'aménagement. Il pourra s'agir notamment de travaux de déconstruction, de remise en état des sols et pré-paysagement, de mesures de remembrement, d'opérations de traitement et de surveillance liées à la pollution des sols et du sous-sol et exécutées en vue de leur mise en compatibilité environnementale avec les projets ultérieurs.

Pour l'accomplissement de cette mission de production de foncier, l'EPF pourra solliciter le concours de toute personne dont l'intervention se révélera nécessaire : géomètre, notaire, ingénierie d'études, huissier, avocat, etc. Le cas échéant, il pourra également faire appel aux services techniques des collectivités.

La Collectivité sera associée à la définition et au pilotage des mesures conservatoires et d'une manière générale, des travaux de remise en état des sols.

L'EPF sera alors le maître d'ouvrage des travaux ou études décidées et en assumera la charge financière et la responsabilité juridique. Le coût de ces travaux ou études sera cependant reportés sur le prix de vente des biens acquis dans le cadre de la présente convention.

Si la collectivité souhaite procéder elle-même à des travaux sur les biens portés par l'EPF pour son compte, elle devra contacter l'EPF pour définir les modalités et les conditions d'exécution desdits travaux.

DR/Rg

## CHAPITRE IV - REVENTE DES BIENS ACQUIS

### Article 15 - Engagement de rachat des biens acquis

La Collectivité s'engage à racheter les biens acquis par l'EPF au plus tard au terme de leur durée maximum de portage et au prix calculé selon les modalités de la présente convention.

Pour permettre le rachat par la Collectivité, l'EPF lui adressera, dans des délais compatibles avec la préparation de son budget, un courrier l'avisant des cessions arrivant à échéance et le montant provisionnel de la cession.

La Collectivité peut demander à ce que la revente se fasse au profit d'un ou plusieurs opérateurs de son choix (aménageur, promoteur, bailleur social, etc.) dans les mêmes conditions. Elle reste garante de cette cession.

### Article 16 - Choix des opérateurs

Dans l'hypothèse d'une cession des biens acquis à un ou plusieurs opérateurs (aménageurs, promoteurs, bailleurs sociaux...), la Collectivité procédera au choix de ses opérateurs dans le respect de la législation en vigueur, notamment en ce qui concerne la désignation des concessionnaires chargés d'opérations d'aménagement.

### Article 17 - Conditions juridiques de la revente

La revente des biens acquis par l'EPF par préemption, par expropriation ou toute autre procédure particulière devra respecter les dispositions légales et réglementaires se rapportant à ces modes d'acquisition.

La Collectivité ou l'opérateur désigné prendront les biens dans l'état où ils se trouveront lors de l'entrée en jouissance, jouiront et supporteront d'éventuelles servitudes actives comme passives.

Les cessions auront lieu par acte notarié au profit de la Collectivité ou de l'opérateur désigné. Les frais afférents seront supportés par l'acquéreur. Exceptionnellement, l'EPF pourra avoir recours aux actes administratifs.

Toute cession à un opérateur autre que la Collectivité comportera des clauses permettant de garantir le respect par l'opérateur des objectifs partagés définis en préambule de la présente convention. Ces clauses pourront être accompagnées de tout document, annexé à l'acte de vente, formalisant le projet et les engagements pris dans les présentes (respect de la mixité sociale, densité minimum, performance énergétique des bâtiments, etc.).

Tous les frais liés à la vente seront supportés par l'acquéreur.

### Article 18 - Détermination du prix de cession

Le prix de cession correspond au prix de revient pour la durée de portage prenant en compte l'ensemble des coûts connus et des dépenses susceptibles d'intervenir d'ici la date de cession.

#### a) Principes de calcul

Le prix de cession correspond au prix de revient comprenant :

- le prix d'acquisition du bien ;
- les frais annexes (notaire, géomètre, avocat, expert, honoraires de négociation, etc.) ;
- le cas échéant, les frais de libération (indemnité d'éviction des locataires et titulaires de droits, etc.) ;

- les coûts de gestion supportés par l'EPF et ceux supportés en tant que propriétaire du bien (assurances, impôts, charges de copropriété, etc.) ;
- les dépenses de remise en état des sols (diagnostics techniques, déconstruction, dépollution, travaux, etc.) ;
- le coût des études liées au site ;
- les frais financiers, uniquement s'ils correspondent à des emprunts spécifiquement adossés au projet pendant la durée de portage ;
- les sommes dues au titre du taux d'actualisation.

L'Établissement Public foncier de Bretagne indique que compte tenu de sa qualité d'assujéti à la TVA, il soumettra la revente (ou les reventes fractionnées) des biens acquis dans le cadre de la présente convention, au régime de la TVA applicable au moment de la revente. Cette TVA sera ajoutée au prix de revente que la Collectivité ou son mandataire s'engage à payer.

#### b) Déductions

Seront déduites du prix de revient, lorsqu'elles existent :

- les subventions reçues par l'EPF pour la réalisation du projet ; à cet égard, dans le cas où la Collectivité percevrait directement des subventions en vue de l'acquisition des biens objet de la présente convention, la Collectivité s'engage à les reverser dès perception à l'EPF ;
- les recettes locatives perçues par l'EPF pendant la durée de portage ;
- les recettes autres que locatives.

#### c) Revente à des opérateurs autres que la Collectivité

Dans le cas d'opérations mixtes avec revente aux opérateurs privés et sociaux se substituant à la Collectivité, les reventes seront réalisées sur la base du prix de revient global du terrain acquis, avec possibilité d'effectuer, sur demande de la Collectivité, une péréquation entre les parties de programme à caractère social et les parties affectées au logement libre.

#### Article 19 - Paiement du prix lors de la revente

Le paiement du prix tel que déterminé ci-dessus aura lieu au moment de la cession, y compris en cas de substitution d'un tiers désigné par la Collectivité, sous réserve toutefois, pour les personnes morales de droit public, de l'application des règles de comptabilité publique (paiement après publication aux hypothèques ou sur production d'une attestation notariale).

#### Article 20 - Pénalité en cas de non-respect des engagements relatifs au projet

Si, de sa propre initiative, dans les 5 ans de la revente la Collectivité ne réalise pas un projet respectant les engagements définis en préambule ou fait des biens revendus une utilisation incompatible avec ces engagements, elle sera redevable envers l'EPF d'une pénalité fixée forfaitairement à 10 % du prix de cession de l'ensemble des biens portés et/ou de l'ensemble des études réalisées pour cette opération.

La conformité du projet réalisé aux engagements pris sera vérifiée au vu de tout document permettant d'apprécier les conditions de réalisation effectives de l'opération.

Fait en quatre exemplaires originaux,

A AURAY, le

-- 8 JAN. 2014

Pour la COMMUNE D' AURAY

Monsieur Guy ROUSSEL



*[Handwritten signature of Monsieur Guy ROUSSEL]*

A RENNES, le

05 DEC. 2013

Pour l'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE  
BRETAGNE,  
le Directeur Général

Monsieur Didier VILAIN

*[Handwritten signature of Monsieur Didier VILAIN]*



## CONVENTION OPERATIONNELLE D'ACTIONS FONCIERES

COMMUNE D'AURAY

SECTEUR « FOYER LOGEMENT DU BOCENO »

**Entre :**

La commune d'Auray dont le siège est situé 100 place de la République, 56406 AURAY CEDEX, identifiée au SIREN sous le n°215 600 073 représentée par son Maire, Jean DUMOULIN, dûment habilité(e) à signer la présente convention par délibération du Conseil municipal en date du XXXX, Ci-après désignée "la Collectivité",

**Et**

L'Etablissement Public Foncier de Bretagne, Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial, dont le siège est situé au 72 boulevard Albert 1<sup>er</sup> - CS 90721 - 35207 RENNES Cedex 02, immatriculé au RCS de Rennes sous le n° 514 185 792, représenté par sa Directrice Générale, Madame Carole CONTAMINE, dûment habilitée à signer la présente convention par délibération du Bureau en date du 13/03/2018, Ci-après désigné "l'EPF Bretagne",



# Sommaire

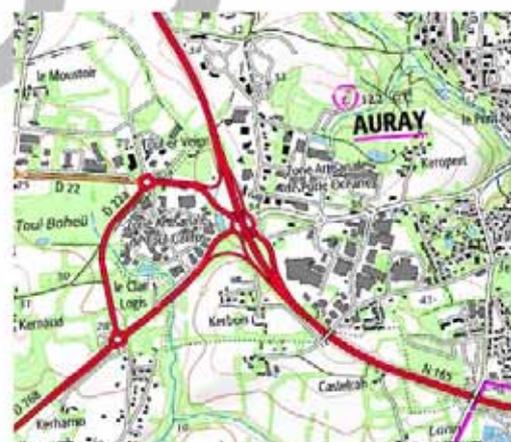
|                                                                                                 |           |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>PRÉAMBULE.....</b>                                                                           | <b>3</b>  |
| <b>CHAPITRE I - OBJET DE LA CONVENTION.....</b>                                                 | <b>5</b>  |
| Article 1.1 - Projet et engagements de la Collectivité .....                                    | 5         |
| Article 1.2 - Nature des interventions de l'EPF Bretagne .....                                  | 6         |
| <b>CHAPITRE II - CADRE GÉNÉRAL DE LA CONVENTION .....</b>                                       | <b>8</b>  |
| Article 2.1 - Périmètres d'intervention.....                                                    | 8         |
| Article 2.2 - Durée de la convention - Avenants – Résiliation .....                             | 9         |
| Article 2.3 - Engagement financier de l'EPF Bretagne .....                                      | 9         |
| Article 2.4 - Transmission de données .....                                                     | 10        |
| Article 2.5 - Dispositif de suivi.....                                                          | 10        |
| Article 2.6 - Contentieux .....                                                                 | 11        |
| <b>CHAPITRE III - ACQUISITIONS PAR L'EPF BRETAGNE.....</b>                                      | <b>12</b> |
| Article 3.1 - Modalités d'acquisition .....                                                     | 12        |
| Article 3.2 - Prix d'acquisition.....                                                           | 12        |
| Article 3.3 - Durée du portage.....                                                             | 12        |
| Article 3.4 - Taux d'actualisation – Modalités de calcul.....                                   | 12        |
| <b>CHAPITRE IV - MODALITÉS DE PORTAGE.....</b>                                                  | <b>14</b> |
| Article 4.1 - Jouissance et gestion des biens acquis .....                                      | 14        |
| Article 4.2 - Assurance.....                                                                    | 16        |
| Article 4.3 - Déconstruction, dépollution, études et travaux effectués par l'EPF Bretagne ..... | 17        |
| <b>CHAPITRE V - REVENTE DES BIENS ACQUIS.....</b>                                               | <b>18</b> |
| Article 5.1 - Engagement de rachat des biens acquis .....                                       | 18        |
| Article 5.2 - Choix des opérateurs .....                                                        | 18        |
| Article 5.3 - Conditions juridiques de la revente .....                                         | 18        |
| Article 5.4 - Détermination du prix de cession des biens acquis .....                           | 18        |
| Article 5.5 - Paiement du prix lors de la revente.....                                          | 20        |
| Article 5.6 - Pénalité en cas de non-respect des engagements relatifs au projet .....           | 21        |

# Préambule

## La commune d'Auray

Située à 18 km à l'Ouest de Vannes et à proximité immédiate de la RN 165, Auray, ville-centre de l'EPCI Auray Quiberon Terre Atlantique, compte près de 13 000 habitants. Sa situation touristique et son bassin d'emploi génèrent une croissance démographique continue. La commune, au travers de son projet urbain de centre-ville, concentre son action sur le renouvellement urbain par une réhabilitation et une densification de ses espaces mutables.

Le SCoT du Pays d'Auray, approuvé le 14 février 2014, porte la production de logements sociaux à 50% en renouvellement urbain soit un objectif de 141 logements/an pour la période 2014-2017 et de 127 logements/an pour la période 2018-2023. Le PLH d'Auray Quiberon Terre Atlantique, approuvé le 25 mars 2016, porte un objectif de production de 133 logements/an, dont 20% de LLS et 10% d'accession aidée.



## L'Etablissement Public Foncier de Bretagne

Créé par le décret n° 2009-636 du 8 juin 2009, l'Etablissement Public Foncier de Bretagne (établissement public d'Etat) a pour mission d'assister les collectivités publiques sur les volets fonciers de leurs projets d'aménagement, en matière d'ingénierie (expertise et conseil), d'acquisition, de portage foncier et de proto-aménagement (dépollution/déconstruction). Dans ce cadre cet établissement est habilité, dans la région Bretagne, à procéder pour le compte des collectivités territoriales à toutes acquisitions et procédures foncières, opérations immobilières, études et travaux de nature à faciliter l'aménagement au sens de l'article L 300-1 du Code de l'Urbanisme.

L'EPF Bretagne agit dans le cadre de critères d'intervention détaillés dans son Programme Pluriannuel d'Intervention (PPI) adopté par son conseil d'administration le 24 novembre 2015, notamment :

- la réalisation d'opérations en renouvellement urbain, l'EPF Bretagne excluant de son cadre toute intervention en extension urbaine. L'EPF Bretagne n'agit ainsi que sur des emprises situées dans l'enveloppe urbaine constituée, en recherchant une optimisation de l'espace et une intégration urbaine de ces emprises ;
- la priorité portée sur les opérations de logements, et notamment de logements locatifs sociaux, en respectant un taux minimal de production de 20% de logements locatifs sociaux de type PLUS/PLAI (ou dérogations décrites dans le PPI de l'EPF Bretagne) ;
- la recherche d'une certaine densité, suivant un ratio minimal de 20 logements par hectare ;
- la restructuration des zones ou fonciers d'activités économiques existants ;
- la maîtrise de secteurs intégrés à des périmètres de risques technologiques ou naturels, en vue de limiter ou réduire l'exposition aux risques et la vulnérabilité des biens et des personnes ;
- à titre subsidiaire, la préservation des espaces naturels à forts enjeux en matière écologique et soumis à d'importants risques de dégradation, et le soutien aux projets en faveur du renouvellement des activités agricoles et à l'installation de jeunes agriculteurs.

Par ailleurs, de manière transversale, l'EPF Bretagne porte une attention particulière :

- aux démarches globales de revitalisation des centres-bourgs engagées par les collectivités : elles pourront être accompagnées par l'EPF Bretagne en matière d'élaboration méthodologique, d'études pré-opérationnelles et de mise en œuvre foncière des projets ;
- aux possibilités de restructuration des friches ou emprises foncières délaissées : l'EPF Bretagne pourra accompagner les collectivités sur cette thématique spécifique en apportant une ingénierie préalable à toute action de portage.

L'action de l'établissement public foncier pour le compte de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs groupements, ou d'un autre établissement public, s'inscrit dans le cadre de conventions. Le PPI 2016-2020 a défini différents types de conventions, fonction des différents stades d'intervention de l'EPF Bretagne : convention cadre, convention de veille foncière, convention opérationnelle.

Le projet « Foyer logement du Bocéno » sur la commune d'Auray décrit ci-après s'inscrivant dans les critères d'intervention de l'EPF Bretagne, il a été décidé de conclure une convention opérationnelle entre l'EPF Bretagne et la commune d'Auray.

**Cela exposé, il est convenu ce qui suit,**

## CHAPITRE I - Objet de la convention

La présente convention vise :

- à définir les engagements que prennent la Collectivité et l'EPF Bretagne en vue de la réalisation du projet défini ci-dessous, ainsi que les conditions dans lesquelles les biens acquis par l'EPF Bretagne seront acquis, portés et revendus ;
- à préciser la nature et les modalités d'intervention de l'EPF Bretagne.

### Article 1.1 - Projet et engagements de la Collectivité

La commune d'Auray sollicite l'EPF pour l'acquisition d'une emprise foncière de 4 219m<sup>2</sup> en centre-ville, propriété du Centre Hospitalier Bretagne Atlantique (et aujourd'hui aménagé en espace vert et mis à disposition gratuitement à la commune) afin de construire un foyer logements de 80 lits en remplacement de celui existant (résidence du Bocéno immédiatement à l'est du site, portée par la SA Les Ajoncs) dont la remise aux normes serait trop coûteuse. La partie sud de la parcelle, conformément à l'emplacement réservé du PLU, serait conservée en jardin public. Une partie des propriétés hospitalières à l'ouest et au sud du site feront également l'objet à moyen terme d'opérations de renouvellement urbain éventuellement à destination de logements.



A travers le projet « Foyer logement du Bocéno » objet des présentes, la Collectivité s'engage à respecter les critères suivants sur les parcelles qui seront portées par l'EPF Bretagne :

- à minima 50 % de la surface de plancher du programme consacré au logement ;
- une densité minimale de 100 logements par hectare (sachant que pour les projets mixtes, 70 m<sup>2</sup> de surface plancher d'équipements, services, activités ou commerces équivalent à un logement) ;
- dans la partie du programme consacrée au logement : 20% minimum de logements locatifs sociaux de type PLUS-PLAI.

La Collectivité et l'EPF Bretagne ont donc convenu de s'associer pour engager une politique foncière visant à faciliter la réalisation de ce projet, dans les conditions qui permettront d'atteindre les objectifs quantitatifs et qualitatifs de production souhaités.

La commune d'Auray fait partie de la communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique qui a conclu avec l'EPF Bretagne une convention cadre le 9 janvier 2017.

Dans cette convention cadre, le projet « Foyer logement du Bocéno » fait partie de l'enjeu « encourager le développement de logement pour tous sur l'ensemble du territoire communautaire ».

## Article 1.2 - Nature des interventions de l'EPF Bretagne

### > 1.2.1 - Etudes pré-opérationnelles

L'EPF Bretagne peut accompagner la Collectivité pour la réalisation d'études pré-opérationnelles à l'aménagement et/ou apporter son ingénierie technique en matière de foncier pour la réalisation d'études ponctuelles de faisabilité (comptes à rebours, bilans d'opérations...). Les études pré-opérationnelles concernent notamment des études de sites, des études urbaines, des études de faisabilité, de pré-programmation...

Cet accompagnement a pour but d'apporter une expertise dans les différents domaines liés au projet (juridique, financier, technique...). L'EPF Bretagne accompagnera ainsi le maître d'ouvrage, s'il le souhaite, dans l'analyse de la faisabilité économique et programmatique du projet, afin d'anticiper au mieux les sorties opérationnelles du projet et en vue de sécuriser les acquisitions qui pourraient être engagées. L'EPF Bretagne s'assurera que l'ensemble des aspects fonciers soient pris en compte dans la conception et la planification des projets et ce au regard de ses objectifs.

L'accompagnement de l'EPF Bretagne pourra porter notamment sur les actions suivantes :

- assistance pour la rédaction d'un cahier des charges et assistance au choix d'un bureau d'études ;
- assistance générale et suivi de la réalisation de l'étude au regard des enjeux fonciers et de la perspective d'une mission de portage de la part de l'EPF Bretagne (participation de l'EPF Bretagne aux comités techniques et/ou comités de pilotage notamment) ;
- contribution à la définition programmatique du projet.

L'EPF Bretagne n'assurera pas le rôle de maître d'ouvrage, sont donc exclus de l'accompagnement :

- l'ensemble des procédures de passation des marchés publics, quelle que soit la nature des marchés (en ce sens, l'EPF Bretagne n'assurant pas la maîtrise d'ouvrage, ne sera pas l'interlocuteur direct du prestataire) ;
- l'ensemble des missions dévolues au(x) prestataire(s) désigné(s) par le pouvoir adjudicateur.

La Collectivité s'engage à informer l'EPF Bretagne, tout au long de l'étude pré-opérationnelle, en temps réel par courrier ou courriel :

- de tout élément relatif à l'étude : tenue et planning des réunions, contenu, compte-rendu, support de présentation. **Notamment, l'EPF Bretagne sera systématiquement invité aux réunions de suivi de l'étude (types COTECH et COPIL), et ceci dans un délai raisonnable pour permettre sa participation ;**
- de tout élément relatif aux mutations foncières sur le secteur d'études ;
- de toutes évolutions éventuelles du contexte de l'étude : cadre réglementaire, sollicitation d'opérateurs ou de bailleurs, etc.

Après le rendu final de l'étude, dont un exemplaire sera remis à l'EPF Bretagne, la Collectivité continuera à informer l'EPF Bretagne de la suite opérationnelle du projet (marché de maîtrise d'œuvre, engagement d'un bailleur ou d'un opérateur, dépôt d'un permis d'aménager ou d'un permis de construire, ...) et des modalités de réalisation de son projet (procédure, financières, échéances, ...).

### > 1.2.2 - Diagnostics techniques

Si besoin, l'EPF Bretagne pourra mobiliser ses prestataires pour des diagnostics techniques afin d'estimer le montant des travaux de déconstruction/désamiantage/curage ou de dépollution à réaliser.

Il s'agit notamment des études historiques et documentaires, des sondages de sols, des prélèvements amiantes, des diagnostics structure, etc.

Sauf exception, l'EPF Bretagne sera maître d'ouvrage de ces études dont il transmettra les résultats et analyses à la Collectivité. Ils serviront notamment à estimer le coût des travaux nécessaires au proto-aménagement. Concernant leur financement :

- l'EPF Bretagne supportera le coût de l'assistance à maîtrise d'ouvrage déconstruction / dépollution, c'est-à-dire les prestations de son AMO actuellement bénéficiaire d'un marché à bon de commande, pour tout ce qui rentre dans les prestations habituelles ;
- sauf exception, l'EPF Bretagne reportera sur la Collectivité les coûts suivants :
  - prestations de son AMO dépassant les prestations habituelles ;
  - diagnostics techniques réalisés par d'autres prestataires que l'AMO de l'EPF Bretagne et notamment : sondages pollution, étude hydrogéologique, diagnostics immobiliers avant-vente ou avant travaux ou levée de doute (plomb, amiante, parasitaire), diagnostic structure, étude pyrotechnique, étude radioactivité, diagnostic déchets, etc.

**Ces coûts seront inclus dans le prix de revient des biens en portage.**

### > 1.2.3 - Actions foncières

La Collectivité confie à l'EPF Bretagne la mission de conduire des actions foncières de nature à faciliter la réalisation du projet défini à l'article 1.1 sur le secteur opérationnel désigné à l'article 2.1. Cette mission pourra porter sur tout ou partie des actions suivantes :

- acquisitions foncières par tous moyens : amiable, procédures, etc. ;
- assistance à la Collectivité dans le suivi de certaines procédures (ex : biens sans maître) dans ou à proximité du périmètre désigné à l'article 2.1 des présentes ;
- sécurisation des biens portés ;
- portage foncier et, exceptionnellement, gestion de ces biens ;
- recouvrement / perception de charges diverses ;
- réalisation de travaux, notamment de sécurisation, déconstruction/dépollution ou mesures conservatoires ;
- revente des biens acquis ;
- encaissement de subventions afférentes au projet pour qu'elles viennent en déduction du prix de revente des biens ou du remboursement des études. A cet égard, dans le cas où la Collectivité percevrait directement des subventions en vue de l'acquisition des biens objet de la présente convention, la Collectivité pourra les reverser dès perception à l'EPF Bretagne.

## CHAPITRE II - Cadre général de la convention

### Article 2.1 - Périmètres d'intervention

#### > 2.1.1 - Périmètre opérationnel

Sur le périmètre défini ci-après, l'EPF Bretagne est autorisé à :

- acquérir tous les biens fonciers et immobiliers, ainsi que les biens meubles qui en seraient l'accessoire.
- assurer, sur les biens qu'il acquiert, la libération des lieux en mettant fin aux locations et occupations de tous types, de manière amiable ou judiciaire ;
- procéder, à la demande de la Collectivité ou de sa propre initiative, à toute étude spécifique au projet, diagnostic technique, etc., éventuellement en faisant appel à des prestataires extérieurs ;
- réaliser des travaux, notamment de proto aménagement (déconstruction/dépollution) ou travaux conservatoires et de sécurisation.

*Parcelle située dans le périmètre au jour de la signature des présentes*

| Commune d'Auray                                                   |                                     |
|-------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|
| Références cadastrales<br><i>Suffixe "p" : partie de parcelle</i> | Contenance cadastrale<br>à acquérir |
| AD 331                                                            | 4 219 m <sup>2</sup>                |

Ledit périmètre, se situant sur la commune d'Auray, est celui indiqué en rose.



#### > 2.1.2 - Extension exceptionnelle du périmètre opérationnel et périmètre d'études

Pour les acquisitions de biens, l'EPF Bretagne interviendra exclusivement sur le périmètre défini ci-dessus.

Par dérogation, de manière ponctuelle et exceptionnelle, l'EPF Bretagne pourra intervenir à la demande de la Collectivité, pour acquérir toutes parcelles situées en dehors de ce périmètre si et uniquement si, en cours d'opération, ces acquisitions conduisent à une plus grande satisfaction des objectifs poursuivis par la présente convention. Dans ce cas de figure l'EPF Bretagne interviendra dans les mêmes conditions que dans le périmètre défini ci-dessus.

Pour les études, dans un souci de cohérence globale de l'action de la Collectivité, l'EPF Bretagne pourra intervenir sur le périmètre le plus approprié, sans se circonscrire forcément aux limites du projet ou du territoire de la Collectivité signataire.

## **Article 2.2 - Durée de la convention - Avenants – Résiliation**

**La présente convention opérationnelle prend effet à compter de la date de sa signature par l'ensemble des parties pour se terminer le 13 mai 2025.**

Il est précisé que malgré la signature d'une convention cadre entre l'EPF Bretagne et la communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique la légalité et/ou la durée de ladite convention cadre ne constitue pas une condition de validité des conventions opérationnelles prises pour son application. Ainsi, si une convention opérationnelle à une date d'échéance postérieure à la date de fin de la convention cadre, cela n'aura pas d'incidence sur la validité de la convention opérationnelle en question.

La présente convention pourra faire l'objet, par voie d'avenant, d'ajustements ou de précisions qui s'avèreraient nécessaires à la bonne mise en œuvre du dispositif conventionnel.

La convention peut être résiliée à la demande de la (d'une) Collectivité si elle renonce à son projet. Elle peut être résiliée par l'EPF Bretagne pour non-respect d'une ou de plusieurs clauses de la présente convention. La résiliation ne pourra être décidée que par l'assemblée délibérante de la Collectivité ou le bureau de l'EPF Bretagne. Elle sera notifiée à l'autre ou aux autres partie(s) par un courrier recommandé et sera effective à la première réception de ce courrier par une des parties.

A noter qu'en cas de convention multipartite, les autres parties pourront décider de continuer seules la présente convention. Cette convention pourra alors faire l'objet d'un avenant pour en exclure la partie souhaitant la résilier, ou être résiliée et remplacée par une nouvelle convention opérationnelle.

L'EPF Bretagne établira alors, sous deux mois, un état des frais refacturables et/ou des biens en portage au titre de la présente convention et de leurs coûts de revient. La Collectivité sera tenue de rembourser ces frais et/ou de racheter ces biens à l'EPF Bretagne à leur prix de revient, (éventuellement augmenté de la pénalité prévue à l'article 5.6 de la présente convention sauf exemption accordée par le bureau de l'EPF Bretagne), dans l'année qui suivra la résiliation mais sans pouvoir dépasser la date de fin de la présente convention.

## **Article 2.3 - Engagement financier de l'EPF Bretagne**

L'engagement financier de l'EPF Bretagne au titre de la présente convention comprend les dépenses liées aux actions foncières et aux diagnostics techniques, notamment :

- des prix d'acquisition et frais annexes (frais d'acte, de géomètre, de contentieux, commission d'agence, etc.) ;
- des indemnités liées aux évictions ;
- des travaux, notamment des travaux de proto-aménagement (déconstruction / dépollution) et travaux conservatoires ;
- des prestations de tiers liées à certaines études conditionnant la réalisation du projet (diagnostics techniques, études de sols, de dépollution, études préalables aux travaux) ;
- des dépenses engendrées par la gestion des biens (sécurisation, entretien, impôts, assurance, gardiennage, etc.).

L'ensemble de ces dépenses seront imputées sur le prix de revente des biens acquis ou feront l'objet d'une demande de remboursement à la Collectivité en cas de résiliation anticipée de la présente convention.

**Concernant la présente convention, l'engagement financier global de l'EPF Bretagne est limité à 600 000 € HT.**

Ce montant ne constitue cependant pas une condition de légalité des acquisitions et/ou des dépenses effectuées.

## Article 2.4 - Transmission de données

### > 2.4.1 - Documents d'urbanisme

La Collectivité s'engage à transmettre à l'EPF Bretagne l'ensemble des documents d'urbanisme (le cas échéant POS, PLU, Carte communale, SCOT, PLH, AMVAP...) nécessaire à la mise en œuvre de la présente convention, de préférence dans un format numérique.

Dans le cas où ces documents existent sous une forme exploitable par un Système d'Information Géographique, ils seront transmis à l'EPF Bretagne dans un format interopérable.

### > 2.4.2 - Documents produits ou récoltés dans le cadre des études

Chaque maître d'ouvrage d'études ou de diagnostics techniques s'engage à transmettre aux autres parties à la présente convention les résultats complets de ces études et diagnostics tels qu'il leur auront été fournis par leurs prestataires respectifs, et ce dès leur réception.

La Collectivité s'engage à transmettre à l'EPF Bretagne tout document ayant trait aux secteurs de projets (documents de ZAC, plans topographiques, plans de voirie, plan des réseaux, schéma d'aménagement, études préalables...) de préférence sous forme numérique.

## Article 2.5 - Dispositif de suivi

L'EPF Bretagne fera parvenir annuellement à la Collectivité un compte-rendu des actions conjointes menées sur le secteur de projet ainsi que le bilan des éventuelles acquisitions et le suivi du prix de revient.

Notamment, si des biens sont en cours de portage, au cours du 1<sup>er</sup> semestre de chaque année jusqu'à la fin dudit portage, l'EPF Bretagne notifiera à la Collectivité le coût prévisionnel de revente dû pour l'ensemble des biens portés au titre de la présente convention, projeté à la date maximale de fin de portage.

De manière générale, tout au long de la présente convention, sur sollicitation de l'EPF Bretagne ou de la Collectivité, les parties, ainsi que tout partenaire du projet de la Collectivité, feront le point sur le projet, autant que de besoin, pour faire un état de l'avancée des négociations et du calendrier de l'opération, ou pour tout problème pouvant survenir concernant l'exécution de la présente convention ou la gestion des biens acquis.

Cependant, si la priorité sera donnée à la négociation amiable, l'acquisition complète de l'emprise opérationnelle, ou tout au moins d'une emprise permettant un projet cohérent respectant les critères de la présente convention, nécessitera peut être la mise en œuvre de procédures coercitives comme l'expropriation.

Aussi, au plus tard à l'issue de la 3<sup>ème</sup> année de convention, les parties se réuniront donc pour faire un point des avancées du projet, des acquisitions réalisées, des négociations amiables en cours et de la nécessité ou non de mettre en œuvre de telles mesures.

Si ces mesures sont nécessaires à la réalisation d'un projet respectant les critères de la présente convention sur l'ensemble du périmètre opérationnel la Collectivité aura le choix :

- soit de les mettre en œuvre dès l'année suivante, en collaboration avec l'EPF Bretagne ;
- soit de revoir son projet pour en réduire le périmètre opérationnel mais tout en permettant la réalisation d'un projet cohérent respectant les critères de la présente convention.

Si la Collectivité ne souhaite ni utiliser les mesures coercitives nécessaires ni revoir le périmètre opérationnel (et éventuellement son projet), l'EPF Bretagne pourra alors résilier la présente convention

et la Collectivité sera tenue de racheter les biens en portage à leur prix de revient ; il sera alors fait application de la pénalité prévue à l'article 5.6 des présentes.

Deux ans avant la fin de la présente convention, à moins que la totalité des biens en portage n'ait déjà été revendue, l'EPF Bretagne et la Collectivité se réuniront pour faire le point sur le projet et sa sortie opérationnelle. La Collectivité s'engage alors à mettre tout en œuvre pour trouver un/des porteurs de projet (appel à projet, prospections...) ou à s'organiser pour mettre en œuvre elle-même le projet en régie.

A l'issue de la revente des biens à la Collectivité ou à l'(aux) opérateur(s) qu'elle aura choisi(s), la Collectivité transmettra à l'EPF Bretagne tout document attestant de la réalisation opérationnelle du projet et du respect des critères de la présente convention, ceci notamment pour permettre la vérification de la conformité du projet aux critères arrêtés dans la présente convention.

## **Article 2.6 - Contentieux**

---

A l'occasion de toute contestation ou tout litige relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher un accord amiable.

A défaut d'accord, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif de RENNES.

## CHAPITRE III - Acquisitions par l'EPF Bretagne

### Article 3.1 - Modalités d'acquisition

---

Sur le(s) périmètre(s) d'intervention défini(s) à l'article 2.1, l'EPF Bretagne s'engage à acquérir les assiettes foncières nécessaires à la réalisation du projet soit par négociation amiable, soit par exercice d'un droit de préemption ou de priorité s'il existe, soit par substitution à la Collectivité sur réponse à un droit de délaissement, soit par expropriation, soit par toutes autres procédures ou moyens légaux.

Le cas échéant, la Collectivité s'engage à prendre ou à solliciter auprès de l'autorité compétente la décision nécessaire à la délégation à l'EPF Bretagne, des droits de préemption, de priorité ou de réponse aux droits de délaissement.

La Collectivité transmettra l'ensemble des données utiles à la réalisation de la mission de l'EPF Bretagne : décision instaurant le droit de préemption, de priorité ou de délaissement, décision déléguant la réponse ou l'exercice du droit à l'EPF Bretagne, éléments de projets sur les secteurs d'intervention, etc.

Par ailleurs, la finalisation de la maîtrise foncière pourra nécessiter le recours à l'expropriation. S'il est décidé que l'EPF Bretagne sera bénéficiaire de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP), en vue du transfert de propriété de biens à son profit à l'issue de la procédure, l'EPF Bretagne et la Collectivité constitueront conjointement le dossier de DUP.

De manière générale, la Collectivité apportera son concours à la mise en œuvre de toute procédure déléguée à l'EPF Bretagne (parcelle en état d'abandon manifeste, etc.).

### Article 3.2 - Prix d'acquisition

---

Les acquisitions effectuées par l'EPF Bretagne se dérouleront selon les conditions évoquées dans la présente convention, à un prix maximum correspondant à l'estimation de France Domaine (ou de tout organisme qui y serait substitué) ou le cas échéant fixé par le juge de l'Expropriation.

En cas d'absence d'avis de France Domaine (bien inférieur au seuil minimal de consultation, absence de réponse dans le délai légal...) l'EPF Bretagne pourra acquérir à un prix librement déterminé par lui, ce prix devant être inférieur au seuil minimal de consultation, sauf cas d'absence de réponse de France Domaine au bout du délai légal dans le cadre d'une préemption.

Dans tous les cas, avant toute offre ferme, l'EPF Bretagne avertira la Collectivité sur le prix et les conditions qu'il propose au propriétaire.

### Article 3.3 - Durée du portage

---

Le portage des biens acquis dans le cadre de la présente convention prend fin au plus tard à la date de fin de la présente convention opérationnelle. Cette date maximale de fin de portage concerne également les biens éventuellement acquis dans le cadre d'une convention de veille foncière et s'intégrant à la présente convention opérationnelle.

### Article 3.4 - Taux d'actualisation – Modalités de calcul

---

Les biens acquis par l'EPF Bretagne pour le compte de la Collectivité (dans le cadre de la présente convention opérationnelle ou d'une convention de veille foncière l'ayant précédée) feront l'objet d'un taux d'actualisation annuel fixé en pourcentage du montant des acquisitions hors frais.

Pour la première année de portage, le calcul se fera prorata temporis à compter de la date de signature de l'acte authentique ou du paiement des indemnités d'expropriation jusqu'au 31 décembre de la même année.

Pour la dernière année de portage, tout trimestre échu sera dû.

En cas de paiement fractionné du prix, le taux d'actualisation continuera à s'appliquer sur la fraction du prix non encore versée.

Au jour de la signature des présentes le taux d'actualisation est fixé à 0 %.

Si jamais le taux d'actualisation devait être modifié, le nouveau taux serait automatiquement appliqué aux biens en portage à compter du 1<sup>er</sup> janvier suivant la décision de changement du taux.

Sauf avenant justifié par des conditions particulières prolongeant la durée de portage, toute absence de rachat par la Collectivité, à la fin de la durée maximale de portage prévue, donnera lieu à l'application d'un taux d'actualisation égal à 5 % par an du prix d'achat du bien.

A la fin du portage, les frais liés au taux d'actualisation constitueront un élément identifié du prix de revente, afin d'obtenir un prix de revient actualisé, et seront inclus dans le titre de recette visant au règlement du prix de vente.

## CHAPITRE IV - Modalités de portage

### Article 4.1 - Jouissance et gestion des biens acquis

#### > 4.1.1 - Remise en gestion

Sauf disposition contraire actée par un échange écrit entre l'EPF Bretagne et la Collectivité, les biens sont remis en gestion à la Collectivité :

- dès que l'EPF Bretagne en devient propriétaire pour les biens non bâtis ;
- dès la signature du PV de gestion pour les biens bâtis.

Cette remise en gestion autorise la Collectivité à utiliser le bien dès lors que son état le permet, sous sa responsabilité exclusive et sous réserve que cela ne retarde en aucun cas la mise en œuvre du projet.

**Toutefois, si les circonstances l'exigent, l'EPF Bretagne se réserve le droit de procéder à une sécurisation des biens portés avant la remise en gestion. Les frais de cette sécurisation seront reportés sur le prix de revente du bien.** La Collectivité pourra cependant proposer d'effectuer en régie les mesures prévues par l'EPF Bretagne, par le biais de ses services techniques, afin d'en diminuer le coût. Il s'agit notamment :

- de la mise en place de dispositifs de verrouillage/blocage des ouvrants pour éviter les intrusions ;
- de la réalisation de dispositifs empêchant l'accès à un terrain ou un bien (clôture, fossé, merlon...) avec éventuellement un dispositif d'accès sécurisé (ex : portail) ;
- de l'installation et de l'abonnement à un dispositif de vidéo surveillance avec levée de doute ;
- de l'étaillage de bâtiments, de réparations urgentes ou effectuées à titre conservatoire ;
- de démolitions partielles nécessitées par l'état de délabrement ou d'insalubrité de certains bâtiments°;
- de travaux de mise aux normes minimales en cas de bien loués et/ou présentant un danger pour le locataire ou pour les tiers.

Qu'ils fassent ou non l'objet d'une sécurisation préalable, les biens bâtis portés par l'EPF Bretagne feront l'objet le plus rapidement possible d'un PV contradictoire de remise en gestion entre l'EPF Bretagne et la Collectivité. Ce PV indiquera l'état du bien et les éventuelles mesures de sécurisation prises à sa date. La Collectivité en charge de la gestion du bien devra veiller à maintenir le bien dans un semblable état jusqu'au jour de sa cession par l'EPF Bretagne.

La gestion est entendue de manière large et porte notamment (et sans que cette liste soit exhaustive) sur :

- la gestion courante qui comprend notamment la surveillance, l'entretien des biens, des espaces verts, les mesures conservatoires le cas échéant : travaux de sécurisation, fermeture de sites, déclaration auprès des autorités de police en cas d'occupation illégale (squat), etc. ;
- les relations avec d'éventuels locataires ou occupants, la perception des loyers et redevances, la récupération de charges, les réparations à la charge du propriétaire ne constituant pas de grosses réparations sur sens de l'article 606 du Code civil, etc.

La Collectivité désignera auprès de ses services un interlocuteur chargé de la gestion et en informera l'EPF Bretagne. La Collectivité visitera les biens périodiquement, au moins une fois par trimestre pour les biens non occupés, une fois par an pour les biens occupés et après chaque événement climatique exceptionnel. La Collectivité informera sous 48 heures maximum l'EPF Bretagne des événements particuliers comme les atteintes aux biens, occupations illégales (squat), contentieux, interventions sur le bien...

De même, la Collectivité informera immédiatement l'EPF Bretagne de tous travaux ou interventions lui paraissant nécessaires sur les biens portés pour assurer leur conservation ou leur non dangerosité vis-à-vis des tiers. Elle l'informera également de toute demande de travaux ou intervention sollicitée par un tiers (voisin, riverain, administration, habitant de la commune, etc.) ou par les locataires/occupants. L'interlocuteur désigné par la Collectivité donnera à l'EPF Bretagne son avis sur l'opportunité technique de cette demande.

Pour ces demandes d'intervention ou travaux, l'interlocuteur désigné par la Collectivité, et en fonction des moyens humains, techniques et financiers de celle-ci :

- proposera l'intervention des services techniques de la Collectivité en régie lorsque cela est possible et pertinent, notamment pour les mesures d'urgence à prendre (colmatage de fuite, bâchage de toiture, fermeture des ouvrants...);
- si une intervention en régie n'est pas possible et que la demande paraît recouvrir une dépense inférieure à 15 000 € : l'interlocuteur désigné par la Collectivité sera le relais technique de l'EPF Bretagne pour l'intervention d'un prestataire extérieur, en collaboration avec la cellule travaux de l'EPF Bretagne (détermination en commun des tâches à effectuer, visites d'entreprises pour des devis au nom de l'EPF Bretagne, bon déroulement de la prestation commandée, réception des travaux...);
- Si la demande paraît recouvrir une dépense supérieure à 15 000 € : il informera l'EPF Bretagne des travaux ou tâches à effectuer selon lui. L'EPF Bretagne se chargera de la consultation.

Hors intervention en régie par la Collectivité, dans tous les cas, les commandes seront passées par l'EPF Bretagne qui procédera au paiement des factures établies à son nom.

L'EPF Bretagne acquittera les impôts et charges de toutes natures dus au titre de propriétaire de l'immeuble ainsi que les éventuelles charges d'entretien et de copropriété.

L'ensemble de ces sommes seront intégrées au prix de revient.

#### > 4.1.2 - Biens occupés au moment de l'acquisition

- Gestion des locations et occupations

Sauf accord contraire, la Collectivité assure directement la gestion des biens occupés. Dans ce cas, elle perçoit les loyers et charges et assure le paiement des charges d'entretien et de fonctionnement afférentes au bien dont l'EPF Bretagne est propriétaire, y compris charges de copropriété. Elle assure les relations avec les locataires et occupants et est le relai technique et institutionnel de l'EPF Bretagne auprès d'eux et des tiers.

- Cessation des locations et occupations

**Sauf avis contraire de la Collectivité, l'EPF Bretagne se charge de la libération des biens.**

L'EPF Bretagne appliquera les dispositions en vigueur (légales ou contractuelles) selon la nature des baux ou des conventions d'occupation en place, pour donner congés aux locataires ou occupants. L'EPF Bretagne mettra tout en œuvre, dans la limite des dispositions légales, pour libérer le bien de toute location ou occupation au jour de son utilisation définitive pour le projet de la Collectivité, En particulier, la Collectivité et l'EPF Bretagne se concerteront afin d'engager les libérations en tenant compte des droits des locataires occupants et du calendrier de réalisation de l'opération. La Collectivité pourra être sollicitée pour trouver des solutions de relocalisation ou relogement si cela est nécessaire et/ou obligatoire.

Des indemnités d'éviction pourront être dues aux locataires ou occupants pour assurer la libération des lieux et permettre l'engagement opérationnel du projet retenu par la Collectivité. Elles seront prises en charge par l'EPF Bretagne et intégrées dans le prix de revient du bien.

#### > 4.1.3 - Mises en locations

Si la Collectivité a en charge la gestion des biens portés, elle pourra accorder des locations ou mises à disposition à des tiers. Elle devra alors s'assurer que les biens qu'elle souhaite faire occuper sont dans un état locatif conforme à la réglementation en vigueur. Si cette mise en location nécessite une mise aux normes, celle-ci sera à la charge de la Collectivité. Elle informera immédiatement l'EPF Bretagne de ces mises en location ou à disposition et encaissera les revenus afférents.

Les éventuelles occupations ne pourront être consenties que sous les formes précaires et révocables spécifiquement autorisées par la loi lorsque le bailleur est une personne publique, notamment les dispositions spécifiques :

- de la loi du 6 juillet 1989 sur les immeubles à usage d'habitation, relatives aux logements donnés en location à titre exceptionnel et transitoire par les collectivités locales ;
- de l'article L 221-2 du Code de l'urbanisme qui indique que les immeubles acquis pour la constitution de réserves foncières "... ne peuvent faire l'objet que de concessions temporaires qui ne confèrent au preneur aucun droit de renouvellement et aucun droit à se maintenir dans les lieux lorsque l'immeuble est repris en vue de son utilisation définitive".

La durée d'occupation sera strictement limitée à la durée de portage, afin de ne retarder en aucun cas la mise en œuvre du projet.

Dans cette hypothèse, la Collectivité fera son affaire personnelle des contrats nécessaires (eau, électricité, gaz, entretien des parties communes, maintenance des ascenseurs, extincteurs, etc.).

Si, par exception, la gestion était confiée à l'EPF Bretagne, celui-ci bénéficierait alors des mêmes droits et obligations que ceux définis ci-dessus. Si l'EPF Bretagne décide de louer ou de mettre à disposition les biens, il encaissera les loyers correspondants qui viendront en déduction du prix de revient, conformément à l'article 5.4 de la présente convention.

#### > 4.1.4 - Dispositions spécifiques aux biens non bâtis

La Collectivité récupère la gestion des biens non bâtis de manière immédiate, sans PV de remise en gestion. Elle est alors tenue à la surveillance et à l'entretien du bien. Il s'agit notamment de :

- s'assurer de l'efficacité des dispositifs sécurisant les accès ;
- vérifier l'état des clôtures et les réparer le cas échéant ;
- débroussailler, faucher ou tondre régulièrement les espaces végétalisés : à cet égard, la Collectivité s'engage à effectuer ces actions dans le cadre de pratiques respectueuses de l'environnement ;
- élaguer voire abattre les arbres présentant un danger ou empiètement sur les terrains voisins ou sur la voie publique, couper et évacuer les arbres morts ou malades ;
- conserver le bien en état de propreté.

#### > 4.1.5 - Dispositions spécifiques aux biens bâtis à démolir

La Collectivité fera preuve d'une grande vigilance et visitera régulièrement le bien afin d'éviter toute dégradation, pollution ou occupation illégale qui pourrait porter atteinte à la sécurité du bâtiment, de bâtiments voisins ou de tiers ou retarder les travaux. Au besoin elle prendra, après accord de l'EPF Bretagne, les mesures conservatoires appropriées quand celles-ci revêtiront un caractère d'urgence et se fera rembourser de ses dépenses par l'EPF Bretagne si la vente du bien intervient au profit d'une autre personne que la Collectivité.

#### > 4.1.6 - Dispositions spécifiques aux biens bâtis à conserver et non loués

Si l'état du bien l'exige, l'EPF Bretagne en tant que propriétaire, procédera aux travaux dits de grosses réparations définies par l'article 606 du Code Civil afin de préserver l'immeuble dans l'attente de sa réhabilitation. La Collectivité visitant le bien au moins une fois par an s'engage à prévenir rapidement l'EPF Bretagne de toute réparation entrant dans ce cadre.

## Article 4.2 - Assurance

L'EPF Bretagne n'assure que sa garantie en responsabilité civile concernant les biens en portage non-bâtis ou dont le bâti est destiné à la démolition.

Il assure également la garantie dommages aux biens pour les biens bâtis destinés à la réhabilitation ou dont la destination n'est pas déterminée au moment de l'acquisition. **Aussi, lors de chaque acquisition, il appartient à la Collectivité d'informer l'EPF Bretagne sur la destination réservée au bien.** Par ailleurs, la Collectivité pouvant être gestionnaire du bien, elle informera l'EPF Bretagne de toute occupation qu'elle effectuera dans les lieux ou de toute location, gratuite ou non, qu'elle concéderait à un tiers et vérifiera que son locataire s'assure en conséquence.

### **Article 4.3 - Déconstruction, dépollution, études et travaux effectués par l'EPF Bretagne**

Les biens acquis dans le cadre de la présente convention n'ont pas toujours de destination précisément définie au moment de leur acquisition. Cependant, les biens bâtis inoccupés et dégradés ont vocation à être démolis au plus vite quand ils présentent des risques de sécurité. De même, si le sort d'un bien n'est pas fixé ou qu'il est jugé opportun de préserver un bâtiment, celui-ci peut éventuellement nécessiter des mesures de sécurisation pour éviter tout risque d'intrusion.

**La Collectivité précisera donc, avant la signature de l'acte authentique, pour chaque acquisition de parcelle bâtie, s'il y a lieu de préserver ou non les bâtiments.**

L'EPF Bretagne procédera alors s'il y a lieu à la sécurisation du bien. Par ailleurs des études complémentaires (diagnostics techniques, sondages, constat d'huissier, etc.) peuvent être nécessaires.

Sur les emprises qu'il a acquises, l'EPF Bretagne pourra réaliser, à la demande de la Collectivité tous travaux, et opérations foncières permettant de remettre un foncier "prêt à l'emploi", à l'exclusion des travaux d'aménagement. Il pourra s'agir notamment de travaux de déconstruction, de remise en état des sols, de mesures de remembrement, d'opérations de traitement et de surveillance liées à la pollution des sols et du sous-sol et exécutées en vue de leur mise en compatibilité environnementale.

Pour l'accomplissement de ces travaux, l'EPF Bretagne pourra solliciter le concours de toute personne dont l'intervention se révélera nécessaire : géomètre, notaire, ingénierie d'études, huissier, avocat, etc. Le cas échéant, il pourra également faire appel aux services techniques des collectivités.

L'EPF Bretagne sera alors le maître d'ouvrage des travaux ou des études/interventions décidées et en assumera la charge financière et la responsabilité juridique. Le coût de ces travaux ou des études/interventions sera cependant intégré au prix de revient des biens acquis dans le cadre de la présente convention.

**De manière générale, la Collectivité ne peut procéder elle-même à des travaux sur les biens portés par l'EPF Bretagne pour son compte, sauf montage juridique spécifique (ex : démembrement de propriété).**

## CHAPITRE V - Revente des biens acquis

### Article 5.1 - Engagement de rachat des biens acquis

La Collectivité s'engage à racheter les biens acquis par l'EPF Bretagne au plus tard au terme de la présente convention et au prix calculé selon les modalités de la présente convention.

La Collectivité peut également demander à ce que la revente se fasse au profit de tout tiers de son choix (particulier, aménageur, promoteur, bailleur social, autre collectivité, etc.) dans les mêmes conditions. Cependant, si l'acquéreur désigné par la Collectivité fait défaut, l'engagement de rachat de la Collectivité perdure.

### Article 5.2 - Choix des opérateurs

Dans l'hypothèse d'une cession des biens acquis à un ou plusieurs opérateurs (aménageurs, promoteurs, bailleurs sociaux...) pour un projet d'aménagement, la Collectivité procédera au choix de ses opérateurs dans le respect de la législation en vigueur, notamment en ce qui concerne la désignation des concessionnaires chargés d'opérations d'aménagement.

### Article 5.3 - Conditions juridiques de la revente

La revente des biens acquis par l'EPF Bretagne par préemption, par expropriation ou toute autre procédure particulière devra respecter les dispositions légales et réglementaires se rapportant à ces modes d'acquisition.

La Collectivité ou l'opérateur désigné prendront les biens dans l'état où ils se trouveront lors de l'entrée en jouissance, jouiront et supporteront d'éventuelles servitudes actives comme passives.

Les cessions auront lieu par acte notarié au profit de la Collectivité ou de l'opérateur désigné. Exceptionnellement, les cessions pourront avoir lieu par actes administratifs si l'acquéreur assure ou fait assurer la rédaction dudit acte à ses frais. Dans tous les cas, les frais afférents ainsi que tous les frais liés à la vente seront supportés par l'acquéreur.

Toute cession pourra comporter des clauses permettant de garantir le respect par l'acquéreur des objectifs partagés définis à l'article 1.1 de la présente convention. Ces clauses pourront être accompagnées de tout document, annexé à l'acte de vente, formalisant le projet et les engagements pris dans les présentes (respect de la mixité sociale, densité minimum...).

### Article 5.4 - Détermination du prix de cession des biens acquis

Le prix de cession correspond au prix de revient pour la durée de portage prenant en compte l'ensemble des coûts connus et des dépenses susceptibles d'intervenir d'ici la date de cession.

#### > 5.4.1 - Principes de calcul

Le prix de cession correspond au prix de revient comprenant :

- le prix d'acquisition du bien ;
- les frais annexes (notaire, géomètre, avocat, expert, commission d'agence, etc.) ;
- le cas échéant, les frais de libération (indemnité d'éviction des locataires et titulaires de droits, etc.) ;
- les coûts de gestion supportés par l'EPF Bretagne en tant que propriétaire (dont impôts liés aux biens acquis, réparations, entretien, sécurisation...) ;
- les dépenses de remise en état des sols (diagnostics techniques, déconstruction, dépollution, travaux, etc.) y compris les frais de maîtrise d'œuvre ;

- le coût des diagnostics techniques et études liés au site ;
- les sommes éventuellement dues au titre du taux d'actualisation.

L'EPF Bretagne indique que compte tenu de sa qualité d'assujéti à la TVA, il soumettra la revente (ou les reventes fractionnées) des biens acquis dans le cadre de la présente convention, au régime de la TVA applicable au moment de la revente. Cette TVA sera ajoutée au prix de revente que la Collectivité ou son mandataire s'engage à payer.

#### > 5.4.2 - Déductions

Seront déduites du prix de revient, lorsqu'elles existent :

- les subventions reçues par l'EPF Bretagne pour la réalisation du projet ; à cet égard, dans le cas où la Collectivité percevrait directement des subventions en vue de l'acquisition des biens objet de la présente convention, la Collectivité pourra les reverser dès perception à l'EPF Bretagne ;
- les recettes locatives perçues par l'EPF Bretagne pendant la durée de portage ;
- les recettes autres que locatives.

#### > 5.4.3 - Dispositif de minoration foncière

Afin d'encourager les opérations en renouvellement urbain, un dispositif de minoration du prix de revient des biens portés peut être proposé par l'EPF Bretagne.

Il a vocation à provoquer un effet levier pour faciliter les opérations sur des sites de renouvellement urbain (friches, dents creuses, milieux bâtis...) confrontés à des difficultés opérationnelles particulières. Il s'applique aux opérations d'habitat ou mixtes et aux opérations à vocation économique, mais pas aux opérations liées aux risques (PPRI, PPRT...) ni aux opérations de préservation des espaces naturels et/ou agricoles. Il a également vocation à faciliter la production de logements locatifs sociaux.

Il consiste en un abattement appliqué au prix de revient des travaux effectués par l'EPF Bretagne (**en aucun cas la minoration ne peut s'appliquer à des travaux effectués par un autre maître d'ouvrage**), ainsi qu'aux prestations intellectuelles et techniques afférentes (diagnostics techniques, CSPS, contrôles techniques...).

Les travaux concernés sont les suivants :

- la démolition et le désamiantage des bâtiments ;
- la dépollution des sols ;
- l'EPF Bretagne peut être amené à traiter la pollution liée à une activité antérieure du site, de manière à stopper son éventuelle migration, conformément à ses obligations en tant que propriétaire sur la durée du portage ;
- la dépollution d'un terrain est toujours définie au cas par cas et envisagée en lien avec les acteurs concernés (collectivités, aménageur...), dans un souci d'efficacité globale du projet ;
- les travaux conservatoires sur le bâti permettant de conserver les constructions existantes en l'état (clos et couvert), lorsque cela est pertinent pour la poursuite du projet, ces travaux consistent notamment dans la conservation du bon état de la structure et les grosses réparations au sens de l'article 606 du Code Civil dans le cas où le bien a subi un dommage avant l'acquisition par l'EPF Bretagne ;
- il s'agit également du curage et du désamiantage préalables à une réhabilitation ;
- la réhabilitation lourde du bâti, en tant que telle et en vue du projet d'aménagement et/ou de construction, relève du porteur de projet et n'est donc pas incluse dans le dispositif de minoration.

**Afin de favoriser les projets comportant des coûts de remise en état des biens significatifs, la part du prix de revient correspondant à ces travaux pourra être minorée à hauteur de 40%.**

Dans le cas où la Collectivité s'engage en outre à produire 50% de logements abordables, dont 30% de logements locatifs sociaux type PLUS-PLAI, la minoration pourra être portée à 60% du coût des travaux.

Dans tous les cas, l'économie générale du projet devra être respectée et la mise en œuvre de la minoration ne devra pas conduire à une moindre optimisation de l'opération.

Un double plafond encadre le dispositif de minoration :

**Le montant de la minoration ne pourra excéder 50% du déficit foncier de l'opération.** Ce déficit est entendu comme la différence entre les dépenses foncières supportées par l'EPF Bretagne (acquisition,

coûts de gestion, travaux...), et le montant auquel l'opérateur est prêt à racheter le bien dans le cadre du projet de la Collectivité. Ces recettes foncières sont estimées en lien avec la Collectivité et objectivées sur la base d'une grille de lecture permettant à l'EPF Bretagne de comparer les pratiques des différents territoires.

Par ailleurs, **au-delà d'un montant de minoration de 500 000€, le bureau sera en droit de réinterroger l'opportunité et les modalités de calcul et d'application du dispositif.**

Les études de maîtrise d'œuvre, le coût réel des acquisitions et des travaux, l'évolution éventuelle du projet de la Collectivité et du marché immobilier sont cependant de nature à remettre en question le principe même et/ou le montant de ladite minoration qui fera l'objet d'un dispositif de suivi comme indiqué ci-dessous.

#### Suivi dans le temps de la minoration :

Une première estimation de la minoration potentielle du prix de revient est établie en collaboration avec la Collectivité à partir des éléments prévisionnels disponibles (bilan, compte à rebours, estimation du coût des travaux, etc.). A ce stade, il ne s'agit en aucun cas d'un engagement ferme et définitif de l'EPF Bretagne.

Cette estimation est ensuite régulièrement révisée tout au long de la convention, notamment dans le cadre du dispositif de suivi prévu à l'article 2.5 qui sera l'occasion de revenir sur l'avancement du portage foncier et sur le projet de la Collectivité.

Ainsi, les éléments pouvant conduire à une réévaluation du montant de la minoration foncière (coût des travaux, pourcentage de LLS...) ou du déficit foncier qui plafonne cette minoration (précision des coûts d'acquisitions, de travaux et des recettes, changement de périmètre, modification des réglementations et documents d'urbanisme, etc.) seront pris en compte.

C'est au moment de la cession que la minoration sera éventuellement appliquée (en diminution du prix de revient) et le calcul du déficit foncier fiabilisé. Le prix de revient du bien porté par l'EPF Bretagne (dont le montant des travaux) sera connu à ce stade. Le montant des recettes attendues pourra être précisé, voire arrêté, selon l'avancement du projet de la Collectivité et les éléments dont elle dispose. L'EPF Bretagne évaluera si possible ces recettes sur la base des éléments suivants :

- permis de construire ou d'aménager ;
- offre de l'opérateur faisant mention des charges foncières au vu des différentes typologies de logements, adossée à un bilan ;
- plan de financement du bailleur social ;
- etc.

A défaut, la Collectivité aura un délai de 5 ans à compter de la cession pour produire ces pièces.

Dans tous les cas, l'économie générale du projet devra être respectée.

Par ailleurs, l'application de la minoration au moment de la revente fera l'objet d'une "clause de retour à meilleure fortune" dans l'acte de revente, à la charge de l'opérateur ou de la Collectivité maître d'ouvrage du projet.

Ainsi en cas de non-respect des critères de la convention et/ou si, suite à la réalisation effective du projet, il s'avère que le déficit foncier est moins important que prévu, (voire a disparu, notamment en raison de recettes foncières plus fortes), remettant en cause le plafond de 50 % évoqué ci-dessus, **l'EPF Bretagne sera en droit de réclamer à la Collectivité ou à l'opérateur le trop-perçu de minoration voire la totalité de son montant.**

A ce stade, il n'est pas envisagé de mettre en œuvre le dispositif de minoration.

#### > 5.4.4 - Revente à des opérateurs autres que la Collectivité

Dans le cas d'opérations mixtes, les reventes seront réalisées sur la base du prix de revient global du terrain acquis, avec possibilité d'effectuer, sur demande de la Collectivité, une péréquation entre les différentes parties de programme et une éventuelle participation de la Collectivité (subvention complément de prix ou convention de remboursement) pour atteindre le prix de revient.

### **Article 5.5 - Paiement du prix lors de la revente**

Le paiement du prix tel que déterminé ci-dessus aura lieu au moment de la cession, y compris en cas de substitution d'un tiers désigné par la Collectivité, sous réserve toutefois, pour les personnes morales de droit public, de l'application des règles de comptabilité publique. Le paiement sur production d'une attestation notariale sera privilégié.

### **Article 5.6 - Pénalité en cas de non-respect des engagements relatifs au projet**

Si, de sa propre initiative, dans les 5 ans de la revente, la Collectivité ne réalise pas un projet respectant les engagements définis à l'article 1.1 des présentes, ou fait des biens revendus une utilisation incompatible avec ces engagements, elle sera redevable envers l'EPF Bretagne d'une pénalité fixée forfaitairement à 10 % du prix de revient hors taxes de l'ensemble des biens portés et/ou de l'ensemble des études réalisées pour cette opération.

La conformité du projet réalisé aux engagements pris sera vérifiée au vu de tout document permettant d'apprécier les conditions de réalisation effectives de l'opération

Fait en 3 exemplaires

|                                                                                                    |                                                                                                                                                  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| A Auray,<br>Le<br><br><b>Pour la commune d'Auray,</b><br>Le Maire,<br><br><br><b>Jean DUMOULIN</b> | A Rennes,<br>Le<br><br><b>Pour l'Etablissement Public Foncier de<br/>Bretagne,</b><br>La Directrice Générale,<br><br><br><b>Carole CONTAMINE</b> |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

|                                        |
|----------------------------------------|
| <b>AVIS DU CONTROLEUR GENERAL EPFB</b> |
| Avis favorable / défavorable           |
| N° :                                   |
| Date :                                 |
| Signature :                            |

Envoyé à la Sous-Préfecture le 16/04/2018  
Compte-rendu affiché le 16/04/2018  
Reçu par la Sous-Préfecture le 16/04/2018

**23- DEEJ - GARDERIE PERI-SCOLAIRE DE L'ÉCOLE SAINTE-THÉRÈSE**  
**- APPROBATION D'UNE CONVENTION AVEC L'ASSOCIATION DES PARENTS**  
**D'ELEVES**  
**- AUTORISATION À DONNER AU MAIRE DE LA SIGNER**

Madame Françoise NAEL, 8ème Adjointe, expose à l'assemblée :

Par convention, en date du 22 mars 2006, la commune d'Auray s'est engagée à verser une participation financière annuelle à l'association de parents d'élèves de l'école privée Sainte-Thérèse. Cette contribution avait été fixée à 1 500 € par an. Elle avait été revalorisée en 2017 pour atteindre 1 685,32 €.

La garderie fonctionne les lundis, mardis, jeudis et vendredis, en période scolaire, de 7 heures 30 à 8 heures 30 et de 16 heures 30 à 19 heures.

Les tarifs sont les suivants :

1 € la demi-heure

1,80 € l'heure

2,00 €/jour X le nombre de jours du mois pour les enfants qui fréquentent régulièrement la garderie.

Ladite convention, qui lie la commune à l'association de parents de l'école privée Sainte-Thérèse, est arrivée à expiration. Il est proposé de renouveler ce partenariat financier. Il est proposé de calculer le montant 2018 en appliquant la variation de l'indice des prix à la consommation hors tabac comme cela a été fait en 2017, donnant ainsi un montant de 1 703,86 euros.

Vu l'avis favorable de la commission « Vie Scolaire, Rythmes scolaires, Enfance, Loisirs, » le 22 mars 2018,

A reçu un avis favorable en Municipalité du 03/04/2018,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés ( 33 voix pour),

Le Conseil municipal :

- **DÉCIDE** du versement en 2018 d'une subvention d'un montant de 1 703,86 € à l'A.P.E.L. de l'école privée Sainte-Thérèse, pour l'organisation de la garderie périscolaire ;

- **AUTORISE** M. le Maire à signer la convention avec l'A.P.E.L. Sainte-Thérèse.

## CONVENTION

### **PARTICIPATION COMMUNALE AUX DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DE LA GARDERIE PÉRI-SCOLAIRE DE L'ÉCOLE PRIVÉE SAINTE THÉRÈSE**

#### **Préambule**

Les enfants de l'école privée Sainte-Thérèse bénéficient du système de garde mis en place par la direction de l'école, qui fonctionne les lundis, mardis, jeudis et vendredis pendant les périodes scolaires, de 7 heures 30 à 8 heures 30 et de 16 heures 30 à 19 heures.

La participation financière demandée aux familles s'établit comme suit :

1,00 € la demi-heure

1,80 € l'heure

2,00 €/jour X nombre de jours dans le mois pour les enfants qui fréquentent régulièrement la garderie

Chaque année, depuis 2006, la commune d'Auray verse à l'Association de Parents d'élèves de l'Enseignement Libre « école Sainte-Thérèse » une participation financière. La convention, qui lie la commune à l'école privée Sainte-Thérèse, est venue à expiration. Ce partenariat financier est prorogé.

---

Entre Monsieur Jean DUMOULIN, Maire d'Auray, agissant pour le compte de la commune, en vertu de la délibération du conseil municipal, du 10 avril 2018

Et Monsieur Jean-Philippe FAGET, agissant en qualité de président de l'association des parents d'élèves de l'enseignement libre (A.P.E.L.) « école Sainte-Thérèse »,

#### **IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : la commune d'Auray apporte une contribution financière à l'A.P.E.L. de l'école Sainte Thérèse, pour les seuls enfants Alréens.

**ARTICLE 2** : la participation financière de la commune est fixée à 1.703,86 € pour l'année 2018.

**ARTICLE 3** : le mandatement de la prise en charge communale sera effectué par mandat administratif émis au profit du président de l'A.P.E.L. et imputé à l'article 6574 de la fonction 421 du budget communal.

Le versement sera effectué après le vote du budget primitif des années sus-visées.

ARTICLE 4 : en complément du contrôle financier de la trésorerie principale d'Auray, l'A.P.E.L. s'engage à fournir à l'administration municipale toutes justifications de l'utilisation des sommes perçues et, notamment, le bilan financier de la garderie et le nombre d'heures de fréquentation des enfants d'Auray.

ARTICLE 5 : La présente convention prendra effet au 1<sup>er</sup> janvier 2018 pour se terminer le 31 décembre 2018.

Elle sera annulée de plein droit en cas de non affectation de la contribution financière de la commune à l'organisation de la garderie scolaire.

Établi en double exemplaire, à Auray, le .....

Le Président de l'association de parents d'élèves  
de l'école Sainte-Thérèse,

Le Maire,

M. Jean-Philippe FAGET

M. Jean DUMOULIN

Envoyé à la Sous-Préfecture le 16/04/2018  
Compte-rendu affiché le 16/04/2018  
Reçu par la Sous-Préfecture le 16/04/2018

## **24- DEEJ - TARIFS ENFANCE ET JEUNESSE ETE 2018**

Madame Françoise NAEL, 8ème Adjointe, expose à l'assemblée :

Pour faire suite à l'étude portant sur le nouveau monde de calcul fondé sur le quotient familial CAF mis en place depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2016, et dans un souci de cohérence et de lisibilité, il est proposé d'augmenter les tarifs selon l'évolution de l'indice des prix à la consommation, soit 1,20 %, les propositions d'évolutions des tarifs pour l'été 2018 sont identiques pour les services Enfance et Jeunesse.

### **1/ SERVICE ENFANCE**

En 2017, les enfants de 7-8 ans accueillis en juillet à Ker Yvonnick ont bénéficié d'un tarif expérimental, n'incluant pas le transport. Le même tarif était appliqué à ces enfants et aux enfants de 3-6 ans qui eux restaient à Arlequin.

Or, un même enfant qui a fréquenté Ker Yvonnick durant les deux mois d'été a ainsi pu se trouver avec une tarification différente en juillet et en août à Ker Yvonnick.

Cette année, il est proposé de **lier le tarif au site**. Ker Yvonnick offre des activités plus diversifiées avec l'attrait du bord de mer et le budget transport est à intégrer.

De plus, il est proposé d'**abaisser l'âge des enfants pouvant être accueillis à Ker Yvonnick**, afin qu'un plus grand nombre profite du site, d'autant que les enfants de 5 ans et plus ne sont pas concernés par la sieste.

Enfin, il est proposé d'**augmenter les tarifs de 1,20 %** selon l'évolution de l'indice des prix à la consommation.

### **ALSH ARLEQUIN / KER YVONNICK - TARIFS ÉTÉ 2017**

Enfants d'âge maternel (3-6 ans) accueillis à l'ALSH Arlequin (uniquement juillet)  
+ enfants d'âge élémentaire (8 à 12 ans) du KLUB à Arlequin (juillet et août)  
+ enfants d'âge élémentaire (7 à 8 ans) accueillis à l'ALSH Ker Yvonnick (uniquement en juillet)

| <b>TARIFS 2017</b> | <b>ALSH</b> | <b>ALSH journée</b> | <b>Restauration et</b> | <b>Garderie (à la</b> | <b>Nuitée</b> |
|--------------------|-------------|---------------------|------------------------|-----------------------|---------------|
|--------------------|-------------|---------------------|------------------------|-----------------------|---------------|

|                                                    | <b>1/2<br/>journé<br/>e</b> | <b>sans repas</b> | <b>pause méridienne</b> | <b>demi-heure)</b> |        |
|----------------------------------------------------|-----------------------------|-------------------|-------------------------|--------------------|--------|
| Tarif mini Alréen                                  | 2,37                        | 4,74              | 0,81                    | 0,41               | 2,81   |
| Tarif maxi Alréen                                  | 5,97                        | 11,94             | 4,04                    | 1,12               | 7,10   |
| Taux d'effort<br>appliqué sur les<br>tarifs Alréen | 0,0053                      | 0,0053            | 0,0049                  | 0,0013             | 0,0070 |
| Tarif non Alréen                                   | 6,23                        | 12,46             | 4,31                    | 1,47               | 7,41   |

## ALSH ARLEQUIN - PROPOSITION TARIFS ÉTÉ 2018

Enfants accueillis uniquement sur le site d'Arlequin

Enfants d'âge maternel (3-5 ans) accueillis à l'ALSH Arlequin (uniquement juillet)

+ enfants d'âge élémentaire (8 à 12 ans) du KLUB à Arlequin (juillet et août)

| <b>Propositions tarifs 2018</b>              | <b>ALSH 1/2 journée</b> | <b>ALSH journée sans repas</b> | <b>Restauration et pause méridienne</b> | <b>Garderie (à la demi-heure)</b> | <b>Nuitée</b> |
|----------------------------------------------|-------------------------|--------------------------------|-----------------------------------------|-----------------------------------|---------------|
| Tarif mini Alréen                            | 2,40                    | 4,80                           | 0,82                                    | 0,41                              | 2,82          |
| Tarif maxi Alréen                            | 6,04                    | 12,08                          | 4,09                                    | 1,13                              | 7,11          |
| Taux d'effort appliqué sur les tarifs Alréen | 0,0054                  | 0,0054                         | 0,0050                                  | 0,0013                            | 0,0071        |
| Tarif non Alréen                             | 6,30                    | 12,57                          | 4,36                                    | 1,49                              | 7,50          |

**ALSH KER YVONNICK - TARIFS ÉTÉ 2017**  
 Enfants accueillis en août (ouverts au 3 à 7 ans)

| <b>TARIFS 2017</b>                           | <b>ALSH journée avec transport et repas</b> | <b>Garderie (à la demi-heure)</b> | <b>Nuitée</b> |
|----------------------------------------------|---------------------------------------------|-----------------------------------|---------------|
| Tarif mini Alréen                            | 10,25                                       | 0,41                              | 2,81          |
| Tarif maxi Alréen                            | 17,73                                       | 1,12                              | 7,10          |
| Taux d'effort appliqué sur les tarifs Alréen | 0,017                                       | 0,0013                            | 0,0073        |
| Tarif non Alréen                             | 21,17                                       | 1,47                              | 7,41          |

**ALSH KER YVONNICK - PROPOSITION TARIFS ÉTÉ 2018**

Enfants accueillis en juillet (ouvert aux 5 à 7 ans) et enfants accueillis en août (ouvert aux 3 à 7 ans)

| <b>TARIFS 2018</b>                           | <b>ALSH journée avec transport et repas</b> | <b>Garderie (à la demi-heure)</b> | <b>Nuitée</b> |
|----------------------------------------------|---------------------------------------------|-----------------------------------|---------------|
| Tarif mini Alréen                            | 10,37                                       | 0,41                              | 2,82          |
| Tarif maxi Alréen                            | 17,94                                       | 1,13                              | 7,11          |
| Taux d'effort appliqué sur les tarifs Alréen | 0,017                                       | 0,0013                            | 0,0074        |
| Tarif non Alréen                             | 21,42                                       | 1,49                              | 7,50          |

A titre exceptionnel, pour les enfants ayant un repas fourni par la famille dans le cadre d'un PAI :

| <b>TARIFS 2018</b>                           | <b>ALSH journée sans repas avec transport</b> |
|----------------------------------------------|-----------------------------------------------|
| Tarif mini Alréen                            | 9,56                                          |
| Tarif maxi Alréen                            | 13,90                                         |
| Taux d'effort appliqué sur les tarifs Alréen | 0,017                                         |
| Tarif non Alréen                             | 17,11                                         |

### MINI-CAMPS ENFANCE - TARIFS 2017

| TARIFS 2017                                  | Mini-camp 4 jours 3 nuits                     | Mini-camp 5 jours 4 nuits                     | Garderie<br>(à la demi-heure) |
|----------------------------------------------|-----------------------------------------------|-----------------------------------------------|-------------------------------|
| Tarif mini Alréen                            | 62,30<br>(4 jours à 10,25 et 3 nuits à 7,10)  | 79,65<br>(5 jours à 10,25 et 4 nuits à 7,10)  | 0,41                          |
| Tarif maxi Alréen                            | 92,22<br>(4 jours à 17,73 et 3 nuits à 7,10)  | 117,05 (5 jours à 17,73 et 4 nuits à 7,10)    | 1,12                          |
| Taux d'effort appliqué sur les tarifs Alréen | 0,12                                          | 0,12                                          | 0,0013                        |
| Tarif non Alréen                             | 105,98<br>(4 jours à 21,17 et 3 nuits à 7,10) | 134,25<br>(4 jours à 21,17 et 3 nuits à 7,10) | 1,47                          |

### MINI-CAMPS ENFANCE - PROPOSITION TARIFS 2018

Il est proposé d'augmenter les tarifs de 1,20 % selon l'évolution de l'indice des prix à la consommation.

| TARIFS 2018                                  | Mini-camp 4 jours 3 nuits                     | Mini-camp 5 jours 4 nuits                     | Garderie<br>(à la demi-heure) |
|----------------------------------------------|-----------------------------------------------|-----------------------------------------------|-------------------------------|
| Tarif mini Alréen                            | 63,05<br>(4 jours à 10,37 et 3 nuits à 7,19)  | 80,61<br>(5 jours à 10,37 et 4 nuits à 7,19)  | 0,41                          |
| Tarif maxi Alréen                            | 93,33<br>(4 jours à 17,94 +3 nuits à 7,19)    | 118,46<br>(5 jours à 17,94 +4 nuits à 7,19)   | 1,13                          |
| Taux d'effort appliqué sur les tarifs Alréen | 0,12                                          | 0,12                                          | 0,0013                        |
| Tarif non Alréen                             | 107,25<br>(4 jours à 21,42 et 3 nuits à 7,19) | 135,86<br>(5 jours à 21,42 et 4 nuits à 7,19) | 1,49                          |

## 2 / SERVICE JEUNESSE

### MINI CAMPS JEUNESSE - TARIFS 2017

| TARIFS 2017       | Mini-camp 2 jours 1 nuit | Mini-camp 3 jours 2 nuits | Mini-camp 4 jours 3 nuits | Mini-camp 5 jours 4 nuits | Tarif journalier |
|-------------------|--------------------------|---------------------------|---------------------------|---------------------------|------------------|
| Tarif mini Alréen | 45,72€                   | 68,58€                    | 91,44€                    | 114,30€                   | 22,86€           |

|                                              |        |         |         |         |        |
|----------------------------------------------|--------|---------|---------|---------|--------|
| Tarif maxi Alréen                            | 71,54€ | 107,31€ | 143,08€ | 178,85€ | 35,77€ |
| Taux d'effort appliqué sur les tarifs Alréen | 0,07   | 0,105   | 0,14    | 0,175   |        |
|                                              | 0,035  |         |         |         |        |
| Tarif non Alréen                             | 79,68€ | 119,52€ | 159,36€ | 199,20€ | 39,84€ |

### MINI CAMPS JEUNESSE - PROPOSITION TARIFS 2018

Il est proposé d'augmenter les tarifs de 1,20 % selon l'évolution de l'indice des prix à la consommation.

| TARIFS 2018                                  | Mini-camp 2 jours 1 nuit | Mini-camp 3 jours 2 nuits | Mini-camp 4 jours 3 nuits | Mini-camp 5 jours 4 nuits | Tarif journalier |
|----------------------------------------------|--------------------------|---------------------------|---------------------------|---------------------------|------------------|
| Tarif mini Alréen                            | 46,26€                   | 69,39€                    | 92,52€                    | 115,56€                   | 23,13€           |
| Tarif maxi Alréen                            | 72,40€                   | 108,60€                   | 144,80€                   | 181€                      | 36,20€           |
| Taux d'effort appliqué sur les tarifs Alréen | 0,07                     | 0,105                     | 0,14                      | 0,175                     |                  |
|                                              | 0,035                    |                           |                           |                           |                  |
| Tarif non Alréen                             | 80,64€                   | 120,96€                   | 161,28€                   | 201,60€                   | 40,32€           |

## SÉJOURS

Le service Jeunesse organise chaque été des séjours. Ceux-ci se différencient des mini-camps entre autres par leur durée : il s'agit ici de séjours de plus de 7 jours.

Depuis 2008, la CAF du Morbihan a mis en place un dispositif spécifique pour les séjours de 7 jours/6 nuits et plus : elle participe à hauteur de 22 € par jour maximum avec un minimum laissé à la charge des familles de 5€ par jour et par enfant pour les familles bénéficiaires des bons CAF. Ces aides s'appliquent, pour l'année 2018, jusqu'au quotient familial CAF 600 inclus. Le montant de l'aide ne varie pas suivant la proximité ou l'éloignement du séjour.

Le service jeunesse propose d'organiser quatre séjours cet été.

Pour les 12-14 ans : 2 séjours de 7 jours/6 nuits, au camping municipal de Penthièvre du 14/7 au 20/7 et du 22/7 au 28/7. 44 places.

Pour les 14-17 ans : 1 séjour de 7 jours/6 nuits au camping municipal de Groix du 7/7 au 13/7 et 1 séjour de 9 jours/8 nuits à St Pée de Bigorre dans les Pyrénées en hébergement en dur. 22 places pour chaque séjour.

Total journées jeunes prévisionnelles : 660

Nombre de places : 88

Comme en 2017, il est proposé que les tarifs de ces séjours soit définis en fonction du coût journée net restant à la charge de la collectivité avec un pourcentage de participation mairie de 60 % maximum, en appliquant les mêmes taux d'effort.

Enfin, il est proposé d'**augmenter les tarifs de 1,20 %** selon l'évolution de l'indice des prix à la consommation.

### SEJOURS 12-14 ans Penthièvre - 44 places - 2 x 7 jours / 6 nuits

|                      | TARIFS 2017                                               | PROPOSITION TARIFS 2018<br>Tarifs +1,20 % |
|----------------------|-----------------------------------------------------------|-------------------------------------------|
| Tarif alréen minimum | 161 €<br>(23 €/jour)<br>41,6 % des participants<br>QF<596 | 162,93 €<br>(23,38€/jour)                 |
| Tarif alréen maximum | 210 €<br>(30 €/jour)<br>38,8 % des participants<br>QF>777 | 212,52 €<br>(30,36 €/jour)                |
| Taux d'effort        | 0,27<br>19,4 % des participants                           | 0,27                                      |

|                                   |                          |                                             |
|-----------------------------------|--------------------------|---------------------------------------------|
| Coût net contribuable             | 197,32€<br>(28,19€/jour) | 241,42€<br>(34,48 €/jour) -<br>prévisionnel |
| Taux de participation de la Ville | 50,52 %                  | 55,11 %                                     |
| Tarif non-alréen                  | 238 €<br>(34 €/jour)     | 240,86 €<br>(34,41 €/jour)                  |
| Nombre de places total            | 43                       | 44                                          |

### SEJOUR 14-17 ans Groix - 22 places - 7 jours / 6 nuits

|                                   | TARIFS 2017<br>(sauvetage nautique)                           | PROPOSITION TARIFS 2018<br>Tarifs +1,20 % |
|-----------------------------------|---------------------------------------------------------------|-------------------------------------------|
| Tarif alréen minimum              | 199,15 €<br>(28,45 €/jour)<br>25 % des participants<br>QF<746 | 201,54€<br>(28,79€/jour)                  |
| Tarif alréen maximum              | 259,77 €<br>(37,11 €/jour)<br>75 % des participants<br>QF>973 | 262,89€<br>(37,56€/jour)                  |
| Taux d'effort                     | 0,267<br>0 % des participants                                 | 0,267                                     |
| Coût net contribuable             | 487,45€<br>(69,64€/jour)                                      | 270,10€<br>(38,59€ /jour)                 |
| Taux de participation de la Ville | 64,68 %                                                       | 53,36 %                                   |
| Tarif non-alréen                  | 287,77 €<br>(41,11 €/ jour)                                   | 291,22€<br>(41,60€/jour)                  |
| Nombre de places total            | 20                                                            | 22                                        |

### SEJOUR 14-17ans St Pée de Bigorre - 22 places - 10 jours / 9 nuits

|                                   | TARIFS 2017                                                     | PROPOSITION TARIFS 2018<br>Tarifs +1,20 % |
|-----------------------------------|-----------------------------------------------------------------|-------------------------------------------|
| Tarif alréen minimum              | 340,50 €<br>(34,05 €/jour)<br>35,7 % des participants<br>QF<709 | 344,59€<br>(34,46€/jour)                  |
| Tarif alréen maximum              | 444,10 € (44,41€/ jour)<br>57,14 % des participants<br>QF>926   | 449,43€<br>(44,94€/jour)                  |
| Taux d'effort                     | 0,48<br>7,14 % des participants<br>(QF >709 et < 926)           | 0,48                                      |
| Coût net contribuable             | 708,7€<br>(70,87€/jour)                                         | 519,51€<br>(51,95€/jour)                  |
| Taux de participation de la Ville | 65,86 %                                                         | 53,02%                                    |
| Tarif non-alréen                  | 484,10 €<br>(48,41 €/jour)                                      | 489,91€<br>(48,99€/jour)                  |

|                        |    |    |
|------------------------|----|----|
| Nombre de places total | 16 | 22 |
|------------------------|----|----|

Vu l'avis favorable de la commission « Vie Scolaire, Rythmes scolaires, Enfance, Loisirs » le 22 mars 2018,

A reçu un avis favorable en Municipalité du 03/04/2018,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés ( 33 voix pour),

Le Conseil municipal :

- **APPROUVE** les nouveaux tarifs Enfance et Jeunesse pour l'été 2018.

|                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Envoyé à la Sous-Préfecture le 16/04/2018<br>Compte-rendu affiché le 16/04/2018<br>Reçu par la Sous-Préfecture le 16/04/2018 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

## **25- DEEJ - VERSEMENT DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DU CONTRAT DE VILLE**

Madame Pierrette LE BAYON, 2ème Adjointe, expose à l'assemblée :

Dans le cadre de l'appel à projets 2018 du Contrat de Ville d'Auray, des porteurs de projets ont sollicité des subventions de la part de la Ville d'Auray.

Les projets ont été soumis pour avis au Conseil citoyen le 22 janvier 2018.

Le comité des financeurs du 23 février 2018 et le comité de pilotage du Contrat de ville du 13 mars 2018 ont par ailleurs permis aux différents partenaires de proposer la répartition des crédits. L'État a émis comme condition à sa participation aux actions un cofinancement de la Ville.

Les subventions proposées sont celles listées en annexe.

La ville perçoit tous les ans les subventions de la CAF pour les porteurs en année N+1 et les reverse aux porteurs de projets. A titre dérogatoire et exceptionnel, le cirque Métropole, au vue du tarif très préférentiel qui a été appliqué, sollicite le versement anticipé des 400 € alloués par la CAF.

Vu l'avis favorable de la commission «des subventions » le 26 février 2018,

A reçu un avis favorable en Municipalité du 03/04/2018,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés ( 33 voix pour),

Le Conseil municipal :

- **APPROUVE** le versement des subventions relevant de la politique de la Ville aux associations porteuses de projet.

- **APPROUVE** le versement de la subvention de 400 € relevant de la politique de la Ville au cirque métropole, en amont du versement de la CAF.

Tableau des financements Politique de la ville 2018

| Tiers                                                         | Action de demande                                                                                                                                        | Nouvelle action ou renouvellement | Coût de l'action | Crédits CGET proposés par l'État | Crédits spécifiques proposés ville | Crédits spécifiques proposés CAF |
|---------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|------------------|----------------------------------|------------------------------------|----------------------------------|
| <b>Cadre de vie et renouvellement urbain</b>                  |                                                                                                                                                          |                                   |                  |                                  |                                    |                                  |
| UTM (ALTERNATIBA)                                             | jardin paysager                                                                                                                                          | N                                 | 20000            | 1000                             | 500                                | 0                                |
| LE JARDIN DU VALLON ALREEN                                    | jardinage et lien social                                                                                                                                 | N                                 | 9600             | 1000                             | 600                                | 500                              |
| <b>Cohésion Sociale</b>                                       |                                                                                                                                                          |                                   |                  |                                  |                                    |                                  |
| DEFIS                                                         | accès à l'outil numérique et découverte de l'e-administration                                                                                            | N                                 | 10236            | 2500                             | 2500                               | 0                                |
| BABEL COOK                                                    | Ateliers cuisine du monde                                                                                                                                | R                                 | 7150             | 1500                             | 1000                               | 1000                             |
| BABEL COOK                                                    | Festival des galettes et sorties familiales                                                                                                              | R                                 | 6000             | 500                              | 0                                  | 0                                |
| CENTRE D'ETUDE ET D'ACTION SOCIALES DU MORBIHAN               | Ateliers d'apprentissage du français langue étrangère AURAY                                                                                              | R                                 | 28665            | 1000                             | 1000                               | 500                              |
| CENTRE INFORMATION DROITS DES FEMMES ET FAMILLES DU MORBIHAN  | Ouverture d'un lieu de rencontres convivial, solidaire et participatif, porté et dynamisé par des femmes pour toutes et tous (nom en cours de réflexion) | N                                 | 12500            | 5000                             | 4500                               | 1500                             |
| LA BECANE                                                     | Atelier participatif pour la réparation et le recyclage de vélos                                                                                         | R                                 | 78410            | 3000                             | 3500                               | 1000                             |
| ALOHA SAUVETAGE ET SECOURISME ASSOCIATION                     | Stage de découverte du sauvetage sportif                                                                                                                 | R                                 | 2960             | 0                                | 1620                               | 460                              |
| LUDOTHEQUE LA MARELLE                                         | Après-midi Jeux au Parco Pointer                                                                                                                         | R                                 | 3920             | 700                              | 600                                | 900                              |
| LUDOTHEQUE LA MARELLE                                         | Festival de Jeux : "Jeux d'Hiver & Variés", 2ème édition                                                                                                 | R                                 | 7850             | 500                              | 600                                | 500                              |
| LUDOTHEQUE LA MARELLE                                         | Soirées Jeux de société                                                                                                                                  | R                                 | 3790             | 300                              | 900                                | 350                              |
| PROMOTION DEVELOPPEMENT SPECTACLE ARTISTIQUE CULTUREL         | APDSAC- Atelier participatif autour de l'art du cirque                                                                                                   | R                                 | 7900             | 3900                             | 3600                               | 400                              |
| LES PETITS DEBROUILLARDS GRAND OUEST                          | Les Sciences en Bas de Chez Toi                                                                                                                          | R                                 | 7421             | 0                                | 1000                               | 2000                             |
| LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT FEDERATION DU MORBIHAN                | Défis sports                                                                                                                                             | N                                 | 6450             | 0                                | 3225                               | 0                                |
| LA BECANE                                                     | La becane 56 autour d'AURAY                                                                                                                              | N                                 | 33000            | 500                              | 500                                | 0                                |
| PIMMS DE LORIENT : POINT INFORMATION MEDIATION MULTI SERVICES | Promotion de l'accès aux droits, de l'implication dans la vie locale - Auray                                                                             | R                                 | 40837            | 4000                             | 6000                               | 1000                             |
| <b>Emploi et développement économique</b>                     |                                                                                                                                                          |                                   |                  |                                  |                                    |                                  |
| AGORA                                                         | La route de l'emploi                                                                                                                                     | N                                 | 15000            | 8000                             | 1000                               | 0                                |

Envoyé à la Sous-Préfecture le 16/04/2018  
Compte-rendu affiché le 16/04/2018  
Reçu par la Sous-Préfecture le 16/04/2018

**26- DAGRH - CREATION D'UN EMPLOI D'ADJOINT D'ANIMATION POUR DES FONCTIONS DE MANAGER DE CENTRE-VILLE À TEMPS NON COMPLET 17,5/35EME.**

Madame Pierrette LE BAYON, 2ème Adjointe, expose à l'assemblée :

Auray dispose d'un tissu commercial de qualité et diversifié, composé de nombreux commerces de proximité qui animent particulièrement le centre-ville, ainsi que les autres pôles d'activités présents sur son territoire.

Pour soutenir cette dynamique, la Ville d'Auray a mis en œuvre depuis plusieurs années un plan d'actions spécifiques pour le développement de son tissu commercial et artisanal.

Dans ce cadre, un des axes structurant de ce plan d'actions est le recrutement d'un professionnel compétent, dit « manager de centre-ville », dont les missions seront de contribuer au renforcement et à la pérennisation du tissu commercial urbain.

Le manager de centre-ville d'Auray assurera les missions suivantes :

- Participer à l'élaboration et mise en œuvre d'une politique économique visant à préserver et renforcer le commerce local, notamment dans le centre-ville et les quartiers périphériques ;
- Permettre la reconquête des locaux commerciaux vacants ;
- Orienter les porteurs de projets et assurer une prospection en lien avec les organismes professionnels pour attirer de nouveaux commerçants ;
- Assurer un contact régulier avec les propriétaires de locaux commerciaux et les conseiller ;
- Tenir une base de données des locaux commerciaux au niveau communal.
- Promouvoir et valoriser le tissu commercial existant :
  - . conseiller les porteurs de projets et les commerçants sur leurs projets (devantures, enseignes, aménagements...) dans un souci de qualité et en lien avec les agents en charge du suivi du règlement local de publicité et de l'occupation du domaine public ;
  - . assurer le lien quotidien entre la ville et les associations de commerçants ;
  - . conseiller la ville sur les possibilités de redynamisation du commerce et les outils mis à disposition.
- Assurer le lien entre les différents intervenants :
  - . assurer et diffuser auprès des partenaires une veille juridique sur la réglementation relative au commerce (urbanisme, immobilier, hygiène et sécurité...) ;
  - . assurer une veille économique en partenariat avec les services de la communauté des communes ;
  - . contribuer aux projets de modernisation des Halles et d'implantation d'activités économiques sur le site de l'Hôtel Dieu.

A reçu un avis favorable en Municipalité du 03/04/2018,

Après délibération et à la majorité des suffrages exprimés ( 31 voix pour),

2 voix contre :

Monsieur LE SAUCE, Monsieur PELTAIS

Le Conseil municipal :

- **CRÉE** au tableau des effectifs un emploi d'adjoint d'animation pour des fonctions de manager du centre-ville à temps non complet 17,5/35ème.

La rémunération applicable au poste de manager du centre-ville est fixée sur un grade de catégorie C, en référence à la grille indiciaire du cadre d'emplois des adjoints d'animation, augmentée éventuellement du régime indemnitaire applicable à la Ville d'Auray.

Le poste pourra être pourvu par un agent contractuel de droit public dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget, chapitre 012.

Envoyé à la Sous-Préfecture le 16/04/2018  
Compte-rendu affiché le 16/04/2018  
Reçu par la Sous-Préfecture le 16/04/2018

## **INTERVENTIONS :**

**M. LE SAUCE :** pour une fois que vous nous proposez la création d'un poste, je vais m'y opposer. Ce poste existe déjà à Auray, au sein de l'association des commerçants d'Auray ; il a été créé il y a quelques années dans le cadre du FISAC et la ville y a contribué en assurant via une subvention une partie du salaire. Vous nous demandez donc d'embaucher ce salarié car son employeur ne peut plus en assumer la charge n'est ce pas.

Deux remarques.

Si la ville a besoin d'un manager de centre ville, à la lecture du bordereau, je trouve que vous poussez le bouchon un peu trop loin et explique peut être mon précédent propos. L'énoncé des nombreuses missions laisse à penser que vous cherchez une perle rare qualifiée que vous ne souhaitez pas payer, car au grade de la catégorie C, et n'employer qu'à mi-temps. Il eut été intéressant d'avoir le profil souhaité en sus des missions pour occuper ce poste. Quelques clics m'ont suffi pour savoir que les qualifications requises pour ce type d'emploi sont du niveau Master en commerce et gestion, donc d'un grade équivalent à la catégorie A, et qu'un temps plein est nécessaire pour remplir pleinement les missions qui lui sont dévolues. Il suffit de regarder sur internet, toutes les communes qui ont cherché un manager de centre-ville ont proposé un peu mieux que ce que vous faites.

Il est aussi prématuré à mon avis d'engager la ville d'Auray avec ce recrutement. Vous n'êtes pas s'en savoir qu'une étude est en cours pour, d'une part, modifier le volet commercial du SCoT du Pays d'Auray et, d'autre part, définir l'intérêt communautaire dans ce domaine suite à la loi NOTRe qui fait que la compétence commerce relève d'AQTA. Il y a un risque pour Auray de supporter le coût de ce poste en lieu et place d'AQTA notamment par une baisse de l'attribution de compensation si en cas de transfert de compétence ce poste était concerné.

**Mme LE BAYON :** nous entendons bien votre remarque. Vous avez noté ce qui vous paraît comme une insuffisance en terme de catégorie, mais nous avons été très prudents en notant que le poste pourra être occupé par un agent contractuel de droit public. C'est un dispositif en effet qui mérite d'être mesuré et il ne faut pas s'engager dans le temps. Il y a différents facteurs d'évolution qui peuvent apparaître et qui peuvent nous amener à revoir et c'est en ce sens que la prudence a été mise sur le caractère contractuel.

**M. LE SAUCE :** ma question portait aussi sur la catégorie C.

**Mme LE BAYON :** c'est un contexte très délicat que beaucoup connaissent ici, on retrouve de plus en plus de jeunes diplômés qui commencent leur carrière en catégorie C.

**M. LE SAUCE :** nous pouvons aussi recruter des salariés détachés, ils nous coûteront encore moins cher. Nous avons tous des enfants et des petits enfants et nous leur souhaitons tous la même chose c'est de réussir dans la vie et d'avoir les salaires qu'ils méritent.

**Mme LE BAYON** : l'idée ici était de ne pas s'enfermer dans un dispositif qui soit pérenne.

**M. LE MAIRE** : en effet, AQTA va lancer une étude avec le Pays d'Auray pour définir entre autre l'intérêt communautaire mais le temps de le définir, de le voter et de motiver AQTA pour embaucher quelqu'un, je crois qu'il se passera 2 ou 3 ans. Auray ne peut pas attendre. Derrière ce poste il y a aussi la nécessité pour Auray de clarifier son intervention vis-à-vis des animations de ville qui font aussi partie des attributions du manager du centre-ville. Vous savez qu'avec la fusion des offices de tourisme communaux depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, l'OTAC, notre office de tourisme n'existe plus. Vous savez que la nouvelle SPL intercommunale de tourisme a décidé de ne plus s'occuper des animations de ville, le territoire étant en situation hétérogène. Avant la SPL certaines villes assumaient elles mêmes leurs animations, comme Quiberon par exemple. Certaines villes comme Auray n'assumaient qu'une partie des animations et l'OTAC subventionnait l'Association d'Animation Touristique. Ensuite, Auray Préférence ne peut pas assumer un temps plein pour un agent qui ne travaille que pour eux (prospection, collecte d'adhésion et animation commerciale). Ce poste traduit la volonté de joindre l'utile à l'agréable. L'utile c'est de définitivement assumer pour la ville d'Auray de payer et de prendre à sa charge toutes les animations de ville. C'est aussi de remettre Auray Préférence dans son rôle qui est l'animation commerciale (défilés de mode, promotions commerciales). L'agréable, c'est de pouvoir faire de la rationalisation d'animation comme par exemple les deux "Noël" qui seraient regroupés en un seul. Nous avons voulu enrichir ce demi-poste pour ne pas faire que de l'animation et la Direction de l'Action Culturelle de la ville d'Auray fait déjà de l'animation (le carnaval, suivi de la semaine du Golfe, feu d'artifice du 14 juillet, etc). L'ambition de ce poste est de centraliser et d'aider la ville à faire toutes les animations de la ville dans le cadre de l'attractivité. L'agréable c'est aussi de l'enrichir pour se préoccuper aussi de choses pour lesquelles nous n'avons pas d'agents comme gérer la vacance des commerces, être en veille, mettre en contact des commerçants qui arrêtent avec d'autres qui souhaitent venir. Il s'agit de l'optimisation pour la commune de l'usage des commerces et ce n'est pas du niveau d'un Master, un Master ne va pas postuler sur un tel poste.

**M. GUILLOU** : vous avez fait allusion au Pays d'Auray et au SCOT, vous savez comme moi que la révision du SCOT n'entraînera pas grand chose sur les centres-villes. La révision du SCOT est faite pour que l'on puisse statuer sur le déplacement du SUPER U de Pluvigner dans une zone périphérique. Nous savons également que l'extension du Bricomarché d'Auray était interdite par le SCOT. A Auray, je crois qu'on a compris que le centre-ville est important, le taux de vacance est relativement faible, on ne peut que s'en féliciter mais on ne peut pas laisser les commerçants sans capacité d'animation sans voir d'autres problèmes arriver et nous regretterons de les avoir laissés tomber. Il s'agit de les accompagner pour que le centre-ville continue à vivre.

**M. LE SAUCE** : l'étude, le SCOT, l'intérêt communautaire en effet, je connais. Vous faites état de la mission que vous allez confier à ce demi-poste, mais ce n'est pas du tout ce qui est inscrit dans le bordereau. Moi je lis des choses comme "contribuer au projet de modernisation des halles et implantation d'activités économiques sur le site de l'Hôtel Dieu". Il y a valoriser le tissu existant, conseiller les porteurs, assurer le lien quotidien, votre fiche de poste va au delà de la simple animation de locaux vacants ou non. Vous trouvez ce type de fiche de poste sur internet et ce qui est demandé par les collectivités est un Master 2. L'énoncé ici peut surprendre quand on voit que c'est un mi-temps par rapport à l'importance de la tâche que vous voulez lui confier. Tel que c'est énoncé dans le bordereau je ne suis pas d'accord.

**M. LE MAIRE** : aucun agent dans la ville, sans parler des directeurs, ne peut participer à des réunions telles que nous les faisons actuellement pour la futur rénovation des halles. Nous l'avons fait en marketing dans le futur agencement, il est nécessaire que par au moins un de ses agents, la ville soit compétente pour mettre en adéquation les projets que la ville a envie de faire et de porter comme la rénovation des halles avec le ressenti des commerçants et avec l'équilibre entre les sédentaires et les non sédentaires. Il faut un agent dans la ville, au delà des élus qui suivent ces sujets comme Monsieur Evanno, qui puisse participer aux réunions, nous accompagner et nous porter.

A 22h55, l'ordre du jour étant épuisé et aucune autre question n'étant posée, M. Le Maire lève la séance.

### **Signature des Présents en séance**

-----  
Monsieur DUMOULIN :

-----  
Monsieur GUILLOU :

-----  
Madame LE BAYON :

-----  
Monsieur TOUATI :

-----  
Monsieur BOUQUET :

-----  
Monsieur MAHEO :

-----  
Madame QUEIJO :

-----  
Monsieur ROCHELLE :

-----  
Madame NAEL :

-----  
Monsieur ALLAIN :

-----  
Madame RENARD :

-----  
Madame MIRSCHLER :

-----  
Monsieur EVANNO :

-----  
Monsieur GOUEGOUX :

-----  
Monsieur GUYOT :

-----  
Madame HOCHET :

-----  
Monsieur LE CHAMPION :

-----  
Madame VINET-GELLE :

-----  
Madame ROUSSEAU : ABSENTE (procuration donnée à M. Allain)

-----  
Monsieur LASSALLE :

-----  
Madame JOLY :

-----  
Madame LE ROUZIC :

-----  
Monsieur LE CHAPELAIN :

---

Monsieur GRUSON :

---

Madame POMMEREUIL :

---

Monsieur LE SAUCE :

---

Madame HULAUD : ABSENTE (procuration donnée à Mme Pommereuil)

---

Monsieur GRENET :

---

Madame BOUVILLE :

---

Madame HERVIO :

---

Monsieur BOUGUELLID :

---

Monsieur PELTAIS :

---